



HAL
open science

L'impérialisme britannique de libre échange, 1846-1932. Une analyse géoéconomique

Aymen Boughanmi

► **To cite this version:**

Aymen Boughanmi. L'impérialisme britannique de libre échange, 1846-1932. Une analyse géoéconomique. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2012. Français. NNT : 2012PA030082 . tel-01547211

HAL Id: tel-01547211

<https://theses.hal.science/tel-01547211>

Submitted on 26 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3
ECOLE DOCTORALE 514 – EDEAGE
EA 2291 - INTEGRATION ET COOPERATION DANS L'ESPACE EUROPEEN (ICEE)

Thèse de doctorat d'Études anglophones

Aymen BOUGHANMI

**L'impérialisme britannique de
libre-échange, 1846-1932
Une analyse géoéconomique**

Thèse dirigée par le Professeur Marie-Claude ESPOSITO

Soutenue publiquement le 04 juillet 2012

Jury :

Mme le Professeur Marie-Claude ESPOSITO, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3.	directrice de thèse
Mr le Professeur Franck LESSAY, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3.	
Mr le Professeur Philippe CHASSAIGNE, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3.	rapporteur
Mr le Professeur Michel PRUM, Université Paris Diderot, Paris 7.	rapporteur

*A mon père qui n'aura pas vu l'aboutissement de
ce travail, de son rêve.*

REMERCIEMENTS

Je remercie très vivement Madame Marie-Claude Esposito d'avoir accepté de diriger ce travail. Je tiens à la remercier particulièrement pour sa patience, son accueil chaleureux, sa disponibilité, sa compréhension et sa gentillesse.

Je remercie également toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide dans les recherches documentaires approfondies nécessitées par ce travail. Pour ce faire, la contribution de Bernard Lesigne m'a particulièrement été précieuse afin de surmonter les difficultés logistiques que j'ai dû affronter tout au long de mes recherches.

Mes remerciements vont aussi aux nombreux amis qui m'ont servi de lecteurs pour accomplir les investigations indispensables à ce genre d'étude.

Toute ma gratitude à Françoise Madray-Lesigne pour ses conseils de rédaction et pour sa relecture attentive.

J'adresse un remerciement très chaleureux à Rym Mouldi qui, outre sa contribution logistique décisive, a assuré, avec une patience et une attention exceptionnelle, la mise en page et l'édition de ce document.

Mes pensées vont aussi à ma famille en Tunisie dont le soutien moral reste pour moi la condition de toute réussite.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	XI
INTRODUCTION	1
I. Objet et intérêt.....	1
II. La géoéconomie : définitions et utilité.....	6
III. Sources et méthodologie.....	14
1. Sources primaires	15
2. Sources secondaires	17
IV. Contenu de la thèse.....	20
PREMIERE PARTIE	
LA STRATEGIE ET L'ECONOMIE : UNE ALLIANCE SECLAIRE	23
CHAPITRE PREMIER LA GEOECONOMIE : LIEN ENTRE L'HISTOIRE INTERIEURE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DU ROYAUME-UNI.....	25
I. De l'intérêt national au projet pour la nation	27
1. Les réalistes et les libéraux entre primauté de la stratégie et suprématie de l'économie dans les relations internationales	27
a. La stratégie impose l'intérêt national.....	27
b. La main invisible et les limites de l'intérêt national	31
2. Intérêt national : implications d'une terminologie	33
a. Usages	33
b. Pour une définition pragmatique	35
II. La géoéconomie : un pont entre l'économie et la stratégie	38
1. La valeur économique de la stratégie	38
2. La valeur stratégique de l'économie.....	42
III. Un impérialisme méthodique : la valeur géoéconomique du territoire.....	46
1. Pour une suprématie durable	47
2. La maîtrise des voies maritimes.....	52
3. La libéralisation des échanges	55
CHAPITRE DEUXIEME STRUCTURE GEOECONOMIQUE D'UNE SOCIETE IMPERIALE, 1688-1846.....	58
I. Les deux aristocraties britanniques	63
1. La terre et la finance : un équilibre économique durable.....	63
2. L'aristocratie retrouve un nouveau souffle	67
II. Le public et le privé : l'alliance impériale	73
1. La finance et l'Etat à la recherche de richesses	75

2.	L'Empire : pour une reproduction de l'alliance	81
III.	La finance fédère les forces économiques.....	86
1.	La dette fédère les protagonistes.....	86
2.	La <i>City</i> finance le libre-échange, 1815-1846	94
DEUXIEME PARTIE		
LE PROJET IMPERIAL SOUS LA DOMINATION DE LA FINANCE : LA MENACE DU VIDE GEOECONOMIQUE		
105		
CHAPITRE TROISIEME	L'IMPERIALISME PAR LA GEOECONOMIE : LA DOMINATION ET LE LIBRE-ECHANGE, 1846-1914.....	107
I.	La menace de la désindustrialisation.....	109
1.	La suprématie industrielle à l'épreuve du libre-échange	109
2.	La balance des paiements : l'équilibre par les revenus invisibles	114
II.	La <i>City</i> et son rôle international : les moyens matériels et humains	120
1.	La <i>City</i> capitale économique mondiale	120
2.	L'aristocratie britannique dirige l'économie mondiale	127
3.	La finance face au déficit commercial	134
III.	Prémices d'un retour à la géopolitique, 1880-1914	139
1.	Dérive géoéconomique après 1870	139
2.	Remise en cause du libre-échange.....	144
CHAPITRE QUATRIEME	L'INTERET NATIONAL A L'EPREUVE DE LA NOUVELLE DONNE GEOECONOMIQUE, 1882-1914.....	151
I.	Redéfinition de la suprématie britannique : nouveau modèle économique allemand et fracture stratégique.....	153
1.	Traditions fiscales de la <i>Pax Britannica</i>	153
2.	Vide géoéconomique et limites de l'influence britannique sur le modèle allemand	155
3.	Renversement des alliances pour maintenir le <i>statu quo</i>	162
II.	Redéfinition du <i>two-power standard</i>	163
1.	Défi maritime allemand	163
2.	Partage des responsabilités maritimes avec les alliés	165
III.	Redéfinition du libre-échange	169
1.	Déni stratégique : interdire à Berlin l'accès au pétrole	169
2.	Contre un libre-échange piloté par l'Allemagne : l'épisode du <i>Berlin-Baghdad Bahn</i>	173
CHAPITRE CINQUIEME	LE VIDE GEOECONOMIQUE AU MOYEN-ORIENT ET LE RETOUR DE L'INTERVENTIONNISME BRITANNIQUE.....	178
I.	L'exemple ottoman : impossible harmonie entre économie et stratégie	179
1.	Divorce entre l'Etat et la finance.....	179
2.	L'interventionnisme passif : maintien du <i>statu quo</i> grâce à une entente financière avec la France.....	186
3.	L'interventionnisme en réaction : l'échec de l'opposition à l'Allemagne.....	192
II.	La Perse : pour une nouvelle harmonie entre l'Etat et la finance	195
1.	L'intervention à travers la Banque impériale Perse	195
2.	La banque impériale : d'une institution financière à une administration quasi officielle	199

3.	L'or noir et la nouvelle harmonie entre l'économie et la stratégie	202
TROISIEME PARTIE		
LA GEOECONOMIE BRITANNIQUE A LA CROISEE DES CHEMINS, 1914-1932.....		209
CHAPITRE SIXIEME	L'INDUSTRIE ET LA FINANCE : ENTRE RAPPROCHEMENT ET RIVALITE, 1914-1925	211
I.	L'affaiblissement de la finance	212
1.	La fin de la projection mondiale de l'Empire britannique.....	212
2.	La montée de la force industrielle.	218
3.	Les conditions de convergence.....	221
II.	L'intérêt national entre deux projets : libre-échange international et protectionnisme colonial	224
1.	Les réparations au secours de l'orthodoxie	224
2.	Pour une politique intermédiaire	228
III.	Une géoéconomie dictée par les ambitions et non par les moyens	232
1.	La conférence de Gênes : une illusion de pouvoir	232
2.	Le plan Dawes : des ambitions non accomplies.....	235
3.	Le retour de l'étalon-or : une victoire à la Pyrrhus pour la finance	239
CHAPITRE SEPTIEME	L'EXPERIENCE D'UNE GEOECONOMIE D'ETAT : L'EXEMPLE DU PETROLE, 1914-1921..	243
I.	La guerre et la paix : le retour de la pensée géopolitique	244
1.	La guerre pétrolière de la Grande-Bretagne contre ses alliés	244
2.	La paix pétrolière de la Grande-Bretagne contre ses alliés.....	248
II.	Un complexe économique-stratégique	255
1.	Le triangle pétrolier : l'Etat, l'Anglo-Persian Oil Company et la Dutch-Shell	255
2.	Une géoéconomie d'Etat	261
CHAPITRE HUITIEME	VERS LA FIN D'UNE ERE GEOECONOMIQUE, 1922-1932	265
I.	Les limites du retour à l'orthodoxie	266
1.	Contre-performances économiques.....	266
2.	Une industrie en restructuration	271
II.	La crise de 1929 : conversion de la finance au protectionnisme.....	276
1.	La « périphérisation » de Londres	276
2.	Affaiblissement stratégique.....	280
3.	Retour au protectionnisme, sauvetage de la finance	283
III.	Vers une nouvelle ère géoéconomique.....	287
1.	Fondements théoriques.....	287
2.	Affaiblissement de l'impérialisme	291
CONCLUSION GENERALE.....		297
ANNEXES		309
Annexe 1. Théories géopolitiques		310
Annexe 2. Le Grand Jeu au XIX ^e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne		312
Annexe 3. Evolution des alliances en Europe de 1871 à 1914		313
Annexe 4. L'Empire britannique à la veille de la Première Guerre mondiale.		316

Annexe 5. L'Empire colonial allemand à la veille de la Première Guerre mondiale et les visées annexionnistes.....	317
Annexe 6. L'Empire Ottoman à la veille de la Première Guerre mondiale	318
BIBLIOGRAPHIE	319
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	352
INDEX THÉMATIQUE.....	354

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	
La part de l'empire dans les exportations britanniques, 1870-1913.....	p. 110
Tableau 2	
Les exportations britanniques selon leurs destinations par région.....	p. 112
Tableau 3	
La balance commerciale britannique des visibles, 1851-1913.....	p. 113
Tableau 4	
Le commerce invisible et la balance des paiements de la Grande-Bretagne 1851-1913.....	p. 116
Tableau 5	
La balance des paiements des comptes courants.....	p. 122
Tableau 6	
La balance des paiements des comptes courants, 1856-1913.....	p. 122
Tableau 7	
Parts des services dans l'emploi, 1841-1911.....	p. 134
Tableau 8	
Les excédents et les déficits de la balance commerciale britannique, 1871-1913.....	p. 136
Tableau 9	
Parts de la production mondiale des produits manufacturés, 1870-1913.....	p. 156
Tableau 10	
Parts de la production mondiale de la fonte et de l'acier, 1875-1913.....	p. 156
Tableau 11	
Parts des régions mondiales des exportations britanniques, 1846-1938.....	p. 213
Tableau 12	
Parts des régions mondiales des importations nettes britanniques, 1871-1938.....	p. 213
Tableau 13	
Balance commerciale, 1891-1938.....	p. 216
Tableau 14	
Balance des paiements des comptes courants, 1891-1938.....	p. 217
Tableau 15	
Nouvelles émissions des capitaux en destination de l'Empire et des pays étrangers, 1900 - 1933.....	p. 236
Tableau 16	
Les importations britanniques des produits manufacturés.....	p. 267
Tableau 17	
Les exportations, les réexportations et les excédents invisibles par rapport aux importations britanniques brutes, 1896-1933.....	p. 268
Tableau 18	
Parts britanniques dans le commerce des dominions, 1913-1933.....	p. 291

INTRODUCTION

I. Objet et intérêt

La géoéconomie, en tant que concept des relations internationales, est apparue dans le contexte de la rupture globale provoquée par la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide. Son développement, en tant que branche des sciences humaines, est profondément marqué par ce contexte. Des géoéconomistes, comme Edward Luttwak aux Etats-Unis et Pascal Lorot en France, ont soutenu que les bouleversements politiques et technologiques de cette période étaient si exceptionnels que les anciennes méthodes d'analyse, notamment celles de la géopolitique, risquaient de devenir inadéquates pour rendre compte de la réalité des relations internationales dans le cadre d'une mondialisation galopante, d'un libéralisme triomphant et d'une explosion technologique sans précédent¹, l'homme n'ayant jamais auparavant, disposé de moyens technologiques et organisationnels lui permettant de défier les contraintes de l'espace et d'échapper aux restrictions des frontières. Cette capacité à surmonter les barrières imposées par la géographie et/ou la politique contribue, aujourd'hui, à forger progressivement une nouvelle identité pour l'humanité entière. Le village, qui fait notre monde, va obligatoirement redéfinir toutes les notions collectives, y compris celles de la puissance et de ses conditions.

Selon cette vision, la géoéconomie serait, aujourd'hui, plus appropriée pour rendre compte des relations internationales que la géopolitique, fondée sur des

¹ Dans son article, « Prémices géoéconomiques », Yannick Brun-Picard entreprend de présenter les origines de la géoéconomie dans les époques antiques et médiévales. Voir Yannick Brun-Picard, « Prémices géoéconomiques », <http://www.solidarite-internationale.com/premices-geoeconomique>, 2006. Voir également, Yannick Brun-Picard, *L'humanisme géographique*, Thèse de Doctorat de l'université d'Aix-en-Provence, sous la direction de Ferrier Jean-Paul (Aix) et Mercier Guy, (Québec), 2005.

considérations géographiques et stratégiques qui ont largement perdu de leur importance. En d'autres termes, la géopolitique n'a, aujourd'hui, qu'une valeur historique. En adoptant cette position, les géoéconomistes se sont, peut-être à leur insu, coupés de l'histoire : la nouvelle discipline ne semble potentiellement valable que pour l'époque post-soviétique. Cette fragilité contribue à discréditer la géoéconomie, qui cherche péniblement à s'assurer une place parmi les sciences humaines, et la géopolitique, qui, à travers ses spécialistes, refuse de perdre un crédit chèrement acquis.

C'est pour tenter de remédier à cette faiblesse, que nous avons entrepris ce travail dont l'objectif est d'appliquer les mécanismes de la géoéconomie à un cas historique : l'impérialisme britannique de libre-échange entre 1846 et 1932. Nous espérons ainsi briser la barrière temporelle dans laquelle plusieurs géoéconomistes, dans leur souci de se distinguer de la géopolitique, se sont enfermés.

L'histoire peut être définie comme le laboratoire des sciences humaines. Dans leur recherche de crédibilité, les études économiques, politiques, sociologiques, peuvent difficilement se passer des arguments historiques qui fournissent l'illustration concrète d'idées souvent abstraites. L'une des disciplines les plus tributaires des arguments historiques est la géopolitique. Pour s'en rendre compte, il suffit d'ouvrir le moindre manuel en la matière. Le lecteur se trouve immédiatement submergé d'exemples empruntés à toutes les époques. Mais ces lectures géopolitiques de l'histoire affirment très souvent que la discipline demeure indépendante et ne doit, en tout état de cause, être confondue avec les méthodologies des autres sciences humaines. C'est ainsi que les spécialistes de géopolitique parviennent à préserver la spécificité de leur champ de recherche sans pour autant se couper des époques qui avaient précédé l'apparition de leur discipline.

La géopolitique n'est pas une exception : les théoriciens des autres spécialités défendent la spécificité de leur territoire avec une détermination qui peut aller jusqu'à la négation de l'apport des autres disciplines. Ceci relève de la tendance qu'ont les spécialistes à accorder une supériorité de principe à leur champ d'étude aux dépens des autres. Fernand Braudel parle d'économisme, de géographisme, de sociologisme, pour désigner la prétention de chacune de ces disciplines à expliquer, à elle seule et indépendamment des autres, l'ensemble des phénomènes humains². L'auteur des *Ecrits sur l'histoire* met en garde contre cette attitude et appelle à un rassemblement des

² Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire* (1969), Paris, Flammarion, 1984, pp. 193-194.

sciences et à une convergence des savoirs, conditions nécessaires, selon lui, pour s'approcher de la vérité.

Mais la rigueur scientifique impose de reconnaître que, l'affrontement des différentes spécialités peut avoir des points positifs. C'est pour cette raison que notre travail tente d'apporter une solution au conflit entre la géopolitique et la géoéconomie³. L'exclusion mutuelle qui caractérise aujourd'hui encore le rapport entre ces deux disciplines⁴ nous a donc été d'une grande utilité dans la réalisation de ce projet. Plus généralement, les controverses entre les différentes spécialités provoquent la réflexion et poussent à l'approfondissement des problématiques. C'est pourquoi les sujets les plus classiques, comme l'impérialisme britannique, demeurent toujours d'actualité : leur caractère transversal les rend propices aux applications de toute nouvelle méthode d'analyse.

La géoéconomie peut donc tirer partie de l'histoire pour élargir son champ d'application et profiter ainsi d'arguments qui la rendront plus solide. En effet, la libéralisation des échanges, les ruptures technologiques et l'ouverture des frontières ne sont pas spécifiques à notre époque. Entre 1846, date de l'abrogation des lois sur le blé, et 1932, date de la restauration d'un système protectionniste fondé sur le principe de la préférence impériale, la Grande-Bretagne, première puissance de l'époque, avait adopté un libre-échange autrement plus authentique que les systèmes libéraux post-soviétiques, souvent accompagnés de subventions publiques qui en limitaient les effets. Les crises structurelles, que nous connaissons aujourd'hui, qui poussent certains économistes à reconsidérer les fondements et les arguments du néo-libéralisme, rapprochent également notre époque d'une ère où une autre forme de libéralisme avait été dominante avant de perdre progressivement du terrain. Dans de telles conditions, la primauté des analyses stratégiques dans la compréhension des relations internationales suscite, nous semble-t-il, la critique. Pour la première puissance mondiale de l'époque, les considérations géopolitiques demeuraient certes d'une importance indéniable dans la construction des dispositifs militaires, l'identification des menaces et la détermination des priorités

³ D'autres termes qui expriment des notions proches de ce concept, comme la géofinance, ont été utilisés. Voir, par exemple, Charles Goldfinger, *La Géofinance : pour comprendre la mutation financière*, Paris, Seuil, 1986, 422 p. Pour une présentation historique concise de cette terminologie à partir des années 1980, voir Philippe Moreau-Defarges, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2002, pp. 93-95.

⁴ Pour un exemple, voir Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2002, pp. 491-493.

territoriales. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'économie finançait toute action concrète. Il est donc difficile d'imaginer que les forces qui détenaient le capital n'avaient pas leur mot à dire dans le processus de prise de décision.

Il peut arriver que, grâce à sa force de coercition, le pouvoir politique soit parfois capable d'obliger l'économie à lui céder. Mais l'Etat libéral, que fut le Royaume-Uni au XIX^e siècle, ne pouvaient préserver durablement une telle domination⁵. Il est donc indispensable d'appréhender le lien entre l'économie et la stratégie du point de vue de la complémentarité. La géoéconomie sera donc, pour nous, un outil analytique de premier plan pour comprendre le lien entre les aspects stratégiques et économiques de l'intérêt national tel qu'il était perçu par la Grande-Bretagne à l'époque du libre-échange entre 1846 et 1932. Comment la superpuissance concevait-elle les relations entre la puissance et l'espace ? Comment définissait-elle le dispositif des moyens physiques et humains susceptibles d'être mobilisés pour protéger ses intérêts ?

L'examen géoéconomique de l'impérialisme britannique entre 1846 et 1932 permettra, nous l'espérons, de dépasser le conflit entre la géoéconomie et la géopolitique. De nombreux géopoliticiens ont rejeté la validité du nouveau concept⁶. Les craintes de déviations idéologiques justifient ce rejet. Héritière de la géographie politique du XIX^e siècle, la géopolitique est une discipline qui se propose d'analyser les rapports entre les nations en fonction des conditions géographiques. Selon les termes d'Yves Lacoste, « la géopolitique est la rivalité des pouvoirs autour des territoires »⁷. L'un des objectifs de cette discipline était de proposer une alternative aux interprétations idéologiques, principalement marxistes, expliquant les conflits par des raisons purement économiques relatives à la division du travail au niveau international. Notre vision de la géoéconomie ne constitue pas un retour à cette tendance. Elle propose d'inclure l'économie dans les calculs stratégiques de la Grande-Bretagne entre 1846 et

⁵ Le Royaume-Uni se caractérisait par la faiblesse de son Etat central par rapport aux forces économiques qu'il avait à contrôler aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de son espace insulaire. Au milieu du XIX^e siècle, l'évolution vers le libre-échange n'a fait que confirmer ce décalage. Voir Norman Gash, *Pillars of Government and Other Essays in State and Society*, Londres, Arnold, 1986, 202 p.

⁶ Par exemple, Aymeric Chauprade rejette l'idée du dépassement des Etats par le transnational, idée prônée en particulier par Pascal Lorot, et plus généralement par ceux que Chauprade qualifie de « l'école transnationale ». Voir Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, *op.cit.*, pp. 17-18 et p. 22.

⁷ Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, 1679 p. Voir notamment le préambule de cet ouvrage.

1932, non pas en tant que motivation idéologique, mais en tant qu'instrument géopolitique.

Ainsi, sans chercher ni à réhabiliter ni à accabler les premières tentatives de conceptualisation de la géoéconomie, nous affirmons que la nouvelle discipline ne doit pas être perçue comme une révolution contre la géopolitique. A travers le cas étudié, nous tenterons simplement de rééquilibrer la relation entre les deux dimensions, physique et humaine, de la géographie⁸. En effet, malgré les efforts des géopoliticiens de la deuxième moitié du XX^e siècle, la primauté des facteurs territoriaux demeure évidente dans leur méthodologie. Ainsi, la géographie humaine semble parfois réduite à une composante de l'espace et du potentiel stratégique qui en découle.

Pour échapper à cette faiblesse, Yves Lacoste a tenté d'introduire, dans ses analyses, la notion de représentation selon laquelle les identités humaines sont déterminées par la vision que porte un groupe sur lui-même⁹. Selon cette hypothèse, des illusions naïves peuvent être décisives dans la conduite des relations internationales. Mais des géopoliticiens reconnus, comme Aymeric Chauprade, mettent en garde contre la méthodologie lacostienne, accusée de nominalisme. En réduisant le monde à un concept plutôt qu'à la réalité, cette vision ouvre une brèche dangereuse aux déviations idéologiques de la géopolitique. En cherchant à prendre systématiquement le contre pied du déterminisme mathématique des premiers géopoliticiens allemands, Yves Lacoste tombe dans le piège de l'idéologie : la géopolitique citoyenne¹⁰.

La géoéconomie offre une solution à une polémique qui pourrait devenir stérile. Les représentations ne sont pas des vues de l'esprit fondées sur des illusions erronées. Mais elles sont le résultat de conditions réelles, territoriales et identitaires d'une part, économiques et sociales de l'autre. En permettant d'intégrer les facteurs structurels dans l'analyse des relations internationales, la géoéconomie ne peut que consolider la géopolitique en tant que discipline scientifique. Si elle l'éloigne de la démarche expérimentale des sciences naturelles, elle lui procure, ce faisant, des capacités analytiques mieux adaptées aux sciences humaines.

⁸ Pour une autre opinion qui affirme que la géoéconomie fait partie de la géopolitique, voir Aymeric Chauprade et François Thual, *Dictionnaire de géopolitique : Etats, concepts, auteurs*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 500-501.

⁹ Yves Lacoste, *Géopolitique : la longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2006, pp. 6-18.

¹⁰ Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire, op.cit.*, pp. 9-10.

II. La géoéconomie : définitions et utilité

Selon Edward Luttwak, l'un des premiers théoriciens de la géoéconomie, l'objectif final de la pensée stratégique contemporaine des Etats est de conquérir ou de préserver une position enviée au sein de l'économie mondiale. Il s'agit d'une projection d'influence et de pouvoir, qui correspond aux valeurs méritocratiques des professions libérales¹¹. Ces valeurs ont donc réussi à conquérir le dernier bastion aristocratique : les relations internationales. Ainsi, la domination des facteurs économiques, comme le capital et le travail, a remplacé la gloire militaire et les honneurs diplomatiques dans la détermination de la puissance à l'échelle mondiale. La capacité des Etats à mobiliser assez d'armes économiques conditionne désormais toute possibilité de contrôle physique des territoires et toute influence diplomatique sur les gouvernements étrangers.

Cette interprétation met en évidence l'importance de l'économie comme arme stratégique dans les relations internationales. Sa subtilité réside dans sa capacité à rendre compte de l'interaction entre l'intérêt privé et l'intérêt national. En effet, le rôle du capital dans le processus de prise de décision ne peut pas être neutre. Son influence, largement reconnue aux niveaux local et national, représente une problématique pour l'analyse des relations internationales. Le rapport entre l'économique et le stratégique dans les affaires étrangères d'un Etat a très souvent été analysé dans la perspective de prouver la primauté d'un aspect sur l'autre. La géoéconomie permet d'orienter la question vers une logique plus interactive. Elle constate d'abord que la relation entre l'Etat et le capital n'est pas nécessairement conflictuelle. Le croisement entre les ambitions du premier et les objectifs du deuxième conduit ensuite à poser la question de la portée et des limites de la valeur stratégique de l'économie.

Ecrivant après la fin de la Guerre froide, Edward Luttwak estime, qu'après la victoire du libéralisme, l'économie a cessé d'être une arme stratégique parmi d'autres. Elle est devenue le champ de bataille sur lequel se règlent les conflits mondiaux. Ainsi, le capital peut légitimement évoquer l'intérêt général pour réclamer le soutien de l'Etat dans ses conquêtes de marchés. D'ailleurs, l'action géoéconomique, lorsqu'elle réunit les conditions de son succès, finit par profiter à la plupart des composantes de la société. Parfois, le choix ne se pose même pas puisqu'il s'agit de défendre le modèle de la société en question.

¹¹ Edward Luttwak, *The Endangered American Dream*, New-York, Simon and Schuster, 1993, p. 311.

Edward Luttwak définit également la géoéconomie dans des termes guerriers. Il essaie de banaliser les concepts de la guerre géoéconomique et de la course à l'armement géoéconomique. La recherche-développement prend ainsi la figure d'une artillerie permettant de conquérir une avance technologique qui peut se révéler décisive. En conséquence, les Etats ont tout à gagner en soutenant, par tous les moyens, le capital dans ce genre d'activités. Par ailleurs, dans la terminologie établie par Luttwak pour définir la géoéconomie, les secteurs productifs, qui permettent d'envahir les marchés, représentent l'infanterie. La finance constitue, quant à elle, la dernière arme offensive qui encadre les deux autres. La manipulation des taux d'intérêt permet, en effet, d'épauler l'artillerie de la recherche-développement dans sa lutte pour la domination technologique et l'infanterie des secteurs productifs dans sa conquête des marchés¹².

Cette lecture quasi militaire de la géoéconomie s'explique par les convictions réalistes de Luttwak. L'Etat est avant tout une entité territoriale en lutte permanente avec son entourage. Par conséquent, la dimension conflictuelle est inévitable dans les relations internationales. Or, les sociétés modernes ne veulent plus de guerre traditionnelle. Il n'en demeure pas moins que leurs Etats respectifs ne sont pas prêts à abandonner leur raison d'être et leur rôle historique de garants de la sécurité contre les ennemis de l'extérieur. La géoéconomie leur offre la possibilité de transférer leur antagonisme sur le terrain économique¹³. Les « champs d'honneur » sont désormais les marchés qui départagent les vainqueurs et les perdants, les *leaders* et les suiveurs, les puissants et les faibles. Les marchés génèrent ainsi une union sacrée entre l'Etat et le capital.

Cette interprétation est clairement inspirée de la géopolitique qu'elle prétend dépasser. L'idée de l'espace vital, théorisée essentiellement par Friedrich Ratzel et Karl Haushofer, est fondée justement sur la nécessité de l'évolution expansionniste des Etats et sur le caractère obligatoire de la dimension conflictuelle dans les relations internationales¹⁴. Défini en termes organiques, l'Etat ratzélien est une entité rassemblant une fraction d'humanité sur une fraction de sol, qui, certes, reflète les caractéristiques de son peuple, mais qui traduit surtout les spécificités de sa géographie¹⁵. Le primat territorial est donc supérieur à toute autre donnée sociologique ou culturelle. D'ailleurs,

¹² *Ibid.*, chapitre 11.

¹³ *Ibid.*, pp. 316-317.

¹⁴ Aymeric Chauprade, François Thual, *Dictionnaire de géopolitique, op.cit.*, pp. 598-601 et pp. 615-617.

¹⁵ Friedrich Ratzel, *Géographie politique : les concepts fondamentaux* (1897), trad. fr. Pierre Rusch, Genève, Editions régionales européennes, 1988, 385 p.

c'est à travers l'analyse du rapport entre l'Etat et le sol que réside l'apport méthodologique de Ratzel qui tente d'établir des constantes qui défient les bouleversements historiques. Ces derniers ne sont que le résultat de l'évolution ou de la régression de l'entité organique que constitue l'Etat. Il établit ainsi des lois, selon lui universelles, qui lient le développement économique, culturel et sociologique des nations à leur capacité d'expansion spatiale. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, il a souvent été reproché à la pensée ratzélienne d'être déterministe, dans le sens où la géographie imposerait de manière extérieure les politiques de l'Etat¹⁶. Napoléon n'avait-il pas déclaré « Tout Etat est la politique de sa géographie ».

Avec Haushofer, le déterminisme géopolitique prend une tournure plus systématique. Refusant l'idée même de la stabilité des frontières, ce théoricien allemand estime que seuls les Etats faibles trouvent de l'intérêt à prôner le *statu quo*. Mais face à la sélection naturelle, leur cause est perdue d'avance. Les Etats sont des êtres dynamiques en lutte pour un espace vital, ils ont donc vocation à s'étendre¹⁷. Cette géopolitique du *Lebensraum* a été considérée comme un danger pour la paix. Profondément marquée par les circonstances de l'entre deux guerres, elle apparaît, parfois, comme une tentative pour justifier la politique agressive du III^e Reich.

Allant croissant, le déterminisme géographique finit par condamner la géopolitique. Imprégnée des théories scientistes, celle-ci fonde ses analyses sur un postulat selon lequel la géographie physique conditionne la politique étrangère des Etats dans une logique constamment conflictuelle. La géopolitique s'est rendue donc vulnérable aux déviations idéologiques¹⁸.

L'histoire de la géopolitique devrait servir de leçon aux spécialistes qui cherchent à développer la géoéconomie, ses concepts et ses méthodologies. Il ne faut pas passer d'un déterminisme géographique à un déterminisme économique. La dimension conflictuelle des relations internationales ne doit pas être un postulat. Elle est au mieux une hypothèse, au pire un constat. Or, la définition de Luttwak de la géoéconomie comporte les grains d'une telle dérive. Son vocabulaire exagérément guerrier risque de discréditer la nouvelle discipline. La géoéconomie est présentée comme un instrument qui permet aux Etats de retrouver le contrôle de leur capital. En

¹⁶ Pour une analyse qui limite cet aspect de la pensée ratzélienne, voir Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, op.cit., pp. 29-35.

¹⁷ François Ewald, *La géographie politique : les concepts fondamentaux*, Paris, Fayard, 1987, 220 p.

¹⁸ Voir la préface de Jean Klein, pour le livre de Karl Haushofer, *De la géopolitique*, trad. fr. André Meyer, Paris, Fayard, 1986, pp. 7-41.

invoquant les impératifs géoéconomiques, ils peuvent revendiquer leur autorité sur leurs hommes d'affaires et sur leurs citoyens en général. Dans ce schéma, les stratèges de l'Etat changent peut-être de nature, mais gardent exactement le même rôle : l'efficacité économique des bureaucrates remplace la compétence stratégique des militaires pour poursuivre une guerre sans fin¹⁹.

Par conséquent, il est impératif de redéfinir la géoéconomie en tant que discipline scientifique qui s'efforce de surmonter le clivage entre la suprématie du stratégique ou la primauté de l'économique dans les relations internationales. C'est en arrachant la géopolitique des mains de la propagande que les géopoliticiens ont réussi à redorer le blason de leur discipline. C'est pour suivre leur exemple que nous entreprendrons d'appliquer les règles de la géoéconomie au cas historique de l'impérialisme britannique du libre-échange. En prouvant l'existence de mécanismes géoéconomiques avant la théorisation du concept, nous espérons donner à la géoéconomie un aspect analytique qui lui fait défaut.

Cette faiblesse est sans doute l'une des causes qui poussent des géopoliticiens tels qu'Aymeric Chauprade à rejeter la géoéconomie²⁰. En estimant qu'il s'agit d'une lecture marxiste des relations internationales, lecture qui fonde les inégalités de la puissance sur les inégalités sociales, économiques et politiques, Chauprade présente comme suit la définition qu'il refuse de la nouvelle discipline : ce sont les luttes économiques et sociales qui, en instrumentalisant les facteurs de la géographie identitaire, sont la cause des conflits. Selon lui, c'est l'être qui précède l'avoir et non le contraire²¹. En d'autres termes, les inégalités sociales sont l'effet et non pas la cause des conflits. Leur existence elle-même s'explique par « la lutte de pouvoir autour des territoires »²².

Chauprade s'inscrit ainsi dans une tradition de peur symptomatique qui pousse à rejeter systématiquement les explications économiques des relations internationales²³. Quant à l'argument de l'antériorité de l'être sur l'avoir, la subtilité de la remarque ne peut guère cacher la limite de sa pertinence dans l'analyse des relations internationales. L'avoir est au moins aussi important que l'être dans la détermination des priorités et des

¹⁹ Edward Luttwak, *The Endangered American Dream*, *op.cit.*, pp. 309-319.

²⁰ Voir Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, *op.cit.*, partie 3, chapitre 6.

²¹ *Ibid.*, p. 492.

²² C'est ainsi qu'Yves Lacoste définit la géopolitique.

²³ Voir *infra* pp. 44-45.

enjeux²⁴. Chauprade, lui-même, reconnaît que « le pouvoir ne tient pas sans argent, car l'argent assure le monopole de la force qui est l'expression même du pouvoir étatique »²⁵. La recherche de puissance est donc indissociable de la quête des richesses, ce qui nous conduit déjà à rejeter la présomption selon laquelle les Etats seraient souvent les seuls acteurs des relations internationales. Le commerce international offre au grand capital une marge de manœuvre pour agir au niveau mondial.

De cette constatation découlent deux conclusions primordiales pour la suite de ce travail. D'une part, la rivalité entre les nations peut avoir des dimensions non territoriales. D'autre part, le capital privé ne peut pas être indifférent à la rivalité territoriale confirmée par la géopolitique. Sur ces deux axes nous fondons notre définition de la géoéconomie qui est donc une méthode d'analyse des relations internationales permettant, d'une part, d'évaluer la valeur stratégique des choix et des ambitions économiques d'une nation, et d'autre part, d'expliquer la dimension économique de sa stratégie territoriale²⁶.

Cette définition permet d'échapper au clivage traditionnel entre les explications économiques et les interprétations géopolitiques des relations internationales. En accordant une valeur économique à la conception géopolitique que porte une nation sur elle-même, nous nous distinguons de l'analyse d'Edward Luttwak concernant la géoéconomie. Celle-ci n'est pas exclusivement l'arme des Etats contre ses rivaux, puisqu'elle est également la conséquence d'ambitions économiques non territoriales. D'ailleurs, nous avons choisi de démontrer ses mécanismes à travers un cas historique où le libéralisme a gagné un très vaste terrain. Il est nécessaire de préciser que selon Luttwak le libre-échange ne constitue pas une condition propice à l'action géoéconomique qui reste, selon lui, tributaire d'une politique volontariste menée par des Etats habitués à occuper la quasi totalité de l'espace politique international²⁷. L'exemple d'un impérialisme du libre-échange permettra, nous l'espérons, de démontrer que le

²⁴ Une autre réponse peut être opposée à cette remarque. La représentation organique de l'Etat ne peut pas être complète si elle n'inclut pas une dimension psychologique de l'être. Cette idée sera analysée plus en détail. On la mentionne ici pour justifier l'usage de vocabulaire parfois proche de la psychanalyse dans ce travail.

²⁵ Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, op.cit., p. 492.

²⁶ Sauf indication contraire, le terme stratégie, dans ce travail, doit être entendu dans un sens global : elle est la coordination et la direction conscientes des ressources d'une nation pour assurer ce qu'elle considère comme son intérêt.

²⁷ Edward Luttwak, *The Endangered American Dream*, op.cit., chapitre 11.

terrain international n'est pas l'exclusivité des Etats et que leurs politiques étrangères ne peuvent guère être séparées de la structure interne de leur société. Il permettra surtout de prouver que la géoéconomie ne constitue pas une rupture spécifique du XXI^e siècle. Ses mécanismes existent tant que des intérêts privés peuvent influencer, d'une façon significative, les choix stratégiques des nations.

La géoéconomie peut donc également être présentée comme le lien entre l'histoire interne et l'histoire externe d'un pays. Elle serait la lutte des forces d'une société pour établir l'agenda de la politique extérieure et orienter, dans un sens ou un autre, le potentiel géopolitique de la nation. Car les positions géographiques les plus optimales ne permettent pas de satisfaire toutes les ambitions. Un choix s'impose et il est souvent présenté comme le garant de l'intérêt national afin de réunir autour de lui toutes les composantes de la nation en question.

On a tendance à se représenter la société sous une forme pyramidale. Au sommet de son architecture institutionnelle se place le décideur, ou plus concrètement l'Etat à qui il revient de choisir et donc d'établir la stratégie à suivre. Celle-ci ne peut certainement pas faire abstraction des conditions objectives de la géographie. On dit qu'elle est conditionnée par le géopolitiquement possible. Mais elle ne peut également pas négliger les considérations plus subjectives de la société. On dit donc qu'elle est encadrée par le socioéconomiquement acceptable.

La politique étrangère est le résultat d'un processus plus au moins complexe en fonction de la nature du régime. Dans un ordre dictatorial, par exemple, le prince domine le sommet de la pyramide, ce qui suppose que le processus de prise de décision est plus simple. Mais même dans ce cas, le sommet ne peut guère se détacher de ses liens avec le reste de la pyramide. Entouré de conseillers et de courtisans, le dictateur peut rarement échapper totalement à l'influence de sa cour. Celle-ci s'efforce souvent de constituer une zone étanche entre le chef et les autres forces. Cette séparation donne aux courtisans une position de quasi sommet, mais qui est souvent traversée par des courants d'intérêts différents. La lutte entre ces tendances au sein de la cour assure une certaine perméabilité entre la base et le sommet de la pyramide.

La démocratie a le mérite incontestable de décroiser les rapports entre les forces de la société. De ce fait, le processus de prise de décision est devenu plus difficile à appréhender. La critique marxiste de la démocratie libérale affirme que cette

complexité permet au grand capital d'exercer une dictature d'élite sur les autres forces²⁸. Le pouvoir politique, toujours soucieux de satisfaire la classe dominante, finit par se transformer en un instrument d'exécution d'un agenda qu'il ne maîtrise plus. Cependant, il faut mettre en garde contre toute approche monocausale. La multiplication des forces rend très difficile tout ascendant total et définitif d'un groupe sur les autres. Le libéralisme a la vertu de produire, non pas une, mais des élites. La démocratie garantit ensuite la multiplicité des canaux d'influence entre les forces économiques et le sommet. Il est certainement absurde de prétendre qu'il est envisageable que toutes les composantes de la société aient leur mot à dire dans la politique étrangère d'un pays. Mais il est tout aussi improbable de voir les forces qui disposent des moyens de le faire abandonner leurs intérêts aux nécessités territoriales de la géographie.

C'est en se fondant sur ce principe qu'Edward Luttwak annonce l'avènement d'un nouvel ordre international où l'arme économique remplacerait l'arme militaire comme instrument au service des Etats dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale²⁹. Dans son ouvrage, *The Endangered American Dream*, il affirme que, dans un système de libre-échange, les priorités économiques ne sont plus occultées par des interventions politiques motivées par de puissantes raisons stratégiques. Selon Luttwak, l'objectif de la géoéconomie n'est pas d'ordre territorial ou diplomatique, puisqu'elle consiste à conquérir ou à préserver une position influente dans la logique compétitive de l'économie mondiale. La puissance peut, en effet, s'exercer sans recours à la coercition³⁰. Le capital international, grâce à son influence sans cesse croissante, semble l'emporter sur les Etats pour s'ériger en maître des relations internationales. La vraie puissance n'est plus territoriale et stratégique. Elle est devenue essentiellement économique et financière. Aujourd'hui, les priorités géopolitiques ne sont prises en considération que si elles sont nécessaires pour acquérir ou maintenir des privilèges géoéconomiques qui définissent désormais l'intérêt national des pays développés.

L'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges sont de nature à favoriser le capital afin de développer des intérêts au niveau mondial. Pour défendre

²⁸ Voir *infra* p. 37.

²⁹ Voir à ce propos Edward Luttwak, « From Geopolitics to Geo-economics. Logics of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, n° 20, été 1990, pp. 17-23 ; *The Endangered American Dream*, *op.cit.*

³⁰ Cet aspect rapproche la géoéconomie du *soft power*, concept développé par Joseph Nye. Voir Joseph S. Nye, *Soft Power, the Mean to Success in World Politics*, New-York, Public Affairs, 2004, 208 p.

leurs intérêts, les Etats se trouvent également tentés de s'engager dans des politiques de conquête de marchés extérieurs et de prise de contrôle de secteurs économiques considérés comme stratégiques. Cette combinaison est le fondement même de la géoéconomie. Dans un article intitulé « La géoéconomie, nouvelle grammaire des relations internationales »³¹, Pascal Lorot présente sa propre vision de la géoéconomie à travers une critique de la thèse de Luttwak. Selon lui, le développement de ce concept marque sans doute une avancée significative dans la compréhension de l'architecture internationale, notamment dans l'influence des questions économiques sur l'agenda géopolitique. Mais la définition de Luttwak lui semble trop étroite, notamment en ce qui concerne son champ d'application, pour pouvoir rendre effectivement compte de la réalité économique et stratégique au niveau international. Il rejette les limites géographiques de son application. Contrairement à ce que pense Luttwak, il affirme que la géoéconomie ne concerne pas exclusivement les nations développées, mais qu'elle peut également être pratiquée par les pays émergents³².

Notre critique de la définition de Luttwak sera encore plus radicale. Les limites géographiques du champ d'application de ce concept sont clairement doublées de limites historiques injustifiées. Utiliser la géoéconomie pour analyser « la nouvelle architecture mondiale » revient à dire qu'elle serait incapable de profiter de l'étude du passé. Or il nous semble que les liens entre l'économique et le stratégique dans l'établissement de l'agenda international d'un pays ne sont pas propres à l'époque post-soviétique. C'est un lien nécessaire qui a toujours participé à la définition du projet que chaque nation ambitieuse se donne. La géoéconomie est certes affaiblie au moment des confrontations frontales entre les nations. Mais la coexistence de la paix et de la rivalité sous-entend la possibilité d'une compétition non territoriale qu'on peut qualifier de géoéconomique.

La complémentarité des sciences humaines signifie que les résultats d'une discipline peuvent enrichir les autres. Le refus *a priori* de toute supériorité d'une discipline sur une autre permet de relativiser les conclusions, de laisser constamment le débat ouvert et de cueillir les fruits de la multidisciplinarité. Car l'objectif de la science,

³¹ Pascal Lorot, « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *Introduction à la géoéconomie*, Paris, Economica, 1999, 244 p.

³² Pascal Lorot parle de la géoéconomie en termes pratiques. Sa démarche laisse parfois croire qu'il s'agit d'une nouvelle arme entre les mains des Etats et des entreprises. Cette méthodologie risque de discréditer la nouvelle discipline. Rappelons qu'à ses débuts, la géopolitique avait connu ce sort. Elle ne réussit à retrouver sa fiabilité que grâce à sa redéfinition en tant qu'outil d'analyse scientifique.

surtout lorsqu'il s'agit de sciences humaines, n'est pas d'atteindre la vérité, mais simplement de s'en rapprocher. L'objectif de ce travail n'est donc pas d'invalider les explications géopolitiques de l'impérialisme britannique entre 1846 et 1932, mais plutôt de les enrichir par une nouvelle approche. Pour en donner un exemple, il est difficile de nier que la position insulaire de la Grande-Bretagne lui a procuré un sentiment d'invincibilité, une ouverture d'horizons, et un potentiel naval exceptionnel. La projection impériale n'a fait que consolider ces sentiments. L'impérialisme était donc un choix stratégique lié à un potentiel géographique spécifique. Mais la mobilisation impériale de la nation britannique ne correspondait-elle pas également à un potentiel économique que l'espace insulaire ne pouvait guère contenir ? Les conditions physiques ne sont-elles pas doublées de pulsions humaines en lutte contre la frustration du confinement ? Accepter, à l'instar des fondateurs de la géopolitique, la nature organique de l'Etat ne revient-il pas à le rapprocher de ses membres, et donc à supposer l'existence d'une dimension psychologique et sociale qu'il serait hasardeux de négliger ? Cette dimension colore de subjectivité les questions les plus objectives de la géopolitique.

L'analyse et l'évaluation de cet aspect subjectif constituent le champ d'étude de la géoéconomie. Nous pensons que la subjectivité mérite, en tant que telle, d'être un objet d'observation objective. Nous sommes, certes, conscients de la difficulté et des dangers que cela implique. La remise en cause du stato-centrisme³³ peut, par exemple, conduire aux théories conspirationnistes sur les relations internationales. Mais l'existence d'un rôle stratégique non officiel ne signifie, en aucun cas, la subordination systématique de l'Etat à la volonté privée.

III. Sources et méthodologie

Notre projet consiste donc à consolider la géoéconomie en lui apportant la dialectique entre le présent et le passé. Une telle démarche comporte le risque des lectures anachroniques. Pour échapper à ce piège, il est nécessaire de combiner les méthodes classiques du travail historique, notamment les recherches d'archives, avec les

³³ Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, op.cit., pp. 17-19.

chaînes de causalité établies par des disciplines concernées par notre problématique : la géopolitique, les relations internationales et l'histoire.

1. Sources primaires

Nous avons d'abord eu recours à des sources primaires. Elles sont constituées de certains fonds des *National Archives*, notamment ceux du *Foreign Office*, du *Colonial Office* et de l'*Admiralty*. La première difficulté rencontrée tient à la diversité des documents. Sachant que notre objectif n'était pas de rendre compte des événements de l'impérialisme britannique dans leurs moindres détails, nous avons concentré notre effort à l'étude des divergences qui apparaissent parfois entre les institutions étatiques chargées de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Nous avons également limité notre champ d'analyse aux divergences qui concernaient le lien entre l'économie et la stratégie.

La diversité des orientations traduit généralement une fracture entre les intérêts économiques et les enjeux stratégiques de la puissance britannique. Ces sources nous ont donc été utiles pour évaluer les défis que dut relever la Grande-Bretagne au moment de la conversion de sa politique stratégique liée au passage de la première révolution industrielle à la seconde révolution industrielle.

Les documents révèlent notamment un certain tiraillement de la politique britannique entre le laisser-faire et l'interventionnisme. A titre d'exemple, pendant la période qui précéda l'achat, par le gouvernement britannique en 1914, de l'*Anglo-Persian Oil Company*, le *Foreign Office* et l'*Admiralty* avaient adopté des positions divergentes concernant cette prise de contrôle. Les documents qui relatent cet épisode illustrent une division au sein de l'élite dirigeante, entre ceux qui voulaient garder la neutralité économique de l'Etat et ceux qui soutenaient qu'une telle neutralité était stratégiquement dommageable. Le débat entre ces deux courants pose déjà la question de l'harmonie entre la stratégie et l'économie dans la définition de l'intérêt national.

L'enjeu consistait, en réalité, à tourner la page d'un épisode glorieux de l'histoire de l'Empire britannique dans un contexte de rivalités internationales exacerbées et de ruptures économiques structurelles, comme le montrent également des archives publiées, à l'instar des *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914* et des *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. Ces publications tracent

le quotidien de la diplomatie britannique, avec toutes ses composantes officielles, lors de bouleversements géopolitiques exceptionnels. Nous avons donc étudié ces documents pour analyser les causes des rivalités entre la Grande-Bretagne et les autres puissances internationales, essentiellement l'Allemagne et les Etats-Unis. Les causes économiques et les considérations stratégiques semblent se confondre. La Grande-Bretagne, ayant pris conscience de son retard économique après la deuxième révolution industrielle, s'efforça clairement de maintenir le *statu quo*. Mais les divergences entre les responsables britanniques concernant le chemin à suivre persistent : tout en refusant de renoncer au laisser-faire économique, Londres usa de son poids stratégique pour limiter le progrès de ses rivaux. Mais un nombre croissant de responsables soutenaient que l'arme de l'intervention économique pouvait se révéler plus efficace. Des documents concordants qui datent de l'avant 1914 et qui mettent l'accent sur la nécessité de soutenir les intérêts privés dans les secteurs stratégiques, comme la finance et l'énergie, illustrent la profondeur de l'évolution de la perception britannique du libre-échange.

Nous nous sommes particulièrement intéressés aux textes concordants qui indiquent la prise de conscience d'une redéfinition de la valeur stratégique des colonies avec l'expansion de la technologie de la deuxième révolution industrielle. L'apparition de l'enjeu du pétrole signifiait, par exemple, que des zones, considérées jadis comme secondaires, allaient constituer le centre de la rivalité entre les Etats et les capitaux. Répertoriés selon l'ordre chronologique et les zones géographiques, les documents des *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914* et des *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939* illustrent clairement l'accroissement de la valeur stratégique du Moyen-Orient. Cette évolution a beaucoup influencé la nature des relations entre les instances gouvernantes à Londres et les autorités coloniales dans cette région. En effet, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'ordre des priorités était parfois différent : l'Etat central, fidèle à ses traditions non-interventionnistes, était réticent à répondre favorablement aux sollicitations des institutions financières et diplomatiques coloniales à la recherche davantage de soutien. Mais les documents officiels montrent que l'apparition progressive des limites stratégiques du libre-échange contribua à renverser le rapport des forces. En insistant sur les arguments stratégiques, les intérêts britanniques furent de plus en plus capables d'entraîner dans leur sillage la raison officielle.

Londres chercha à adapter le libre-échange aux ruptures historiques de la deuxième révolution industrielle puis de la Grande Guerre. La difficulté était d'autant

plus grande que l'élite dirigeante était divisée sur cette questions cruciale, comme le prouve les débats parlementaires que nous avons étudiés et qui constituent notre deuxième type de sources primaires. Le capital était clairement partagé entre ses traditions libérales et ses besoins de protection. Le Parlement était le lieu qui permettait d'articuler les différentes orientations. L'interventionnisme progressif de l'Etat se justifiait officiellement par des nécessités stratégiques. Mais les intérêts des forces économiques³⁴, désireuses de profiter du soutien public, notamment dans les colonies instables et sujettes à la pression de puissances impériales rivales, n'étaient certainement pas étrangers à cette évolution qui aboutit, en 1932, à la réinstauration d'un système protectionniste fondé sur le principe de la préférence impériale.

2. Sources secondaires

Beaucoup de ces archives ont déjà été utilisées par des chercheurs qui ont travaillé pour reconstituer des épisodes historiques précis. Marian Kent, Geoffrey Jones et David McLean, ont, par exemple, étudié les relations entre l'entreprise privée et l'intervention coloniale au Moyen-Orient. Dans leur travaux sur l'histoire des institutions bancaires dans l'Empire ottoman et en Iran, ils ont reconstitué, presque au quotidien, les événements détaillés de l'évolution de cette relation. La précision de leur description a fortement facilité l'analyse de l'aspect stratégique de l'économie. En revanche, le souci d'authenticité de leur méthodologie microscopique conduit parfois à négliger le lien entre l'événement, en tant que réalité limitée dans l'espace et dans le temps, et le cadre économique et stratégique qui les explique à plus long terme.

Nous avons également tenté de tirer profit des théories globales sur l'impérialisme britannique, comme les travaux de Seeley, de Hobson, de Robinson et de Gallagher, de Cain et Hopkins. Accusées parfois d'être idéologiques, les analyses de ces théoriciens s'efforcent de formuler des généralisations macroscopiques et tentent de les mettre en perspective en étudiant des phénomènes aux contours imprécis comme l'impérialisme britannique vu dans sa totalité. Ces théories reflètent généralement une

³⁴ Dans ce travail, l'expression « force économique » désigne un ensemble d'intérêts privés œuvrant pour influencer la décision politique au niveau national. Les forces économiques se rapprochent des groupes de pression, mais elles sont généralement plus larges, plus hétéroclites et n'impliquent pas forcément une organisation consciente.

fracture entre une tradition égocentrique et une tendance périphérique de l'historiographie de l'impérialisme britannique³⁵. Dans leurs analyses des dynamiques et des motivations de l'entreprise coloniale, les historiens de la première tradition ont accordé aux facteurs économiques un rôle central. Pour les historiens de la deuxième tendance, ce sont plutôt les facteurs stratégiques qui jouent un rôle prépondérant. Ce débat sur l'origine économique ou stratégique de l'impérialisme britannique s'inscrit dans une controverse plus large entre les différentes écoles des relations internationales quant au fondement de l'intérêt national. Le conflit de notre époque entre la géopolitique et la géoéconomie constitue la continuité de ce débat. D'où la nécessité, pour nous, d'étudier les théories fondamentales des relations internationales.

L'économie et la stratégie, généralement séparées l'une de l'autre, expliquent, avec des méthodologies différentes et parfois contradictoires, aussi bien le phénomène global qu'était l'impérialisme britannique, que ses épisodes locaux dans les colonies britanniques à travers le monde. Mais serait-il possible de conjuguer les deux approches et de montrer que la position de Londres, dans les relations internationales d'une époque impériale donnée, pouvait s'expliquer à travers l'équilibre des forces économiques au niveau interne ? Tel est l'objectif principal de ce travail. Pour y parvenir, nous essaierons de redéfinir la notion de l'intérêt national britannique à l'aide des mécanismes d'une nouvelle discipline : la géoéconomie, celle-ci permettant d'étudier l'interaction entre l'économie et l'espace géographique au niveau international. L'usage de ce concept sera défini plus clairement ultérieurement. Mais nous espérons qu'il permettra d'établir le lien manquant entre la structure interne et l'expansion impériale du Royaume-Uni. Si nous avons choisi d'étudier cette question à la lumière de la rupture causée par la deuxième révolution industrielle, avec notamment l'influence de l'apparition du pétrole sur l'Empire britannique, c'est pour éviter de tomber dans les généralités dont souffrent la plupart des théories de l'impérialisme britannique. Notre objectif est moins de relater l'histoire du pétrole dans les relations internationales, travail déjà accompli par beaucoup de chercheurs³⁶, que d'analyser le cadre économique et stratégique de l'avènement de la deuxième révolution industrielle et d'observer l'évolution de l'équilibre des forces économiques britanniques internes et son influence sur la politique extérieure de Londres.

³⁵ Voir *infra*, pp. 81-84.

³⁶ Voir, par exemple, William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World order*, Londres, Pluto Press, 2004, 303 p.

En nous inspirant des débats des différentes disciplines relatives au cas étudié, nous analyserons les mécanismes des décisions politiques de l'Empire britannique. Le caractère transversal de la rupture causée par la deuxième révolution industrielle et de sa remise en cause du libre-échange nous permet de rester dans un cadre analytique global qui s'efforce d'établir des règles générales, utiles pour éclairer certains pans de l'histoire de l'Empire britannique, voire même pour éclairer l'étude globale de l'impérialisme plus généralement. En nous imposons des limites temporelles et disciplinaires, nous nous efforcerons, en même temps, de donner un aspect concret et spécifique à ce travail. L'idée d'une rupture entre deux époques nous permet, en outre, de nous rapprocher le plus possible des circonstances de l'apparition de la géoéconomie.

Même les travaux idéologiquement motivés ne sont pas à exclure de l'analyse objective. En d'autres termes, tout argument objectif, qu'il s'inscrive dans une logique marxiste, libérale, réaliste ou idéaliste, devrait recevoir l'intérêt qu'il mérite. Tel est, du moins, le parti qui a été le nôtre dans ce travail. Il contiendra ainsi des arguments allant de la dynamique socioéconomique de Marx et Lénine jusqu'aux facteurs géographiques de Ratzel et d'Haushofer, sans oublier les théories libérales d'Adam Smith, de Ricardo et de leurs adeptes. Nous ne nierons pas qu'un tel choix nous met au risque d'être taxé d'éclectisme. Mais cette critique ne nous paraît pas justifiée. Nous pensons au contraire que ce brassage permet d'extirper les arguments scientifiques des systèmes idéologiques où ils sont englués.

A travers ces sources, nous pourrions interroger aussi bien les cartes géographiques que les chiffres économiques. L'histoire peut ainsi trancher entre les géopoliticiens qui rejettent la géoéconomie comme idéologique et anti-scientifique, et les géoéconomistes qui pensent que, dans un monde post-soviétique, le temps de la géopolitique est révolu. Notre grille de lecture prend donc en compte les travaux relatifs à ce débat qui, malgré son attachement à des théories récentes traitant de la mondialisation à la fin du XX^e siècle, se nourrit de visions géopolitiques, de principes économiques et d'analyses des relations internationales profondément ancrées dans l'histoire des sciences humaines.

IV. Contenu de la thèse

L'idée centrale de ce travail se résume ainsi : l'impérialisme britannique entre 1846 et 1932 traduit une vision britannique de l'intérêt national, résultat de l'interaction entre la raison officielle et les intérêts privés, au niveau international.

La première partie de cette thèse est consacrée à l'étude du rapport entre l'économie et la stratégie dans la détermination de l'intérêt national. A travers l'étude des grands courants des relations internationales, nous exposerons les divergences théoriques qui continuent de susciter le débat. Le cas de l'impérialisme britannique jusqu'en 1846 nous servira d'exemple pour mettre en évidence aussi bien l'aspect stratégique de l'économie que la dimension économique de la stratégie. Par la combinaison de ces deux éléments, nous démontrerons que l'intérêt national est constitué par tout choix, toute mesure ou toute politique capable de s'inscrire dans un concept plus large : le projet de la nation. La géoéconomie permettra de définir les éléments de ce projet et les conséquences de sa mise en œuvre. Cette partie est donc destinée à clarifier, grâce à la théorie et à l'histoire des relations internationales, le concept de géoéconomie et son enracinement dans la pensée géopolitique britannique.

Le premier chapitre analysera plus spécifiquement le lien entre l'intérêt national britannique et l'entreprise coloniale au XIX^e siècle. La *Pax Britannica*, qui s'imposa à partir de 1815, constitua un cadre général dans lequel l'économie se transforma en une véritable arme stratégique. Parallèlement, l'expansion de l'impérialisme, sous ses différentes formes, profita aux forces économiques majeures du pays. Par conséquent, un impérialisme méthodique, fondé sur trois axes principaux (la durabilité de la suprématie britannique, la maîtrise des voies maritimes et la libéralisation des échanges), se mit progressivement en place. L'impérialisme se réalisait ainsi grâce à l'interaction entre les instruments économiques et les armes stratégiques.

Le deuxième chapitre étudiera les intérêts des principales forces économiques, et analysera leurs déclinaisons dans le cadre de l'impérialisme britannique. Les conditions de puissance, de paix et de libre-échange participaient à la création d'une dynamique économique et stratégique qui profitait à toutes les forces. Cette union objective ne signifiait pas l'absence de rivalités entre les différents groupes d'intérêts, mais l'existence d'un projet commun permettait d'éviter toute fracture au sein du système : les anciennes et les nouvelles forces se nourrissaient mutuellement, permettant de mobiliser toutes les forces pour la poursuite du projet de la nation britannique.

La deuxième partie sera consacrée à la portée et aux limites de la géoéconomie dans un système de libre-échange. La divergence entre les intérêts économiques et les priorités stratégiques crée les conditions de ce que nous appellerons un vide géoéconomique. Face à ce défi, l'Etat se trouve forcé de développer des politiques volontaristes pour inciter les principales forces économiques à jouer leur rôle stratégique. Cette géoéconomie interventionniste est très proche des idées d'Edward Luttwak sur l'Etat usant de son pouvoir pour préserver son *soft power*. Mais l'argument de l'intérêt national peine à convaincre lorsque le libre-échange est assumé comme élément essentiel du projet national. Le vide géoéconomique démontre ainsi la valeur stratégique de l'économie.

Ainsi, le troisième chapitre décrira l'apparition des limites du libre-échange comme doctrine stratégique. A la fin du XIX^e siècle, la baisse relative de la domination britannique au niveau mondial menaçait de déconnecter les intérêts économiques des priorités stratégiques. La migration massive des capitaux affaiblissait la base nationale, réduisant ainsi son poids stratégique réel. Le refus de revoir les principes du libre-échange était synonyme d'un dérapage géoéconomique puisque son résultat allait être la remise en cause de principes géopolitiques fondamentaux.

Le quatrième chapitre illustrera les conséquences de cette évolution. En renonçant à son agressivité stratégique habituelle contre la puissance dominante du continent européen, en l'occurrence l'Allemagne, Londres facilita le succès du modèle allemand à la fin du XIX^e siècle. La liberté dont jouissait le capital britannique continuait parallèlement d'affaiblir l'influence informelle de Londres, aggravant, par conséquent, le vide géoéconomique.

L'illustration la plus complète de ce phénomène eut lieu au Moyen-Orient. Le cinquième chapitre expliquera donc comment l'accroissement fondamental de la valeur stratégique de cette région fut accompagné d'une baisse significative de sa valeur économique pour le capital britannique. Pour lutter contre le vide géoéconomique provoqué par un tel décalage, Londres s'engagea dans une politique d'intervention économique progressive qui atteignit son plus haut niveau avec l'achat, en 1914, de l'*Anglo-Persian Oil Company* par le gouvernement de Sa Majesté.

La troisième partie portera toute son attention sur la valeur économique de la stratégie³⁷. La Première Guerre mondiale et la paix de Versailles allaient laisser leur empreinte sur la société britannique et sa structure interne. Grâce à la montée de nouvelles forces économiques, un autre projet pour la nation était ainsi en train de se formuler. Mais Londres allait-elle réussir à définir ses priorités géopolitiques en conséquence ?

Pour y répondre, le sixième chapitre commencera par présenter le nouvel équilibre des forces qui s'imposa au sein de la société britannique à cause de la guerre. L'affaiblissement relatif de la finance et l'expansion de l'industrie constituèrent des conditions favorables pour l'apparition d'un nouveau projet pour la nation britannique. Cependant, les conséquences stratégiques de la Grande Guerre laissèrent envisager l'espoir d'un retour à la normalité d'avant-guerre. Après 1918, Londres tenta de rallier la puissance financière américaine à une cause libérale globale. La pensée stratégique tentait d'orienter plus activement les forces économiques mondiales.

Ainsi, la superpuissance stratégique devait composer avec de nouvelles forces économiques parfois en rivalité avec son propre capital. Dans le septième chapitre nous présenterons les conséquences du déchirement de la politique britannique sur le cas spécifique du pétrole. La gestion britannique de cette question pendant et après la guerre indiquait que ce secteur était destiné à servir de pivot pour une nouvelle alliance entre la stratégie et l'économie. Cependant, le retour de la volonté de rétablir la normalité d'avant-guerre fit échouer cette évolution sans réellement produire les résultats escomptés.

Le huitième chapitre finira par analyser les répercussions entraînées par les hésitations du pouvoir entre deux projets pour déterminer l'intérêt national. Malgré l'effort britannique de maintenir la normalité d'avant-guerre au niveau intérieur et extérieur, l'évolution de l'équilibre des forces poussait inexorablement vers la redéfinition des priorités. La crise économique des années 1930 accéléra ce processus et donna le coup de grâce à l'impérialisme britannique du libre-échange.

³⁷ Nous précisons que cette séparation est d'ordre méthodologique puisqu'en réalité, et comme le démontrera ce travail, les deux aspects de la géoéconomie sont étroitement liés.

Première partie

La stratégie et l'économie : une alliance séculaire

Chapitre Premier La géoéconomie : lien entre l'histoire intérieure et la politique extérieure du Royaume-Uni

Introduction

L'intérêt national était l'un des concepts les plus explicitement ou implicitement évoqués dans la réalisation du projet impérial britannique. Cette notion accompagnait et justifiait systématiquement la mise en place de toute expansion territoriale. La grandeur nationale, la protection des libertés commerciales, le maintien de la stabilité dans les régions stratégiques, et d'autres arguments, constituaient la rhétorique du discours politique qui donnait à cette notion une valeur consensuelle significative. La deuxième moitié du XIX^e siècle fut marquée par une polémique autour du lien supposé nécessaire entre l'intérêt national et l'expansion impériale¹. Anticipant les controverses du XX^e siècle entre les réalistes, les libéraux et les marxistes autour des origines de l'impérialisme, des voix s'élevèrent pour affirmer que l'expansion territoriale n'était plus nécessaire et que l'économie mondiale, pour peu qu'elle fût fondée sur le libre-échange, pouvait garantir les mêmes avantages que l'impérialisme, sans avoir à en assumer les inconvénients. Inconsciemment, cette critique remit fondamentalement en cause l'universalité de l'intérêt national, puisqu'elle le réduisit aux intérêts de groupes économiques favorables à l'expansion territoriale².

¹ Cette polémique trouva son expression politique lorsque le gouvernement Gladstone décida de réduire fortement le budget du ministère des Colonies. Voir Colin. C. Eldridge, *England's Mission : The Imperial Idea in the Age of Gladstone and Disraeli, 1868-80*, Londres, Macmillan, 1973, chapitres 4 et 5.

² Cette critique n'est pas le monopole des marxistes. En s'appuyant sur l'exemple américain, Beard estime que les intérêts de groupes économiques étaient souvent présentés comme l'intérêt de la nation. Voir Charles Austin Beard, *The Idea of National Interest An Analytical Study in American Foreign Policy*, Chicago, Quadrangle Books, 1966, 475 p.

L'apparition de la géopolitique, en tant qu'outil pour l'action politique, constitua une réponse indirecte à cette critique³. La géographie, dans ses deux sens, physique et humain, fournit le fondement de l'intérêt national. Mackinder⁴, fondateur de la théorie classique de la géopolitique, estima que l'histoire des relations internationales s'articulait autour d'une notion essentielle « le pivot géographique de l'histoire »⁵. Selon cette théorie, relayée ensuite par d'autres penseurs, pour commander le monde, il faut commander l'île mondiale, « *the World Island* » et pour contrôler cette île mondiale, il faut contrôler le cœur du monde : « *the Heartland* ». Concrètement, l'île mondiale est une immense masse continentale comprenant l'Europe et de larges régions asiatiques. Au centre de cet espace, se trouve une région charnière, l'Eurasie, allant de l'Arctique à l'Asie centrale. Celui qui domine cette région domine l'ensemble Europe-Asie-Afrique et, au-delà, la terre entière. En effet, le contrôle de l'île mondiale ouvre la voie au contrôle des mers. Il s'agit d'une addition de la puissance de la mer à la puissance de la terre. Si cette addition n'est pas possible, l'une des puissances doit neutraliser l'autre. Au XIX^e siècle, l'impérialisme britannique était donc une nécessité pour défendre l'intérêt national britannique en dominant les mers et en éliminant les rivalités continentales.

Dans ce chapitre, nous commencerons par présenter la notion d'intérêt national selon les principales écoles des relations internationales et nous tenterons d'esquisser une définition pragmatique de ce concept. Nous montrerons les insuffisances des études théoriques de cette notion, notamment en ce qui concerne la séparation presque constante entre l'aspect stratégique et la dimension économique. Nous finirons par la présentation plus spécifique du cas de l'impérialisme britannique, qui nous servira d'exemple pratique pour analyser le lien entre l'économie et la stratégie dans la notion d'intérêt national.

³ L'un des objectifs de la géopolitique est d'établir des règles permanentes qui se fondent sur des éléments objectifs tels que la géographie. Pour une présentation générale, voir Pascal Lorot et François Thuau, *La Géopolitique*, Paris, Montchrestien, 1997, 158 p.

⁴ Mackinder (1861-1947), membre de *l'establishment* britannique, il s'engagea pendant de longues années dans la conduite des affaires du Royaume-Uni. Il s'agit donc d'un penseur en situation.

⁵ Edmund W. Gilbert, « Mackinder's democratic ideals and reality after fifty years », *The Geographical Journal*, vol. 135, part. 2, juin 1969, pp. 228-231.

I. De l'intérêt national au projet pour la nation

Les analyses existantes de la notion d'intérêt national s'inscrivent généralement dans des perspectives philosophiques sur l'homme, la nature et l'Etat⁶. Moralistes ou pragmatiques, idéalistes ou réalistes, elles posent explicitement ou non la question de la légitimité du l'Etat-nation et de son exercice du pouvoir aux plans interne et externe. Il est nécessaire de préciser que notre travail traite la question très différemment. Nous proposons d'observer l'intérêt national en tant que projet concret avec des objectifs précis, afin de décrypter les mécanismes qui permettent d'établir ses principes fondateurs. Mais il nous semble utile de présenter la vision de l'intérêt national, telle qu'elle a été conceptualisée par les réalistes et les libéraux, deux écoles majeures dans l'analyse des relations internationales. L'objectif de cette démarche est de permettre de mieux appréhender la ligne de fracture entre les analyses stratégiques et les analyses économiques de la notion d'intérêt national, afin de pouvoir déterminer le plus clairement possible quel est l'apport de la géoéconomie dans ce débat et quels sont les obstacles que cette approche aide à surmonter.

1. Les réalistes et les libéraux entre primauté de la stratégie et suprématie de l'économie dans les relations internationales

a. La stratégie impose l'intérêt national

L'usage théorique de la notion d'intérêt national remonte au moment de la naissance de l'école réaliste des relations internationales⁷ au début du XX^e siècle. Cette tendance émergea comme réponse à ce que Carr appelait « l'utopisme libéral »⁸, qui théorisa, à partir de perspectives idéologiques diverses, l'idée d'un système international

⁶ Pour une présentation méthodique des différents courants, voir Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory*, Basingstoke, Palgrave, Macmillan, 2005, 224 p.

⁷ L'objectif des adeptes de ce courant était d'appliquer les méthodologies des sciences exactes pour aboutir à ce qu'ils qualifient de « science des relations internationales ».

⁸ Ce courant se fonde sur l'idée qu'un ordre rationnel et moral, basé sur des valeurs abstraites, était réalisable grâce à la conscience politique. Dans la troisième partie de son roman *Les Thibault, L'été 1914*, Roger Martin du Gard présente une illustration de cette tendance dans la période qui précéda la Grande Guerre.

fondé sur la paix et la fraternité entre les peuples⁹. Le dénominateur commun des théories réalistes est sans doute leur pessimisme quant à la possibilité de moraliser les relations internationales. La compétition et les conflits seraient une caractéristique inhérente du système mondial qui ne pourra jamais évoluer vers un ordre libéral et démocratique selon le modèle du contrat civil au niveau interne. Selon le courant réaliste classique représenté, par exemple, par Morgenthau¹⁰, les limites morales du système mondial s'expliquent par l'imperfection de la nature humaine instinctivement avide de pouvoir. L'absence d'une instance supranationale capable d'imposer la loi génère et nourrit des forces conflictuelles constantes et insurmontables.

L'objectif des premiers historiens, qui utilisèrent le concept de l'intérêt national comme outil d'analyse de la diplomatie, était d'évaluer l'action politique dans les relations internationales selon des critères objectifs¹¹. Dans cette lignée, Morgenthau représente un exemple très intéressant. Dans son livre *Politics Among Nations*¹², il tente de poursuivre l'expérience de Carr qui s'était efforcé d'appliquer les règles méthodologiques des sciences naturelles aux relations internationales. Afin de créer une véritable science de la politique, il est nécessaire de décrire la réalité diplomatique avec la rigueur des sciences naturelles, seule méthodologie capable de rendre possible la théorisation des relations internationales. La cohérence de cette discipline est en effet à chercher, non pas du côté des idées et des valeurs abstraites, mais dans l'expérience historique. Celle-ci montre que la puissance est la motivation principale de tous les Etats¹³. Proche de la théorie benthamienne de la maximisation de l'utilité, cette analyse s'appuie sur des exemples historiques concrets pour définir l'intérêt des nations en termes de pouvoir en extension continue. La volonté de domination des Etats constitue une fin en soi¹⁴.

Cette théorie préconise une séparation complète entre le domaine de la diplomatie et l'étude des autres aspects des sciences humaines comme l'économie et la

⁹ Pour une tentative de réfutation des arguments des idéologies utopistes, voir Edward H. Carr, *Nationalism and After*, Londres, Macmillan, 1968, 74 p.

¹⁰ En acceptant la nature non perfectible de l'homme, les théories politiques seraient mieux armées pour proposer le système d'équilibre qui se rapproche le plus de la perfection. Voir Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New-York, McGraw-Hill, 1985, 688 p.

¹¹ Rosenau qualifie les réalistes d'objectivistes parce qu'ils pensent que l'intérêt national pourrait être objectivement mesuré. Voir James N. Rosenau, « The National Interest », in David L. Sills (ed.), *International Encyclopaedia of Social Sciences*, vol. 11, New-York, Macmillan, 1968, pp. 34-40.

¹² Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, *op.cit.*

¹³ Le pouvoir serait l'intérêt naturel des Etats. Voir Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, *op.cit.*, pp. 3-8.

¹⁴ *Ibid.*, p. 208.

sociologie. L'objectif de l'accumulation de la puissance offre aux dirigeants politiques une définition rationnelle de l'intérêt national et leur permet de soumettre leur action à des critères objectifs qui dépassent les antagonismes idéologiques et théoriques. Ainsi, la classe politique ne choisit pas l'intérêt national. Celui-ci s'impose naturellement à elle comme une réalité obligatoire¹⁵.

La contribution de la méthodologie des sciences naturelles à la définition de l'intérêt national n'est pas convaincante. A titre d'exemple, tout le travail de Morgenthau se fonde sur le postulat de l'homme maximisateur de profit qui se traduit au plan international par l'Etat maximisateur de puissance. Ce lien constitue d'ores et déjà un défi pour l'expérience scientifique. En séparant la diplomatie de la structure sociale et économique qui la produit, on risque de tomber dans la description superficielle. En niant l'influence des forces économiques dans la définition de l'intérêt national, Morgenthau évite certes la question la plus difficile. Mais son analyse ne permet pas de répondre, par exemple, aux critiques marxistes et anarchistes selon lesquelles l'intérêt national ne serait qu'une tromperie permettant de légitimer les intérêts économiques des classes dominantes. En définissant la puissance en termes rationnels et non structurels, Morgenthau se limite à la description de la manifestation du pouvoir, et échoue à expliquer les conditions profondes qui le structurent et le processus qui le génère¹⁶.

Waltz tente de dépasser cette carence théorique. Selon lui, l'école réaliste classique est limitée par sa propre méthodologie comportementaliste¹⁷. Etablir le corpus du travail n'est qu'une étape dans une démarche scientifique. Il est nécessaire ensuite de pouvoir le conceptualiser dans un cadre systémique global qui détermine sa signification. Plutôt que de se concentrer sur la nature humaine, afin d'expliquer la nature agressive et la volonté de domination des Etats, il serait plus pragmatique d'analyser le système mondial qui rend inéluctable la rivalité et les conflits entre les Etats. La nature anarchique des relations internationales explique la motivation étatique de puissance¹⁸ mieux que n'importe quel *a priori* sur la moralité humaine. C'est

¹⁵ Pour plus d'informations, voir Robert W. Tucker, « Professor Morgenthau's Theory of Political Realism », *American Political Science Review*, n° 46, 1952, pp. 214-224.

¹⁶ Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory*, *op.cit.*, p. 39.

¹⁷ Pour une comparaison entre les deux courants de l'école réaliste, voir Robert Jackson et Georg Sorensen, *Introduction to International Relations : Theories and Approaches*, Oxford, Oxford University Press, 2003, pp. 87-88.

¹⁸ Kenneth Waltz, « Realist Thought and NeoRealist Theory », *Journal of International Affairs*, n° 44, 1990, pp. 21-37.

l'absence de toute autorité réelle, reconnue par tous et capable d'imposer sa loi, qui conditionne les comportements des Etats. La similitude des politiques internationales des Etats de puissance comparable, malgré leurs différences, voire parfois leur opposition idéologique et économique, permet d'affirmer que le système mondial impose ses règles en dehors de la réalité interne des sociétés concernées¹⁹. En conséquence, selon Waltz, tous les Etats sont opérationnellement similaires parce que leur intérêt national est identique. Il n'y a que leurs capacités qui diffèrent. Selon Jackson et Sorensen, cette théorie se distingue par l'idée d'un intérêt systémique qui conduit les hommes et les politiques avec une main invisible.

Ainsi, le courant néo-réaliste, ou le réalisme structurel, maintint et fortifia le caractère obligatoire de l'intérêt national. Celui-ci étant connu par tous et ne pouvant guère faire l'objet d'une controverse, le débat autour de cette notion ne concerna, en réalité, que les moyens éventuels de sa mise en œuvre. Mais, le caractère exogène de l'intérêt national, émanant de l'anarchie du système international, constituait une rupture avec le courant classique²⁰. La menace des conflits et des guerres poussait les Etats à développer les stratégies qui assuraient principalement leur survie et qui augmentaient leur puissance.

Cette définition essentiellement stratégique de l'intérêt national fait l'hypothèse que seuls les Etats sont influents dans les relations internationales. Cette vision persiste dans la séparation totale de la diplomatie et de la structure sociale des Etats. Selon Krasner, par exemple, l'Etat est un acteur autonome qui agit afin de réaliser des objectifs séparés et indépendants des intérêts des individus ou des groupes agissant dans la société²¹.

Cette fracture entre la société et la diplomatie constitue une faiblesse presque structurelle dans la théorie réaliste. Robert Gilpin tente d'y remédier en reconnaissant qu'en définitive, l'intérêt national sera toujours représenté par le groupe dominant de la société²². Cette concession est néanmoins suffisante pour rapprocher sa théorie de l'interprétation libérale de l'intérêt national.

¹⁹ Afin d'illustrer cette idée, Kenneth Waltz se fonde sur les similitudes des politiques américaines et soviétiques pendant la Guerre froide.

²⁰ Jack Donnelly, *Realism and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 31.

²¹ Stephen D. Krasner, *Defending the National Interest : Raw Materials Investments and US Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 5.

²² Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 19.

b. La main invisible et les limites de l'intérêt national

Fondée sur la théorie de la main invisible d'Adam Smith, la notion d'intérêt national chez les libéraux est, en général, inséparable de leur vision de la nature humaine. Un agent économique naturellement maximisateur de profit connaît mieux que quiconque son propre intérêt. Son choix rationnel le lui garantit. Smith va jusqu'à penser que c'est en défendant son propre intérêt que l'individu sert le mieux l'intérêt général²³. Il définit ainsi cette notion comme l'agrégation spontanée des intérêts individuels de la société. Avec la théorie benthamienne de l'utilité, cette perception s'exprime en termes encore plus comptables. La volonté des agents économiques de maximiser leur profit oriente systématiquement leur action vers l'utilité optimale. L'intérêt collectif serait donc de garantir la plus grande utilité pour le plus grand nombre d'individus.

Selon Carr, la caractéristique principale des théories libérales se trouve dans l'idée de l'harmonie des intérêts²⁴. Celle-ci ne concerne pas uniquement l'individu et la société, mais couvre également l'humanité entière. Le développement du marché et du libre-échange constitue le moyen le plus efficace de garantir la paix entre les nations. Les liens commerciaux entre les peuples créent une interdépendance qui permet d'éviter les conflits. Le protectionnisme, en revanche, constitue le facteur principal des guerres.

Mais Adam Smith, contrairement à ses adeptes, semble avoir compris la différence entre ce qui est et ce qui devrait être. Deux exceptions au libre-échange absolu viennent atténuer le caractère idéaliste de sa théorie sur la richesse des nations.

Premièrement, le libre-échange peut être limité afin de protéger une industrie nécessaire pour la défense de la nation. En acceptant ainsi la main visible de l'Etat au plan stratégique, Smith fait passer la sécurité avant la prospérité²⁵. Bien que

²³ Voir Edward H. Carr, *The Twenty Year's Crisis, 1919-1939, an Introduction to the Study of International Relations*, Londres, Macmillan, 1946, pp. 43-45 ; Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, *op.cit.*, p. 27 ; Mark W. Zacher et Richard A. Matthew, « Liberal International Theory : Common Threads, Divergent Strands », in Charles W. Kegley (ed.), *Controversies in International Relations Theory : Realism and the Neoliberal Challenge*, New-York, St.Martin's Press, 1995, pp. 107-150.

²⁴ Carr emprunte ainsi l'expression d'Adam Smith. Edward H. Carr, *The Twenty Years' Crisis*, *op.cit.*, p. 43.

²⁵ Walter n'hésite pas à dire que, pour les questions des relations internationales, Smith est plus proche des réalistes, voire même des mercantilistes que des libéraux. Voir Andrew Walter, « Adam Smith and the Liberal Tradition in International Relations », *Review of International Studies*, n° 22, 1996, pp. 5-28.

protectionnistes, les lois de navigation²⁶ constituent, selon le fondateur de l'École libérale classique, une sage décision²⁷.

La deuxième exception concerne plus directement les aspects économiques et sociaux de la gestion politique. L'intervention de l'Etat est nécessaire afin de répondre aux restrictions tarifaires de ses rivaux. Les recettes collectées grâce à de telles mesures de rétorsion doivent être investies afin de promouvoir l'intérêt général²⁸.

Il est crucial d'intégrer cet aspect dans le traitement de la notion d'intérêt général dans la tradition libérale. Le pragmatisme d'Adam Smith a rarement été suivi par ses successeurs qui tentèrent généralement de définir leur vision des relations internationales en se focalisant sur la règle et en négligeant ses exceptions²⁹. Pour les libéraux, la paix est la situation naturelle des choses. Du fait de son caractère irrationnel et contre-productif, la guerre constitue donc une solution artificielle en contradiction avec l'intérêt général. Des économistes comme Ricardo et Schumpeter³⁰, des philosophes comme Kant³¹ ou des hommes politiques comme Cobden³² estiment que la guerre est la conséquence d'une dictature politique et d'un protectionnisme économique imposés par des groupes spécifiques afin de préserver leurs intérêts³³. À titre d'exemple, la guerre offre aux gouvernements une excellente occasion pour augmenter les impôts, étendre la bureaucratie administrative et donc accroître le contrôle des individus. La prescription libérale contre ce danger est d'une constance remarquable. Depuis le XVIII^e siècle, la démocratie en politique et le libre-échange en économie semblent être la panacée. La démocratie doit briser le pouvoir de l'élite belliqueuse et donner aux citoyens le moyen de préserver leurs intérêts individuels et donc l'intérêt général. Le libre-échange permet de créer une interdépendance entre les peuples, condition qui

²⁶ Voir *infra* p. 60.

²⁷ Jacob Viner, « Power Versus Plenty as Objectives of Foreign Policy in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *World Politics : A Quarterly Journal of International Relations*, vol. 1, n° 1, octobre 1948, pp. 1-29.

²⁸ Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (1776), New-York, P. F. Collier and Son, 1909, pp. 359-365.

²⁹ Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory, op.cit.*, pp. 111-112.

³⁰ Pour Joseph Schumpeter, la bourgeoisie industrielle est foncièrement pacifiste, car la protection de ses intérêts l'exhorte à résoudre les conflits autrement que par la guerre, toujours génératrice de destructions.

³¹ Philosophe allemand du XVIII^e siècle, Emmanuel Kant est connu par ses travaux sur la morale et la métaphysique. Sa philosophie politique n'est pas moins importante : dans son ouvrage, *Vers une paix perpétuelle*, il prévoit l'instauration d'un gouvernement cosmopolite à même d'assurer la paix du monde qu'il considère comme le résultat du progrès de la morale et du droit dans l'histoire de l'humanité.

³² Membre fondateur de l'*anti-corn-law League* en 1838, Richard Cobden milita avec acharnement pour l'abrogation des lois sur le blé qu'il considérait comme une entrave contre l'évolution industrielle du Royaume-Uni et comme une cause majeure de la misère de la classe ouvrière.

³³ Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory, op.cit.*, pp. 113-116.

garantirait, selon les termes de Kant, « *une paix perpétuelle* »³⁴. Ainsi, la victoire du libéralisme est le seul moyen de pacifier les relations internationales³⁵.

Cette brève présentation de la notion de l'intérêt national selon l'école réaliste et le courant libéral se justifie par les objectifs que se donne ce travail. En étudiant le cas de l'Empire britannique au moment de la conversion de son économie à la technologie de la deuxième révolution industrielle, nous proposons d'analyser la notion d'intérêt national en fonction de l'équilibre des forces économiques et politiques de la société. Or, ces forces font justement l'objet de préjugés qui nous rapprochent de l'analyse réaliste ou de la vision libérale. D'une part, le pragmatisme de l'aristocratie, considéré par certains comme la cause du succès des institutions britanniques, serait le fruit d'un réalisme politique conscient des limites de l'homme et du système international. D'autre part, le libéralisme de la bourgeoisie, condition prétendue de la réussite économique anglaise, serait la manifestation d'une volonté tournée vers la rationalité et le progrès. Il est donc nécessaire de s'interroger sur la portée et les limites de ces explications et de questionner, jusqu'au fondement, les stéréotypes qui entourent les deux grandes forces économiques et politiques de la société britannique.

2. Intérêt national : implications d'une terminologie

a. Usages

Une distinction primordiale doit être immédiatement avancée entre la réalité scientifiquement analysable de l'intérêt national, réalité qui concerne la sécurité et la prospérité de la nation, et un usage politique ou politicien proche de l'argument de la raison d'Etat au sens de Machiavel. Selon cette interprétation, l'intérêt national serait un simple élément de la rhétorique du discours politique. Il s'agit d'un outil sémantique générateur de légitimité pour l'Etat³⁶. Frankel démontre le caractère ambigu et non scientifique de cette terminologie. Selon lui, des éléments subjectifs, comme les intérêts

³⁴ Emmanuel Kant, *The Perpetual Peace : A Philosophical Essay*, éd Campbell Smith, Bristol, Thoemmes Press, 1992, 203 p.

³⁵ Nous trouvons ici les origines de l'optimisme de la théorie de la « Fin de l'histoire » développée par Fukuyama à la fin du XX^e siècle.

³⁶ Jutta Weldes, « Constructing National Interests », in *European Journal of International Relations*, n° 2/3, 1996, pp. 275-318.

personnels, l'idéologie et la religion, affectent inmanquablement la cohérence de l'intérêt national. Ils conduisent à une fluctuation permanente de ces approches en fonction des changements des conjonctures ou des décideurs³⁷. L'intérêt national serait donc inséparable des politiques choisies par les dirigeants. La banalisation de son usage le rend peut pertinent d'un point de vu scientifique.

Malgré l'importance de cet aspect dans l'analyse du discours politique, son caractère exagérément empirique peut conduire à rejeter l'idée même d'intérêt national. Certes, l'analyse de la rhétorique diplomatique, à partir d'un corpus défini, serait une démarche plus proche de la rigueur scientifique que l'étude des implications d'un concept aussi problématique que l'intérêt national. Plus généralement encore, l'étude des manifestations du pouvoir serait mieux adaptée à l'expérimentation empirique que l'étude du pouvoir lui-même. Ceci s'explique, au moins en partie, par la possibilité de distinguer un corpus précis qui sert de support à l'analyse. En suivant une méthodologie comportementaliste, l'école réaliste tenta, par exemple, de constituer un tel corpus à partir de l'ensemble des actions politiques dans les relations internationales. Il est évident qu'une telle démarche nous rapproche davantage de la réalité de l'intérêt national que la simple étude de l'usage rhétorique de cette terminologie. Toutefois, cette méthodologie ne permet pas d'analyser en profondeur la structure du pouvoir. Elle assume *a priori* que le comportement d'un Etat est destiné à garantir son intérêt, sans pouvoir pour autant définir comment cet intérêt a été généré.

Il est donc nécessaire de pouvoir étudier objectivement les motivations humaines sous-jacentes à toute décision politique, afin d'établir des règles susceptibles de constituer un cadre théorique pour l'idée d'intérêt national. En d'autres termes, nous nous proposons d'analyser la réalité du pouvoir politique, représenté en l'occurrence par l'impérialisme britannique. On peut espérer, de cette façon, s'approcher de la vérité, à défaut d'atteindre la certitude. Puisque les sciences humaines ne peuvent pas faire l'objet d'une démarche expérimentale rigoureuse, la concentration sur la décision politique dans sa manifestation empirique peut difficilement aboutir à des résultats cohérents. Mais, si l'on observe les conditions économiques et stratégiques qui génèrent cette décision, on peut établir, grâce à une logique déductive, les règles qui constituent son processus.

³⁷ Joseph Frankel, *National Interest*, Londres, Macmillan, 1970, 173 p.

b. Pour une définition pragmatique

Dans une démocratie, l'intérêt national n'est pas à démontrer, il est à trouver³⁸. Les hommes d'Etat déterminent les principes de leurs politiques en harmonie, au moins relative, avec la structure sociologique interne de leur pays. Celle-ci étant généralement plus stable que les couleurs politiques des gouvernements successifs, elle fournit un cadre général et une ligne directrice pour l'action politique. Ce cadre et cette ligne transcendent les changements des noms et des équipes dirigeantes. Nous pensons que c'est précisément ce cadre qui représente le mieux le fondement de l'intérêt national. Nous rejoignons Morgenthau dans sa définition de ce concept. Selon lui, cette notion n'est définie ni par les ambitions d'un homme ni par ses convictions politiques. Elle s'impose plutôt comme un objectif que les hommes politiques doivent réaliser³⁹. Mais il est nécessaire de préciser que, contrairement à Morgenthau qui évite d'étudier l'aspect informel de l'intérêt national, l'étude de cet aspect constitue peut-être la marque de fabrique du travail qui va suivre.

Les principaux groupes économiques ne sont pas indifférents à l'exercice du pouvoir. Chacun d'entre eux cherche, en bonne logique, à profiter de ses moyens économiques pour influencer la décision politique et protéger ses intérêts. L'interaction indéniable des aspects politiques et économiques introduit une subjectivité relative dans le processus de décision politique, l'aspect pécuniaire n'étant pas la motivation exclusive des groupes économiques.

Sans tomber dans l'excès de rationalité, clairement faillible par le fait même de ce mélange entre objectivité et subjectivité, nous considérons que l'intérêt national ne peut guère être séparé de la structure économique qui le génère. On peut supposer que les idées et la situation matérielle peuvent éventuellement être séparables à court terme, notamment au niveau individuel. En revanche, d'un point de vue collectif, l'existence d'une causalité entre le fondement matériel de la société et les manifestations du pouvoir de l'Etat constitue un postulat primordial pour l'étude de la politique et du pouvoir. Nous reconnaissons que cette idée inclut, en elle-même, des germes de faiblesse, puisqu'elle suppose l'existence d'une cohérence fondamentale dans la réalité, cohérence que seule la théorie peut révéler. Nous nous appuyons sur l'argument

³⁸ Jack Donnelly, *Realism and International Relations*, *op.cit.*, p. 45.

³⁹ Voir Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace Politics*, *op.cit.*, pp. 5-9.

aristotélien de la non démontrabilité des principes fondamentaux⁴⁰. Pour accepter d'étudier un sujet, il est nécessaire de supposer qu'un minimum de cohérence existe entre ses éléments. C'est cette cohérence qui rend possible l'analyse scientifique.

L'intérêt national peut être présenté comme la vision que porte une nation sur elle-même et sur le monde. Cette vision est la conséquence de l'interaction entre des conditions économiques et stratégiques internes et externes. Cette dualité rappelle, d'une façon significative, les deux sens, objectif et subjectif, du terme « intérêt ». Le premier concerne le droit légal ou l'autorité naturelle que l'on peut avoir sur quelque chose, par exemple, grâce au droit de propriété. Le deuxième traduit une attraction que l'on peut ressentir vis-à-vis de quelque chose⁴¹. Cette distinction est assez évidente dans l'utilisation des adjectifs : désintéressé et non intéressé. Le premier inclut un sens d'impartialité puisque le sujet n'est pas affecté par une implication objective, et le second traduit l'incapacité d'un objet donné à attirer le sujet.

Pour revenir au concept d'intérêt national, on peut assez simplement appliquer cette dualité à l'action de l'Etat au niveau international. Sa politique étrangère peut se justifier par des données objectives et nécessaires, comme la géographie et la population, mais elle peut également s'expliquer par un intérêt plus subjectif comme les priorités économiques ou culturelles. Le point d'intersection entre ces deux aspects réside dans l'idée du projet pour la nation ou, plus concrètement, dans la mise en œuvre de choix économiques ou politiques fondamentaux en fonction du potentiel humain et géographique disponible dans un cadre international précis.

Par cette approche, nous espérons fournir une réponse concrète à la fois aux théories pessimistes, qui rejettent l'idée même de l'intérêt national, et aux idéologies déterministes qui prétendent que les facteurs stratégiques imposent systématiquement les politiques internationales des Etats, indépendamment de la volonté de leurs dirigeants. La vérité, comme souvent, se situe certainement entre ces deux extrêmes. La politique étrangère d'un pays ne peut ignorer ni les conditions géographiques, ni la structure économique qui la génèrent. Au niveau international, cette politique représente

⁴⁰ Dans *Métaphysique*, chapitre Gamma, Aristote reconnaît l'existence de l'indémontrable sans lequel il n'y a pas de logique. « Quelques philosophes demandent une démonstration même pour ce principe, mais c'est un effet de leur ignorance de la Logique : c'est de l'ignorance, en effet, que de ne distinguer ce qui a besoin de démonstration, et ce qui n'en a pas besoin. Or, il est absolument impossible de tout démontrer : on irait à l'infini, de telle sorte qu'il n'y aurait encore pas de démonstration », Aristote, *Métaphysique*, trad. fr. J. Tricot, J. Vrin, Paris, 1991, p. 124.

⁴¹ Charles A. Beard, *The Open Door at Home*, New-York, Macmillan, 1935, p. 155.

la volonté générale formulée par Rousseau. Si le contrat social implique l'existence d'un intérêt commun protégeant la société de la désintégration et fournissant la base de la décision politique⁴², la souveraineté, ainsi que tout autre projet qui lui est relatif, comme l'expansion impériale, ne serait que l'exercice de la volonté générale. Cette idée trouva sa pleine expression avec la Révolution française qui fit de l'Etat l'instrument de la nation.

Au niveau des relations internationales, ce rôle est fortement contesté. Les marxistes et les anarchistes s'accordent généralement sur la négation de l'idée même de l'intérêt national, qui ne serait qu'une illusion instrumentalisée par des individus ou par des groupes de pression, afin de promouvoir leurs intérêts privés⁴³. La faiblesse de ces types de critique est qu'elles oublient assez souvent que la volonté générale, telle que la définit Rousseau, ne doit pas être dominée par les intérêts particuliers ni dans ses origines ni dans ses applications. C'est seulement lorsqu'elle devient principalement individuelle qu'elle perd sa légitimité⁴⁴. En d'autres termes, les intérêts des groupes économiques peuvent éventuellement exprimer l'intérêt national à travers leur propre projet pour la nation. Concernant la politique étrangère, cet aspect semble essentiel. En effet, il serait idéaliste de prétendre que toute la population puisse influencer les choix stratégiques d'un Etat central. Mais il serait totalement absurde de prétendre que l'influence que peut avoir un groupe économique est forcément en contradiction avec les intérêts de toutes les autres composantes de la nation. On peut trouver de nombreux exemples où un choix de politique étrangère, même lorsqu'il est réclamé par un groupe particulier, peut convenir aux autres composantes sociales, et même avoir des retombées positives à court ou à long terme pour la nation entière⁴⁵. Afin de comprendre l'intérêt d'une nation, il est donc nécessaire de se concentrer sur les intérêts des groupes économiques majeurs susceptibles d'établir un projet pour cette nation.

⁴² Il s'agit d'une idée commune des théories du contrat social. Voir Ernest Barker, *Social Contract : Essays by Locke, Hume, Rousseau*, Oxford, Oxford University Press, 1960, 352 p.

⁴³ Voir, par exemple, Albert. A. Cruickshank et Vendulka Kubalkova, *Marxism-Leninism and the Theory of International Relations*, Londres, Routledge, 1980, 428 p. ; Andrew Linklater, « Realism, Marxism and Critical International Theory », *Review of International Studies*, n° 12, 1986, pp. 301-312.

⁴⁴ Pour une analyse de la contribution de l'idée du contrat social à la théorisation de l'intérêt national, voir Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory, op.cit.*, pp. 14-16.

⁴⁵ Pour un exemple, voir *infra*, pp. 89-90.

II. La géoéconomie : un pont entre l'économie et la stratégie

1. La valeur économique de la stratégie

Les analyses historiques les plus rigoureuses de l'impérialisme britannique trouvent leur valeur scientifique dans des hypothèses de séparation historique - l'étude des différentes époques ou ères impériales - ou géographique - l'étude du fait impérial dans une région plus ou moins large, plus ou moins lointaine et plus ou moins représentative de l'entreprise coloniale dans sa globalité -. Les théories générales de l'impérialisme britannique, malgré leur abondance, n'ont pas forcément connu la même renommée. En effet, dans leur recherche systématique d'une logique globale applicable à toutes les circonstances, la plupart des théoriciens n'ont pas su éviter le piège des préjugés idéologiques, reproche qui s'applique aussi bien aux marxistes et à leur déterminisme économique, qu'aux historiens d'obédience libérale ou anti-marxiste et à leurs interprétations défensives ou périphériques de l'impérialisme⁴⁶.

L'impérialisme est traditionnellement défini comme l'acquisition formelle des colonies. L'usage du terme est souvent confondu avec le colonialisme. Certains historiens font une distinction entre les deux phénomènes, en attribuant à l'impérialisme un caractère plus général, qui recouvre à la fois la domination formelle et informelle, politique et économique⁴⁷. S'agissant des relations internationales, un rapport entre deux Etats est dit impérial lorsque le plus faible ne peut agir indépendamment, tant dans ses affaires internes qu'extérieures, par crainte de représailles du plus fort⁴⁸. En termes socioéconomiques, l'impérialisme correspond au fait d'imposer, à une nation relativement faible, un système de division du travail et/ou une hiérarchie de classes insoutenable sans l'appui d'une puissance étrangère⁴⁹.

Au-delà de ces manifestations, l'impérialisme reste toujours un sujet de controverses, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer ses origines. Les plus âpres des

⁴⁶ Voir *infra*, pp. 82-84.

⁴⁷ Pour une discussion concernant la terminologie relative à l'impérialisme, voir Moses. I. Finley, « Colonies : An Attempt at a Typology », *Transactions of the Royal Historical Society*, n° 26, 1976, pp. 167-188.

⁴⁸ Mark T. Berger, « From Commerce to Conquest : The Dynamics of British Mercantile Imperialism in Eighteenth-Century Bengal and the Foundation of the British Indian Empire », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, vol. 22, 1990, pp. 44-60.

⁴⁹ Voir Tony Smith, *The Pattern of Imperialism : The United States, Great Britain, and the Late-industrializing World Since 1815*, Londres, Cambridge University Press, 1981, p. 6.

débats se concentrent souvent sur la primauté du stratégique sur l'économique, ou de l'économique sur le stratégique, dans les motivations de conquêtes militaires. D'aucuns ont tenté de trouver l'origine de ce phénomène dans un cadre analytique des relations internationales marqué par la pression d'un système de concurrence entre des Etats constamment à la recherche d'un plus grand rôle régional ou mondial⁵⁰. D'autres ont mis l'accent sur la nature expansionniste du capital maximisateur de profits, qui mobilise les ressources de la nation afin de s'étendre au niveau régional ou international.

Malgré leurs différences méthodologiques et idéologiques, ces théories comportent un point commun sur lequel nous pouvons nous appuyer pour définir l'objectif de l'usage de la géoéconomie en tant qu'outil d'analyse historique. En acceptant de s'engager dans le débat sur la primauté de la stratégie ou de l'économie, tout théoricien participe, consciemment ou non, à l'établissement d'une fracture analytique entre les motivations stratégiques et la structure économique de la puissance impériale. Réduire la conquête militaire à un choix stratégiquement nécessaire, dans le cadre d'une politique étrangère formulée indépendamment des groupes économiques internes, constitue une négation de l'aspect structurel de l'impérialisme ; la présenter comme la conséquence inéluctable d'un système de concentration du capital et de division du travail revient, en revanche, à confondre la structure avec la motivation.

En réalité, il existe une étroite imbrication entre l'économique et le stratégique. On peut reconnaître les causes économiques de l'impérialisme sans pour autant tomber dans le déterminisme marxiste. On peut parallèlement accepter les considérations stratégiques sans se laisser entraîner dans le déterminisme géographique⁵¹. Eviter de prendre parti dans le débat sur la primauté de l'économie sur la stratégie ou, au contraire, de la stratégie sur l'économie, n'est pas une tentative destinée à choisir de ne pas choisir.

L'objectif n'est pas non plus d'établir une liste exhaustive où se juxtaposent toutes les causes de l'impérialisme. Une telle liste justifierait tout, mais n'expliquerait rien. Nous essaierons, en revanche, d'utiliser la géoéconomie comme un outil d'analyse afin de mettre en évidence le lien entre la stratégie et l'économie dans l'impérialisme

⁵⁰ Cette interprétation de l'impérialisme se rapproche du courant néo-réaliste des relations internationales.

⁵¹ Le déterminisme géographique, présentant les Etats comme des systèmes quasi organiques qui nécessitent l'expansion, conduisit à discréditer la géopolitique en tant que science après la Deuxième Guerre mondiale. Ratzel représente le fondateur de ce courant en Allemagne. Voir Friedrich Ratzel, *La Géographie Politique, op.cit.*, 385 p.

britannique. L'époque du libre-échange, qui connut l'avènement de la deuxième révolution industrielle et ses conséquences sur l'entreprise impériale britannique, offre, nous semble-t-il, un cadre très intéressant pour une telle analyse. La mobilisation de la volonté à la fois publique et privée pour redéfinir le socle du projet impérial traduit sans doute une certaine cohérence dans le fonctionnement des mécanismes qui génèrent l'expansion territoriale. En couvrant à la fois les aspects économiques et stratégiques et en constituant une véritable rupture avec des traditions très anciennes, la première puissance mondiale faisait face à la douleur de tourner la page de la première révolution industrielle et de l'apogée de sa gloire. Cette réorientation représente un tournant dont l'étude devrait permettre de décrypter le projet que les groupes économiques et politiques ont établi pour la nation britannique. C'est à travers la compréhension de ce projet qu'il sera possible de formuler un certain nombre de règles utiles pour la compréhension de la politique extérieure du Royaume-Uni vis-à-vis des pays industrialisés et non-industrialisés.

La suprématie stratégique et économique de Londres lui donna les moyens au XIX^e siècle d'imposer au monde un cadre spécifique des rapports diplomatiques, traditionnellement appelé *Pax Britannica*⁵². Combinant une diplomatie douce et une puissance militaire toujours prête à intervenir sur les cinq continents, la Grande-Bretagne apprit progressivement à se sentir invincible. Ce sentiment de suprématie s'exprima, non pas dans une attitude d'orgueil conflictuel aux valeurs archaïques, mais dans une logique d'intérêts économiques et stratégiques qui, une fois satisfaite, savait, à défaut d'être humble, se montrer au moins conciliante.

Cependant, le développement des technologies de la deuxième révolution industrielle imposa à la première puissance mondiale le défi d'une conversion économique et stratégique. Mais une telle évolution ne pouvait guère s'opérer sans heurter les intérêts des groupes qui avaient bâti leur succès sur l'ancien système. Ainsi, la question de l'intérêt national et de sa primauté sur les intérêts privés se posa avec acuité. Il en résulta une redéfinition de l'équilibre des forces internes et une révision des priorités stratégiques externes. En d'autres termes, il était nécessaire de revoir le projet de la nation britannique.

⁵² Les guerres du XIX^e siècle, après la chute de Napoléon, étaient généralement limitées dans l'espace et dans le temps. La Grande-Bretagne réussit, à l'exception de la Guerre de Crimée, à éviter d'entrer en conflit avec les puissances européennes. Pour la portée et les limites de la *Pax Britannica*, voir, Muriel E. Chamberlain, *Pax Britannica ? British Foreign Policy, 1789-1914*, Londres, Longman, 1988, 224 p.

Comparé aux autres puissances, le Royaume-Uni était doté d'un Etat relativement faible, compte tenu des forces socioéconomiques qu'il avait à contrôler⁵³. Naturellement, les instincts impériaux de Londres répondaient positivement à toute menace de remise en cause de la configuration internationale que la capitale estimait la plus apte à garantir sa sécurité et à préserver sa suprématie. Mais la faiblesse relative de l'Etat, face à une société pluraliste débordante de forces économiques aux intérêts potentiellement contradictoires, était de nature à servir l'entreprise coloniale dans sa globalité en multipliant et en exacerbant les origines éventuelles de la projection impériale. Cette entreprise ne traduisait pas uniquement un désir systématique de domination territoriale, mais exprimait également une pulsion interne, constamment renouvelée par un dynamisme économique en plein essor, pulsion générée essentiellement par des forces cherchant à dépasser les frontières politiques et géographiques⁵⁴.

Cette agressivité des forces économiques britanniques était favorisée par les données de l'histoire et de la géographie. D'une part, la fragilité des nations non-industrialisées doublait la pulsion interne du colonisateur par une attraction externe, celle-ci étant due à l'incapacité de la périphérie à dissuader les ambitions d'annexion territoriale et à résister avec succès à l'introduction, sur son espace géographique ou économique, de forces hostiles fussent-elles privées⁵⁵. D'autre part, l'espace insulaire de la métropole britannique ouvrait des perspectives internationales qui alimentaient à la fois le désir de liberté et de conquête. S'y ajoutait la peur de l'enclavement et de l'isolement⁵⁶. La faiblesse de l'Etat central, combinée au potentiel des autres forces, assurait donc à l'économie une valeur stratégique indéniable.

⁵³ Norman Gash, *Pillars of Government and Other Essays in State and Society*, *op.cit.*

⁵⁴ Le terme « pulsion », utilisé surtout en psychanalyse, est employé à dessein afin de mettre l'accent sur l'énergie débordante de la société britannique, énergie qui cherchait à dépasser les frontières insulaires pour se projeter à un niveau international. Les historiens ont tenté de définir l'origine de cette énergie en termes religieux, culturels ou psychologiques. Mais les explications les plus souvent admises sont celles qui se fondent sur l'économie. Voir par exemple, Peter J. Cain, *Economic Foundations of British Expansion Overseas, 1815-1914*, Londres, Macmillan, 1980, 85 p.

⁵⁵ Cette attraction était à la fois passive et active. Non seulement la périphérie était incapable de repousser les ambitions impériales britanniques, mais de larges fractions des sociétés colonisées étaient prêtes à accueillir les conquérants et à coopérer avec leurs administrations. Voir Ronald Robinson, « Non-European Foundations of European Imperialism : Sketch for a Theory of Collaboration », in Roger Owen et Bob Sutcliffe (eds.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1972, p. 132 ; Ronald Robinson, « The Excentric Idea of Imperialism with or without Empire », in Wolfgang J. Mommsen et Jürgen Osterhammel (eds.), *Imperialism and After : Continuities and Discontinuities*, Londres, Allen and Unwin, 1986, pp. 267-289.

⁵⁶ Aymeric Chauprade, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, *op.cit.* La deuxième partie de ce livre est consacrée à l'étude de l'opposition entre l'enclavement et l'insularité, afin de

2. La valeur stratégique de l'économie

Nous avons choisi de prendre le même point de départ que les critiques de l'intérêt national : si l'on veut réellement comprendre la politique étrangère d'un pays, il est nécessaire de comprendre sa structure socioéconomique interne. Concrètement, la politique extérieure reflète nécessairement la domination d'une élite qui cherche avant tout à défendre sa position et à accroître son influence⁵⁷. Selon les critiques marxistes, l'intérêt national ne serait que la manifestation internationale des intérêts de classe.

Une telle analyse conduit inmanquablement à la conclusion pessimiste de la négation de l'intérêt national qui serait une simple propagande pour dissimuler le caractère illusoire de la distinction entre le public et le privé. Le plus surprenant est de savoir que les prémices de ces critiques résident dans les travaux du père fondateur de l'économie classique. Adam Smith distingue en effet entre trois intérêts économiques : la rente, le salaire et le profit qui rétribuent respectivement les trois facteurs de production : la terre, le travail et le capital. Selon lui, les intérêts des rentiers et des salariés sont fondamentalement ancrés dans l'intérêt général. Les rentes et les salaires subissent systématiquement la pression du marché intérieur et ne peuvent guère échapper à ses lois sans prendre le risque de perdre toute valeur. Ces deux modes de revenus augmentent ou baissent en fonction de la croissance ou du ralentissement de l'économie. En revanche, la troisième catégorie, celle du profit, privilégie généralement ses propres intérêts⁵⁸. A titre d'exemple, la situation de monopole, en contradiction directe avec l'intérêt général, est la position la plus favorable pour les marchands et les industriels. Ces deux groupes tentent systématiquement d'entraver les lois du marché afin de profiter au maximum de la vie économique aux dépens des autres. Le mercantilisme est présenté comme l'exemple parfait de la séparation entre les intérêts

démontrer la permanence de la rivalité entre la terre et la mer comme paradigme géopolitique de l'histoire.

⁵⁷ Les conceptions marxistes, malgré leur négation de l'intérêt national, peuvent s'avérer utiles pour la compréhension de cette même notion. Chaque groupe d'intérêt tente naturellement d'exercer son influence sur l'Etat. Mais il n'est pas rare que les différents groupes défendent des positions contradictoires, pour ou contre le libre-échange, par exemple. Le processus de cette lutte pourrait se révéler plus important que son résultat, puisque son existence offre à l'Etat, d'une part, une certaine autonomie de décision, et, d'autre part, un cadre de principes économiques et stratégiques fondamentaux qu'il est indispensable de préserver.

⁵⁸ Adam Smith, *An Inquiry Into The Nature And Causes Of The Wealth Of Nations*, *op.cit.*, pp. 447-453.

du capital et les intérêts de la société. Les gagnants du protectionnisme ne peuvent guère être les consommateurs. C'est au profit des marchands et des industriels que ce système fut élaboré⁵⁹. Les capitalistes seraient en d'autres termes les ennemis du capitalisme.

Il est même amusant de devoir constater que Karl Marx se fonda sur cette distinction pour élaborer sa théorie de la lutte des classes. Pour lui, l'intérêt national est un discours élaboré par l'Etat et les autres agents et institutions responsables de l'exploitation du prolétariat, afin de maintenir le *statu quo* et de détourner la classe ouvrière de sa lutte fondamentale⁶⁰. L'action de l'Etat ne peut donc jamais être séparée de l'intérêt des classes dominantes.

Cette définition réductionniste de l'intérêt national poussée à l'extrême le postulat d'origine selon lequel la politique extérieure d'un Etat reflète nécessairement la structure interne de la société. En assumant que cette structure est foncièrement fondée sur la lutte et le conflit, Marx tombe dans des généralisations excessives. Même ses adeptes reconnaissent que l'Etat peut parfois agir avec une autonomie relative, par exemple, pendant les crises militaires⁶¹. Malgré cette concession, le marxisme demeure généralement une idéologie qui sous-estime les capacités de la raison officielle à formuler librement ses principes stratégiques. Plus important encore, Marx redéfinit la société selon deux axes parallèles : deux classes fondamentalement différentes, qui détiennent des intérêts opposés, sont supposées se livrer une guerre sans merci. Cette notion semble diviser la société en deux entités qui se dressent durablement l'une contre l'autre. La réalité démontre que la division peut rarement être si précise. D'une part, le sentiment nationaliste est indéniable parmi la plupart des populations dans le monde. En fondant son analyse sur l'évolution des moyens de production, Marx omet d'autres facteurs tout aussi importants, comme les conséquences de la guerre sur l'identité collective⁶². Le marxisme, malgré son évolution, peut difficilement expliquer la tendance des communautés à s'exclure les unes les autres et la durabilité des obstacles

⁵⁹ Voir aussi Joseph Cropsey, « Adam Smith and Political Philosophy », in Andrew S. Skinner et Thomas Wilson (eds.), *Essays on Adam Smith*, Oxford, Clarendon Press, 1975, pp. 132-153.

⁶⁰ Albert A. Cruickshank et Vendulka Kubalkova, *Marxism-Leninism and the Theory of International Relations*, *op.cit.*

⁶¹ Burchill Scott, *The National Interest in International Relations Theory*, *op.cit.*, pp. 72-73.

⁶² Amin Maalouf, *Les Identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998, 210 p. Cet essai tente de définir la notion d'identité et de déterminer le rôle qu'elle joue dans la perception individuelle et collective du monde.

qui empêchent leur rapprochement⁶³. D'autre part, les intérêts de classes ne sont pas strictement identiques. Il va sans dire que la classe dite bourgeoise est souvent traversée par des courants multiples qui défendent des intérêts différents. Nous verrons, lorsque nous étudierons le cas britannique, que le débat sur le libre-échange révèle une division entre un capital ancré au Royaume-Uni et un autre orienté vers les marchés internationaux⁶⁴.

Ces différences d'intérêts représentent un point crucial dans notre analyse. La rivalité entre les forces économiques peut constituer l'origine même du projet pour la nation, puisqu'elle fournit le cadre de l'action politique de l'Etat et pose la question fondamentale du meilleur choix. Ceci nous oblige à reconnaître que, malgré ses limites, le marxisme a su observer, contrairement à un certain nombre d'autres écoles des relations internationales, le lien entre la structure interne et la politique extérieure de l'Etat. Selon Krippendorff, au moment de la formation de la discipline des relations internationales, ce lien a consciemment été banni des analyses par opposition presque épidermique au marxisme⁶⁵. Le modèle occidental devait être protégé contre les idées communistes qui insistaient sur les luttes internes des classes pour expliquer les phénomènes historiques. Le poids du capital dans la balance politique, lorsqu'il n'est pas simplement ignoré, est souvent noyé dans une multitude de raisons et de facteurs afin de minimiser son importance⁶⁶. En se laissant ainsi piéger par l'anti-idéologie, les théories des relations internationales ont généralement échoué à utiliser l'intérêt national comme un outil d'analyse. Au terme de sa réflexion linguistique, Chomsky, par exemple, estime que le sujet de l'influence structurelle du capital sur le processus de la décision politique aux Etats-Unis reste un tabou, qui conduit à éviter, avec une sorte de superstition idéologique, des questions cruciales comme la nature des rapports entre le

⁶³ Marx pensait que l'expansion du capitalisme allait transformer le monde d'un ensemble de nations séparées en une société mondiale unique où le conflit principal serait un conflit de classes qui conduirait à la révolution prolétarienne. Voir Andrew Linklater, « Realism, Marxism and Critical International Theory », *op.cit.*

⁶⁴ Voir les chapitres 2 et 3 de ce travail.

⁶⁵ Selon Krippendorff, les théories de l'impérialisme en tant que cause de la Grande Guerre ont été sciemment éliminées des programmes d'enseignement et de recherche afin de protéger le système capitaliste. A travers cette interprétation, qui peut être rétrospectivement considérée comme conspirationniste, Krippendorff propose une explication de la préférence académique pour les analyses libérales et réalistes dans les pays occidentaux. Voir Ekkehart Krippendorff, *International Relations as a Social Science*, Brighton, Harvest Press, 1982, p. 27.

⁶⁶ Andrew Linklater, *Beyond Realism and Marxism : Critical Theory and International Relations*, Londres, Macmillan, 1990, 216 p.

privé et le public⁶⁷. Formulée au début des années 1980, cette idée demeure pertinente, même après la fin de la Guerre froide : les approches qui intègrent les divisions sociales sont systématiquement taxées d'idéologiques et sont donc rejetées par certains milieux scientifiques américains.

On peut supposer que l'Etat est naturellement plus enclin à satisfaire les forces économiques les plus puissantes. Mais l'importance de la décision politique intervient lorsque l'Etat joue un rôle arbitral entre des forces aux objectifs contradictoires, ce qui le conduit, par exemple, à prendre parti pour le capital opérant au niveau national ou, au contraire, pour celui qui opère au-delà des frontières. C'est dans ces conditions qu'il est possible de comprendre les principes du projet national. McGowan et Walker distinguent entre les intérêts divisibles et les intérêts indivisibles. Selon leur analyse, les coûts et les bénéfices d'une décision affectant le pouvoir, la sécurité et la défense sont indivisibles et concernent la nation dans son intégralité⁶⁸. S'inscrivant dans une logique réaliste de l'intérêt national, cet argument implique l'idée d'un Etat relativement indépendant, capable de prendre des décisions dans l'intérêt de tous. Le problème avec cet argument, c'est qu'il s'arrête au niveau purement stratégique. Il a permis à McGowan et à Walker de constater que la politique était à la fois le résultat de luttes internes pour des intérêts divisibles et d'actions indépendantes de l'Etat afin d'assurer les intérêts indivisibles. Cette distinction place clairement la politique économique dans la première catégorie⁶⁹. Sujette aux luttes et aux compromis entre les forces internes, elle semble échapper à l'idée de l'intérêt national.

Cette séparation tacite entre le stratégique et l'économique ne correspond pas à la réalité. L'économie joue, en effet, un rôle prépondérant afin d'assurer la sécurité de la nation. Par conséquent, l'intérêt divisible contribue directement à promouvoir les intérêts indivisibles. C'est pour surmonter cette difficulté que nous avons introduit la notion de la géoéconomie. Située à mi-chemin entre l'économie et la stratégie, elle se manifeste à travers des intérêts économiques qui se hissent au niveau des intérêts indivisibles. A titre d'exemple, l'idée de la suprématie économique britannique au XIX^e

⁶⁷ Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, New-York, Pantheon, 1982, p. 104.

⁶⁸ Stephen G. Walker et Pat. McGowan, « U.S. Foreign Economic Policy formulation : Neo-Marxist and Neo-Pluralist Perspectives », in William P. Avery et David P. Rapkin (eds.), *America in a Changing World Political Economy*, New-York, Longman, 1982, pp. 207-226.

⁶⁹ Walker et McGowan s'appuient sur l'exemple des tarifs douaniers. Leur maintien protège les producteurs locaux, mais désavantage les consommateurs. Cet exemple nous sera utile lorsque nous étudierons le cas britannique.

siècle était indissociable de la notion de l'intérêt national, voire même du sort du Royaume-Uni. La confusion théorique qui caractérise l'étude des causes économiques de l'impérialisme britannique provient essentiellement de l'amalgame entre la fin et les moyens. En présentant le libre-échange comme la victoire du capital industriel sur l'aristocratie, plusieurs historiens ont négligé la vision stratégique qui se trouvait derrière la volonté de la suprématie économique. Son importance dépasse l'intérêt du capital. Elle dépasse même l'intérêt purement économique de la société en termes de prospérité et de bien-être. Elle constitue, en effet, un enjeu stratégique à part entière.

Le libre-échange, promulgué en 1846⁷⁰, ne fut que le moyen de réaliser cet objectif. Naturellement, ce choix favorisa les intérêts d'un certain nombre de forces économiques. Mais il constitua également le début d'une nouvelle ère dans le projet impérial britannique. Il permit donc à la politique et à l'économie de ce pays de s'adapter à une nouvelle donne géopolitique. En adoptant le libre-échange, Londres assumait entièrement son rôle de superpuissance mondiale. La question de l'intérêt national se posa sérieusement au moment où cette supériorité se trouva remise en question. Nous pensons que ce moment de l'histoire britannique représente un cas d'école pour évaluer l'importance de l'intérêt national dans les choix stratégiques de Londres.

III. Un impérialisme méthodique : la valeur géoéconomique du territoire

Selon Pascal Lorot, les conditions de paix et d'ouverture des marchés encouragent souvent les Etats à circonscrire leurs rivalités au champ économique⁷¹. Contenant leurs pulsions expansionnistes, ils tentent de sécuriser des positions commercialement et financièrement plus favorables. Mais cette compétition ne peut être purement pécuniaire. Elle cache souvent une vision stratégique plus large visant à maîtriser les matières premières, les moyens de communication et les marchés internationaux. En d'autres termes, l'expansion économique est souvent accompagnée par une tentative de l'Etat et du grand capital pour maîtriser l'espace géographique dont

⁷⁰ Date de la révocation des « Lois sur le blé ». Voir *infra*, p. 60.

⁷¹ Voir Pascal Lorot, « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *op.cit.*

le contrôle confère un élément de puissance. L'envergure de cette stratégie dépend du rayonnement de la force qui l'exerce, mais aussi de la perméabilité des frontières entre les différentes nations. Pour toutes ces considérations, la *Pax Britannica* offre, nous semble-t-il, un cadre propice à la géoéconomie.

L'ascendant britannique, acquis dès 1815, sur les relations internationales marqua une rupture fondamentale avec le passé. Mais le nouvel ordre, établi après le congrès de Vienne, ne signifia nullement la fin des rivalités entre les puissances européennes⁷². Il témoigna simplement d'une nouvelle évaluation de l'importance relative des différents facteurs constitutifs de puissance. Libérée du fardeau des guerres napoléoniennes, Londres s'engagea progressivement dans une bataille stratégique et économique destinée à garantir et à préserver sa suprématie. Elle orienta ses atouts, notamment son expérience impériale, vers trois objectifs à long terme : le maintien de la suprématie, la maîtrise des voies de communication et la libération des échanges commerciaux. Ces objectifs se croisaient tous au sujet de la question impériale. Malgré l'influence de Seeley et de sa théorie de « *l'expansion dans l'inadvertance de l'esprit* »⁷³ sur l'étude de l'histoire de l'Empire britannique, il est évident que l'entreprise coloniale recélait une démarche méthodique répondant à des besoins précis.

1. Pour une suprématie durable

Historiquement, on peut dire que la période décisive qui détermina les aspects généraux des relations internationales au cours du XIX^e siècle est constituée par les guerres napoléoniennes et leur aboutissement : le congrès de Vienne de 1815. C'est cette conférence qui traça les grandes lignes de l'ordre international du siècle et qui détermina la nature des relations entre les puissances européennes. La carte géopolitique post-napoléonienne s'imposa durablement et il fallut attendre la Première Guerre mondiale pour la voir réellement et définitivement bouleversée. Le début du XIX^e siècle constitue donc un véritable laboratoire pour comprendre les fondements du jeu international jusqu'en 1914.

⁷² Conférence internationale réunie pour redéfinir la carte de l'Europe après la défaite napoléonienne. Le congrès de Vienne se tint du 1^{er} septembre 1814 au 9 juin 1816.

⁷³ Voir, par exemple, Ronald Hyam, *Britain's Imperial Century, 1815-1914 : A Study of Empire and Expansion*, Londres, B.T. Batsford, 1976, 462 p.

Une brève analyse stratégique de l'entreprise napoléonienne démontre la primauté de trois éléments : la gloire de l'histoire, la terre et l'armée. Les expéditions napoléoniennes visèrent, systématiquement, des régions ayant des civilisations très anciennes. Pour l'Empereur, la gloire est à chercher en Egypte, en Italie et en Russie. La puissance nécessite la domination militaire du continent dominant. Napoléon paria donc principalement sur la carte Europe, son objectif étant d'instaurer une continuité territoriale entre la Méditerranée et la Russie⁷⁴.

A cet instant de l'histoire, la Grande-Bretagne avait clairement opté pour un chemin inverse : la géographie, la mer et le commerce. C'est pourquoi, au cours du congrès de Vienne, elle n'eut aucune revendication territoriale concernant l'Europe. L'acte final du 9 juin 1815 dessina une nouvelle carte du continent où la Russie, la Prusse et l'Autriche agrandissaient sensiblement leurs territoires⁷⁵. Mais la Grande-Bretagne se tailla la part du lion sur le plan maritime. Elle se fit attribuer plusieurs îles et possessions hautement stratégiques outre-mer comme la province du Cap en Afrique du Sud, le Sri Lanka, l'île Maurice, Malte, les Antilles et la Guyane⁷⁶. La maîtrise des mers, alliée à la puissance économique, lui garantit une position commerciale dominante.

Ce parallélisme avec l'entreprise napoléonienne étant tracé, on peut d'ores et déjà constater que la Grande-Bretagne fut, en réalité, le grand vainqueur des bouleversements de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Face à une Europe divisée, elle apparut comme une superpuissance internationale. L'objectif principal était donc, pour elle, de maintenir sa prédominance. L'Empire britannique devait donc écarter toute rivalité économique ou stratégique sérieuse. L'expérience napoléonienne lui avait démontré que la vraie menace serait l'existence d'une puissance dominant l'Europe. Il fallait donc maintenir un équilibre entre les puissances européennes. Celles-ci devaient se contenter de rôles limités et surtout antagonistes⁷⁷. Les forces européennes devaient se neutraliser pour rester cantonnées, autant que possible, à l'intérieur de leurs frontières continentales. Dans ce but, la Grande-Bretagne s'en tint à

⁷⁴ Voir Thierry Lentz, *Napoléon et la conquête de l'Europe, 1804-1810*, Paris, Fayard, 2002, 607 p.

⁷⁵ Voir Charles-Otto Ziesenis, *Le Congrès de Vienne et l'Europe des princes*, Paris, P. Belfond, 1984, 292 p.

⁷⁶ Paul M. Kennedy, *The Rise and Fall of British Naval Mastery*, Londres, Allen Lane, 1976, 405 p.

⁷⁷ Pour les principes diplomatiques du Royaume-Uni au XIX^e siècle, voir Alun Davis, « England and Europe, 1815-1914 », in John S. Bromley et Ernest H. Kossman (eds.), *Britain and the Netherlands in Europe and Asia*, Londres, Macmillan, 1968, pp. 160-173.

une politique de laisser-faire sauf lorsque se dessinait le spectre d'un déséquilibre entre les forces de ses voisins européens. Tant que l'équilibre des forces n'était pas rompu, point n'était besoin d'intervenir. La Grande-Bretagne agissait seulement chaque fois qu'une puissance commençait à nourrir des ambitions de rivalité avec Londres. Ceci explique l'absence de toute alliance formelle ou morale avec les différents acteurs de la scène européenne⁷⁸.

Sur le continent, une « Europe de la Sainte-Alliance » semblait durablement installée à partir de 1815⁷⁹. Cette qualification recouvre le pacte de la Sainte-Alliance⁸⁰ et ses conséquences politiques à court terme. Mais elle désigne surtout les principes diplomatiques que cette alliance imposait et qui survivront à la fin du pacte lui-même. Car l'importance de la Sainte-Alliance, en tant qu'accord, ne résidait pas tant dans son contenu que dans sa représentation symbolique de l'absolutisme. Les signataires, souverains autocrates, utilisèrent les principes de cette alliance pour maintenir, autant que faire se peut, le *statu quo*, au plan européen comme au plan national⁸¹. Ces pratiques furent si prégnantes qu'elles affectèrent même le langage commun. Pendant longtemps, l'expression « Sainte-Alliance » a désigné le système de répression établi par les grands monarques du XIX^e siècle contre leur peuple : la ligue des rois contre les aspirations républicaines et nationalistes. A titre d'exemple, le congrès de Troppau⁸² proclama, pour les signataires du congrès de Vienne, le droit d'intervenir en faveur de tous les « gouvernements légitimes ». Au niveau interne, la Sainte-Alliance était donc une arme pour éviter une nouvelle « Révolution française » dans tous les pays européens. Au niveau international, elle confirmait les anciennes règles diplomatiques. Jusqu'aux années 1860, l'Europe apparaissait, comme une « assemblée de souverains ». Selon l'expression de Rossier, la diplomatie restait d'« ancien régime »⁸³. Exercée principalement par des souverains autoritaires, elle se fondait sur les anciennes notions d'« équilibre de forces » et de « parts équivalentes ». La politique étrangère était

⁷⁸ Cette tendance isolationniste dura jusqu'au début du XX^e siècle. Voir George W. Monger, *The End of Isolation : British Foreign Policy, 1900-1907*, Londres, T. Nelson and sons, 1963, 343 p.

⁷⁹ Edmond Rossier, *Histoire politique de l'Europe 1815-1919*, Paris, Payot, 1931, 362 p.

⁸⁰ Pacte signé à Paris le 26 septembre 1815 par le tsar de Russie Alexandre I, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et l'empereur d'Autriche François I.

⁸¹ Voir Charles-Otto Ziesenis, *Le Congrès de Vienne et l'Europe des princes, op.cit.*

⁸² Réuni en 1820, il mandata Metternich, chancelier d'Autriche-Hongrie, pour écraser les tentatives de révolutions nationalistes d'Espagne et d'Italie. Pour l'histoire de l'évolution des nationalismes en Europe, voir Jean-Claude Caron et Michel Vernus, *L'Europe au XIX^e siècle, des Nations aux nationalismes 1815-1914*, Paris, A.Colin, 1996, 477 p.

⁸³ Le congrès de Paris se réunit en 1856 pour rétablir la paix au terme de la Guerre de Crimée.

l'affaire exclusive des cabinets. Elle s'exerçait d'une façon secrète et aboutissait à des traités d'alliance entre souverains. Quand cette politique n'empêchait pas les conflits internes ou extérieurs, leur liquidation était généralement confiée à des congrès, comme ce fut le cas en 1856⁸⁴. Ces congrès se chargeaient d'établir, entre les monarques belligérants, un nouveau consensus européen.

Ces méthodes archaïques épuisèrent les puissances continentales dans des conflits locaux très circonscrits, attitude qui profita grandement à la Grande-Bretagne. Pour illustrer ce phénomène, ce ne sont pas les exemples qui manquent. Nous nous contenterons ici de citer le plus représentatif : le cas de la Confédération germanique.

La Prusse avait activement contribué à la défaite napoléonienne. Après Waterloo⁸⁵, elle faisait figure de nation victorieuse. Ce succès militaire prussien alimenta naturellement le rêve d'une union germanique. Cependant, pour les libéraux et les nationalistes allemands, le congrès de Vienne n'était qu'une victoire à la Pyrrhus. La *Deutscher Bund*⁸⁶, instituée par ce congrès et sensée réunir le peuple allemand, était trop faible pour ambitionner même un rôle régional. L'Autriche, qui s'empara de la présidence du *Bundestag*⁸⁷, avait tout intérêt à maintenir l'état de dispersion et d'inertie qui avait caractérisé la majeure partie de l'histoire de la Confédération. Sur le plan international, cette paralysie fut d'autant plus grande que les différents Etats confédérés avaient conservé l'indépendance de leur politique extérieure. A ce manque de cohésion vint s'ajouter une économie archaïque qui ne laissait envisager aucune expansion externe. Cette union germanique institutionnellement précaire ne pouvait guère résister à la rivalité prusso-autrichienne. La *Norddeutscher Bund*⁸⁸ fut mise en place après la défaite de l'Autriche et son expulsion de la Confédération en 1866⁸⁹.

⁸⁴ Voir Edmond Rossier, *Histoire politique de l'Europe 1815-1919*, op.cit.

⁸⁵ Dernière bataille des guerres napoléoniennes. La défaite de l'armée française, le 18 juin 1815, provoqua la chute définitive du Premier Empire.

⁸⁶ Après le congrès de Vienne de 1815, le Saint-Empire romain germanique fut remplacé par la Confédération germanique, *Deutscher Bund*, qui regroupait trente-huit Etats sous la direction des Habsbourg, qui maintinrent le titre d'empereur d'Autriche. Voir Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne* (1945), 14^e éd., Paris, PUF, 2003, coll. « Que sais-je ? », p. 21.

⁸⁷ La faiblesse de la Diète confédérale de Francfort, à cause notamment de la rivalité austro-prussienne, réduisit progressivement la Confédération germanique à l'impuissance. Voir, par exemple, José Rován, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Seuil, 1994, pp. 479-497.

⁸⁸ La paix de Prague, signée le 23 août 1866, entre la Prusse et l'Autriche, permit à la Prusse de réaliser de nombreuses annexions. Elle offrit surtout à Bismarck l'occasion d'évincer l'Autriche de la Confédération allemande, en contrepartie du maintien de son intégrité territoriale. Ainsi fut créée la Confédération de l'Allemagne du Nord, dominée par le royaume de Prusse. Ce fut un pas décisif vers la réalisation de l'objectif de la Prusse : l'instauration d'une petite Allemagne indépendante de Vienne.

⁸⁹ Voir, par exemple, Jean-Claude Capèle, *L'Allemagne hier et aujourd'hui*, Paris, Hachette supérieur, 2006, chapitres 3 et 4.

Pendant toute cette période la stratégie britannique du laisser-faire s'avéra parfaitement adéquate à la situation allemande. Cependant, Londres n'hésita pas à utiliser la carte de l'intervention contre la Russie, sa seule rivale coloniale déterminée à jouer un rôle régional, voire international avant les années 1870. Il est à noter que d'autres puissances menèrent, et parfois avec succès, des tentatives d'expansion extra continentale. Londres leur appliqua sa politique habituelle : l'intervention n'est souhaitable que lorsque les intérêts stratégiques britanniques se trouvent menacés. Face aux différentes entreprises coloniales, la diplomatie britannique fit preuve d'un pragmatisme empirique soigneusement pesé et adapté à chaque situation.

Après 1815, la Russie, membre prépondérant de la Sainte-Alliance, était la seule puissance capable de dominer l'Europe. Cette réalité fut rapidement perçue par Londres. Une lutte entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme russe ne tarda donc pas à éclater. Leur rivalité atteignit son paroxysme lorsque Saint-Pétersbourg commença à menacer les détroits de la Mer Noire. S'efforçant de développer son influence dans les Balkans, la Russie soutint les luttes d'indépendance contre l'Empire ottoman⁹⁰. Profitant de l'affaiblissement de Constantinople, elle exigea le droit d'instaurer son protectorat sur les régions ottomanes à majorité orthodoxe. Cependant, au-delà du prétexte religieux, l'objectif stratégique du Tsar était le contrôle des Détroits du Bosphore et des Dardanelles⁹¹. La réaction britannique face à cette menace illustre clairement les principes de sa diplomatie du moment. Le Royaume-Uni suscita une coalition européenne, comprenant la France, la Turquie et la Sardaigne, dont il prit la direction pour mener une longue guerre contre Saint-Pétersbourg⁹². Cette guerre s'acheva en 1856 par la défaite de la Russie, qui se vit évincée des Balkans à la signature du traité de Paris, celui-ci instaurant la neutralisation de la Mer Noire et garantissant l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman.

⁹⁰ Richard C. Hall, *The Balkan Wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, 176 p.

⁹¹ Constituant l'unique route maritime entre la Méditerranée et la Mer noire, les Détroits du Bosphore et des Dardanelles sont le véritable nœud stratégique de l'Eurasie. Voir Georges Wassamy, *La Convention des détroits*, Paris, A.Pédone, 1937, 159 p.

⁹² Pour la Guerre de Crimée, qui dura de 1853 à 1855, voir Olive Anderson, *A Liberal State at War : English Politics and Economics During the Crimean War*, Macmillan, Londres, 1967, 306 p.

2. La maîtrise des voies maritimes

Après 1815, la supériorité navale britannique était absolue sur les mers du globe. Les vaisseaux britanniques transportaient les matières premières et les produits finis entre les différents marchés du monde, participant ainsi au développement de la division internationale du travail. La marine britannique et ses bateaux jouaient le rôle d'artères de l'économie mondiale⁹³. Mais elle servait aussi à définir les règles des échanges en favorisant l'économie britannique aux dépens de ses rivales. Les économies d'Europe continentale, comme celles du reste du monde, étaient obligées de se plier aux conditions commerciales de Londres. Les flottes concurrentes étaient forcées d'assurer leurs navires contre la piraterie, les catastrophes et les actes de guerre, par l'intermédiaire de la Lloyd's⁹⁴ qui rassemblait les riches assureurs londoniens⁹⁵.

Forte de cette puissance commerciale et navale, la Grande-Bretagne se fixa comme objectif de dominer ou, au moins, d'assurer la neutralité des voies maritimes stratégiques⁹⁶. Sa rivalité avec la Russie tsariste autour du Bosphore et des Dardanelles ne constitue qu'un exemple d'une constante stratégique de la politique impériale du Royaume-Uni. L'intervention expansionniste britannique ne répondait pas souvent à un besoin d'accroissement territorial. Elle cherchait plutôt à assurer le libre accès aux mers et aux relais maritimes pivots qui propageaient l'influence anglaise au niveau mondial⁹⁷. Cette nécessité était le corollaire de sa politique européenne caractérisée, comme nous l'avons déjà observé, par une dualité de laisser-faire et d'interventionnisme⁹⁸, afin de maintenir l'équilibre des forces sur le continent. En finançant des coalitions contre toute nation qui, à un moment donné, semblait sur le point de dominer la masse continentale européenne, Londres pouvait profiter pleinement de sa position insulaire. Contrairement aux puissances européennes, elle était capable d'économiser une partie de

⁹³ Ralph Davis, *The Rise of the English Shipping Industry in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Londres, National Maritime Museum, 1972, 427 p.

⁹⁴ Il s'agit du marché de l'assurance de Londres.

⁹⁵ Voir Barry E. Supple, *The Royal Exchange Assurance : A History of British Insurance, 1720-1970* Cambridge, Cambridge University Press, 1970, 584 p.

⁹⁶ Pour une étude stratégique sur l'importance de la domination maritime sur les relations internationales, même avant le XIX^e siècle, voir Alfred T. Mahan, *The Influence of Sea Power on History, 1660-1783* Michigan, University of Michigan Library, 2009, 646 p.

⁹⁷ Paul Kennedy, *The Rise and Fall of British Naval Mastery*, *op.cit.*

⁹⁸ Cette dualité, qui dépasse les limites de la politique européenne est très importante parce qu'elle fait écho à des choix économiques et fiscaux qui seront explicités au cours des deuxième et troisième chapitres. Il s'agit là d'une illustration du lien indissociable entre l'aspect économique et l'orientation stratégique du projet national britannique.

l'investissement militaire destiné à entretenir une armée constamment sur le pied de guerre⁹⁹. La défense de ses intérêts était plus efficacement assurée par une mobilisation à la fois stratégique et économique pour la maîtrise des mers et le libre accès aux richesses des vastes confins du monde.

L'Océan Pacifique et l'Océan Indien focalisèrent les objectifs coloniaux britanniques. Prétextant une atteinte aux intérêts de la Couronne, le gouvernement de Palmerston déclara la guerre au Céleste Empire¹⁰⁰. Victorieux, le Royaume-Uni obtint l'île de Hong Kong en 1842 ainsi que l'ouverture de cinq ports chinois au commerce britannique. Canton, Ningbo, Shanghai, Fuzhou et Xiamen devinrent ainsi des comptoirs ouverts sur l'Empire du Milieu.

La constance de la stratégie maritime britannique trouva sa pleine expression sur les routes des Indes¹⁰¹. Aden devint colonie de la Couronne en 1839¹⁰². L'Iran se vit imposer un traité garantissant une liberté d'action à la marine britannique dans le Golf persique¹⁰³. De même, la présence britannique en Afrique du Sud fut renforcée afin de relier les deux parties de la route australe des Indes¹⁰⁴. La sécurité de la voie du Cap passait par l'élimination de toute puissance régionale ou internationale capable de perturber la libre action du commerce et de la marine britannique dans ce secteur. Londres coupa progressivement l'accès des Républiques Boers à l'Océan Indien, en commençant par l'annexion du Natal en 1843. En maintenant ainsi les Boers en dehors de la baie de Delagoa, puis en intervenant en 1869 pour empêcher l'union des Républiques Boer, elle réussit à assurer la suprématie britannique sur toute l'Afrique australe avec le minimum de moyens¹⁰⁵.

⁹⁹ Bernard Semmel, *Liberalism and Naval Strategy : Ideology, Interest and Sea Power during the Pax Britannica*, Boston, HarperCollins, 1986, 256 p.

¹⁰⁰ Palmerstone était persuadé que l'influence britannique allait apporter le progrès et la prospérité par tout dans le monde. Pour le cas chinois, voir, par exemple, Michael Greenberg, *British Trade and the Opening of China, 1800-1842*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, 238 p. ; Gerald Graham, *The China Station : War and Diplomacy, 1830-1860*, Oxford, Oxford University Press, 1978, 464 p.

¹⁰¹ Malcolm E. Yapp, *Strategies of British India : Britain, Iran and Afghanistan, 1798-1850*, Oxford, Oxford University Press, 1980, 690 p.

¹⁰² Pour le rôle du Moyen-Orient dans la sécurité de la route des Indes, voir Edward Ingram, *In Defence of British India : Great Britain and the Middle East, 1775-1842*, Londres, Frank Cass, 1985, 236 p. ; John B. Kelly, *Britain and the Persian Gulf, 1795-1880*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 911 p.

¹⁰³ John B. Kelly, *Britain and the Persian Gulf, 1795-1880*, *op.cit.*

¹⁰⁴ Cette présence n'était pas uniquement stratégique. Le système de libre-échange ouvrait progressivement le marché sud-africain aux exportations britanniques. Voir Anthony G. Hopkins, « Imperial Business in Africa, Part II : Interpretations », *Journal of African History*, n° 17, 1976. pp. 267-290.

¹⁰⁵ L'objectif de Pretorius, premier président du Transvaal, était d'annexer l'Etat libre d'Orange. Mais les Britanniques étaient déterminés à maintenir leur prédominance dans la région, d'où la conquête du

L'idée d'un axe anglais s'étendant du Caire jusqu'en Afrique du Sud illustre spectaculairement la position dominante occupée par la Grande-Bretagne en Afrique¹⁰⁶. Utopique en apparence, cet objectif fut pratiquement réalisé sur le terrain.

La flotte impériale avait une telle maîtrise des mers que le Royaume-Uni résista farouchement, au milieu du XIX^e siècle, au projet français de construction du canal de Suez¹⁰⁷. Ce projet ramenait l'Égypte sur le devant de la scène internationale, puisqu'il allait en faire le « portier » de la route des Indes. L'initiative française ne pouvait que susciter les craintes britanniques, dans la mesure où elle traduisait l'accroissement de l'influence de Napoléon III dans la région¹⁰⁸. À l'époque du chemin maritime par le Cap de Bonne Espérance, la Grande-Bretagne ne craignait aucune rivalité dans l'Océan Indien. Le canal de Suez, s'il n'était pas placé sous la domination sans conteste de Londres, pouvait permettre à des puissances maritimes plus modestes de rivaliser avec le « roulier des mers »¹⁰⁹. Aussi Londres usa-t-elle de tout son poids diplomatique, notamment à Constantinople¹¹⁰, pour éviter la réalisation du canal. En 1864, le gouvernement de Sa Majesté obtint même l'arrêt des travaux sous un prétexte humanitaire : la précarité extrême des conditions de travail des ouvriers égyptiens. Cependant, la Grande-Bretagne se trouva impuissante lorsque l'Égypte obtint, par le *firman*¹¹¹ du 19 mars 1866, une large autonomie vis-à-vis de Constantinople. Elle allait l'employer pour mener à bien le projet français du canal. Face à cet échec, Londres dut donc changer de stratégie. Il ne lui restait plus qu'à récupérer le « projet diabolique de la France »¹¹², afin qu'il puisse servir les intérêts de l'Empire britannique dont la

Transvaal en 1877, événement qui fut à l'origine de la première guerre des Boers (1877-1883). Pour plus d'analyse de la conquête britannique de l'Afrique du Sud, voir Ritchie Ovendale, « Profit or Patriotism : Natal, The Transvaal and the Coming of the Second Anglo-Boer War », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 8, 1980, pp. 209-234.

¹⁰⁶ Voir Alward C. Raphael, *The Cape to Cairo Dream : A Study in British Imperialism*, New-York, Columbia University Press, 1936, 514 p.

¹⁰⁷ Pour une étude des difficultés politiques, économiques et financières de la réalisation du projet du canal de Suez, voir Bent Flyvbjerg, Nils Bruzelius et Werner Rothengatter, *Megaprojects and Risk : An Anatomy of Ambition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 213 p.

¹⁰⁸ Diplomate français, Ferdinand de Lesseps fut le fondateur, en 1858, de la Compagnie Universelle du Canal maritime de Suez, compagnie chargée d'assurer la réalisation du projet. Voir Edmond Morand, *Le Canal de Suez et l'Histoire extérieure du second Empire*, Paris, Eugène Figière, 1936, 123 p.

¹⁰⁹ Attribution désignant le Royaume-Uni afin de mettre l'accent sur sa supériorité navale.

¹¹⁰ A cette époque, l'Égypte se trouvait sous la domination de l'Empire ottoman.

¹¹¹ Terme désignant un édit dans l'Empire ottoman.

¹¹² C'est Palmerston, homme d'Etat britannique, véritable inspirateur de la politique étrangère de son pays pendant les années 1830-1840, qui qualifia le canal de Suez de « projet diabolique visant à créer un nouveau Bosphore ».

structure coloniale allait se trouver profondément modifiée¹¹³. En effet, le canal de Suez déplaçait les routes suivies depuis quatre siècles et redonnait à la Méditerranée son rôle prépondérant. La distance qui séparait Londres de l'Inde se voyait divisée par deux. Les économies de temps et de coûts de transport variaient de 30 à 50 %. Pour toutes ces considérations, Londres occupa l'Égypte en 1882. Le canal de Suez, point nodal de l'Empire situé entre Londres et l'Inde, devait être mis à l'abri d'une conquête guidée par des intérêts rivaux, notamment ceux de la France¹¹⁴.

Pour résumer la stratégie maritime britannique, on peut schématiquement dire que Londres réussit à organiser les relations internationales au XIX^e siècle sur la base d'un échiquier géopolitique mondial dans lequel « l'île du monde »¹¹⁵ était entourée par une « mer britannique ».

3. La libéralisation des échanges

Le libre-échange se trouve au cœur de l'évolution de la conception impériale de la Grande-Bretagne. Dès la fin du XVIII^e siècle, la reprise des relations commerciales avec les États-Unis, nation nouvellement indépendante de la Couronne britannique, remit en question la nécessité de maintenir le statut de la colonisation. Sur ce sujet, les polémiques qui traversèrent le siècle démontrèrent le besoin pour la société britannique de redéfinir son projet national. Ce débat fut illustré en 1843 par la création de *The Economist*, hebdomadaire spécialisé dont le projet explicite était de faire campagne pour la révocation des lois sur le blé¹¹⁶. Les pulsions économiques internes semblaient tellement débordantes que l'impérialisme sous sa forme classique paraissait incapable de les satisfaire. Ces forces internes seront étudiées dans le chapitre suivant. Mais il convient néanmoins de préciser ici que la stratégie internationale de Londres nourrissait ces pulsions.

¹¹³ Les actions de la Compagnie de Suez tombèrent progressivement entre les mains des capitaux britanniques. Voir Anthony G. Hopkins, « The Victorians and Africa : A Reconsideration of the Occupation of Egypt, 1882 », *Journal of African History*, n° 27, 1986, pp. 360-391.

¹¹⁴ Voir Caroline Piquet, « La Compagnie universelle du canal maritime de Suez en Égypte : concession rime-t-elle avec colonisation ou modernisation ? », *Entreprises et histoire*, vol. 31, 2002, pp. 38-53.

¹¹⁵ La théorie géopolitique classique, développée par Mackinder, définit l'île du monde en tant que continuité territoriale s'étendant de l'Europe continentale jusqu'à la partie asiatique de la Russie.

¹¹⁶ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitre 1.

La politique étrangère britannique, tout au long du siècle, se montra sensible à l'exigence de sécuriser des réserves aurifères suffisantes pour répondre à la responsabilité qu'imposait la conversion en or de la livre. Afin d'éviter toute hémorragie, les sociétés commerciales britanniques devaient étendre leur domination sur le commerce mondial, tandis que les banques de la *City* se chargeaient de canaliser les capitaux empruntés vers les différents marchés du monde. Progressivement, le capital britannique afflua sur les cinq continents, pour financer, construire et exploiter les infrastructures navales puis ferroviaires des différents pays¹¹⁷.

La valeur ajoutée des produits industriels britanniques garantissait généralement un avantage commercial en faveur de Londres. Enregistrant des déficits commerciaux très importants, ces pays n'avaient d'autre choix que de recourir à l'endettement extérieur, en particulier envers les banques de la *City*. Le Royaume-Uni réussit donc à imposer à de nombreux pays, notamment en Amérique latine et en Asie, des liens de dépendance financière en mobilisant les capitaux britanniques sur leurs marchés. Les notions politiques de « nations privilégiées », d'« Etats clients » et de « zones d'influence » constituaient autant de repères stratégiques pour un libéralisme économique en pleine expansion. Ces réalités nouvelles répondent parfaitement à notre définition de la géoéconomie.

Le succès de la Grande-Bretagne dans ses rapports bilatéraux, fondés sur un déséquilibre économique grandissant, encouragea le Parlement, dès les années 1820, à approuver une déclaration de principe en faveur du libre-échange absolu¹¹⁸. Dès 1846, cette déclaration s'était concrétisée par la révocation des lois sur le blé, abrogeant ainsi la protection de l'agriculture nationale.

Cette décision était fondée sur les intérêts marchands et financiers, qui voulaient pousser jusqu'à la garde l'avantage décisif que leur procurait leur domination mondiale. Le dicton commercial « acheter bon marché, vendre à bon prix »¹¹⁹, semblait se hisser au rang de stratégie nationale. En dominant le commerce mondial, Londres avait tout à gagner du libre-échange.

Le libéralisme britannique justifiait l'existence d'une élite impériale en pleine expansion. Il s'agissait d'une croissance interne de forces économiques capables de se

¹¹⁷ Pour plus de détails et de références, voir chapitre 3 de ce travail.

¹¹⁸ Pour une présentation de la pensée économique en Grande-Bretagne pendant les années 1820, voir William D. Grampp, « Economic Opinion When Britain Turned to Free Trade », *History of Political Economy*, n° 14, 1982, pp. 496-520.

¹¹⁹ *Buy cheap, sell dear.*

projeter mondialement. Cette orientation économique recérait deux conséquences stratégiques imprévisibles. Le capital britannique, libéré de toutes restrictions géographiques ou législatives, devait se mobiliser au niveau international pour accomplir sa mission de maximisation de profit. Mais en même temps, il était obligé de garder ses liens avec sa base nationale dont l'avenir déterminait le sien. En d'autres termes, le capital britannique devait élaborer une stratégie d'action qui prenne en considération aussi bien les aspects pécuniaires du profit à court et à moyen terme que les calculs stratégiques à plus long terme. Le lien entre ces deux aspects constitua le pilier de la notion de l'intérêt national au Royaume-Uni pendant le XIX^e siècle. L'ouverture du champ économique mondial pouvait, en effet, conduire le capital à se désintéresser des zones ou des matières stratégiques pour la géopolitique de l'Etat¹²⁰. De la même manière, l'investissement massif à l'étranger pouvait conduire le capital britannique, à la recherche de bénéfices, à participer à l'industrialisation de nations rivales et donc à compromettre sa propre suprématie¹²¹.

Négligeant cette relation entre l'économique et le stratégique, d'aucuns considèrent que la logique impériale du XIX^e siècle était destinée à protéger une élite privée très exclusive représentée par le capital international, tandis que d'autres estiment que ce même capital était une arme entre les mains de la raison officielle représentée par l'Etat. Pour comprendre le lien entre l'histoire intérieure et l'histoire impériale de la société britannique au XIX^e siècle, il est donc essentiel de décrypter l'architecture économique autour de laquelle l'équilibre et/ou le déséquilibre entre l'intérêt privé et l'intérêt général s'articulèrent durablement.

¹²⁰ Voir *infra*, pp. 155-161.

¹²¹ Voir *infra*, pp. 109-112.

Chapitre Deuxième Structure géoéconomique d'une société impériale, 1688-1846

Introduction

L'entreprise coloniale britannique connut son essor réel à la fin du XVII^e siècle, essor directement lié à une évolution spectaculaire des institutions politiques et financières du Royaume-Uni. Il est indéniable que la Glorieuse Révolution de 1688 constitua le tournant de la modernité politique britannique. Il est évident que l'adoption du parlementarisme anglais engendra des « pulsions géoéconomiques » qui marquèrent le cours de l'entreprise coloniale, son envergure et ses méthodes. Cette observation permet d'ores et déjà d'apercevoir un lien entre l'histoire de la Grande-Bretagne et l'histoire de son Empire.

L'interaction entre ces deux éléments se révéla dans le débat légal et constitutionnel qui éclata avec la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis¹. Les chercheurs divergent généralement sur la nature du rapport des forces établi en 1688. S'agit-il de la consécration des méthodes d'un régime archaïque dominé par une oligarchie de propriétaires terriens ou d'une évolution marquée par la naissance d'une nouvelle classe financière et commerciale tournée vers l'avenir et la modernité² ? La Révolution américaine semblait représenter une leçon de modernité pour la « nation la plus moderne ». En dehors de cette controverse, on peut difficilement affirmer que l'interaction entre la Mère patrie et l'Empire eut l'intérêt qu'elle mérite, malgré la multitude de travaux et de théories qui continuent à enrichir la littérature abondante sur l'impérialisme britannique.

¹ Pour une présentation des questions légales et constitutionnelles concernant l'Empire britannique, voir Martin Wight, *British Colonial Constitutions, 1947*, Oxford, Clarendon Press, 1952, 571 p.

² Jonathan C. D. Clark, *English Society, 1688-1832 : Ideology, Social Structure and Political Practice during the Ancien Regime*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 442 p. Ce travail défend la thèse d'une continuité dans les structures qui engendrèrent les grands événements du XVII^e et du XVIII^e siècles, de la Glorieuse Révolution à l'industrialisation.

Ce débat, conjugué bien évidemment à la perte des principales colonies de peuplement britanniques en Amérique du Nord, s'imposa comme un tournant entre deux grandes ères impériales³. La création des Etats-Unis fut considérée comme une « frontière naturelle » entre un premier et un second Empire britannique. Au niveau constitutionnel, cette séparation s'explique sans peine. En abandonnant ses colonies d'Amérique du Nord, Londres était déterminée à renforcer les liens juridiques avec les différentes parties de son Empire restant, comme en témoigne la cascade de lois et de mesures prises après 1783, mesures destinées à lier le sort des colonies à la volonté de la Mère patrie⁴.

En termes de géoéconomie, en revanche, cette date ne représente aucun tournant historique. Les mêmes forces internes continuèrent à agir avec plus ou moins les mêmes méthodes. Plusieurs historiens comprirent cette réalité et tentèrent de redéfinir l'avènement du « Second Empire » en essayant d'établir un lien entre les changements des relations internationales et l'évolution du rapport entre les forces politiques et économiques internes. Wallerstein⁵ inventa, par exemple, le concept du « long XVII^e siècle »⁶. En éliminant la menace française, la victoire de 1763 garantit à la Grande-Bretagne une suprématie navale rassurante. Dans ce contexte, l'industrie émergea comme la nouvelle force économique décidée à redéfinir les priorités de l'entreprise coloniale. Les besoins devinrent désormais la conquête des marchés et des matières premières. La possession territoriale n'était plus une nécessité. On trouve ici des éléments de la théorie de Robinson et de Gallagher qui soutinrent l'idée du lien entre

³ Il est nécessaire de préciser qu'il n'y a pas d'interprétation consensuelle de l'histoire de l'Empire britannique. Fondée sur des critères constitutionnels, cette histoire étant définie par les événements impériaux qui affectèrent la constitution britannique, certains spécialistes de l'Empire britannique estiment que la fin du premier Empire doit être déterminée par l'indépendance américaine. John Holland Rose, Arthur P. Newton et Ernest A. Benians, *The Cambridge History of the British Empire, 1. The Old Empire From the Beginnings to 1783*, Cambridge, Cambridge University Press, 1929, 934 p.

⁴ A titre d'exemple, la loi sur le Canada fut promulguée en 1791, imposant au Québec une constitution conservatrice. En 1801, l'*Union Act* acheva de rattacher l'Irlande aux institutions de Londres.

⁵ Wallerstein fonde sa théorie sur une distinction entre le capitalisme mercantile, qui dura, selon lui, de 1600 à 1763, et le capitalisme industriel, qui s'imposa progressivement après cette date. Immanuel Wallerstein, *The Modern World System, Mercantilism and the Consolidation of the European World Economy, 1600-1750*, vol. 2, New-York, Academic Press, 1980, pp. 2-9.

⁶ D'autres auteurs ont choisi la date de 1763 comme tournant séparant deux périodes distinctes. Vincent Harlow établit, par exemple, ce qu'on pourrait appeler le long XIX^e siècle commençant en 1763, date selon lui de la victoire du libre-échange, jusqu'à sa remise en question par les thèses néo-mercantiles à la fin du XIX^e siècle. Vincent Harlow, *The Founding of the Second British Empire, 1763-1793, 1. Discovery and Revolution*, Oxford, Longman, 1952, 664 p. ; 2. *New Continents and Changing Values*, Oxford, Longman, 1964, 820 p.

suprématie et colonisation informelle⁷. Pour Wallerstein, la date de 1763 marqua la fin du capitalisme mercantile et le début du capitalisme industriel.

Pour un certain nombre de spécialistes⁸, cette théorie ne permet pas, toutefois, d'expliquer la poursuite de l'expansion formelle jusqu'en 1815. Elle semble également surestimer les conséquences de la Guerre de sept ans. En réalité, la victoire britannique ne signifia ni la suprématie navale du royaume, ni la fin de la menace française. Rappelons, à ce propos, que les forces armées de Sa Majesté ne parvinrent pas à conserver les colonies révoltées de l'Amérique du Nord à la fin des années 1770 à cause, au moins en partie, du soutien financier et militaire de Paris. Quant à l'avènement de l'industrialisation, l'histoire de l'économie britannique tend à rapprocher la date du tournant industriel de la fin du XVIII^e siècle plutôt que des années 1760⁹. Pour ce qui est du système protectionniste, représenté notamment par les lois sur le blé¹⁰ et les lois de navigation¹¹, il survécut jusqu'au milieu du XIX^e siècle¹².

En termes géoéconomiques, une ère impériale ne peut être considérée révolue que s'il se produit un profond changement des institutions, des principes et des forces financières qui conditionnent la destinée de l'Empire. En l'occurrence, l'insistance sur le caractère décisif de la Révolution industrielle pour expliquer la naissance de nouvelles pulsions coloniales libre-échangistes, nourries par des besoins non territoriaux de conquête, ne permet pas de rendre compte du maintien des barrières commerciales tarifaires et juridiques jusqu'à la moitié du XIX^e siècle. Elle ne permet surtout pas

⁷ John Gallagher et Ronald E. Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *Economic History Review*, vol. 6, n° 1, 1953, pp. 1-15. D'autres termes ont été utilisés pour exprimer le même concept. Pour désigner le groupe constitué par la Chine, l'Iran et la Turquie, Lénine utilise le terme « semies-colonies ».

⁸ En tentant d'établir un lien entre un événement stratégique et une évolution économique, Wallerstein, qui représente l'école anti-libérale, et Harlow, adepte de l'école libérale, se rapprochent de notre définition de la géoéconomie. Ces analyses ont néanmoins été fortement critiquées. Pour plus de détails et de références, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, p. 56.

⁹ Nicholas F. R. Crafts, *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1985, 220 p.

¹⁰ Loi protectionniste promulguée en 1815 et destinée à protéger la production agricole britannique contre la concurrence étrangère. Sa révocation date de 1846 sous le gouvernement *Whig* dirigé par Robert Peel.

¹¹ La première loi de navigation fut promulguée en 1651 pendant l'époque du Commonwealth. Elle demeura en vigueur et fut même renforcée plusieurs fois tout au long du XVIII^e siècle. Cette législation accordait un traitement privilégié aux navires britanniques dans le commerce avec les colonies. Ces lois furent révoquées en 1849. Mais la signification de cette date est limitée, car des modifications profondes avaient déjà affaibli les systèmes instaurés par cette législation. A titre d'exemple, en 1794, le traité de Jay accorda aux bateaux américains les mêmes droits qu'aux bateaux britanniques, libéralisant ainsi le commerce avec les Etats-Unis. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir Sara Palmer, *Politics, Shipping and the Repeal of the Navigation Laws*, Manchester, Manchester University Press, 1991, 240 p.

¹² La révocation de la loi sur le blé et des lois de navigation marqua le début du libre-échange, mais également la fin du règne de l'aristocratie traditionnelle. Voir D. C. Moore, « The Corn Laws and High Farming », *Economic History Review*, n° 18, 1965, pp. 544-561.

d'intégrer la spécificité de la société britannique qui, comparée aux autres grandes sociétés européennes, s'accommoda du rôle dominant de l'aristocratie dans sa vie politique¹³. Les institutions séculaires, à l'instar de la monarchie, ne furent pas renversées par la montée de la bourgeoisie.

Les explications sociologiques de ce succès, évoquant la flexibilité et le pragmatisme de l'aristocratie anglaise, semblent, à défaut d'être totalement erronées, ne donner qu'une justification de façade de la réalité. Encore faut-il d'abord prendre en considération l'origine de ces qualités. La flexibilité et le pragmatisme représentent l'énigme même que nous cherchons à résoudre. Les évoquer pour expliquer la durabilité de l'influence de l'aristocratie, c'est confondre le résultat et le moyen. Pourquoi la noblesse britannique serait-elle plus flexible et pragmatique, par exemple, que l'aristocratie française, qui ne résista pas à la guillotine de 1793 ? Il est utile de préciser ici que les menaces qui pesaient sur l'aristocratie au Royaume-Uni auraient dû, théoriquement au moins, être encore plus importantes que partout ailleurs. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit d'étudier l'évolution de la première société industrielle au monde. Les analyses de Karl Marx trouvaient même dans le Royaume-Uni, berceau probable de la révolution prolétarienne, les ingrédients théoriques du paradoxe du capitalisme, conjuguant une ascension irrésistible de la bourgeoisie et une prolétarianisation draconienne des masses, condition *sine qua non* de la révolution ouvrière. L'aristocratie ne perdit pourtant pas son rang de *leader* politique obligatoire, tant dans la métropole que dans les colonies.

Tout théoricien de l'impérialisme britannique devrait remarquer, sans grande peine, la forte représentation de la classe aristocratique dans les colonies, leur administration et leur direction politique. Presque toutes les figures emblématiques de l'impérialisme britannique au XIX^e siècle portaient un titre de noblesse.

Deux constatations s'imposent. Premièrement, l'entreprise coloniale était l'œuvre de l'aristocratie, qui, grâce à ses racines anciennes et à des ressources nouvelles que nous préciserons ultérieurement¹⁴, demeurait internationalement active et influente. Deuxièmement, et plus important encore, la bourgeoisie industrielle était sous-représentée en ce qui concerne les rôles de premier plan de l'entreprise coloniale. Cette

¹³ Pour un exemple qui permet de mesurer l'importance de l'influence de l'aristocratie sur les institutions britanniques, voir Ellis A. Wasson, « The House of Commons, 1660-1945 : Parliamentary Families and the Political Elite », *English Historical Review*, n° 106, 1991, pp. 635-651.

¹⁴ Voir *infra*, pp. 67-73.

dernière constatation nous nous conduit à repenser les fondements économiques de l'impérialisme. Pour éviter toute interprétation hâtive, nous précisons ici que l'absence de figures emblématiques du secteur industriel dans la politique extérieure du Royaume-Uni n'exprime pas nécessairement une limite dans l'influence réelle de la bourgeoisie. Elle ne règle surtout pas la question de fond : quelle force économique se trouvait derrière la machine impériale britannique ?

Cette problématique est directement liée à la notion d'intérêt national et des mécanismes de sa définition au Royaume-Uni pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Une série d'interrogations en découle. Pourquoi le secteur qui avait, théoriquement au moins, joué le plus grand rôle dans le développement de la géopolitique impériale du Royaume-Uni, ne fournit-il pas lui-même les principaux *leaders* de la colonisation ? Pourquoi la classe qui aspirait à la conquête des nouveaux marchés ne pouvait-elle ou ne voulait-elle pas jouer les rôles de premier plan ? S'agissait-il d'une stratégie séculaire de la part de la bourgeoisie, dont le choix était de partager les rôles avec l'aristocratie, en lui abandonnant les rôles politiques et militaires visibles mais dangereux, tout en se contentant d'un rôle économique discret mais sûr et rentable¹⁵ ? En d'autres termes, l'aristocratie était-elle un pion, la reine peut-être, dans une grande partie d'échecs, menée dans l'ombre par la bourgeoisie, roi peu visible, mais dont la présence sur l'échiquier demeure une condition *sine qua non* afin de poursuivre victorieusement la partie ? A l'inverse, la bourgeoisie avait-elle vraiment les moyens économiques, structurels et organisationnels de jouer le rôle si délicat de « cerveau » de l'impérialisme ? Ou, au contraire, avait-t-elle subi, faute de moyens géoéconomiques, l'influence politique durable de la classe terrienne, qui aurait donc réussi à garder, non pas l'apparence du pouvoir, mais le pouvoir lui-même.

¹⁵ Pour un éclairage sur ce débat, voir Paul Warwick, « Did Britain Change ? An Inquiry into the Causes of National Decline », *Journal of Contemporary History*, n° 20, 1985, pp. 99-133.

I. Les deux aristocraties britanniques

1. La terre et la finance : un équilibre économique durable

La Glorieuse Révolution eut lieu trop tôt pour être en mesure d'éliminer le pouvoir de l'aristocratie. La force industrielle qui représentait traditionnellement la rivale progressiste et parfois révolutionnaire de la noblesse n'était ni assez présente ni assez puissante pour espérer renverser l'aristocratie. La rupture de 1688 consacra, en réalité, la victoire d'une noblesse progressiste et libérale contre une autre noblesse conservatrice et réfractaire à l'évolution¹⁶. Cette réalité explique, au moins en partie, la flexibilité et le pragmatisme dont se targue, depuis des siècles, le Régime britannique et ses institutions¹⁷.

Après 1688, malgré l'émergence d'importantes activités financières et commerciales, l'agriculture ne perdit pas son rôle économique prépondérant. Cette force traditionnelle s'avéra compatible avec la modernité¹⁸. Plusieurs données laissent croire qu'elle fut même un élément favorable aux innovations. Une noblesse victorieuse, confiante, dominant les institutions du pouvoir législatif et exécutif, protégée par le principe du droit de propriété, n'avait rien à craindre de l'évolution de services tels que la finance et le commerce. Les rentes terriennes, sans cesse croissantes grâce aux innovations technologiques de la révolution agraire¹⁹, constituèrent un socle solide pour la progression du marché intérieur. D'une part, elles assuraient une grande partie du pouvoir d'achat, notamment pour les produits manufacturés et importés. D'autre part, elles représentaient une réserve cruciale pour l'épargne et l'investissement.

¹⁶ Pour comprendre l'apport de la Glorieuse Révolution à l'aristocratie britannique, voir Peter B. Munsche, *Gentlemen and Poachers : The English Game Laws, 1671-1831*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 268 p.

¹⁷ On trouve une présentation des théories expliquant le succès de l'aristocratie du Royaume-Uni par la précocité de la révolution politique britannique et par l'avance de cette révolution par rapport au phénomène de l'industrialisation, dans Geoffrey Ingham, *Capitalism Divided ? The City and Industry in British Social Development*, Londres, Macmillan, 1984, chapitre 1.

¹⁸ Pour comprendre les liens entre l'aristocratie et les activités économiques modernes, voir Nicholas Rogers, « Money, Land and Lineage : The Big Bourgeoisie of Hanoverian London », *Social History*, vol. 4, n° 3, octobre 1979, pp. 437-454.

¹⁹ Selon Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 24, les historiens oublient trop souvent que la première manifestation du capitalisme au Royaume-Uni prit la forme d'un capitalisme rentier et agricole, qui profitait essentiellement à l'aristocratie traditionnelle.

Les nouveaux arrivants n'étaient pas moins compatibles avec le système. L'évolution la plus importante fut sans doute la révolution financière des années 1690, marquée par la création de la Banque d'Angleterre²⁰ et par le développement de la dette publique. Ces deux éléments donnèrent un élan national et international à des institutions financières telles que les banques commerciales et les compagnies d'assurance. Les retombées de cette évolution dépassèrent les frontières de leurs champs économiques traditionnels. Les performances des services de crédit et d'assurance furent une aubaine inespérée pour le commerce international et pour l'industrie maritime²¹. Elles permirent également, à travers les revenus invisibles, de consolider durablement la balance des paiements du royaume²². Le développement du commerce international encouragea à son tour une sorte de concentration rapide des capitaux qui fut à l'origine de l'apparition de grandes compagnies capables de mobiliser des ressources financières et humaines considérables pour de nouvelles aventures outre-mer. Les professions libérales, telles que les avocats et les notaires, devinrent des éléments essentiels de la mosaïque économique du pays²³. L'importance géoéconomique de ces évolutions réside dans l'apparition progressive d'une nouvelle force non agricole suffisamment riche et puissante pour pouvoir défendre efficacement ses intérêts.

Il est nécessaire de préciser que les institutions gouvernantes et, par extension, l'aristocratie dominante, ne s'opposèrent guère à cette ascension. La finance était cruciale pour la durabilité de la politique étrangère de Londres. L'instauration de la monarchie constitutionnelle acheva d'abolir l'indépendance financière de la Couronne. En imposant la convertibilité en or de la livre, Thomas Gresham²⁴ avait tout d'abord mis fin à l'altération de la monnaie métallique dès l'époque de la reine Elisabeth I. Les

²⁰ Peter G. M. Dickson, *The Financial Revolution in England : A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, St. Martin's Press, Londres, 1967, 580 p.

²¹ Pour une étude plus approfondie des conséquences de la révolution financière sur les secteurs de l'assurance, voir A. H. John, « Insurance Investment and the London Money Market of the Eighteenth Century », *Economica*, vol. 20, n° 78, mai 1953, pp. 137-158. Pour le secteur de l'industrie maritime, voir Ralph Davis, *The Rise of the English Shipping Industry in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Londres, Macmillan, 1972, pp. 389-390.

²² Peter G. M. Dickson, *The Financial Revolution in England : A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, *op.cit.*, pp. 304-306.

²³ Pour plus d'informations sur l'expansion des branches non commerciales du secteur tertiaire, voir John Brewer, *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*, Londres, Unwin Hyman, 1989, chapitre 3.

²⁴ Financier du roi Edouard VI et de la reine Elisabeth I, Thomas Gresham découvrit que lorsque deux monnaies circulent concurremment, celle qui inspire le moins confiance est utilisée pour effectuer les paiements alors que la plus fiable est thésaurisée. La bonne monnaie finit par disparaître de la circulation et se trouve, de fait, supplantée par la mauvaise : « la mauvaise monnaie chasse la bonne ».

longues guerres civiles et impériales que connut l'Angleterre sous les Tudor²⁵, les Stuart²⁶ et le Commonwealth²⁷ avaient ensuite entraîné la vente de la majeure partie du patrimoine royal et ecclésiastique, réduisant leur participation dans les recettes du *Treasury* à une proportion insignifiante²⁸. Celui-ci devait donc compter exclusivement sur la fiscalité et l'emprunt. La confiance des financiers en la Couronne était d'autant plus fragile qu'ils avaient déjà connu, notamment sous Charles I, des crises engendrées par le non respect des engagements de remboursement de l'Etat²⁹.

Pendant le XVIII^e siècle, la capacité d'emprunt de la Couronne allait dépendre, comme pour tout emprunteur, des garanties offertes aux prêteurs. Les recettes fiscales devaient par conséquent être mobilisées pour cautionner, puis servir la dette. Cette transformation ne pouvait pleinement réussir qu'en regagnant la confiance des créanciers vis-à-vis des institutions. L'un des apports principaux de la révolution financière fut donc le transfert définitif du pouvoir fiscal et budgétaire du Roi au Parlement. Les souscriptions d'emprunts pouvaient, à risque minimal, être gagées sur les recettes fiscales. Le nouveau système conduisit donc à l'instauration d'une dette nationale institutionnalisée dans le budget de l'Etat.

La Chambre des Communes devint ainsi un espace de rencontre et un instrument de rapprochement entre noblesse et financiers. L'aristocratie, qui dominait le parlement, devait, pour défendre ses intérêts, assurer le soutien de la *City* dans le financement des dépenses publiques. Les longues guerres contre les puissances européennes, telles que la France et l'Espagne, en perpétuant et en aggravant la dette nationale, accélérèrent ce processus³⁰. Le problème de la gestion de la dette se posa plus tôt en Angleterre que partout ailleurs et permit le développement d'expertises préparant la route à l'ascension de Londres comme plaque tournante de la finance internationale.

²⁵ Les Tudor occupèrent le trône d'Angleterre de 1485 à 1603.

²⁶ Les Stuart succédèrent aux Tudor et régnèrent de 1603 à 1714.

²⁷ On appelle Commonwealth de l'Angleterre le gouvernement républicain de Cromwell qui dirigea le pays de 1649 à 1660.

²⁸ L'influence de la révolution financière sur l'évolution constitutionnelle du Royaume-Uni est explicitée dans Clayton Roberts, « The Constitutional Significance of the Financial Settlement of 1690 », *The Historical Journal*, 20, 1977, pp. 59-76.

²⁹ Le règne de Charles I, 1625-1649, fut marqué par un conflit financier presque permanent entre le roi et la noblesse. Un résumé concis des événements peut être trouvé dans un dossier de la revue *Hérodote*, dossier consacré à l'Angleterre avant la Glorieuse Révolution.

<http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?ID_dossier=12&jour=16420110>

³⁰ John Brewer, *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*, *op.cit.*

Cette présentation, aussi brève soit-elle, redéfinit l'histoire de la Grande-Bretagne après la révolution financière sous un aspect nouveau. La force économique qui commença, dès le XVIII^e siècle, à s'enraciner, à se structurer et à acquérir les moyens d'affronter, le cas échéant, le traditionnel pouvoir de la terre, n'était pas l'industrie mais la finance.

L'apparition de cette force nouvelle suscita naturellement des inquiétudes. Parmi les intellectuels, le débat fut vif quant aux conséquences éventuelles de l'apparition d'un concurrent au pouvoir de la terre, le pouvoir de l'argent. Cette force, néfaste selon Bolingbroke³¹, par exemple, annonçait la perversion du système économique fondé d'ores et déjà sur l'égoïsme et l'individualisme³². En banalisant des pratiques dépourvues de valeurs aristocratiques, le pouvoir de l'argent, avec l'exaspération de la concurrence déloyale qu'il entraîne, ne menaçait pas seulement l'environnement économique, mais risquait à terme de déraciner l'ordre social. L'avarice représentait un danger pour l'ordre et la bonne gouvernance.

On reconnaîtra à cette théorie le mérite d'apercevoir un mécanisme géoéconomique d'une importance capitale : la proximité et l'interaction entre l'économie et la politique. La force économique que représentait la finance ne pouvait en aucun cas demeurer neutre. A l'instar de la terre, qui avait façonné jadis l'ordre social à l'image féodale transmise par l'aristocratie, la banque et les autres institutions financières étaient inéluctablement en train d'apposer leurs empreintes sur les valeurs de la société. Bolingbroke porta malheureusement un jugement *a priori* et idéologique sur cette évolution. D'autres observateurs de l'époque considéraient la finance comme un outil d'expertise. Elle permettait de satisfaire les besoins gouvernementaux et privés de crédits à taux compétitifs nécessaires pour la solidité de la politique étrangère, pour la poursuite des conquêtes outre-mer et pour la prospérité du commerce international³³.

Avec l'expansion croissante de la dette nationale, qui atteignit son plus haut niveau après les guerres napoléoniennes, ce débat prit une véritable tournure

³¹ Penseur Tory et homme britannique influent du début du XVIII^e siècle, Bolingbroke s'opposa ouvertement à la montée de l'influence politique de la finance. Marqué par le désastre financier de la bulle des Mers du Sud de 1720, il milita avec détermination contre le gouvernement *Whig* de l'époque.

³² Isaac Kramnick, *Bolingbroke and his circle, the politics of nostalgia in the age of Walpole*, Cambridge, Harvard University Press, 1968, 323 p.

³³ Daniel Defoe vit dans la finance un secteur positif qui assurait l'emploi et augmentait la valeur économique. Voir Peter Earle, « The Economics of Stability : The Views of Daniel Defoe », in Donald C. Coleman et Arthur H. John (eds.) *Trade, Government and Economy in Pre-Industrial England*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1976.

géoéconomique. Le principe du droit de propriété, profondément enraciné dans les traditions constitutionnelles britanniques, se trouva parfois confronté à la notion d'intérêt national. L'influence toujours grandissante des créanciers de l'Etat semblait menacer de faillite les institutions de 1688³⁴. Face à l'argument du rôle primordial de la finance dans l'heureuse fin des guerres napoléoniennes, les ennemis de ce nouveau pouvoir manifestèrent leur désaccord en soulignant l'affaiblissement de l'agriculture, qui résultait du détournement des investissements et menaçait l'indépendance agricole du Royaume-Uni. A titre d'exemple, Southey, pendant les années 1820, estimait que la dette publique était en train de ruiner le pays³⁵.

La durée de cette controverse n'a en réalité rien d'extraordinaire. Le patriotisme des financiers était sujet à caution, compte tenu de la mobilité de leurs intérêts, par opposition à la terre et le lien qu'elle établissait entre l'intérêt de l'aristocratie et le sort de la nation. Même après 1815, les craintes des observateurs favorables à la prédominance de la propriété foncière³⁶ se poursuivirent.

Il serait néanmoins trompeur de juger les relations entre l'aristocratie et la nouvelle classe financière à la lumière de ces arguments théoriques. Les priorités économiques et la réalité socioculturelle des rapports entre ces deux forces les incitaient tout au contraire au rapprochement.

2. L'aristocratie retrouve un nouveau souffle

L'accumulation de l'héritage féodal de la classe aristocratique forgea progressivement l'image stéréotypée d'un *gentleman* paresseux qui refusait de participer directement au processus de production³⁷. A travers la propriété terrienne, le noble se donna, pendant des siècles, les moyens de diriger, depuis son bureau de

³⁴ John G. A. Pocock, *Virtue, Commerce, and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 321 p.

³⁵ David Eastwood, « Robert Southey and the Intellectual Origins of Romantic Conservatism », *English Historical Review*, n° 104, 1989, pp. 308-331.

³⁶ Dans ce sens Robert Southey peut être considéré comme le prolongement d'un conservatisme intellectuel commençant avec Jonathan Swift et Henri de Bolingbroke. Pour Swift, par exemple, voir Peter G. M. Dickson, *The Financial Revolution in England: A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, *op.cit.*, p. 26.

³⁷ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, chapitre 1.

châtelain, la majeure partie de l'activité économique du Royaume. De ce rôle découlait naturellement un poids politique incontestable.

Ce modèle correspond à la description weberienne qui divise les activités économiques en deux modes : le mode rentier et le mode entrepreneurial³⁸. Ce dernier impose une participation directe, presque physique, dans le processus de production. Quant au mode rentier, il se caractérise par un décalage entre le travail effectué et les revenus perçus. Selon Weber, c'est cette dernière force qui possède généralement les moyens structurels et opérationnels d'exercer le pouvoir.

Forte de ses richesses, de son éducation prestigieuse, de son temps libre, l'aristocratie avait, à elle seule, au moins jusqu'au XVII^e siècle, la possibilité de produire les hommes politiques, les dirigeants militaires et les chefs spirituels qui protégèrent l'ordre établi. Ainsi naquit le mythe bien connu du *leadership* comme *gentleman art*. Le pouvoir recevait ainsi le statut de vertu nobiliaire.

Au lendemain de la Glorieuse Révolution, cette force politique et économique, relativement modernisée, se trouva face à la montée spectaculaire des services découlant de la révolution financière. Malgré ses inquiétudes, l'aristocratie ne s'opposa guère à cette progression, notamment pour des raisons relatives à la politique impériale de l'Etat et au système de financement des institutions gouvernementales. Ce facteur n'éclaire pas cependant le phénomène essentiel que constitue la position réelle de l'aristocratie vis-à-vis du capitalisme financier.

Le penchant aristocratique pour le mode rentier ne traduisait pas uniquement un désir récurrent d'accumuler des richesses. Il exprime également l'enracinement d'un mode de vie qui se manifesta par l'ambiguïté de la réaction aristocratique vis-à-vis du capitalisme.

Les lois du marché, contraires aux valeurs paternalistes féodales, suscitèrent la crainte et l'hésitation. La réaction fut encore plus négative vis-à-vis des nouvelles activités industrielles³⁹. Il n'était certes pas question de s'opposer à cette évolution technologique, mais les membres de la noblesse ne furent pas ouvertement séduits par la nature du travail exigé par l'industrie. Les ateliers avaient à l'époque une structure

³⁸ Randall Collins, *Weberian Sociological Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 129-130.

³⁹ Pour mieux comprendre la réaction négative de la noblesse vis-à-vis de l'industrie, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, pp. 31-34.

souvent microscopique et familiale⁴⁰. Même dans les usines les plus grandes, l'implication personnelle du propriétaire dans le travail représentait un facteur crucial pour le succès de l'entreprise. La noblesse, à quelques exceptions près, refusa d'intégrer ce nouveau processus de production. Les richesses espérées pouvaient, en l'occurrence, lui coûter ses privilèges et son mode de vie. D'un autre côté, l'accumulation des revenus industriels ne s'avéra pas suffisante pour que la bourgeoisie intègre le cercle restreint de l'aristocratie⁴¹.

En ce qui concerne la montée du secteur tertiaire, la réaction de la classe terrienne fut très différente. Clientes principales de la finance et du commerce international, les grandes fortunes traditionnelles participèrent fortement, grâce à l'épargne, au développement et à la consolidation de cette nouvelle force économique. Le secteur tertiaire aurait-il donc été le pont grâce auquel la noblesse espérait traverser le fleuve irrésistible du capitalisme en gardant intacts ses privilèges ?

Il convient ici d'observer que le secteur tertiaire est généralement défini d'une façon négative comme étant le regroupement des activités qui ne relèvent ni de l'agriculture ni de l'industrie. Un service permet de satisfaire une demande sans fournir un bien matériel. Néanmoins, le secteur des services n'est majoritairement pas séparé du processus de production agricole et industrielle. Il garantit notamment le lien entre offre et demande à travers le transport et le commerce pour ne citer que les exemples les plus évidents. D'où l'idée, aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'un secteur dérivé et non créateur de richesse. Mais le dynamisme de ce secteur lui a permis de surmonter ces handicaps en créant une interaction avec l'industrie et avec l'agriculture. Le système bancaire offre la possibilité de réaliser des investissements et des projets, et donc d'augmenter la production des biens qui dérivent désormais des services.

En se fondant sur ces deux aspects, nous proposons une définition plus adéquate, à notre sens, pour une analyse géoéconomique. On entendra par service une activité économique qui permet de produire ou d'augmenter et de faciliter la production et la distribution des biens. Nous sommes conscients des limites d'une définition qui n'englobe pas l'extrême diversité des services existants. Mais elle a l'avantage de

⁴⁰ François Crouzet, *The First Industrialists : The Problem of Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 229 p.

⁴¹ Les revenus acquis d'une manière non conforme à l'idéal aristocratique ne permettaient guère d'intégrer le cercle de la noblesse. Voir Harold Nicolson, *Good Behaviour : Being a Study of Certain Types of Civility*, Londres, Constable, 1955, pp. 194-195.

concentrer l'observation sur les facteurs les plus dynamiques et surtout les plus influents du secteur tertiaire⁴².

Au niveau structurel, rappelons que l'aristocratie britannique est avant tout une question de mode de vie. Il ne s'agit même pas, en tout cas pas nécessairement, d'un héritage obligatoire. Comme le confirment Cain et Hopkins « le gentilhomme est aussi bien construit que né »⁴³. En conséquence, les rangs de la noblesse peuvent, par principe, accueillir de nouveaux membres. Le capitalisme commercial et financier pourrait donc représenter un terreau pour la modernisation de l'aristocratie.

Au niveau opérationnel, les activités commerciales et financières étaient non seulement nécessaires pour soutenir l'ordre social, mais surtout en harmonie avec l'idéal aristocratique. Leur caractère entrepreneurial ne s'opposait pas fondamentalement au mode rentier des activités économiques⁴⁴. Nous proposons donc de réinterpréter le modèle *wébérien* en redéfinissant la frontière qui sépare les deux modes, entrepreneurial et rentier, de la vie économique. Il ne s'agit pas d'une ligne étanche ou d'une fracture brutale, mais d'une large zone qui couvre les activités conjuguant les principales caractéristiques des deux catégories, et dans laquelle la finance et le commerce international occupaient naturellement une place prépondérante : la libre entreprise et la concurrence les rapprochaient du mode entrepreneurial ; la possibilité de participation indirecte au processus de production et le décalage entre travail et revenu les classait plutôt du côté du mode rentier.

La force aristocratique et la force financière disposaient donc du socle d'une entente durable. Admirée et enviée, la première continuait d'encadrer idéologiquement, moralement et politiquement l'ordre social. Dynamique et prospère, la deuxième pouvait le soutenir économiquement.

Le XVIII^e siècle peut être considéré comme l'époque de l'intégration progressive de la finance et du commerce dans un système dominé par la noblesse.

⁴² T. P. Hill, « On Goods and Services », *Review of Income and Wealth*, vol. 4, n° 23, 1977, pp. 315-338 ; Patrick O'Brien, « The Analysis and Measurement of the Service Economy in European Economic History », in Rainer Fremdling et Patrick O'Brien (dir.), *Productivity in the Economies of Europe*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1983, pp. 79-90.

⁴³ « Gentleman was made as well as borne », *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 22.

⁴⁴ Pour plus d'informations sur le mode de vie de l'aristocratie britannique, voir Thorstein Veblen, *The Theory of the Leisure Class : An Economic Study of Institutions*, Londres, G. Allen and Unwin, 1924, 404 p. ; John Scott, *The Upper Classes : Property and Privilege in Britain*, Londres, Macmillan, 1982, 213 p.

Plusieurs éléments socioculturels favorisèrent ce processus. Le code moral traditionnel, fondé sur l'honneur et la responsabilité, était apprécié et adopté par cette nouvelle force économique parce qu'il était indispensable au succès des affaires. Les banquiers gagnèrent ainsi confiance et prestige. Ils devinrent progressivement les conseillers économiques des grandes fortunes.

Les banquiers établirent de ce fait des relations d'amitié et d'intérêt avec la classe dirigeante au plus haut niveau des institutions publiques concentrées à Londres, foyer politique et économique aspirant à la mondialisation⁴⁵. La proximité géographique entre les nouvelles et les anciennes institutions donna à la finance un avantage comparatif appréciable par rapport à l'industrie. Les grands barons de la *City*, matériellement et moralement proches du centre de la décision politique, eurent une plus grande compréhension des besoins et des exigences du système. Ayant accès à l'information au moment même de la gestation des décisions, ils purent ajuster, dans les meilleurs délais, leurs stratégies commerciales pour s'accommoder des éventuels changements.

Par ailleurs, le secteur tertiaire, notamment dans ses branches internationales, se révéla progressivement être une perspective pour les jeunes aristocrates qui connurent la *City* et ses institutions, le commerce et ses règles ainsi que le goût de l'aventure outre-mer⁴⁶. Ce fut ainsi qu'à la fin du XVIII^e siècle, des postes-clés de l'administration des colonies furent progressivement confiés à des membres des familles très anciennes de l'aristocratie. Très souvent, les capitaux des investisseurs se trouvèrent également liés à la propriété immobilière, moyen le plus sûr pour garantir les emprunts et établir les hypothèques. Ces affinités contribuèrent naturellement à nouer des rapports plus personnels entre les deux groupes, à travers les mariages mixtes et l'acquisition, de plus en plus fréquente, par les grands barons de la finance, de titres jadis réservés à la noblesse⁴⁷.

⁴⁵ Pour une étude des relations entre le capital financier et les institutions de l'Etat, voir Nicos Poulantzas, *Political Power and Social Classes*, Londres, Verso, 1975, 368 p.

⁴⁶ Depuis le XVII^e siècle, la jeunesse aristocratique trouvait des opportunités professionnelles convenables dans le secteur commercial. Voir Richard Grassby, « Social Mobility and Business Enterprise in Seventeenth Century England », in Donald Pennington et Keith Thomas (eds.), *Puritans and Revolutionaries : Essays in Seventeenth-Century History*, Oxford, Clarendon Press, 1978, pp. 355-379.

⁴⁷ Pour l'histoire de la noblesse britannique, voir Philip Mason, *The English Gentleman : The Rise and Fall of an Ideal*, Londres, A.Deutsch, 1982, 240 p.

La réussite de cette intégration constitua, selon Cain et Hopkins, le fondement du « capitalisme *gentleman* »⁴⁸. L'aristocratie aurait, selon cette interprétation, intégré le capitalisme à travers la révolution agricole et surtout à travers les services capitalistes. Cette hypothèse est éclairante. Elle permet notamment de comprendre la profondeur des rapports entre les deux groupes socioéconomiques les plus importants au Royaume-Uni pendant les XVIII^e et XIX^e siècles.

En termes géoéconomiques, en revanche, il nous semble que les conclusions de Cain et Hopkins, par ailleurs d'une rigueur exemplaire au niveau de l'analyse historique, devraient être réajustées. Au lieu de qualifier le produit de l'intégration entre la noblesse et la classe financière en termes de « capitalisme *gentleman* », mieux vaudrait, à notre avis, le désigner par : « aristocratie capitaliste ». La noblesse cessa, certes, d'être féodale et se laissa influencer par les principes du capitalisme⁴⁹. Mais elle n'adopta point la doctrine du profit maximal à tout prix. Ses rapports privilégiés avec la finance doivent autant au calcul et à la rationalité qu'à sa fidélité à son code moral et à son attachement à son mode de vie. L'essor de l'Empire lui permit en outre d'exporter ses valeurs outre-mer, notamment dans les colonies de peuplement⁵⁰. Le changement réel s'opéra au niveau de la nouvelle classe financière. Ses succès fulgurants, avec les richesses qu'ils entraînèrent et la concentration et l'institutionnalisation du capital qui en résultèrent, la rapprochèrent progressivement du mode rentier du modèle *wébérien*. Compte tenu de l'admiration générale des traditions aristocratiques, les grands barons de la finance mobilisèrent leurs capitaux et usèrent de leur influence pour acquérir des titres et pour partager avec la classe terrienne, au moins jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le pouvoir politique. La finance s'aristocratisa donc au cours du temps.

Dès lors, le recul de l'intérêt pour la terre ne pouvait guère déraciner les valeurs aristocratiques et bouleverser l'ordre établi en 1688. Le seul risque était de voir les investisseurs se détourner du système. L'évolution technologique fournit à la finance de nouveaux débouchés. L'industrie pouvait, notamment au début du XIX^e siècle,

⁴⁸ Peter. J. Cain et Anthony. G. Hopkins, « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas I : The Old Colonial System, 1688-1850 », *Economic History Review*, vol. 39, n° 4, novembre 1986, pp. 501-525. Cet article a été d'une grande utilité pour ce travail.

⁴⁹ Pour des exemples concrets concernant l'influence des valeurs capitalistes sur l'aristocratie britannique, voir Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce : The Economic Policies of the Tory Governments, 1815-1830*, Oxford, Oxford University Press, 1977, chapitres 4 et 5.

⁵⁰ James A. Mangan, *The Games Ethic and Imperialism : Aspects of the Diffusion of an Ideal*, Londres, Frank Cass, 1998, 240 p. Pour un exemple plus précis, voir J. J. Eddy, *Britain and the Australian Colonies, 1818-1831 : The Technique of Government*, Londres, Clarendon Press, 1969, 326 p.

remplacer progressivement l'agriculture comme « client privilégié » de la *City*. Aussi Karl Marx estima-t-il que la durabilité de la domination politique de la classe terrienne au Royaume-Uni jusqu'au milieu du XIX^e siècle constituait une anomalie : la société la plus capitaliste était encore gouvernée par la classe aristocratique⁵¹. Selon lui, il s'agissait simplement d'une phase temporaire dans laquelle la fraction libérale de la noblesse, représentée par les *Whigs*, assurait indirectement les intérêts de la bourgeoisie. La réforme politique de 1832 et la révocation des lois sur le blé en 1846 n'étaient que des manœuvres politiciennes entreprises par les *Whigs* pour affaiblir leurs rivaux *Tories*. Ses intérêts ainsi protégés au plus haut niveau de l'appareil politique, la bourgeoisie était incitée à abandonner la décision politique à son allié aristocratique⁵². Le déclin économique de la noblesse ne pouvait que réduire l'utilité de cet allié et détruire à terme son rôle politique. Les financiers et les industriels pourraient ainsi diriger directement la Grande-Bretagne.

Cependant, comme le constatera plus tard Engels, la société britannique évolua davantage vers une fusion que vers une rupture entre sa bourgeoisie et sa noblesse⁵³. Comment donc expliquer cette durabilité de l'alliance entre la nouvelle et l'ancienne aristocratie, alliance qui résista, non seulement aux évolutions cycliques de l'économie, mais surtout à des changements structurels aussi importants que la révolution industrielle et le passage au libre-échange ?

II. Le public et le privé : l'alliance impériale

La problématique soulevée par Karl Marx pose la question suivante : la domination de l'aristocratie sur les institutions politiques traduit-elle une capacité réelle à exercer le pouvoir ? L'économiste Joseph Schumpeter estime que l'évolution de la société britannique pendant le XIX^e siècle s'effectua grâce à un capitalisme

⁵¹ Dans son livre, *Le Capital*, Karl Marx estime que, malgré les apparences du pouvoir, le capitalisme industriel est la force économique principale au Royaume-Uni. L'aristocratie ne pouvait garder son rang politique qu'en répondant aux besoins de l'industrie.

⁵² Les *Tories* semblaient avoir compris que les concessions économiques étaient le seul moyen d'éviter à la noblesse de perdre sa prédominance politique. Voir Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce*, *op.cit.*, pp. 306-307.

⁵³ Geoffrey Ingham, *Capitalism Divided ? The City and Industry in British Social Development*, *op.cit.*, p. 18.

idéologiquement encadré et politiquement dominé par une aristocratie traditionnelle⁵⁴. En d'autres termes, la modernité anglaise serait le fruit d'une double architecture, les deux parties étant distinctes mais étroitement liées. Au niveau politique, l'aristocratie était, non seulement assez puissante pour exercer le pouvoir, mais également assez bien structurée pour pouvoir utiliser, le cas échéant, le capitalisme contre les capitalistes à travers l'arme de la guerre et de la conquête. L'auteur de *Imperialism and Social Classes* rappelle, dans ce contexte, qu'en théorie, le libéralisme est sensé protéger le monde de la menace des guerres, en créant une interdépendance économique durable entre les sociétés.

En s'inscrivant dans le courant classique de l'analyse économique et historique, cette théorie défend l'approche ricardienne du capitalisme pacificateur⁵⁵, approche qui, malgré la solidité de ses arguments théoriques, reste à prouver au niveau des relations internationales. Schumpeter dresse également un portrait difficilement soutenable de la société britannique. Une fracture semble s'opérer entre une aristocratie fermée et agressive d'une part, et une bourgeoisie soumise et alignée de l'autre⁵⁶. Plusieurs auteurs tentèrent de réajuster ces conclusions en équilibrant les rapports entre ces deux forces. Selon Bagehot, cette dualité explique la stabilité des institutions britanniques⁵⁷. Contrairement aux autres sociétés industrialisées où la modernisation conduisit à la réfutation de l'argument de la légitimité historique, la Grande-Bretagne maintint l'équilibre entre la tradition et la modernité. Ainsi, sans se priver du prestige de ses institutions séculaires, elle put réussir son industrialisation. Dans cette lignée, Perry Anderson estime que les « idiosyncrasies » de la Grande-Bretagne s'expliquent par le fait que la révolution politique de ce pays précéda sa révolution économique⁵⁸. En accordant des concessions à une bourgeoisie économiquement fragile et politiquement immature, l'aristocratie put maintenir sa domination politique. Contrairement à Marx,

⁵⁴ Joseph Schumpeter, *Imperialism and Social Classes*, Oxford, Basil Blackwell, 1951, pp. 7-23 et pp. 64-98.

⁵⁵ Selon la théorie formulée par Ricardo dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, le libre-échange permettrait à chaque pays de se spécialiser dans la production pour laquelle il a un avantage comparatif. Cette spécialisation conduirait à accroître les richesses économiques, mais également à créer des liens d'interdépendance qui garantiraient une paix durable entre les nations.

⁵⁶ Pour une critique des idées de Schumpeter sur la relation entre la bourgeoisie et la noblesse, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 15.

⁵⁷ Selon Bagehot, le système britannique permit de marier la vénération des anciennes institutions à l'efficacité des nouvelles forces économiques. Geoffrey Ingham, *Capitalism Divided ? The City and Industry in British Social Development*, *op.cit.*, pp. 18 et 21.

⁵⁸ Perry Anderson, « Origins of the Present Crisis », *New Left Review*, n° 23, 1964, pp. 26-53.

Anderson considère que la révocation des lois sur le blé représenta la principale victoire de la bourgeoisie. Son vrai apport à la société fut la propagation des valeurs de la libre concurrence et de l'utilité au sein de l'ordre hiérarchique traditionnel. L'harmonie sociale qui en résulta, constitua un facteur de stabilité. La bourgeoisie se contenta assez naturellement d'un rôle politique secondaire. Fascinée par le mode de vie de la noblesse, elle tenta même d'adopter l'idéal aristocratique. Ainsi, toutes velléités révolutionnaires se trouvèrent maîtrisées.

Toutes ces interprétations reconnaissent le caractère déterminant de la symbiose qui s'opéra progressivement entre les deux principales forces de la société britannique. Le rapprochement entre l'aristocratie et la bourgeoisie constitue un élément essentiel dans le processus de prise de décision politique au Royaume-Uni pendant le XIX^e siècle. Mais l'absence de prise en compte de la nature et des conditions de cette évolution de la société britannique limite la portée de ces théories. Les difficultés de la démonstration empirique du compromis entre l'aristocratie et la bourgeoisie laissent parfois envisager l'idée d'une conspiration séculaire menée par deux groupes parfaitement conscients de leurs intérêts. Il y a là une fracture entre la logique théorique et la réalité empirique que nous nous efforcerons de surmonter en réexaminant l'équilibre des forces qui s'installa durablement pendant le XIX^e siècle et en prenant en considération les éléments externes et leurs conséquences sur la structure interne de la société britannique.

1. La finance et l'Etat à la recherche de richesses

La révolution financière et l'accroissement de l'influence politique des capitaux introduisirent, chez l'élite au pouvoir, une culture de demande de revenus à travers le secteur tertiaire⁵⁹. Ils permirent à la fois de moderniser les traditions rentières de l'aristocratie et d'intégrer l'intérêt privé dans l'intérêt public. A terme, la structure sociale, fondée sur le rapprochement entre la force économique de la terre et celle de l'argent, consolida l'ordre établi en lui donnant les moyens de se renouveler

⁵⁹ Pour une compréhension plus profonde de la culture de demande de revenus à travers le secteur tertiaire, voir Irving B. Kravis, « Services in the Domestic Economy and in World Transactions » in Robert P. Inman (ed.), *Managing the Service Economy : Prospects and Problems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, pp. 135-160 ; Ronald K. Shelp, *Beyond Industrialisation : Ascendancy of the Global Service Economy*, New-York, Praeger Publishers, 1981, 242 p.

efficacement. En effet, la demande de revenus qui gagnait les institutions de l'Etat conduisit, bon gré mal gré, à réactiver la politique impériale de la Couronne⁶⁰.

Au niveau institutionnel, le rapprochement entre les anciennes et les nouvelles forces géoéconomiques se traduisit, dès la fin du XVII^e siècle, par la création de la Banque d'Angleterre⁶¹ qui établit des rapports spécifiques avec le gouvernement central. Dotée d'un privilège unique, elle disposait de pouvoirs discrétionnaires, à l'instar du monopole de la production des billets bancaires, pouvoirs qui lui garantissaient le contrôle du marché monétaire⁶². Dès sa création, ses revenus furent garantis grâce à des souscriptions aux émissions d'emprunts d'Etat destinées au secteur privé. Ses services auprès du gouvernement étaient assurés par un paiement annuel gagé sur les recettes fiscales de l'Etat. La Banque joua ainsi le rôle d'un relais financier entre le gouvernement et les citoyens, entre nouvelles et anciennes forces économiques. Elle était en même temps le bailleur de fonds principal de *Westminster* et le distributeur d'emprunts qu'elle accordait aux citoyens en fonction de leurs capacités de remboursement et donc de création de richesse. En mobilisant les possibilités économiques du pays, elle permit à la fois de réduire le coût du crédit et d'attirer l'épargne, notamment celle de l'aristocratie⁶³.

Au niveau opérationnel, le lien entre l'intérêt public et l'intérêt privé se manifesta notamment à travers le double rôle joué par la Banque dans sa gestion de l'économie. Malgré sa position en tant que banque de l'Etat, sa principale préoccupation était la maximisation du profit de ses actionnaires, représentés principalement par les grands capitaux de la *City*⁶⁴. En plus des intérêts perçus, la finance profita des émissions

⁶⁰ Jacob M. Price, *Capital and Credit in British Overseas Trade : The View from the Chesapeake, 1700-1776*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 233 p.

⁶¹ Peter G. M. Dickson, *The Financial Revolution in England : A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, *op.cit.*

⁶² Pour plus de détails sur l'histoire de la Banque d'Angleterre, voir Michael Collins, *Money and Banking in the United Kingdom : A History*, Londres, Routledge, 1990, 640 p.

⁶³ Selon Fernand Braudel, la révolution financière est en partie à l'origine de la révolution industrielle. La multiplication des sources de financement «banques commerciales, bourses et assureurs» encouragea l'initiative privée et lui donna les moyens de prospérer. Le lien entre la révolution financière et la révolution industrielle permet de défendre la thèse selon laquelle le capitalisme n'est pas une idéologie, mais plutôt un système économique résultant des stratégies de pouvoirs multiples. Voir, Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1979, 3 vol., (543 p., 599 p., 606 p.)

⁶⁴ *Le Bank Charter Act* de 1844 institua la séparation des activités monétaires et des activités bancaires de la Banque d'Angleterre en créant, au sein de cette institution deux départements indépendants : le premier était chargé de l'émission des billets et de la frappe de l'or ; le deuxième gérait les activités d'une banque ordinaire, notamment la réception des dépôts et l'escompte des effets de commerce. En liant strictement les capacités d'émission de la Banque d'Angleterre à ses réserves d'or, cette loi limita les responsabilités

massives des obligations du *Treasury* pour organiser un nouveau marché : sur la bourse de Londres, les échanges de ces titres étaient une source sûre et efficace d'investissement et de financement dès le XVIII^e siècle. Ainsi, le marché secondaire était largement structuré et organisé avant même l'apparition des grandes sociétés industrielles par actions.

Selon Coleman⁶⁵, la révolution financière fut le résultat de l'imbrication de trois changements dans la collecte et dans la gestion des recettes publiques. Premièrement, la disparition des ressources domaniales royales entrava fatalement l'indépendance financière du monarque. Deuxièmement, le transfert du pouvoir fiscal du Roi au Parlement inspira confiance et enthousiasme chez les financiers. Enfin et surtout, l'institutionnalisation budgétaire d'une dette publique chronique à taux raisonnable fit passer l'emprunt d'un expédient louche et irrégulier à des taux usuraires à un instrument de rapprochement entre secteur public et secteur privé. Les besoins de liquidités de l'Etat permirent de satisfaire la demande de revenus des financiers.

La croissance régulière des recettes fiscales, qui constituait la garantie principale de la souscription des crédits en faveur de l'Etat, permit d'augmenter la capacité des financiers à multiplier leurs investissements à revenus sûrs, notamment au moment des guerres⁶⁶. Source principale de dépenses publiques, les conflits militaires favorisaient doublement les intérêts des nouvelles forces géoéconomiques qui les finançaient. A la pérennisation de la dette publique, qui avait pour conséquence une augmentation ponctuelle des taux d'intérêt liée à l'accroissement de la demande de financement immédiat, s'ajoutaient la conquête des nouveaux marchés et la maîtrise des réseaux du commerce international, puisque les objectifs des guerres étaient de plus en plus économiques⁶⁷.

monétaires de la banque qui ne pouvait plus jouer le rôle de prêteur en dernier ressort en temps de crise. Voir Marie-Claude Esposito, « Le contrôle de l'émission de monnaie en Grande-Bretagne au XIX^e siècle : avancées et limites du *Bank Charter Act* de 1844 », *Histoire, Economie, Société*, n° 2, 2009, pp. 63-76.

⁶⁵ David C. Coleman, « Gentlemen and Players », *Economic History Review*, n° 26, février 1973, pp. 92-116 ; « Mercantilism Revisited », *Historical Journal*, vol. 23, n° 4, décembre 1980, pp. 773-791.

⁶⁶ La capacité britannique d'emprunt au cours des guerres, notamment contre la France entre 1793 et 1815, constitue une preuve de la solidité de la finance britannique et de sa confiance en l'Etat central. Pour une comparaison instructive entre le Royaume-Uni et la France, voir Michael D. Bordo et Eugene N. White, « A Tale of Two Currencies : British and French Finance During the Napoleonic Wars », *Journal of Economic History*, vol. 51, n° 2, juin 1991, pp. 303-316.

⁶⁷ Dès la fin du XIX^e siècle, la classe politique britannique était de plus en plus consciente de l'importance du développement économique pour la défense de l'intérêt national. J. E. Cookson, « Political Arithmetic and War in Britain, 1785-1815 », *War and Society*, Londres, 1983, pp. 37-60.

Malgré l'accélération des activités spéculatives, qui découlèrent naturellement de cette réorganisation de la finance publique, le succès du secteur tertiaire garantit un assainissement budgétaire relatif de l'Etat⁶⁸. L'expansion économique devint progressivement une nécessité pour lutter contre l'inflation. L'effet multiplicateur de la création monétaire engendra assez rapidement un décalage sensible et durable entre la monnaie dans sa forme métallique et la monnaie dans sa version scripturale⁶⁹. En enlevant, *de facto*, au Roi l'un de ses derniers monopoles, la frappe de la monnaie, ce décalage, compte tenu de la convertibilité en or, présentait un danger réel pour la durabilité du système. Toute ruée sur les métaux précieux menaçait de causer la chute de toute la pyramide. Cette fragilité était de nature à réduire l'agressivité économique de la finance qui devait continuellement susciter et accélérer la croissance des autres secteurs pour garantir une création et une circulation adéquate des biens et des services. L'Etat central, pour sa part, avait tout à gagner à s'appuyer sur un secteur qui craignait par-dessus tout l'instabilité institutionnelle. En soutenant l'Etat contre ses rivaux internes et externes, la finance ne faisait que protéger ses propres intérêts⁷⁰.

L'importance de l'économie rentière, dès le XVIII^e siècle, conduisit les capitaux à résister à la taxation directe et à encourager l'Etat à utiliser l'emprunt pour financer ses dépenses⁷¹. Aussi, l'Etat se laissa-t-il lentement glisser dans le cercle vicieux de l'emprunt financé par le contribuable. Cette logique permit de satisfaire toutes les dépenses militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, mais introduisit le mécanisme d'autoreproduction des dépenses à travers le service de la dette. Dès les années 1730, les intérêts payés aux porteurs de valeurs d'Etat avoisinèrent 40 % du budget⁷², presque autant que les dépenses navales et militaires additionnées.

Cette politique budgétaire opérait un transfert de revenus, notamment à travers l'accise⁷³ et les autres impôts indirects sur la consommation, du contribuable aux porteurs de titres de la dette publique. Investissement sûr, au rapport régulier, cette dette

⁶⁸ William D. Rubinstein, « The End of Old Corruption in Britain, 1780-1860 », *Past and Present*, n° 101, 1983, pp. 55-86.

⁶⁹ Frank W. Fetter, *The Development of British Monetary Orthodoxy, 1797-1875*, Cambridge, Harvard University Press, 1965, 305 p.

⁷⁰ Peter G. M. Dickson, *The Financial Revolution in England : A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, *op.cit.*

⁷¹ Patrick O'Brien, « The Political Economy of British Taxation, 1660-1815 », *Economic History Review*, n° 41, 1988, pp. 1-32.

⁷² Peter Mathias, *The First Industrial Nation : An Economic History of Britain, 1700-1914*, Londres, Methuen, 1983, p. 38.

⁷³ Taxe perçue sur la consommation et le commerce d'un certain nombre de produits.

nourrissait ainsi les traditions rentières de l'aristocratie britannique et favorisait en même temps l'accumulation et la concentration du capital dans la *City*. Unies, ces deux sources de pouvoir politique étaient en train de redéfinir la logique des rapports entre l'Etat et le capital, non seulement au Royaume-Uni, mais dans tout l'Empire, et même au-delà dans le monde entier.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, les rapports sociopolitiques étaient de plus en plus structurés autour d'un lien pécuniaire entre les contribuables et les rentiers. La dette publique généralisa et transforma ainsi la fracture traditionnelle entre la noblesse rentière d'une part, et les propriétaires terriens redevables de la rente d'autre part. Bien avant la rupture industrielle entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, la finance avait déjà introduit le sentiment de frustration vis-à-vis d'un système qui enrichit les riches aux dépens des pauvres, sentiment absent de l'analyse marxiste. Celui-ci constitua néanmoins une sorte d'immunité collective contre le danger révolutionnaire. Le contribuable ne se reconnaissait certes pas toujours dans les intérêts des créanciers de l'Etat. Selon Hill :

Le paiement des intérêts de la dette publique, garanti par le Parlement, nécessitait de lourds impôts, qui transféraient la richesse des classes les plus pauvres et des propriétaires de la terre (l'impôt foncier leur prend le cinquième de leur revenu) vers les nantis du négoce et de la finance⁷⁴.

Il est toutefois nécessaire d'approcher avec précaution toute conclusion hâtive trouvant dans cette architecture financière une source obligatoire d'hostilité. Premièrement, l'aristocratie était, comme nous l'avons déjà illustré, trop proche des hommes d'affaires de la *City* pour être tentée de montrer la moindre hostilité vis-à-vis des détenteurs de titres du *Treasury*. L'exemple de Lord Earl of Bath, l'un des aristocrates les plus influents à son époque, est l'illustration parfaite de l'imbrication des intérêts des deux ailes de l'aristocratie⁷⁵. Il intervint avec succès pour éviter toute réduction des intérêts des créanciers de l'Etat parce que la fortune colossale de sa femme était investie dans des titres du *Treasury*. Le maintien du caractère non imposable des bénéfices des créanciers de l'Etat était certes dû à l'influence des

⁷⁴ Cité par André Guillaume et Marie-Claude Esposito, *Londres : histoire d'une place financière*, PUF, Paris, 1993, p. 44.

⁷⁵ Cet exemple a été évoqué par R. S. Neale, « The Bourgeoisie, Historically, has Played a Most Important Part », in Eugene Kamenka et R. S. Neale (eds.), *Feudalism, Capitalism and Beyond*, Londres, 1975, p. 90.

financiers au sein du Parlement, mais aussi au soutien des propriétaires terriens⁷⁶. Deuxièmement, les marchands, redevables des droits de douane, n'étaient que trop dépendants du système financier fondé sur la base du crédit pour aspirer à remettre en cause les droits des créanciers de l'Etat. Ils participaient, eux aussi, au financement de la dette publique, notamment au moment des guerres et de la réduction des activités commerciales outre-mer. Les consommateurs, notamment les plus pauvres, étaient par conséquent les véritables victimes du fardeau fiscal. Toutefois, le citoyen moyen bénéficiait généralement des opportunités économiques offertes grâce à la constance de la croissance. Selon Coleman :

Malgré la forte augmentation de la fiscalité d'Etat, l'Anglais moyen au début du XVIII^e siècle conservait cette réputation justifiée : il possédait un niveau de vie plus élevé que son homologue continental, car il bénéficiait indirectement d'une accumulation massive de richesses, même si la répartition en était inégale⁷⁷.

A la fin du XIX^e siècle, Engels lui-même ne pouvait que constater, avec amertume, l'embourgeoisement du prolétariat britannique⁷⁸. Dans une analyse plus profonde, Anderson estime que la structure socioéconomique britannique, pendant le XVIII^e, et même le XIX^e siècle, ne pouvait produire qu'un prolétariat faible et résigné⁷⁹. L'absence politique de la bourgeoisie, sa rivale naturelle, limita les ambitions de la classe ouvrière qui échoua à produire la conscience hégémonique de la classe révolutionnaire destinée, selon Marx, à conquérir et à dominer le pouvoir.

L'imaginaire socioéconomique britannique assimila progressivement le rôle positif du banquier, en particulier, et de la nouvelle aristocratie, en général, dans la gestion des affaires publiques aux niveaux national et international. Les opportunités économiques du XVIII^e siècle, de plus en plus larges grâce aux innovations technologiques et institutionnelles ainsi qu'au caractère presque inépuisable de leur application dans le vaste champ impérial, sacralisèrent les notions de l'effort et du

⁷⁶ La culture fiscale britannique tend à imposer aux consommateurs la plus grande partie du fardeau des impôts. L'*accise* était, au XVIII^e siècle, la source la plus importante des recettes publiques. La contribution des revenus rentiers était souvent limitée et décroissante. Voir John Beckett, « Land Tax or Excise : the Levying of Taxation in Seventeenth- and Eighteenth-Century England », *The English Historical Review*, vol. 100, n° 395, avril 1985, pp. 285-308.

⁷⁷ Cité par André Guillaume et Marie-Claude Esposito, *Londres : histoire d'une place financière*, *op.cit.*, p. 44.

⁷⁸ Geoffrey Ingham, *Capitalism Divided ? The City and Industry in British Social Development*, *op.cit.*, p. 18.

⁷⁹ La faiblesse de la bourgeoisie, elle-même dominée politiquement par une aristocratie moderne et pragmatique, ne permettait guère de produire, chez le prolétariat, la conscience de classe nécessaire pour une révolution ouvrière. Perry Anderson, « Origins of the Present Crisis », *op.cit.*

mérite. L'ascension sociale cessa d'être l'otage du sang et du titre. Aussi, un rapprochement crucial s'opéra-t-il entre les conservateurs et les réformistes, marginalisant ainsi tout radicalisme. Ce rapprochement fut magistralement résumé par Edward Collins à travers sa formule :

un *Tory* est un homme qui croit que l'Angleterre doit être dirigée par la noblesse, tandis qu'un *Whig* est un homme qui pense que tout anglais peut, s'il le veut, devenir noble⁸⁰.

2. L'Empire : pour une reproduction de l'alliance

Au niveau de l'Empire, l'architecture géoéconomique du Royaume-Uni se fonda, dès le XVIII^e siècle, sur un réseau d'échanges, d'investissements et de communications, à la fois national et international, organisé autour de Londres. La capitale devait affirmer sa suprématie politique et financière sur son Empire. L'investissement, consolidé par les emprunts et par la marine marchande, était renforcé par l'enthousiasme mercantile des agents économiques. S'y ajoutait la concentration capitaliste engendrée par l'accumulation des richesses et le caractère international des échanges. Ces facteurs rapprochèrent les économies des colonies de celle de la métropole.

Dans ce schéma, l'influence politique des compagnies à charte, à l'instar de la compagnie des Indes, n'était qu'un élément parmi tant d'autres pour encourager le gouvernement central à soutenir le commerce, et donc à promouvoir l'expansion britannique. La métropole débordait, en effet, de forces économiques à satisfaire⁸¹. L'industrie était loin d'être la première bénéficiaire de cette orientation.

L'emprunt garanti par l'impôt fut en réalité le moteur géoéconomique central de l'enthousiasme impérial généralisé dans la société britannique, moteur sans cesse renouvelé à travers les services de la dette et la politique combative qu'il finançait. En assurant le lancement des emprunts et en affirmant constamment sa confiance dans

⁸⁰ « A Tory is a man who believes England should be governed by gentlemen. A Liberal is a man who believes any Englishman may become a gentleman if he likes ». Edward Collins, *Marquis and Merchant*, Vol. 1, p. 171 ; cité dans Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 32.

⁸¹ Pour comprendre le rôle de l'économie, notamment en période de crise, pour créer des conditions propices à la conquête, voir Bernard Porter, *The Lion's Share : A Short History of British Imperialism, 1850-1970*, Londres, Longman, 1974, 408 p.

l'Etat, le capital financier mobilisait, consciemment ou non, de plus en plus de ressources matérielles et humaines pour la conquête. L'Etat, lui-même en quête de revenus pour payer des créanciers dont le soutien lui était de plus en plus nécessaire, se trouva dans l'obligation de protéger inconditionnellement les intérêts internationaux de ses citoyens.

Cette interprétation, presque systématiquement valable pour toutes les actions militaires coloniales du Royaume-Uni pendant le XVIII^e siècle, notamment aux Indes et aux Amériques, est une tentative de synthèse entre les théories périphériques⁸² et les thèses égocentriques⁸³ de l'impérialisme britannique. L'instabilité des territoires et les activités subimpérialistes des agents britanniques⁸⁴ n'auraient pas été de nature à attirer l'intervention de la Couronne si le gouvernement de Londres ne s'était pas trouvé dans une logique de recherche toujours plus pressante de revenus. Les financiers de la *City*, conscients de l'importance de l'entreprise coloniale pour leurs intérêts, continuaient de soutenir, non seulement l'Etat, mais toutes les institutions et les agents, à l'instar des compagnies à charte et des sociétés de commerce international participant à l'effort politique et militaire outre-mer.

D'autre part, l'effort impérial bénéficia indirectement de l'expansion monétaire interne. Conjugée à une croissance durable, la disponibilité des capitaux causa la saturation du marché intérieur. Les barrières douanières imposées par les pays européens, protectionnisme mercantile oblige, refoulèrent l'excédent industriel anglais

⁸² Les théories périphériques de l'impérialisme estiment que les causes primordiales de l'expansion se trouvent dans les colonies elles-mêmes. L'idée de la *turbulent frontier*, exprimant l'instabilité des régions soumises à la conquête européenne, était un argument qui dépassait parfois l'observation objective pour tenter de donner une justification à l'impérialisme. John S. Galbraith, « The Turbulent Frontier as a Factor in British Expansion », *Comparative Studies in Society and History II*, n° 1, janvier 1960, pp. 34-48 ; Ronald Robinson, « Non-European Foundations of European Imperialism : Sketch for a Theory of Collaboration », *op.cit.* Cette tradition s'inspire souvent des travaux de John Gallagher et Ronald Robinson qui estiment que les changements socioéconomiques au Royaume-Uni n'étaient pas suffisants pour expliquer la réactivation de l'expansion territoriale formelle à la fin du XIX^e siècle.

⁸³ Les thèses égocentriques de l'impérialisme constituent une réponse aux théories périphériques. Elles considèrent que l'origine de l'impérialisme est essentiellement économique. Elle est à trouver au sein des systèmes économiques des puissances impériales. Les adeptes de cette tendance sont aussi bien des marxistes que des libéraux. Voir, par exemple, Norman Etherington, *Theories of Imperialism : War, Conquest and Capital*, Londres, Barnes and Noble Books, 1984, 296 p. L'insistance des auteurs marxistes sur les facteurs économiques de l'impérialisme a parfois discrédité cette tendance, notamment dans les pays occidentaux pendant la période de la Guerre froide.

⁸⁴ Le subimpérialisme est l'agitation provoquée par les groupes d'intérêt britanniques sur la périphérie afin d'obliger le gouvernement central à intervenir plus activement. Pour une étude qui inclut le facteur du subimpérialisme afin d'expliquer l'expansion britannique, notamment aux Indes, voir Robert A. Huttenback, *British Relations With Sind, 1799-1843 : An Anatomy of Imperialism*, Berkeley, University of California Press, 1962, 161 p.

vers le commerce de longue distance⁸⁵. Les gains accumulés provenant du système de l'endettement multiplièrent la demande des produits coloniaux. Les pulsions économiques internes et l'attraction subimpérialiste externe se nourrissaient ainsi mutuellement à travers le capital financier.

Dans le système constitué autour des lois de navigation⁸⁶, les Iles britanniques représentaient un relais indispensable pour le transit des marchandises. La réexportation des produits coloniaux était un élément crucial pour l'équilibre de la balance commerciale⁸⁷. Financé par les banques de la *City*, le commerce britannique constituait donc un canal de plus en plus indispensable entre producteurs et consommateurs du monde entier. L'industrie maritime, sans cesse plus performante, assura la viabilité du monopole commercial britannique sur les voies de navigation au niveau mondial.

Mesure protectionniste, considérée comme « la plus sage des décisions commerciales » par le père du libéralisme économique Adam Smith⁸⁸, la loi de navigation de 1651 fut l'acte de naissance de ce qui sera plus tard connu sous le nom de : « *the blue water policy* »⁸⁹. Consciente de son incapacité à dominer le continent européen, Londres bâtit sa gloire sur la mer. Au niveau économique, cette orientation se traduisit par une baisse progressive de la part européenne dans les échanges britanniques⁹⁰. Partenaire principal du Royaume-Uni au début du XVIII^e siècle, l'Europe ne put maintenir un rang relativement important dans le commerce anglais que grâce au transit des produits coloniaux et à leur réexportation vers les pays continentaux. Essentiellement géopolitique, cette stratégie séculaire gagna toutefois le respect et la vénération des barons du secteur tertiaire qui représentait le pilier de cette

⁸⁵ Cain et Hopkins lient également l'expansion britannique au développement significatif des activités économiques non-industrielles et à l'influence de ces activités sur l'équilibre des forces au sein de la société britannique. Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, « The Political Economy of British Expansion Overseas, 1750-1914 », *Economic History Review*, 2nd series, n° 33, 1980, pp. 463-465 ; et Desmond C.M. Platt, *Finance, Trade and Politics in British Foreign Policy, 1815-1914*, Londres, Clarendon Press, 1968, 454 p.

⁸⁶ Voir *supra*, p. 60.

⁸⁷ Selon Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 88, la valeur de la réexportation des produits coloniaux vers le continent européen s'élevait, pendant le XVIII^e siècle, à 33 % de l'ensemble des exportations britanniques.

⁸⁸ Malgré son caractère protectionniste, Adam Smith estima que cette loi était nécessaire pour la défense des intérêts britanniques. Voir Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, *op.cit.*, Livre IV, Chapitre II. Pour plus d'analyse voir aussi le premier chapitre de ce travail.

⁸⁹ Daniel A. Baugh, « Great Britain's Blue Water Policy », *International History Review*, n° 10, 1988, pp. 33-58.

⁹⁰ Selon certaines estimations, la part européenne du commerce britannique passa d'environ 75 % au début du XVIII^e siècle à moins de 33 % au début du XIX^e siècle. Seymour Drescher, *Econocide : British Slavery in the Era of Abolition*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, p. 20.

politique. La Grande-Bretagne était une pieuvre économique gigantesque ; la finance et le commerce renforçaient régulièrement ses tentacules.

L'agressivité de Londres devint de plus en plus palpable au fur et à mesure qu'augmentèrent les revenus impériaux. Cherchant à protéger ses intérêts, la Grande-Bretagne s'engagea dans de longues guerres contre la France⁹¹. Les banques du Royaume financèrent généreusement cette agressivité. La victoire les hissa à un rang presque égal aux institutions de l'Etat. Leur action servit, non pas un intérêt sectoriel, mais la grandeur nationale. Prix à payer de cette politique, la dette publique fut en progression constante ; mais les modalités de sa souscription étaient de nature à éviter à terme le risque d'insolvabilité et de faillite de l'Etat. La dégrue constante des taux d'intérêt, conséquence directe de l'action de la Banque d'Angleterre et de la mobilisation de toutes les ressources du pays, permit de maintenir les services de la dette à un niveau soutenable pour le *Treasury*.

L'ascension des institutions financières engendra donc une multiplicité de centres de pouvoir économique et politique. L'interdépendance entre ces forces trouva son expression dans la politique impériale suscitée par les pulsions mercantiles de toutes les forces qui agissaient afin de protéger leurs intérêts. L'Empire devint le déversoir des forces de la révolution financière à la recherche d'un rôle international. Les difficultés engendrées par l'extension des distances les incitèrent à reproduire, dans les territoires, leur alliance avec l'aristocratie et les institutions gouvernementales⁹².

Dans les colonies de peuplement, notamment dans le Nouveau Monde, les grands propriétaires adoptèrent l'idéal aristocratique anglais⁹³. Les groupes d'intérêts économiques se trouvèrent sous la pression des banques britanniques qui avaient monopolisé le financement des projets les plus importants. Dans les autres territoires, la reproduction du système de la Mère patrie prit une forme plus doctrinale à travers l'exportation idéologique de la primauté du droit de propriété. D'un point de vue tactique, les propriétaires locaux constituèrent le socle de la colonisation indirecte. Pour

⁹¹ Le conflit avec la France ne cessa pratiquement pas de 1793 à 1815. Pour une étude concernant la société britannique pendant cette période, voir Clive Emsley, *British Society and the French Wars, 1793-1815*, Londres, Macmillan, 1979, 216 p.

⁹² La Grande-Bretagne réussit à éliminer ses rivaux sur la côte est des Indes, grâce notamment au soutien de la finance du Bengale et de Surat. Voir Lakshmi Subramanian, « Baniyas and the British : The Role of Indigenous Credit in the Process of Imperial Expansion in Western India in the Second Half of the Eighteenth Century », *Modern Asian Studies*, n° 21, mars 1987, pp. 473-510.

⁹³ Pour comprendre la domination aristocratique dans les colonies, voir Stephen S. Webb, *The Governors-General : The English Army and the Definition of Empire, 1569-1681*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979, 549 p.

leur part, les élites dirigeantes comprirent assez rapidement que les institutions de la révolution financière jouaient un rôle décisif pour garantir la stabilité politique et la prospérité économique⁹⁴. A titre d'exemple, l'intérêt britannique pour l'Inde cessa d'être exclusivement commercial dès l'éclatement de l'Empire Moghol⁹⁵. La rivalité avec la France était de nature à attirer la protection de Londres envers la Compagnie des Indes. N'étant point préparés à financer par les moyens budgétaires traditionnels une telle intervention, les dirigeants londoniens entreprirent de restructurer l'économie locale. Ils souhaitaient générer un niveau de bénéfices de plus en plus élevé en le liant institutionnellement à une force de dissuasion capable, le cas échéant, d'appuyer la stratégie de la Compagnie. Cette restructuration s'inspira naturellement de l'exemple de la métropole, et notamment de son modèle de fonctionnement financier. Les crédits en provenance de Londres constituèrent le canal d'influence durable qui rattacha définitivement le sous-continent indien à l'économie britannique. Afin de garantir à long terme la stabilité institutionnelle de la Compagnie, l'influence de la *City* devait cependant s'accompagner d'un ancrage durable de la finance locale dans le système. La confiance qu'inspirait le modèle britannique, et les perspectives de prospérité que faisait miroiter l'alliance avec le colonisateur étaient de nature à encourager les capitaux locaux à participer, par le crédit, au financement du système. Cela soutiendrait la Compagnie, et ne pourrait qu'établir une alliance semblable au modèle mis en œuvre en Grande-Bretagne.

Les succès militaires de la Compagnie pendant les années 1750, à Plassey⁹⁶ et à Surat⁹⁷, furent directement liés à la réussite financière britannique dans le sous-continent. Clive⁹⁸ fut l'exemple parfait d'un aventurier capable de mobiliser les intérêts de forces géoéconomiques diverses pour la conquête impériale.

Le rôle joué par les élites locales dans le développement de l'impérialisme britannique cessa ainsi de prendre une figure politicienne source de conspirations. Il

⁹⁴ Pour mieux cerner les besoins mutuels entre le gouvernement britannique à la recherche de recettes, les institutions financières en quête de bénéfices et les élites locales à la recherche de stabilité après le désordre qui régna à la suite de l'effondrement de l'Empire Moghol, voir Peter J. Marshall, *East India Fortunes : The British in Bengal in the Eighteenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1976, 284 p.

⁹⁵ Karen Leonard, « The Great Firm Theory of the Decline of the Mughal Empire », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 21, n° 2, avril 1979, pp. 151-167.

⁹⁶ La victoire britannique à Plassey en 1756 assura à la Compagnie des Indes la maîtrise de la région stratégique du Bengale.

⁹⁷ En 1759, la conquête de Surat assura à la Compagnie des Indes la domination de l'intégralité de la côte ouest de l'Inde.

⁹⁸ Huw V. Bowen, « Lord Clive and Speculation in East India Company Stock, 1766 », *Historical Journal*, vol. 30, n° 4, décembre 1987, pp. 905-920.

devint le fruit d'une alliance entre des forces mobilisées pour la protection de leurs intérêts.

Au niveau économique, une attraction mutuelle s'effectua entre les besoins de la métropole et des colonies. Du côté des territoires, les marchés locaux ne pouvaient en aucun cas satisfaire des élites imprégnées d'aspirations capitalistes et décidées à maintenir des liens privilégiés avec Londres. Une forte interaction entre les marchés du Royaume-Uni et de son Empire se mit progressivement en place. Il en découla un réseau d'échanges internationaux, calqué lui aussi sur le modèle financier organisé autour de Londres et de sa force navale. Les services de crédits, alimentés par une importante création monétaire, encouragèrent une spéculation positive autour du commerce impérial.

A partir du XVIII^e siècle, l'économie britannique, grâce à l'ascendant de son secteur tertiaire, construisit un système de compensation financière et de partage des rôles économiques, système soutenu par un réseau entièrement attaché au sommet de la pyramide constitué par Londres⁹⁹. Plusieurs décennies avant la révolution industrielle, le Royaume-Uni et son Empire étaient conduits par deux locomotives dépendantes l'une de l'autre et alimentées l'une par l'autre : l'Etat et la Finance. D'un point de vue institutionnel, un consensus s'était établi entre les deux principaux centres de décision : *Westminster* et la *City*. D'un point de vue structurel, le rapprochement des intérêts des forces économiques anciennes et nouvelles permit d'éviter la fracture sociale qu'une transformation industrielle brusque aurait inmanquablement suscitée.

III. La finance fédère les forces économiques

1. La dette fédère les protagonistes

Au centre de la politique fiscale de la Grande-Bretagne pendant le XVIII^e siècle se situait, nous l'avons vu, la stratégie de l'endettement public. Ce facteur, qui peut sembler au premier abord assez marginal, revêt, selon notre analyse, une importance

⁹⁹ Ralph Davis, *The Industrial Revolution and British Overseas Trade*, Leicester, Leicester University Press, 1979, pp. 53-60.

géoéconomique plus grande que l'apparition de la bourgeoisie industrielle. Plus clairement, il ne faut pas confondre le rôle économique primordial de l'industrie dans le développement et la croissance et le poids géoéconomique plutôt médiocre de la classe industrielle. Cette distinction permettra de surmonter les contradictions dont souffrent les théories générales de l'impérialisme britannique.

En termes de mesures économiques, c'étaient les intérêts de la finance qui constituaient la ligne directrice de l'action publique. Sa domination fut instituée durablement par l'accroissement incessant de la dette publique.

Les institutions instaurées par la Glorieuse Révolution ainsi que celles générées après la révolution financière devaient compter sur un gouvernement central fort capable de résister aux menaces aussi bien internes qu'externes. Elles dépendaient également de ses capacités à augmenter ses recettes et à gérer efficacement ses revenus. Les principes anti-aristocratiques, tel que l'avarice et l'amour de l'argent, valeurs critiquées par les détracteurs de la stratégie de l'endettement, se révélèrent progressivement être des vertus pour la bonne gouvernance et l'assainissement du régime. Il n'est pas question ici d'encenser une sainteté prétendue du régime séculaire, qui connut la corruption et le gaspillage. Mais il est indéniable qu'il sut résister au fardeau de plus en plus lourd de la dette publique et que les institutions politiques britanniques furent assez solides pour faire face à des crises aussi graves que les interminables guerres contre les puissances européennes et la perte des colonies en Amérique du Nord. Elles ne furent pas non plus ébranlées par les menaces révolutionnaires jacobites¹⁰⁰ et jacobines¹⁰¹.

Ces crises confrontaient chaque fois le système britannique à des équations très délicates. La recherche de l'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques, de plus en plus difficile à trouver, poussait à la fois vers une économie libérale fondée sur les lois du marché et vers une politique interventionniste progressivement caractérisée par l'augmentation des impôts. En d'autres termes, les gouvernements britanniques se trouvèrent souvent écartelés entre les besoins de leur propre trésorerie en manque de recettes, les intérêts des capitaux spéculatifs exigeant des taux d'intérêt de plus en plus élevés, et la répugnance du patronat vis-à-vis du fardeau fiscal. Mais ils surent trouver

¹⁰⁰ Les Jacobites étaient les partisans de la maison des Stuart, qui continuaient à lutter pour la réinstauration de cette dynastie après le détronement du roi catholique Jacques II par la Glorieuse Révolution en 1688.

¹⁰¹ Mouvements républicains inspirés de la Révolution française.

les moyens de surmonter cette discordance grâce à un compromis géoéconomique qui maintint l'équilibre entre ces forces protagonistes. Une hausse excessive des impôts aurait pu créer les conditions d'une crise révolutionnaire. Elle aurait certainement semé le doute à propos de la capacité du régime à protéger la propriété, et par conséquent, elle aurait fait perdre la confiance des investisseurs. La structure du pouvoir le mit à l'abri de cet écueil.

L'évolution essentielle qui s'opéra au début du XIX^e siècle fut l'augmentation spectaculaire de la dette publique. La nécessité de sa gestion rapprocha davantage encore la Banque des intérêts de l'Etat. Mais ce rapprochement ne se fit nullement au détriment de la finance et des intérêts privés¹⁰². L'Etat et la finance avaient, en effet, des intérêts fondamentalement liés, l'un en tant que garant de la convertibilité en or de la livre, l'autre en tant que fournisseur de fonds.

Au niveau géoéconomique, on peut dire que l'importance de la dette publique résidait dans sa capacité à lier le sort des principales forces gravitant autour du pouvoir. Les anciennes craintes concernant le manque de patriotisme relatif à la mobilité des intérêts de la classe financière furent résorbées par l'incorporation de la finance, non seulement dans l'exercice du pouvoir, mais dans le pouvoir lui-même. La mobilité des capitaux spéculatifs devint, comme il sera démontré plus loin, un instrument géopolitique de l'impérialisme britannique¹⁰³. Ce compromis explique les principales caractéristiques du système économique du Royaume-Uni : limiter les impôts, réduire le rôle de l'Etat dans l'économie et surtout accepter le principe de concessions mutuelles entre les différentes forces économiques. Nous allons nous intéresser ici au cas de la bourgeoisie, afin d'expliquer comment une classe pratiquement incapable d'influencer directement le processus de décision politique pouvait, dans ce cadre, voir protégés ses intérêts économiques.

L'intégration aristocratique de la finance était solidement ancrée lorsqu'apparut l'étoile de l'industrie. Nous avons déjà démontré l'étanchéité relative entre la bourgeoisie industrielle et la noblesse. Cette nouvelle force montante devait en conséquence compter sur ses propres moyens si elle voulait avoir son mot à dire dans le processus de prise de décision politique. Ne disposant traditionnellement pas des clés

¹⁰² Voir *supra*, pp. 66-67.

¹⁰³ Voir les chapitres 3 et 4 de ce travail.

institutionnelles, elle ne pouvait s'appuyer que sur les facteurs financiers et humains pour entrer dans l'arène du pouvoir.

Dès la fin du XVIII^e siècle, le rendement économique de l'industrie était, pour le moins, honorable. L'augmentation régulière de sa participation au PIB, de sa contribution à l'emploi et de son rôle dans l'équilibre de la balance commerciale la plaça au centre de l'avenir économique du pays¹⁰⁴. Son dynamisme et ses perspectives, doublés d'ailleurs d'une progression technologique en plein essor, lui fournirent l'opportunité, non seulement de générer de nouvelles richesses, mais surtout d'espérer entraîner dans sa logique les grands investisseurs récemment aristocratisés.

Ce fut au niveau structurel que cette classe échoua à créer la transformation culturelle souhaitée par Cobden¹⁰⁵. Même en 1850, au moment de l'apogée de l'essor industriel du Royaume-Uni, les richesses individuelles de la bourgeoisie ne pouvaient, selon toutes les estimations, être comparées aux fortunes de l'aristocratie foncière et financière¹⁰⁶. L'industrialisation manquait en réalité de concentration de capital. Les petites usines familiales se livraient bataille, sur un marché intérieur certes satisfaisant, mais loin d'être inépuisable¹⁰⁷. Cette fragilité structurelle limitait, contrairement aux idées reçues, les velléités libre-échangistes de la bourgeoisie britannique¹⁰⁸. Elle affectait également la capacité de l'industrie à réunir ses forces et à présenter un front commun d'intérêts face à l'aristocratie. Créée en 1785, la chambre des industriels achoppa sur le désaccord de ses membres concernant la position à prendre vis-à-vis du traité anglo-français de 1786 sur la libération des échanges commerciaux entre les deux pays¹⁰⁹. La résistance industrielle face à la promulgation, en 1815, de lois protectionnistes (avec en tête de liste les lois sur le blé) manqua de vigueur : elle se

¹⁰⁴ Les travaux qui soulignent le rendement positif de l'industrie britannique depuis la fin du XVIII^e siècle sont extrêmement nombreux. On citera ici un travail qui a su reconnaître la valeur de ce secteur, mais en précisant ses limites : Nicholas F. R. Crafts, « British Economic Growth, 1700-1831 : A Review of the Evidence », *Economic History Review*, vol. 36, n° 2, mai 1983, pp. 177-199.

¹⁰⁵ Peter J. Cain, « Capitalism, War and Internationalism in the Thought of Richard Cobden », *British Journal of International Studies*, vol. 5, n° 3, octobre 1979, pp. 229-247.

¹⁰⁶ Même au milieu du XIX^e siècle, à l'âge d'or de l'industrie britannique, les fortunes des industriels demeuraient limitées par rapport à celles de l'aristocratie. Voir William D. Rubinstein, « Wealth, Elites, and the Class Structure of Modern Britain », *Past and Present*, n° 76, août 1979, pp. 99-126.

¹⁰⁷ Pour une étude sur les difficultés de l'industrie textile après 1815, voir Stanley. D. Chapman, « Financial Restraints on the Growth of Firms in the Cotton Industry, 1790-1850 », *Economic History Review*, vol. 32, n° 1, février 1979, pp. 50-69.

¹⁰⁸ N. B. Harte, « The Rise of Protection and the English Linen Industry, 1690-1790 », in N. B. Harte et Kenneth G. Ponting, ed. *Textile History and Economic History*, Manchester, Manchester University Press, 1973, pp. 74-112.

¹⁰⁹ La Chambre des industriels a été fondée en 1785. Voir Donald Read, *The English Provinces, 1760-1960 : A Study in Influence*, Londres, Arnold, 1964, pp. 22-29.

montra incapable de renverser la vapeur. Les revendications d'ouverture libérale ne commencèrent vraiment qu'avec la saturation du marché intérieur pendant les années 1820. Le passage progressif au libre-échange permit alors à la bourgeoisie industrielle de bien évaluer son besoin vital du réseau financier et commercial mondial déjà organisé autour de la *City*. A ces obstacles objectifs, il faut ajouter le poids décisif de l'image dévalorisante du travail manufacturier pour les tenants du pouvoir : la nature « abrutissante » et culturellement inacceptable du machinisme rendait difficilement imaginable que l'industrie puisse générer les capacités humaines susceptibles de redéfinir la politique au niveau national.

Néanmoins, nombreux furent les historiens pour qui l'industrie devint la force économique triomphante qui provoqua le passage au libre-échange et orienta la politique impériale britannique. A leur décharge, nous dirons que les mesures économiques heurtèrent rarement de front les intérêts immédiats de l'industrie¹¹⁰. Les gouvernements successifs étaient trop intéressés par la valeur économique du secteur secondaire pour être tentés d'entraver son expansion. Le protectionnisme de la fin du XVIII^e siècle protégea l'industrie naissante et lui permit de conquérir le marché intérieur. Les tarifs douaniers furent pour le gouvernement un moyen précieux pour maintenir son équilibre budgétaire et assurer le service de la dette. Ainsi, les intérêts de la bourgeoisie industrielle s'incorporaient-ils dans des schémas politiques plus larges, sans forcément les défier ou les modifier. Insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un accord, fût-il implicite, entre des forces en négociation, mais plutôt d'un système commercial et financier complexe qui, par ses risques et ses perspectives, fédéra des forces économiques potentiellement concurrentes.

Ce système connut son apogée au moment des guerres napoléoniennes. Cette période fut marquée Outre-Manche par un fort élan de solidarité nationale, qui se traduisit par la participation de tous les secteurs économiques dans l'effort de guerre¹¹¹. La finance joua notamment un rôle décisif dans cette mobilisation. L'expertise de la *City* eut ainsi l'occasion de peser, d'une façon inédite, dans la balance des relations internationales. Au moment où Napoléon n'avait d'autre choix que de prescrire des impôts de plus en plus impopulaires, le gouvernement de Sa Majesté pouvait compter

¹¹⁰ Les représentants du secteur industriel ne pouvaient guère défier la politique du gouvernement central. A ce titre, ils peuvent être considérés comme des *political takers*. Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914, op.cit.*, pp. 70-71.

¹¹¹ Clive Emsley, *British Society and the French Wars, 1793-1815, op.cit.*

sur un système d'emprunt abondant et efficace. La confiance des investisseurs fut inébranlable, même après les mesures d'urgence de 1797, lorsque fut abandonné l'étalon-or¹¹². Aucune hémorragie financière n'en découla, ce qui prouve, plus que toute autre chose, la confiance de l'investisseur anglais en son gouvernement. Ce fait constitua-t-il un facteur majeur de la victoire britannique ? Sans doute. La dette nationale lia l'économie et la politique du Royaume-Uni dans un même destin : l'effondrement de l'un ne pouvait qu'entraîner la perte de l'autre. Elle consolida la volonté nationale et lui donna les moyens de vaincre.

La *City* renforça ainsi son intégration aristocratique. Les financiers se trouvèrent, bon gré mal gré, ancrés dans un système politique traditionnel qu'ils n'avaient pas créé, mais dont dépendaient leurs intérêts. La confiance en la livre sterling, seule référence valable pour évaluer l'emprunt, ne pouvait guère résister aux velléités révolutionnaires et à l'instabilité politique ; d'où de nouvelles concessions de l'aristocratie en faveur de la bourgeoisie industrielle. Les réformes, qui incitèrent les observateurs à accorder un rôle prédominant à la classe industrielle dans le processus de prise de décision politique, ne furent en réalité que des actes d'auto-préservation d'une élite aristocratique renouvelée.

La protection du système politique et économique dans le contexte spécifique de l'après-guerre, nécessitait la continuité du développement économique. Celui-ci sollicitait à son tour la continuité du développement capitaliste et la reconnaissance des forces géoéconomiques récemment libérées par la révolution industrielle. Le contexte laissait présager le risque d'une rupture violente et draconienne. La dette avait atteint un niveau record. Pendant les années qui suivirent, plus de 80 % des dépenses publiques furent allouées aux services de la dette¹¹³, assurant ainsi des revenus sûrs et durables pour une classe financière plus que jamais déterminée à défendre ses intérêts. De son côté, la classe terrienne, forte de son poids politique traditionnel, n'était pas prête à faire des concessions concernant ses privilèges fiscaux acquis depuis la Glorieuse Révolution¹¹⁴. Toute tentative d'augmenter les impôts sur la terre était perçue comme une atteinte au droit inaliénable de la propriété. La contribution de cette taxe aux

¹¹² Michael D. Border et Eugene N. White, « A Tale of Two Currencies : British and French Finance During the Napoleonic Wars », *op.cit.*

¹¹³ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 79.

¹¹⁴ John V. Beckett, « Land Tax or Excise : The Levying of Taxation in Seventeenth- and Eighteenth-Century England », *op.cit.*

recettes du *Treasury*, loin d'augmenter, diminua proportionnellement, prouvant ainsi la capacité et la détermination de la noblesse à protéger ses intérêts¹¹⁵. Les deux ailes de l'aristocratie n'avaient donc que de trop bonnes raisons pour continuer à fonctionner en harmonie. Un nouveau conservatisme, formalisé et axiomatisé par les travaux d'Edmond Burke¹¹⁶, naquit et unit les fractions de l'aristocratie pour la défense du droit de la propriété. Il marqua pendant des décennies la vie politique interne et externe du Royaume-Uni.

Les recettes fiscales devaient donc provenir durablement des impôts directs qui ne pouvaient en aucun cas dépasser les limites du supportable, au risque de créer le malaise social que craignaient par-dessus tout l'élite dirigeante du pays. Le déficit budgétaire, que cette équation ne permettait guère de combler, était absorbé par la réduction des dépenses publiques, mais surtout grâce aux revenus financiers et commerciaux en provenance de l'Empire. Cette réalité étaya le compromis entre agriculture et industrie. En contrepartie du maintien de ses privilèges fiscaux, la noblesse agraire n'avait progressivement d'autre choix que de montrer des signes de bonne volonté vis-à-vis des exigences de la bourgeoisie industrielle. Une déclaration de principe sur le libre-échange fut ainsi adoptée dès les années 1820¹¹⁷. En 1832, des concessions politiques furent accordées, ouvrant la voie à une représentation plus large des nouvelles forces économiques au sein même de *Westminster*, jusque-là pré-carré de la noblesse¹¹⁸. Celle-ci était de plus en plus convaincue que la réduction des barrières tarifaires permettrait de baisser les prix des produits de première nécessité et donc de réduire les salaires¹¹⁹. Le manque à gagner permettrait à son tour de consommer les produits industrialisés sans affecter les revenus rentiers. Quant à la *City* et à ses services, ils profiteraient de cette ouverture en fournissant la finance, le transport et l'assurance nécessaires au commerce international. Celui-ci ne pouvait, compte tenu de l'avance

¹¹⁵ Pour plus d'informations et de références, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914, op.cit.*, p. 74.

¹¹⁶ En plus des livres d'Edmond Burke, une présentation de ces valeurs peut être trouvée dans John G. A. Pocock, « The Political Economy of Burke's Analysis of the French Revolution », *Historical Journal*, vol. 25, n° 2, juin 1982, pp. 331-349.

¹¹⁷ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order, op.cit.*, chapitre 1.

¹¹⁸ Michael Brock, *The Great Reform Act*, Londres, Hutchinson, 1973, 411 p.

¹¹⁹ A travers sa théorie des avantages comparatifs, Ricardo défendit le libre-échange absolu. Selon lui, le protectionnisme ne sert qu'à ralentir le progrès économique. La suppression des barrières tarifaires permettrait en revanche de baisser le prix des produits de première nécessité, de réduire les salaires dans le secteur industriel et donc d'augmenter la compétitivité de l'industrie britannique.

économique et technologique de la Grande-Bretagne, que garantir l'excédent nécessaire afin de continuer de servir la dette.

La dette publique et les craintes concernant la capacité de l'Etat à tenir ses engagements vis-à-vis des investisseurs fédérèrent encore davantage les forces géoéconomiques britanniques. Au niveau interne, l'efficacité des services fiscaux devint, plus que jamais, une exigence de toutes les composantes de la vie économique¹²⁰. Au niveau externe, les colonies firent plus que jamais figure de champs fertiles capables d'absorber les « pulsions économiques » débordantes et insatisfaites de la métropole. Toutes les réformes économiques qui s'en suivirent, surtout pendant la période charnière entre 1840 et 1860, avec notamment la révocation des lois sur le blé et l'abolition des compagnies à charte, doivent être interprétées dans ce contexte. L'ouverture progressive au libre-échange n'avait rien d'une révolution bourgeoise : il s'agissait d'une nécessité pragmatique pour consolider la position de l'oligarchie aristocratique sans mécontenter les autres forces géoéconomiques du pays. La question n'était pas : faut-il, oui ou non, s'acheminer vers un ascendant politique de la bourgeoisie ? Elle était au contraire : quel est le chemin le plus apte à éviter cette perspective ?

Il ne s'agissait pas d'une conspiration organisée par l'aristocratie, mais du résultat d'un système qui permettait aux différentes forces économiques de lutter afin de protéger leurs intérêts dans un contexte de changements technologiques et d'incertitudes idéologiques. Accepter des réformes, telles que la réduction des dépenses publiques, le désengagement progressif de l'Etat de l'économie et le rétablissement de l'étalon-or pour reconquérir la confiance des investisseurs, ne pouvait que donner à l'élite au pouvoir une importante longueur d'avance sur ses détracteurs radicaux qui prônaient la nécessité de réformes révolutionnaires. Ainsi naquirent le pragmatisme et la flexibilité très célèbres de l'aristocratie britannique illustrés par Burke qui recommandait de ne jamais entraver un changement irrésistible et insurmontable¹²¹. Il est donc indispensable d'étudier les conséquences de ces réformes sur l'équilibre des forces agissant au niveau international et sur l'avenir de l'expérience impériale britannique.

¹²⁰ William D. Rubinstein, « The End of Old Corruption in Britain, 1780-1860 », *op.cit.*

¹²¹ John G. A. Pocock, « The Political Economy of Burke's Analysis of the French Revolution », *op.cit.*

2. La *City* finance le libre-échange, 1815-1846

La flexibilité dont fit preuve la *City* au XIX^e siècle était pour le moins remarquable. Elle profita systématiquement des différentes conjonctures politiques et économiques afin d'accroître son influence. Même dans les circonstances les plus défavorables, notamment après 1815, ses institutions s'adaptèrent, non seulement pour maintenir leur influence, mais pour l'étendre et l'accroître.

Depuis le XVIII^e siècle, la rigidité de l'offre de monnaie métallique conduisait à un décalage entre la masse monétaire disponible d'une part, et les besoins de financement de l'expansion commerciale et du développement économique de l'autre. Cette difficulté se révéla d'une grande importance parce qu'elle encouragea l'utilisation massive des lettres de change, indispensables pour les paiements à échéance¹²². Ce facteur participa au développement des activités financières de la *City* et à la restructuration des forces économiques britanniques. L'évolution du marché financier, sur lequel étaient échangés ces titres, s'effectua selon une ligne séparant le nord du Royaume-Uni, en manque de liquidités, et du sud, en excédent d'épargne¹²³. Les courtiers de la *City* faisaient ainsi le relais entre les fortunes de l'aristocratie et les entreprises de la bourgeoisie. Rapidement, ces activités commerciales s'étendirent à l'international où l'absence de système bancaire fiable rendait les lettres de change encore plus indispensables pour le commerce. Les détenteurs de ces documents pouvaient les échanger, à des taux d'intérêt relativement bas, contre de l'argent auprès des banques commerciales. Ainsi leurs liquidités étaient garanties. La pyramide de ce marché de prêts à court terme avait pour sommet la Banque d'Angleterre, qui acceptait de racheter les titres que les banques commerciales ne voulaient pas garder jusqu'à maturité¹²⁴.

Il est nécessaire d'évaluer à sa juste valeur le rôle d'intermédiaire que joua la *City* et ses institutions. Au niveau économique, elles étaient ainsi un maillon essentiel dans une longue chaîne financière organisée pour fournir les crédits à court terme

¹²² Voir J. Sperling, « The International Payments Mechanism in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 446-468 ; Stanley Chapman, *The Rise of Merchant Banking*, Londres, Allen and Unwin, 1984, 224 p.

¹²³ Cette distinction géographique confirme la dépendance de l'industrie vis-à-vis de la finance. Pour une présentation générale de ce sujet, voir Stanley Chapman, « British Marketing Enterprise : The Changing Role of Merchants, Manufacturers and Financiers, 1700-1860 », *Business History Review*, n° 53, 1979, pp. 205-234.

¹²⁴ Shizuya Nishimura, *The Decline of Inland Bills of Exchange in the London Money Market, 1855-1913*, Londres, Cambridge University Press, 1971, 134 p.

nécessaires pour le commerce. Cette position leur procura une force géoéconomique renforcée par sa proximité de tous les centres de décision. L'imbrication des intérêts financiers avec les différentes forces économiques trouva son expression dans le débat qui accompagna les changements imposés par le fardeau économique des guerres napoléoniennes. Malgré la victoire britannique, les longues années de conflit avec la France s'achevèrent dans un climat financier de crainte et d'incertitude. Dès 1813, une polémique divisa les membres les plus influents de la *City* à propos du renouvellement de la charte de la Compagnie des Indes¹²⁵. Face aux réclamations d'ouverture économique et aux nouvelles opportunités coloniales, la finance semblait hésiter sur la position à prendre. La perspective de la fin des monopoles impériaux générait certes de l'enthousiasme, puisqu'un certain nombre d'hommes d'affaires y perçurent un moyen d'accroître, par le biais de la libre concurrence, les revenus impériaux. D'autres, en revanche, les plus attachés aux intérêts des anciennes forces économiques représentées notamment par la propriété foncière, estimaient que la priorité était de préserver l'influence de la finance à Londres. Ils soutinrent donc le renouvellement de la charte. Grâce à son alliance avec l'aristocratie ancienne, la finance espérait pouvoir protéger ses intérêts menacés à cause de l'explosion de l'endettement public. Cette tendance se présentait comme le garant de l'intérêt national. La priorité était de sauvegarder l'ordre établi et de protéger l'agriculture britannique afin de préserver l'indépendance alimentaire de la Grande-Bretagne.

Cette controverse déboucha sur un compromis renouvelant la charte et mettant fin au monopole de la Compagnie¹²⁶. Mais elle laissa des traces : elle affaiblit la *City* et réduisit l'influence de la finance dans la mesure où elle venait de montrer les limites de son homogénéité¹²⁷. Les perspectives d'ouverture libérale furent, quant à elles, freinées avec la promulgation des lois sur le blé en 1815¹²⁸. Celles-ci confirmèrent l'influence réelle de la propriété foncière dans la vie politique britannique. Il faut rappeler que d'un

¹²⁵ Voir Peter J. Marshall, *Problems of Empire : Britain and India, 1757-1813*, Londres, Allen and Unwin, 1968, pp. 95-97.

¹²⁶ En 1813, le monopole de la compagnie des Indes dans le commerce avec le sous-continent, qui avait déjà été révisé en 1793, fut aboli. Cette mesure répondait à la nécessité d'améliorer les conditions commerciales avec l'Extrême-Orient, afin de permettre aux Indes de participer plus efficacement au système impérial. Mais le renouvellement de la charte prouve en revanche qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement radical vers le libre-échange.

¹²⁷ L'incertitude de la finance à propos du meilleur chemin à suivre fut illustrée par le débat entre les partisans du système protectionniste et les adversaires des restrictions. Voir, par exemple, Anthony Webster, « The Political Economy of Trade Liberalization : The East India Company Charter Act of 1813 », *Economic History Review*, vol. 43, n° 3, août 1990, pp. 404-419.

¹²⁸ Voir *supra*, p. 60.

point de vue individuel et collectif, les grands propriétaires continuaient encore de représenter un poids humain et financier d'une importance considérable. 75 % des terres agricoles étaient encore possédées par quelques milliers d'aristocrates qui constituaient un cercle à la fois puissant et homogène¹²⁹, tandis que les autres forces économiques, y compris la finance, étaient plus divisées et donc plus vulnérables.

Pour les financeurs de la guerre, le plus urgent était d'obtenir l'engagement de l'Etat d'honorer ses dettes. Le *Treasury* semblait, pour la première fois, à bout de ressources. L'imbrication des intérêts des financiers avec la classe agricole, toujours prédominante au Parlement, - la première réforme parlementaire n'eut lieu que beaucoup plus tard en 1832 - constituait une sorte d'immunité structurelle contre le risque d'affrontement entre le gouvernement et ses créanciers¹³⁰. La respectabilité qui auréolait désormais cette force économique, grâce à sa contribution à la victoire, plaïda également en sa faveur. D'un point de vue purement économique, toute remise en cause des droits des créanciers de l'Etat menaçait de produire, par effet domino, l'effondrement de l'économie britannique. Le secteur industriel, désormais crucial pour la continuité de l'évolution capitaliste du pays, avait besoin des capitaux de la *City* pour pouvoir se réorganiser dans une économie de paix. Une pénurie de liquidités menaçait de faillite la machine industrielle d'après-guerre¹³¹. Par voie de conséquence, la paix sociale risquait à son tour d'être confrontée aux périls du chômage et de la pauvreté.

L'industrie textile donna l'exemple de la fragilité structurelle du secteur industriel dans un système protectionniste. Son succès fulgurant pendant la fin du XVIII^e siècle, la part du textile dans la valeur des exportations britanniques s'éleva brusquement pour dépasser les 40 %, ne se reproduisit pas après la fin des guerres napoléoniennes¹³². L'Europe continentale et les Etats-Unis, principaux clients du textile britannique, étaient décidés à protéger leurs propres productions, limitant ainsi les perspectives des exportations de la Grande-Bretagne. Le marché du textile se trouva, en conséquence, devant la menace de l'excès de production et donc de l'effondrement des cours.

¹²⁹ John V. Beckett, « The Pattern of Landownership in England and Wales, 1660-1880 », *Economic History Review*, vol. 37, n° 1, février 1984, pp. 1-22.

¹³⁰ Norman Gash, « After Waterloo : British Society and the Legacy of the Napoleonic Wars », *Transactions of the Royal Historical Society*, 1978, vol. 28, 1978, pp. 145-157.

¹³¹ Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce, op.cit.*, chapitre 4.

¹³² L'augmentation relative du volume des exportations textiles ne fut pas suivie d'une augmentation de leur valeur, en raison de la baisse des prix. Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914, op.cit.*, pp. 89-90.

Face à ces défis, l'Etat n'avait d'autre choix que d'honorer ses engagements vis-à-vis de ses créanciers, quitte à mobiliser presque 80 % des recettes publiques pour servir la dette¹³³. L'équation budgétaire était d'autant plus complexe que les marges de manœuvre, aussi bien fiscales que monétaires, étaient extrêmement réduites. Le fardeau des impôts risquait lui aussi d'entraver les activités économiques, notamment industrielles et commerciales. Une taxation massive risquait d'autre part de remettre en cause la légitimité du rôle de la finance dans la victoire, en donnant le sentiment que la population était en train de payer des impôts de guerre à retardement¹³⁴. Au niveau monétaire, l'action gouvernementale sur la valeur de la livre ne pouvait guère permettre d'alléger à long terme le fardeau de la dette. Dès la fin des hostilités, l'Etat se trouva sous la pression d'une part influente du secteur financier qui plaidait en faveur de la fin du système monétaire d'urgence de 1797 et du rétablissement immédiat de la convertibilité en or¹³⁵.

La difficulté de la situation était de nature à réveiller les vieilles pulsions impériales relatives à la demande de revenus. En effet, le Royaume-Uni pouvait difficilement se contenter des performances de son économie interne. L'Etat central, malgré son engagement presque forcé à réduire ses dépenses, ne pouvait se priver des revenus impériaux. Londres devait donc profiter de sa suprématie pour imposer sa volonté par le commerce et la diplomatie. D'où la prédominance de l'impérialisme informel dans la politique britannique d'après 1815. Nous trouvons ici l'origine géoéconomique du *canningisme*¹³⁶. L'impérialisme informel fut le moyen de continuer de satisfaire la demande de revenus sans nécessairement aggraver l'endettement public.

Pour comprendre l'action de l'Etat vis-à-vis de sa politique extérieure, il est nécessaire de préciser que les guerres napoléoniennes firent apparaître clairement l'importance de l'Empire comme facteur de pouvoir¹³⁷. Dans des conditions de crise majeure, les colonies représentaient pour la Mère patrie un atout stratégique et militaire

¹³³ La dette, les impôts, les monopoles risquaient d'entraver la croissance et de causer des crises sociales et de l'instabilité.

¹³⁴ Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce*, *op.cit.*

¹³⁵ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 79.

¹³⁶ Le *canningisme* est un terme qui renvoie aux idées de George Canning, l'un des plus grands hommes politiques de l'après 1815. En tant que ministre au *Foreign Office*, il soutint l'idée de la domination indirecte à travers la libération des échanges, notamment en Amérique Latine. Paul J. V. Rolo, *George Canning : Three Biographical Studies*, Londres, Macmillan, 1965, pp. 254-255.

¹³⁷ La valeur stratégique de l'Empire se confondait avec sa valeur commerciale. Voir Christopher A. Bayly, *Imperial Meridian : The British Empire and the World, 1780-1830*, Londres, Longman, 1989, 295 p.

indispensable pour résister et vaincre. C'est sans doute pendant la guerre contre la France que Londres prit conscience de la dimension réelle de la perte qu'elle venait de subir avec la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis. Il fallait donc éviter à tout prix de subir de nouvelles pertes. L'Empire informel n'avait pas vocation à supplanter la domination directe. Bien au contraire, les liens entre les colonies et la métropole devaient être renforcés. En 1801, un Acte d'Union avec l'Irlande fut promulgué afin de consolider les rapports entre Londres et son grenier¹³⁸. D'autres colonies, considérées comme stratégiques, à l'instar du Cape, se virent imposer des gouvernements de plus en plus autoritaires. La Jamaïque et les autres territoires des Caraïbes sous domination britannique furent économiquement rattachés à la métropole. Ils remplacèrent alors les Etats-Unis comme principal fournisseur de coton pour l'industrie textile¹³⁹. Pour ce qui est des Indes, l'essentiel était de sécuriser la route du sous-continent et de consolider la position de la Couronne notamment sur les côtes.

Le deuxième grand axe de la stratégie impériale pendant cette période, axe qui nous intéresse plus particulièrement dans ce chapitre, fut l'élargissement des zones d'influence britannique au-delà de ses anciennes colonies. L'ascendant géopolitique de Londres et la *Pax Britannica* qui en résulta réduisirent considérablement les dépenses publiques et donc les besoins d'endettement de l'Etat central. La rigueur budgétaire qui s'ensuivit constitua une véritable rupture avec la structure rentière édifiée pendant le XVIII^e siècle, l'objectif étant de réduire la dépendance financière du gouvernement vis-à-vis de la *City*¹⁴⁰. Grâce au consensus d'austérité qui s'établit, les gouvernements réussirent progressivement à réduire les dépenses et à alléger le fardeau de la dette. Deux conséquences en découlèrent. D'une part, l'Etat s'affranchit, au moins en partie, de sa dépendance vis-à-vis de la *City*¹⁴¹. D'autre part, les capitaux financiers, à la recherche de nouveaux horizons, se trouvèrent obligés de diversifier leur clientèle. Les

¹³⁸ Voté le 2 juillet 1800, l'Acte d'Union, qui donna naissance au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, entra en vigueur en janvier 1801. Voir Robert B. McDowell, *Ireland in the Age of Imperialism and Revolution, 1760-1800*, Oxford, Clarendon Press, 1991, 740 p.

¹³⁹ Pour étudier le rapprochement économique britannique avec ses colonies, voir Stanley Trapido, « From Paternalism to Liberalism : The Cape Colony, 1800-1834 », *International History Review*, n° 12, 1990, pp. 76-104 ; Seymour Drescher, *Econocide : British Slavery in the Era of Abolition*, *op.cit.*, pp. 56-60.

¹⁴⁰ Malcom E. Yapp, *Strategies of British India*, *op.cit.*

¹⁴¹ Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce*, *op.cit.*

grandes industries furent privilégiées, non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi à l'étranger, notamment dans les pays récemment indépendants en Amérique latine¹⁴².

De prime abord, cette réorientation financière, destinée à faire face aux défis fiscaux de l'après-guerre, semblait constituer un revers pour la *City*. En réalité, cette évolution eut de toutes autres conséquences. La finance perdit certes une part de sa capacité à influencer le processus de décision politique au niveau national. Les grandes compagnies du secteur tertiaire se trouvèrent, en revanche, chargées de financer le libre-échange. En jouant un rôle plus actif dans la stratégie impériale de Londres, la *City* prépara en douceur le moment fatidique de la fin du protectionnisme. Elle fournit ainsi la majeure partie du financement de l'infrastructure des moyens de transport nécessaires au libre-échange.

En métropole, la baisse des dépenses publiques libéra une part importante de crédits. Ces liquidités furent principalement investies dans des grands projets qui contribuèrent fortement à la modernisation économique du royaume¹⁴³. L'aménagement des voies navigables renforça l'unité économique entre les différentes régions. Pôle principal de la consommation des produits industriels, l'agglomération londonienne fut progressivement rattachée aux autres régions par des canaux grâce auxquels un ravitaillement de plus en plus rapide et efficace fut assuré, les ports anglais, notamment celui de la Tamise, ouvrant ce système de communication au reste du monde. A partir des années 1820, la construction de ce réseau déclencha une fièvre spéculative d'une ampleur qui ne sera égalée que par l'euphorie des chemins de fer des années 1840.

En facilitant l'accès aux marchés, ce réseau de transports rapprocha inexorablement les pôles industriels provinciaux du centre de l'activité économique, non seulement à Londres, mais partout dans le monde. L'entrepreneur pouvait désormais envisager de réduire sensible le nombre des intermédiaires pour s'assurer, au moindre coût, la matière première. D'où un plus grand profit. L'évolution industrielle risquait d'infliger un revers sérieux au capitalisme marchand. Le secteur tertiaire, après avoir perdu une partie de son influence politique, était sur le point de laisser échapper

¹⁴² Pour une étude de l'évolution des rapports économiques entre l'industrie et la finance, voir Stanley D. Chapman, « British Marketing Enterprise : the Changing Role of Merchants, Manufacturers and Financiers, 1700-1860 », *op.cit.*

¹⁴³ Pour les nouvelles opportunités offertes à la finance, voir William D. Rubinstein, « The End of Old Corruption in Britain, 1780-1860 », *op.cit.* ; Stanley D. Chapman, « British Marketing Enterprise : the Changing Role of Merchants, Manufacturers and Financiers, 1700-1860 », *op.cit.* Pour une étude plus générale sur l'évolution de l'économie britannique après 1815, voir Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce*, *op.cit.*

un de ses atouts économiques les plus importants. L'industrie allait-elle déplacer le centre de gravité de l'économie britannique de Londres vers le Nord, les Midlands, le Pays de Galles et l'Ecosse ?

Devant ce changement, on pouvait s'attendre à une véritable révolution structurelle dans le processus de la prise de décision politique au Royaume-Uni¹⁴⁴. L'impérialisme britannique au XIX^e siècle serait alors l'œuvre d'un entreprenariat en quête de matières premières et de nouveaux marchés. Notre opinion est plus nuancée. Pour comprendre le caractère primordial des services dans le développement capitaliste que connut le Royaume-Uni, il est nécessaire d'examiner la nature des rapports commerciaux entre Londres et le reste du monde. La consolidation des systèmes protectionnistes après 1815, à laquelle Londres ne résista pas ouvertement, empêcha de réaliser une augmentation significative des exportations de produits de consommation, notamment vers les puissances rivales, elles-mêmes en voie d'industrialisation¹⁴⁵. Parallèlement, les importations augmentaient sans cesse aussi bien en quantité qu'en valeur, la richesse relative du citoyen britannique et l'accroissement démographique rapide entraînant de plus en plus de demande de produits de consommation. L'importation de matières premières était également de plus en plus indispensable au maintien de l'activité de la machine industrielle.

Ces facteurs allaient inéluctablement créer un déficit commercial chronique. L'action de la *City* ralentit cette tendance. Ses institutions jouèrent un rôle décisif dans le financement de la production et dans la distribution des biens comme dans le maintien de l'expansion de l'industrie, en lui ouvrant de nouveaux horizons et de nouveaux marchés en Amérique latine, en Asie et en Afrique¹⁴⁶. En effet, l'efficacité du financement du commerce international leur procura une notoriété incomparable pour la gestion de l'investissement. Avec la concentration des capitaux liée à la prospérité, des

¹⁴⁴ Malgré l'importance de l'essor industriel des régions nord de la Grande-Bretagne, le centre de gravité politique et économique demeurait essentiellement au sud, notamment à Londres. Francis Sheppard, « London and the Nation in the Nineteenth Century », *Transactions of the Royal Historical Society*, 1985, vol. 35, pp. 51-74.

¹⁴⁵ Pour le changement progressif de la nature du commerce britannique avec ses différents partenaires, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, « The Political Economy of British Expansion Overseas, 1750-1914 », *op.cit.*

¹⁴⁶ Après 1815, la majeure partie des nouvelles exportations industrielles britanniques était destinée aux marchés asiatiques, africains et latino-américains. Albert H. Imlah, *Economic Elements in the Pax Britannica : Studies in British Foreign Trade in the Nineteenth Century*, Cambridge, Harvard University Press, 1958, tableau 12, p. 129.

activités tertiaires telles que l'assurance, la *City* s'imposa comme l'intermédiaire naturel pour l'emprunt international à long terme.

L'exportation massive des capitaux consolida la domination britannique. Le marché financier n'était pas moins important que la convertibilité de la livre en or pour garantir la fluidité des échanges. L'interdépendance entre la forte valeur de la livre et la fluidité de la circulation des marchandises sur les marchés internationaux pérennisa, pendant tout le XIX^e siècle, les liens de la *City* avec les marchés mondiaux. Ils durent se plier aux conditions commerciales et financières dictées par Londres¹⁴⁷. Les institutions financières, les assureurs et les syndicats bancaires affiliés à la Lloyd's¹⁴⁸ imposèrent leur volonté et illustrèrent leur capacité à influencer les rapports internationaux. C'est ainsi que les crédits émis par les banques de la *City* devinrent indispensables dans la plupart des transactions commerciales maritimes mondiales. En détenant le stock d'or monétaire le plus important au monde, Londres pouvait également rendre dépendant de ses émissions toute économie concurrente. Elle possédait, par exemple, les moyens d'inonder tout marché non protégé de produits exportés à prix cassés. Ce sentiment de puissance fut un des principaux moteurs du libre-échange. La *City* faisait figure d'une banque mondiale. Ses emprunts à court terme assuraient les liquidités du système. Ses investissements à long terme permettaient de construire l'infrastructure nécessaire aux échanges¹⁴⁹.

Ainsi, la *City*, qui perdit une part de son influence directe sur la décision politique après 1815, se trouva renforcée grâce à sa pénétration impériale. Ce point sera analysé plus en détail dans le chapitre suivant, lorsqu'on verra comment les intérêts de la finance se confondirent avec la notion même de l'intérêt national britannique. Ici, nous nous contentons de dire que la *City* devint, dès la première moitié du XIX^e siècle, le moteur principal de l'expansion, notamment informelle, de l'Empire britannique. Les capitaux financiers à la recherche de nouveaux clients encouragèrent les grandes sociétés commerciales britanniques à profiter de l'enfermement continental européen et de l'hégémonie maritime britannique acquise après 1815. Le savoir-faire des institutions financières et des sociétés commerciales opérant à l'international était un atout précieux, même pour les grands industriels, afin de conquérir de nouveaux marchés. L'expérience

¹⁴⁷ André Guillaume et Marie-Claude Esposito, *Londres : histoire d'une place financière*, *op.cit.*

¹⁴⁸ Voir B. E. Supple, *The Royal Exchange Assurance : A History of British Insurance, 1720-1970*, *op.cit.*

¹⁴⁹ Lance E. Davis et Robert A. Huttenback, « The Political Economy of British Imperialism », *Journal of Economic History*, vol. 42, n° 1, mars 1982, pp. 119-130.

coloniale des compagnies à charte permit d'améliorer les conditions de distribution des produits industriels. Les investisseurs canalisèrent des capitaux de plus en plus mobiles et abondants pour la construction des ports et des chemins de fer aux quatre coins du monde, favorisant ainsi une plus grande fluidité dans les opérations commerciales internationales. Les compagnies d'assurance constituaient le troisième pilier de cette structure en offrant une couverture de risque de plus en plus étendue et efficace. Une gamme complète de services était en train de se mettre en place. Sa fonction essentielle était de faciliter le lien entre l'offre et la demande au niveau planétaire. Cette organisation était un pas nécessaire vers la fin inexorable des systèmes protectionnistes.

Il va sans dire que ces activités furent encouragées par le gouvernement de Sa Majesté puisqu'elles étaient en accord avec sa nouvelle politique impériale. Il semble encore une fois que la politique et l'économie trouvèrent l'harmonie nécessaire pour agir dans le même sens en favorisant leurs intérêts propres. Le démantèlement relatif du système d'endettement public et l'apparition de l'industrie comme rivale géoéconomique potentielle de la finance ne remirent nullement en cause les priorités nationales de la Grande-Bretagne. Ces facteurs ne firent qu'amplifier la participation privée à la politique impériale britannique. Il était donc assez naturel que cette entreprise profitât davantage aux forces économiques les plus actives, notamment à la finance. Contrairement aux apparences, la période de l'après-guerre fut l'occasion pour le secteur tertiaire d'étendre son influence et de préparer les conditions de la gloire qu'il connaîtra dès l'instauration du libre-échange.

Conclusion

En conclusion, on peut dire que la réalité géoéconomique de l'après 1815 était rebelle aux dualités simplistes : mercantilisme et capitalisme ; protectionnisme et libre-échange ; aristocratie et bourgeoisie. Toutes les forces économiques britanniques participèrent d'une façon ou d'une autre à l'évolution graduelle vers le libre-échange. Au premier abord, l'industrie semblait être le grand gagnant de ce processus. Le Royaume-Uni se hissa rapidement au rang, très enviable à l'époque, d'« atelier du monde ». Au niveau géoéconomique, en revanche, le caractère progressif de cette évolution, doublé des faiblesses structurelles de la bourgeoisie industrielle, entrava la révolution sociale prônée par Cobden afin de placer l'industrie au centre du processus de prise de décision¹. L'agriculture fut, quant à elle, prise de vitesse². La révocation des lois sur le blé et la crise qui s'ensuivit constitua un revers pour la noblesse terrienne. La décroissance de la valeur économique du secteur primaire détourna également les investisseurs et aggrava la dépendance alimentaire de la métropole.

Dans ces conditions, ce fut la nouvelle fraction, financière et commerciale, de l'aristocratie qui prit le relais pour se hisser au rang de force politique dominante. Le savoir-faire de la *City* permit d'accélérer la carrière internationale de la livre sterling. Le Royaume-Uni était « l'atelier du monde », non seulement grâce à son avance industrielle par rapport à ses rivaux, mais surtout grâce à son arsenal financier et commercial et à son rayonnement mondial. Désormais, l'économie dans son intégralité dépendait de la durabilité du réseau financier et commercial établi autour de la *City*. La suffisance alimentaire, condition essentielle de l'indépendance et de la puissance, reposait, depuis la crise de la pomme de terre³, sur les importations. Le risque de déficit

¹ Peter Cain, « Capitalism, War and Internationalism in the Thought of Richard Cobden », *op.cit.*

² La révocation des lois sur le blé constitua une fracture dans l'histoire impériale britannique. Ce fut le début de la fin d'une organisation aristocratique vieille de 150 ans. Voir D. C. Moore, « The Corn Laws and High Farming », *op.cit.*

³ Il va sans dire que le libre-échange n'était pas l'unique cause de la crise de la pomme de terre en Irlande. Mais la concomitance de ces deux grands bouleversements explique, au moins en partie, comment le « grenier de l'Angleterre » succomba à une famine qui entraîna la mort et l'émigration de plusieurs centaines de milliers d'Irlandais. Pour le lien entre le libre-échange et cette famine, voir Henry C. Carey,

de la balance commerciale devait être absorbé grâce aux gains invisibles des capitaux agissant dans l'Empire formel et informel.

La puissance britannique dépendait en réalité de la durabilité de l'équilibre des forces. A partir de 1846, la Grande-Bretagne devint la protectrice du système mondial. Sa politique internationale lui était structurellement imposée : l'apparition de tout rival stratégique rappellerait la valeur vitale de l'espace impérial ; Londres devait donc se mobiliser pour empêcher la montée en puissance de toute autre nation aux ambitions internationales. Cependant, la deuxième moitié du XIX^e siècle allait provoquer un bouleversement d'une nouvelle nature : l'apparition d'un modèle économique rival. En prenant en compte l'enracinement du libre-échange dans la culture britannique, la superpuissance devait répondre aux exigences de cette nouvelle donne.

Deuxième partie

Le projet impérial sous la domination de la finance : la menace du vide géoéconomique

Chapitre Troisième L'impérialisme par la géoéconomie : la domination et le libre-échange, 1846-1914

Introduction

Les effets de l'exportation massive des services et des capitaux britanniques à l'étranger sur l'économie nationale furent très variables. Le débat sur ses conséquences à long terme de la position mondiale du Royaume-Uni constitue un élément incontournable pour comprendre la nature des relations internationales dans la période qui précéda la Première Guerre mondiale. D'aucuns vont jusqu'à accuser le capital financier britannique d'être à l'origine de la perte de la suprématie économique et stratégique de Londres au début du XX^e siècle¹. A ce titre, la finance serait la cause la plus profonde de la Grande Guerre. En revanche, d'autres estiment que ce fut grâce à la mobilité de son investissement privé que Londres réussit, non seulement à maintenir durablement sa position mondiale, mais également à résister au choc de la conflagration de 1914². Selon cette théorie, Londres, qui avait relativement perdu son hégémonie industrielle et stratégique en 1914, maintint sa puissance grâce à sa suprématie financière.

Il nous semble qu'une approche manichéenne ne peut pas apporter de réponse crédible à cette controverse. Nous essaierons donc d'établir un diagnostic nuancé de la réalité de la puissance britannique à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Cette période fut marquée par un enthousiasme libéral qui n'épargna aucun aspect de la vie

¹ L'exportation massive des capitaux assurait des revenus rentiers importants, mais limitait l'aspect entrepreneurial de l'économie britannique. Voir William P. Kennedy, « Foreign Investment, Trade and Growth in the United Kingdom, 1870-1913 », *Explorations in Economic History*, vol. 11, 1974, pp. 415-444. Dans un autre registre, William Engdahl défend l'idée que l'économie de services avait affaibli l'arsenal industriel britannique au moment de l'apparition du pétrole. Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitres 1 et 2.

² André Guillaume et Marie-Claude Esposito, *Londres : histoire d'une place financière*, *op.cit.*

publique³. La politique étrangère fut parmi les fronts les plus importants de cet engouement. L'idée de la « petite Angleterre »⁴, dans le sens d'une Angleterre dominant le monde par le biais de l'économie, fit son chemin, même dans les milieux les plus conservateurs. Cette orientation générale constitue un cas d'école pour analyser les rapports entre la géoéconomie et la géopolitique parce qu'elle établit un lien direct entre l'évolution capitaliste de la société britannique et le choix stratégique de sa politique étrangère.

L'histoire de l'économie britannique divise l'époque qui sépare l'instauration du libre-échange en 1846 et le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 en trois grandes périodes : une forte prospérité jusqu'en 1873, une longue dépression de 1873 à 1895 et un retour à la croissance économique jusqu'à la veille de la guerre. Cette division est fort utile lorsqu'il s'agit d'étudier, d'une façon isolée, l'évolution des données économiques de l'époque. En revanche, il serait simpliste, selon nous, de s'appuyer exclusivement sur ce découpage pour comprendre la valeur relative de l'économie britannique dans le monde⁵. Au-delà des chiffres bruts, une telle analyse doit inclure des critères d'évaluation structurelle concernant la durabilité de l'évolution capitaliste d'une part, mais aussi la valeur comparative de cette évolution en termes de puissance des nations concurrentes. A titre d'exemple, une crise peut se révéler bénéfique à long terme si elle est indispensable pour entreprendre des changements technologiques ou organisationnels nécessaires. De la même manière, une croissance apparente, en protégeant des activités et des méthodes obsolètes, peut parfois entraîner un retard technologique ou organisationnel préjudiciables à long terme.

Nous essaierons donc de comprendre, au-delà des chiffres, le poids du Royaume-Uni dans l'économie mondiale et sa capacité à préserver la suprématie qu'il avait acquise depuis 1815. Pour ce faire, nous proposons une analyse sectorielle des intérêts économiques, afin de définir la nature de la contribution des différentes forces dans l'élaboration des priorités au plan international. Parallèlement, nous tenterons

³ Compte tenu du renouvellement de l'aristocratie, on peut dire que même les conservateurs étaient libéraux par principe.

⁴ Il s'agit de la version extérieure de l'idée du « petit Etat » qui gouverne au minimum avec le minimum de ressources. Voir Norman Gash, *Pillars of Government and Other Essays in State and Society, 1770-1880*, *op.cit.* pp. 43-50.

⁵ Pour plus de précisions sur ce sujet, voir Samuel B. Saul, *The Myth of the Great Depression, 1873-1896*, London, Macmillan, 1969, 64 p.

d'évaluer les portées et les limites de chaque activité concernant le maintien de la position du Royaume-Uni dans le monde.

I. La menace de la désindustrialisation

1. La suprématie industrielle à l'épreuve du libre-échange

Les deux premières décennies de libre-échange peuvent être qualifiées d'âge d'or de l'industrie britannique⁶. La période de 1850 à 1860 enregistra une très forte croissance de ses exportations. Sa participation au PIB et à l'emploi augmenta fortement⁷. Cependant, une observation plus précise des destinations des exportations industrielles nous pousse à nuancer notre opinion sur la position réelle de l'industrie, au moment même de l'apogée de sa gloire. Deux grands marchés clients peuvent être distingués : les pays européens et les Etats-Unis d'une part, les pays non-industrialisés de l'autre⁸. Les premiers, industrialisation oblige, eurent la part du lion des exportations britanniques des produits semi-finis. L'Empire et les autres régions du monde furent, en revanche, les destinations principales des produits de consommation, notamment des produits textiles.

La signification de ce phénomène, concernant l'équilibre des forces, est double. Malgré la bonne santé du secteur industriel, les biens de consommation avaient d'ores et déjà des difficultés à s'imposer en Europe et aux Etats-Unis. En exportant de plus en plus de produits semi-finis vers ces marchés, la Grande-Bretagne était en train de participer, consciemment ou non, à l'industrialisation de ses concurrents directs⁹. Le second secteur s'appliquait à se construire un avenir incertain.

Après cette période de prospérité, l'économie britannique navigua durablement entre accélérations et ralentissements. A chaque décennie, une ou deux crises, plus au

⁶ Roy A. Church, *The Great Victorian Boom, 1850-1873*, Londres, Macmillan, 1975, 95 p.

⁷ Pour plus d'informations sur la croissance économique britannique, voir François Crouzet, *The Victorian Economy*, New-York, Columbia University Press, 1982, chapitre 2.

⁸ Albert H. Imlah, *Economic Elements in the Pax Britannica : Studies in British Foreign Trade in the Nineteenth Century*, *op.cit.*

⁹ Angus Maddison, *Economic Growth in the West : Comparative Experience in Europe and North America*, New-York, The Twentieth Century Fund, 1964, 246 p.

moins importantes, ponctuèrent la croissance de l'économie britannique¹⁰. Les plus connues furent celles de 1868, 1879, 1886, 1893 et 1903. Ces heurts étaient de plus en plus douloureux. La concurrence étrangère, sans cesse plus rude, prit une tournure défavorable pour l'industrie britannique, notamment avec la remise en question du libre-échange par des puissances rivales de plus en plus nombreuses¹¹.

L'industrie britannique, qui était en train de perdre son avance technologique et qui était vouée à demeurer, jusqu'en 1914, sans protection législative, n'avait d'autre choix que de se mobiliser pour conquérir de nouveaux marchés en Afrique et en Asie¹². Le gouvernement central ne résista guère à ces ambitions colonialistes. Mais il est nécessaire de préciser que la finance partageait, au moins en partie, cet enthousiasme expansionniste¹³. Les nouvelles annexions étaient autant de nouveaux chantiers pour le capital de la *City*. L'élargissement asiatique et africain de la conquête permettait surtout de réduire l'influence de l'industrie dans les colonies les plus rentables qui demeuraient le pré-carré de la finance¹⁴.

Tableau 1

La part de l'empire dans les exportations britanniques, 1870-1913 (pourcentage des valeurs)

	1870	1890	1900	1913
Cotonnades	34.7	44.1	45.8	51.7
Lainage	14.0	20.8	29.4	33.5
Produits textiles	26.6	37.2	39	43.9
Produits métallurgiques	21.7	33.5	36.7	48.2

Source : d'après Alan O'Day (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, p. 50.

¹⁰ Forrest Capie et Geoffrey E. Wood (eds.), *Financial Crises and the World Banking System*, Londres, Macmillan, 1986, 256 p.

¹¹ Colin C. Eldridge, *England's Mission : The Imperial Idea in the Age of Gladstone and Disraeli, 1868-1880*, *op.cit.*, chapitre 5.

¹² Pour plus d'informations sur l'augmentation de la participation de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine au commerce britannique dès la première moitié du XIX^e siècle, voir Albert H. Imlah, *Economic Elements in the Pax Britannica : Studies in British Foreign Trade in the Nineteenth Century*, *op.cit.*, tableau 12, p. 129.

¹³ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 159.

¹⁴ *Ibid.*

L'agressivité impériale après 1870 traduit la difficulté de l'industrie à s'imposer, non seulement sur les marchés des pays concurrents, mais aussi dans les régions traditionnellement attachées à l'économie britannique¹⁵. En imposant des restrictions douanières afin de protéger leurs productions nationales, les pays industrialisés fermèrent, au moins en partie, un des principaux débouchés des exportations britanniques.

L'exemple de l'Allemagne est très significatif dans ce domaine. Après la victoire contre la France et l'instauration de l'Empire, l'Etat allemand, dirigé par Bismarck, s'engagea dans une politique d'industrialisation massive¹⁶. Pour préserver son marché intérieur, Berlin opta pour une politique protectionniste. Les produits britanniques de consommation, qui avaient déjà du mal à s'imposer sur les marchés des pays concurrents, devaient ainsi faire face à l'obstacle des tarifs douaniers.

A ce moment de l'histoire, même les produits semi-finis, fleuron de l'industrie britannique, commencèrent à ressentir les effets de la concurrence allemande. Le modèle d'industrialisation Outre-Rhin était, en effet, très différent de celui de la Grande-Bretagne¹⁷. Jouissant du soutien de l'Etat, l'entreprise allemande était souvent une structure plus grande et plus compétitive. Dans ces conditions, la présence britannique sur le marché allemand se réduisit pratiquement à ses productions minières, notamment le charbon. Sa part dans les exportations britanniques vers l'Europe, presque négligeable avant 1850, dépassait les 9 % à l'approche de la Première Guerre mondiale¹⁸. Cet accroissement des exportations minières vers les pays industrialisés en général et l'Allemagne en particulier, préserva relativement la balance commerciale britannique vis-à-vis de ses concurrents. Ce facteur limita considérablement les effets négatifs à court terme du protectionnisme allemand.

¹⁵ Pour un exemple concernant l'évolution de la situation des industries orientées vers l'exportation au cours du XIX^e siècle, voir Douglas A. Farnie, *The English Cotton Industry and the World Market, 1815-1896*, Oxford, Clarendon Press, 1979, 399 p.

¹⁶ Plusieurs articles qui portent sur l'ampleur de la compétition industrielle étrangère, notamment allemande et américaine, peuvent être trouvés dans Dereck H. Aldcroft (ed.), *The Development of British Industry and Foreign Competition, 1875-1914 : Studies in Industrial Enterprise*, Londres, Allen and Unwin, 1968, 384 p.

¹⁷ Voir *infra*, pp. 154-163.

¹⁸ Phyllis Deane et William A. Cole, *British Economic Growth, 1688-1959 : Trends and Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962, tableau 9, p. 31.

Tableau 2

Les exportations britanniques selon leurs destinations par région (pourcentage des moyennes quinquennales)

	1846	1871	1881	1896	1909
	-	-	-	-	-
	1850	1875	1885	1900	1913
Europe du nord et du nord est	3.9	5.9	4.7	7.8	6.8
Europe du nord ouest et du sud-est et Europe centrale	23.0	28.1	23.3	24.2	21.8
Etats-Unis	17.9	13.2	11.6	7.4	6.5
Nouveau pays ^a	18.7	21.2	25.0	24.4	28.4
Régions sous-développées	35.6	31.6	35.4	36.2	36.2
Part de l'ensemble de l'Empire britannique	27.3	26.8	35.0	34.1	35.0

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableaux 5.2, p. 163 et 5.3, p. 164.

^(a) Ce groupe comprend l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, l'Amérique du sud et l'Amérique centrale.

La concurrence s'exacerba à la fin du siècle. L'Allemagne et les Etats-Unis s'industrialisèrent assez rapidement pour pouvoir, dès les années 1880, contrecarrer l'industrie britannique, non seulement sur les marchés neutres, mais surtout dans son propre Empire¹⁹. L'industrie du Royaume-Uni, à la fin du siècle, était clairement victime de ses succès antérieurs. Dans les secteurs complètement mécanisés, il était de plus en plus difficile de réaliser des gains de productivité sans entreprendre des réformes organisationnelles et technologiques pour lesquelles l'économie britannique, pour des raisons que nous étudierons plus loin, n'était pas prête²⁰. La stagnation de la productivité conduisit progressivement à la perte des avantages comparatifs de la première industrie du monde. Si l'on prend l'exemple de la métallurgie, la concurrence étrangère était tellement forte que les dirigeants de ce secteur se montrèrent de plus en

¹⁹ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, pp. 163-164.

²⁰ Même si on considère que la productivité de l'industrie britannique n'avait pas diminué à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, on est obligé de reconnaître qu'elle était incapable de poursuivre le progrès réalisé pendant les décennies précédentes. Phyllis Deane, « New Estimates of Gross National Product for the United Kingdom, 1830-1914 », *Review of Income and Wealth*, juin 1968, pp. 95-122.

plus hostiles au libre-échange qui fut remis en cause par la *Fair Trade League*²¹ pendant les années 1870, mais surtout par la campagne pour la réforme douanière en 1903²².

Tableau 3

La balance commerciale britannique des visibles, 1851-1913 (moyennes annuelles en millions de livres)

	Exportations et réexportations	Importations	Balance commerciale ^a	% ^b
1851-1875	195	- 246	- 51	- 26.2
1876-1900	291	- 411	- 120	- 41.2
1901-1913	483	- 631	- 153	- 31.2

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableau 5.6, p. 169.

^(a) La différence entre exportations et réexportations d'un part et les importations d'une autre part.

^(b) La balance commerciale divisée par la somme des exportations et réexportations.

Le conservatisme structurel et organisationnel de l'industrie se traduit également par un fort attachement aux activités traditionnelles, telles que le textile²³. En cherchant à se réfugier dans les spécialités qu'ils maîtrisaient le mieux, les dirigeants du second secteur, confrontés à des difficultés de plus en plus pressantes, semblaient peu enclins à innover et à prendre des risques. Cette hésitation eut pour conséquence un retard inquiétant dans la production et les technologies de la deuxième révolution industrielle, telles que la chimie et l'électricité. L'inquiétude sur le sort de l'industrie

²¹ Pendant les années 1880, ce mouvement appela à utiliser les tarifs douaniers comme un moyen de rétorsion contre le protectionnisme européen. Voir John E. Tyler, *The Struggle for Imperial Unity, 1868-1895*, Londres, Longman, 1938, 219 p.

²² Déclenchée en 1903 par Joseph Chamberlain, l'objectif principal de cette campagne était l'instauration d'une unité impériale, le seul moyen de protéger l'essor industriel britannique. Sans le potentiel économique de son Empire, le Royaume-Uni ne pouvait maintenir sa position mondiale face à des puissances telles que les États-Unis et la Russie. Voir Andrew J. Marrison, « The Development of a Tariff Reform Policy during Joseph Chamberlain's First Campaign, May 1903-February 1904 », in William H. Chaloner et Barrie M. Ratcliffe (eds.), *Trade and Transport*, Manchester, Manchester University Press, 1977, pp. 214-241.

²³ En 1910, les produits textiles représentaient encore 25 % des exportations britanniques. Pour une étude du conservatisme structurel de l'industrie, voir Albert E. Musson, « Industrial Motive Power in the United Kingdom, 1800-1870 », *Economic History Review*, vol. 29, n° 3, août 1976, pp. 415-439.

atteignit son paroxysme à la fin du XIX^e siècle, lorsque le pays devint un grand importateur de produits manufacturés²⁴. L'avenir de ce secteur redevint un enjeu national au début du XX^e siècle. Il ne s'agissait pas uniquement d'un sursaut de la part des industriels. D'autres raisons géopolitiques et géoéconomiques devaient également être prises en considération.

Nous nous contentons ici de préciser que l'accroissement de la part des produits manufacturés dans les importations britanniques fut un véritable revers pour l'équilibre de la balance commerciale. Jusqu'en 1870, la valeur de cette catégorie dans les importations du Royaume-Uni dépassait rarement 10 % de la valeur de ses exportations de même nature. A l'approche de la Grande Guerre, cette part atteignit 33 %, réduisant cruellement les possibilités de couvrir le déficit commercial grâce l'exportation des biens²⁵. A cette époque, le déficit ne pouvait donc être compensé que par les revenus invisibles.

2. La balance des paiements : l'équilibre par les revenus invisibles

L'agriculture fut la première victime du libre-échange²⁶. L'approche théorique ricardienne de la division internationale du travail prévoyait une spécialisation britannique dans le secteur le plus favorable : l'industrie²⁷. La révocation des lois sur le blé fut perçue par certains comme un coup de grâce pour l'agriculture. Cependant, le déclin ne fut pas aussi spectaculaire que prévu. Jusqu'au début de l'exploitation internationale des chemins de fer pendant les années 1870, l'agriculture jouit, en effet, d'une protection naturelle²⁸. Mais, la baisse des coûts de transport et de conservation

²⁴ La part des produits manufacturés dans les importations britanniques, négligeable pendant les années 1850 et 1860, atteint 25 % du total de la valeur des importations à la fin du XIX^e siècle. Phyllis Deane et William A. Cole, *British Economic Growth, 1688-1959, op.cit.*, p. 33.

²⁵ Arthur Lewis, *Growth and Fluctuations, 1870-1913*, Londres, Allen and Unwin, 1978, pp. 118-119.

²⁶ Malgré l'optimisme du gouvernement Peel, la révocation des lois sur le blé porta un rude coup à l'essor de l'agriculture britannique. Dès les premières années du libre-échange, les importations étaient suffisantes pour causer un basculement de la culture au pâturage. Wray Vamplew, « The Protection of English Cereal Producers : The Corn Laws Reassessed », *Economic History Review*, vol. 33, n° 3, août 1980, pp. 382-395.

²⁷ Les dirigeants britanniques du milieu du XIX^e siècle étaient conscients que le libre-échange était aussi avantageux pour la finance que pour l'industrie. Voir, par exemple, Olive Anderson, *A Liberal State at War : English Politics and Economics During the Crimean War, op.cit.*, pp. 251-253.

²⁸ Eric L. Jones, *The Development of English Agriculture, 1815-1873*, Londres, Macmillan, 1968, pp. 17-24 ; Jean-Pierre Dormois, *La Défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, Paris, PUPS, 2009, pp. 43-46.

des denrées condamna définitivement ce secteur. En termes d'équilibre de forces économiques intérieures, ce fut la fin effective de la domination de l'ancienne aristocratie. La terre perdit sa valeur. Les grands propriétaires fonciers durent affronter la menace de faillite. Leur capacité à influencer la décision politique s'en trouva affaiblie²⁹.

En termes de stratégie internationale, les effets furent encore plus significatifs. La sécurité alimentaire britannique, élément géopolitique déterminant, dépendait désormais de la production mondiale. Les importations agricoles constituèrent un fardeau de plus en plus lourd pour la balance commerciale³⁰. La durabilité de la division internationale du travail devint donc une nécessité géostratégique vitale. La suprématie britannique devait, en conséquence, protéger, non pas un monopole de pouvoir économique et stratégique, mais aussi le libre-échange et les lois du marché.

Nous insistons sur ce point pour comprendre la vision britannique des relations internationales du moment. La paix mondiale devenait, en effet, une priorité pour préserver la suprématie britannique. Londres accepta, sans trop de difficulté, sa dépendance alimentaire. Selon notre interprétation, cette position s'explique par la confiance excessive des dirigeants dans la puissance intrinsèque du Royaume-Uni. Un siècle de suprématie mondiale incontestée ne pouvait que laisser une forte empreinte sur l'analyse des hommes politiques au pouvoir³¹. Concernant la question de la dépendance alimentaire, Londres estima donc que le risque était minime en comparaison des gains espérés. D'un point de vue stratégique, la puissance navale de l'Empire était suffisante pour garantir la régularité et la durabilité de l'offre agricole internationale. Les revenus des exportations industrielles devaient assurer un avantage comparatif durable pour compenser le fardeau commercial entraîné par cette importation massive et indispensable.

Or, comme nous l'avons déjà mentionné, les années 1870 marquèrent le début du déclin de la suprématie industrielle britannique. L'optimisme des dirigeants britanniques, fondé sur leur confiance en l'avenir, pouvait donc difficilement être

²⁹ Pour les conséquences du libre-échange sur la valeur de la terre, voir T. W. Fletcher, « The Great Depression of English Agriculture, 1873-1896 », *Economic History Review*, vol. 13, n° 3, 1961, pp. 417-432.

³⁰ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 111.

³¹ Ce sentiment a peut-être été le plus clairement exprimé par Palmerston en 1850 dans sa célèbre formule « Comme le Romain autrefois, pouvait dire *Civis Romanus Sum*, un sujet britannique, partout où il se trouve, pourra compter sur la force anglaise pour le protéger. »

partagé par les industriels, qui peinaient pour faire face à la concurrence mondiale. Il s'agissait plutôt d'une spéculation commerciale et financière sur le développement des échanges internationaux dans le cadre de la *Pax Britannica*. A court terme, la balance commerciale fut relativement préservée par la concomitance de la baisse spectaculaire des prix agricoles et du ralentissement des exportations industrielles³². Ce dernier étant moins important, la tendance fut temporairement favorable à la balance commerciale britannique. Mais le déficit commercial devenait chronique. Son accumulation aurait pu causer le déséquilibre de l'économie toute entière. Cependant, cette perte était largement compensée, au niveau de la balance des paiements³³, grâce à l'exportation des services et des capitaux.

Tableau 4

Le commerce invisible et la balance des paiements de la Grande-Bretagne 1851-1913.

	1851-1875	1876-1900	1901-1913
Balance commerciale	-51	-120	-153
Balance des services	+59	+93	+136
Les revenus de l'investissement à l'étranger	+26	+80	+151
Balance des paiements	+34	+53	+134

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableau 5.7, p. 170.

Pour comprendre la logique de l'équilibre des forces économiques internes de la Grande-Bretagne, il est intéressant d'étudier les rapports entre les revenus visibles et les revenus invisibles enregistrés dans la balance des paiements. En effet, l'exportation des services et des capitaux joua un rôle très ambigu pour l'avenir à moyen et à long terme de l'industrie britannique. La théorie la plus répandue explique l'accroissement de la

³² La baisse vertigineuse des prix des produits comme le blé limita les effets de l'augmentation du volume des importations agricoles.

³³ Selon Norman Gemmill et Peter Wardley, « The Contribution of Services to British Economic Growth, 1856-1913 », *Explorations in Economic History*, n° 27, juillet 1990, pp. 299-321, la compensation des pertes de l'agriculture britannique fut assurée par les gains réalisés par les services.

part des revenus invisibles dans la balance des paiements par la baisse des profits de l'exportation des biens³⁴. La marine, l'assurance et les investissements à l'étranger attiraient de plus en plus de capitaux et permettaient de réaliser un excédent confortable pour la balance des paiements. Un cercle vertueux s'installa durablement : l'excédent permettait une plus grande épargne et donc une plus grande exportation des capitaux, qui à leur tour, ne cessaient de favoriser l'excédent à travers l'accroissement des intérêts et des dividendes perçus par les investisseurs³⁵.

Ce système profita directement du déficit de la balance commerciale et contribua à son aggravation. La Grande-Bretagne était le principal acteur du commerce international. Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, ses importations représentèrent souvent plus du quart des exportations du monde entier³⁶. La marine marchande, l'assurance ainsi que tous les autres services concentrés à la *City*, ne pouvaient que se réjouir et encourager cette tendance. Les institutions financières mobilisèrent des liquidités abondantes grâce à un système perfectionné de crédit à court terme, afin de maintenir à flot le commerce.

La livre sterling joua dans ce cadre un rôle primordial pour hisser Londres au rang de capitale économique mondiale³⁷. Sa convertibilité en or lui procurait une fiabilité exceptionnelle. L'épargne internationale afflua donc vers Londres, procurant ainsi les liquidités indispensables au fonctionnement du marché du crédit à court terme. Celui-ci était à son tour le meilleur soutien pour le commerce des marchandises, base essentielle de la solidité de la livre et de la durabilité de sa convertibilité. La marine britannique était également le canal le plus fiable des transactions entre tous les acteurs. Une partie importante de la flotte commerciale britannique sillonnait les océans afin d'acheminer les marchandises sans même passer par la plateforme britannique³⁸. Ainsi,

³⁴ L'industrialisation de l'Europe et des Etats-Unis accrut la concurrence. Face à son incapacité à conserver son hégémonie industrielle, Londres maintint la solidité de sa balance des paiements grâce à l'exportation massive des services et des capitaux. Arthur Lewis, « International Competition in Manufactures », *American Economic Review*, vol. 47, mai 1957, pp. 578-609.

³⁵ Norman Gemmell et Peter Wardley, « The Contribution of Services to British Economic Growth, 1856-1913 », *op.cit.*

³⁶ En 1860, les importations britanniques représentaient 30 % des exportations du monde. Voir Ralph Davis, *The Industrial Revolution and British Overseas Trade*, *op.cit.*, p. 34 ; Albert H. Imlah, *Economic Elements in the Pax Britannica : Studies in British Foreign Trade in the Nineteenth Century*, *op.cit.*, p. 191.

³⁷ La convertibilité en or de la livre était la condition qui permettait à Londres de manipuler les liquidités internationales. Frank W. Fetter, *The Development of British Monetary Orthodoxy, 1797-1875*, *op.cit.*

³⁸ François Crouzet, *The Victorian Economy*, *op.cit.*, p. 313.

les concurrents de l'industrie du Royaume-Uni profitèrent de l'infrastructure maritime anglaise.

L'exportation des capitaux eut des conséquences encore plus importantes. Car le commerce et l'exportation des services perdirent progressivement leur position prépondérante dans le système de compensation de la balance des paiements³⁹. A la fin du XIX^e siècle, les investissements directs à l'étranger et les bénéfices qu'ils généraient supplantèrent le commerce, le crédit à court terme, l'assurance et la marine comme principal facteur générateur d'excédent de revenus⁴⁰

La valeur absolue de ces investissements fut l'objet d'un âpre débat⁴¹. La seule certitude semble être la persistance du doute à cause de l'enchevêtrement entre les capitaux britanniques et les capitaux internationaux à l'intérieur et à l'extérieur du marché londonien. Mais plusieurs estimations fiables situent la part des actifs britanniques à l'étranger autour de 10 % du PIB, pendant la période précédant la Première Guerre mondiale⁴². Les chercheurs s'accordent également sur la tendance croissante de cette part à partir de 1860.

Même avant l'avènement du libre-échange, les administrations coloniales outre-mer profitèrent des mouvements de capitaux pour moderniser l'infrastructure locale, notamment au niveau du transport ferroviaire⁴³. Ainsi, l'investissement à l'étranger rapprocha, d'une manière effective, les colonies de la Mère patrie, et amplifia l'expansion du commerce impérial. Tout en accélérant ce processus pendant les années 1850 et 1860, le libre-échange offrit l'occasion à d'autres acteurs, en Europe et aux Etats-Unis, de profiter à leur tour de ces projets. En allant grandissant, la concurrence internationale réduisit progressivement l'apport positif de l'exportation des biens, et donc affecta négativement la production industrielle intérieure.

³⁹ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 173 et p. 178.

⁴⁰ Matthew Simon, « The Pattern of New British Portfolio Foreign Investment, 1865-1914 », in Alfred R. Hall (ed.), *The Export of Capital from Britain, 1870-1914*, Londres, Methuen, 1968, pp. 15-44.

⁴¹ Les premières estimations ont été révisées à la baisse. Desmond C.M. Platt, « British Portfolio Investment Overseas Before 1870 : Some Doubts », *Economic History Review*, vol. 33, n° 1, février 1980, pp. 1-16. Cette révision n'affecte pas notre analyse. Platt met simplement l'accent sur l'importance de l'exportation des services.

⁴² Voir, Peter Svedberg, « The Portfolio-Direct Composition of Private Foreign Investment in 1914 Revisited », *The Economic Journal*, vol. 88, n° 352, décembre 1978, pp. 763-777 ; Mira Wilkins, « The Free-Standing Company, 1870-1914 : An Important Type of British Foreign Direct Investment », *Economic History Review*, vol. 41, n° 2, mai 1988, pp. 259-282.

⁴³ Pour le lien avec l'exportation des capitaux à l'Empire, voir Lance E. Davis et Robert A. Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire : The Political Economy of British Imperialism, 1860-1912*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 394 p.

Tous ces éléments nous mènent à la conclusion suivante : l'exportation des services et des capitaux eut, pour la puissance britannique, des conséquences équivoques. Il s'agissait certainement d'un moyen moderne très efficace pour conforter l'influence britannique dans les différentes régions du monde. D'une certaine façon, cette pénétration économique fut davantage utilisée que la domination géopolitique. Les concurrents européens de la Grande-Bretagne, eux-mêmes, n'y échappèrent point, puisque leur commerce devint dépendant des services de la *City*.

Mais ce type d'expansion, réussie grâce au libre-échange, était de nature à aggraver fortement le déficit commercial⁴⁴. En augmentant le pouvoir d'achat au Royaume-Uni, l'investissement à l'étranger favorisa la demande de produits de consommation. Parallèlement, les débiteurs de la *City* atteignirent un niveau d'endettement tellement élevé, qu'il leur était impossible d'honorer leurs obligations autrement qu'en exportant leurs productions locales sur le marché britannique⁴⁵. Les liquidités étaient ainsi obtenues directement en Grande-Bretagne. Pour les débiteurs, ce procédé ne manquait guère d'avantages, puisqu'il permettait de réduire la pression sur les monnaies locales et de compenser, par le biais du commerce, une partie des coûts de l'endettement⁴⁶.

Au niveau intérieur, les intérêts de la finance triomphèrent. Le transfert du centre de puissance économique britannique de l'industrie aux services se traduisit par l'augmentation de la part des revenus invisibles dans la balance des paiements, unissant ainsi, au moins à court et à moyen terme, l'intérêt de la *City* à l'intérêt national.

⁴⁴ Le libre-échange était favorable à l'exportation des services et des capitaux. L'absence de barrières douanières permettait aux débiteurs de la *City* d'obtenir des liquidités en exportant leurs produits agricoles, artisanaux ou industriels vers le marché britannique.

⁴⁵ Le déficit commercial était structurellement indissociable du rôle de Londres en tant que centre financier du monde. Voir Robert Skidelsky, « Retreat from Leadership : The Evolution of British Economic Foreign Policy », in Benjamin M. Rowland (ed.), *Balance of Power or Hegemony : The Interwar Monetary System*, New-York, New-York University Press, 1976, pp. 147-194.

⁴⁶ Le libre-échange engendra un déficit commercial chronique compensé grâce aux revenus invisibles. Voir Samuel B. Saul, « The Export Economy, 1870-1914 », *Yorkshire Bulletin of Economic and Social Research*, vol. 17, 1965, pp. 5-18.

II. La *City* et son rôle international : les moyens matériels et humains

1. La *City* capitale économique mondiale

L'avènement du libre-échange fut pour la *City* le moment de récolter le fruit de sa longue expérience. Le Royaume-Uni tira parti de son avance commerciale et financière. Il se chargea d'organiser le nouveau système de l'économie mondiale. Dans ce contexte, la livre sterling joua pleinement son rôle international. Sa convertibilité en or était la garantie de sa valeur. La monnaie britannique circulait aussi librement à l'intérieur qu'à l'extérieur, si l'on exclut bien sûr les pays industrialisés⁴⁷. Financièrement parlant, un cercle vertueux s'établit pour des décennies : la confiance en la livre consolidait la confiance en la *City* et ses services, et *vice versa*. Profitant de son expérience séculaire, la place financière de Londres, avec ses institutions bancaires et commerciales, était le seul marché capable de garantir le financement, le transport et l'assurance des échanges.

Afin de financer les nouveaux développements du commerce, les institutions de la *City* mobilisèrent des liquidités abondantes à travers un système de plus en plus efficace de crédits à court terme. A partir des années 1870, les lettres de change perdirent leur rôle prépondérant dans le paiement au niveau international, au profit d'un système plus moderne et plus efficace de chèques bancaires⁴⁸. La durabilité de la liquidité du système était assurée, bien évidemment, par les capitaux de la *City*, mais également par sa capacité à attirer les capitaux internationaux.

L'accumulation des succès du secteur privé en Grande-Bretagne aboutit, au milieu du XIX^e siècle, à un arsenal de services, complet et solide, inspirant la confiance et promettant des perspectives exceptionnelles pour le capital international. Celui-ci était incité à se maintenir au Royaume-Uni pour profiter des revenus sûrs offerts par les intérêts sur les dépôts bancaires ou par les bénéfices des titres des sociétés anonymes. Le lien entre le marché financier et le commerce permettait également aux capitaux

⁴⁷ William M. Scammell, « The Working of the Gold Standard », *Yorkshire Bulletin of Economic and Social Research*, vol. 17, 1965, pp. 32-45.

⁴⁸ L'expansion des banques par actions permit de développer de nouveaux modes de paiement à l'international. Shizuya Nishimura, *The Decline of Inland Bills of Exchange in the London Money Market, 1855-1913*, *op.cit.*

commerciaux de se convertir rapidement et efficacement en titres sur une bourse constamment prospère. Le capital mondial était donc structurellement encouragé à se convertir en livres sterling et à se maintenir sur le marché financier britannique pour profiter des avantages comparatifs de la *City*⁴⁹. Les banques étrangères elles-mêmes participaient à ce système de concentration de capitaux à Londres en confiant leurs avoirs aux institutions de la *City* afin d'assurer la durabilité de leurs valeurs et de profiter des intérêts de leurs placements.

Les banques impériales constituaient une pièce maîtresse dans ce *puzzle* financier⁵⁰. Installées à Londres, elles fournissaient une part importante des crédits nécessaires pour le commerce international. Après la victoire du libre-échange, ces institutions injectèrent des liquidités importantes dans les crédits à court terme, pour bénéficier de leurs avantages comparatifs dans le commerce impérial et dans la réexportation des produits vers les marchés des pays industrialisés⁵¹. Un réseau commercial international, financé par les crédits à court terme des institutions de la *City*, et étendu grâce à une concentration sans précédent de liquidités, assura, pendant des décennies, des revenus invisibles plus que suffisants pour compenser le déficit commercial sans cesse grandissant. En dominant localement et mondialement les flux de liquidités, la *City* accéléra le rattachement de régions de plus en plus nombreuses à l'économie nationale.

Néanmoins, les services relatifs au commerce ne furent qu'un élément, très important, certes, mais loin d'être unique, dans la conquête britannique de l'économie mondiale. L'investissement direct à l'étranger, comme nous l'avons déjà précisé plus haut, prit une place croissante dans la balance des paiements pour réaliser un excédent de plus en plus important.

⁴⁹ Ronald C. Michie, « Options, Concessions, Syndicates and the Provision of Venture Capital, 1880-1913 », *Business History*, vol. 22, n° 2, 1981, pp. 147-164.

⁵⁰ Voir Albert S. J. Baster, *The Imperial Banks*, Londres, King and Son, 1929, 275 p.

⁵¹ Pour accorder les crédits, ces banques utilisaient principalement l'épargne locale, augmentant ainsi l'influence de Londres sur les économies périphériques.

Tableau 5

La balance des paiements des comptes courants en millions de livres (moyennes quinquennales)

	Balance commerciale	Balance des invisibles	Balance des paiements
1871-1875	-64	+139	+75
1896-1900	-159	+199	+40
1901-1905	-177	+226	+49

Source : d'après Alan O'Day, (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, p. 39.

Tableau 6

La balance des paiements des comptes courants : ratios par rapport au PIB, 1856-1913.

	1856 – 1873	1874 - 1890	1899 - 1913
Balance commerciale	-3.0 %	-5.5 %	-6.1 %
Revenus nets des services	4.7 %	5.1 %	4.3 %
Revenus nets de l'investissement à l'étranger	2.8 %	5.4 %	6.8 %
Balance des paiements des comptes courants	4.5 %	5.0 %	5.0 %

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableau 5.8, p. 178.

Plusieurs facteurs encouragèrent l'exportation britannique massive des capitaux. L'accumulation des revenus rentiers de l'élite britannique se traduisit, en effet, par un accroissement progressif de l'épargne. Malgré l'expansion de l'économie intérieure, la demande d'investissement augmentait à un rythme moins important que les revenus de la classe financière et de son épargne⁵². La pression sur le capital investi dans l'économie nationale était de plus en plus importante parce qu'un grand décalage entre l'offre et la demande d'investissement menaçait de faire baisser cruellement les taux d'intérêt et donc d'entraîner une crise financière grave. Au même moment, la demande

⁵² Phyllis Deane, « New Estimates of Gross National Product for the United Kingdom, 1830-1914 », *op.cit.*

étrangère de capitaux britanniques était en train d'augmenter⁵³. Depuis le début de la deuxième moitié du siècle, les pays industrialisés connaissaient une croissance importante et cherchaient à rattraper le retard que connaissaient leurs infrastructures. Ils se tournèrent, en raison d'un manque d'épargne nationale, vers la *City*, seul marché capable de fournir des capitaux suffisants pour moderniser l'économie mondiale⁵⁴.

Après 1870, un élément important vint accélérer cette tendance : le ralentissement de l'économie britannique et les difficultés du secteur secondaire⁵⁵. L'accumulation de l'épargne n'entraîna pas une évolution structurelle importante de l'industrie. L'attachement aux activités traditionnelles en difficulté réduisit encore la demande d'investissement, menaçant ainsi plus que jamais de faire baisser les taux d'intérêt. La rigueur budgétaire de la politique *gladstonienne* ne pouvait qu'accroître cette pression⁵⁶. Les débouchés internationaux de l'investissement soulagèrent la tension des capitaux britanniques.

Selon l'interprétation que nous proposons ici, le marché réagit assez naturellement. Les ressources internes ayant atteint un niveau d'exploitation très élevé, les capitaux émigrèrent à la recherche de perspectives plus rentables. L'investissement direct à l'étranger afflua donc de la *City* vers les cinq continents. L'avènement du libre-échange permit en outre une diversification importante de la nature des investissements. Le secteur privé supplanta le secteur public comme client privilégié pour les crédits à long terme⁵⁷. D'un point de vue sectoriel, il n'est guère surprenant d'apprendre que l'industrie fut loin d'être la principale destination de ces capitaux. Sa part, au début du XX^e siècle, ne dépassa pas les 15 %⁵⁸. Les grands financiers de la *City* préféraient investir dans des secteurs plus proches de leurs activités. Le secteur bancaire

⁵³ Michael Edelstein, *Overseas Investment in the Age of High Imperialism, 1850-1914*, New-York, Columbia University Press, 1982, 367 p.

⁵⁴ Angus Maddison, *Economic Growth in the West : Comparative Experience in Europe and North America*, *op.cit.*

⁵⁵ La baisse des taux de profit était un facteur crucial dans l'émigration des capitaux britanniques à l'étranger.

⁵⁶ Gladstone centralisa le pouvoir budgétaire, accordant au *Treasury* un pouvoir croissant sur les autres administrations de l'Etat. Voir Henry Roseveare, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, Londres, Allen Lane, 1969, pp. 183-185.

⁵⁷ Matthew Simon, « The Enterprise and Industrial Composition of New British Portfolio Investment, 1865-1914 », *Journal of Development Studies*, vol. 3, 1967, pp. 280-292.

⁵⁸ Pour l'étude des différentes destinations sectorielles de l'investissement britannique à l'étranger, voir Lance E. Davis et Robert A. Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire: The Political Economy of British Imperialism, 1860-1912*, *op.cit.* pp. 202-214.

international fut donc parmi les premiers bénéficiaires de l'investissement britannique⁵⁹. Les grands projets d'infrastructures, notamment la construction de chemins de fer, furent également parmi les destinations préférées des investisseurs britanniques⁶⁰. Les capitaux de la *City* profitèrent ainsi de leur expérience locale. Le train était une des destinations préférées des investissements. Il était une artère vitale pour alimenter le commerce.

La *City* devint donc la capitale économique du monde, dirigeant le commerce, l'assurance, le transport et l'investissement à court et à long terme dans les quatre coins du globe. Elle put ainsi soumettre les économies partenaires à son influence. A titre d'exemple, la construction d'infrastructures prit davantage en compte les exigences du commerce international que les besoins économiques locaux⁶¹.

Mais, ce pôle international se désintéressa relativement de l'industrie. En se fondant sur des critères sociologiques, Davis et Huttenback ont tenté d'évaluer la contribution des différents groupes économiques dans l'investissement à l'étranger ainsi que leurs préférences en termes de destinations géographiques et sectorielles⁶². Ils font apparaître qu'en s'exilant à l'étranger, les capitaux cherchaient systématiquement l'investissement qui correspondait le mieux aux compétences de leurs détenteurs. Le capital industriel, qui ne participait que marginalement à l'investissement international, préférait, lui, les activités minières et manufacturières. La finance, grand moteur de l'exportation des capitaux, continuait à graviter autour des secteurs gouvernementaux en répondant à leurs besoins d'emprunts.

L'histoire intérieure du Royaume-Uni se renouvela à l'étranger grâce au libre-échange. L'exportation des capitaux permit aux hommes de la *City* d'élargir leurs réseaux personnels en nouant des relations de plus en plus directes, notamment avec les administrations coloniales. En cherchant à renouveler les sources de sa fortune,

⁵⁹ La *City* servait d'intermédiaire afin de permettre au capital financier britannique de trouver des perspectives internationales proches pour remplacer la perte d'une grande part de l'investissement intérieur destinée jadis à l'endettement public. Voir Ronald C. Michie, « The Social Web of Investment in the Nineteenth Century », *Revue internationale d'histoire de la banque*, n° 18, 1979, pp. 158-175.

⁶⁰ Ronald C. Michie, « Options, Concessions, Syndicates and the Provision of Venture Capital, 1880-1913 », *op.cit.*

⁶¹ Pour limiter les risques de l'investissement à l'étranger, le capital s'orientait vers les secteurs associés au réseau international organisé, depuis 1815, autour de la *City*. Harold W. Richardson, « British Emigration and Overseas Investment, 1870-1914 », *Economic History Review*, vol. 25, n° 1, février 1972, pp. 99-113.

⁶² Les analyses de Davis et de Huttenback se fondent sur un échantillon de 80 000 actionnaires représentant les différents secteurs économiques. Voir Lance E. Davis et Robert A. Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire : The Political Economy of British Imperialism, 1860-1912*, *op.cit.*

l'ancienne aristocratie fit partie des forces économiques particulièrement actives dans l'exportation des capitaux⁶³. Ses membres les plus attachés à l'agriculture choisirent de s'installer dans les colonies pour retrouver la gloire aristocratique de leurs ancêtres⁶⁴. Ceci explique la prédominance de l'aristocratie dans l'Empire en général et dans les colonies de peuplement en particulier.

L'influence britannique sur l'industrialisation des pays concurrents fut donc extrêmement faible. Les Etats pouvaient choisir librement leur mode d'industrialisation aussi longtemps qu'ils étaient en mesure d'honorer leurs obligations vis-à-vis du capital financier de la *City*. Pour les pays industrialisés, cette condition devint de plus en plus facile à remplir à partir des années 1870, compte tenu du déficit commercial britannique vis-à-vis de ses concurrents.

Le maintien des revenus rentiers signifiait concrètement la perte progressive de la suprématie industrielle. N'ayant pas saisi le lien entre le sort de l'industrie et celui de la finance, l'épargne britannique servit désormais, non seulement au financement de l'infrastructure nécessaire au libre-échange et à l'industrialisation des nations rivales, mais également au développement d'un terrain propice à une deuxième révolution industrielle en dehors de ses frontières. Elle allait prendre de vitesse l'économie britannique dans son intégralité. Plusieurs causes peuvent plausiblement expliquer le déclin relatif de l'industrie britannique après 1870. Historiquement, la précocité industrielle du Royaume-Uni incita au développement d'une culture fondée sur la petite entreprise, souvent familiale, et la concurrence presque illimitée, deux facteurs qui réduisirent durablement la capacité entrepreneuriale de réinvestissement⁶⁵. La concurrence intérieure ayant été exportée dans l'Empire formel et informel, aucun choc réel ne permit à l'élite dirigeante de prendre conscience de la nécessité d'une rupture structurelle et organisationnelle. En profitant de l'Empire et du commerce à longue

⁶³ Stanley D. Chapman, « British-Based Investment Groups before 1914 », *Economic History Review*, vol. 38, n° 2, mai 1985, pp. 230-251. Cet investissement permit de maintenir l'influence de l'aristocratie traditionnelle. Voir Clive H. Lee, *The British Economy Since 1700 : A Macroeconomic Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 308 p.

⁶⁴ Le libre-échange permit un transfert international de facteurs humains et financiers. Voir Donald Winch, « Classical Economics and the Case for Colonization », *Economica*, vol. 30, n° 120, novembre 1963, pp. 387-399.

⁶⁵ Le capital financier tarda à se développer en Grande-Bretagne à cause de la séparation entre la finance et l'industrie. Charles A. E. Goodhart, *The Business of Banking, 1891-1914*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1972, pp. 127-141.

distance pour maintenir le *statu quo*, l'industrie montra le chemin à la finance. Cette dernière peut difficilement être blâmée d'avoir suivi cet exemple⁶⁶.

Le maintien du modèle individuel et familial de la firme britannique constitua également un facteur conservateur vis-à-vis de la relation entre l'offre et la demande d'investissement. La part la plus importante du capital investi dans l'industrie était extrêmement éparpillée parmi les petites entreprises provinciales. De ce fait, les relations entre l'industrie et la *City* demeurèrent superficielles. Les capitaux disponibles sur les bourses provinciales secondaires suffisaient généralement pour atteindre l'exploitation maximale de la machine de l'industrie locale⁶⁷. Mais la finance était également plus encline à privilégier le commerce international et les crédits à court terme nécessaires pour son fonctionnement au détriment de l'industrie intérieure et de la multitude de ses petits emprunts. En ce qui concerne l'investissement à long terme, les institutions de la *City* coopéraient plus facilement avec les administrations gouvernementales - administrations coloniales et gouvernements étrangers - aux dépens de l'investissement industriel à long terme dans la recherche et les nouvelles technologies⁶⁸.

On peut ainsi comprendre pourquoi la finance ne favorisa pas une conversion rapide à la deuxième révolution industrielle. Pourtant, la cause principale tient peut-être davantage à la passivité de l'industrie et sa permanente fidélité aux traditions, plutôt qu'à la trahison du capital financier. Ce dernier avait tout simplement agi conformément à ses intérêts et aux lois du marché. La neutralité de l'Etat et l'absence d'une stratégie géopolitique à long terme, conditions qui favorisèrent certes l'essor de la finance, ne permirent pas d'apprécier au bon moment et à sa juste valeur la menace que représentait le recul industriel pour la position britannique dans le monde.

⁶⁶ L'exportation du charbon limita les effets négatifs du retard industriel britannique. La production du charbon peut donc être accusée d'accélérer le déclin relatif du Royaume-Uni, au même titre que la finance. Voir Robin C.O. Matthews, Charles H. Feinstein et John C. Odling-Smee, *British Economic Growth, 1856-1973*, Oxford, Clarendon Press, 1982, pp. 454-455.

⁶⁷ La persistance du financement local était une cause majeure de la longévité du système fondé sur la petite entreprise. Lance Davis, « The Capital Market and Industrial Concentration : The U.S. and the U.K., a Comparative Survey », *Economic History Review*, vol. 19, août 1966, pp. 255-272.

⁶⁸ Plusieurs explications ont été formulées. Premièrement, les réticences de la finance s'expliquaient par les craintes quant à la fragilité supposée des entreprises industrielles. Voir Michael H. Best et Jane Humphries, « The City and Industrial Decline », in Bernard Elbaum et William Lazonick (eds.), *The Decline of the British Economy*, Oxford, Clarendon Press, 1986, pp. 223-239. L'ignorance de la finance en ce qui concerne le potentiel économique des nouvelles industries peut constituer une autre explication. Voir William P. Kennedy, *Industrial Structure, Capital Markets and the Origins of British Economic Decline*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, chapitre 5.

Au centre de ce problème britannico-britannique se situaient l'Empire et le libre-échange. En protégeant momentanément l'industrie, puis la finance, de l'excès de capacité, le marché impérial peut être considéré comme une cause essentielle du retard structurel de l'économie britannique. Ce retard empêcha cette économie de réaliser, à temps, son évolution vers la deuxième révolution industrielle. Les considérations géopolitiques du début du XX^e siècle allaient obliger la Grande-Bretagne à changer d'orientation pour limiter les conséquences de son retard⁶⁹. L'ancienneté de l'industrie, qui avait jadis été une condition de la suprématie britannique, était devenue une entrave aux changements nécessaires. L'enracinement de la culture du libre-échange rendait la seule solution théoriquement envisageable, un changement par intervention de l'Etat, pratiquement et politiquement inapplicable.

2. L'aristocratie britannique dirige l'économie mondiale

Le libre-échange fut un pas décisif vers la neutralité économique de l'Etat. Ce fut l'achèvement d'un long processus qui débuta dès 1815⁷⁰. Comme nous l'avons déjà évoqué, l'hostilité vis-à-vis de la Banque d'Angleterre s'accrut, notamment parmi les industriels du Nord, durant la période d'après-guerre napoléonienne. Le fardeau fiscal rappelait constamment le stéréotype de la banque, financeur de l'Etat dépensier du XVIII^e siècle⁷¹. Le laxisme financier, qui suivit la suspension de la convertibilité de la livre en 1797, était souvent attribué à l'action de la Banque d'Angleterre présentée comme une institution privée défendant des intérêts étroits grâce à un pouvoir de monopole abusif. Après 1815, la dépréciation du taux de change, la faiblesse des réserves d'or de la Banque d'Angleterre et l'énorme dette du gouvernement rendit le retour à la convertibilité et à la parité d'avant 1797 urgent mais pratiquement impossible.

Cependant, comme nous l'avons déjà précisé, le pouvoir politique était déterminé à réduire l'influence et la liberté d'action de la Banque. Le vote du *Resumption of Cash Payments Act*, le 2 juillet 1819, consacra la reprise des paiements

⁶⁹ Plusieurs secteurs de l'économie britannique ne connurent une conversion massive au pétrole qu'après la crise des années 1970.

⁷⁰ Charles P. Kindleberger, « The Rise of Free Trade in Western Europe », *Journal of Economic History*, vol. 35, n° 1, mars 1975, pp. 20-55.

⁷¹ Michael Collins, *Money and Banking in the United Kingdom : A History*, *op.cit.*

en espèces à la parité or d'avant-guerre⁷². Cette tentative pour rétablir la stabilité monétaire engendra une déflation qui se traduisit par une chute très forte des prix et par une longue période de crise pendant les années 1820. La Banque d'Angleterre se trouva, encore une fois, dans l'œil du cyclone : elle était la cible de toutes les critiques.

Cette situation est comparable à ce qui allait arriver un siècle plus tard après la fin de la Première Guerre mondiale et le retour à la convertibilité en 1925. Dans les deux cas, l'industrie, malgré ses faiblesses structurelles, profita de la baisse de l'influence directe de la finance sur l'Etat pour accroître son propre rôle dans le processus de prise de décision au niveau national et international. En effet, les années 1830 et 1840 furent marquées par une controverse opposant les tenants du *Currency Principle* et ceux du *Banking Principle* concernant l'organisation de l'émission monétaire et, plus largement, les responsabilités de la Banque d'Angleterre. Selon les premiers, l'émission excessive de papier-monnaie, dont la Banque d'Angleterre portait la responsabilité principale, était à l'origine des crises, de la diminution des réserves d'or et de la baisse du taux de change de la livre sterling. Il fallait donc réguler l'émission pour que la quantité de papier-monnaie soit strictement liée aux réserves d'or et au mouvement des changes. Les seconds estimaient que les causes de la crise étaient exogènes parce que l'émission répondait toujours à une demande de monnaie et donc à une création de richesse. Toute régulation ne pouvait donc qu'être contreproductive⁷³.

La loi bancaire de 1844 consacra la victoire du premier courant. En redonnant au gouvernement le contrôle total sur les émissions de billets, et donc en réaffirmant le droit régalien de battre monnaie, elle priva la Banque d'un instrument crucial pour influencer le processus de décision politique. Cette décision était d'une importance extrême parce qu'elle constitua le véritable début d'une logique libérale destinée à servir les intérêts des nouvelles forces économiques. Malgré l'échec des détracteurs de la Banque d'Angleterre à obtenir l'abolition de son monopole, la réforme de 1844 limita considérablement son influence sur la décision politique.

En termes d'équilibre des forces, il est indéniable que la balance bascula momentanément en faveur de l'industrie. Face à la baisse de l'influence de la finance, le second secteur devint le pilier de la puissance économique britannique, grâce à sa

⁷² Le retour à l'étalon-or peut être interprété comme une tentative de lutter contre l'inflation et donc de réduire l'influence du financier de l'Etat. Boyd Hilton, *Corn, Cash and Commerce : The Economic Policies of the Tory Governments, 1815-1830, op.cit.*

⁷³ Lawrence H. White, *Free Banking in Britain : Theory, Experience and Debate, 1800-1845*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 171 p.

participation à l'emploi et au PIB. Une culture hostile aux dépenses publiques et à l'intervention de l'Etat dans l'économie se mit progressivement en place. Les succès accumulés du secteur privé procurèrent aux forces économiques, notamment industrielles, une respectabilité grandissante, face à la corruption des institutions publiques, qui, selon la *doxa*, usurpaient les revenus des contribuables pour les gaspiller⁷⁴. L'image de l'Etat en tant qu'agent économique oppresseur était un élément récurrent dans le discours politique de l'époque : en entravant les lois du marché, l'Etat privait les individus d'une partie de leur liberté.

Cette définition de l'Etat est clairement influencée par les théories utilitaristes, essentiellement celle de Bentham⁷⁵. Gladstone fut certainement l'un des Premiers Ministres les plus convaincus de cette théorie. Déterminé à poursuivre la politique d'austérité engagée depuis 1815, il fit de l'équilibre budgétaire un des principaux axes de son action⁷⁶. Le déclenchement de la Guerre de Crimée mit sérieusement à mal une stratégie qui n'avait été possible que grâce à la réduction des dépenses militaires⁷⁷. Mais la victoire conforta ses choix. La puissance britannique était tellement assurée que Londres pouvait se permettre de négliger relativement sa force militaire sans forcément compromettre sa position mondiale.

Aussi, le consensus gladstonien s'étendit-il jusqu'à la fin du XIX^e siècle⁷⁸. Ce succès ne peut pas être expliqué sans mettre l'accent sur le lien entre l'instauration du libre-échange en 1846 et les conséquences fiscales de l'équilibre budgétaire. La révocation des tarifs douaniers réduisit fortement les sources des recettes publiques. Pour compenser ce manque à gagner, l'Etat n'avait d'autre choix que d'augmenter l'impôt sur le revenu⁷⁹. Les deux ailes de l'aristocratie devaient donc encourager

⁷⁴ Le succès de la politique de Gladstone s'explique essentiellement par l'hostilité générale contre le rôle économique de l'Etat. Barry Baysinger et Robert Tollison, « Chaining Leviathan : The Case of Gladstonian Finance », *History of Political Economy*, vol. 12, n° 2, 1980, pp. 206-213.

⁷⁵ Bentham pense qu'il ne peut y avoir de conflit entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt de la communauté. L'un et l'autre fondant leur action sur l'utilité, leurs intérêts sont identiques. Nous retrouvons ici un aspect de la vision libérale de l'intérêt national étudiée plus en détail dans le premier chapitre de ce travail.

⁷⁶ Voir *supra*, pp. 120-122.

⁷⁷ Olive Anderson, *A Liberal State at War : English Politics and Economics During the Crimean War*, Londres, Macmillan, 1967, 306 p.

⁷⁸ Pour les conservateurs, l'augmentation des dépenses publiques signifiait nécessairement l'augmentation des impôts directs puisque la réinstauration des tarifs douaniers était impossible à envisager. Voir Peter Ghosh, « Disraelian Conservatism : A Financial Approach », *English Historical Review*, vol. 99, n° 391, avril 1984, pp. 268-296.

⁷⁹ L'impôt sur le revenu fut introduit en 1842.

l'austérité pour éviter l'augmentation de leurs contributions fiscales⁸⁰. A titre d'exemple, le Parti conservateur, malgré ses anciennes velléités impériales, veilla, autant que faire se peut, à maintenir l'équilibre budgétaire, et évita donc de se lancer dans des dépenses militaires excessives⁸¹. D'un autre côté, le *Treasury* gagna progressivement de l'influence. Il avait pour rôle de contrôler les autres ministères, généralement moins parcimonieux vis-à-vis des dépenses publiques⁸².

Tous ces éléments réduisirent les effets de la finance sur les institutions de l'Etat. En profitèrent naturellement les hommes de l'industrie. Cependant, il ne faut pas en conclure que la décision politique du Royaume-Uni tomba entre les mains d'une nouvelle élite. Le gain d'influence de la part du second secteur fut limité par plusieurs facteurs. L'expansion prodigieuse de l'industrie se heurta assez rapidement au ralentissement économique des années 1870. Ses faiblesses structurelles réduisirent ses capacités à faire face à la concurrence internationale. Malgré l'apparition de grandes familles industrielles, grâce notamment à l'accumulation des richesses successorales, leurs capitaux demeurèrent insignifiants par rapport aux fortunes des grands financiers⁸³. La capacité des industriels à faire de la politique demeurait généralement limitée au niveau local.

La gestion rationnelle de l'économie britannique réduisit indéniablement l'influence directe du capital financier sur l'Etat. Elle permit en revanche de confirmer la carrière internationale du secteur tertiaire, devenu un instrument indispensable pour la politique de Londres. La neutralité relative de l'Etat n'était guère préjudiciable pour la finance. Le libre-échange acheva, en effet, d'unifier les intérêts de ces deux pôles.

D'un point de vue purement économique, l'exportation des services et des capitaux garantissait, rappelons-le, un excédent confortable pour la balance des paiements, excédent plus que nécessaire pour compenser le déficit commercial croissant. Elle assurait également davantage la présence et donc la puissance britannique outre-mer.

⁸⁰ Les impôts directs obligeaient l'aristocratie à soutenir l'austérité. Henry Roseveare, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, *op.cit.*

⁸¹ Andrew N. Porter, « Lord Salisbury, Foreign Policy and Domestic Finance, 1860-1900 », in Lord Blake et Hugh Cecil (eds.), *Salisbury : The Man and his Policies*, Londres, Macmillan, 1987, pp. 148-184.

⁸² Henry Roseveare, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, *op.cit.*

⁸³ David J. Jeremy, « Anatomy of the British Business Elite, 1860-1980 », *Business History*, vol. 26, n° 1, 1984, pp. 3-23.

Londres devint le centre commercial et financier du monde parce que toute valeur payable en livres sterling pouvait être perçue comme de l'or. La Banque d'Angleterre était chargée du rôle délicat de maintenir suffisamment d'or sur le marché britannique. Théoriquement, la main invisible du marché devait permettre de trouver l'équilibre entre les entrées et les sorties de l'or, les taux d'intérêt et l'offre de monnaie britannique⁸⁴. En réalité, la Banque ne pouvait pas s'offrir le luxe de compter sur les lois du marché. Elle n'avait jamais assez d'or pour faire face à une fuite massive du métal précieux⁸⁵. Au moindre risque, la Banque se hâtait systématiquement d'augmenter ses taux d'intérêt et de faire pression sur les banques commerciales afin de réduire les crédits.

Cette technique était naturellement douloureuse pour l'industrie qui avait besoins de financement. Mais l'intérêt national semblait, plus que jamais, proche de la finance. Il ne s'agissait aucunement d'une contradiction : la baisse de l'influence de la finance au niveau interne était compensée par une large domination de la politique externe, notamment dans son aspect impérial. Une convertibilité effective de la livre en or était une condition indispensable pour maîtriser les flux de capitaux dans un monde économique libre-échangiste. De ce fait, les investisseurs confiaient leurs capitaux aux banques britanniques et préféraient les placer en livres, qui, contrairement à l'or, étaient rémunérées. Cette position dominante de la finance poussa les barons de la *City* à confondre leurs intérêts avec ceux de la nation. Rothschild alla jusqu'à affirmer : « *sans la City, l'Angleterre ne peut pas exister* »⁸⁶.

Structurellement, plusieurs facteurs jouèrent en faveur de la finance. Contrairement à l'industrie, celle-ci connut une concentration très importante de capitaux. Dans un contexte d'internationalisation des échanges, les sociétés anonymes se révélèrent beaucoup plus adaptées aux enjeux de l'époque. La plupart des petites banques provinciales furent progressivement rachetées par les plus grandes institutions de la *City*. En 1913, sept organismes bancaires fournirent 33 % des crédits⁸⁷. Cette

⁸⁴ La fuite de l'or devait théoriquement faire augmenter les taux d'intérêt ce qui réduisait l'offre de monnaie, mais arrêta la fuite et attirait les métaux précieux.

⁸⁵ Le maintien de grandes réserves de métaux précieux, qui ne produisaient pas de rémunération, allait à l'encontre des intérêts de la banque.

⁸⁶ Cité par Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 150.

⁸⁷ Stanley Chapman, *The Rise of Merchant Banking*, *op.cit.*, p. 209. Il s'agit d'une situation monopolistique puisque le reste du crédit était fourni par des centaines, voire des milliers d'institutions. En 1900, la *City* comprenait 40 000 établissements. Pour plus d'informations sur l'évolution de la *City*

position monopolistique était, non pas imposée par décision politique, mais conquise grâce à la confiance que ces institutions inspiraient dans le monde entier.

Concernant la vie politique à proprement parler, les années 1870 se caractérisèrent par la réapparition des anciennes craintes du radicalisme. Le suffrage universel, étendu grâce aux réformes de 1867 et de 1884⁸⁸, donna le droit de vote aux classes populaires. Le conservatisme, farouchement protecteur de la propriété, s'en trouva ranimé. La menace d'une radicalisation du prolétariat affaiblit considérablement la volonté des industriels de remettre en cause la dominance politique de la nouvelle aristocratie. L'idéologie de Cobden, prévoyant la victoire de l'industrie dans le cadre du libre-échange⁸⁹, se heurta à l'instinct d'auto-préservation des industriels eux-mêmes. Ils ne furent pas rares ceux qui, attirés par le discours paternaliste du parti *Tory*, choisirent de se rallier aux intérêts de la nouvelle aristocratie.

Avec le ralentissement économique, le discours *gladstonien* sur la « petite Angleterre » attisa les peurs au sein même du Parti libéral⁹⁰. L'Empire, qui garantissait une protection immédiate pour l'économie, rapprocha les industriels en difficulté des conservateurs. Rappelons qu'à cette époque l'Empire était en phase de devenir le premier marché d'exportations britanniques⁹¹.

Même au début du XX^e siècle, il était indéniable que, pour les affaires internationales, les dirigeants du secteur industriel ne pouvaient que participer timidement à la prise de décision politique. Les *cobdennistes* eux-mêmes reconnurent, non sans amertume, que ces dirigeants n'avaient même pas l'ambition de remettre en cause la domination de l'aristocratie financière. Leurs intérêts, comme nous allons le voir, ne dépassèrent réellement le niveau local qu'au moment des crises, lorsque la suprématie économique et stratégique du Royaume-Uni se trouva mise en question.

entre 1850 et 1914, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, pp. 129-132. Il est à noter que Cain et Hopkins défendent l'idée que l'expansion prodigieuse de la *City* ne remet nullement en cause la cohérence et la concentration de la force financière. Notre travail s'est fortement inspiré de cette analyse.

⁸⁸ La réforme de 1884 rendit le suffrage masculin presque universel, n'excluant que les indigents, les domestiques et les adultes vivant sous l'autorité de leurs parents.

⁸⁹ Peter Cain, « Capitalism, War and Internationalism in the Thought of Richard Cobden », *op.cit.*

⁹⁰ Pendant les crises économiques, les forces industrielles craignaient de se trouver expulsées des régions non colonisées à cause de l'impérialisme et du protectionnisme des autres puissances européennes.

⁹¹ La part de l'Empire dans le commerce britannique augmenta sensiblement, passant de 25 % en 1870 à plus de 33 % pendant les années 1890, dépassant ainsi la part de l'Europe et des Etats-Unis. Pour une étude comparative des relations commerciales selon les zones géographiques, voir Paul Bairoch, « Geographical Structure and Trade Balances of European Foreign Trade from 1800 to 1970 », *Journal of European Economic History*, vol. 3, 1974, pp. 557-608.

Paradoxalement, la première initiative structurée destinée à relancer l'industrie britannique émana du Parti conservateur. Le Parti libéral, traditionnellement plus proche du second secteur, était trop occupé à défendre le libre-échange pour pouvoir établir une stratégie à long terme destinée à sauver l'industrie. Lorsque Chamberlain, comme nous le verrons plus en détail, estima que l'exportation des capitaux portait préjudice à l'industrie, les libéraux n'hésitèrent pas à défendre le capital financier, le considérant comme le soutien principal de l'industrie. Selon leur analyse, l'exportation des capitaux, loin d'entraîner une pénurie de financement interne, servait au contraire à encourager les importations de matières premières et de produits agricoles bon marché. En réduisant le coût de la production et en maintenant au niveau le plus bas possible le salaire minimal, ces importations étaient de nature à favoriser la compétitivité industrielle⁹². Selon eux, l'intérêt de la finance se confondait ainsi avec l'intérêt même de l'industrie.

Cependant, le retard industriel britannique était bel et bien réel. Ses répercussions, comme nous allons le voir, furent considérables, non seulement d'un point de vue économique, mais surtout stratégique. Une violente crise financière aurait-elle incité à entreprendre les réformes radicales qui s'imposaient ? Les crises qui se succédèrent à la fin du siècle pouvaient être résolues par des solutions à court terme, sans réellement être à l'origine d'une rupture significative. L'Empire et le libre-échange encouragèrent un conservatisme économique inhabituel Outre-Manche. Si l'on se fonde sur l'évolution de la balance des paiements depuis 1870, on ne manque pas de remarquer deux phénomènes opposés et parallèles : l'augmentation du déficit commercial et l'accélération des revenus de l'investissement à l'étranger⁹³. Ceci s'explique aisément à la lumière du libre-échange. Les débiteurs de la *City* n'avaient d'autre choix, pour honorer leurs obligations, que d'exporter de plus en plus de produits vers Londres. La concurrence ainsi exacerbée découragea l'investissement, notamment dans les nouvelles industries où la Grande-Bretagne était la moins compétitive.

⁹² Selon les adeptes du libre-échange, le protectionnisme ne pouvait que protéger des industries non compétitives et ralentir, par conséquent, l'évolution technologique du pays. Voir Peter J. Cain, « Political Economy in Edwardian England : The Tariff Reform Controversy », in Alan O'Day (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, pp. 35-59.

⁹³ Incapable de maintenir une position hégémonique industrielle, Londres s'employa à protéger son rang par l'intermédiaire de sa puissance financière.

Tableau 7

Parts des services dans l'emploi, 1841-1911.

Régions	1841	1881	1911
Nord-ouest	20.0 %	24.9 %	26.9 %
Sud-est	35.8 %	41.8 %	45.8 %
Grande-Bretagne	26.3 %	30.2 %	33.1 %

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.2, p. 114.

Le secteur tertiaire était la locomotive réelle de l'économie britannique dès la deuxième moitié du XIX^e siècle. La société continuait à être dirigée par des forces économiques non-industrielles. Le seul changement notable concernait le déplacement progressif de l'influence de la finance, de la politique interne à la politique internationale. Les représentants du capital financier semblaient peu soucieux des limites de leur position, sans voir qu'ils créaient ainsi les conditions d'un vide géoéconomique qui s'installait subrepticement. En confondant leurs intérêts avec celui de la nation, ils se mirent sérieusement en danger, car ils négligèrent le lien d'intérêt qui les reliait aux autres forces de l'économie nationale, notamment à l'industrie.

3. La finance face au déficit commercial

Afin de comprendre les implications du recul industriel britannique, il est nécessaire de mettre l'accent sur le lien entre l'industrie et l'avenir de l'économie nationale toute entière. Les premières critiques de l'influence exponentielle de la finance insistèrent sur l'interconnexion de ses divers secteurs⁹⁴. Sans l'industrie, la finance perdrait tout sens stratégique et tout poids géoéconomique. Ce fut, par exemple, l'un des arguments principaux de la campagne pour la réforme douanière déclenchée par Chamberlain en 1903.

Le secteur bancaire n'est pas le créateur, mais la création de notre prospérité. Il n'est pas la cause, mais le résultat de notre richesse. Si l'activité et le développement industriel qu'a connu

⁹⁴ Matthew Simon, « The Pattern of New British Portfolio Foreign Investment, 1865-1914 », *op.cit.*

ce pays depuis de longues années se trouvaient entravés ou ralentis, la finance, avec tout ce qu'elle signifie, suivrait donc le commerce vers les pays qui réussiraient mieux que le nôtre⁹⁵.

Chamberlain définit clairement l'industrie comme la base réelle de la puissance britannique. Selon lui, la *City* ne pouvait jouer pleinement son rôle international indépendamment de la création réelle de richesses. Malgré l'abondance des revenus invisibles, dans un système de libre-échange absolu, tous les secteurs de l'économie risquaient de connaître un sort semblable à celui qu'avait subi l'agriculture. Ainsi, malgré le poids interne et externe de la finance britannique au début du XX^e siècle, nous proposons d'analyser les risques qu'elle encourait dans un contexte de désindustrialisation. Si l'on garde en mémoire l'importance du secteur tertiaire pour la suprématie, déjà en danger, de Londres dans les relations internationales jusqu'en 1914, on appréciera la profondeur du malaise économique et son impact stratégique à moyen et à long terme.

Pour aborder cette question, plusieurs méthodes d'analyse sont envisageables. D'un point de vue géopolitique, le rôle de banquier du monde ne pouvait guère suffire à Londres pour imposer sa volonté au niveau international. La Grande-Bretagne était déjà tributaire de la production agricole mondiale. S'il lui fallait, de surcroît, s'accoutumer à une dépendance industrielle, elle encourait sérieusement le danger de perdre son poids stratégique.

Pour notre travail, nous avons choisi d'approfondir l'analyse d'un point de vue économique. En nous fondant sur l'évolution de la balance britannique des paiements, nous pouvons faire apparaître les aspects les plus cachés des liens d'intérêt directs entre l'industrie et la finance. Une réflexion sur l'évolution de cette balance devrait également nous permettre de mieux comprendre les enjeux de l'époque.

⁹⁵ « Banking is not the creator of our prosperity, but is the creation of it. It is not the cause of our wealth, but it is the consequence of our wealth; and if the industrial energy and development which has been going on for so many years in this country were to be hindered or relaxed, then finance, and all that finance means, will follow trade to the countries which are more successful than ourselves. » Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, pp. 216-217.

Tableau 8

Les excédents et les déficits de la balance commerciale britannique exprimés en millions de livres selon les régions, 1871-1913.

	1871-1875	1896-1900	1913
Pays industrialisés	- 32	- 156	- 157
Nouveaux pays	- 3	- 18	- 29
Pays sous-développés	- 28	+ 13	+ 52

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, tableau 7.1, p. 223.

Notre analyse se fonde sur la distinction, réalisée au cours de la première section de ce chapitre, entre les grands groupes de partenaires commerciaux de Londres⁹⁶. Nous avons déjà précisé que, parallèlement au succès international des services et au progrès des revenus des investissements à l'étranger, l'industrie commença, dès les années 1870, à sentir le poids de la concurrence extérieure. A partir de cette date, la valeur des exportations des produits manufacturés ne progressa que très faiblement. En revanche, les bénéfices de la finance augmentèrent rapidement et régulièrement⁹⁷. A court terme, il était évident que la structure économique profitait à la *City* et à ses institutions.

Le recul de l'industrie engendra l'unique faiblesse notable du système : le déficit sans cesse croissant de la balance commerciale⁹⁸. Pendant les années 1870, ce déficit profita principalement aux concurrents industrialisés du Royaume-Uni. Dans un premier temps, Londres établit *de facto* un système de compensation individuelle : l'excédent de la balance des paiements avec ses rivaux lui suffisait, en effet, pour couvrir son déficit⁹⁹. En revanche, après 1880, le manque de compétitivité de l'industrie britannique et le

⁹⁶ Voir *supra*, pp. 109-114.

⁹⁷ Pour l'augmentation des revenus dérivant de l'exportation des services, comparés à la situation du commerce des biens, voir Samuel B. Saul, « The Export Economy, 1870-1914 », *op.cit.* Voir également William P. Kennedy, « Foreign Investment, Trade and Growth in the United Kingdom, 1870-1913 », *op.cit.*

⁹⁸ Le déficit commercial s'explique en partie par la perte de l'industrie britannique de grandes parts de marché dans le commerce international. Voir Arthur Lewis, « International Competition in Manufactures », *op.cit.* et Paul Bairoch, « Geographical Structure and Trade Balances of European Foreign Trade from 1800 to 1970 », *op.cit.*

⁹⁹ Ce paragraphe se fonde essentiellement sur les conclusions de Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, pp. 223-224.

retour du protectionnisme¹⁰⁰ dans les pays concurrents limitèrent fortement les débouchés dont disposait jusque-là l'industrie du Royaume-Uni. Avec le début de l'importation massive des produits manufacturés pendant les années 1890, le déficit commercial connut une nouvelle aggravation¹⁰¹. Mais Londres jouissait encore d'un élément très favorable : l'excédent massif de sa balance globale des paiements.

Les capitaux et les services, en effet, s'exportaient de plus en plus massivement vers l'Empire, en particulier dans les colonies de peuplement et vers les régions soumises à l'influence informelle de Londres, surtout vers l'Amérique latine. Dans les pays industrialisés, malgré la continuité de l'expansion des services britanniques, l'apparition d'une finance nationale concurrente réduisit progressivement leur marge de manœuvre¹⁰². Mais l'industrialisation accélérée de ces pays et leurs besoins en matières premières causaient un déficit commercial en faveur des régions non-industrialisées, qui se trouvaient, pour la plupart, sous l'influence britannique.

La combinaison de tous ces éléments généra un système de compensation mutuelle géré pour l'essentiel à partir de Londres, qui honorait ses obligations vis-à-vis de ses créanciers par le biais de ses excédents auprès de ses débiteurs¹⁰³. Malgré l'efficacité d'un tel système, organisé grâce à l'expérience de la *City*, on peut y déceler les premiers signes de la précarité de la position britannique. L'importance de l'Empire formel et informel pour préserver la pérennité de la finance représentait, en soi, une source d'incertitudes, compte tenu des ambitions coloniales des pays rivaux, notamment de l'Allemagne, de la France et de la Russie.

Mais la troisième phase de cette évolution apporta des éléments encore plus inquiétants. Nous avons déjà précisé que les Etats-Unis et l'Allemagne étaient, à la fin du XIX^e siècle, assez puissants pour porter ombrage à la Grande-Bretagne, même dans ses propres colonies. Par conséquent, les excédents commerciaux britanniques avec ces régions devinrent de plus en plus rares. Tandis que les exportations industrielles

¹⁰⁰ Jean-Pierre Dormois, *La Défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, *op.cit.*, pp. 92-103.

¹⁰¹ En 1913, 66 % des importations manufacturées provenait de quatre pays industrialisés avec lesquels Londres avait accumulé un déficit commercial énorme

¹⁰² En Allemagne, l'union entre le capital financier, les institutions bancaires, les grandes entreprises industrielles et l'Etat donna naissance à un modèle concurrent. Les conséquences de ce développement sur les relations internationales seront développées au chapitre suivant.

¹⁰³ Ainsi le système était fondé sur le caractère international de l'économie britannique. Voir François Crouzet, « Trade and Empire : The British Experience from the Establishment of Free Trade until the First World War », in Barrie M. Ratcliffe (ed.), *Great Britain and her World, 1750-1914*, Manchester, Manchester University Press, 1975, pp. 209-235.

britanniques vers ces régions diminuaient sensiblement, sous l'effet de la concurrence¹⁰⁴, les importations des produits agricoles et des produits coloniaux de consommation continuèrent d'inonder le marché britannique à cause de la faillite de l'agriculture nationale conjuguée à la perte de la domination industrielle. Sous l'impulsion de l'augmentation des revenus rentiers, une économie de consommation, centrée autour de l'agglomération londonienne, était en train de naître¹⁰⁵.

Ce facteur affaiblit considérablement le système de compensation dont la désintégration aurait pu causer une crise financière internationale grave. En cas de non respect des obligations britanniques, tout le système de services et de commerce, organisé autour de la *City*, pouvait s'effondrer puisqu'il était largement fondé sur la confiance des investisseurs en la solidité de la livre et en la liquidité de la place financière de Londres. Pour le préserver, la Grande-Bretagne était donc condamnée à compter de plus en plus sur ses revenus invisibles, afin de pouvoir honorer ses obligations. D'un point de vue international, Londres était sur le point de perdre son rôle de liaison financière incontournable entre les régions du monde. Au niveau interne, le système économique semblait en train de détruire la capacité de production réelle du pays.

La prospérité du capital rentier grâce aux revenus invisibles était tributaire de deux conditions *sine qua non* : la *Pax Britannica* comme cadre des relations internationales et la position dominante de la *City* en tant que garant de l'économie mondiale. Or, ces deux préalables étaient sérieusement remis en question. D'une part, le recul industriel constituait en lui-même un élément compromettant d'un point de vue géopolitique. De l'autre, l'apparition d'un modèle économique concurrent en Allemagne laissait fortement planer le doute sur l'avenir du rôle mondial de la *City*. Pour une nation qui avait bâti une part importante de sa puissance internationale sur sa suprématie dans le secteur tertiaire, ce doute constituait, à lui seul, un échec suffisamment grave pour inciter le pouvoir central à réexaminer les fondements mêmes de sa politique.

¹⁰⁴ La peur de la pénétration économique et militaire étrangère était l'une des raisons de l'agressivité impériale britannique dès la fin du XIX^e siècle. Voir William G. Hynes, « British Mercantile Attitudes Towards Imperial Expansion », *Historical Journal*, vol. 19, n° 4, décembre 1976, pp. 969-979.

¹⁰⁵ L'activité économique dérivait de plus en plus de la capacité de consommation alimentée par le succès du secteur tertiaire. Voir Clive H. Lee, « Regional Growth and Structural Change in Victorian Britain », *Economic History Review*, vol. 34, n° 3, août 1981, pp. 438-452.

En mettant l'accent sur le lien qui unit l'avenir de l'industrie et de la finance, nous venons d'introduire les deux principales clés d'analyse qui sous-tendent la section suivante : la dérive géoéconomique générera le retour progressif de la géopolitique dans le processus de prise de décision de Londres, tout en freinant ses effets. Auréolée de ses succès internationaux, l'aristocratie financière allait se mettre en danger en s'obstinant à confondre ses propres intérêts avec ceux de la nation. Des hommes d'Etat tentèrent, chacun à leur manière, de redéfinir les bases de la puissance britannique.

III. Prémices d'un retour à la géopolitique, 1880-1914

1. Dérive géoéconomique après 1870

Dès les années 1870, l'Empire se dressa au centre du débat politique et économique dans le pays. La puissance britannique dépendait-elle encore de son destin colonial ? Ce débat rompit le consensus libéral qui régnait jusqu'au début du ralentissement économique de 1870. Une fracture idéologique s'installa durablement.

Les adeptes du libre-échange continuaient de considérer que le temps de l'Empire était révolu. Sans en utiliser la terminologie, Gladstone considérait les relations internationales sous un angle géoéconomique, dans le sens défendu aujourd'hui par Pascal Lorot¹⁰⁶. Selon Gladstone, l'Empire, y compris le Joyau de la Couronne¹⁰⁷, ne représentait plus une source réelle de puissance. En réduisant d'une manière inédite en 1868 les dépenses consacrées aux colonies¹⁰⁸, il afficha clairement ses intentions : le rayonnement international de Londres devait se fonder principalement sur sa suprématie économique, et non sur sa suprématie territoriale.

En d'autres termes, le libre-échange, en hissant Londres au statut de capitale économique du monde, lui donnait les moyens de réaliser l'espoir ultime de l'école de

¹⁰⁶ Gladstone pensait, par exemple, que si Londres venait à perdre toutes ses colonies, sa puissance n'en serait pas pour autant affectée. Voir William E. Gladstone, « England's Mission » *The Nineteenth Century*, vol. 4, n° 19, septembre 1878, pp. 560-584. Notre comparaison avec la théorie de Pascal Lorot sur la géoéconomie se justifie par cette limitation de la valeur de l'espace comme origine de la puissance.

¹⁰⁷ Cette expression désignait l'Empire britannique aux Indes.

¹⁰⁸ Colin C. Eldridge, *England's Mission : The Imperial Idea in the Age of Gladstone and Disraeli, 1868-1880*, *op.cit.*, chapitre 4.

Manchester, à savoir la paix universelle grâce à l'interdépendance économique¹⁰⁹. Il fallait donc préserver avant tout les conditions de l'expansion économique interne et externe dans la libre concurrence. La neutralité économique de l'Etat et la rigueur budgétaire constituèrent un thème récurrent du courant *gladstonien*. Aussi, la géopolitique ne devait-elle intervenir qu'à la marge afin de garantir le respect du libre-échange au niveau mondial. L'Empire n'était plus un préalable à la puissance. Une « petite Angleterre »¹¹⁰ pouvait être aussi efficace que le grand Empire britannique pour dominer le monde.

Malgré les critiques de plus en plus alarmantes de ses détracteurs, cette lecture libérale des relations internationales résista jusqu'en 1914. Le parti *Tory*, lui-même, rechigna longtemps avant d'adopter une position claire contre le principe du libre-échange universel. Malgré sa tradition impérialiste et la rhétorique de ses *leaders* appelant à la nécessité de maintenir et de consolider les liens avec l'Empire, le Parti conservateur attendit le début du XX^e siècle pour proposer une politique cohérente susceptible de protéger le marché interne. Pendant les années 1880, Salisbury évita, autant que faire se peut, de soutenir le mouvement de la *Fair Trade League*, qui fut le premier véritable courant politique à remettre en cause le libre-échange¹¹¹, appelant à prendre des mesures de rétorsion en réponse aux mesures protectionnistes des pays concurrents. En accusant le capital financier d'être responsable du déclin agricole et industriel du pays, la *Fair Trade League* affaiblit ses liens avec le Parti conservateur, très proche de la *City*¹¹².

Le principe de l'unité économique impériale, proposé par Chamberlain pendant la campagne qu'il mena contre le libre-échange¹¹³, de 1903 à 1906, peut donc être considéré comme la première tentative des *Tories* pour remédier aux causes du recul économique, notamment industriel, du Royaume-Uni. La suprématie industrielle britannique était, en effet, fortement remise en question. Chamberlain prôna donc l'idée

¹⁰⁹ Gladstone était convaincu que le rôle du Royaume-Uni était d'encadrer l'économie mondiale dans de telles conditions.

¹¹⁰ Cette idée s'inspire de la vision de Richard Cobden. Voir Oliver McDonagh, « The Anti-Imperialism of Free Trade », *Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 489-501.

¹¹¹ Pendant cette période, la remise en question du libre-échange était synonyme d'un suicide politique. Andrew N. Porter, « Lord Salisbury, Foreign Policy and Domestic Finance, 1860-1900 », *op.cit.*

¹¹² John E. Tyler, *The Struggle for Imperial Unity, 1868-1895*, *op.cit.*, chapitre 6.

¹¹³ Ce principe était une remise en cause de l'orthodoxie économique régnant depuis les années 1850. Mais il s'agissait aussi d'une pensée plus sophistiquée destinée à créer un front uni des patrons et des travailleurs. Cette pensée, qualifiée parfois d'impérialisme social, influença même les libéraux. Voir Richard J. Scally, *The Origins of the Lloyd George Coalition : The Politics of Social Imperialism, 1900-1918*, Princeton, Princeton University Press, 1975, 416 p.

d'un Empire de libre-échange, Empire protégé par une barrière douanière collective solide. Certes, la reprise de la croissance économique ne favorisa guère cette campagne¹¹⁴. Mais il nous semble que son échec¹¹⁵ était essentiellement dû à la remise en cause des intérêts d'une grande partie de l'aristocratie financière. En effet, d'un point de vue politique, cette campagne était destinée à assurer le soutien des régions industrielles du Nord au Parti conservateur. Ce rapprochement stratégique de l'intérêt des industriels fut perçu comme une menace contre l'aile aristocratique du Parti. Ainsi, le cercle se referma : la structure économique condamnait *de facto* le Royaume-Uni à devoir très prochainement défendre sa place dans un monde multipolaire.

Pour étayer ce dernier point, il est nécessaire d'apprécier à leur juste valeur les changements spectaculaires qui eurent lieu après 1870. La rigueur budgétaire était jusqu'à cette date le fruit d'une suprématie géopolitique peu coûteuse. En œuvrant pour conserver l'équilibre imposé depuis le congrès de Vienne, Londres pouvait se permettre de négliger ses dépenses militaires et navales. Le libre-échange permit ensuite au secteur privé d'assurer au Royaume-Uni un poids économique déterminant. Mais l'équilibre des forces imposé à l'Europe depuis 1815 devint de plus en plus précaire. L'unité allemande, puis l'instauration de l'Empire germanique donnèrent naissance à une puissance économique et militaire capable de dominer le continent européen et de rivaliser avec le Royaume-Uni. Londres devait donc agir plus activement si elle voulait préserver sa suprématie géopolitique. Selon Robinson et Gallagher, cette nécessité d'agir constitue le signe du début du déclin.

Au niveau financier, cette interprétation est difficilement contestable. La défense de la *Pax Britannica* allait coûter de plus en plus cher. Or en l'absence de tarifs douaniers, les recettes de l'Etat dépendaient essentiellement des impôts. En optant pour une taxation directe plus élevée, les libéraux tentèrent de préserver les intérêts de leurs alliés industriels. Rappelons ici que les revenus rentiers, notamment ceux de la finance, étaient plus importants que les bénéfices de l'industrie¹¹⁶. L'aristocratie financière devint donc la victime principale de ce choix. Avec le déclin de l'agriculture, elle se

¹¹⁴ Pour plus de détails sur les conditions qui condamnèrent à l'échec la campagne de Chamberlain, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914, op.cit.*, pp. 219-220.

¹¹⁵ La division du Parti conservateur à propos de cette question conduisit à deux défaites électorales successives en 1906 et en 1910.

¹¹⁶ Avner Offer, « Empire and Social Reform : British Overseas Investment and Domestic Politics, 1908-1914 », *Historical Journal*, vol. 26, n° 1, mars 1983, pp. 119-138.

trouva obligée de faire face aux augmentations successives des impôts sur le revenu¹¹⁷. Ce facteur réduisit encore le lien entre le Parti libéral et l'aristocratie. Au contraire, les conservateurs tenaient à partager le fardeau fiscal en utilisant l'option des impôts indirects¹¹⁸. La finance craignait, par-dessus tout, une fuite massive de capitaux, si la pression fiscale de l'Etat devenait trop pesante.

Contrairement à ce que l'on pouvait attendre, cette inquiétude fiscale rapprocha, de fait, les positions des deux partis. Le débat se concentra, en effet, sur le moyen de maintenir l'équilibre budgétaire dans un contexte géopolitique moins favorable, sans réellement aborder la question fondamentale des limites du libre-échange. Politiquement et électoralement, ce sujet constituait presque un tabou. Ainsi, les solutions proposées par les uns et par les autres ne pouvaient répondre durablement à l'ampleur des défis. En défendant coûte que coûte le libre-échange, le courant libéral commit, selon nous, une grave erreur d'appréciation, puisqu'il privilégia ainsi des intérêts privés économiques au détriment de l'intérêt national stratégique. En optant pour une politique timide et hésitante, le courant conservateur ne fut guère plus efficace. La Grande-Bretagne se laissa ainsi entraîner dans une sorte d'inertie stratégique, en n'agissant que sous la pression de l'urgence d'événements extérieurs qu'elle ne maîtrisait pas.

Dès lors, dans une certaine mesure, la primauté des antagonismes économiques internes pesa négativement sur la politique extérieure. Londres semblait déterminée à préserver la stratégie géopolitique qui était la sienne depuis 1815. Mais, en même temps, elle n'était pas prête à assumer les coûts économiques et financiers qu'une telle stratégie impliquait dans un contexte de rivalités interrégionales croissantes.

A ce niveau, nous pouvons dire que le malaise stratégique britannique après 1870 vint essentiellement du fait que la géoéconomie sembla échapper à la géopolitique. Convaincu de la suprématie du libre-échange et de la durabilité de la puissance de son pays, l'homme politique britannique confondit l'intérêt national avec les besoins de ses forces économiques principales, notamment la finance. Tant que la suprématie

¹¹⁷ Pour financer l'effort militaire, le gouvernement libéral concentra, après 1906, sa politique fiscale sur les revenus rentiers, notamment de l'aristocratie. Bentley B. Gilbert, « David Lloyd George : Land, the Budget and Social Reform », *The American Historical Review*, vol. 81, n° 5, décembre 1976, pp. 1058-1066.

¹¹⁸ Malgré les différentes positions, nous trouvons ici un consensus sur la nécessité stratégique d'augmenter les dépenses militaires. Les dirigeants politiques, indépendamment de leurs appartenances idéologiques, prirent donc conscience que Londres ne pouvait plus compter sur sa suprématie bon marché d'autrefois. Voir Bernard Semmel, *Liberalism and Naval Strategy : Ideology, Interest and Sea Power during the Pax Britannica*, *op.cit.*

britannique était acquise, il n'avait guère lieu de les distinguer. La nouvelle donne géopolitique imposait, en revanche, de redéfinir les priorités et d'en assumer les coûts. Sous l'impulsion du capital financier, la géoéconomie cessait de jouer le rôle d'instrument de la stratégie nationale pour viser à devenir son objectif.

Il en résulta un changement crucial dans la politique internationale de Londres. En s'obstinant à préserver le système mondial du libre-échange malgré les mesures protectionnistes imposées par ses concurrents, la Grande-Bretagne gratifia ses rivaux d'une longueur d'avance inespérée¹¹⁹. Mais en hésitant à revoir ses rapports avec l'Allemagne, devenue la première puissance continentale, Londres dérogea au principe de l'équilibre des forces sur lequel elle avait bâti sa suprématie. Le dérapage géoéconomique semblait, en l'occurrence, avoir réalisé ce que la géopolitique s'obstinait à éviter : des alliances durables non pragmatiques susceptibles, à terme, de nuire à la puissance britannique.

Ce point fera l'objet des deux prochains chapitres. On se contentera ici de d'indiquer que les intérêts économiques empêchèrent le décideur britannique d'évaluer à sa juste valeur la menace allemande et de redéfinir, à la lumière de cette nouvelle donne, la stratégie adéquate pour préserver l'équilibre des forces continentales. En reconduisant les mêmes relations avec les différentes puissances continentales, en particulier Paris, Berlin et Saint-Petersbourg, Londres opéra, paradoxalement et à son insu, une rupture fondamentale par rapport à sa politique étrangère au cours du XIX^e siècle.

Les limites de la géoéconomie ainsi atteintes poussèrent à un sursaut géopolitique aussi bien dans la pratique qu'en théorie. L'enjeu du pétrole constitua l'un des principaux exemples de cette révision stratégique. L'apparition des analyses géopolitiques classiques¹²⁰ constitua la suite académique logique du renouveau.

¹¹⁹ Jean-Pierre Dormois, *La Défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, op.cit., pp. 112-117.

¹²⁰ Dans son article principal, « The geographical pivot of history », publié en 1904 dans le *Geographical Journal*, Halford Mackinder soutint l'existence d'un pivot terrestre du monde constamment en rivalité avec les autres espaces. Cette analyse peut être interprétée comme une théorisation de la stratégie britannique du XIX^e siècle. Si le Royaume-Uni voulait maintenir sa position, il devait œuvrer pour neutraliser le pivot terrestre du monde. Le laisser-faire était donc une méthode désastreuse.

2. Remise en cause du libre-échange

Malgré les réticences des forces économiques influentes au sein de toutes les institutions de décision, qui poussèrent les gouvernements successifs, aussi bien libéraux que conservateurs, à l'hésitation et à la prudence, il était évident que la rationalité géopolitique était lentement en train de reprendre le dessus. L'inquiétude concernant le déficit commercial, notamment pendant les périodes caractérisées par des importations très importantes à la fin des années 1870 et au début des années 1900, était associée à la montée d'une hostilité contre le libre-échange. L'importance de l'Empire pour la puissance britannique fraya ainsi son chemin dans le débat politique national. Elle trouva peut-être sa première expression dans la vive réaction que suscita la réduction, par le gouvernement Gladstone, des dépenses en faveur des colonies¹²¹. Des voix alarmées s'élevèrent alors pour dénoncer cette politique, sans pour autant aboutir à un mouvement uni pour un projet alternatif.

Ces inquiétudes se justifiaient à la lumière de la nouvelle donne géopolitique. La dépendance britannique dans un domaine aussi crucial que l'agriculture ne permettait plus de relâcher la pression stratégique sur les colonies. Le libre-échange ne pouvait, à lui seul, représenter une garantie durable pour la géopolitique britannique.

Par ailleurs, les prouesses économiques, l'abondance des ressources géographiques et l'importance du potentiel démographique de puissances comme l'Allemagne et les Etats-Unis représentaient autant de risques sérieux pour les intérêts britanniques directs dans leurs possessions extérieures. Les craintes émanaient essentiellement des hommes politiques bien informés des subtilités des relations internationales ou impliqués dans les affaires des colonies. Avec le début de la crise économique pendant les années 1870, la renaissance des systèmes protectionnistes consolida ces craintes¹²². Conjugué à des ambitions colonialistes de plus en plus affichées, le protectionnisme germanique était présenté comme la preuve du caractère éphémère de la victoire du libéralisme économique international. Soutenu par l'Etat, l'industrie allemande devenait capable d'entraver la concurrence loyale en pratiquant le

¹²¹ Pour plus d'informations sur cette décision et la réaction qu'elle suscita, voir Colin C. Eldridge, *England's Mission : The Imperial Idea in the Age of Gladstone and Disraeli, 1868-1880*, *op.cit.*, chapitres 4 et 5.

¹²² Malgré l'orientation fortement libre-échangiste de la pensée économique au XIX^e siècle, le libre-échange ne fut qu'une parenthèse dans l'histoire du commerce international. Voir Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1999, p. 31-81.

*dumping*¹²³. Face à cette nouvelle stratégie, le principe du libre-échange universel redevint chimérique.

Le Royaume-Uni devait donc compter sur ses propres moyens pour préserver sa position. Or le potentiel économique et stratégique des nouveaux concurrents, notamment les Etats-Unis, n'était comparable, côté britannique, qu'aux ressources de l'Empire. Dans la mesure où la libération du commerce mondial venait à être compromise, Londres ne pouvait que se replier sur ses colonies, réservoirs et déversoirs¹²⁴, afin d'assurer la continuité de son développement capitaliste. Les ambitions colonialistes de l'Allemagne, de plus en plus évidentes depuis la victoire contre la France, alimentèrent la peur de la désintégration de l'Empire britannique au profit de ses concurrents.

Ces craintes, qui allaient grandissant, gagnèrent tout d'abord le Parti *Tory*. On en trouve déjà l'écho dans la campagne électorale menée victorieusement par Disraeli en 1873¹²⁵. Selon lui, une autonomie relative des colonies de peuplement serait bénéfique à condition qu'elle soit associée à un vaste plan de consolidation de l'Empire :

Cette politique nécessite l'instauration de tarifs douaniers impériaux, l'assurance pour le peuple anglais de continuer de profiter des terres sans propriétaire qui appartiennent au Roi en tant que leur garant, et l'introduction d'un code militaire qui définira clairement les moyens et les responsabilités qui permettront, le cas échéant, à notre pays de s'assurer du soutien de ses colonies. Une telle autonomie devra, de plus, être accompagnée par l'instauration d'organes représentatifs installés dans la métropole afin de garantir une communication constante et durable avec le gouvernement de Sa Majesté¹²⁶.

Par cette prise de position sans ambiguïté, Disraeli manifestait son attachement économique, politique et militaire à l'Empire. En s'exprimant de la sorte, il reprochait implicitement à ses adversaires libéraux d'avoir sciemment affaibli les liens entre la

¹²³ Les *Konzern*, grandes entreprises soutenues par l'Etat central, pouvaient réaliser un gain de productivité que les entreprises familiales ne permettaient guère.

¹²⁴ Cette distinction met l'accent sur les rôles économiques complémentaires joués par les différentes colonies pour satisfaire les besoins de la métropole en matières premières ou pour garantir des débouchés pour les produits finis de l'industrie.

¹²⁵ Freda Harcourt, « Disraeli's Imperialism, 1866-1868 : A Question of Timing », *Historical Journal*, vol. 23, 1980, pp. 87-109.

¹²⁶ « It ought to have been accompanied by an Imperial tariff, by securities for the people of England for the enjoyment of the unappropriated lands which belong to the sovereign as their trustee and by a military code which shall have precisely defined the means and responsibilities by which, if necessary, the country should call for aid for the colonies themselves. It ought further to have been accompanied by the institution of some representative council in the metropolis which should have brought the colonies into constant and continuous communications with the Home Government. », Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, op.cit., p. 207. Selon Cain et Hopkins, ce passage résume les principaux axes des négociations entre Londres et ses colonies jusqu'en 1914.

Mère patrie et ses colonies¹²⁷. Leur vision libérale des relations internationales pouvait constituer un danger pour la position mondiale de la Grande-Bretagne puisqu'elle risquait, à terme, de la priver d'un pilier de sa puissance. Au sein du Parti *Tory*, l'Empire redevint ainsi un enjeu fondamental pour la politique étrangère de Londres. Depuis Disraeli, les conservateurs prônaient, en effet, une politique impériale à double moteur : un rapprochement économique avec les colonies de peuplement d'une part, une agressivité militaire vis-à-vis de l'Afrique et de l'Asie d'autre part¹²⁸.

Le Parti *Whig*, quant à lui, tout particulièrement son aile liée aux intérêts de l'industrie, commençait à douter de la réalité de la suprématie économique britannique. Les libéraux n'échappaient donc pas aux craintes concernant la tournure que prirent les relations internationales après 1870. Ils modérèrent en conséquence leur stratégie du laisser-faire vis-à-vis de la question coloniale. La prudence des positions des deux partis sur la question du libre-échange, analysée dans la section précédente, était de nature à rapprocher leurs politiques, non seulement sur les questions économiques, mais aussi au niveau géopolitique. En insistant sur la domination économique britannique dans ses relations avec ses colonies, le Parti libéral était prêt à réenvisager ses priorités si cette domination venait à être remise en cause. Rosebury, successeur de Gladstone à la tête du Parti *Whig*, maintint, pendant les années 1890, la politique d'agressivité en Afrique¹²⁹.

Il va sans dire que les ambitions impériales des conservateurs étaient encore moins ambiguës. Leur base financière était de plus en plus attachée à l'Empire à travers ses investissements, notamment dans les chemins de fer. D'autres part, et bien que ce ne fût point la ligne générale du Parti *Tory*, un certain nombre de dirigeants et d'intellectuels conservateurs évoquèrent, dès les années 1880, le principe de la préférence impériale comme concurrent du principe de libre-échange universel et

¹²⁷ Gladstone était particulièrement visé par cette critique. Pour la rivalité entre Disraeli et Gladstone, voir Richard Aldous, *The Lion and the Unicorn : Gladstone vs. Disraeli*, New-York, Norton, 2007, 368 p.

¹²⁸ Il est nécessaire de préciser qu'indépendamment des couleurs politiques du gouvernement en place, la Grande-Bretagne ne pouvait guère demeurer passive vis-à-vis de la course coloniale en Afrique, *The Scramble for Africa*, qui secoua les relations internationales dès les années 1880. Mais la peur de Salisbury était de se trouver obligé de s'engager dans une longue guerre avec une puissance européenne. Ses craintes se portaient essentiellement sur la Russie et ses ambitions autour des détroits. Il maintint donc de bonnes relations avec Berlin, dont les intérêts ne lui semblaient pas fondamentalement opposés à ceux de Londres. Voir Andrew Roberts, *Salisbury : Victorian Titan*, Londres, Phoenix Press, 2000, p. 433. En maintenant les anciennes rivalités, Salisbury opéra à son insu, un changement fondamental dans la stratégie britannique de l'équilibre des forces. Voir *supra*, pp. 46-57 et *infra*, chapitre 4 de ce travail.

¹²⁹ Peter Stansky, *Ambitions and Strategies : The Struggle for Leadership of the Liberal Party in the 1890's*, Oxford, Clarendon Press, 1964, chapitres 1 et 2.

soutinrent, en conséquence, la *Fair Trade League*¹³⁰. Celle-ci lança, dès les années 1870, une campagne de critiques contre les structures économiques existantes, affirmant que l'investissement direct à l'étranger était à l'origine du retard agricole et du ralentissement industriel britannique. En encourageant les importations, cet investissement accroissait, selon la *Fair Trade League*, la concurrence étrangère et produisait du chômage au pays. La *Fair Trade League* milita donc pour imposer des tarifs douaniers comme mesure de rétorsion contre le protectionnisme des rivaux de la Grande-Bretagne. Elle visait particulièrement l'Allemagne. En favorisant le commerce impérial, Londres pouvait à la fois consolider ses liens avec ses principales colonies et assurer la prospérité de son industrie.

Ce projet semblait contenir tous les arguments susceptibles de contrer la théorie libérale qui commençait à montrer ses limites. Et pourtant, ce ne fut guère le cas. Aux raisons électoralistes de l'échec de la *Fair Trade League*, raison que nous avons déjà explicitées, il faut également ajouter la division des industriels sur la question du protectionnisme. Les *leaders* des secteurs qui ne subissaient qu'à la marge la concurrence internationale, comme le textile, et ceux des secteurs qui profitaient de la baisse des prix des produits semi-finis, à l'instar des constructeurs de navires qui se réjouissaient de l'abondance de l'offre de l'acier, campèrent sur des convictions fermes en faveur du libre-échange¹³¹. Tout en défendant l'orthodoxie économique, ils estimaient que le remède était, non pas d'isoler l'économie britannique du monde, mais de réduire encore davantage les salaires afin de continuer le processus de spécialisation industrielle, fondée sur la libéralisation des échanges.

Au début du XX^e siècle, Chamberlain reprit, plus ou moins, l'argumentaire de la *Fair Trade League*, mais il le fit dans un contexte politique plus favorable. La suprématie industrielle britannique était nettement devenue sujette à caution. Soutenu par une partie importante des industriels, Chamberlain alla jusqu'à proposer un système de protection global de la Grande-Bretagne et de son Empire¹³². Une partie de l'aristocratie, constituée par les partisans de l'expansion impériale, soutint, pour des

¹³⁰ John E. Tyler, *The Struggle for Imperial Unity, 1868-1895*, *op.cit.*

¹³¹ Andrew J. Marrison, « Businessmen, Industries and Tariff Reform in Britain, 1903-1930 », *Business History*, vol. 25, 1983, pp. 148-178.

¹³² La protection du marché britannique semblait être politiquement plus acceptable que l'idée de l'unité impériale. Voir Andrew J. Marrison, « The Development of a Tariff Reform Policy during Joseph Chamberlain's First Campaign, May 1903-February 1904 », *op.cit.*

raisons fiscales, ce programme. Pour accroître les recettes de l'Etat, les tarifs douaniers étaient préférables aux impôts directs.

D'un point de vue stratégique, ce projet peut être considéré comme la première tentative géopolitique sérieuse pour préserver la position britannique. Il exprima clairement son inquiétude concernant l'avenir de la puissance stratégique de la Couronne dès 1890.

Bien que l'Angleterre ait été naguère la plus grande nation industrielle, sa population travaille aujourd'hui de plus en plus dans les secteurs financiers, dans la distribution, dans les services locaux et d'autres activités similaires. Cette situation assure plus de revenus que jamais. Cela peut signifier plus d'argent, mais cela signifie, à coup sûr, moins d'hommes ; cela peut signifier plus de richesse, mais cela signifie moins de bien-être. Indépendamment de son effet immédiat, je pense donc qu'il vaut la peine d'examiner les conséquences à long terme de cette situation, qui risque de conduire à la destruction de tout ce que ce pays possède de plus cher, de tout ce qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui, de tout ce qui a garanti notre puissance et notre prestige dans le monde. Qu'advient-il de tout cela, si nous sombrons dans le marais des Pays-Bas, qui sont riches, plus riches qu'ils ne l'ont jamais été, mais qui, pourtant, n'ont aucun poids dans le monde¹³³.

Si l'on adhère à ce point de vue, la domination grâce à la finance ne pouvait durer. En se contentant de sa suprématie dans le secteur tertiaire, Londres encourait le risque de perdre toute influence internationale. Néanmoins, compte tenu de l'exploitation à grande échelle des ressources propres de la métropole, l'avenir de l'industrie se situait dans l'Empire avec son vaste potentiel géographique et démographique. Jouissant d'une marge de croissance infiniment plus importante que la Mère patrie, les colonies demeuraient l'unique moyen d'assurer la durabilité de la position britannique dans le monde.

Une plus grande intégration économique impériale, fût-elle imposée par l'Etat central, était, aux yeux de Chamberlain, nécessaire pour assurer la sécurité de l'importation des matières premières et de l'accès aux marchés de la consommation. Alors ministre des Colonies, il proposa donc, dès 1896, une unité tarifaire de l'Empire, destinée à faire face aux concurrents. Cette idée devint ensuite un pilier de sa campagne pour la réforme tarifaire. Elle suscita, néanmoins, une vive réaction aussi bien en

¹³³ « Whereas at one time England was the greatest manufacturing country now its people are more and more employed in finance, in distribution, in domestic service and in other occupations of the same kind. That state of things is consistent with ever increasing wealth. It may mean more money but it means less men. It may mean more wealth but it means less welfare; and I think it worthwhile to consider - whatever its immediate effects may be - whether this state of things may not be the destruction ultimately of all that is best in England, all that has made us what we are, all that has given us our power and prestige in the world ; whether it will not be bad for these qualities if we sink into the position of Holland which is rich - richer than it ever was before - but still an inconsiderable factor in the world. » Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914, op.cit.*, p. 211.

métropole qu'aux colonies. Ces dernières, ayant récemment joui d'une large autonomie dans leur gestion aussi bien économique qu'administrative, reçurent avec inquiétude ce programme clairement destiné à rétablir le principe de la priorité de l'intérêt de la métropole. L'Empire uni voulu par Chamberlain était perçu comme le moyen de protéger l'industrie britannique aux dépens des colonies.

Mais la résistance la plus intense que rencontra la campagne émana de la métropole. Les critiques des libéraux, parfaitement compréhensibles compte tenu de leurs convictions, étaient l'élément le moins inquiétant pour Chamberlain. L'échec vint essentiellement de l'intérieur du Parti conservateur. En défendant les intérêts du second secteur, Chamberlain risquait de transférer le centre de gravité du parti des services à l'industrie. L'unité impériale devait également limiter le caractère international de l'investissement britannique et réduire, en conséquence, les revenus invisibles du capital financier. Perçue comme une attaque détournée contre les intérêts de l'aristocratie financière, la campagne était vouée à l'échec. Jamais Chamberlain ne réussit à convaincre, non seulement le capital financier, mais aussi un nombre suffisant d'industriels que l'exportation des capitaux constituait une véritable menace pour l'avenir de l'industrie de la Grande-Bretagne¹³⁴. Face à l'argument principal de ses rivaux, affirmant que l'unité économique impériale ne pouvait que protéger les industries en difficulté et entraver ainsi toute évolution technologique, il se trouva réduit au silence¹³⁵.

Par conséquent, la géoéconomie l'emporta de nouveau. Malgré la tentative de Chamberlain, la politique économique globale et les structures qui la forgeaient survécurent jusqu'en 1914. Après leur défaites électorales de 1906 et 1910, les conservateurs abandonnèrent définitivement le projet de l'unité impériale. Celui-ci n'avait en réalité aucune chance d'aboutir. Non seulement il allait à l'encontre de la force économique la plus déterminante, à savoir la finance, mais il manquait surtout d'envergure. Le protectionnisme, à lui seul, ne pouvait pas préserver la suprématie britannique. Une intervention plus importante de l'Etat, prenant exemple sur l'Allemagne¹³⁶, semblait nécessaire pour combler l'important retard déjà enregistré au

¹³⁴ Il serait utile d'insister sur la volonté de Chamberlain de mettre l'accent sur les conséquences à long terme du recul industriel sur la puissance britannique. C'est cet aspect qui inscrit ce discours dans le champ d'application de notre définition de la géoéconomie.

¹³⁵ Pour une confrontation des arguments pour et contre la réforme proposée par Chamberlain, voir Peter J. Cain, « Political Economy in Edwardian England : The Tariff Reform Controversy », *op.cit.*

¹³⁶ Voir chapitre 4 de ce travail.

tournant du siècle. Il s'agissait d'un risque politique que Chamberlain lui-même n'aurait jamais osé prendre.

Jusqu'en 1914, les deux partis demeurèrent, pour ainsi dire, unis sur la défense du fondement financier et du caractère international de l'économie britannique. L'unique tentative sérieuse pour la régénération industrielle par le biais de l'Empire échoua et ne laissa derrière elle que des appels de plus en plus urgents pour instaurer des tarifs douaniers. Ceux-ci, loin d'exprimer une vision globale et stratégique pour le maintien de la position britannique dans le monde, représentaient plutôt une solution *ad hoc* afin de répondre aux besoins de plus en plus pressants de recettes publiques. Allant grandissant, l'effort militaire coûtait, en effet, de plus en plus cher à l'Etat.

Le mérite durable de la campagne de Chamberlain résidait, non pas dans ses réalisations, mais dans le simple fait de son entreprise. Elle rappela, à point nommé, que la politique du libre-échange absolu pouvait condamner l'industrie au même sort que l'agriculture. En remettant en question l'orthodoxie économique, Chamberlain représenta un retour significatif vers la géopolitique. Vu sous l'angle des rivalités partisans, le résultat de cette entreprise constitua une victoire sans appel pour la géoéconomie. Une analyse plus profonde permettrait de nuancer l'échec de la tentative de Chamberlain. Sa campagne marqua un tournant extrêmement important dans la redéfinition des priorités de la politique internationale de Londres. Même si ses méthodes étaient décriées, Chamberlain pouvait se féliciter en constatant que plusieurs de ses principes, notamment l'importance de l'Empire et les limites du libre-échange absolu, étaient progressivement adoptés, consciemment ou inconsciemment, par la classe politique britannique dans son intégralité.

Chapitre Quatrième L'intérêt national à l'épreuve de la nouvelle donne géoéconomique, 1882-1914

Introduction

D'un point de vue géopolitique, il est incontestable que les ennemis potentiels de la Grande-Bretagne, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, étaient la France et la Russie. Les rivalités anglo-françaises autour de l'Égypte, du Maroc et du Soudan offraient un exemple significatif de la concurrence qui existait entre les impérialismes britannique et français¹. Il convient de préciser que ces conflits n'étaient ni circonstanciels ni marginaux. La rivalité autour de l'Égypte dura pendant près d'un siècle. On peut même aller jusqu'à dire qu'elle ne s'est jamais arrêtée depuis l'entreprise napoléonienne. Elle culmina naturellement avec l'entrée en service du canal de Suez². Au Maroc aussi, l'enjeu était colossal : la maîtrise du détroit de Gibraltar, point maritime nodal entre la Méditerranée et l'Atlantique³. En Afrique, l'axe britannique nord-sud croisa l'axe français est-ouest à Fachoda⁴, mettant ainsi les deux pays au bord de l'affrontement militaire.

¹ La France, avec ses trois façades maritimes, constituait une rivale potentielle pour la suprématie navale britannique. Les conflits entre Londres et Paris ne furent durablement résolus qu'après la conclusion de l'Entente cordiale de 1904. Voir Pierre Guillen, « The Entente of 1904 as a Colonial Settlement », in Prosser Gifford et William R. Louis (eds.), *France and Britain in Africa*, New Haven, Yale University Press, 1971, pp. 333-368.

² La littérature concernant l'histoire du canal de Suez est très abondante. Voir, par exemple, Edmond Morand, *Le Canal de Suez et l'Histoire extérieure du second Empire*, Paris, Eugène Figuière, 1936, 123 p. Pour une Etude plus récente qui expose les difficultés politiques, économiques et financières de la réalisation du projet du canal, voir Bent Flyvbjerg, Nils Bruzelius, et Werner Rothengatter, *Megaprojects and Risk : An Anatomy of Ambition*, *op.cit.* Voir également, Caroline Piquet, *Histoire du canal de Suez des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 2009, 372 p.

³ Philippe Chassaing, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2003, 319 p.

⁴ Paul Webster, *Fachoda : la bataille pour le Nil*, Paris, Félin, 2001, 233 p.

Quant à la Russie, elle ne cessa pas de s'étendre vers le sous-continent indien, menaçant, à travers ses frontières sud, le Golfe persique, point stratégique crucial sur la route des Indes⁵. Vers le nord, l'impérialisme tsariste, malgré son relâchement après la Guerre de Crimée, s'efforça de profiter de son influence en Serbie, pour atteindre les mers chaudes de l'Adriatique et de la Méditerranée⁶. Le rapprochement entre Paris et Saint-Pétersbourg pendant les années 1890⁷ ne pouvait qu'augmenter les craintes de Londres quant à la menace qui pesait sur sa position dominante, notamment en Méditerranée. Pendant la guerre russo-japonaise, le soutien britannique au Japon faillit entraîner le Royaume-Uni dans un double conflit contre Saint-Pétersbourg et contre Paris⁸.

Parallèlement, l'Allemagne ne représentait aucune menace territoriale pour la Grande-Bretagne. Le congrès de Berlin confirma le manque d'ambition coloniale de Bismarck⁹. Depuis 1871, le chancelier allemand était satisfait du maintien du *statu quo* en Europe. Malgré ces données, c'est contre l'Allemagne que Londres orienta sa politique. La montée en puissance de l'économie germanique coïncidait avec des changements technologiques révolutionnaires. Contrairement à la situation allemande, le mode d'investissement britannique, tourné vers l'espace international, ne permettait pas de garantir un renouveau industriel interne. L'avance allemande dans les

⁵ Durant le XIX^e siècle, la politique britannique vis-à-vis de la Russie se structura autour de deux axes principaux qui constituèrent le champ d'application de ce qu'on appela le Grand Jeu : en Asie centrale, l'objectif était d'empêcher Saint-Pétersbourg de s'étendre au Caucase et en Iran ; dans les Balkans, le but était de bloquer l'accès russe à la Méditerranée. Voir Jacques Sapir, Jacques Piatigorsky *et al.* *Le Grand Jeu, enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, Paris, Autrement, 2009, 252 p. Pour un exemple concernant l'importance que représentait le Golfe persique aux yeux des dirigeants britanniques au début du XX^e siècle, voir le discours du Lord Lansdowne, *Foreign Secretary Lord Lansdowne, 3 mai 1903, Parliamentary Debates, House of Lords*, 4th series, vol. CXXI, 1903, col. 1348.

⁶ A l'exception de la guerre de Crimée, Londres évita l'affrontement militaire avec Saint-Pétersbourg. Les paragraphes qui suivent donneront les raisons économiques et fiscales de ce phénomène. En effet, la rivalité anglo-russe au XIX^e siècle se manifesta à travers des conflits indirects, comparables à la Guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique après 1947. Pour une théorisation de cette tradition dans les relations internationales, voir Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette Littérature, 2000, 273 p.

⁷ Ce facteur poussa Londres à considérer la possibilité d'un rapprochement avec Berlin. Voir G. W. Monger, *The End of Isolation : British Foreign Policy, 1900-1907, op.cit.*, chapitre 2.

⁸ Gérard Piouffre, *La Guerre russo-japonaise sur mer : 1904-1905*, Nantes, Marines, 1999, 320 p. La victoire japonaise consolida la peur du « péril jaune » dans tous les pays européens. Voir à ce propos Régis Poulet, « Le péril jaune », *La Revue des ressources*, 06/07/2010, <http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article499> (consulté le 30/08/2010)

⁹ Conférence diplomatique tenue à Berlin, du 13 juin au 13 juillet 1878, par les représentants des puissances européennes, afin de réviser les termes du traité de San Stefano, signé entre Saint-Pétersbourg et Constantinople le 3 mars 1878, traité qui conclut la guerre russo-turque aux Balkans en accordant une position prépondérante à la Russie dans cette région. Bismarck se positionna comme médiateur tentant de réconcilier les ambitions des différents Empires, notamment celles de Saint-Pétersbourg, de Londres et de Vienne.

technologies de la deuxième révolution industrielle donna ainsi une dimension stratégique à la rivalité économique naissante.

Dans les pages qui suivent, nous nous efforcerons de mettre en lumière les ressorts stratégiques de la rivalité économique entre Londres et Berlin. Nous analyserons les raisons pour lesquelles cette rivalité économique ne pouvait pas, contrairement aux idées reçues, se régler par un accord diplomatique. En comparant les relations entre les principales puissances impériales de l'époque, nous essaierons de prouver qu'une concurrence économique peut avoir des conséquences stratégiques plus importantes qu'une hostilité territoriale.

I. Redéfinition de la suprématie britannique : nouveau modèle économique allemand et fracture stratégique

1. Traditions fiscales de la *Pax Britannica*

La force britannique, pendant les trente années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, résidait, en quelque sorte, dans sa fragilité. Elle ne possédait ni les richesses naturelles, ni le marché interne, ni la profondeur géographique, nécessaires pour pouvoir progresser indépendamment de son environnement mondial. Son objectif principal était donc de préserver, par tous les moyens, le libre-échange. Celui-ci dépendait essentiellement de la durabilité de la paix mondiale. La structure économique, organisée autour de la *City*, risquait de connaître un sérieux revers, si la stabilité politique internationale venait à être remise en question.

L'orthodoxie économique et fiscale¹⁰, refusant tout interventionnisme public dans l'économie, entraîna la faiblesse relative de l'armée britannique. Assurées par une taxation minimale, les recettes de l'Etat ne permettaient pas d'entretenir une force

¹⁰ Lorsqu'il était chancelier de l'Echiquier, Gladstone, grand défenseur de cette orthodoxie, dut emprunter massivement pour faire face aux dépenses de la Guerre de Crimée. Les conséquences qu'entraîna cette méthode, affectèrent durablement ses convictions en matière de politique intérieure. Voir Olive Anderson, *A Liberal State at War : English Politics and Economics in the Crimean War*, *op.cit.*, chapitres 3 et 4.

militaire suffisante, compte tenu des responsabilités mondiales du pays¹¹. Par conséquent, l'affrontement militaire avec une puissance, fût-elle régionale, était considéré comme l'ultime recours. Ce remède, expérimenté au milieu du XIX^e siècle, pendant la Guerre de Crimée, représentait un danger économique grave¹². Compte tenu de l'enracinement des traditions fiscales britanniques, tout effort militaire exceptionnel ne pouvait être financé que par l'emprunt public. Une telle solution risquait d'inquiéter le capital financier concernant l'avenir de la convertibilité de la livre et d'entraîner, par voie de conséquence, une fuite de métaux précieux à l'étranger. Seule l'augmentation des taux d'intérêt permettait d'éloigner ce danger, comme ce fut le cas pendant la Guerre des Boers¹³. L'activité économique ne pouvait qu'en être profondément pénalisée.

S'inspirant du cas britannique, Hobson alla jusqu'à estimer qu'à long terme, les puissances capitalistes seraient forcées d'accepter une sorte de pacifisme impérial¹⁴. Selon lui, les coûts exorbitants du militarisme moderne, combinés à l'influence de l'intérêt du capital dans la décision politique, obligeraient les grandes puissances à renoncer à la guerre et à remplacer la colonisation par un impérialisme conjoint, une cartellisation du colonialisme qui permettrait aux pays industrialisés de garantir la paix et d'exploiter collectivement les richesses du monde.

Avant la remise en question de sa suprématie, Londres comptait essentiellement sur sa force navale pour préserver la stabilité mondiale. Le capital financier soutenait cette orientation, puisqu'elle garantissait, outre la paix mondiale, la fluidité des échanges commerciaux. Cette tendance au libre-échange encourageait les autres pays industrialisés, généralement protectionnistes, à accepter la domination maritime britannique.

Mais, après 1882, cette suprématie à bon marché devint de plus en plus difficile à préserver. L'apparition de la concurrence allemande surgit au début du déclin relatif

¹¹ L'expansion des intérêts économiques à travers le monde ne rendait la menace de la guerre que plus dangereuse. Voir Paul. M. Kennedy, « Tradition of Appeasement in British Foreign Policy, 1865-1939 », *British Journal of International Studies*, octobre 1976, vol. 2, n° 3, pp. 195-215.

¹² L'élite expérimenta, en cette occasion, le danger que représentaient les dépenses militaires sur le système économique et financier. Voir Olive Anderson, *A Liberal State at War : English Politics and Economics in the Crimean War*, *op.cit.*

¹³ Clive Trebilcock, « War and the Failure of Industrial Mobilization 1899-1914 », in J. M. Winter, (ed.), *War and Economic Development*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975, pp. 139-164.

¹⁴ Peter. J. Cain, « International Trade and Economic Development in the Work of J.A. Hobson before 1914 », *History of Political Economy*, vol. 11, n° 3, 1979, pp. 406-424 ; « J.A. Hobson, Financial Capitalism and Imperialism in Late Victorian and Edwardian England », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 13, n° 3, 1985, pp. 1-27.

de l'industrie britannique. La détermination anglaise à protéger ses intérêts, notamment aux points maritimes stratégiques, tels que l'Égypte¹⁵ et surtout plus tard l'Afrique du Sud¹⁶, entraîna l'augmentation des coûts de la *Pax Britannica*. Progressivement, il parut évident que le système de taxation à l'intérieur du pays ne correspondait plus aux nécessités de la politique extérieure mondiale.

2. Vide géoéconomique et limites de l'influence britannique sur le modèle allemand

L'isolement de Londres, face au rapprochement franco-russe¹⁷ d'une part, et la Triple alliance germano-ostro-italienne¹⁸ de l'autre, posa, pour la première fois depuis le congrès de Vienne, la question de la réalité de l'influence britannique en Europe. Conjugué à la victoire militaire contre la France en 1870, le miracle économique allemand avait, en effet, mis fin à l'équilibre des forces continentales. La politique de Bismarck, visant à maintenir le *statu quo*, rendait inefficace le remède britannique du redressement de la balance, qui consistait à s'opposer à la force montante¹⁹. Après la création du Deuxième Reich en 1871, Berlin n'afficha pas de grandes ambitions territoriales²⁰. Les trois dernières décennies du XIX^e siècle furent consacrées au développement économique et à la création d'une infrastructure ferroviaire nationale moderne. Soutenue par l'Etat et protégée par des barrières douanières solides,

¹⁵ Anthony G. Hopkins, « The Victorians and Africa : A Reconsideration of the Occupation of Egypt, 1882 », *op.cit.* Cet article est une illustration du lien entre l'économie et la stratégie. Le canal de Suez ne représentait pas uniquement un point d'accès sur la route des Indes. Il était également un enjeu économique pour le capital financier britannique, les actions de la compagnie de Suez étant détenues majoritairement par les capitaux de la City.

¹⁶ Andrew Porter, « Britain, the Cape Colony, and Natal, 1870-1914 : Capital, Shipping and the Colonial Connexion », *The Economic History Review*, vol. 34, n° 4, novembre 1981, pp. 554-577.

¹⁷ Pour plus d'informations sur les causes et les conséquences du rapprochement franco-russe à la fin du XIX^e siècle, voir la thèse de Murielle Hanoun-Avice, *Les relations stratégiques franco-russes, 1892-1914*, Thèse de Doctorat en histoire, Université de Paris I, 2001.

¹⁸ Traité défensif signé le 20 mai 1882 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Il constitua un pas décisif dans l'isolement européen de la France. Dès cet instant, et malgré les limites de ses ambitions coloniales, Berlin semblait sur le point de dominer l'Europe.

¹⁹ Malgré la victoire allemande contre la France en 1870, Londres continuait à entretenir des relations amicales avec Berlin. Pour un exemple, voir John. A. S. Grenville, *Lord Salisbury and Foreign Policy : The End of the Nineteenth Century*, Londres, The Athlone Press, 1964, chapitre 7.

²⁰ Auréolé de la réalisation de l'unité et du prestige de ses victoires sur l'Autriche et sur la France, le Reich s'efforça de rassurer les puissances et ne s'engagea donc pas dans une politique d'annexions nouvelles. Le *statu quo* allemand se distinguait du *statu quo* britannique en ce sens qu'il correspondait à une consolidation de la base nationale de la puissance, condition cruciale pour la réalisation de la deuxième révolution industrielle.

l'industrie nationale émergente réalisa une véritable révolution technologique et organisationnelle.

Tableau 9

Parts de la production mondiale des produits manufacturés, 1870-1913.

	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1870	31.8 %	13.2 %	23.3 %
1881-1885	26.6 %	13.9 %	28.6 %
1896-1900	19.5 %	16.6 %	30.1 %
1913	14 %	15.7 %	35.8 %

Source : d'après Alan O'Day, (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, p. 36.

Tableau 10

Parts de la production mondiale de la fonte et de l'acier, 1875-1913.

	Fonte			Acier		
	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1875-1879	46.0 %	12.7 %	15.6 %	35.9 %	16.6 %	26.0 %
1885-1889	34.7 %	15.8 %	27.4 %	31.8 %	17.8 %	31.4 %
1895-1899	26.1 %	17.7 %	32.1 %	19.8 %	22.5 %	35.4 %
1900-1904	20.4 %	18.4 %	38.6 %	15.1 %	22.3 %	41.0 %
1905-1909	17.5 %	18.9 %	41.7 %	12.4 %	22.1 %	43.5 %
1910-1913	13.9 %	21.0 %	40.2 %	10.3 %	22.7 %	42.3 %

Source : d'après Alan O'Day, (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, p. 37.

Le début de la Grande Dépression de 1873 conduisit l'Allemagne à l'abandon progressif du libre-échange²¹. Piloté par Bismarck, l'Etat s'engagea massivement dans le développement économique. Afin de construire son appareil de production agricole et industrielle, l'Allemagne s'éloigna donc du modèle britannique. Entre 1850 et le début de la Grande Guerre, le produit national brut allemand fut multiplié par cinq²². Pendant cette même période, le produit national *per capita* augmenta de 250 %. La politique paternaliste bismarckienne permit à une large proportion de la population de profiter du progrès économique et réduisit ainsi le danger du radicalisme social²³.

Dans les industries anciennes, la production allemande rattrapa rapidement son retard. La création de grandes entreprises, grâce à une forte concentration de capitaux, permit de réaliser des gains substantiels de productivité²⁴. En 1890, l'Allemagne produisait 88 millions de tonnes de charbon, loin derrière la Grande-Bretagne qui en produisait 182 millions de tonnes. Mais vers 1910, la production charbonnière allemande, qui atteignait 219 millions de tonnes, avait réduit cet écart, puisque sa rivale britannique produisant 264 millions de tonnes. Le rythme de croissance de la production (150 % en Allemagne contre 45 % seulement au Royaume-Uni) est encore plus parlant.

Quant à la production d'acier allemande, qui profita du progrès des industries électriques et chimiques, elle surpassa la production britannique en multipliant par dix et plus son tonnage entre 1880 et 1900. Pour la fonte, jusqu'en 1890, la production britannique était presque deux fois plus importante que la production allemande. Cette tendance s'était totalement inversée en 1913²⁵. Ce progrès profita naturellement à l'infrastructure ferroviaire interne. Alors que la première expansion des chemins de fer allemands avait été entreprise dans les années 1840 et 1850 dans le cadre du *Zollverein*,

²¹ Henri Hauser, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, Paris, Armand Colin, 1916, 290 p.

²² Pour une étude globale du développement de l'Allemagne depuis l'unification, voir Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'Allemagne, 1870-1991*, Paris, Masson, 1992, 278 p.

²³ La législation sociale bismarckienne était la première de son genre en Europe. Trois lois essentielles furent votées : en 1883, loi d'assurance contre les maladies, en 1884, loi d'assurance contre les accidents et en 1889, loi d'assurance vieillesse. Il s'agissait, au moins en partie, d'une manœuvre politique pour désarmer les socialistes et pour s'assurer du soutien de la classe ouvrière. Mais son efficacité était beaucoup plus importante que les thèses de l'impérialisme social mises en place par Disraeli. Voir Freda Harcourt, « Disraeli's Imperialism, 1866-68 : a Question of Timing », *op.cit.* ; et Bernard Semmel, *Imperialism and Social Reform : English Social Imperialism, 1895-1914*, Londres, Allen and Unwin, 1960, 284 p.

²⁴ Jean-Pierre Dormois, *La Défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, *op.cit.*, pp. 163-165.

²⁵ Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, pp. 13-14.

Union douanière entre les différents Etats allemands²⁶, le soutien massif de l'Etat après 1870 permit de doubler le kilométrage des voies ferrées en 1913²⁷.

Mais le véritable revers pour Londres était ailleurs : la suprématie allemande dans les technologies de la deuxième révolution industrielle représentait une menace impressionnante. La production d'énergie électrique centralisée et le développement des techniques de sa transmission à longue distance permirent à l'économie allemande de fournir la moitié des exportations internationales de biens d'équipement électriques²⁸. Quant à l'industrie chimique, elle occupa dès le début du XX^e siècle une position prédominante au niveau mondial. L'Allemagne devint la plus grande productrice de produits pharmaceutiques et d'engrais²⁹. L'agrochimie introduisit une véritable révolution agricole. Alors que Berlin semblait totalement dépendre des importations alimentaires, le Reich se permit d'imposer une protection douanière pour empêcher l'importation de blé à prix réduit. Le développement des engrais chimiques entraîna une amélioration spectaculaire des rendements agricoles, allant jusqu'à 80 % entre le milieu des années 1880 et la veille de la Grande Guerre³⁰. Pour ce qui est de la production de viande, l'Allemagne, malgré le doublement de la consommation par tête à partir de 1870, fut autosuffisante à 95 % en 1913. Par contraste, la Grande-Bretagne importait, à cette date, à peu près la moitié de ses besoins en viande³¹.

Il est nécessaire d'insister sur le rôle joué par la finance dans cette évolution. Les limites de l'expansion territoriale allemande réduisirent largement les perspectives internationales du capital germanique. Depuis l'unification, l'expansion de la grande industrie sur le marché intérieur représentait un débouché naturel pour la finance. Les

²⁶ Union douanière allemande qui connut le jour en 1834. Elle permit aux marchandises de circuler librement entre les différentes entités politiques de la Confédération allemande. Ce marché germanique, qui adopta le *thaler* prussien comme monnaie de référence, était protégé, dès sa naissance, par des tarifs douaniers très importants. Un journal dirigé par l'économiste allemand Friedrich List portait son nom : *Zollvereinsblatt*.

²⁷ Ce succès fut décisif pour consolider l'unité allemande. Bismarck voulait nationaliser toutes les voies ferrées. Cet objectif qui, pour des raisons financières, ne fut réalisé qu'en partie, constituait peut-être la manifestation la plus marquante de l'opposition entre le modèle britannique et allemand au niveau intérieur.

²⁸ L'un des principaux théoriciens du modèle économique allemand était Friedrich List. A travers son livre, *The National System of Political Economy*, il critiqua le libre-échange et appela à la protection de l'industrie allemande.

²⁹ Cet élément prouve que tous les secteurs de l'économie allemande profitaient mutuellement de leur progrès respectifs.

³⁰ Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, p. 13.

³¹ Pour le modèle allemand, voir Gustav Stolper, Karl Häuser et Knut Borchardt, *German Economy : 1870 to the Present*, Londres, Brace and World, 1967, 353 p.

capitaux servirent donc l'industrie traditionnelle. La politique du *statu quo* stratégique choisie par Bismarck³² obligea donc indirectement les investisseurs à alimenter la grande industrie. Malgré l'ouverture d'une nouvelle perspective, pendant les années 1880, grâce à l'attraction de la finance allemande par la spéculation britannique sur les chemins de fer³³, le fondement de l'expérience allemande fut préservé.

La crise bancaire du début des années 1890³⁴, en effet, mit rapidement fin aux espoirs spéculatifs. Lors du *crash* de la *Baring Brothers*, avec ses 75 millions de dollars investis en titres argentins, une panique boursière éclata à Berlin. Tentant de profiter de la crise argentine, une compagnie commerciale allemande, *Ritter & Blumenthal*, l'un des grands exportateurs de blé vers l'Europe, aggrava la situation par sa tentative d'imposer un monopole sur le marché du blé allemand. L'échec de ce plan entraîna l'effondrement des titres de la compagnie et l'affolement des investisseurs. La ruée sur les banques finit par causer la faillite de plusieurs institutions, notamment la prestigieuse banque *Hirschfeld & Wolf*³⁵.

L'effondrement de la bourse berlinoise, qui dura jusqu'à l'automne 1891, obligea Bismarck à nommer une commission d'enquête composée de vingt-huit personnalités éminentes sous la présidence de Richard Koch, président de la *Reichsbank*, afin d'examiner les causes de cette catastrophe boursière et d'étudier les mesures nécessaires pour prévenir de telles crises. Composée de représentants de l'industrie, de l'agriculture, du monde universitaire et du secteur bancaire, la commission proposa un encadrement draconien de la spéculation. La *Börsengesetz*, loi sur la bourse, votée au *Reichstag* en juin 1896, et la *Depotgesetz*, loi sur les dépôts, votée le mois suivant, furent sans doute les législations les plus restrictives pour lutter contre la spéculation financière de l'époque. A titre d'exemple, elles interdirent toutes les positions à terme sur le blé³⁶.

Cet épisode de l'histoire de l'économie allemande constitua indirectement un revers sérieux pour la politique européenne de Londres. L'encadrement sévère des

³² Le congrès de Berlin de 1878 fut, pour Bismarck, une occasion d'établir un système européen qui isolait la France et éliminait, par conséquent, tout risque de guerre revancharde contre le Reich. Voir Erich Eyck, *Bismarck and the German Empire*, Londres, Allen and Unwin, 1950, 327 p.

³³ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, pp. 15-16.

³⁴ Voir Philip Zeigler, *The Sixth Great Power : Barings, 1762-1929*, Londres, Collins, 1988, 430 p.

³⁵ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, p. 15.

³⁶ Ernst Loeb, « The German Exchange Act of 1896 », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 11, n° 4, juillet 1897, pp. 388-428.

possibilités de spéculation boursière Outre-Rhin entraîna deux conséquences majeures. Premièrement, la finance allemande fut particulièrement incitée à investir dans la grande industrie nationale. La symbiose entre la force financière et l'appareil de production facilita la continuité de l'expansion économique interne et assura l'investissement nécessaire à la conversion progressive aux technologies de la deuxième révolution industrielle. Deuxièmement, le strict encadrement de la finance empêcha les capitaux britanniques d'aller s'investir sur le marché allemand. Nous avons déjà indiqué dans le chapitre précédent que la finance était hésitante à investir le secteur industriel. Or, il s'agissait du secteur le plus rentable Outre-Rhin. Profitant du libre-échange, la finance britannique se retira progressivement de l'Allemagne, créant ainsi une situation de vide géoéconomique³⁷ qui limita spectaculairement l'influence de Londres sur Berlin.

Le concept du vide géoéconomique dépasse le clivage traditionnel de la primauté de l'économique sur le politique ou de la suprématie de la politique sur l'économique. Il est destiné à mettre en valeur l'interdépendance des deux aspects. En désertant le marché allemand, la finance britannique participa, à sa manière, à la stabilisation de l'économie du Reich et à la création d'un modèle financier alternatif. Elle obligea également Londres à réactiver sa politique des alliances tactiques, afin de briser son isolement et de compenser la faiblesse de son influence sur le continent. Selon Lénine, ce fut l'instauration du modèle financier allemand qui rendit la guerre inévitable³⁸. Le mariage entre le grand capital et la grande industrie marqua la fin de ce qu'il appelait le « capitalisme compétitif », qui se caractérisait par la prédominance des petites entreprises financièrement autosuffisantes. Le modèle allemand instaurait une nouvelle étape du capitalisme que Lénine qualifia de « capitalisme monopoliste d'Etat »³⁹. L'évolution de la structure organisationnelle de l'industrie conduisit au changement de l'épicentre du capitalisme, l'Allemagne remplaçant progressivement le Royaume-Uni en tant que siège de la rénovation économique.

³⁷ Nous entendons par vide géoéconomique une situation d'affaiblissement des moyens informels d'influence. En l'occurrence, la *City* n'était certes pas une institution de l'Etat. Mais la dépendance des marchés de la finance britannique obligeait, aussi bien les colonies que les puissances rivales, à éviter toute politique hostile aux intérêts de Londres. L'affaiblissement de ce facteur allait, sans aucun doute, redéfinir la donne.

³⁸ Voir, par exemple, Eric Stokes, « Late Nineteenth-Century Colonial Expansion and the Attack on the Theory of Economic Imperialism : A Case of Mistaken Identity ? », *Historical Journal*, vol. 12, n° 2, 1969, pp. 285-301.

³⁹ Selon Rudolf Hilferding, *Finance Capital : A Study of the Latest Phase of Capitalist Development*, le Royaume-Uni ne connut pas une dissolution entre sa finance et son industrie. Ce phénomène est, selon lui, la caractéristique du capitalisme financier qui se réalisa aux Etats-Unis et en Allemagne.

Son succès économique interne finit par se traduire par une expansion externe. Ce développement prit tout d'abord une forme commerciale. En pratiquant le *dumping*, l'économie allemande montra au monde ses capacités de nuisance⁴⁰. Au tournant du siècle, cette expansion prit une forme encore plus concrète. Afin d'accéder au rang de puissance reconnue, Berlin devait acquérir les débouchés commerciaux et les ressources naturelles jusque-là possédées par Londres. Lorsque le Reich exigea une redéfinition de la carte coloniale mondiale, il ne fit qu'exprimer la nécessité de trouver l'équilibre entre son avance économique et la domination coloniale.

La théorie de Lénine structura la réflexion marxiste sur l'impérialisme⁴¹. Son rejet systématique par les historiens libéraux n'est pas justifié. Elle constitua, en effet, une tentative intéressante visant à établir un lien entre l'histoire interne et la politique externe des pays industrialisés. Mais il est nécessaire de reconnaître que son effort pour établir une relation systématique de causalité entre les structures économiques et l'évolution des relations internationales condamna cette théorie à une classification idéologique. Cette critique justifiée s'accrut en raison de l'usage abusif que les marxistes firent de ses conclusions, et en raison de la crainte exagérée des libéraux à propos du lien entre économie et politique, notamment pendant la Guerre froide⁴².

Il est incontestable que la séparation relative entre la finance et l'industrie prolongea l'époque des petites entreprises industrielles au Royaume-Uni. L'ouverture de l'espace géographique à la mobilité des capitaux de la *City* conduisit la finance à choisir la solution de l'émigration dès l'apparition du spectre d'une crise. Les limites géographiques et législatives des perspectives internationales imposées à la finance allemande dictèrent, en revanche, une solution technologique et organisationnelle pour faire face aux différentes crises qui jalonnèrent la période de la Grande Dépression. Contrairement à l'analyse léniniste, il nous semble que le succès de l'économie allemande ne suffit pas à expliquer l'exigence de redéfinir la carte géopolitique mondiale. Selon notre analyse, ce fut l'aspect stratégique de cette évolution qui rendit l'affrontement inévitable.

⁴⁰ Hugh Neuberger et Houston H Stokes, « The Anglo-German Trade Rivalry, 1887-1913 : A Counterfactual Outcome and Its Implications », *Social Science History*, vol. 3, n° 2, 1979, pp. 187-201.

⁴¹ Pour une présentation critique des théories marxistes sur l'impérialisme, voir Anthony Brewer, *Marxist Theories of Imperialism : A Critical Survey*, Londres, Routledge, 1989, 308 p.

⁴² Voir *supra*, pp. 44-45.

3. Renversement des alliances pour maintenir le *statu quo*

Au début du XX^e siècle, Londres, malgré son recul industriel relatif, pouvait encore maintenir sa suprématie à condition de pouvoir protéger le réseau financier et commercial autour de la *City*. Le vide géoéconomique, créé par le désengagement des capitaux financiers du marché allemand, mais également dans d'autres zones sensibles⁴³, obligea Londres à une intervention politique plus active. En s'alliant avec la France et la Russie, le Royaume-Uni visait, non pas la guerre, mais le maintien de la paix. Il s'agissait en quelque sorte d'une réalisation partielle de la prédiction d'Hobson concernant la cartellisation de l'impérialisme⁴⁴.

Fondés sur des principes défensifs, les accords avec Paris et Saint-Pétersbourg ne contenaient pas d'engagement militaire positif. Compte tenu de la tendance libérale du gouvernement de l'époque et des craintes, encore vivaces, vis-à-vis de l'alternative que représentait le projet de Chamberlain, toute velléité guerrière aurait constitué un suicide politique. Dans l'esprit des dirigeants, le rapprochement avec deux rivaux traditionnels était destiné à établir une sorte de coopération impériale. Face au fardeau budgétaire que représentait le maintien de sa suprématie, Londres choisit de partager ses responsabilités avec d'autres puissances. En acceptant cette concession, elle ne risquait pas de perdre sa prédominance, puisque son choix de partenaires se porta sur les concurrents les plus faibles de l'arène internationale. L'humiliation française à Fachoda⁴⁵, qui mit fin aux ambitions de la Troisième République dans la région du Nil, et la défaite russe contre le Japon⁴⁶ qui affaiblit l'influence de Saint-Pétersbourg en Asie et au Pacifique, étaient des aubaines inestimables pour Londres : elle pouvait briser son isolement en conservant son hégémonie.

Cependant, et contrairement aux idées reçues, l'objectif de la politique britannique n'était pas de provoquer Berlin. Au moment de la signature de l'Entente

⁴³ Dans le chapitre 5, nous verrons les causes et les conséquences du désengagement des capitaux britanniques de l'économie du Moyen-Orient.

⁴⁴ Voir Peter J. Cain, « J. A. Hobson, Financial Capitalism and Imperialism in Late Victorian and Edwardian England », *op.cit.* Cet article admet l'influence de Hobson sur Lénine. Mais il est nécessaire de préciser que l'auteur de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » estimait que le vrai enjeu était le décalage entre le développement des différentes formes de capitalisme. Le pays qui connaissait la phase la plus évoluée, en l'occurrence l'Allemagne, se trouva en 1907 exclu du partage colonial institué par l'Entente.

⁴⁵ Lewis D. Levering, *The Race to Fashoda : European Colonialism and African Resistance in the Scramble for Africa*, Londres, Bloomsbury, 1988, 304 p.

⁴⁶ Voir Gérard Piouffre, *La Guerre russo-japonaise sur mer : 1904-1905*, *op.cit.*

cordiale en 1904, et de la Triple Alliance en 1907, les forces principales de la vie politique au Royaume-Uni étaient déterminées à protéger le libre-échange et donc la paix internationale. Rappelons ici que ce fut dans cette même période que le projet de l'unité impériale de Chamberlain échoua, parce qu'il mettait en cause le libre-échange.

Economiquement, le *statu quo* semblait encore être la meilleure option. Jusqu'en 1913, et même jusqu'au début de 1914, de larges fractions de l'*establishment* britannique ne se prononçaient pas ouvertement en faveur d'un affrontement armé avec l'Allemagne. A Berlin aussi, le conflit avec la Grande-Bretagne n'était pas considéré comme nécessaire. Le gouvernement allemand continua, même en 1913, à négocier avec Londres le financement conjoint du chemin de fer Berlin-Bagdad⁴⁷.

En estimant que la guerre était inévitable, Lénine, qui rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* après l'éclatement de la conflagration, semblait confondre le résultat et la cause. En réactivant sa politique d'alliance, Londres, qui cherchait à éviter la guerre, la rendit réellement inévitable. Son interventionnisme inhabituel fut interprété Outre-Rhin comme une stratégie destinée à arrêter le progrès allemand. Les deux pays se trouvèrent ainsi embarqués dans une rivalité stratégique, notamment maritime, qui les conduisait inexorablement à l'affrontement. En assassinant l'archiduc Ferdinand⁴⁸, les révolutionnaires serbes donnèrent le coup de grâce qui acheva une *Pax Britannica* déjà très précaire.

II. Redéfinition du *two-power standard*

1. Défi maritime allemand

En 1889, le *Naval Defence Act* légalisa le principe du *two-power standard* selon lequel la flotte britannique devait être égale à la somme des deux flottes les plus

⁴⁷ Pour plus d'informations, voir la section 3 de ce chapitre.

⁴⁸ Cet événement, considéré comme la cause directe de la Grande Guerre, eut lieu le 28 juin 1914. Il était l'expression de l'hostilité panslave à la présence autrichienne dans les Balkans. Les circonstances de cet événement sont présentées dans l'ouvrage de Frédéric Le Moar, *La Serbie du martyre à la victoire, 1914-1918*, Paris, 14-18 Éd., 2008, 253 p.

puissantes après elle⁴⁹. La traduction législative d'un tel objectif constitue une preuve suffisante du caractère crucial de cet enjeu. La Grande-Bretagne était la souveraine des mers du globe et comptait bien le rester, ambition qui était au cœur de la vision britannique de son intérêt national. Connaissant la faiblesse relative de ses capacités militaires terrestres, Londres devait protéger ses intérêts en régnant sur les voies de commerce et de communication les plus importantes. Tant que les puissances européennes ne pouvaient pas rivaliser avec le Royaume-Uni par leur flotte commerciale et leur marine militaire, la supériorité britannique était assurée. La carte stratégique maritime protégeait le réseau commercial et financier et acheminait l'influence britannique dans les quatre coins du monde.

Cependant, à la fin du XIX^e siècle, le succès économique interne de l'Allemagne ne pouvait guère se poursuivre indépendamment du commerce international. Le système de libre-échange était un cadre relativement satisfaisant pour les exportations allemandes. Nous avons déjà mentionné que la domination maritime britannique était, jusqu'aux années 1890, relativement acceptée comme une condition favorable à la sécurité des routes maritimes. Mais la montée des tendances protectionnistes à Londres suscita une grande inquiétude à Berlin. La dépendance commerciale d'une puissance étrangère était de plus en plus dangereuse pour l'avenir de l'économie allemande. L'industrie, la finance et l'Etat s'engagèrent donc dans une politique de construction navale qui, malgré son fondement commercial, mit directement en péril l'élément stratégique fondamental de la politique extérieure du Royaume-Uni.

La concentration du capital et le progrès technologique réalisés par l'économie allemande offrirent des conditions idéales pour aspirer à un développement maritime aux dimensions mondiales. En réalisant des économies d'échelle et des gains substantiels de productivité, l'industrie navale allemande assura l'amortissement rapide du capital et, en conséquence, la mise au rebut des navires démodés et le rajeunissement constant de la flotte. Les progrès de la métallurgie permit de produire les navires les plus modernes et les plus efficaces⁵⁰. Mais l'évolution la plus importante fut l'engagement massif de l'Etat central dans le rattrapage de son retard maritime. Berlin suivit l'exemple britannique en incorporant sa politique maritime dans son corps

⁴⁹ Ce principe fut officiellement abandonné en 1912. Voir Arthur J. Marder, *The Anatomy of British Sea Power : A History of British Naval Policy in the Pre-Dreadnought Era*, New-York, A.A. Knopf, 1940, chapitre 7.

⁵⁰ Pour le progrès de la métallurgie allemande voir, Karl Erich Born, *Wirtschaft-und Sozialgeschichte des Deutschen Kaiserreichs : 1867/71-1914*, Stuttgart, F. Steiner Verlag Wiesbaden, 1985, 175 p.

législatif. En 1898, le *Reichstag* approuva un premier programme national de construction navale⁵¹. Deux ans plus tard, une deuxième loi doubla les objectifs de construction établis par ce programme⁵².

D'un point de vue qualitatif, la construction d'une flotte marchande moderne offrit un chantier exceptionnel pour l'application des progrès de l'ingénierie et de la production d'acier. Le renforcement des coques de bois par de l'acier permit d'augmenter la taille et d'améliorer l'efficacité des bateaux. La modernité de la flotte s'assortit d'une réduction des coûts de transport. La marine marchande allemande draina ainsi une grande partie du fret ferroviaire du Nord de l'Europe centrale destiné à l'expédition vers les marchés mondiaux⁵³. L'Allemagne étendit sa présence économique à travers le monde, y compris sur les marchés habituellement dominés par les Britanniques.

D'un point de vue quantitatif, la flotte allemande se hissa de la cinquième position au niveau mondial, en 1870, derrière les flottes britannique, américaine, française et norvégienne, à la deuxième position en 1914. Après l'unification du Reich, les exportations allemandes furent naturellement soumises aux conditions offertes par les flottes des autres nations, notamment de la Grande-Bretagne. Un changement spectaculaire se produisit au cours des quatre décennies suivantes. En 1901, 9 millions de tonnes de fret étaient chargées dans les ports allemands par 52 000 bateaux sous le pavillon du Reich. En 1909, ces chiffres avaient atteint 65 000 bateaux transportant 13 millions de tonnes⁵⁴.

2. Partage des responsabilités maritimes avec les alliés

L'efficacité de la construction navale allemande, qui mit en échec la politique britannique du *two-power standard*, obligea Londres à un interventionnisme stratégique

⁵¹ Pour les conséquences du début de la rivalité maritime allemande sur les rapports entre Berlin et Londres, voir Paul M. Kennedy, « German World Policy and the Alliance Negotiations with England, 1897-1900 », *The Journal of Modern History*, vol. 45, n° 4, décembre 1973, pp. 605-625.

⁵² Pour le lien entre la puissance maritime et l'expansion commerciale allemande de l'époque, voir Henri Hauser, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, *op.cit.*

⁵³ Karl Erich Born, *Wirtschaft-und Sozialgeschichte des Deutschen Kaiserreichs : 1867/71-1914*, *op.cit.*

⁵⁴ Voir H. Neuberger et H. H. Stokes, « The Anglo-German Trade Rivalry, 1887-1913: a Counterfactual Outcome and Its Implications », *op.cit.* ; Paul M. Kennedy, « German World Policy and the Alliance Negotiations with England, 1897-1900 », *op.cit.* ; et William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, p. 16.

inédit. Elle crut pouvoir maintenir les mêmes avantages en s'appuyant sur ses alliances. Dès le début du siècle, elle conclut successivement deux traités avec les Etats-Unis et le Japon, accords qui confiaient à ces deux pays la responsabilité d'assurer la sécurité maritime dans les Caraïbes et dans le Pacifique⁵⁵. En acceptant les ambitions françaises au Maroc, elle confia à Paris la responsabilité de policer la Méditerranée et ses pourtours⁵⁶.

Ces tentatives de maintien indirect des avantages du *two-power standard* produisirent en Allemagne le même effet que le rapprochement entre Londres, Paris et Saint-Pétersbourg. Se sentant menacée, Berlin fit passer sa politique maritime du niveau économique au niveau stratégique. Cela se traduisit par une course frénétique à l'armement et par le début des exigences allemandes de redéfinir la carte coloniale.

Concernant la course à l'armement, Berlin fit voter en 1906 une loi qui prévoyait le remplacement de sa flotte de guerre tous les vingt ans. En 1909, elle réussit l'exploit inédit de lancer la série Nassau avec quatre vaisseaux supérieurs à tous les vaisseaux britanniques⁵⁷. Equipés de grosse artillerie, ils étaient plus rapides et disposaient d'une puissance de feu supérieure à tous les navires de guerre de l'époque.

En affichant des ambitions coloniales, l'Allemagne démontra que la concurrence commerciale autour de la suprématie maritime s'était métamorphosée en rivalité stratégique. Si l'on prend en considération le rapprochement entre les trois grandes puissances impériales dans le cadre de la Triple Alliance, il apparaît clairement que toute réclamation territoriale allemande allait d'une façon ou d'une autre heurter les intérêts britanniques. A titre d'exemple, ses ambitions au Maroc⁵⁸ démontraient que son objectif était de réorganiser le contrôle des points nodaux des voies maritimes. Berlin cherchait à établir des lignes stratégiques indépendantes de l'ancien système britannique.

A Londres, un front uni se dressa contre cette menace. L'idée du péril allemand et l'hostilité britannique qu'il suscita vis-à-vis de Berlin traduisaient le développement d'une vision stratégique, reliant toutes les forces économiques, vision qui définissait

⁵⁵ Pour la signification de ces accords, voir G. W. Monger, *The End of Isolation : British Foreign Policy, 1900-1907*, *op.cit.*, chapitres 1, 2 et 3.

⁵⁶ Pierre Guillen, « The Entente of 1904 as a Colonial Settlement », *op.cit.*

⁵⁷ Paul M. Kennedy, *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914*, Londres, Allen and Unwin, 1980, pp. 415-423.

⁵⁸ Les ambitions allemandes au Maroc faillirent entraîner un conflit ouvert avec la France, notamment en 1906 et 1911. Voir Joanne S. Mortimer, « Commercial Interests and German Diplomacy in the Agadir Crisis », *Historical Journal*, vol. 10, n° 3, 1967, pp. 440-456.

l'intérêt national par opposition à la montée du Reich⁵⁹. La puissance navale ne constituait pas uniquement le pilier de la sécurité britannique dans le sens physique du terme. Mais elle liait également tous les intérêts commerciaux et financiers du capital à l'avenir et au succès de la stratégie internationale de Londres. La mobilité de l'intérêt de la finance, objet de crainte à propos du patriotisme de la nouvelle aristocratie⁶⁰, constituait ainsi un facteur essentiel pour lier le sort du capital au sort de la patrie. Toutes les forces économiques dépendaient, d'une façon ou d'une autre, de l'avenir du rôle international du Royaume-Uni. Elles ne disposaient ni des capacités géographiques, physiques et humaines, qui garantissaient à un pays comme la Russie, malgré son retard économique, une certaine puissance naturelle, ni de la solidité économique interne, due à l'importance du marché national, qui assurait aux Etats-Unis, par exemple, la possibilité d'une prospérité dans l'isolement.

En se mobilisant pour le maintien de la *Pax Britannica* et le *two-power standard*, Londres accéléra sans le vouloir le processus de leur perte et créa, par conséquent, les conditions de la conflagration. La gravité des conséquences démontre la profondeur de l'aspect stratégique des politiques économiques. Il s'agit d'un aspect à double dimension, interne et externe. Les fondamentaux de l'économie constituent, en effet, un intérêt indivisible au sens de McGowan et Walker⁶¹. On peut éventuellement discuter sur les diverses façons de les faire prévaloir. En négociant avec Paris et Saint-Pétersbourg, Londres prouva la flexibilité des moyens mis en œuvre pour protéger sa suprématie. Celle-ci, en revanche, représentait un pilier de son projet national et ne pouvait donc faire l'objet d'aucune concession.

En maîtrisant les technologies de la deuxième révolution industrielle et en créant les conditions financières et organisationnelles d'une nouvelle ère économique, l'Allemagne, malgré les limites de ses ambitions coloniales par rapport à la France et à la Russie, devint l'ennemi de la Grande-Bretagne. La politique de Londres avant la Grande Guerre pourrait se résumer en une phrase : les ambitions impériales des grandes puissances étaient négociables, même dans les zones stratégiques, à condition que les pays concernés ne disposent pas d'une avance économique structurelle,

⁵⁹ Colin Nicholson, « Edwardian England and the Coming of the First World War », in Alan O'Day, (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914, op.cit.*, pp. 144-168.

⁶⁰ Voir *supra*, pp. 66-67.

⁶¹ Voir *supra*, p. 45.

organisationnelle et technologique susceptible de remettre en cause la suprématie britannique.

L'aspect stratégique de l'économie est aussi intensifié par une dimension externe. Le désengagement de la finance britannique du marché allemand créa un vide géoéconomique, réduisant l'influence de la *City* sur le modèle économique et donc sur le développement de la puissance allemande. En conséquence, la diplomatie devait assumer plus activement son rôle pour défendre la suprématie britannique. L'interventionnisme stratégique qui en résulta fonctionna comme un message d'hostilité envers Berlin. A titre d'exemple, si l'on admet l'idée selon laquelle la priorité géopolitique de Londres était la sécurité de la route des Indes, on comprend que, faute de moyens financiers et militaires suffisants, le gouvernement de Sa Majesté cessa de revendiquer une situation de monopole sur l'intégralité des points maritimes nodaux de cette route. En accordant des concessions, notamment à Paris et à Saint-Pétersbourg, Londres s'assura de la sécurité du chemin vers le sous-continent indien grâce à la négociation. Compte tenu des relations franco-russes, un accord ne pouvait se trouver que d'une façon tripartite, d'où la Triple Entente.

Mais le résultat corollaire était la provocation ressentie par l'Allemagne. En s'alliant avec les deux puissances qui encerclaient le Reich, Londres se dressa clairement contre les ambitions de Berlin en lui rappelant ses limites géopolitiques. L'Allemagne n'avait aucune véritable marge de négociation territoriale avec Londres et, paradoxalement, cette faiblesse rendait impossible tout accord. Son avance économique ne pouvant pas faire l'objet d'une négociation diplomatique, Berlin se vit dans l'obligation de définir sa politique en opposition à celle de Londres. La course à l'armement dans laquelle s'embarquèrent les deux pays était, au moins en partie, le produit dérivé de leur rivalité économique. Ce lien entre l'économie et le stratégique, que nous appelons géoéconomie, créa les conditions matérielles et psychologiques d'une guerre inévitable.

III. Redéfinition du libre-échange

1. Déni stratégique : interdire à Berlin l'accès au pétrole

On se souvient que le succès du secteur tertiaire assura à la Grande-Bretagne un excédent croissant dans la balance des paiements. Mais l'exportation massive de capitaux, notamment sous la forme de prêts à long terme, provoqua progressivement un risque de pénurie de liquidités au niveau international⁶². Le remboursement des obligations entraîna une demande massive de livres sterling. Compte tenu des contraintes qu'imposait la convertibilité de la livre en or, l'accroissement incessant de cette demande menaçait de conduire à une grave pénurie de liquidités et donc à la cessation du paiement de la dette⁶³. Une telle situation aurait constitué un désastre pour le système financier organisé autour de la *City*.

Le mode direct de paiement devenait donc insoutenable dans le système de l'orthodoxie monétaire fondée sur la convertibilité. Or, l'élite financière estimait que la valeur garantie de la livre était la base réelle de sa prospérité. La convertibilité ne pouvant donc être remise en question, il fallait résoudre les crises en s'accommodant d'une importation très élevée de produits. Afin d'honorer leurs obligations, les débiteurs de la *City* pouvaient exporter massivement leurs productions vers le marché britannique. Ils profitèrent ainsi du libre-échange condition *sine qua non* de la durabilité du système financier.

Cet équilibre ne prenait guère en compte les intérêts de l'industrie abandonnée à la concurrence internationale. Cette réalité réduisit ses bénéfices et limita l'attraction de l'investissement interne. Il s'agit du second versant de la stratégie financière britannique. D'une part, il était nécessaire de continuer d'alimenter les marchés internationaux en liquidités, aux dépens parfois de l'industrie nationale, qui se trouva progressivement incapable de soutenir le rythme de croissance imposé par l'Allemagne et les Etats-Unis. D'autre part, la diminution de la croissance des exportations industrielles britanniques jouait, au niveau financier, le même rôle que l'augmentation

⁶² Ce fut l'une des causes des crises financières qui jalonnèrent les trois dernières décennies du XIX^e siècle. Pour des exemples, voir C. R. Whittesley, J. S. G. Wilson, *et al.*, *Essays in Money and Banking*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 327 p.

⁶³ Ronald C. Michie, « The Myth of the Gold Standard : an Historian's Approach », *Revue Internationale d'Histoire de la banque*, vol. 32, n° 3, 1986, pp. 167-180.

de ses importations. En réduisant la pression sur la livre, la baisse de la compétitivité industrielle permettait d'éviter la pénurie de liquidités⁶⁴.

Nous trouvons ici une autre raison pour laquelle les rivaux de Londres acceptaient son hégémonie. La suprématie britannique profitait à des forces économiques non négligeables à l'extérieur du pays. Une interdépendance entre la prospérité de la finance anglaise et le succès des forces productrices, notamment industrielles, du reste du monde, entraîna une alliance objective qui protégeait le système⁶⁵. Il était, en effet, fondé sur quatre piliers essentiels : la convertibilité de la livre sterling, le libre-échange, l'exportation des services et des capitaux et l'augmentation rapide des importations. Les investissements britanniques soutenaient la production mondiale⁶⁶. Le paiement de la dette consolidait les revenus rentiers de l'élite britannique. Le libre-échange, quant à lui, permettait aux producteurs mondiaux d'exporter facilement vers le marché britannique. Enfin, la pression grandissante sur la livre protégeait indirectement le système du libre-échange, en rappelant aux dirigeants de Londres que toute remise en cause de ce système risquait d'entraîner un effet domino provoquant l'effondrement de l'ensemble de la pyramide financière⁶⁷.

Rappelons que la force économique perdante dans ce système était l'industrie britannique. Elle réussit relativement à résister grâce à sa solidité historique, notamment dans les productions traditionnelles. Quant aux nouvelles technologies, le retard était de plus en plus inquiétant. Exposée à la concurrence allemande et américaine, l'industrie britannique n'était pas prête à s'adapter aux conditions de la deuxième révolution industrielle. Cette réalité n'échappa point à un certain nombre de stratèges britanniques, qui tentèrent de proposer des réponses à ce nouveau défi. Deux méthodes se présentaient : la stratégie négative, fondée sur la notion du déni stratégique, et la stratégie positive, préconisant une conversion rapide, notamment de l'armée et de la marine, aux technologies utilisant le pétrole.

⁶⁴ Douglass C. North, *Structure and Change in Economic History*, New-York, Norton, 1981, chapitres 12 et 13.

⁶⁵ Nous verrons que le retour britannique au raisonnement géopolitique allait être perçu comme une trahison de cette alliance.

⁶⁶ Si on estime que l'industrie et le commerce avaient participé à l'industrialisation des concurrents, il serait juste de préciser que la finance n'était pas en reste. Le déclin industriel relatif ne peut donc être imputé à aucune force économique. Il est le résultat d'un système orienté vers l'international.

⁶⁷ Pour une analyse similaire, voir J. Cain et A. G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and expansion, 1688-1914, op.cit.*, pp. 197-198.

En 1882, cette matière première représentait une valeur commerciale, certes croissante, mais encore trop faible pour pouvoir intéresser les capitaux de la *City*. La compagnie pétrolière la plus importante était donc américaine. Dès 1870, John D. Rockefeller⁶⁸ créa la *Standard Oil Company* pour exploiter le marché américain des lampes à pétrole⁶⁹. Le moteur à combustion interne n'avait pas encore révolutionné l'industrie mondiale. Mais avec la succession des innovations, à partir des années 1870⁷⁰, le pétrole commençait à intéresser les stratèges britanniques. Le capitaine Fisher fut certainement parmi les pionniers dans ce domaine. Son observation du développement technologique de l'époque lui fit comprendre que le monde était sur le point de connaître une rupture stratégique extrêmement importante pour l'avenir des relations internationales⁷¹.

Dès septembre 1882, à l'occasion d'une allocution publique, il défendit auprès de l'*Establishment* britannique l'idée de changer le combustible de la flotte, en passant du charbon au pétrole. Il insista sur l'avantage stratégique décisif qu'une telle révolution pouvait apporter aux Britanniques. Il exposa notamment les mérites qualitatifs de la nouvelle technologie liée au pétrole, déjà utilisé, à une échelle limitée, par la Russie⁷². Un navire de guerre propulsé par un moteur diesel ne créait pas de panache de fumée repérable, tandis que celui des bateaux à charbon était visible à dix kilomètres à la ronde. Alors qu'un moteur à charbon demandait quatre à neuf heures pour atteindre sa pleine puissance, un moteur à pétrole était opérationnel en trente minutes et pouvait atteindre sa puissance de crête en cinq minutes. De même, le travail de douze hommes pendant douze heures était nécessaire pour charger le pétrole d'un navire de guerre, tandis que l'équivalent énergétique pour un bateau à charbon exigeait cinq cents

⁶⁸ La biographie de John D. Rockefeller a été écrite maintes fois. Nous nous contenterons ici de mentionner l'un des travaux les plus récents qui essaie d'étudier le développement de l'or noir à travers la vie de celui que ses contemporains nommaient le « roi du pétrole ». Voir Maurice Ezran, *John D. Rockefeller : la naissance d'une multinationale*, Paris, L'Harmattan, 2007, 383 p.

⁶⁹ Développée à Berlin en 1853, la lampe à pétrole connut un succès majeur aux Etats-Unis, notamment après la découverte des champs pétrolifères de la Pennsylvanie.

⁷⁰ On citera ici la mise au point, en 1860, du premier moteur à explosion par le Belge Etienne Lenoir ; l'invention, en 1885, par les ingénieurs allemands Gottlieb Daimler et Wilhelm Maybach, du premier moteur à pétrole capable de propulser un véhicule routier ; et la production, en 1896, de la première voiture Ford.

⁷¹ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, op.cit., pp. 19-20.

⁷² Depuis 1870, des vapeurs russes naviguant dans la Mer Caspienne étaient alimentés par un combustible lourd appelé mazout.

hommes pendant cinq jours. Le rayon d'action d'une flotte alimentée au pétrole était à peu près quatre fois celui d'une flotte comparable propulsée au charbon⁷³.

Fisher se heurta à la réticence de l'*Establishment*⁷⁴. Les forces économiques principales, notamment la finance, ne comprenaient pas l'utilité d'une telle entreprise. La conversion au pétrole allait imposer au Royaume-Uni une dépendance énergétique périlleuse. Mais cet argument semblait n'être qu'un alibi stratégique facile pour cacher un manque d'enthousiasme économique certain. Le risque de dépendance, en effet, compte tenu du sentiment de puissance partagé par les dirigeants britanniques, n'avait jamais constitué un obstacle sérieux aux changements bénéfiques à la finance. Le risque de dépendance alimentaire n'avait pas empêché la conversion au libre-échange⁷⁵. De la même manière, la finance, au début du XX^e siècle, allait passer outre le risque de la dépendance énergétique, dès que le potentiel économique du pétrole fut assimilé⁷⁶.

L'hésitation britannique s'expliquait en réalité par sa volonté de maintenir le *statu quo*. L'orthodoxie économique risquait d'être, en effet, fortement endommagée si l'Etat devait s'engager dans une entreprise aussi importante que celle préconisée par Fisher. Londres opta donc pour une stratégie négative. La priorité était de ralentir l'évolution des puissances rivales vers la généralisation de la technologie de la deuxième révolution industrielle. Le Royaume-Uni, qui ne pouvait pas rivaliser avec l'industrie allemande n'avait d'autre choix que de tenter d'empêcher Berlin d'accéder aux réserves pétrolières nécessaires aux nouvelles technologies. C'est dans ce cadre global que s'inscrivit la politique moyen-orientale de Londres, politique clairement dirigée contre Berlin et ses desseins dans la région.

⁷³ Pour plus d'informations sur l'état de la technologie de l'époque, voir Anton Mohr, *The Oil War*, New-York, Harcourt, 1926, 267 p.

⁷⁴ Le premier comité chargé d'étudier la question de l'approvisionnement ne connut le jour qu'en 1904, 22 ans après le début de la campagne de Fisher.

⁷⁵ Voir *supra*, pp. 114-116.

⁷⁶ Avant la Première Guerre mondiale, cette question constituait une préoccupation nationale de premier plan. Voir *Parliamentary Debates, House of Commons*, 5th series, 1913, vol. LV, cols. 1466-7 ; *Parliamentary Debates, House of Commons*, 5th series, 1914, vol. LIX, cols. 82-3, 1907-9.

2. Contre un libre-échange piloté par l'Allemagne : l'épisode du *Berlin-Baghdad Bahn*

En 1889, un groupe de banquiers et d'industriels allemands, mené par la *Deutsche Bank*, s'assura une concession de la part du gouvernement ottoman pour construire un chemin de fer reliant Bagdad à l'Anatolie. Dix ans plus tard, en 1899, l'accord fut prolongé pour atteindre le Golfe persique, donnant ainsi naissance à un des projets les plus importants au Moyen-Orient : le *Berlin-Baghdad Bahn*⁷⁷.

Il serait toutefois simpliste d'analyser ce projet à l'aune d'une provocation allemande contre Londres, même si des arrière-pensées de ce genre ne sont pas à exclure totalement. L'Allemagne, en effet, consciente à la fois de la valeur géopolitique de la route des Indes⁷⁸ et de la puissance financière de la *City*, tenta désespérément de rallier le capital britannique à son projet. Après la signature du contrat avec le gouvernement turc pour terminer la dernière tranche de 2 500 kilomètres de rails, qui devait mener la ligne jusqu'aux ports du Golfe au Koweït, la *Deutsche Bank* et le gouvernement de Berlin sollicitèrent, à maintes reprises, les Britanniques pour participer au financement du Berlin-Bagdad. La réponse fut très ambiguë. Elle se constitua essentiellement de deux volets. Sans refuser formellement, Londres tenta de faire traîner les négociations financières⁷⁹. Parallèlement, elle essaya de profiter de sa primauté géopolitique pour bloquer l'exécution du projet.

Pour comprendre la position britannique, il faut d'abord rappeler que l'investissement anglais dans les chemins de fer au Moyen-Orient était limité. Destinée à répondre aux besoins à court terme du commerce britannique dans la région, l'infrastructure ferroviaire construite par les capitaux de la *City* était principalement composée de courts tronçons séparés. Elle servait à rejoindre les ports importants. Mais elle ne laissait guère envisager l'ouverture de la profondeur territoriale moyen-orientale à une industrialisation moderne. En d'autres termes, aucun véritable projet de

⁷⁷ Voir Antoine Fleury, *La Pénétration allemande au Moyen-Orient, 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran, et de l'Afghanistan*, Paris, éd. Brille, 1977, chapitre 1. Pour l'importance stratégique du Golfe persique selon Lord Curzon, voir *Parliamentary Debates, House of Lords*, 5th series, 1911, vol. VII, cols 587-8.

⁷⁸ Le Berlin-Baghdad pouvait en effet permettre à l'Allemagne d'exercer une pression stratégique sur la route des Indes, à la fois à travers l'Égypte, les Dardanelles et le Golfe persique.

⁷⁹ Richard M. Francis, « The British Withdrawal from the Baghdad Railway Project in April 1903 », *Historical Journal*, n° 16, mars 1973, pp. 168-178. Pour un exemple de l'importance de la finance dans cette question, voir F.O. 371/994, Nos. 32407 et 33592.

développement industriel ne fut réellement mis en place par le capital britannique⁸⁰. Le *Berlin-Baghdad Bahn* constituait une véritable révolution dans la conception de l'exploitation des richesses de la région. Cette liaison ferroviaire, qui devait à terme être étendue jusqu'au Koweït, était perçue à Constantinople comme le lien économique vital entre le centre politique et économique de l'Empire turc et son intérieur asiatique. Pour les Allemands, cette liaison devait constituer le moyen le plus rapide et le plus efficace d'atteindre les confins du sous-continent indien. Berlin espérait également utiliser ce chemin de fer comme un pilier pour construire un bloc territorial garantissant une profondeur stratégique et économique fondamentale⁸¹.

Le manque de présence économique britannique au Moyen-Orient, qui sera analysé dans le prochain chapitre, encourageait l'Allemagne à développer une politique d'expansion commerciale dans la région. La finance allemande, représentée surtout par la *Deutsche Bank*, cherchait à étendre son influence loin de la concurrence de la finance britannique. Le désintérêt des capitaux de la *City* pour l'investissement moyen-oriental avait, en effet, créé les mêmes conditions de vide géoéconomique que celles observées en Allemagne après 1890 et le début de l'encadrement de la spéculation⁸².

Avec le progrès technologique, il était de plus en plus évident que l'industrie allemande allait devenir tributaire du pétrole. Berlin devait donc sécuriser un approvisionnement régulier. Or, dès le début du XX^e siècle, les géologues avaient affirmé l'existence d'importantes ressources pétrolières en Mésopotamie, aujourd'hui l'Iraq et le Koweït⁸³. Le dernier tronçon du projet ferroviaire devait précisément traverser cette zone riche d'espoirs économiques qui cachaient des calculs stratégiques.

Le tracé du chemin de fer fut conçu pour établir un bloc territorial indépendant de la puissance navale britannique. La première phase du projet, qui fut réalisée entre 1888 et 1893, avec la construction du tronçon Haydar-Pacha-Ankara, permit déjà d'ouvrir le marché turc au commerce allemand. La seconde phase, entre 1893 et 1896,

⁸⁰ *Memorandum, 12 February 1908, Foreign Office records, Public Record Office, F.O. 881/9161*. Ce document affirme que l'influence politique allemande en Turquie s'expliquait par sa pénétration économique. Pour retrouver sa position, la Grande-Bretagne devait suivre le même exemple.

⁸¹ H. S. W. Corrigan, « German-Turkish Relations and the Outbreak of War in 1914 : A Reassessment », *Past and Present*, vol. 36, n° 1, avril 1967, pp. 144-152.

⁸² Voir *supra*, pp. 159-161.

⁸³ Pour une des premières études sur l'histoire de la découverte et de l'exploitation du pétrole au Moyen-Orient, voir Stephen Longrigg, *Oil in the Middle East : Its Discovery and Development*, Londres, Oxford University Press, 1954, 305 p.

correspondait au tronçon Eskisehir-Konya⁸⁴. La concession accordée par le Sultan Abdul Hamid en 1903 pour le tronçon Konya-Bagdad, avec embranchements sur Bassora et sur le Golfe persique, souleva la question pétrolière. Elle donnait, en effet, aux concessionnaires le droit d'exploiter toutes les ressources minières qui se trouvaient dans une bande de 20 kilomètres de chaque côté de la voie ferrée.

Le *Berlin-Baghdad Bahn* devait ainsi permettre de transporter le pétrole mésopotamien par voie ferroviaire à l'abri d'un éventuel blocus naval britannique et en dehors de la portée de la *Royal Navy* et de sa domination maritime. Ainsi, la force de la terre tentait d'établir une indépendance à la fois commerciale et énergétique à long terme, condition qui favoriserait la poursuite de l'expansion capitaliste du modèle germanique.

Londres voyait les choses sous un autre angle⁸⁵. En garantissant une mobilité maximale à l'armée allemande, le Berlin-Bagdad pouvait redéfinir l'équilibre géopolitique, non seulement au Moyen-Orient, mais également en Méditerranée et dans l'Océan Indien. En menaçant la route des Indes à la fois par l'Égypte, par les Dardanelles et par le Golfe persique, l'Allemagne pouvait mettre fin à l'efficacité de la suprématie maritime britannique aussi bien militaire que commerciale. Le chemin de fer représentait, en effet, l'expansion externe du mode de développement allemand. Il pouvait servir de base pour un libre-échange terrestre, redonnant ainsi à l'Orient la position commerciale prédominante qu'il avait perdue à cause de l'usage des différentes routes maritimes.

Sur le terrain, la chaîne des Etats traversés par le *Berlin-Baghdad Bahn* se composait de l'Empire germanique, de l'Empire austro-hongrois, et de l'Empire ottoman. Ces Etats avaient relativement échappé à l'influence britannique et faisaient d'ores et déjà partie de l'orbite germanique. Les Balkans étaient la seule partie de territoire qui pouvait, en revanche, bloquer la voie et empêcher les deux extrémités de la chaîne de se rejoindre. Stratégiquement, cette région était destinée à jouer le rôle de première ligne de défense des intérêts britanniques en Orient⁸⁶.

⁸⁴ Eskisehir est le point de bifurcation de deux tronçons de la voie ferrée, qui, respectivement par Ankara et par Konya, deux villes turques, contournent la steppe de l'Anatolie centrale par le nord et par le sud.

⁸⁵ A maintes reprises, Londres exprima ses inquiétudes concernant la pénétration économique allemande dans le Golfe persique. Voir par exemple G.P. Gooch et H.W.V. Temperley, (eds.), *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 11 volumes, 1926-1938, vol. VI, n° 250, 340, 350, 352 et 377.

⁸⁶ R. G. D. Laffan, *The Serbs : The Guardians of the Gate*, New-York, Dorset Press, 1989, pp. 163-164.

Pour évaluer à sa juste valeur l'implication des Balkans dans ce jeu mondial, il faut également se rappeler que cette région se trouvait à l'époque déchirée entre différentes ambitions impériales. Elle faisait partie des possessions ottomanes. Mais Saint-Pétersbourg cherchait à user de son influence, notamment sur les Serbes orthodoxes, pour s'assurer un accès permanent aux mers chaudes⁸⁷. Au cours du XIX^e siècle, Londres s'efforça d'empêcher la Russie de réaliser cet objectif⁸⁸. Mais le croisement des ambitions territoriales allemandes et russes devint, au début du XX^e siècle, le point nodal de la géopolitique britannique.

Nous trouvons ici une autre explication du rapprochement entre Londres et Saint-Pétersbourg. Contrairement à la projection territoriale russe, l'expansion de l'influence allemande n'était pas uniquement destinée à des fins stratégiques au sens géographique du terme. En ouvrant la porte à une exploitation efficace du potentiel économique moyen-oriental, le Berlin-Bagdad menaçait de donner une impulsion décisive au modèle capitaliste germanique. Cet exemple prouve encore une fois que le fondement économique était le facteur qui déterminait les priorités stratégiques de Londres, voire l'intérêt national britannique.

Sans nier la dimension nationaliste des questions balkaniques avant 1914⁸⁹, il est nécessaire de prendre en compte les calculs stratégiques dissimulés derrière l'instabilité récurrente qui régna jusqu'à l'éclatement de la Grande Guerre⁹⁰. Sous l'impulsion de la Russie, la Ligue balkanique fut créée en 1912. Elle fut à l'origine de deux conflits entre les différentes forces régionales⁹¹ : Empire ottoman, Serbie, Bulgarie. Sans résoudre les

⁸⁷ Pour plus d'informations sur les rivalités européennes, notamment aux Balkans, voir Serge Berstein, Pierre Milza, *et al.*, *Histoire du XX^e siècle, 1900-1945, Tome 1 La fin du monde européen*, Paris, Hatier, 2000, pp. 62-73.

⁸⁸ Il s'agit de l'axe balkanique du Grand Jeu britannique contre la Russie.

⁸⁹ Suivant le concept occidental de l'identité nationale, les peuples balkaniques se mobilisèrent contre l'expansion impériale, aussi bien ottomane qu'autrichienne. En 1912, la création de la Ligue balkanique, qui regroupait la Serbie, la Bulgarie, la Macédoine et la Grèce, exprima la détermination de ces nations à défier les puissances impériales. Voir Richard J. Crampton, « The Balkans, 1909-1914 », in Francis H. Hinsley (ed.), *British Foreign Policy under Sir Edward Grey*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, pp. 256-270.

⁹⁰ Il n'est donc pas étonnant que les Balkans produisirent l'étincelle qui mit le feu dans la poudrière européenne.

⁹¹ La première guerre éclata à la fin de 1912 entre l'Empire ottoman et les membres de la Ligue balkanique. Elle se conclut par le traité de Londres du 30 mai 1913, qui priva Constantinople de la majeure partie de ses possessions européennes. D'un point de vue territorial, la Bulgarie remporta la part du lion. Pour sa part, la Serbie, sous la pression autrichienne, n'obtint pas son accès à la mer. Dans ces circonstances, la Turquie, la Roumanie et la Grèce se joignirent à la Serbie pour contester la prédominance bulgare. Cette deuxième guerre s'acheva en août 1913. Une grande partie des possessions bulgares, conquises pendant la première guerre, fut partagée entre les nouveaux alliés. Le caractère

questions nationalistes, ces guerres contribuèrent à bloquer la route de l'orient et à fragiliser le projet de la liaison ferroviaire entre Berlin et Bagdad.

La deuxième ligne stratégique de défense se situait au Koweït. Dès 1899, Londres signa avec le cheikh Mubarak al-Sabah, émir du Koweït et chef de la tribu Anaza, un accord de protectorat⁹². Ainsi, les ports du Golfe situés au-dessous du *Chott-al-arab*, l'accès potentiel aux eaux du Golfe persique, étaient sécurisés par les navires de guerre britanniques opérant dans la région. En l'absence de toute réaction ottomane, Londres était assurée de pouvoir, si nécessaire, bloquer l'accès du *Berlin-Baghdad Bahn* aux eaux stratégiques du Golfe⁹³.

La leçon à tirer de l'épisode du chemin de fer Berlin-Bagdad est, à nos yeux, la suivante : Londres ne défendait pas le libre-échange indépendamment des considérations stratégiques. En réalité, ce qu'elle défendait était son propre libre-échange, fondé essentiellement sur le commerce maritime. La théorie de Mackinder sur la rivalité permanente entre la force de la terre et celle de la mer prend ainsi une tournure géoéconomique, le Royaume-Uni s'efforçant d'empêcher l'Allemagne de réaliser une expansion capitaliste grâce à un libre-échange terrestre. Afin d'empêcher Berlin de dominer la production industrielle, tout en protégeant son modèle maritime du libre-échange, Londres devait bloquer l'accès allemand aux ressources minières nécessaires pour l'exploitation à grande échelle des technologies de la deuxième révolution industrielle. Elle ne pouvait donc que se heurter de plein fouet aux ambitions du Reich.

arbitraire de ce découpage ne permit pas de régler les questions nationalistes. Pour plus de détails, voir Richard C. Hall, *The Balkan Wars 1912-1913 : Prelude to the First World War*, *op.cit.*

⁹² Ahmad M. Abu-Hakima, *The Modern History of Kowait 1750-1965*, Londres, Luzac and Co, 1983, pp. 188-197.

⁹³ Les principes de la stratégie britannique dans le Golfe persique ont été résumés par Lord Curzon, Vice-Roi des Indes. Voir *Memorandum respecting British interests in the Persian Gulf*, 12 February 1908, *Foreign Office*, F.O. 881/9161.

Chapitre Cinquième Le vide géoéconomique au Moyen-Orient et le retour de l'interventionnisme britannique

L'échec ottoman face au succès perse, 1870-1914

Introduction

L'un des concepts fondamentaux de la théorie de l'impérialisme du libre-échange est la notion de collaboration, les élites locales étant prêtes ou obligées à coopérer avec la puissance coloniale. Afin d'obtenir une telle situation, la force impériale doit s'assurer de deux conditions essentielles : la dépendance des institutions locales à son égard, et la maîtrise des rivalités internationales autour de la région sujette à la pénétration impériale. Ainsi, les intérêts commerciaux et financiers liés à la puissance dominante servent de levier pour assujettir les semi-colonies et pour repousser l'influence des forces coloniales concurrentes. La combinaison entre ces intérêts, la plupart du temps privés, et les principes de l'action diplomatique menée par l'Etat, génèrent la politique officielle, présentée naturellement comme le moyen de préserver l'intérêt national.

En d'autres termes, l'impérialisme informel est efficace tant que les intérêts économiques et les principes stratégiques de la puissance dominante se nourrissent mutuellement. Si l'intérêt économique, souvent moins durable, se trouve affaibli, les institutions de la région concernée peuvent acquérir assez de liberté pour s'allier à d'autres puissances. Ces institutions peuvent ainsi profiter de la rivalité entre puissances impérialistes pour élargir leur marge de manœuvre. Cette situation correspond à l'idée que nous nous faisons du vide géoéconomique caractérisé par la réticence des forces financières et commerciales à jouer leur rôle stratégique.

Le cas du Moyen-Orient, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, présentait tous les ingrédients d'un tel vide. En effet, Londres se trouvait obligée de faire face à un décalage entre l'intérêt stratégique et l'intérêt économique de la région. Cette difficulté, qui émergea au moment de la montée de l'influence germanique en Europe, accrut les tensions entre le Royaume-Uni et le Reich. Par conséquent, Londres n'eut d'autre choix que d'user des moyens stratégiques pour intervenir plus directement au Moyen-Orient. Mais cette solution constituait une arme à double tranchant, dans la mesure où elle contraignait Londres à renoncer à une partie des avantages que lui procurait son impérialisme informel.

C'est dans ce cadre général qu'apparut l'enjeu du pétrole au Moyen-Orient. L'importance primordiale que devait prendre ce facteur facilita une redéfinition de la complémentarité entre les intérêts économiques et stratégiques. En couvrant à la fois ces deux aspects, l'or noir allait devenir prioritaire dans la politique britannique en lieu et place de l'intégrité des Empires ottoman et perse.

I. L'exemple ottoman : impossible harmonie entre économie et stratégie

1. Divorce entre l'Etat et la finance

L'Empire ottoman et la Perse représentèrent, pendant le XIX^e siècle, un enjeu stratégique extrêmement important pour Londres¹. Malgré le caractère médiéval de leurs systèmes économiques et politiques, ces deux régions échappèrent à la colonisation directe des puissances européennes. Cette exception peut difficilement s'expliquer sans prendre en compte les relations internationales de l'époque. Le démantèlement de leur régime respectif menaçait, en effet, de provoquer le désordre sur

¹ Voir Jacques Sapir, Jacques Piatigorsky, *et al.*, *Le Grand Jeu, enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, *op.cit.*

la route des Indes, dont la stabilité représentait un des axes principaux de la géopolitique britannique².

L'ancrage historique des régimes politiques ottoman et perse permit donc de retarder la colonisation directe du Moyen-Orient. Les convoitises impérialistes, qui entouraient cette région, la rendirent, en revanche, assez perméable à l'influence étrangère³. Ces deux paramètres constituaient le cadre de la rivalité stratégique qui s'établit entre les différents acteurs agissant dans cette région. D'une part, les puissances européennes durent se contenter de l'arme diplomatique et de l'influence indirecte pour assurer leurs intérêts. De l'autre, les régimes ottoman et perse devaient s'accommoder de cette influence indirecte afin d'éviter leur effondrement⁴. D'un point de vue historique, il est indéniable que le Royaume-Uni joua le rôle le plus important dans ce schéma. Sa suprématie géopolitique et son expérience dans la colonisation informelle lui procurèrent, dès le début du XIX^e siècle, un avantage significatif par rapport aux autres puissances rivales, notamment dans l'Empire ottoman.

Même avant l'avènement du libre-échange, l'intérêt stratégique et l'intérêt économique s'exprimèrent harmonieusement dans cette région cruciale. Afin de préserver la stabilité de la route des Indes, Londres s'appliqua à défendre la Sublime Porte, notamment contre la menace égyptienne représentée par Méhémet Ali⁵. En contrepartie, Constantinople servit comme rempart destiné à empêcher la Russie tsariste d'accéder aux mers chaudes. Au niveau économique, l'abolition, dès 1825, du monopole de la Compagnie du Levant offrit une opportunité intéressante pour les capitaux qui étaient encore incapables de concurrencer les grandes compagnies à charte dans les autres colonies, notamment en Inde⁶. Le commerce avec l'Empire Ottoman prospéra donc rapidement. La signature, en 1838, du traité de libre-échange entre Londres et Constantinople peut être considérée comme le symbole de l'harmonie entre

² L'Empire ottoman et la Perse constituaient, au XIX^e siècle, les deux échiquiers du Grand Jeu britannique contre la Russie, le premier chargé d'empêcher Saint-Pétersbourg d'atteindre les mers chaudes, la deuxième de bloquer l'expansion tsariste en Asie.

³ Pour le cas de l'Empire ottoman, voir Marian Kent (ed.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, Londres, Allen and Unwin, 1984, 237 p.

⁴ En suivant la méthodologie du cas par cas, le livre de Marian Kent (ed.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, analyse les relations entre Constantinople et les différentes puissances européennes.

⁵ Fondateur de l'Égypte moderne, Méhémet Ali, qui accéda au pouvoir en 1805, réussit à faire de ce pays une puissance régionale capable de rivaliser avec Constantinople, qu'il voyait comme le successeur naturel de l'Empire ottoman. Voir Guy Fargette, *Méhémet Ali, le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, Harmattan, 1996, 231 p.

⁶ Alfred C. Wood, *A History of the Levant Company*, Londres, Oxford University Press, 1935, pp. 198-199.

le commerce et la stratégie dans la gestion britannique de la question moyen-orientale⁷. Le traité abolit les monopoles de l'Etat ottoman dans plusieurs secteurs et introduisit la clause de la nation la plus favorisée dans les rapports commerciaux entre Londres et Constantinople.

L'expansion du marché ottoman était perçue par le gouvernement Palmerston comme une aubaine permettant de compenser une partie des pertes enregistrées en raison du début de l'industrialisation des régions qui constituaient les débouchés des produits textiles britanniques⁸. En effet, après la signature des accords de 1838, s'ouvrit une nouvelle ère dans les relations turco-britanniques. Les produits textiles et les capitaux financiers de la *City* inondèrent le marché ottoman jusqu'aux années 1870⁹. Notons que la tendance s'accéléra après 1846. L'exportation des biens vers la Sublime Porte profita donc de l'avènement du libre-échange et de l'accélération de la production industrielle pendant les années 1850 et 1860. L'exportation des capitaux connut, quant à elle, un essor significatif après la Guerre de Crimée. Londres encouragea même, dès 1854, les institutions de la *City* à souscrire à l'emprunt de guerre lancé par Constantinople. En garantissant le prêt accordé à l'Empire ottoman par la banque Rothschild, le gouvernement de Sa Majesté afficha clairement sa détermination de maintenir à long terme son influence informelle sur Constantinople¹⁰. Cependant, cette décision marqua aussi le début de la prudence des capitaux financiers à s'aventurer dans une région dont le potentiel économique demeurerait entravé en raison du sous-développement de l'infrastructure et de l'archaïsme des institutions.

Pour mieux comprendre la stratégie de la Grande-Bretagne, il est nécessaire de rappeler que les accords de 1838 comportaient un volet institutionnel très important, mais souvent négligé, parce qu'il était occulté par les aspects économiques¹¹. Le traité imposait à l'Empire ottoman d'entreprendre des réformes structurelles pour moderniser le fonctionnement de ses institutions. Cette ingérence britannique dans les affaires

⁷ Orhan Kurmus, « The 1838 Treaty of Commerce Re-examined », in Jean-Louis Bacqué-Grammont et Paul Dumont (eds.), *Economies et sociétés dans l'Empire Ottoman*, Paris, Editions CNRS, 1983, pp. 411-417.

⁸ Alan Cunningham's, « The Sick Man and the British Physician », *Middle Eastern Studies*, vol. 17, n° 2, avril 1981, pp. 147-173.

⁹ Sevket Pamuk, *The Ottoman Empire and European Capitalism : Trade, Investment, and Production, 1820-1913*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 278 p.

¹⁰ Olive Anderson, « Great Britain and the Beginnings of the Ottoman Public Debt », *Historical Journal*, vol. 7, n° 1, 1964, pp. 47-63.

¹¹ Roderic H. Davison, *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*, Princeton, Princeton University Press, 1963, chapitre 1.

intérieures de la Sublime Porte exprimait un pari optimiste sur l'avenir : Londres espérait faciliter ainsi l'apparition d'une élite ottomane moderne capable de coopérer avec les partenaires économiques de la Grande-Bretagne. Mais le Royaume-Uni était trop occupé par son « grand jeu » contre la Russie pour pouvoir exercer une pression efficace sur Constantinople afin de l'obliger à concrétiser les réformes prévues par le traité. L'élite politique ottomane s'enferma sur elle-même, précisément à cause de l'ingérence britannique. Elle fut interprétée, en Turquie, comme une tentative de créer une nouvelle élite de collaborateurs à la solde de Londres.

L'échec de l'évolution institutionnelle de l'Empire ottoman entrava donc indirectement les projets britanniques dans la région. N'oublions pas le lien fondamental, entre la finance et l'action impériale, consolidé après 1815 et nourri par le libre-échange. Or, après les bénéfices réalisés pendant les années 1840, le commerce britannique, attiré notamment par les nouvelles opportunités du libre-échange, se désintéressa progressivement du marché turc. La fragilité de l'économie ottomane et l'archaïsme des institutions politiques se nourrissaient mutuellement. La libre circulation des produits limita les recettes de l'Etat sans permettre la modernisation de l'économie. Celle-ci demeurait, en effet, incapable de produire et d'exporter suffisamment pour combler le déficit de la balance commerciale¹².

Dès le début des années 1850, il était évident que les rapports commerciaux entre Constantinople et Londres étaient sensiblement réduits. C'était les activités financières qui continuaient de renflouer les institutions de la Sublime Porte. Le soutien britannique à la Turquie face à la Russie, pendant la Guerre de Crimée, se justifiait par la nécessité de défendre les capitaux anglais et leurs intérêts dans la région. La continuité du grand jeu contre la Russie, malgré les risques budgétaires qu'elle présentait, risques déjà mentionnés au chapitre précédent, exprimait une complémentarité entre les considérations stratégiques et les intérêts économiques.

Toutefois, la Guerre de Crimée constitua également le début de la mise en cause de cette complémentarité au Moyen-Orient. En garantissant les prêts turcs, Londres ouvrit la voie à une spéculation financière massive pour répondre à la demande ottomane de liquidités. L'absence des réformes structurelles entraîna inexorablement les institutions de l'Etat turc dans un cercle vicieux. Au début des années 1870, la moitié

¹² Pour l'histoire économique de l'Empire ottoman, voir Charles Issawi, *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1980, 390 p.

des emprunts obtenus par Constantinople étaient utilisées pour servir les anciennes dettes.

La fracture eut lieu en 1875 lorsque la Sublime Porte décida de suspendre le paiement de ses obligations¹³. Cette décision entraîna un changement radical dans la politique moyen-orientale de Londres. A l'image de la situation intérieure de la Grande-Bretagne, une rupture entre la géoéconomie et la géopolitique se mit progressivement en place. Cet épisode est d'une importance extrême, parce qu'il allait provoquer un vide géoéconomique qui devait se propager progressivement au-delà de la région et entraîner un changement profond dans la perception de la relation entre l'économique et le stratégique.

Il faut déjà préciser qu'après 1880, les nations industrialisées, à l'instar de la France, de l'Allemagne et de la Russie, brisèrent progressivement le monopole financier britannique en Turquie. Il était évident que les emprunts, les chemins de fer, les concessions d'exploitation minière et tous les autres projets détenus par les capitaux de ces pays respectifs procuraient à leur Etat une influence grandissante dans leurs lieux d'investissement. Cet aspect stratégique de l'expansion capitaliste de l'Europe constitua le fondement de transformations décisives, notamment au Moyen-Orient où des considérations géopolitiques rendaient impraticable la solution du partage colonial direct.

L'attitude négative britannique, qui se justifiait par la résistance des forces économiques internes à tout interventionnisme public, affaiblit sa position économique. La *City* demeurait inquiète. Ses investisseurs considéraient que malgré le *statu quo*, le Moyen-Orient ne représentait pas une perspective prometteuse. La concurrence européenne réduisit davantage encore les bénéfices espérés. Face à l'accroissement de la rivalité allemande au début du XX^e siècle, Londres se trouva confrontée à la nécessité d'en finir avec l'hésitation financière. Elle dut mobiliser ses capitaux financiers pour protéger ses intérêts dans la région¹⁴. En d'autres termes, les mécanismes de l'Empire informel, comme ils ont été présentés par Robinson et Gallagher, devaient continuer à fonctionner, mais par l'intermédiaire d'une volonté impérialiste formelle. Plus concrètement, l'Etat central s'efforçait de sauvegarder sa suprématie en déterminant les

¹³ Sevket Pamuk, « The Ottoman Empire in the Great Depression of 1873-1896 », *Journal of Economic History*, vol. 44, n° 1, mars 1984, pp. 107-118. La crise des années 1870 était tellement sévère pour l'économie turque, que Constantinople déclara officiellement qu'elle était en faillite en 1878.

¹⁴ Voir David McLean, « Finance and Informal Empire Before the First World War », *Economic History Review*, vol. 29, n° 2, mai 1976, pp. 291-305.

priorités de la finance. L'équilibre entre cette attitude interventionniste, les traditions libre-échangistes de l'économie britannique et la volonté libérale de la finance constitue l'axe de notre analyse pour comprendre la portée et les limites de la politique britannique au Moyen-Orient.

Précisons que la faillite des institutions turques représentait une menace sérieuse pour la stratégie internationale britannique. La stabilité économique était le seul facteur capable de maintenir les puissances rivales de Londres en dehors des zones stratégiques sous domination ottomane¹⁵. En effet, l'effondrement de l'Etat à Constantinople pouvait leur procurer l'occasion souhaitée d'exiger un partage colonial des territoires, forcément défavorable à Londres. Si les prêts accordés à Constantinople étaient conclus dans des conditions défavorables, cette possibilité deviendrait réalité. Mais d'un autre côté, la fragilité des institutions ottomanes et les séquelles de l'expérience de 1875 décourageaient fortement le capital financier de s'investir dans les propriétés de l'Empire ottoman. Le seul moyen d'attirer les investisseurs était d'augmenter les taux d'intérêt afin de rémunérer le risque spéculatif. Londres craignait aussi le *dumping* financier allemand destiné à consolider la position de Berlin auprès de la Sublime Porte, en lui accordant des prêts à taux compétitifs.

Consciente à la fois de la valeur stratégique de la région et de l'importance de la finance pour le maintien de sa suprématie, Londres mobilisa tous les moyens dont elle disposait afin de rassurer la *City* et de la persuader de ne pas désertier le Moyen-Orient. Après 1875, une des priorités de Londres dans la région devint donc le paiement de ses financiers. L'occupation de Chypre fut un message clair adressé à Constantinople¹⁶. Les Ottomans n'avaient guère d'autre choix que de négocier. En 1881, un accord fut trouvé. En contrepartie du rééchelonnement de sa dette, Constantinople accepta la création de l'Office de la dette publique ottomane, organisme privé et international chargé de gérer les recettes publiques afin de faire du remboursement de la dette la première priorité budgétaire¹⁷. Pendant trois décennies, cet organisme exerça un contrôle inégalé sur l'économie et la politique turque.

Pourtant, l'engagement de l'Etat britannique en faveur de la finance ne réussit guère à convaincre les investisseurs. Nous pouvons même aller jusqu'à dire que les

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Pour les causes de la pression militaire britannique, voir Donald C. Blaisdell, *European Control in the Ottoman Empire. A Study of the Establishment, Activities, and Significance of the Administration of the Ottoman Public Debt*, New-York, Columbia University Press, 1929, chapitre 5.

¹⁷ *Ibid.*, chapitres 5 et 6.

efforts de Londres, destinés à limiter l'influence des puissances concurrentes, produisirent l'effet inverse. D'une part, les investisseurs britanniques continuèrent de céder leur portefeuille à des investisseurs étrangers, notamment allemands et français. D'autre part, la finance allemande, qui, contrairement à sa rivale britannique, manquait de perspectives impériales, se trouva rassurée en ce qui concerne l'avenir de ses investissements dans l'Empire ottoman. Ainsi, dès les années 1880, la finance britannique perdit sa position dominante dans l'Empire ottoman au profit de ses rivales française et allemande¹⁸.

En désertant le Moyen-Orient, la finance poussa le gouvernement central, qui était déterminé à maintenir la stabilité dans une région stratégiquement primordiale, à mener une politique plus agressive. Londres n'avait d'autre choix que d'intervenir militairement pour sécuriser directement des positions stratégiques sur la route des Indes, notamment en Egypte¹⁹. Elle continuait parallèlement à défendre l'unité de l'Empire ottoman. Cette contradiction géopolitique traduisait les limites de l'intérêt économique moyen-oriental face à un intérêt stratégique crucial pour la sécurité de l'Inde.

Conformément à l'interprétation de Robinson et Gallagher, l'intervention directe exprime, plus qu'autre chose, le déclin des capacités diplomatiques britanniques à préserver ses intérêts. Mais l'origine principale du déclin ne se situait pas à la périphérie. Plus que toutes les menaces engendrées par les risques stratégiques qui entouraient le Moyen-Orient, la faiblesse réelle venait paradoxalement d'une des armes les plus redoutables et les plus actives de la géopolitique britannique : la finance. Ce paradoxe constitue la traduction externe du dérapage géoéconomique interne analysé au chapitre III. Le capital financier, après avoir maîtrisé son espace migratoire grâce au libre-échange, répugnait de plus en plus à se confiner aux objectifs stratégiques de l'Etat central. Attiré par des perspectives d'investissement à la fois moins risquées et plus rentables, il déserta le Moyen-Orient, abandonnant ainsi les stratèges de Londres face à un véritable dilemme : l'intervention directe nourrissait l'hostilité ottomane vis-à-vis de Londres et rapprochait inexorablement Constantinople de Berlin. Le gouvernement

¹⁸ Sevket Pamuk, « The Ottoman Empire in the Great Depression of 1873-1896 », *op.cit.*

¹⁹ L'occupation de l'Egypte ne signifiait pas la fin de l'importance stratégique de Constantinople. Voir Keith Wilson, « Constantinople or Cairo : Lord Salisbury and the Partition of the Ottoman Empire, 1886-1897 », in Keith M. Wilson (ed.), *Imperialism and Nationalism in the Middle East : The Anglo-Egyptian Experience 1882-1982*, Londres, Mansell, 1983, pp. 26-55.

central britannique exhibait ainsi son incapacité à mobiliser la finance en faveur de l'intérêt national.

2. L'interventionnisme passif : maintien du statu quo grâce à une entente financière avec la France

En 1914, l'investissement financier britannique était particulièrement faible dans l'économie ottomane. La part de Londres dans la dette publique ottomane ne dépassait pas les 15 %. Les capitaux allemands en détenaient plus du cinquième, et les capitaux français plus de la moitié²⁰. Cette faiblesse affecta toutes les activités. La Grande-Bretagne perdit, par exemple, sa position commerciale dominante avec la Turquie, sa part des importations turques passant de 35 % en 1900 à 21 % en 1914. L'Allemagne était naturellement le grand gagnant de cette tendance. Malgré les difficultés de la construction du Berlin-Bagdad, la finance allemande s'imposa comme l'unique partenaire crédible de Constantinople.

Du côté britannique, les limites des activités économiques et l'hésitation du capital financier se nourrissaient mutuellement. Au début du XX^e siècle, la présence bancaire de la *City* dans la région se limitait à la Banque impériale de la Perse, dont les succursales de Bagdad et de Bassoura, qui n'avaient d'ailleurs qu'une influence très limitée, finirent par disparaître devant l'hostilité ottomane et la concurrence allemande²¹. Le rétablissement de la base économique de la puissance britannique devait passer par l'intervention de l'Etat, solution qui se heurtait aux principes fondamentaux du libéralisme. Cet interventionnisme était source de résistance, même de la part des compagnies agissant dans la région. D'une part, la maîtrise de l'espace migratoire, assurée par le libre-échange, leur offrait, le cas échéant, la possibilité de trouver des conditions plus favorables sans l'aide de l'Etat. D'autre part, elles estimaient

²⁰ Voir Sevket Pamuk, *The Ottoman Empire and European Capitalism, 1820-1913*, *op.cit.*, pp. 72-76 ; et Zwi Y. Hershlag, *Introduction to the Modern Economic History of the Middle East*, Leiden, Brill, 1980, p. 67.

²¹ Marian Kent, « Moguls and Mandarins : Robinson and Gallagher and British Interests and Policies in the Ottoman Empire in the Early Twentieth Century », in *Moguls and Mandarins : Oil, Imperialism and the Middle East in British Foreign Policy, 1900-1940*, Londres, 1993, p. 15.

que le soutien de l'Etat risquait de privilégier les petites entreprises au détriment des grandes²². Ainsi, le laisser-faire l'emporta encore.

L'influence de l'Etat sur les forces économiques agissant dans la région était presque nulle. Les incitations à investir restèrent lettre morte et n'eurent aucun effet pour limiter le vide géoéconomique qui se créait progressivement autour de la stratégie britannique dans la région. Ce facteur poussa Londres à adopter une politique attentiste. L'espoir de lier les économies ottomane et perse à l'orbite de la finance britannique ayant disparu, l'objectif était de maintenir, autant que faire se peut, le *statu quo*.

Cette politique attentiste fut encore renforcée par le fait qu'elle était de nature à satisfaire tous les acteurs. Le Royaume-Uni pouvait sauver, au moins à court terme, l'essentiel en garantissant la stabilité de la route des Indes. L'Empire ottoman, l'Homme malade de l'Europe, ne pouvait guère espérer mieux que sa survie. La France et l'Allemagne trouvaient dans l'espace Moyen-Orientale une opportunité pour accroître l'influence mondiale de leur finance.

Le croisement de ces intérêts peut être illustré par la position de l'Office de la dette publique ottomane²³. La priorité étant de sécuriser la survie de l'« Homme malade », au moins jusqu'au remboursement de ses dettes, cette administration profita du *statu quo* pour démontrer son efficacité et pour contrôler la décision politique ottomane. Afin de perpétuer le système, cette administration, forte de son prestige auprès des investisseurs européens, alla jusqu'à relancer le cercle vicieux de la dette ottomane, en obtenant pour Constantinople de nouveaux prêts, notamment français et allemands, dès la fin du XIX^e siècle²⁴. Par conséquent, Paris et Berlin gagnèrent progressivement une influence significative auprès de Constantinople. Cette dernière était en train de se rapprocher du Reich, mettant en danger des priorités stratégiques britanniques de haute importance.

Sous la pression croissante de la concurrence allemande, Londres avait de plus en plus besoin d'une structure financière intégrée dans l'économie ottomane, capable de canaliser les capitaux britanniques dans l'économie turque. Cet objectif fut sans doute l'un des éléments les plus décisifs de la politique britannique envers la Sublime Porte

²² Desmond C.M. Platt, *Finance, Trade and Politics in British Foreign Policy*, *op.cit.*, pp. 114-124.

²³ Pour l'histoire de cette administration et son fonctionnement, voir D. C. Blaisdell, *European Financial Control in the Ottoman Empire*, *op.cit.*

²⁴ *Ibid.*, pp. 152-153.

après la signature de l'Entente cordiale en 1904²⁵. Le *Foreign Office*, sous l'égide de Sir Edward Grey²⁶, tenta d'exploiter la solidité de la position française à Constantinople, en établissant une entente financière dans la région. Le mémorandum du 3 juillet 1906 du délégué britannique auprès de l'Administration de la dette ottomane, Adam Block illustre cette orientation. Dans ce document, le futur Président de la Chambre britannique de commerce à Constantinople avertit le *Foreign Office* des implications de la pénétration financière allemande et française au Moyen-Orient. Les concessions et les prises de participations obtenues par les capitaux de ces deux pays, notamment dans la construction d'infrastructures ferroviaires, risquaient d'affaiblir la position britannique, surtout en cas de désintégration de l'Empire ottoman²⁷.

Pour répondre à ce défi, Grey tenta de consolider la position britannique auprès de la Banque impériale ottomane, dominée par des intérêts français²⁸. En contrepartie de la formation d'une institution financière anglo-française, la Société ottomane, la Banque impériale devait recevoir le soutien du gouvernement de Sa Majesté dans toutes les opérations conformes à la politique de Londres et de Paris au Moyen-Orient. Mais la direction de la Banque était sceptique quant aux gains à espérer, compte tenu de sa position déjà prédominante dans la région. Par conséquent, les négociations s'éternisèrent²⁹.

Ainsi, lorsqu'en 1908 Sir Cassel proposa l'idée de créer la Banque nationale de Turquie, il reçut les encouragements et le soutien du *Foreign Office*. En septembre de cette même année, Grey constatait avec déplaisir l'absence de progrès dans l'établissement de la Société ottomane. Il soulignait que son gouvernement était « très

²⁵ Après cette date, la rivalité anglo-française dans la région s'estompa. Londres pouvait se consacrer à faire obstacle à la menace allemande qui se précisait, notamment avec la détermination de Berlin de mener à bien, coût que coût, son projet du Berlin-Bagdad. Voir Keith A. Hamilton, « An Attempt to Form an Anglo-French Industrial Entente », *Middle Eastern Studies*, vol. 11, n° 1, janvier 1975, pp. 47-73.

²⁶ Successeur de Lansdowne à la tête du *Foreign office*, il occupa ce poste de 1905 à 1916. Pour différents aspects de sa politique, voir F.H. Hinsley (ed.), *British Foreign Policy under Sir Edward Grey*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, 728 p. Pour sa détermination à coopérer avec la France en Turquie, voir Notes by Grey, 15 October 1907, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/350, No. 33703.

²⁷ Memorandum of 3 July 1906, in G.P. Gooch et H.W.V. Temperley, (eds.), *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914, op.cit.*, vol. V, n° 147, pp. 174-184. Voir également, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/152, No. 22545 ; *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/549, No. 39821.

²⁸ Fondée au milieu du XIX^e siècle par des capitaux britanniques, cette institution passa sous le contrôle français. Au début du XX^e siècle, et bien que théoriquement anglo-française, il était évident qu'elle servait principalement les intérêts de la finance française.

²⁹ Marian Kent, « Agent of Empire ? The National Bank of Turkey and British Foreign Policy », *op.cit.*, p. 70.

impatience d'attirer des capitaux britanniques en Turquie pour des concessions sérieuses et pour des projets commerciaux, et que cela ne pouvait plus attendre »³⁰. Il est à noter qu'un changement politique inattendu se produisit sur le terrain. La Révolution des Jeunes Turcs laissa présager un regain des intérêts britanniques, Paris et Berlin faisant figure de soutien de l'ancien régime³¹. En août 1908, Grey écrivait :

Je suis convaincu que si les événements en Turquie vont dans le bon sens, on pourra trouver du soutien dans ce pays. Alors, le moment de consolider la position britannique dans la Banque ottomane impériale viendra, puisqu'elle pourra attirer plus de capitaux et compter sur les services d'hommes plus compétents³².

Dans ses interventions, Grey exprimait indirectement son impatience vis-à-vis du capital financier qui hésitait encore à soutenir la politique de Londres. Les événements de Constantinople semblaient réveiller l'ancien optimisme britannique à propos de l'avenir des relations anglo-turques. Quelques mois plus tard, la Banque nationale de Turquie fut fondée. Pour le *Foreign Office*, la nouvelle institution constituait un espoir réel pour réaliser les objectifs de la Couronne dans la région, notamment l'établissement d'une entente avec la finance française. Vers la fin du mois de mai 1909, Sir Edward Grey écrivit :

Cassel veut absolument avoir un homme assez compétent pour diriger la Banque. Il vise très haut et, jusqu'ici, je n'ai pas pu l'aider. On ne peut pas obliger les meilleures compétences à quitter le service public. Je souhaite néanmoins que la Banque réussisse. Il me semble qu'il est très souhaitable qu'un intérêt financier britannique indépendant puisse s'établir à Constantinople. On pourra donc travailler avec les Français sur un pied d'égalité³³.

L'analyse de ce document permet d'observer l'importance qu'accordait le *Foreign Office* à l'introduction des capitaux financiers britanniques à Constantinople.

³⁰ En septembre 1908, Grey affirmait que le gouvernement était « most anxious to attract British capital into Turkey for bona fide concessions and commercial enterprises and that this should not be greatly delayed ». Voir Despatch from Grey to Lowther, 19 Septembre 1908, in G.P. Gooch et H.W.V. Temperley, (eds.) *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, *op.cit.*, vol. V, p. 261.

³¹ Voir Private Letter From Grey to Lowther, 23 August 1908, in G.P. Gooch et H.W.V. Temperley, (eds.) *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, *op.cit.*, vol. 5, n° 208, pp. 266-267. Voir aussi Feroz Ahmad, « Great Britain's Relations with the Young Turks 1908-14 », *Middle Eastern Studies*, vol. 2, n° 4, 1966, pp. 302-329.

³² « I am of opinion that, if events in Turkey develop satisfactorily the backing will be found in this country and that the moment to strengthen the position of Great Britain in the Ottoman Bank will then arise, since the Bank will then be able to attract more capital and the services of more competent men. » Despatch by Grey, 25 August 1908, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/548, No. 28640.

³³ « Cassel is much perplexed as to getting a good enough man for his Bank. He aims high and I have not so far been able to help him. One cannot urge the best men to leave the public service. Nevertheless I wish his Bank could be established. It seems to me very desirable that there should be an independent British financial interest at Constantinople. We could then work with the French on equal terms. » Cité dans Marian Kent, « Agent of Empire ? The National Bank of Turkey and British Foreign Policy », *op.cit.*, pp. 72-73.

Mais en même temps, cette présence financière semblait viser un objectif stratégique plus vaste : l'établissement d'une coopération réelle avec la France. La Banque nationale était donc chargée de la mission délicate d'établir une entente financière entre Paris et Londres. Analysée dans ces termes, la politique britannique dans la région représente un exemple intéressant pour illustrer les conséquences de ce que nous entendons par *vide géoéconomique*. Ecartelée entre les intérêts immédiats de sa finance, ses priorités stratégiques à long terme, ses traditions libre-échangistes et la réticence de son nouvel allié français, Londres ne pouvait produire qu'une politique déséquilibrée.

Le gouvernement de Sa Majesté était sans aucun doute déterminé à soutenir la Banque nationale turque. Comme le laisse entendre le document cité plus haut, le choix de son directeur fut résolu grâce à l'intervention active du gouvernement. En août 1909, Sir Henry Babington-Smith, Secrétaire d'Etat à la Poste, abandonna, à la demande du gouvernement, son portefeuille ministériel afin de devenir président de la Banque nationale turque³⁴. Lorsque Cassel arriva à Constantinople, l'Ambassadeur britannique, enfreignant toutes les conventions diplomatiques de son époque, l'introduisit personnellement auprès du Sultan³⁵. Le gouvernement protégea également le groupe de Cassel même vis-à-vis des institutions financières de la *City*. En 1908, le gouvernement pria Morgan's Bank de ne pas entrer en concurrence avec Cassel dans sa tentative de financer le besoin de liquidités du gouvernement turc³⁶.

Mais la détermination de Londres à établir l'entente financière, malgré les réticences de la Banque ottomane, rendait sa politique assez illisible pour ses contemporains. En effet, la direction de la Banque nationale turque n'avait pas totalement saisi l'ordre des priorités du *Foreign Office*. Dans une lettre adressée à Sir Edward Grey le 11 juin 1913, Babington-Smith précisa comment il entendait son rôle au Moyen-Orient :

La Banque nationale a été fondée grâce à votre grand encouragement. L'idée de sa création, comme vous l'avez exprimé vous-même, était que l'établissement d'une finance britannique de premier rang à Constantinople constituait une condition préalable à la régénération de la Turquie et à la victoire des intérêts britanniques dans la région. Vous avez précisé que la politique du

³⁴ David McLean, « Finance and Informal Empire Before the First World War », *Economic History Review*, vol. 29, n° 2, mai 1976, p. 295. McLean cite par exemple *Lowther, Public Record Office, Foreign Office, F.O. 800/193A* ; *Lowther, Public Record Office, Foreign Office, F.O. 800/193B*. Successeur de Sir Nicholas O'Connor, Sir Gerald Lowther était l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople de 1908 à 1913.

³⁵ David McLean, « Finance and Informal Empire Before the First World War », *op.cit.*, p. 296.

³⁶ Memorandum by C. Hardinge, 20 November 1908, *Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/549*.

gouvernement au Proche-Orient connaîtrait un sérieux revers si vous étiez obligé de dire aux Ottomans que les financiers britanniques ne sont pas intéressés par les affaires en Turquie, et que la demande turque de créer une banque ne sera pas satisfaite. Vous avez estimé qu'une telle réponse endommagerait irrémédiablement le prestige et l'influence britanniques à Constantinople, facteurs dont dépendent grandement l'avenir du commerce britannique dans les possessions ottomanes³⁷.

Le soutien du *Foreign Office* à la Banque nationale était, cependant, conditionné au succès de sa coopération avec la finance française. La direction de l'établissement, à travers Cassel et Babington-Smith, était prête à accepter que la Banque nationale soit réorganisée et absorbée par la Banque impériale ottomane³⁸. Cette alternative exprimait l'impuissance que ressentaient les dirigeants face à leur dépendance vis-à-vis de la finance française, qui refusait toujours de coopérer.

Quand les négociations échouèrent, la Banque nationale décida qu'elle pouvait agir d'une façon indépendante et donc entrer en concurrence avec la Banque impériale pour financer l'emprunt turc. Elle pensa pouvoir maintenir le soutien du gouvernement britannique en défendant les intérêts stratégiques de Londres. A titre d'exemple, lorsque Constantinople, représentée par son ministre des Finances Djavid Bey échoua à obtenir, auprès de la Banque impériale ottomane, des taux acceptables pour un nouvel emprunt en 1910, la direction de la Banque nationale conditionna le financement du prêt par l'exercice d'un contrôle britannique sur la dernière phase du Berlin-Bagdad³⁹.

Mais ce facteur ne suffisait pas pour satisfaire Londres. En effet, le *Foreign Office* savait pertinemment que la Banque nationale était, à l'image de la finance britannique opérant dans la région, trop faible pour pouvoir faire face au défi allemand. Le seul espoir était d'unir la force stratégique britannique à l'influence financière française pour empêcher Constantinople de rejoindre l'orbite allemande.

Nous soutenons la fusion de la Banque nationale et de la Banque ottomane pour des raisons politiques de grande importance. Une société anglo-française qui serait capable de fournir des emprunts dans des conditions satisfaisantes pour le gouvernement turc, et qui encouragerait les

³⁷ « The National Bank was founded with your strong encouragement, on the ground, as you stated, that the prospects of the regeneration of Turkey and the progress of British interests there, depended on the establishment in Constantinople, of British finance of the first rank. You added that it would be a severe blow to the Government's policy in the Near East if you were obliged to tell the Turks that British financiers would take no interest in Turkish affairs, and the request of the Turks for the establishment of a bank could not be complied with. Such a reply, you considered, would diminish irremediably British prestige and influence in Constantinople, on which the future progress of British trade in Turkish dominions depended so much. », *Babington-Smith to Grey, 11 June 1913, Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/1826, No. 26928.*

³⁸ Voir *Letter from Cassel to Nicolson, 8 October 1910, Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/994, No. 37190.*

³⁹ Pour l'histoire détaillée de cet épisode, voir Marian Kent, « Agent of Empire ? The National Bank of Turkey and British Foreign Policy », *op.cit.*, pp. 75-88.

investisseurs britanniques à obtenir des concessions économiques dans le pays, pourrait efficacement mettre en échec, voire même détruire, l'avantage politique réalisé par l'Allemagne à Constantinople⁴⁰.

Cet exemple est éclairant pour saisir les mécanismes qui sous-tendent un vide géoéconomique. Si l'on se rappelle qu'à cette date la guerre contre l'Allemagne n'était pas jugée inévitable, on comprend pourquoi Londres cherchait à combiner supériorité économique et domination stratégique pour contrer le Reich. La première condition n'étant plus accessible, Londres se voyait obligée de compter sur la France pour résister à la pénétration allemande. L'introduction de capitaux anglais au Moyen-Orient après la signature de l'Entente cordiale n'était donc ni un choix économique ni une politique stratégique. Il s'agissait d'une manœuvre tactique destinée à réaliser une coopération financière avec Paris. En entrant en concurrence avec la Banque impériale ottomane, la Banque nationale se condamna définitivement.

Il est très probable que la direction de la Banque nationale ne comprit qu'en partie le rôle qu'elle avait à jouer si elle voulait compter sur le soutien du gouvernement de Sa Majesté. En 1913, cette institution n'avait réalisé aucun de ses objectifs, échec qui aggrava le vide géoéconomique existant. L'influence informelle britannique s'en trouva affaiblie d'autant. Ainsi, la préservation des intérêts de Londres dépendait maintenant exclusivement de sa capacité à contrer la pénétration allemande dans l'Empire ottoman par les moyens stratégiques traditionnels.

3. L'interventionnisme en réaction : l'échec de l'opposition à l'Allemagne

Le succès du modèle allemand à la fin du XIX^e siècle produisit des pulsions expansionnistes. Le renvoi de Bismarck en 1890, par l'Empereur Guillaume II, marqua un changement radical de la politique étrangère qui se traduisit notamment par le refus

⁴⁰ « We support the fusion of the National and Ottoman Banks for political reasons of great importance. A powerful Anglo-french syndicate which could provide money for the Turkish government on satisfactory terms and which could stimulate British investors to take up economic concessions in the country would effectively check, and might even destroy the political advantage which Germany had acquired at Constantinople. », Minute by Grey, 17 October 1910, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/914. Pour l'enthousiasme que suscita cette perspective chez les dirigeants britanniques, voir aussi *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/994, No. 37007 ; *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/994, No. 37082.

de renouveler le traité de Réassurance avec la Russie⁴¹. Dans le même temps, les intérêts allemands dans l'Empire ottoman augmentèrent rapidement et se traduisirent en termes d'investissements. *La Deutsche Bank* obtint plusieurs concessions pour la construction de chemins de fer⁴². Elle finança également d'importants emprunts au profit de Constantinople.

Le chemin de fer Berlin-Bagdad symbolisa le succès de cette pénétration pacifique. Londres pensa pouvoir perturber ce projet grâce à une double pression : financière et diplomatique. Berlin accepta un certain nombre de concessions. Elle renonça notamment à étendre le chemin de fer jusqu'au Golfe persique et consentit à fixer le terminus à Bagdad⁴³. Mais, malgré ce succès relatif, Londres ne put empêcher la réalisation de la majeure partie du projet. A la veille de la Grande Guerre, 600 000 voyageurs et 116 000 tonnes de fret étaient transportés chaque année par cette voie ferrée⁴⁴.

Grâce à la pénétration financière allemande dans la Sublime Porte, les relations commerciales et diplomatiques se consolidèrent entre les deux pays. L'Allemagne participa, par exemple, à l'équipement et à la réorganisation de l'armée ottomane. Malgré les réserves suscitées par la montée des Jeunes Turcs, Berlin ne perdit pas sa position diplomatique. En effet, Constantinople ne pouvait pas sérieusement envisager de se priver du soutien financier et militaire allemand.

L'hésitation britannique, aussi bien publique que privée, doit être évaluée à la lumière de l'occasion manquée que représenta la Révolution des Jeunes Turcs. Ceux-ci, en effet, voyaient avec suspicion les intérêts de Berlin dans la région. Ils accusaient l'Allemagne de soutenir la corruption et l'archaïsme ottomans. Mais Londres, en raison de sa politique d'alliance avec la France, ne put profiter de l'hostilité des Jeunes Turcs vis-à-vis de Berlin. Ils considéraient Paris, au même titre que le Reich, comme le financier du régime de l'ancien Sultan. Seul un changement de politique étrangère aurait

⁴¹ Signé le 18 juin 1887, le traité secret de Réassurance, qui était l'œuvre de Bismarck, assurait à l'Allemagne, pendant trois ans, la neutralité russe en cas d'attaque française.

⁴² Pour l'extension des intérêts allemands en Turquie, voir Ulrich Trumpener, « Germany and the End of the Ottoman Empire », in Marian Kent, (ed.) *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire* (1984), Londres, Routledge, 1996, pp. 107-136.

⁴³ Cette concession était officiellement formulée dans le cadre de la convention anglo-allemande de 1914, qui constituait une tentative allemande d'obtenir la neutralité de Londres avant le début de la guerre. Voir J. Cain et A. G. Hopkins, *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, *op.cit.*, p. 410.

⁴⁴ Ulrich Trumpener, « Germany and the End of the Ottoman Empire », *op.cit.*, p. 117.

pu rendre Londres crédible pour les réformateurs turcs. Mais le vide géoéconomique le lui interdisait, signe évident de l'affaiblissement de son influence informelle.

La recherche d'une entente financière avec Paris plaçait le Royaume-Uni dans une situation inextricable. D'une part, malgré le soutien officiel de la France, cette coopération était vouée à l'échec. En raison de la faiblesse de la position de la finance britannique, le capital français opérant dans l'Empire ottoman doutait fortement des capacités de Londres à offrir de nouvelles opportunités. Il estimait même parfois que la coopération avec le capital allemand lui serait plus favorable⁴⁵. D'autre part, la finance britannique se trouvait enchaînée, puisqu'elle ne pouvait réellement compter sur le soutien du *Foreign Office* que dans le cadre de l'Entente avec la France.

Pour répondre à ce sentiment d'impuissance, Londres n'avait plus qu'une carte à jouer : sa supériorité stratégique. Un certain nombre de dirigeants britanniques étaient même prêts à envisager la désintégration de la Sublime Porte. Les relations entre Londres et les nationalistes arabes, qui commencèrent à s'établir bien avant le début de la Première Guerre mondiale⁴⁶, exprimaient cette volonté de préparer le terrain d'une éventuelle époque post-ottomane dans la région. Cette tendance fut renforcée après la fin du grand jeu contre la Russie en 1907⁴⁷. Et pendant ce temps, ironie des relations internationales, Berlin était en train de remplacer Londres comme garant de l'intégrité de l'Empire ottoman.

La politique du gouvernement britannique consistait à s'opposer, par des moyens diplomatiques et stratégiques, à la pénétration allemande en Turquie⁴⁸. Cette politique d'opposition ne comportait pas de versant positif : elle renonçait à consolider les institutions de l'Empire ottoman. Tout au contraire, Constantinople voyait dans les manœuvres britanniques, particulièrement dans les Balkans et au Koweït⁴⁹, (manœuvres destinées à bloquer le Berlin-Bagdad), une atteinte à ses intérêts. Par incapacité de maintenir son *soft power* dans la région, Londres devint donc l'ennemi de

⁴⁵ Keith A. Hamilton, « An Attempt to Form an Anglo-French Industrial Entente », *op.cit.*

⁴⁶ Pour l'histoire du nationalisme arabe, voir George Antonius, *The Arab Awakening : The Story of the Arab National Movement*, Londres, Hamilton, 1945, 471 p.

⁴⁷ Voir *supra*, pp. 162-163.

⁴⁸ Les diplomates britanniques à Constantinople étaient parfaitement conscients des répercussions négatives de la pression stratégique de Londres sur l'Empire ottoman. Voir, par exemple, G.P. Gooch and H.W.V. Temperley (ed.), *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, 11 vols (London : 1926-38), Vol. V, no. 196, pp. 247-8.

⁴⁹ Voir *supra*, pp. 173-177.

Constantinople. Lorsqu'éclata la Grande Guerre, elle ne réussit même pas à garantir la neutralité turque.

Comme on vient de le constater, la faiblesse géoéconomique de Londres profita à l'Allemagne : son investissement dans la région lia le sort de Constantinople au modèle économique et à l'orbite stratégique du Reich. Ce succès bénéficia à toutes ses forces économiques : la finance trouvait, au Moyen-Orient, une perspective internationale assez importante par rapport aux limites de son champ d'action ; l'industrie profitait des divers projets dans la région ; l'Etat voyait dans sa projection moyen-orientale une opportunité stratégique cruciale afin d'avoir accès à la source d'énergie nécessaire pour la technologie de la deuxième révolution industrielle.

II. La Perse : pour une nouvelle harmonie entre l'Etat et la finance

1. L'intervention à travers la Banque impériale Perse

D'un point de vue historique, la Perse connut relativement le même processus impérial que l'Empire ottoman. Située sur la route des Indes, elle constituait forcément un enjeu stratégique pour la géopolitique britannique. Sa sécurité était un élément fondamental dans la défense du « Joyau de la Couronne »⁵⁰. Les intérêts britanniques dans la région se concentraient au sud, notamment dans le Golfe persique. La prédominance de Londres dans ces eaux était essentielle stratégiquement. Située sur les frontières sud de la Russie tsariste, la Perse, dont l'Etat dépendait fortement du financement international pour assurer son fonctionnement, était plus menacée que la Sublime Porte, puisque la finance russe répondait assez favorablement aux multiples demandes de prêts, formulées par Téhéran.

Il y avait là un défi majeur pour Londres, qui s'efforçait de consolider sa position stratégique en s'assurant d'une domination financière durable au moyen des emprunts du gouvernement iranien avec, en retour, l'obtention de concessions économiques importantes. Encouragé par les premiers succès du traité de 1838 avec

⁵⁰ Malcom E. Yapp, *Strategies of British India*, *op.cit.*

Constantinople, Londres suivit la même méthode avec Téhéran en 1841⁵¹. En ouvrant la voie à l'entreprise privée, le Royaume-Uni espérait pouvoir exercer une influence informelle suffisamment forte pour dominer le Golfe persique et pour contenir les ambitions russes d'expansion vers le sud.

Mais les résultats furent encore moins satisfaisants que dans l'Empire ottoman. La pauvreté de la région et l'incapacité de son économie à créer de la richesse limitaient les perspectives de son marché et ses capacités d'importations. Les marchandises britanniques échouèrent à créer un véritable marché dans la région. Quant à la finance, elle se heurta rapidement à l'archaïsme des institutions et à l'hostilité de la population. Par exemple, la concession accordée par Téhéran à de Reuter, en 1872, pour construire des voies ferrées se solda par un échec cuisant⁵².

Il était donc évident que les capitaux de la *City* n'allaient pas se risquer davantage en Perse. Mais sans le soutien de la finance, Londres ne pouvait pas espérer voir l'Etat iranien se transformer en un véritable obstacle aux visées de l'expansionnisme russe. L'influence à long terme de Londres se voyait donc compromise. Là encore, l'hésitation concernant la stratégie à suivre fut grande. D'une part, le soutien d'un Etat perse aussi instable risquait de représenter un coût budgétaire disproportionné. De l'autre, abandonner cet Etat en espérant maintenir sa neutralité par la voie de la diplomatie ne pouvait que réanimer les ambitions russes. Comme on pouvait s'y attendre, Saint-Pétersbourg s'efforça, dès les années 1880, d'accroître son influence, notamment en accordant des prêts substantiels à Téhéran⁵³. Cette avancée russe était doublement dangereuse pour Londres. Au-delà de l'enjeu perse, la Grande-Bretagne craignait de devoir faire face à une instabilité aux confins des Indes, instabilité qui risquait de causer la panique des capitaux financiers agissant dans le sous-continent. Le dilemme britannique s'étendait.

Par conséquent, quand de Reuter réussit à obtenir une concession pour fonder la Banque impériale perse, il reçut les encouragements appuyés du *Foreign Office* et du

⁵¹ Mikhail Volodarsky, « Persia's Foreign Policy between the Two Herat Crises, 1831-56 », *Middle Eastern Studies*, vol. 21, n° 2, pp. 111-151.

⁵² Cette concession ne pouvait pas être effective puisque Téhéran avait promis à la Russie de n'accorder le droit de construire des chemins de fer à aucune compagnie étrangère sans l'accord préalable de Saint-Pétersbourg. Elle se révéla néanmoins cruciale car elle servit de base pour la création de la Banque impériale. Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, vol. 1, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 22-23.

⁵³ Pour un travail qui met en évidence les conditions qui poussèrent Londres à adopter une politique de plus en plus interventionniste, voir David McLean, *Britain and her Buffer State : The Collapse of the Persian Empire, 1906-1914*, Londres, Royal Historical Society, 1979, 157 p.

*Treasury*⁵⁴. Pour Londres, cette implantation était un instrument précieux pour réaliser des objectifs cruciaux. La canalisation de capitaux britanniques dans l'économie perse devait imposer à Téhéran une dépendance financière indispensable pour contrer les ambitions russes. L'amélioration de l'infrastructure locale, grâce aux investissements dans les projets de chemins de fer proposés par de Reuter depuis 1872, allait assurer des liaisons sûres et efficaces entre le Golfe persique et l'Inde. Beaucoup plus tard, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères décrivit en ces termes la relation privilégiée développée entre le gouvernement britannique et la Banque impériale perse :

La Banque impériale représente la plus grande priorité britannique en Perse. Pendant des années, elle a fourni des emprunts pour le gouvernement perse et a travaillé, dans la plus grande loyauté, avec le gouvernement britannique. Sans doute, cela lui profita globalement. Mais, à notre demande et par patriotisme, elle a parfois sacrifié ses propres intérêts commerciaux⁵⁵.

Rassurées par le soutien de l'Etat, plusieurs institutions de la *City*, à l'instar de J. Henry Schroder & Co., David Sassoon & Co., et Walpole Greenwell & Co. se joignirent à l'entreprise. Le capital britannique créa ainsi une structure qui servit pendant des décennies de banque d'Etat pour le gouvernement de Téhéran. Les difficultés financières du régime donnèrent à cette institution un pouvoir grandissant. Mais ce même facteur rappelait constamment les risques liés à l'investissement dans ce pays. Cette réalité se traduisit par les difficultés que connut la Banque impériale dans ses premières années. Une fois passée l'euphorie du premier succès, la *City* se replia sur son conservatisme habituel. La Perse, à la fin du XIX^e siècle, connut une crise financière tellement grave que la Banque impériale fut incapable de satisfaire les demandes de financement formulées par Téhéran. Sans la garantie de l'Etat britannique, les capitaux de la *City* refusèrent de prendre ce nouveau risque⁵⁶.

Saint-Petersbourg, qui cherchait à retrouver son influence à travers la finance, mit à profit l'hésitation britannique. Elle accepta d'accorder, en 1900, un prêt important

⁵⁴ Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, *op.cit.*, pp. 23-25.

⁵⁵ « The Imperial Bank is the most important British concern in Persia. They have for years past arrant advances to the Persian government. They have always worked most loyally with the British government and although no doubt it has on the whole been to their advantage they have at times sacrificed their own commercial intrest at our request and for patriotic reasons. » Minute by Mallet on Imperial Bank of Persia to Foreign Office, 1 November 1912, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/1446. Sir Louis Mallet remplacera, en octobre 1913, Sir Gerald Lowther, à la tête de l'Ambassade Britannique à Constantinople. Beaucoup d'autres documents expriment la même idée. Voir, par exemple, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/958 ; *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 60/676.

⁵⁶ Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, *op.cit.*, p. 84.

à l'Etat perse. En contrepartie, Téhéran promit de n'accepter aucun emprunt d'un autre pays avant le remboursement de la dette russe, et renouvela sa promesse concernant la nécessité de l'accord russe pour toute construction étrangère de chemins de fer⁵⁷. La prudence du capital affaiblit, encore une fois, la position britannique. Au début du XX^e siècle, la Banque impériale cessa d'être le partenaire financier dominant de l'Etat perse. Ce changement eut des conséquences inattendues et complètement différentes de ce qui se passa en Turquie. L'accroissement de l'influence russe obligea Londres à agir rapidement. Dans leur effort pour protéger leurs intérêts, les dirigeants britanniques virent dans la Banque impériale une arme financière indispensable. En 1903, Sir Arthur Harding, représentant du *Foreign Office* à Téhéran entre 1900 et 1905, intervint très instamment auprès de son gouvernement : il l'exhortait à acquérir une part majoritaire de la Banque impériale⁵⁸.

Dans un moment de controverse sur le rôle de l'Etat dans l'économie, polémique nourrie, on s'en souvient, par la campagne pour la réforme douanière de Chamberlain⁵⁹, cette proposition fut naturellement rejetée. Mais l'idée en elle-même mettait en relief l'importance stratégique de la Banque impériale. Sans aller jusqu'à établir un lien direct entre cette proposition et la prise de participation du gouvernement britannique dans l'Anglo-Persian Oil Company quelques années plus tard⁶⁰, il est intéressant de remarquer que, contrairement à sa politique menée dans l'Empire ottoman, le gouvernement britannique semblait davantage disposé à intervenir plus directement dans l'économie.

La différence essentielle tenait à la nature de la rivalité autour des deux régions. En Perse, le conflit était essentiellement territorial. L'objectif étant plus évident à définir, Londres pouvait envisager tous les moyens pour le réaliser⁶¹. Par exemple, la Banque impériale permit de canaliser, en 1903, un emprunt entre l'administration

⁵⁷ *Ibid.*, p. 86.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 87.

⁵⁹ Voir *supra*, pp. 146-150.

⁶⁰ Pour l'histoire de cette prise de participation, voir Marian Kent, « The Purchase of the British Government's Shares in the British Petroleum Company 1912-1914 », in Marian Kent, *Moguls and Mandarins : Oil, Imperialism and the Middle East in British Foreign Policy, 1900-1940*, *op.cit.* pp. 35-67.

⁶¹ Ici, nous faisons référence au point analysé dans le chapitre précédent quant à la difficulté d'évaluer à sa juste valeur l'enjeu stratégique d'une rivalité économique dénouée d'une menace territoriale. Voir chapitre 4 de ce travail.

britannique aux Indes et l'Etat perse⁶², enfreignant ainsi les promesses iraniennes à la Russie de ne pas solliciter l'aide des pays étrangers.

Mais le meilleur exemple de l'interventionnisme économique à des fins stratégiques fut la subvention du *Foreign Office* à la Banque impériale, accordée en 1903 afin d'assurer l'ouverture d'une filiale à Seistan⁶³. Cette partie de la Perse, Située sur les frontières de la province indienne du Baluchistan, constituait un enjeu stratégique important pour l'Inde britannique. Les autorités craignaient qu'en raison de son influence Saint-Pétersbourg obtienne une concession pour la construction d'un chemin de fer qui s'étendrait jusqu'aux frontières indo-persanes. La présence de la Banque impériale à Seistan paraissait donc nécessaire pour prévenir ce danger. Or, les limites des activités commerciales dans cette région désertique rendaient l'intervention de l'Etat nécessaire pour créer la filiale bancaire réclamée par le *Foreign Office*. Cet antécédent démontrait à quel point le gouvernement britannique était prêt à modérer ses convictions libérales pour préserver ses intérêts stratégiques.

2. La banque impériale : d'une institution financière à une administration quasi officielle

Pour le *Foreign Office*, il était évident que le succès de la Banque impériale était un élément crucial dans sa politique perse. Sir Edward Grey exprimait clairement sa détermination : « Il est de notre devoir de les soutenir et de leur accorder la priorité par rapport aux autres sociétés⁶⁴ ».

Mais la nature de la relation entre le *Foreign Office* et la Banque impériale changea progressivement en fonction de l'évolution des enjeux. En effet, l'année 1907 constitua un tournant dans la perception britannique de ses priorités économiques et stratégiques en général et en Perse tout particulièrement. En marge de l'établissement de la Triple Entente, une convention anglo-russe concernant la Perse fut signée. Elle partagea le pays en trois zones d'influence. Saint-Pétersbourg obtint la partie nord,

⁶² Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, *op.cit.*, p. 89.

⁶³ *Ibid.*, p. 91.

⁶⁴ « It is our duty to give them our support, and to prefer them to other firms. », Edward Grey, 21 October 1910, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/965.

Londres la partie sud. Quant au centre, il demeura neutre⁶⁵. Cet accord démontrait la volonté de Londres de passer à une nouvelle étape dans sa politique régionale. Face à l'accroissement de la pression allemande, elle n'était plus prête à compter uniquement sur les moyens économiques pour préserver sa domination.

Au niveau financier, ce changement se traduisit par l'effort clairement impérialiste déployé afin d'étrangler la Perse⁶⁶. Le gouvernement britannique s'efforça d'empêcher les capitaux privés, même ceux de la *City*, de prêter à Téhéran. Paradoxalement, un certain nombre d'investisseurs estimaient que la situation perse était alors propice à la prise de risque. L'espoir de progrès politique, qu'engendra la mise en place, en 1906, d'un système constitutionnel⁶⁷, la sécurité militaire, que garantissait la convention anglo-russe de 1907, et les perspectives économiques, qu'ouvrait la confirmation, en 1908, du potentiel pétrolier iranien, encouragèrent la *City* à se montrer plus disposée à répondre favorablement aux demandes iraniennes d'emprunt.

Mais le *Foreign Office* était déterminé à jouer lui-même ce rôle, conjointement avec son nouvel allié russe, de crainte que la liberté commerciale puisse ouvrir la porte à la finance allemande. Pendant l'année 1910, plusieurs tentatives de financement des demandes d'emprunts de Téhéran échouèrent à cause de la pression des Affaires étrangères. A titre d'exemple, Seligmans, société privée de la *City*, se heurta au *veto* du gouvernement britannique dès qu'elle tenta d'accorder un prêt à Téhéran⁶⁸. L'offre fut considérée comme contraire à l'intérêt national à cause des liens internationaux, prétendument germaniques, de Seligmans.

Cet exemple revêt une importance particulière parce qu'il exprime une conscience officielle des limites de la liberté commerciale lorsqu'elle n'est pas

⁶⁵ Ira Klein, « The Anglo-Russian Convention and the Problems of Central Asia, 1907-1914 », *Journal of British Studies*, vol. 11, n° 1, novembre 1971, pp. 126-147.

⁶⁶ Report of the Sub-Committee of the Committee of Imperial Defence on the Baghdad Railway, Southern Persia, and the Persian Gulf, 26 Jan. 1909, *Public Record Office, Foreign Office, Cabinet Office records*, CAB 16/10. Ce rapport établit un lien direct entre les enjeux économiques et stratégiques dans la région.

⁶⁷ Pour les origines socioéconomiques de la révolution constitutionnelle de 1906 à Téhéran, voir Gad Gilbar, « The Big Merchants (tujjar) and the Persian Constitutional Revolution of 1906 », *Asian and African Studies*, vol. 11, n° 3, 1977, pp. 275-303.

⁶⁸ Pour cette question, voir *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/958. Il est nécessaire de préciser que Seligmans était une compagnie anglo-américaine et n'avait en réalité pas de liens directs avec la finance allemande. La vraie raison de la position britannique était la crainte de mettre en péril la convention anglo-russe par des propositions financières non concertées. Nous retrouvons ici des éléments semblables à l'attitude officielle vis-à-vis de la Banque nationale de Turquie. Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, *op.cit.*, pp. 120-121.

conforme à l'agenda stratégique du moment. Le Royaume-Uni était déterminé à sécuriser ses intérêts et était prêt à aller jusqu'à utiliser la Banque impériale, non seulement comme un moyen pour canaliser les capitaux de la *City*, mais comme une dépendance du *Foreign Office* chargée de réorganiser l'économie du pays. En effet, les crédits accordés à l'Etat perse, entre 1912 et 1914, furent essentiellement financés par le gouvernement de Sa Majesté⁶⁹.

La Banque impériale assumait davantage un rôle de gestionnaire de la finance locale à l'instar de l'Administration de la Dette publique dans le cas ottoman. A ce titre, elle devint le principal agent fiscal de l'Etat perse. Si l'on prend en considération que les liens entre cette institution et le *Foreign Office* étaient tellement solides qu'elle se trouvait parfois chargée de fournir, parmi ses membres, les représentants officiels britanniques dans les provinces perses, on ne peut que conclure que la Banque exerçait pratiquement une tutelle ou un protectorat non officiel imposé au pays⁷⁰. Cette collusion entre le *Foreign Office* et la Banque impériale illustre la valeur stratégique de la finance et de ses institutions. L'influence financière se métamorphosa, sans avoir à modifier ses structures, en une administration au service d'un agenda stratégique imposé à l'Iran.

Cette expérience eut un effet très particulier sur le développement des questions impériales dans la région, en particulier pour la gestion de l'enjeu du pétrole. La concurrence autour de cette matière première naquit dans un moment où les priorités stratégiques britanniques en Perse allaient se réaliser, non pas à travers l'initiative privée et le libre-échange, mais dans le cadre d'une politique interventionniste. Lorsque l'Etat britannique acquit, en 1914, une part majoritaire dans l'Anglo-Persian Oil Company⁷¹, il ne fit qu'officialiser une tendance impériale progressivement imposée par la nouvelle donne internationale. Sans renoncer au libre-échange, la Grande-Bretagne était déterminée à encadrer sa force financière au niveau international. Les

⁶⁹ Geoffrey Jones, *Banking and Empire in Iran : The History of the British Bank of the Middle East*, *op.cit.*, pp. 123-124.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 128.

⁷¹ Nous avons choisi l'année 1914 comme date charnière entre deux ères géoéconomiques, non pas parce qu'elle correspond au début de la Grande Guerre, mais parce qu'il s'agit de l'année de l'achat du gouvernement britannique de 51 % de l'Anglo-Persian Oil Company. Pour l'accord entre le gouvernement britannique et la compagnie, voir, *Agreement Concernant the Purchase of the Anglo-Oil Company, Parliamentary Papers*, Cd. 7519. C'était l'intervention la plus importante de l'Etat dans l'économie depuis 1846. Pour comprendre la radicalité d'une telle mesure, voir Samuel J. Hurwitz, *State intervention in Great Britain : A Study of Economic Control and Social Response, 1914-1919*, New-York, Columbia University Press, 1949, chapitre 1.

liens historiques entre l'élite dirigeante et le capital financier opérant à l'étranger⁷² facilitèrent ce tournant, qui passa presque inaperçu, malgré la radicalité réelle du changement. Ce fut, par exemple, l'Anglo-Persian Oil Company elle-même qui persuada l'Etat d'acquérir une part majoritaire de ses actions⁷³.

3. L'or noir et la nouvelle harmonie entre l'économie et la stratégie

L'histoire de l'Anglo-Persian Oil Company a déjà été écrite⁷⁴. Sa création constitue un épisode fondamental dans l'histoire de l'or noir. La contribution de ce travail à ce sujet ne peut donc être que très modeste. Mais pour comprendre le rôle que joua le pétrole dans l'invention d'une nouvelle harmonie entre l'économie et la stratégie dans l'entreprise coloniale britannique, il nous semble nécessaire de brosser à grands traits les circonstances qui menèrent au contrôle gouvernemental de cette entreprise.

En 1901, d'Arcy obtint une concession royale lui accordant, pour une période de soixante ans, le droit exclusif d'explorer le pétrole du pays⁷⁵. Mais les premières recherches furent décevantes. La perspective d'une production industrielle de pétrole perse semblant donc douteuse, les capitaux de la *City* furent de plus en plus réticents à financer le projet de d'Arcy, qui envisagea sérieusement de vendre sa concession. Ce fut dans ce contexte que l'Etat britannique intervint pour la première fois dans l'enjeu du pétrole. Les difficultés financières de d'Arcy coïncidaient, en effet, avec le début d'un changement radical de la perception stratégique de la nouvelle source d'énergie. En 1904, le capitaine Fisher, récoltant les fruits de ses idées visionnaires sur le pétrole, fut promu Premier Lord de la mer⁷⁶. Il établit sans délai un comité chargé d'étudier les perspectives d'une conversion de la marine britannique du charbon au pétrole. Deux problèmes principaux devaient être résolus : le retard britannique dans la technologie de

⁷² Voir chapitres 2 et 3 de ce travail.

⁷³ Voir Marian Kent, « The Purchase of the British Government's Shares in the British Petroleum Company 1912-1914 », *op.cit.*

⁷⁴ R. W. Ferrier, *The History of the British Petroleum Company : The Developing Years 1901-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 801 p.

⁷⁵ D'Arcy s'engagea en contrepartie, à verser au shah 16 % de *royalties* sur les ventes de tout le pétrole découvert. La concession de d'Arcy fut à l'origine de l'Anglo-Persian Oil company, plus tard appelé British Petroleum. Il est intéressant de savoir que, dès 1901, le gouvernement britannique était déjà décidé à soutenir l'entreprise de d'Arcy. Pour un exemple significatif, voir, Minute by Cranborne on Draft Letter to Mr W. K. D'Arcy, *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 60/731.

⁷⁶ Titre équivalent au commandement suprême des affaires navales britanniques.

la deuxième révolution industrielle d'une part, et la dépendance britannique de la production internationale d'autre part.

Ces conclusions établirent les conditions générales qui allaient, durant des décennies, structurer la politique pétrolière britannique. Pour la première fois depuis la révolution industrielle, la force militaire britannique allait se trouver en décalage avec la technologie de l'industrie nationale. Elle allait également dépendre d'une source d'énergie que le sol national ne produisait pas. Ces conditions étaient complètement opposées à celles qui avaient garanti la gloire de la Grande-Bretagne aussi bien en tant que société industrielle qu'en tant que puissance impériale. Les implications de ce facteur étaient peut-être peu connues, mais des hommes d'Etat, comme Fisher et Churchill, avaient déjà compris que le marché du pétrole ne pouvait pas être régulé par les lois de l'offre et de la demande⁷⁷.

A ce moment-là, l'Etat ne pouvait guère soutenir directement d'Arcy. Ses premières interventions prirent donc la forme de manœuvres, menées principalement par les services secrets, afin d'assurer une influence britannique sur l'avenir de la concession de ce pionnier⁷⁸. Cette méthode était en parfaite harmonie avec la première phase de l'interventionnisme britannique, cherchant à accroître son influence en Perse à travers les capitaux de la *City*. Cette approche permit la création de l'Anglo-Persian Oil Company, et assura suffisamment de liquidités au Groupe d'Arcy jusqu'en 1908, date de la découverte du premier champ pétrolifère exploitable dans la région de Shushtar, au nord du Golfe persique⁷⁹.

Il est déjà possible de spécifier la nature de la relation entre la finance et l'Etat dans la gestion de cette question. Le caractère secret de l'action de Londres ne pouvait guère cacher la volonté officielle d'exclure l'Allemagne de la Perse. Quant au capital financier, il trouvait dans cette politique une sécurité qui limitait les risques d'une entreprise qui demeurerait, pour le moins, hasardeuse.

⁷⁷ Développé essentiellement par des capitaux américains, hollandais et allemands, le marché pétrolier était plus proche du modèle du capitalisme monopolistique que du modèle concurrentiel. Pour une présentation générale de l'histoire du pétrole, voir Etienne Dalemont et Jean Carrié, *Histoire du pétrole*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1993, 127 p. Voir également, First Report of the Royal Commission on Fuel and Engines, *Public Record Office, Foreign Office, Admiralty papers*, ADM 116/1208 ; et *Second Report of the Royal Commission on Fuel and Engines, Public Record Office, Foreign Office, Admiralty papers*, ADM 116/1209.

⁷⁸ Pour plus de précisions, voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitre 3.

⁷⁹ Stephen Longrigg, *Oil in the Middle East : Its discovery and development*, *op.cit.*

La deuxième phase de l'interventionnisme gouvernemental dans l'économie perse, caractérisée par un volontarisme décomplexé de Londres, fut également conditionnée par un facteur stratégique et par un facteur économique. Le début de la course à l'armement en Europe accrut la pression sur Londres. Car la nouvelle génération des navires de guerre devait nécessairement être alimentée au pétrole, si la *Royal Navy* voulait garder l'espoir de préserver sa suprématie⁸⁰. Parallèlement, il semblait évident que, malgré le début de l'exploitation du pétrole perse, le progrès réalisé par la compagnie était insuffisant pour répondre aux besoins britanniques d'approvisionnement.

Une plus forte interaction entre l'Etat et la finance fut dictée par la position difficile de ces deux protagonistes : la Grande-Bretagne continuait de dépendre du pétrole russe et américain ; la compagnie, malgré le soutien moral et diplomatique du *Foreign Office*, continuait à lutter pour survivre. A l'instar de la Banque impériale, la compagnie se métamorphosa d'un simple instrument d'influence économique en une sorte d'administration non officielle chargée, avant tout, de protéger l'intérêt national britannique. La seule différence d'ordre opérationnel était que la compagnie devait dépendre, non pas du *Foreign Office*, mais de l'*Admiralty*. Cette dernière était, depuis 1911, dirigée par Winston Churchill, qui réussit, en 1912, à pousser le gouvernement à nommer une commission royale pour le pétrole et les moteurs à pétrole, commission présidée par lord Fisher qui avait déjà gagné le titre de « pétromanniaque »⁸¹. Churchill était, en effet, convaincu que, malgré la dépendance britannique de la production pétrolière internationale, la *Navy* devait être convertie à la nouvelle source d'énergie⁸².

Ce risque de dépendance était doublé par les limites de l'offre. Le caractère monopolistique du marché donnait aux grandes compagnies, notamment à la société américaine Standard Oil, et à la firme majoritairement hollandaise Royal Dutch-Shell, un pouvoir évident. Entre 1911 et 1913, le prix du pétrole échangé sur le marché londonien doubla. Ce facteur consolida encore davantage les liens entre l'Etat

⁸⁰ Voir Arthur J. Marder, *From Dreadnought to Scapa Flow : The Royal Navy in the Fisher Era, 1904-1919, vol. 1. The Road to War, 1904-1914*, Londres, Oxford University Press, 1961, 458 p.

⁸¹ Marian Kent, « The Purchase of the British Government's Shares in the British Petroleum Company 1912-1914 », *op.cit.*, p. 35. Cet article résume les efforts de l'Amiral Fisher pour convaincre le gouvernement britannique de la nécessité d'établir une vraie politique pétrolière.

⁸² Churchill's statement to parliament in June 1914, *Parliamentary Debates, Commons*, 5th Series, vol. LIX, 1914.

britannique et le capital financier⁸³. Depuis 1912, l'Anglo-Persian Oil Company était menacée de rachat par la Royal Dutch-Shell. La question mésopotamienne était au cœur de cet enjeu. L'Anglo-Persian Oil Company aspirait à étendre ses activités d'exploration en Iraq. Cette perspective laissait envisager la possibilité d'un regain d'influence britannique dans une province ottomane stratégiquement cruciale.

Mais compte tenu des limites des moyens de la compagnie, ses chances de résister à la concurrence internationale semblaient presque inexistantes. Dans le cadre du financement de la liaison ferroviaire Berlin-Bagdad, la Deutsche Bank obtint, en 1912, une concession de l'Empereur ottoman, lui accordant le droit de commercialiser le pétrole extrait sur une bande délimitée par deux parallèles situées à vingt kilomètres de part et d'autre du chemin de fer⁸⁴. En même temps, la Royal Dutch-Shell, à travers la Turkish Petroleum Company, consortium combinant plusieurs intérêts, était clairement déterminée à obtenir de larges concessions pour l'exploitation du pétrole de la région, dans une politique destinée, selon les dirigeants du Groupe d'Arcy, à mettre la main sur l'Anglo-Persian Oil Company⁸⁵. Pour repousser ce risque, celle-ci proposa au gouvernement britannique d'établir un contrat qui lui permettrait d'obtenir le soutien financier de l'Etat en contrepartie d'un approvisionnement sûr et favorable de la *Navy*⁸⁶.

Pendant plusieurs années avant le début de la Grande Guerre, Greenway, directeur de l'Anglo-Persian Oil Company entama une campagne pour persuader le gouvernement britannique du bien fondé de cet accord. Il insistait sur le danger stratégique de l'acquisition de l'Anglo-Persian Oil Company par la Dutch-Shell : une société néerlandaise proche de Berlin. Cette attaque contre le Groupe Shell eut des conséquences complètement inattendues, puisqu'elle poussa le géant pétrolier à se rapprocher du gouvernement britannique. Craignant le succès de l'Anglo-Persian Oil Company dans sa tentative pour obtenir le soutien de Londres, les dirigeants de la Shell,

⁸³ Il était possible de présenter l'action de l'Etat comme une nécessité pour maintenir la concurrence et lutter contre l'institution d'un monopole pétrolier. Voir *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/1486, No. 49104. Concernant l'inquiétude britannique de voir le Dutche-Shell Group absorber l'Anglo-Persian Oil Company et imposer, ainsi, un monopole de production pétrolière au Moyen-Orient, voir *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/1486, No. 47846.

⁸⁴ Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitre 3.

⁸⁵ Cette idée est exprimée dans beaucoup de documents concordants. Voir, par exemple, les documents qui portent sur ce sujet dans *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/1486 ; *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/1486.

⁸⁶ Marian Kent, « The Purchase of the British Government's Shares in the British Petroleum Company 1912-1914 », *op.cit.*

notamment Marcus Samuel et Henri Deterding, s'efforcèrent de démontrer leur loyauté à la Grande-Bretagne⁸⁷.

Tout le système était donc structuré pour conduire à un rapprochement entre le capital anglais et le gouvernement. Celui-ci accepta, en 1913, de soutenir directement le Groupe d'Arcy dans sa concurrence avec la Turkish Petroleum Company pour l'obtention d'une concession d'exploitation pétrolière en Mésopotamie. Pour accélérer ce processus, il entra, en juillet de la même année, en négociation avec le gouvernement allemand qui soutenait la Turkish Petroleum Company. L'engagement britannique permit de garantir à l'Anglo-Persian Oil Company une large participation dans un consortium qui se trouva, de fait, élargi. Ainsi, le pétrole aida Londres à récupérer une partie de son influence en Mésopotamie.

Le succès de cet acte interventionniste encouragea le gouvernement, et notamment l'*Admiralty*, à acquérir 51 % des actions de la société pétrolière. En acceptant de mobiliser les fonds publics dans une région aussi lointaine et aussi instable que la Perse, Londres démontrait qu'une nouvelle ère impériale était en train de se mettre en place : l'interventionnisme comblait le vide géoéconomique grâce à un impérialisme rénové fondé sur un libre-échange défensif.

⁸⁷ Malgré l'échec du Groupe Shell dans ses efforts pour rassurer les dirigeants de Londres, notamment ceux de l'*Admiralty*, le rapprochement entre ces dirigeants et le gouvernement de Sa Majesté revêtait une importance extrême puisqu'il démontrait, encore une fois, l'interaction entre l'économique et le stratégique. Voir G. Gareth Jones, « The British Government and the Oil Companies, 1912-1924 : The Search for an Oil Policy », *Historical Journal*, vol. 20, n° 3, septembre 1977, pp. 647-672.

Conclusion

La réponse britannique au vide géoéconomique, créé en raison du décalage à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles entre l'intérêt stratégique et la valeur économique du Moyen-Orient, prit la forme d'un interventionnisme plus direct. La perte des moyens du *soft power* rendit inefficace l'impérialisme informel. Une politique plus dure s'imposa donc progressivement. Mais les conséquences en Turquie et en Perse furent très différentes.

La présence d'un agent financier solidement ancré dans le système iranien rendit ce changement plus aisé dans sa conception comme dans son application. Le Royaume-Uni savait qu'en soutenant, ne serait-ce que diplomatiquement, la Banque impériale perse, il pourrait maintenir le *statu quo* dans la région. En finançant la survie de l'Etat perse, cette institution protégeait, en même temps, les intérêts de Téhéran et ceux de Londres. La Russie était ainsi considérée, même par la majorité des dirigeants iraniens, comme une force secondaire dans un pré-carré britannique. A Constantinople, en revanche, la création de la Banque nationale turque fut perçue, même par les dirigeants de Londres, comme une tentative pour bloquer une pénétration allemande considérée comme prometteuse par les Ottomans. La finance britannique fit figure d'une force hostile.

Par ailleurs, la forme de la concurrence impériale était largement différente. Premièrement, le caractère bilatéral de la rivalité anglo-russe en Perse limita les effets du vide géoéconomique. Face au soutien russe de sa finance, la Banque impériale perse n'avait d'autre choix que de se conformer à l'agenda stratégique de Londres. Les limites de ses moyens financiers et son investissement massif dans la dette publique iranienne consolidèrent cette orientation. La signature de la convention anglo-russe en 1907 était perçue comme une solution logique, compte tenu de l'équilibre des forces dans la région. En Turquie, en revanche, la situation était plus complexe compte tenu du caractère multilatéral de la rivalité. L'existence de deux concurrents au capital britannique, la finance française et la finance allemande, introduisit un conflit d'intérêts entre le gouvernement de Sa Majesté et la *City*. Pour la Banque nationale de Turquie, la finance française n'était pas forcément un partenaire obligatoire. Londres pensait, au contraire, que l'établissement de l'Entente financière au Moyen-Orient était

indispensable pour bloquer la pénétration allemande. Par conséquent, le soutien officiel à la Banque nationale de Turquie était bridé. Les réticences françaises à l'idée de l'entente financière affaiblirent encore davantage la position britannique, qui se réduisit de plus en plus à une stratégie défensive, hostile à l'Allemagne, et par conséquent défavorable à l'Empire ottoman.

Enfin et surtout, la nature des enjeux était complètement différente. Malgré le danger que représentait l'expansion russe aux confins des Indes, le Royaume-Uni était persuadé que le seul vrai danger pour sa suprématie était le modèle allemand. Alimenté par le succès de la technologie de la deuxième révolution industrielle, ce modèle était, en effet, en train de surpasser les capacités britanniques de pénétration. Il était évident que l'impérialisme informel, tel qu'il était conçu jusqu'ici, par la Grande-Bretagne, n'était plus efficace.

L'expansion allemande devait être contenue, à tout prix, par des moyens plus volontaristes, d'où l'importance cruciale de l'or noir. Produit principalement dans des régions indépendantes, aussi bien du Royaume-Uni que de l'Allemagne, notamment aux Etats-Unis et en Russie, qui, avant 1914, fournissaient encore 90 % de la production mondiale, cette matière première devait être également exploitée dans des zones relativement neutres, essentiellement au Moyen-Orient. Ces zones étaient en train de devenir l'objet d'une lutte acharnée entre deux modèles incarnés par deux puissances européennes rivales : l'Empire britannique et le Reich.

Connaissant l'importance de la complémentarité entre intérêts économiques et intérêts stratégiques, Londres cherchait à profiter de la valeur commerciale du pétrole afin de rallier le capital financier à son nouvel agenda. Elle se permit donc d'emprunter au modèle allemand la possibilité d'intervenir directement dans l'économie. Mais il est nécessaire de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un renoncement au libre-échange. Ce choix n'était considéré que comme un acte stratégique défensif. Cet infléchissement allait accompagner la géopolitique britannique pendant des décennies. Car les conséquences de la Grande Guerre, malgré la victoire des alliés, ne rendirent que plus vulnérable le modèle britannique.

Troisième partie

La géoéconomie britannique à la croisée des chemins, 1914-1932

Chapitre Sixième L'industrie et la finance : entre rapprochement et rivalité, 1914-1925

Introduction

L'achat de l'Anglo-Persian Oil Company en 1914 constitue à nos yeux un événement majeur : il refléta une évolution considérable dans la conception du rôle de l'Etat dans l'économie. Pour la première fois depuis bien longtemps, l'interventionnisme public n'était pas envisagé en termes négatifs puisqu'il pouvait pallier le vide géoéconomique et corriger ses répercussions, notamment dans les régions et les secteurs d'importance stratégique.

Mais cette prise de conscience était limitée. Même après l'éclatement de la Grande Guerre, la tendance dominante à travers la classe dirigeante demeurait encore en faveur du libéralisme et de ses vertus. Le conflit avec l'Allemagne, dont la durée était estimée, même par les plus pessimistes, en nombre de mois, n'était pas, aux yeux de l'élite au pouvoir, en contradiction avec les traditions économiques et commerciales britannique. « *Business as usuall* » resta le mot d'ordre en Grande-Bretagne jusqu'à la moitié de 1915¹. Mais les dirigeants de Londres savaient, mieux que quiconque que leurs moyens économiques de pression étaient en train de s'évaporer. Le prolongement de la guerre ne fit que rendre définitive cette réalité.

A Londres, il paraissait nécessaire d'envisager une nouvelle approche de la relation entre l'économie et la stratégie, approche qui devait prendre en considération l'évolution des relations internationales, mais aussi le changement progressif des rapports entre les forces économiques internes. Au niveau externe, le pessimisme à propos du maintien de la suprématie économique britannique après la fin des hostilités, sentiment qui s'installait au fur et à mesure que se prolongeait la guerre, nourrissait les

¹ David French, « The Rise and Fall of «Business As Usual» », in Kathleen Burk (ed.), *War and the State : The Transformation of British Government, 1914-1919*, Londres, Allen and Unwin, 1982, pp. 7-31.

tendances protectionnistes. Au niveau interne, les traditions libérales du pays ne purent résister longtemps à la nécessité de l'interventionnisme public afin de répondre aux exigences de l'action militaire. Ces facteurs ramenèrent le capital industriel au devant de la scène, laissant envisager l'affaiblissement de la domination de la finance.

Cependant, la défaite totale de l'Allemagne en 1918 raviva, à Londres, un sentiment de puissance que l'apparition de la rivalité américaine ne parvint pas à modérer. Le décalage entre les moyens géoéconomiques et les ambitions géopolitiques de la Grande-Bretagne nécessitait un réel bouleversement dans sa politique internationale. Mais la difficulté de l'élite britannique à voir dans Washington une rivale sérieuse pour la suprématie mondiale², notamment à cause du supposé isolationnisme américain, persuada Londres qu'il était possible de préserver son rang grâce à un rôle de gestion dans lequel elle pouvait manipuler la finance new-yorkaise au profit des intérêts britanniques. Dans ce chapitre nous étudierons les conditions internes et externes dans lesquelles se formula cette nouvelle stratégie.

I. L'affaiblissement de la finance

1. La fin de la projection mondiale de l'Empire britannique

Il est évident que l'éclatement de la Grande Guerre brisa les liens financiers et commerciaux de Londres avec plusieurs zones de son influence traditionnelle. La demande nationale de biens et de services, qui s'accrut sensiblement pour faire face aux exigences de la guerre³, réduisit les capacités britanniques de projection commerciale et financière vers le monde extérieur. A la fin des hostilités, Londres ne réussit pas à retrouver sa prédominance commerciale et financière (Tableaux 11 et 12).

² David Reynolds, *The Creation of the Anglo-American Alliance, 1937-1941 : A Study in Competitive Co-operation*, Londres, Europa Publications Limited, 1981, chapitre 1.

³ Sidney Pollard, *The Development of the British Economy, 1914-1980*, Londres, Arnold, 1983, chapitre 1.

Tableau 11

Parts des régions mondiales des exportations britanniques, 1846-1938

	1846-1850	1871-1875	1896-1900	1909-1913	1925-1929	1934-1938
Pays industrialisés	44.8 %	47.2 %	39.4 %	35.1 %	31.1 %	33.4 %
Les nouveaux pays	18.7 %	21.3 %	25.2 %	28.7 %	30.2 %	34.0 %
Régions sous développées	35.6 %	31.1 %	34.3 %	35.9 %	37.0 %	33.8 %

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.3, p. 37.

Tableau 12

Parts des régions mondiales des importations nettes britanniques, 1871-1938

	1871-1875	1896-1900	1909-1913	1925-1929	1934-1938
Pays industrialisés	48.1 %	61.8 %	49.9 %	46.2 %	38.2 %
Les nouveaux pays	17.7 %	17.7 %	24.9 %	28.0 %	34.5 %
Régions sous développées	34.1 %	20.1 %	24.7 %	25.3 %	26.4 %

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.3, p. 37.

Comparée à l'époque de la *Pax Britannica*, les performances purement économiques du secteur tertiaire connurent une baisse spectaculaire pendant et après la guerre. Au cours des années 1920, le commerce des biens, qui souffrait déjà d'un manque chronique de compétitivité, ne retrouva jamais son volume d'avant-guerre. L'industrie traditionnelle semblait de plus en plus incapable d'envahir les marchés extérieurs. Par exemple, les produits textiles, qui constituaient le quart des exportations britanniques jusqu'en 1913, connurent une baisse significative : moins de 20 % après l'année 1918. Des marchés traditionnels pour ces produits, comme l'Inde, devenaient difficiles d'accès, puisqu'une production locale, plus compétitive, était en train de prospérer. Quant aux industries modernes, elles étaient structurellement trop fragiles pour occuper le marché national. En témoigne la tendance haussière des importations de ses produits. Les dirigeants de ces industries étaient d'ailleurs massivement en faveur du

protectionnisme⁴. Leur participation aux exportations ne dépassait guère les 12 % en 1924⁵.

Dans un sens plus global, les performances économiques de la Grande-Bretagne semblaient plutôt positives. A titre d'exemple, entre 1914 et 1925, elle réussit à maintenir une part relativement constante du commerce mondial⁶. Mais l'interprétation de telles données doit prendre en compte le fait que la guerre avait perturbé tous les paramètres d'évaluation économique. La stabilité de la part britannique du commerce était due essentiellement à la baisse des échanges internationaux. En d'autres termes, la Grande-Bretagne maintenait sa part relative. Mais, si l'on observe le volume échangé, elle subissait, sans aucun doute, une perte très sensible et donc une baisse significative en termes de pouvoir d'achat. D'autre part, les concurrents européens de la Grande-Bretagne, notamment l'Allemagne et la France, enregistraient des pertes encore beaucoup plus importantes.

Ces faits exprimaient l'incapacité de la Grande-Bretagne à profiter de la déroute allemande et de la détérioration de l'économie française. Ce furent en réalité les Etats-Unis qui en tirèrent parti pour augmenter le volume de leur commerce extérieur et sa part dans les échanges mondiaux. La défaite allemande, les difficultés françaises et l'isolation russe après la révolution de 1917, pouvaient, en réalité, être interprétées comme une défaite géoéconomique britannique. Londres se trouvait de plus en plus dépendante d'une puissance rivale unique disposant d'un poids économique tendant à l'hégémonie : les Etats-Unis⁷.

D'un point de vue géographique, les exportations industrielles britanniques avaient de plus en plus de mal à s'imposer en dehors de l'espace impérial. Quant aux marchés des pays industrialisés, et malgré les difficultés allemandes et françaises, ils étaient de plus en plus inaccessibles au commerce britannique. S'ils représentaient le quart des exportations britanniques avant 1913, ils n'en valaient plus que le cinquième en 1924. Allant croissant, ces facteurs constituaient un argument solide pour les tenants

⁴ Forrest Capie, « The Pressure for Tariff Protection in Britain, 1917-1931 », *Journal of European Economic History*, n° 9, 1980, pp. 431-447.

⁵ Pour ces chiffres et d'autres, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, pp. 31-32.

⁶ Voir Gerd Hardach, *The First World War, 1914-1918*, Los Angeles, University of California Press, 1981, tableau 18, p. 148.

⁷ Voir Arthur Lewis, « International Competition in Manufactures », *op.cit.*

d'un système protectionniste fondé sur des faveurs préférentielles accordées aux colonies⁸.

Ces difficultés s'inscrivaient dans la continuité du retard technologique britannique enregistré depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré des efforts considérables pour améliorer la productivité et moderniser les structures de production⁹, les avantages comparatifs de la Grande-Bretagne étaient encore dus aux anciennes industries à forte intensité de travail. Mais la présence politique du Parti travailliste menaçait sérieusement cet avantage, puisque sa pression vers une réforme sociale risquait d'entraîner l'augmentation des coûts du travail, et donc de diminuer encore davantage la compétitivité industrielle. La tendance générale s'orientait vers l'abandon de la dimension internationale des exportations britanniques des biens¹⁰.

A ce niveau, la concurrence américaine était plus sévère que celle de l'Allemagne avant 1913. Soutenu par la finance new-yorkaise, le commerce américain conjugait la flexibilité britannique et la modernité allemande. L'un des dommages collatéraux de la perte d'une part importante des échanges commerciaux internationaux, pendant et après la guerre, était l'affaiblissement des revenus invisibles, dont la participation au PIB devint moins importante pendant les années 1920¹¹. A l'instar de l'exportation des biens, l'exportation britannique des services et des capitaux subissait la rude concurrence de New-York, qui était en train d'acquérir une crédibilité croissante. Londres semblait progressivement perdre ses moyens matériels et institutionnels.

Dès l'éclatement de la guerre, le gel des avoirs britanniques dans les pays ennemis entraîna une grave crise de liquidités. Un certain nombre de banques commerciales ne purent honorer leurs engagements que grâce au soutien du *Treasury* et de la Banque d'Angleterre¹², acceptant *de facto* l'intervention de l'Etat dans leurs

⁸ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins se fondent sur cet élément pour prouver que l'instauration de la protection et des préférences impériales à partir de 1932 n'était que l'officialisation d'une interdépendance entre la Mère patrie et ses colonies, interdépendance dont les origines remontaient à la fin du XIX^e siècle. Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, tableau 3.3, p. 37, tableau 3.4, p. 38, tableau 3.5, p. 40.

⁹ Derek H. Aldcroft, « Economic Growth in the Inter-War Years : A Reassessment », *Economic History Review*, vol. 20, n° 2, août 1967, pp. 311-326.

¹⁰ Keith Middlemass, *Politics in Industrial Society : The Experience of the British System Since 1911*, Londres, A. Deutsch, 1979, chapitres 3 et 5.

¹¹ John Atkin, *British Overseas Investment, 1918-1931*, New-York, Arno Press, 1977, chapitres 1 et 2.

¹² Pour un exemple, voir Suzanne Diaper, « Merchant Banking in the Inter-War Period : The Case of Kleinwort, Sons and Co. » *Business History*, vol. 28, n° 4, 1986, pp. 55-76. Voir aussi, Henry Roseveare, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, *op.cit.*, pp. 238-241.

affaires. La pression de la guerre sur les liquidités diminua les capacités de la *City* à financer l'économie mondiale par les crédits à court terme. L'endettement massif de l'Etat réduisit les capitaux disponibles. Les zones désertées par la finance britannique, comme l'Amérique latine, furent naturellement récupérées par la finance américaine.

Avec le prolongement de la guerre, un nouvel élément survint et remit en question l'architecture qui structurait l'équilibre des forces économiques : l'endettement vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, l'Etat britannique était devenu tributaire d'une force économique étrangère et concurrente. Quant à la présence économique de Londres aux Etats-Unis, un mouvement massif de désinvestissement s'instaura progressivement : pour bénéficier des services américains, devenus indispensables pendant la guerre, une grande partie des actifs britanniques aux Etats-Unis dut être liquidée. Les dirigeants de la *City* connaissaient mieux que personne la signification de cette pénétration américaine : l'ancienne colonie semblait en train d'annexer la Mère patrie dans un vaste empire financier organisé autour de *Wall Street*¹³.

A la fin de la guerre, la finance britannique subit également la perte de ses investissements en Russie, puisque le régime soviétique, nouvellement instauré à Moscou, rejeta ouvertement les engagements du régime tsariste. L'influence internationale informelle de Londres était de plus en plus menacée. Sa base financière nationale était également ébranlée. En effet, au lendemain de la guerre, et face aux problèmes socioéconomiques intérieurs, Londres n'eut d'autre choix que de dévaluer la livre et d'abandonner le taux fixe de 4,76 dollars, taux décrété depuis le début de la guerre et respecté, malgré les critiques, jusqu'à la fin du conflit.

Tableau 13

Balance commerciale, 1891-1938, ratios par rapport au PIB (moyennes des pourcentages annuels)

	Exportations des biens	Importations des biens	Balance commerciale
1891-1913	17.7	- 23.8	- 6.1
1921-1929	18.2	- 23.3	- 5.1
1930-1938	10.9	- 16.9	- 6.0

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.6, p. 44.

¹³ John M. Cooper, « The Command of Gold Reversed : American Loans to Britain, 1915-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 45, n° 2, mai 1976, pp. 209-230.

Tableau 14

Balance des paiements des comptes courants, 1891-1938, ratios par rapport au PIB (moyennes des pourcentages annuels)

	Balance commerciale	Revenus nets des investisseurs	Revenus nets des autres services	Total des revenus invisibles	Balance des paiements
1891-1913	- 6.1	6.8	43	11.1	5.0
1921-1929	- 5.1	5.1	2.2	7.3	2.2
1930-1938	- 6.0	4.2	0.9	5.1	0.9

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.6, p. 44.

Avant 1918, les institutions financières officielles considéraient que, compte tenu des conditions de la guerre, la pression des liquidités était préférable au risque de manipuler la masse monétaire et de perdre la confiance du capital financier. Mais dès 1919, le gouvernement décida de renoncer à la parité entre la livre et le dollar respectée pendant le conflit mondial. Il s'agissait d'encourager l'activité économique, et notamment les industries destinées à l'exportation, de retrouver un volume convenable des échanges commerciaux et de relancer, par conséquent, l'exportation des services et des capitaux.

En mars 1920, la livre ne valait plus que 3,40 dollars, ce qui constituait un nouveau revers pour la finance, puisque cette dépréciation signifiait la baisse du pouvoir d'achat des revenus invisibles perçus en livres. En revanche, la dépréciation de la livre permit aux exportations de réaliser une légère amélioration¹⁴. La Grande-Bretagne enregistra une baisse de son déficit commercial. Mais ce résultat traduisait davantage l'évolution favorable des termes de l'échange que l'augmentation des volumes exportés, puisque les prix des importations augmentèrent moins rapidement que les prix des exportations pendant la guerre, et diminuèrent moins fortement après 1918¹⁵. La réduction de la moyenne du déficit commercial, point positif en apparence seulement, était concomitante avec un affaiblissement du poids de la finance britannique.

¹⁴ Ian M. Drummond, *Imperial Economic Policy, 1917-1939 : Studies in Expansion and Protection*, Londres, Allen and Unwin, 1974, chapitre 2.

¹⁵ Nicholas F. R. Crafts et Mark Thomas, « Comparative Advantage in U.K. Manufacturing Trade, 1910-1935 », *Economic Journal, Royal Economic Society*, vol. 96, n° 383, septembre 1986, pp. 629-645.

L'excédent de la balance des invisibles en pourcentage de PIB, qui avait atteint 11 % en moyenne dans les vingt années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, passa à 7,3 % dans les années 1920. Par conséquent, l'excédent de la balance des paiements, malgré la baisse du déficit commercial, passa de 5 % en moyenne avant 1913 à un peu plus de 2 % pour la période 1921-1929¹⁶. Ces chiffres n'avaient jamais été aussi bas depuis les Guerres napoléoniennes¹⁷.

Après la fin de la guerre, l'instabilité économique de la France, mais surtout de l'Allemagne, poussa le capital de ces pays à se réfugier à Londres. Le marché financier britannique s'en trouva, certes, de nouveau alimenté en liquidités suffisantes pour les crédits à court terme. Mais le rendement de cette activité était nécessairement beaucoup plus bas que celui d'avant-guerre à cause de la concurrence de *Wall Street*. Ajoutée aux incertitudes de l'époque, cette baisse de rendement encouragea le capital national à se diriger de plus en plus vers les titres des compagnies industrielles¹⁸. Ce facteur conforta relativement la position de la force industrielle qui avait profité de la guerre pour améliorer ses moyens de pression sur le processus de prise de décision, notamment pour les questions à caractère stratégique.

2. La montée de la force industrielle.

Quand Londres déclara la guerre à l'Allemagne en 1914, son objectif stratégique était de profiter des circonstances pour corriger l'erreur entraînée par le dérapage géoéconomique depuis 1871¹⁹. Le conflit franco-allemand de 1870 servait d'ailleurs de modèle militaire pour les stratèges de Londres. La guerre de 1914 était supposée être courte et décisive. Les forces économiques, notamment financières, étaient convaincues que la participation britannique, aussi bien humaine que matérielle, serait marginale. En 1914, la participation militaire britannique se limita à ses forces expéditionnaires. Contrairement aux autres belligérants, Londres ne procéda pas à une mobilisation

¹⁶ Pour une analyse plus détaillée de ces données, voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, pp. 43-44.

¹⁷ Pour une évaluation de la gravité de ce changement, voir Alec Cairncross et Barry J. Eichengreen, *Sterling in Decline : The Devaluations of 1931, 1949, and 1967*, Oxford, B. Blackwell, 1983, pp. 56-61.

¹⁸ Suzanne Diaper, « Merchant Banking in the Inter-war Period : the Case of Kleinwort, Sons and Co. », *op.cit.*

¹⁹ Voir *supra*, pp. 139-143.

générale. Dans ces conditions, la guerre, était considérée, non seulement comme compatible avec les méthodes commerciales et financières traditionnelles, mais comme potentiellement profitable au système international organisé autour de la *City*, puisqu'elle représentait une aubaine pour instaurer une domination financière britannique sur le continent²⁰.

En 1915, la finance reçut un choc sévère lorsque la puissance allemande obligea Londres à mobiliser progressivement tous les moyens matériels et humains du pays pour espérer gagner la guerre. Les lois du marché étaient naturellement incapables d'allouer efficacement les ressources économiques nécessaires à cet objectif. L'Etat dut donc s'impliquer dans les affaires comme il ne l'avait jamais fait auparavant. Une centralisation progressive se mit en place²¹. Ce processus fut même accéléré en 1916. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de coalition réduisit encore davantage l'influence de la finance et des fanatiques de l'orthodoxie économique dans le processus de décision²².

La nature de ce processus connut un changement significatif. Les conditions de guerre affaiblirent les mécanismes géoéconomiques internes. La pensée stratégique et géopolitique reprit sa place. Or, face à la guerre, l'optimisation de la production industrielle était une nécessité primordiale. Les industriels devinrent des interlocuteurs incontournables²³. Ils acquirent de ce fait une conscience de leur capacité à défendre leurs intérêts et à déterminer le cours de la politique, même au niveau international. Des structures, à l'instar de la FBI²⁴, se mirent en place pour assurer l'unité du capital industriel. Celui-ci connaissait d'ailleurs une concentration importante et paraissait assez solide pour rivaliser avec la finance²⁵. Cette rivalité allait avoir des conséquences très importantes sur la politique internationale de la Grande-Bretagne. Désormais, il était nécessaire de prendre en compte les intérêts de l'industrie dans tout projet colonial pour l'après-guerre.

²⁰ Voir David French, « The Rise and Fall of "Business As Usual" », *op.cit.*

²¹ Sidney Pollard, *The Development of the British Economy, 1914-1980*, *op.cit.*

²² Scott Newton et Dilwyn Porter, *Modernization Frustrated : The Politics of Industrial Decline in Britain Since 1900*, Londres, Unwin Hyman, 1988, pp. 32-33.

²³ *Ibid.*, pp. 37-38.

²⁴ Fondé en 1916, *The Federation of British Industries* était à l'époque le plus grand syndicat des industriels en Grande-Bretagne. Voir Richard T. P. Davenport-Hines, *Dudley Docker : The Life and Times of a Trade Warrior*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, chapitre 5.

²⁵ *Ibid.*, chapitres 6 et 7.

Pour les industriels, notamment ceux qui avaient adopté les activités et les technologies de la deuxième révolution industrielle, l'affaiblissement britannique était imputable au libre-échange qui avait causé l'envahissement du marché national. La Grande-Bretagne avait trop longtemps compté sur des industries traditionnelles et devait donc révolutionner ses structures de production. Dans ce sens, deux enjeux, qui répondent à notre définition de la géoéconomie, s'imposèrent : l'intervention de l'Etat sur le plan intérieur, et la mobilisation pour assurer l'approvisionnement du pétrole au niveau extérieur²⁶.

En 1916, l'optimisme des forces économiques quant à l'aboutissement de la guerre, avait disparu. Des voix de plus en plus nombreuses commençaient à exprimer la conviction qu'une victoire totale sur l'Allemagne était pratiquement impossible, du fait de la solidité des structures industrielles Outre-Rhin. La stratégie réaliste, selon cette tendance, consistait à viser une victoire militaire limitée et à se mobiliser après la fin des hostilités pour gagner une guerre économique inévitable²⁷. Dès la fin du conflit l'Allemagne tenterait certainement de retrouver ses méthodes anciennes d'envahissement des marchés afin de revigorer son économie. De ce fait, des barrières douanières devaient impérativement être imposées pour protéger l'industrie britannique en pleine transformation²⁸.

Grâce au rapprochement des industriels avec les cercles dirigeants, ce choix économique évolua progressivement pour devenir une stratégie nationale. L'accord de Paris, signé par les alliés en 1916, prévoyait un encerclement économique de l'Allemagne et une reconstruction coordonnée des pays signataires²⁹. Une partie de la finance soutenait même ce choix, parce qu'elle estimait que les tarifs douaniers allaient permettre de renflouer les caisses de l'Etat et donc de payer la dette nationale sans

²⁶ Pour les implications stratégiques de cette question, voir Paul Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy : Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Londres, Allen and Unwin, 1981, pp. 179-190.

²⁷ Paul .B. Johnson, *Land Fit For Heroes : The Planning of British Reconstruction, 1916-1919*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, 540 p. ; Scott Newton et Dilwyn Porter, *Modernization Frustrated : The Politics of Industrial Decline in Britain Since 1900*, op.cit., pp. 45-50.

²⁸ Peter Cline, « Winding Down the War Economy : British Plans for Peacetime Recovery, 1916-1919 », in Kathleen Burk (ed.), *War and the State : The Transformation of British Government, 1914-1919*, Londres, Allen and Unwin, 1982, pp. 160-164.

²⁹ Pour plus de détails sur cet accord, voir Victor H. Rothwell, *British War Aims and Peace Diplomacy*, Oxford, Clarendon Press, 1971, chapitre 8 ; Robert E. Bunselmeyer, *The Cost of the War, 1914-1918 : British Economic War Aims and the Origin of Reparations*, Hamden, Archon Books, 1975, pp. 13-17.

recours aux impôts directs³⁰. Cette évolution prouve la force géoéconomique acquise par l'industrie durant la guerre. Rappelons que parmi les caractéristiques de la géoéconomie figure la capacité de la force économique influente à faire en sorte que ses intérêts soient profitables aux autres groupes économiques³¹. Ainsi, l'intervention de l'Etat dans l'économie se banalisa progressivement.

Par ailleurs, la guerre ouvrit réellement l'ère du pétrole. L'industrie britannique ne pouvait pas espérer rivaliser avec ses concurrentes, notamment allemande et américaine, sans l'assurance d'un approvisionnement massif en carburant. Faut-il rappeler que ce fut en 1916 que les accords Sykes-Picot furent signés³². Ce point sera analysé plus en détails dans le chapitre suivant. Mais à ce stade, il est nécessaire de préciser que la conclusion de cet accord, qui accordait à la Grande-Bretagne une domination pétrolière sans partage au Moyen-Orient, prouvait que l'influence de l'industrie était de plus en plus décisive dans la définition des priorités d'après-guerre, même s'il est nécessaire de reconnaître que, durant le conflit, les intérêts pétroliers de l'industrie coïncidaient fortement avec les exigences et les besoins de l'institution militaire. Mais les orientations coloniales étaient clairement en train de connaître un changement profond. Avant 1918, et malgré les incertitudes autour de la victoire, Londres s'engagea dans une stratégie contre ses propres alliés, stratégie visant à s'assurer, pour le long terme, une mainmise sur les ressources pétrolières du Moyen-Orient³³.

3. Les conditions de convergence.

Dans les deux sections précédentes, nous avons déjà mentionné deux facteurs économiques qui rapprochaient les intérêts de la finance de ceux de l'industrie. D'une part, la crainte du fardeau fiscal redorait le blason des tarifs douaniers. D'autre part, la baisse du rendement de l'investissement international produisait des conditions

³⁰ Peter Cline, « Winding Down the War Economy : British Plans for Peacetime Recovery, 1916-19 », *op.cit.*, pp. 164-167.

³¹ Voir *supra*, pp. 38-46.

³² Il est significatif que l'année 1916 ait connu la signature de l'accord de Paris et de celui de Sykes-Picot.

³³ Voir chapitre 7 de ce travail.

favorables à une alliance entre les deux sphères du capital, alliance semblable à celle réalisée entre la finance et l'agriculture avant la généralisation du libre-échange³⁴.

La mobilisation militaire, et le manque de main-d'œuvre qui en résulta, obligèrent également les industries à améliorer leur productivité en s'engageant dans une logique de réforme organisationnelle et technologique³⁵. Ce facteur, imposé par les conditions spécifiques de la guerre, offrait à l'industrie, même après 1918, des perspectives de croissance supérieures aux autres secteurs. Cain et Hopkins estimèrent le taux de croissance de l'industrie à 3 % par an. Ainsi, au moment où le secteur tertiaire connaissait un ralentissement sans précédent entre les deux guerres, l'industrie réalisa une moyenne de croissance supérieure à celle d'avant 1914³⁶. Ce point n'est pas en contradiction avec les données présentées dans les sections précédentes concernant les difficultés britanniques dans le commerce international des biens. En effet, la croissance était principalement assurée par les industries destinées au marché national.

Outre l'amélioration des performances purement économiques de l'industrie, la guerre entraîna une évolution structurelle importante au niveau du processus de prise de décision politique. Lorsque le gouvernement se trouva dans l'obligation de se rapprocher du second secteur afin de s'assurer un approvisionnement plus performant, ses interlocuteurs privilégiés devinrent les grands industriels. Ces derniers, encouragés par les perspectives d'expansion économique, se lancèrent dans une politique de concentration capitaliste. Ce choix ne pouvait réussir que grâce à la finance. D'où une demande intérieure massive de capitaux³⁷. La concentration réduisit considérablement le caractère provincial de l'industrie et la rapprocha du centre du pouvoir à Londres qui accueillait de plus en plus les sièges des grandes entreprises. Il s'agissait d'un cercle vertueux : en se rapprochant de l'industrie, le gouvernement encourageait la concentration capitaliste, qui entraînait une demande de plus en plus importante de capitaux, et reliait ainsi l'industrie de la finance et du centre du pouvoir.

³⁴ Voir *supra*, pp. 67-73.

³⁵ Voir Derek H. Aldcroft, « Economic Growth in the Inter-War Years : A Reassessment », *op.cit.*

³⁶ En se fondant sur les statistiques réalisées par Robert Charles O. Matthews, Charles H. Feinstein et John C. Odling-Smee dans leur livre *British Economic Growth, 1856-1973*, *op.cit.*, Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins estiment que la participation de l'industrie au PIB passa de 30 % à 35 % pour les mêmes périodes. Cependant, ils considèrent que ce progrès n'était pas suffisant pour menacer la domination politique de la finance. Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, pp. 11-15.

³⁷ Mark Swenarton et Sandra Taylor, « The Scale and Nature of the Growth of Owner-Occupation in Britain Between the Wars », *Economic History Review*, vol. 38, n° 3, août 1985, pp. 373-392.

Cette évolution permit d'envisager la réalisation d'un capitalisme financier à l'anglaise : contrairement à l'exemple allemand d'avant 1914, ce progrès était destiné à empêcher l'Etat d'intervenir dans l'économie. La montée du Parti travailliste, qui remplaça dès 1918 le Parti libéral comme concurrent politique principal des conservateurs, effraya aussi bien la finance que l'industrie et les rapprocha davantage. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, s'engagea personnellement afin de persuader les institutions de la *City* d'investir massivement dans l'industrie³⁸. L'ancrage de l'intérêt financier dans le secteur secondaire était de nature à favoriser l'évolution de l'industrie en encourageant les fusions et la concentration oligarchique. La participation des plus grandes compagnies industrielles dans la production nationale, doubla presque par rapport à la période d'avant 1914, période caractérisée par le morcellement des unités de production³⁹.

Tous ces facteurs conduisirent à éloigner les industriels de la machine pour en faire un groupe de gestionnaires proche de l'aristocratie financière. Ce nouveau groupe sentait la pression de la concurrence étrangère et savait que le seul moyen d'y résister était l'évolution technologique et organisationnelle du second secteur. Sous l'influence de ces gestionnaires ambitieux, l'industrie se rapprocha de la structure corporatiste du grand *business* et multiplia les émissions de titres sur le marché boursier⁴⁰.

Le rapprochement, pendant et après la guerre, entre la finance et l'industrie était d'une importance capitale dans la détermination du processus de prise de décision politique. Il explique, au moins en partie, l'affaiblissement du Parti libéral, qui perdit son ancrage provincial et vit ses membres rejoindre massivement les *Tories* afin de faire obstacle à la montée des travaillistes et de protéger le droit de propriété. La peur du danger révolutionnaire, matérialisé par les *Bolcheviks* en Russie, semblait l'emporter sur la volonté des dirigeants du secteur secondaire à façonner la politique de Londres. En rejoignant les conservateurs, ils affaiblirent leur position puisque le Parti *Tory* restait sous l'influence de la finance⁴¹. Celle-ci se montra, dès la fin de la guerre, de plus en plus méfiante vis-à-vis des projets protectionnistes des industriels. L'effondrement total

³⁸ Stephen Toliday, *Business, Banking and Politics : The Case of British Steel, 1918-1939*, Cambridge, Harvard University Press, 1987, pp. 182-197. Pour plus d'informations sur le gouverneur de la Banque d'Angleterre, voir Andrew Boyle, *Montagu Norman*, Londres, Cassell, 1967, 349 p.

³⁹ Leslie Hannah, *The Rise of the Corporate Economy*, Londres, Routledge, 2006, pp. 101-115.

⁴⁰ Voir William A. Thomas, *The Finance of British Industry, 1918-1976*, Londres, Methuen, 1978, chapitres 1 et 2.

⁴¹ Voir Robert W. Boyce, *British Capitalism at the Crossroads, 1919-1932 : A Study in Politics, Economics and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 20-23.

et inespéré de l'Allemagne était suffisant pour la persuader que le retour à l'orthodoxie d'avant 1914 était désormais plausible. Mais les règles du jeu étaient en train de connaître un changement crucial : à partir de 1918, aucun groupe ne semblait en mesure de dominer la vie politique britannique. Le projet national devait désormais être le résultat d'une interaction plus active entre les intérêts de la finance et ceux de l'industrie.

II. L'intérêt national entre deux projets : libre-échange international et protectionnisme colonial

1. Les réparations au secours de l'orthodoxie

Dès l'éclatement de la guerre, la supériorité technologique des allemands par rapport aux alliés apparut sur le terrain. Pour combler cette faiblesse, il fallait donc faire appel à l'industrie américaine pour fournir le matériel militaire. L'achat excessif de munitions conduisit rapidement à réduire les réserves d'or, ce qui, malgré la suspension de la convertibilité, représentait une pression intenable sur la livre et l'économie britannique. La seule solution était d'emprunter massivement sur le marché new-yorkais. Londres fut même obligée de garantir les prêts accordés par les banques américaines aux autres alliés. En mobilisant ainsi l'économie américaine pour assurer l'approvisionnement et le financement des alliés, la Grande-Bretagne participa à l'instauration, aux Etats-Unis, d'une logique géoéconomique semblable à celle qui régnait à Londres jusqu'en 1913.

Pendant les quatre années du conflit, la confiance de la finance américaine dans la solidité de l'économie britannique fut un enjeu primordial. Ainsi, les institutions financières avaient continué à prêcher la discipline monétaire et budgétaire. Certes, l'étalon-or fut suspendu, mais le *Treasury* et la Banque d'Angleterre s'efforcèrent avec succès de maintenir le taux de 4,76 dollars de la livre. De la même manière, le *Treasury*, qui eut moins de succès dans le contrôle des dépenses publiques, lutta avec acharnement

contre l'inflation⁴². L'explosion des dépenses et le déficit qui en résulta poussa Londres à un endettement extérieur massif.

Dès janvier 1915, J. P. Morgan & Co., fut désigné par le gouvernement britannique comme agent acheteur exclusif de toutes les fournitures de guerre aux Etats-Unis, puis comme agent financier exclusif pour tous les prêts de guerre octroyés par les banques privées américaines. Ainsi, bien avant l'engagement des Etats-Unis dans la guerre en 1917, J. P. Morgan avait *de facto* brisé la neutralité de Washington, en mobilisant l'épargne américaine pour renflouer le trésor de guerre britannique⁴³. Cette institution bancaire était le lien entre l'économie américaine, avec ses trois secteurs, et l'Europe alliée. Dotée d'une franchise exclusive d'agent acheteur pour tous les pays de l'Entente, elle acquit un pouvoir arbitral pour le devenir de l'économie d'exportation américaine.

Ce statut donna à la finance américaine une position de premier plan pour influencer la décision politique : l'engagement du capital américain rendait nulle la neutralité prônée par Washington⁴⁴. Sans les milliards de dollars de crédit et d'approvisionnement qui affluèrent dans le camp des alliés, on aurait pu imaginer une évolution différente justifiant la thèse de Lénine sur l'affrontement de deux phases de l'évolution du capitalisme : la phase individuelle et la phase financière⁴⁵. Mais, à l'époque, cette analyse ne pouvait pas inclure l'idée que la plus grande nation de la phase avancée du capitalisme, les Etats-Unis, allait se structurer à l'image de la Grande-Bretagne qui représentait la phase précédente.

En effet, le secteur industriel américain n'avait de perspectives internationales qu'à travers la finance représentée par J. P. Morgan. Le capital américain était, certes, déterminé à profiter des conditions particulières de la guerre pour placer New-York au centre du système financier du monde et donc à priver la *City* de sa position dominante. Mais il ne voulait surtout pas détruire l'architecture financière et commerciale mondiale. Pour ce faire, le Reich allemand ne devait pas triompher ; et - c'était tout aussi important -, le libre-échange d'avant 1914 devait être préservé pour permettre à

⁴² Kathleen Burk, « The Treasury : From Impotence to Power », in Kathleen Burk (ed.), *War and the State : The Transformation of British Government, 1914-1919*, Londres, Allen and Unwin, 1982, pp. 84-107.

⁴³ Kathleen Burk, « A Merchant Bank at War : The House of Morgan 1914-1918 », in Philip L. Cottrell et Donald E. Moggridge (eds.), *Money and Power*, Londres, Macmillan, 1988, pp. 155-172.

⁴⁴ John M. Cooper, « The Command of Gold Reversed : American Loans to Britain, 1915-1917 », *op.cit.*

⁴⁵ Voir *supra*, pp. 160-161.

l'économie exportatrice américaine de continuer à se développer après la fin des hostilités⁴⁶.

Pour cette raison, l'accord de Paris de 1916⁴⁷ alarma la finance américaine qui redoutait une paix de compromis qui aurait signifié une reconstruction européenne concertée et fondée sur un système de protection économique⁴⁸. Le repli de l'Europe aurait certainement causé une crise économique grave aux Etats-Unis qui risquaient de perdre leur marché principal d'exportation. Ainsi, la neutralité militaire américaine devait, elle aussi, prendre fin pour assurer aux alliés une victoire sans appel.

L'abandon de l'isolationnisme nécessitait une motivation très forte pour l'intérêt national : la protection de l'investissement et du marché européen⁴⁹. Ainsi, conformément aux règles géoéconomiques explicitées dans le premier chapitre de ce travail, la finance new-yorkaise réussit à hisser ses intérêts au niveau d'un projet pour la nation américaine. Pendant la conférence de paix de 1919, le président Wilson proposa une paix libérale qui visait à augmenter les flux des capitaux américains en Europe⁵⁰.

Les dirigeants britanniques étaient conscients des implications de la solution américaine. Au niveau international, les Etats-Unis et leur capital financier opéraient une projection impériale irrésistible et comptaient sur le libre-échange européen et sur les barrières douanières, qui continuaient à protéger leur marché intérieur, pour incorporer l'Europe dans un système économique commandé par New-York. Malgré les traditions isolationnistes des Etats-Unis, Washington ne pouvait pas freiner les pulsions économiques qui poussaient à la projection impériale : la créance américaine de guerre atteignit un niveau tel que la distinction entre les intérêts de Morgan et ceux du gouvernement américain était devenue impossible⁵¹.

D'un autre côté, compte tenu des pertes économiques de la Grande-Bretagne, la protection du marché national après la fin des hostilités, semblait nécessaire. L'exposition à la concurrence américaine risquait d'entraîner une crise sociale grave, surtout, et ce n'était pas à exclure, si la fin de la guerre était suivie d'une dépression

⁴⁶ Voir Carl P. Parrini, *Heir to Empire : United States Economic Diplomacy, 1916-1923*, Pittsburgh, University of Pittsburg Press, 1969, chapitres 4 et 5.

⁴⁷ Voir *supra*, p. 220.

⁴⁸ Pour le cas britannique, voir Paul B. Johnson, *Land Fit For Heroes : The Planning of British Reconstruction, 1916-1919*, *op.cit.*

⁴⁹ Roberta A. Dayer, « Strange Bedfellows : J.P. Morgan and Co., Whitehall and the Wilson Administration during World War I », *Business History Review*, n° 18, juillet 1976, pp. 127-151.

⁵⁰ Carl P. Parrini, *Heir to Empire : United States Economic Diplomacy, 1916-1923*, *op.cit.*, chapitre 1.

⁵¹ Pour plus de détails, voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, pp. 50-55.

économique et d'une explosion du chômage. Les défenseurs du protectionnisme tentèrent alors de conserver l'essentiel des accords de Paris, notamment sur la question des préférences impériales⁵².

L'accumulation de la dette britannique vis-à-vis des Etats-Unis expliquait également les concessions que la finance semblait prête à accorder à l'industrie, notamment en matière de protectionnisme économique et d'orientation coloniale. En effet, la perspective de son remboursement menaçait d'imposer un fardeau fiscal durable et insoutenable pour toutes les catégories sociales. Pour la première fois, l'Etat était devenu chroniquement débiteur d'une finance étrangère. L'imposition directe ne pouvait qu'accroître les problèmes de la finance qui allait voir ses capitaux renflouer sa concurrente new-yorkaise. Le paiement de la dette devait donc se réaliser par les impôts indirects et les tarifs douaniers. Le retour à une sorte de mercantilisme maîtrisé, destiné à favoriser les exportations, notamment vers le marché américain, semblait alors être la meilleure solution pour se procurer les dollars nécessaires pour honorer les engagements britanniques.

Il s'agissait d'un virage géoéconomique extrêmement important puisque, faut-il le rappeler, la finance tendait, avant 1914, à favoriser les importations qui servaient à rembourser les dettes de ses débiteurs. Les implications de ce changement allaient être de taille. L'Empire en serait bouleversé, puisqu'il était sur le point de perdre fortement sa valeur d'espace déversoir de la production britannique qui devait, en revanche, se déployer pour conquérir les marchés des pays industrialisés. Parallèlement, les colonies devaient participer à cet effort en affirmant leur rôle de réservoir pour l'évolution de l'économie métropolitaine. Le centre de l'Empire semblait donc sur le point de basculer de l'Inde au Proche-Orient, afin d'assurer un approvisionnement approprié en pétrole, la nouvelle source d'énergie.

Le protectionnisme et l'intervention de l'Etat étaient une éventualité très plausible jusqu'en 1919, date à partir de laquelle fut progressivement assimilé le mécanisme des réparations allemandes⁵³. L'idée que c'était l'Allemagne qui devait assumer tous les dommages causés par la guerre permettait progressivement, d'imaginer une échappatoire et d'espérer pouvoir rétablir, dans un futur proche, le système d'avant

⁵² Ian M. Drummond, *Imperial Economic Policy, 1917-1939 : Studies in Expansion and Protection*, *op.cit.*, chapitre 1.

⁵³ Robert E. Bunselmeyer, *The Cost of the War, 1914-18 : British Economic War Aims and the Origin of Reparations*, *op.cit.*

1914. La défaite totale de l'Allemagne allait redistribuer les cartes. Les réparations affaiblirent la position des tenants du protectionnisme et réanimèrent les pulsions libre-échangistes de l'élite britannique. Si l'Allemagne payait, il serait possible de s'exonérer de la dette en maintenant à la fois le libéralisme et la centralité mondiale de la *City*⁵⁴.

L'architecture de l'édifice financier était assez simple à concevoir : les réparations allemandes permettraient aux alliés de payer leurs dettes vis-à-vis de la Grande-Bretagne, laquelle pourrait honorer ses engagements auprès de la finance américaine sans que son marché subisse trop de pressions. Elle pourrait ainsi continuer à prêter, notamment en Europe continentale en phase de reconstruction, et donc freiner l'expansion financière américaine. Aux yeux des dirigeants de Londres, le retrait de Washington de la Société des Nations rendit ce plan encore plus plausible. Le seul obstacle réel à ce projet était son incompatibilité avec le protectionnisme. Il était même nécessaire de réinstaurer l'orthodoxie d'avant 1914, afin d'assurer les liquidités nécessaires pour les emprunts et les investissements internationaux. Il fallait surtout lutter contre l'inflation qui menaçait d'ébranler la confiance dans la livre⁵⁵. Le retour à l'étalon-or redevint donc un objectif politiquement défendable⁵⁶

Par conséquent, deux géoéconomies divergentes s'affrontaient sur l'agenda politique d'après-guerre⁵⁷. Il en résulta un vif débat sur le projet de la nation britannique pour les années à venir.

2. Pour une politique intermédiaire

L'apparition d'un groupe de pression mieux structuré pour défendre les intérêts de l'industrie limitait considérablement l'influence de la finance sur le processus de prise de décision. Ce groupe craignait particulièrement la montée du Parti travailliste et savait donc que la réforme sociale et l'augmentation des salaires étaient des conditions

⁵⁴ Peter Cline, « Winding Down the War Economy : British Plans for Peacetime Recovery, 1916-19 », *op.cit.*, pp. 171-177.

⁵⁵ Susan Howson, « The Origins of Dear Money, 1919-1920 », *Economic History Review*, 2^{ème} série, n° 1, 1974, pp. 88-107.

⁵⁶ Robert Boyce, « Creating the Myth of Consensus : Public Opinion and British Return to the Gold Standard in 1925 », in Philip L. Cottrell et Donald E. Moggridge, *Money and Power*, *op.cit.*, pp. 173-197.

⁵⁷ Kenneth O. Morgan, *Consensus or Disunity : The Lloyd George Coalition Government, 1918-1922*, Oxford, Clarendon Press, 1979, 436 p.

nécessaires pour soulager la crispation ouvrière⁵⁸. Mais toute concession accordée à la classe ouvrière conduisait à réduire la compétitivité industrielle en termes de prix. L'interventionnisme de l'Etat était donc un mal nécessaire pour assurer la protection du marché intérieur et pour financer la réforme. Ce programme heurtait de front la logique défendue par la finance : les dépenses publiques risquaient d'assécher l'épargne et donc d'entraîner l'augmentation des taux d'intérêt, ce qui constituerait un grave inconvénient pour l'investissement et compliquerait le retour à l'étalon-or. Selon cette perspective, la réinstauration de l'orthodoxie économique était l'objectif le plus urgent. Les réparations allemandes pouvaient être considérées comme le point de convergence entre ces deux programmes contradictoires. Lloyd George, par exemple, était convaincu que les réformes sociales pouvaient s'avérer réalisables grâce à la taxation de l'Allemagne et à la redistribution de ses colonies⁵⁹.

Le retrait américain de la Société des Nations donna lieu à une fracture entre le pouvoir stratégique et territorial de la Grande-Bretagne et la puissance économique et financière des Etats-Unis. Cette division constituait une situation relativement exceptionnelle pour la géoéconomie. Elle se traduisit par un flottement constant de la politique étrangère de Londres pendant les années qui suivirent. Le néo-isolationnisme américain permit, en effet, à la Grande-Bretagne de poursuivre une projection territoriale fondée sur des pulsions économiques, non pas réelles, comme cela avait été le cas depuis deux siècles, mais potentielles, animées à la fois par les ambitions de l'industrie et par les traditions de la finance.

Plusieurs enjeux stratégiques illustrèrent ce phénomène et démontrèrent que la politique britannique était déchirée entre deux grands projets. Le premier supposait une ouverture internationale, qui correspondait à ses traditions financières, mais qui nécessitait un retour immédiat à l'orthodoxie monétaire et budgétaire avec toutes les répercussions que risquait de subir la société britannique. Le second s'appuyait sur la protection impériale qui semblait être plus adaptée aux besoins de la nouvelle force industrielle, mais qui impliquait un interventionnisme que voulait éviter l'élite traditionnelle. A titre d'exemple, Londres craignait le dynamisme envahisseur de la finance américaine, tout en sachant que les capitaux américains étaient nécessaires pour la reconstruction de l'Europe et donc pour le paiement des réparations allemandes. Par

⁵⁸ Il est nécessaire de rappeler que la Révolution bolchévique avait aggravé la peur du marxisme.

⁵⁹ Robert E. Bunselmeyer, *The Cost of the War, 1914-18 : British Economic War Aims and the Origin of Reparations*, *op.cit.*, pp. 137-138.

ailleurs, Londres voulait absolument obtenir les réparations allemandes, mais hésitait à s'aligner sur la position revancharde du gouvernement Poincaré⁶⁰ de crainte qu'elle n'eût pas l'influence nécessaire pour empêcher un basculement allemand vers le communisme⁶¹. En Russie, elle était déterminée à tuer dans l'œuf le régime bolchevique, mais espérait parallèlement convaincre Moscou d'honorer les dettes tsaristes que Lénine avait refusé de reconnaître, et de s'ouvrir à l'investissement international⁶².

Ces contradictions trouvèrent toute leur expression à la conférence de Gênes de 1922⁶³, au cours de laquelle Londres tenta de formuler une stratégie destinée à satisfaire les ambitions de ses deux forces économiques internes. A cause de la baisse des réserves britanniques en or, le retour à l'étalon-or était quasiment impossible. Londres proposa un système d'étalon de change-or selon lequel seules les grandes devises (livre, dollar, franc français) demeuraient rattachées à l'or, les devises des pays périphériques étant rattachées à ces devises clés, ce qui impliquait que les banques centrales des pays de second rang se constituassent des réserves en livres, en francs et en dollars.

Londres espérait ainsi réduire la demande européenne en or et reconstituer ses propres réserves. Une demande importante de la livre pouvait également faciliter l'appréciation de la monnaie britannique sans recourir à la déflation⁶⁴. Cette proposition traduisait l'expertise financière britannique. Elle était destinée à marier des intérêts contradictoires. Le relâchement de la pression sur l'or pouvait permettre d'accroître la masse monétaire, de réduire les taux d'intérêt et donc d'assurer la croissance. Au niveau européen, cette solution avait pour objectif la création d'un équilibre entre la livre et le dollar. Le capital britannique pouvait participer à la reconstruction de l'Europe et empêcher, par conséquent, la domination du dollar qui devait, par ailleurs, être canalisé

⁶⁰ Marc Trachtenberg, « Reparations at the Paris Peace Conference », *Journal of Modern History*, vol. 51, mars 1979, pp. 24-55.

⁶¹ La révolte spartakiste de Berlin eut lieu entre le 5 et le 12 janvier 1919. Sa répression constitua la fin de la Révolution allemande qui s'était déclenchée en novembre 1918 et qui avait précipité la défaite allemande.

⁶² Voir Michael Glenny, « The Anglo-Soviet Trade Agreement, March 1921 », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, pp. 63-82.

⁶³ Conférence convoquée à la demande de la Grande-Bretagne afin de mettre en place un nouveau système pour la finance internationale.

⁶⁴ Voir Frank Costigliola, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *Journal of Economic History*, vol. 37, n° 4, décembre 1977, pp. 911-934.

par la *City*. Londres proposa de monter un consortium pour un investissement massif en Union Soviétique, consortium dont les actions devaient être émises en livres⁶⁵.

En évitant le retour à un étalon-or intégral, les intérêts de l'industrie pourraient également être sauvegardés. Le système proposé par Londres visait à éviter une baisse brutale des prix de l'exportation, le système de l'étalon-or pur risquant, en effet, d'entraîner une concurrence acharnée sur les métaux précieux, qui entraînerait l'augmentation de leur prix sur les marchés internationaux. Dans ces conditions, les prix des biens et des services risquaient de baisser au fur et à mesure qu'augmenterait la valeur de l'or, ce qui aurait été dramatique pour l'industrie d'exportation qui souffrait déjà d'un manque chronique de compétitivité. L'économie britannique dans son intégralité ne pouvait également qu'en souffrir, puisque la déflation devait accroître le fardeau de la dette de guerre.

La subtilité de ces propositions cachait une faiblesse structurelle. Le succès du plan britannique nécessitait la coopération de la finance américaine parce que la *City* était incapable de fournir les capitaux indispensables. Mais Londres n'avait aucun pouvoir financier réel sur New-York. C'était plutôt le contraire, puisque le refus du capital américain suffisait pour anéantir la stratégie britannique. Dans le cas soviétique, Lénine rejeta sans surprise les propositions britanniques de Gênes dans la mesure où il estimait qu'il s'agissait d'une manœuvre visant à transformer l'U.R.S.S. en un vaste déversoir financier pour le capital international. Autre raison de son refus, une stratégie opposée avait été élaborée par l'Allemagne et l'U.R.S.S. En effet, au cours de cette même conférence, le ministre allemand des Affaires étrangères, Walther Rathenau, dévoila les termes du traité de Rapallo, conclu entre son pays et l'U.R.S.S. En vertu de cet accord, Moscou renonçait à ses prétentions concernant les réparations de guerre allemandes en échange d'un transfert de la technologie industrielle allemande⁶⁶.

Cette annonce effraya aussi bien la finance que l'industrie britannique. La conférence de Gênes, qui devait rétablir l'influence britannique sur l'économie internationale, était en train de tourner au *fiasco*. Les perspectives du traité de Rapallo signifiaient que la complémentarité entre la modernité allemande et les ressources naturelles de l'U.R.S.S., pétrolières notamment, allaient réduire davantage encore le

⁶⁵ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, p. 65. Ce travail va jusqu'à considérer que la conférence de Gênes était la première étape dans une campagne britannique destinée à créer un empire européen pour la livre.

⁶⁶ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, p. 68.

poids économique de la Grande-Bretagne en Europe. Cette menace était d'autant plus sérieuse que Londres avait déjà perdu plusieurs zones d'influence, notamment en Amérique latine, et comptait sur les marchés européens comme solution de remplacement. Londres n'avait également pas oublié que l'affaiblissement de son engagement économique sur le continent avant 1914 avait gravement endommagé sa stratégie européenne, conduisant inexorablement à la guerre. La réponse britannique fut de réactiver son agressivité financière.

III. Une géoéconomie dictée par les ambitions et non par les moyens

1. La conférence de Gênes : une illusion de pouvoir

Nous avons défini la géoéconomie comme le lien entre l'économie et la stratégie d'une nation. Cette interprétation sous-entend que le potentiel économique d'un pays est le mieux à même d'établir les priorités de sa politique étrangère. La Grande-Bretagne, jusqu'en 1914, représentait une illustration typique de cette définition. Mais notre propos serait incomplet s'il n'incluait pas le cas d'une époque transitoire caractérisée par un décalage de rythme entre les deux éléments constitutifs de la géoéconomie. Il est possible d'admettre qu'une baisse significative des moyens économiques finit toujours par se répercuter sur les questions stratégiques, mais à plus au moins long terme. Les Etats reconnaissent plus difficilement une perte stratégique qu'une perte économique.

De ce fait, ils ont souvent du mal à évaluer à sa juste valeur l'aspect stratégique des pertes économiques. La Grande-Bretagne d'après-guerre représente peut-être le meilleur exemple d'une telle situation, parce que, malgré toutes ses pertes, elle était convaincue que, loin d'être affaiblie, sa domination stratégique était consolidée⁶⁷. Puissance victorieuse dominant la Ligue des nations, elle n'était pas du tout prête à reconnaître les limites de ses moyens et à agir en conséquence. Les carences économiques devaient même être corrigées par un effort constant pour préserver la position stratégique. Elle essaya donc de jouer un rôle de gestionnaire des questions commerciales et financières mondiales, visant à tirer le meilleur parti de ses traditions

⁶⁷ Correlli Bamet, *The Collapse of British Power*, New-York, Morrow, 1972, 643 p.

impériales et de l'isolationnisme politique des Etats-Unis. Elle estimait que, sans une couverture diplomatique, le capital new-yorkais ne pourrait pas assujettir les zones d'influence traditionnellement britannique et devrait même se transformer en un instrument utile pour rétablir la normalité d'avant-guerre. Les années 1920 mirent à l'épreuve cette certitude dans le cadre d'une rivalité non déclarée entre Londres et Washington.

Les objectifs principaux des deux puissances étaient très proches. La reconstruction du système économique international était considérée, des deux côtés de l'Atlantique, comme la première étape d'un retour éventuel à la stabilité et à la prospérité. Il était donc nécessaire de régler les problèmes de la dette, des réparations, de l'inflation et du déséquilibre budgétaire des pays industrialisés⁶⁸. La différence essentielle entre les deux parties concernait la manière de réaliser ces objectifs, chacun s'efforçant de valoriser ses points forts et d'imposer le chemin le plus à même de corriger ses faiblesses.

Forte de sa domination territoriale et institutionnelle, la Grande-Bretagne tentait de s'assurer un monopole colonial dans les zones pétrolières du Moyen-Orient. Elle visait, en même temps, une participation active dans le développement de l'U.R.S.S. et l'établissement d'un réseau financier tissé autour de la *City*. Cette politique s'appuierait sur une régulation des flux de capitaux, une stabilisation des prix mondiaux et une réduction spectaculaire de la dette de guerre⁶⁹.

Stimulés par leur dynamisme économique, les Etats-Unis refusaient toute régulation et défendaient la libre concurrence, le remboursement total de la dette et une reconstruction européenne fondée sur le principe de la porte ouverte. Craignant l'excès de capacité de son agriculture, de son industrie, mais surtout de sa finance, le capital américain trouvait en l'Europe un marché indispensable pour continuer son développement. L'importance de ses réserves d'or obligeait Washington à lutter pour le rétablissement immédiat de l'étalon-or, qui lui semblait nécessaire afin d'éviter l'inflation que pouvait causer une politique de création monétaire facile.

La Grande-Bretagne, malgré ses traditions libérales, n'était pas prête à suivre cette visée américaine qui risquait, d'après les hommes politiques de l'époque, d'aggraver ses problèmes socioéconomiques. Compte tenu de la précarité de son

⁶⁸ Frank Costigliola, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *op.cit.*

⁶⁹ Stephen V. O. Clarke, *The Reconstruction of the International Financial System : The Attempts of 1922 and 1933*, Princeton, International Finance Section Princeton University Studies, 1973, 48 p.

économie, elle préférait établir des liens financiers fondés sur la coopération et l'exclusivité. Le plan britannique présenté à Gênes, qui cherchait à trouver l'équilibre entre la finance et l'industrie au niveau intérieur, était également une tentative de gérer l'opposition anglo-américaine⁷⁰. Il se fondait sur l'idée de la nécessité de reconstruire l'économie européenne dans le cadre d'une communauté financière et commerciale dirigée par Londres et financée par Washington.

A posteriori, on voit bien que ce projet était l'antithèse de la position américaine, puisque l'Europe devait *de facto* adopter une politique de porte fermée fondée sur les privilèges d'un consortium unique. Mais, à l'époque, la Grande-Bretagne espérait tirer parti de l'isolationnisme institutionnel américain en faisant miroiter au capital new-yorkais des perspectives indépendantes de la politique de son pays. Elle cherchait à persuader le capital américain que seul l'allègement de la pression sur la finance britannique était capable de garantir la reconstruction du système financier mondial, et que, par conséquent, l'intérêt de la finance internationale était de soutenir l'économie de la Grande-Bretagne.

Mais, malgré son isolationnisme déclaré, Washington avait élaboré son propre agenda de reconstruction du système mondial. En réalité, l'isolationnisme américain était aussi fictif que la neutralité américaine pendant la guerre. L'engagement financier de New-York limitait considérablement les conséquences du retrait américain des institutions internationales post-versaillaises. Les propositions britanniques à la conférence de Gênes de 1922, démontraient que Londres avait minoré cet aspect. En pensant que la finance new-yorkaise était assez docile pour accepter de mettre sa force au service des intérêts de la *City*, elle commit une grave erreur d'appréciation stratégique, qui explique son échec.

D'un point de vue géoéconomique, le problème réel était l'incapacité de l'élite britannique à reconnaître les limites de ses moyens et donc de sa capacité à maintenir la suprématie stratégique de Londres par les anciennes méthodes du *soft power*⁷¹. Le vide géoéconomique analysé dans le cinquième chapitre était en train de se propager. Entre 1922 et 1925, Londres ne put que constater son échec à créer un bloc international lié par la livre. Certes, une vingtaine de pays avait accepté d'avoir d'importantes réserves

⁷⁰ Pour des détails sur la conférence de Gênes, voir Carl P. Parrini, *Heir to Empire : United States Economic Diplomacy, 1916-1923, op.cit.*, pp. 154-171.

⁷¹ Sans la coopération des Etats-Unis, la Grande-Bretagne était incapable de stabiliser le système financier international. Voir Charles Kindleberger, *The World in Depression 1929-1939*, Londres, The Penguin Press, 1973, pp. 291-292.

en monnaie britannique, mais la plupart d'entre eux faisait partie de l'Empire. Les deux seules économies européennes importantes qui avaient opté pour cette option étaient la France et l'Allemagne, qui n'avaient guère d'autre choix compte tenu de l'hyperinflation qui frappait l'Allemagne et de l'instabilité qui touchait l'économie française⁷².

2. Le plan Dawes⁷³ : des ambitions non accomplies

Les années 1919 et 1920 furent marquées par une inflation inhabituelle en Grande-Bretagne⁷⁴. Dans ces circonstances, le *Treasury* et la Banque d'Angleterre exigèrent des autres institutions publiques une discipline budgétaire et monétaire. C'était les premiers signes d'une volonté de réinstaurer l'orthodoxie et donc la primauté de l'intérêt financier. Pour ménager l'industrie, un certain nombre de mesures protectionnistes furent maintenues, à l'instar du *Mckenna duties*⁷⁵. Mais ces concessions n'étaient pas suffisantes, dans la mesure où l'équilibre budgétaire devait être atteint tout en maintenant des dépenses publiques soutenues pour servir la dette et introduire les réformes promises. Les dépenses militaires constituaient la seule marge de manœuvre permettant de réduire le déficit⁷⁶. Par conséquent, une politique d'apaisement extérieur s'imposait, ce qui explique la réticence britannique à soutenir l'occupation française de la Ruhr⁷⁷.

L'abstention britannique était donc largement motivée par des considérations budgétaires internes. Mais Londres récolta le fruit de ce choix qui lui évita l'instabilité financière que connurent aussi bien l'Allemagne que la France à la suite de l'action de la coalition. D'abord, l'Allemagne, qui, dès le début de l'offensive, suspendit le

⁷² Alan Cassells, « Repairing the Entente Cordiale and the New Diplomacy », *Historical Journal*, vol. 23, n° 1, 1980, pp. 133-153.

⁷³ Plan ayant pour objectif le rétablissement de la pyramide de dettes ébranlée depuis l'invasion française de la Ruhr. Présenté le 9 avril 1924 au comité de réparations, par ce qui fut appelé le comité de Dawes, présidé par Charles C. Dawes, ce plan fut immédiatement approuvé par tous les protagonistes.

⁷⁴ Susan Howson, « The Origins of Dear Money, 1919-20 », *op.cit.*

⁷⁵ Tarifs douaniers imposés dès 1915 sur les produits de luxe pour assurer des revenus à l'Etat.

⁷⁶ Voir Wolf D. Gruner, « The British Political, Social and Economic System and the Decision for Peace or War : Reflections on Anglo-German Relations, 1800-1939 », *Journal of International Studies*, vol. 6, 1980, pp. 189-218.

⁷⁷ Profitant de l'incapacité allemande à respecter les termes de l'ultimatum de mai 1921, qui fixait le plan définitif de paiement des réparations exigées de l'Allemagne, la France lança, en janvier 1923, une offensive militaire, avec la participation symbolique de la Belgique et de l'Italie, offensive qui visait à occuper la vallée de la Ruhr et à utiliser ses richesses comme réparation de guerre.

paiement de ses réparations à la France, à la Belgique et à l'Italie, s'efforça de continuer à honorer ses engagements vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Par ailleurs, le grand capital allemand immigra massivement vers Londres pour éviter de perdre toute sa valeur lorsqu'une hyperinflation, unique dans l'histoire de l'Europe, dévasta l'économie allemande⁷⁸. Ainsi, la *City* profita de liquidités inespérées, d'autant que l'instabilité relative de l'économie française causait une tendance similaire, quoique d'ampleur incomparable.

Tableau 15

Nouvelles émissions des capitaux en destination de l'Empire et des pays étrangers, 1900-1933 (moyennes annuelles)

	Empire		Pays étrangers		Total des émissions (£m.)
	Valeur (£m.)	Pourcentage	Valeur (£m.)	Pourcentage	
1900-1914	53.5	39.1 %	83.9	60.9 %	137.4
1919-1923	65.4	66.4 %	27.9	33.6 %	93.3
1924-1928	72.5	58.8 %	50.8	41.2 %	123.3
1929-1933	44.0	69.6 %	19.2	30.4 %	63.2

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.7, p. 45.

Face aux difficultés des locomotives économiques de l'Europe continentale, la finance britannique retrouva son agressivité traditionnelle. Si l'échec de son initiative à Gênes avait persuadé Londres que l'hégémonie financière mondiale faisait partie du passé, les conditions exceptionnelles créées par l'occupation de la Ruhr et l'hyperinflation allemande rendirent la domination économique de l'Europe envisageable. Pour ce faire, Londres tenta de profiter de son expertise en matière de finance et de commerce pour rétablir la croissance mondiale. Premièrement, la *City* s'empressa d'utiliser les liquidités nouvellement acquises pour réduire les taux d'intérêt et donc retrouver le rôle qu'elle estimait être le sien comme prêteur international

⁷⁸ Stephen A. Shuker, *The End of French Predominance in Europe : The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976, 459 p.

principal. Deuxièmement, la diplomatie britannique abandonna progressivement ses tentatives de manipuler la finance américaine en cherchant à stabiliser le système de change par un étalon-livre financé *de facto* par le dollar. Elle accepta même de revoir à la baisse ses exigences vis-à-vis de l'Allemagne. Les difficultés de la France empêchèrent Paris de s'opposer efficacement à cette concession qui permit un rapprochement entre Londres et Washington⁷⁹.

Les dirigeants politiques et économiques britanniques, à l'instar de Montagu Norman, étaient de plus en plus persuadés de la nécessité de soutenir l'économie allemande comme l'avait souhaité le président Wilson depuis 1919. Pendant des années, Londres avait espéré convaincre Washington et la finance américaine d'accepter de réduire la dette de guerre pour offrir au gouvernement britannique une plus grande marge de manœuvre dans la gestion de la question des réparations. La constance du refus américain d'établir un lien entre la dette et les réparations persuada les dirigeants britanniques de la nécessité de revoir à la baisse leurs ambitions. Si la révision des réparations ne pouvait pas permettre la diminution de la dette extérieure, elle devait, au moins, servir à relancer l'investissement britannique en Europe.

Les deux puissances mondiales étaient derrière le plan Dawes qui réduisait et rééchelonnait les réparations allemandes, mais imposait, en contrepartie à la République de Weimar, un contrôle fiscal et financier anglo-américain presque total. Le rapprochement de Londres et de Washington était notable à travers cette initiative parce que les deux pays estimaient que la stabilisation du mark allemand était une étape fondamentale pour le succès de ce plan. Les banques américaines et britanniques pouvaient fournir à l'Allemagne un vaste crédit de stabilisation qui devait être recyclé vers les banques émettrices sous la forme de réparations, avec bien évidemment une commission et des intérêts. En d'autres termes, les emprunts étaient destinés à financer le remboursement des réparations qui ne devaient pas avoir de fin⁸⁰.

Théoriquement, il ne s'agissait pas encore d'un alignement britannique sur la position américaine. Londres espérait, en effet, réformer la *Reichsbank* et la convaincre de stabiliser le mark en contractant des emprunts en livres. L'Allemagne, et plus généralement le continent européen, pouvait ainsi permettre à la finance britannique de

⁷⁹ *Idem.*

⁸⁰ Entre 1924 et 1931, l'Allemagne paya 10,5 milliards de marks en réparations, mais emprunta 18,6 milliards de marks à l'étranger. Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, p. 73-74.

remplacer les pertes qu'elle avait subies à cause de la Grande Guerre. L'obstacle fut, encore une fois, l'incapacité de la *City* à financer la stabilisation du mark sans recourir aux liquidités américaines. Washington exigea que la *Reichbank* maintienne la majorité de ses réserves en or. Le succès de la stabilisation du mark causa une ruée américaine sur les bons du Trésor allemands qui prirent progressivement une valeur importante dans l'économie américaine, consolidant ainsi fortement les tendances internationalistes de la finance new-yorkaise. L'importance de ces acquisitions étrangères finit par alarmer le gouvernement fédéral qui rappela, à plusieurs reprises, aux capitaux américains que la sécurité de leurs investissements en Allemagne dépendait des aléas politiques de l'Europe⁸¹.

Quant à l'Allemagne, la dépendance envers le capital américain était le prix à payer pour la fin de son hyperinflation. D'où la nécessité de se conformer aux conditions de Washington. Les tentatives de Montagu Norman pour persuader Berlin de lier le mark à la livre n'avaient aucune chance de réussir⁸². Ce facteur limita le succès de Londres qui se trouvait de plus en plus obligée d'abandonner sa position d'arbitre entre les intérêts de son industrie et ceux de sa finance. Puisque ses rivaux étaient en train d'opter pour des monnaies à taux fixe, la Grande-Bretagne devait inexorablement faire un choix. En d'autres termes, elle se voyait contrainte à défendre sa position de financier international grâce à la réinstauration de l'orthodoxie économique, ou de protéger plus ouvertement sa production intérieure.

En effet, la relance de l'industrie pouvait difficilement se faire dans le cadre de l'orthodoxie monétaire et budgétaire. Le retour à l'étalon-or impliquait un effort déflationniste forcément dommageable pour le second secteur. Mais, en même temps, le flottement de la livre risquait de priver la Grande-Bretagne de toute influence géoéconomique. Si les intérêts de l'industrie devaient être conservés, la seule solution théoriquement envisageable consistait à renforcer la pression politique et militaire dans les régions stratégiques. Des initiatives eurent lieu dans ce sens. Au Moyen-Orient, par exemple, Londres se montra de plus en plus intransigeante sur la question pétrolière.

Mais cette politique d'intervention stratégique était structurellement vouée à l'échec. D'une part, l'élite britannique avait du mal à considérer sérieusement les Etats-Unis comme un ennemi, l'ouverture et le dynamisme américains étant des menaces

⁸¹ Patricia Clavin, *The Great Depression in Europe, 1929-39*, New-York, St. Martin's Press, 2000, pp. 38-39.

⁸² *Ibid.*, p. 36.

beaucoup plus difficiles à repousser que l'agressivité allemande d'avant 1914. D'autre part, et plus important encore, le système fiscal d'après-guerre ne permettait pas d'entretenir l'effort militaire nécessaire à une telle politique. Une révolution dans la gestion publique dans son intégralité, impliquant l'abandon de la rigueur budgétaire et monétaire, l'instauration d'un système ouvertement protectionniste et l'augmentation des impôts directs, aurait été nécessaire. Or, il était évident que la force industrielle, malgré son influence nouvellement acquise, n'avait ni assez de pouvoir ni assez de volonté pour lancer un tel défi à la finance.

En raison de la montée du Parti travailliste, la force industrielle était politiquement absorbée par l'aristocratie financière et ses intérêts. En rejoignant massivement le Parti conservateur, les industriels ne firent que renforcer le système établi depuis longtemps autour de la *City*. En contrepartie, leurs intérêts furent, autant que faire se peut, pris en considération. Quand en 1924 la classe politique britannique se rendit compte que les solutions intermédiaires étaient inadéquates, et que des choix difficiles devaient être accomplis, le retour à l'orthodoxie s'imposa presque naturellement.

3. Le retour de l'étalon-or : une victoire à la Pyrrhus pour la finance

Le décalage entre les responsabilités stratégiques de la Grande-Bretagne et ses ambitions géopolitiques d'une part, et la limite relative de ses moyens financiers et de son influence géoéconomique d'autre part, était tel que la périphérie semblait paradoxalement dicter à Londres les conditions générales de sa politique intérieure. La Grande-Bretagne était déterminée à préserver ses liens avec son empire qui constituait plus que jamais le pilier principal de sa grandeur. Or, la pénétration américaine menaçait de déstabiliser le système impérial britannique en proposant aux colonies des relations financières et commerciales potentiellement plus avantageuses.

Au début de l'année 1925, l'avenir de l'Empire était incertain puisqu'une des principales colonies britanniques, l'Afrique du Sud, paraissait sur le point de rejoindre l'orbite américaine en opérant un retour unilatéral à l'étalon-or. Elle accrut ainsi la pression sur Londres qui savait qu'une telle décision accorderait un avantage comparatif incontestable au dollar et donc à l'investissement américain. La périphérie s'appêtait ainsi à s'échapper des tentacules financiers de la *City*. Après les pertes de zones

d'influence importantes pendant la guerre et l'échec de leur remplacement par les marchés européens grâce à un système de changes dépendant de la livre, Londres sentait qu'elle risquait encore de voir son champ d'influence se rétrécir davantage, surtout dans la mesure où l'Afrique du Sud ne serait certainement pas la seule colonie à se rebeller contre le flottement de la livre et l'insistance britannique à utiliser sa monnaie comme réserve pour les banques centrales de ses colonies.

La menace de la propagation de l'étalon-or international dominé par le dollar fut décisive dans la remise en question de l'équilibre entre les forces économiques intérieures de la Grande-Bretagne d'après-guerre. Les tactiques intermédiaires adoptées depuis 1919 allaient inexorablement conduire à l'isolement de l'économie nationale⁸³. A la croisée des chemins, Londres devait immédiatement choisir entre une unité impériale fondée sur le protectionnisme et assurée par un interventionnisme stratégique réel, ou une ouverture qui nécessiterait des mesures draconiennes difficiles à supporter pour la société, notamment pour l'industrie. La première solution n'étant politiquement pas réalisable, les intérêts de l'industrie furent exclus et le retour à l'étalon-or s'imposa à la vie politique britannique. Montagu Norman estimait que l'étalon-or était aussi important pour la nation que la police ou le percepteur d'impôts. Concernant sa réinstauration, il n'était pas question de consulter les opinions des industriels et des travailleurs, même si ces opinions pouvaient être pesées⁸⁴.

Dès le début de l'année 1925, le débat ne portait plus sur le bien fondé d'une telle décision, mais plutôt sur les conditions de son exécution. Il concernait essentiellement le taux de la parité à instaurer entre la livre et le dollar d'une part, et le meilleur chemin pour atteindre ce taux d'autre part. Pour Churchill, qui occupait à l'époque le poste de *Chancellor of the Exchequer*, le retour à l'étalon-or ne devait pas se mettre en place aux dépens de la balance commerciale. Il fallait donc stabiliser la livre à un taux relativement bas. Il résista aussi longtemps que possible aux pressions de la finance représentée notamment par le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, qui appelait à un retour au taux d'avant-guerre de 4,86 dollars la livre. Churchill proposa, par exemple, le taux de 4,40 dollars afin de ménager l'industrie exportatrice et d'éviter la déflation. Le retour à la parité d'avant-guerre impliquait également la nécessité d'augmenter fortement les taux d'intérêt, ce qui risquait de

⁸³ Voir Donald E. Moggridge, *British Monetary Policy 1924-1931 : The Norman Conquest of \$4.86*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, 301 p.

⁸⁴ *Ibid.*, pp. 270-271.

freiner encore l'activité économique intérieure et d'aggraver les problèmes socioéconomiques⁸⁵.

Face à cet argument, la finance réactiva ses anciennes thèses sur sa centralité, par opposition à la marginalité de l'industrie, dans la détermination de l'intérêt national⁸⁶. Selon cette perspective, le problème le plus urgent était la baisse de la valeur des revenus invisibles et donc du rôle financier de Londres. Si la *City* retrouvait sa position centrale dans le système mondial, l'industrie retrouverait naturellement la prospérité, parce que toutes les activités économiques tournent toujours autour du marché qui assure leur financement et qui représente le centre de gravité du système. Ceci n'était possible qu'en restaurant la crédibilité de Londres par le retour aux conditions d'avant-guerre, seule option disponible pour retrouver la confiance des investisseurs et pour ralentir les flux de capitaux vers New-York.

La livre devrait donc être stabilisée au taux de 4,86 dollars. La question de la manière d'atteindre cet objectif se posait. Deux chemins étaient envisageables : une appréciation de la livre ou une dépréciation du dollar. Les défenseurs d'une politique, qui prônait encore les intérêts de l'industrie, plaidaient pour un retour progressif à l'étalon-or. Cette démarche devait être fondée sur un effort constant visant à obliger les Etats-Unis à connaître une inflation assez importante pour atteindre le taux requis de 4,86 dollars la livre, sans recourir à une politique déflationniste en Grande-Bretagne.

Sachant que l'appréciation du dollar était due, au moins en partie, à la forte demande britannique en monnaie américaine, notamment sous forme d'importations ou de paiements de la dette de guerre, il était théoriquement envisageable d'influencer la valeur du dollar à la baisse. Des économistes, tels que Keynes, et des hommes politiques, comme Churchill, proposèrent de payer la dette de guerre en or plutôt qu'en dollar. Tout en réduisant la demande britannique en monnaie américaine, cette manœuvre pouvait permettre d'inonder le marché américain en métaux précieux et d'entraîner, par conséquent, une forte expansion inflationniste⁸⁷.

L'ambiguïté de la position américaine sur cette question nourrit l'espoir de réussir. En 1924, Benjamin Strong, gouverneur de la Réserve fédérale, laissa, en effet,

⁸⁵ Au moment du retour à l'étalon-or en 1925, la Grande-Bretagne comptait encore un million et demi de chômeurs. Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, pp. 65-66.

⁸⁶ Voir Robert W. Boyce, *British Capitalism at the Crossroads, 1919-1932 : A Study in Politics, Economics and International Relations*, *op.cit.*, pp. 65-68.

⁸⁷ Frank Costigliola, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *op.cit.*, pp. 920-921.

entendre que les instances financières officielles de Washington pouvaient accepter d'aider la Grande-Bretagne en facilitant la création de liquidités. Mais cette concession exprimait surtout la détermination américaine de rétablir la parité, au moment où Londres s'efforçait encore de créer un espace financier dépendant de la livre. Par ailleurs, le lancement du plan Dawes, avec une exportation massive des capitaux américains vers l'Europe, annulait tout effet inflationniste à court terme de l'expansion monétaire des Etats-Unis.

Londres céda donc à la pression de sa finance et décida le retour immédiat de l'étalon-or. Washington perdit ainsi toute incitation à diminuer la valeur de sa monnaie, puisque avec le retour de la parité le projet britannique de la stabilisation par la livre était définitivement abandonné. Strong insinua même que New-York était sur le point d'accroître ses taux d'intérêt afin d'attirer davantage les investissements internationaux. Ceci signifiait moins de capitaux pour la *City* et donc moins de valeur pour la livre⁸⁸.

Le retour de l'étalon-or en 1925 représentait sans doute une victoire de la finance britannique, puisque cette décision symbolisait la renaissance de la vieille époque où ce qui « était bon pour la *City* était bon pour la nation »⁸⁹. L'industrie se trouva ainsi condamnée, encore une fois, à la marginalité. Mais le prix de la victoire de la finance fut terrible. Inconsciemment, la Grande-Bretagne était en train d'être attirée dans une orbite géoéconomique américaine. L'échec de Londres dans son repositionnement sur la scène internationale et dans la redéfinition du projet national en fonction de ses moyens ne fit qu'accélérer ce mouvement. Il était évident, par exemple, que le discours de la finance surestimait la capacité de la *City* à rétablir l'influence géoéconomique de la Grande-Bretagne.

De ce fait, le retour à l'étalon-or s'opéra selon les conditions voulues par la finance américaine et participa à l'instauration du système de la porte ouverte principalement favorable à l'expansion commerciale et financière des Etats-Unis. La défaite géoéconomique britannique conduisit, presque immédiatement, à réduire considérablement l'effet de la supériorité stratégique de la Grande-Bretagne acquise dans le sang, et sur laquelle comptait Londres pour retrouver sa position mondiale. C'est peut-être l'exemple du pétrole qui illustre le mieux ce phénomène.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 922.

⁸⁹ Voir *supra*, p. 131.

Chapitre Septième L'expérience d'une géoéconomie d'Etat : l'exemple du pétrole, 1914-1921

Introduction

L'importance de l'acquisition, en 1914, d'une part majoritaire de l'Anglo-Persian Oil Company par le gouvernement britannique est souvent sous-estimée, cette mesure étant la plupart du temps considérée comme une action isolée aux conséquences régionales évidentes. Mais la clarté des répercussions locales peut cacher des considérations structurelles plus globales. Elles sont, certes, moins directes, mais très révélatrices pour comprendre l'évolution des pulsions impériales de la Grande-Bretagne et du rapport entre l'économie et la stratégie dans la génération de ces pulsions. Etait-ce vraiment une mesure isolée, ou s'agissait-il plutôt d'un virage radical destiné à redéfinir les priorités impériales de Londres ?

Dans ce chapitre nous défendrons la thèse selon laquelle l'achat de l'Anglo-Persian Oil Company n'était que le premier élément de la nouvelle stratégie britannique qui s'imposa progressivement pendant et après la Grande Guerre, mais qui, compte tenu des circonstances mondiales, cessa de prendre la forme de prises de participation économique et se manifesta davantage au niveau territorial et politique. D'après cette interprétation, l'achat du Groupe d'Arcy constituait le début d'une époque transitoire caractérisée par une supériorité du stratégique sur l'économique. La priorité était donc de mener victorieusement la lutte militaire et diplomatique dans les régions productrices d'or noir, et de pouvoir ainsi orienter la destinée d'une industrie pétrolière dépendante de la domination territoriale de la Grande-Bretagne.

Dans un premier temps, nous allons tenter de mettre en évidence la volonté britannique de s'attribuer une supériorité stratégique aux dépens de ses propres alliés. Nous souhaitons démontrer que, malgré l'abstention du gouvernement de Sa Majesté de

s'assurer un contrôle direct sur d'autres compagnies pétrolières, la nouvelle source d'énergie était bel et bien devenue une, sinon, la priorité de la stratégie impériale de la Grande-Bretagne. Dans un deuxième temps, nous analyserons les rapports entre l'Etat et l'industrie pétrolière, afin de prouver que le lien naturel qu'offrait le pétrole entre l'économie et la stratégie servit de pivot pour l'établissement d'une géoéconomie d'Etat. C'est à notre avis le meilleur exemple du nouvel équilibre établi entre l'économie et la stratégie en Grande-Bretagne, de 1914 à 1921, et de ses conséquences sur la conception du projet impérial, voire du rôle britannique dans le monde.

I. La guerre et la paix : le retour de la pensée géopolitique

Dans une guerre, la victoire constitue l'objectif direct pour lequel se mobilisent les belligérants. Les stratégies, les politiques et les actions d'une nation en guerre sont naturellement présentées comme le moyen pour atteindre cette fin. Mais les stratèges savent pertinemment qu'une victoire militaire n'est jamais suffisante, parce qu'après la guerre, il faut aussi gagner la paix. Par conséquent, d'autres objectifs sont pris en considération. Ceux-ci expriment souvent les ambitions réelles des pays, notamment lorsqu'il s'agit de puissances internationales dans une guerre mondiale, comme ce fut le cas pour la Grande-Bretagne entre 1914 et 1918. Pour comprendre cet aspect de la Grande Guerre, nous proposons d'étudier les spécificités qui distinguaient la stratégie de Londres, et parfois l'opposaient à celles des autres alliés. Puisque l'objectif direct, (défaite de la Triplice), était l'élément fédérateur du camp de l'Entente, les différences stratégiques entre ses membres peuvent nous éclairer sur leurs ambitions à long terme.

1. La guerre pétrolière de la Grande-Bretagne contre ses alliés

Durant la Grande Guerre, les alliés de Londres contre les forces centrales étaient essentiellement Paris et Saint-Petersbourg, auxquels se joignirent Rome en 1915 et Washington en 1917. Mais d'autres forces plus locales, à l'instar du mouvement nationaliste arabe et de l'organisation sioniste juive, trouvaient en la Grande-Bretagne

un allié objectif capable de répondre à leurs aspirations¹. La difficulté rencontrée par Londres provenait de la contradiction des intérêts de ses différents alliés. En effet, les aspirations de toutes les forces locales ou internationales mentionnées ci-dessus semblaient converger vers un seul point : le Moyen-Orient. La perspective du partage des possessions ottomanes avait éveillé des ambitions opposées chez les alliés².

Mais il était nécessaire de ménager toutes les sensibilités, car les défis soulevés par la guerre européenne donnaient une valeur cruciale à la contribution de chaque force hostile à la Triple-Entente. Londres devait donc gérer ses relations avec ses différents alliés selon une *real* politique combinant l'action militaire et l'intervention diplomatique, politique destinée à lui procurer un pouvoir d'arbitrage décisif pour l'après-guerre³. L'action militaire sur ce front commença réellement lorsque le sultan ottoman décréta l'embargo sur les navires transportant du pétrole russe par la route des Dardanelles. Le pétrole se trouva donc à l'origine de la campagne franco-britannique du printemps 1915, campagne destinée à forcer les détroits et à assurer l'approvisionnement pétrolier en provenance de Bakou, qui se solda par la défaite de Gallipoli⁴.

Ainsi, malgré les réticences françaises, la carte du nationalisme arabe s'imposa⁵. La diplomatie britannique, en effet, estimait qu'une révolte interne était le meilleur moyen de venir à bout de « l'Homme malade ». Le résident britannique au Caire, Sir Henry MacMahon, fut donc autorisé à mener, au nom de la Couronne, des négociations avec le chérif Hussein Ibn Ali, émir hachémite de La Mecque et chef autoproclamé des Arabes, en vue de provoquer un soulèvement contre Constantinople. En contrepartie, Londres s'engagea à soutenir la création d'un grand Etat arabe, s'étendant de l'Anatolie à la Perse, et de l'Océan Indien à la Mer Rouge et à la Méditerranée.

La révolte éclata en 1916⁶. En d'autres termes, la Grande-Bretagne venait de s'attacher l'irremplaçable assistance militaire des forces arabes sous le commandement symbolique du chérif Hussein Ibn Ali et sous la direction effective de T. E. Lawrence,

¹ Voir Jukka Nevakivi, *Britain, France and the Arab Middle East : 1914-1920*, Londres, Athlone Press, 1969, 284 p.

² Voir Marian Kent (ed.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, *op.cit.*

³ William J. Olson, *Britain's Elusive Empire in the Middle East, 1900-1921 : An Annotated Bibliography*, Londres, Garland, 1982, 404 p.

⁴ Pour l'histoire de cette bataille de la Grande Guerre, voir, par exemple, Michael B. Tyquin, *Gallipoli : The Medical War*, Kensington, University of New South Wales Press, 1993, 277 p.

⁵ La coopération britannique avec les nationalistes arabes heurtait de front les intérêts français en Syrie et au Liban, bastions traditionnels de ce mouvement. Voir Rashid Khalidi, *British Policy in Syria and Palestine, 1906-1914*, Oxford, Ithaca Press, 1980, 412 p.

⁶ Asher Susser et Aryeh Shmuelevitz, *The Hashemites in the Modern Arab World*, Londres, Frank Cass, 1995, 246 p.

en promettant aux Arabes indépendance et souveraineté. La correspondance entre Hussein et MacMahon fournit la preuve irréfutable de cet engagement britannique⁷. Loin d'être faciles, les négociations entre le résident britannique au Caire et l'émir de La Mecque portaient essentiellement sur les modalités de l'accord, telles que les frontières de l'Etat arabe promis et la place de la Grande-Bretagne dans ce nouveau cadre institutionnel. MacMahon estimait, par exemple, que Beyrouth et Jérusalem ne pouvaient pas être considérées comme arabes, parce que profondément cosmopolites, argument que rejetait le chérif Hussein qui refusait de distinguer entre « Arabes » et « arabisés ». En acceptant de négocier les modalités de l'accord, Londres en acceptait, en apparence, l'essentiel : l'indépendance et la souveraineté de la nation arabe.

Sur le terrain, Lawrence d'Arabie assurait à ses troupes que leurs efforts seraient récompensés. Comme il le reconnaîtra, lui-même, dans ses Mémoires, il était pleinement conscient de l'abus de confiance qu'il était en train de commettre.

Je pris le risque de la fraude avec la conviction que l'aide des Arabes était nécessaire à notre victoire rapide et à peu de frais à l'Est, et qu'il valait mieux gagner en se défaussant de nos promesses plutôt que perdre... L'engagement des Arabes était notre levier principal pour gagner la guerre orientale. C'est pourquoi je leur assurai que la Grande-Bretagne honorerait ses engagements selon la lettre et l'esprit. Avec cette assurance, ils accomplirent des exploits ; mais bien sûr, au lieu d'être fier de nos réalisations communes, j'en étais continuellement et amèrement honteux⁸.

Simultanément, d'autres diplomates britanniques étaient en train de tracer, avec leurs homologues français, russes et italiens, des lignes sur des cartes représentant les mêmes territoires. Le 16 mai 1916, alors que la révolte arabe avait déjà commencé, les accords Sykes-Picot furent signés⁹. Ils prévoyaient le partage de l'héritage ottoman comme suit : la France recevait les côtes syriennes et libanaises, accompagnées d'une zone d'influence couvrant le reste de la Syrie et le nord de l'Iraq, en incluant la région pétrolifère de Mossoul. Pour sa part, la Grande-Bretagne obtint l'administration des ports d'Acre et d'Haïfa, le sud de la Mésopotamie, allant de Bagdad au golfe Persique,

⁷ Correspondence between Sir Henry McMahon, His Majesty's High Commissioner at Cairo and The Sherif Hussein of Mecca -July 1915-March 1916 (Londres, 1939). Voir aussi Isaiah Friedman, « The Hussein-McMahon correspondence and the question of Palestine », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, pp. 83-122.

⁸ « I risked the fraud on my conviction that Arab help was necessary to our cheap and speedy victory in the East, and that better we win and break our word, than lose... The Arab inspiration was our main tool for winning the Eastern war. So I assured them that England kept her word in letter and spirit. In this comfort they performed their fine things; but of course, instead of being proud of what we did together, I was continually and bitterly ashamed. » Thomas E. Lawrence, *Seven Pillars of Wisdom, a Triumph*, Londres, J. Cape, 1935, p. 24.

⁹ Xavier Baron, *Les Palestiniens, Genèse d'une nation*, Paris, Seuil, 2000, 813 p.

ainsi qu'une vaste zone d'influence s'étendant de la Palestine à l'Iran. A la Russie tsariste furent accordées les provinces d'Erzurum et de Trabzon au nord de l'Anatolie, la région de Van et le nord de la vallée du Tigre. Cet accord fut complété, en avril 1917, par celui de Saint-Jean-de-Maurienne, qui octroya aux Italiens une zone d'occupation en Anatolie occidentale dans les régions de Smyrne, Konya et Antalya¹⁰.

Pour avoir une image complète de la mosaïque des promesses contradictoires de Londres, il est nécessaire de mentionner la déclaration Balfour de 1917. Par une lettre datée du 2 novembre 1917, adressée à Lord Walter Rothschild et, à travers lui, à l'organisation sioniste, le Secrétaire britannique aux Affaires étrangères annonça l'engagement du gouvernement de Sa Majesté à employer tous ses efforts pour l'instauration d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine¹¹.

Les promesses britanniques servaient à tirer profit de toutes les forces qui pouvaient contribuer à la défaite de l'Allemagne. Mais elles exprimaient aussi un changement radical dans la conception britannique des relations internationales. Londres ne comptait plus sur son *soft power*. Les contradictions de ses promesses risquaient d'endommager l'image de la politique *gentleman*, fondée sur l'engagement et l'honneur, et de discréditer irrémédiablement Londres, poussant ainsi ses alliés locaux, comme les nationalistes arabes, à refuser de coopérer et à limiter, par conséquent, l'effet de l'impérialisme informel.

En novembre 1917, à la suite de la Révolution bolchevique, les communistes soviétiques découvrirent, dans les archives du ministère tsariste des Affaires étrangères, une copie des accords secrets Sykes-Picot. Connaissant l'importance de la notion de coopération dans les traditions impériales britanniques, Moscou se hâta de rendre publics les desseins des grandes puissances au Moyen-Orient. A court terme, cette action n'eut pas de conséquence décisive, puisque la révolte arabe avait déjà commencé et qu'aucun retour en arrière n'était possible. Mais à long terme, les accords Sykes-Picot exprimaient clairement que Londres ne comptait plus sur la coopération locale, et qu'elle entendait déterminer directement la carte géopolitique de la région.

En effet, ce document prévoyait des avantages pétroliers et territoriaux excessifs pour la France qui devait obtenir, par exemple, le contrôle de la région pétrolifère de Mossoul, ainsi que les concessions pétrolières alors détenues par la Deutsche Bank par

¹⁰ *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1947-1972, First Series, Vol. 4, pp. 245-247.

¹¹ Voir Wilson Derek, *Rothschild : A Story of Wealth and Power*, Londres, Mandarin, 1989, p. 341.

le biais de la Turkish Petroleum Gesellschaft¹². En contrepartie, Londres s'était assurée l'assentiment français face à un détournement massif des forces britanniques du sol européen vers le Moyen-Orient. Cette disposition, qui peut sembler anodine, est en réalité d'une importance extrême. Elle démontre la profondeur des changements de la vision stratégique de la Grande-Bretagne et reflète l'évolution des structures intérieures analysées dans le chapitre précédent. Le Moyen-Orient pouvait, à terme, remplacer l'Inde comme centre de gravité d'un Empire britannique dirigé par une nouvelle élite industrielle.

Sur le terrain, tandis que la France et l'Allemagne étaient occupées par le théâtre européen des opérations, la Grande-Bretagne déplaçait plus de 1 400 000 de ses soldats vers le Moyen-Orient, dont la majorité devait demeurer dans la région même après la fin des hostilités en 1918¹³. Cette présence militaire procurait à Londres une large supériorité sur tous les autres protagonistes, facteur qui devait servir à pallier les concessions qu'elle avait accordées à ses alliés, notamment aux Français et aux Arabes.

2. La paix pétrolière de la Grande-Bretagne contre ses alliés

Après la fin des hostilités, la question du Proche-Orient allait inmanquablement se poser. Ses engagements contradictoires ne pouvant pas tous être honorés, Londres se vit dans l'obligation de redistribuer les cartes selon le poids stratégique des différentes parties du jeu. Le maillon faible était constitué par les Arabes. Avec la fin de la guerre, les Hachémites perdirent leur unique moyen de pression, c'est-à-dire leur rôle d'alliés nécessaires des Britanniques contre Constantinople¹⁴. L'application des promesses de la guerre dépendait maintenant exclusivement de la stratégie et des intérêts de leurs anciens alliés, qui devinrent, du jour au lendemain, leurs nouveaux colonisateurs.

Quant à la France, après l'euphorie de la victoire en Europe, elle découvrit trop tardivement que sa position en Orient était, pour le moins, compromise¹⁵. Les

¹² Gideon Biger, *The Boundaries of Modern Palestine, 1840-1947*, Londres, Routledge, 2004, p. 173.

¹³ Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitre 4. Même après 1918, la priorité de Paris demeurait l'Europe. Ilan Pappé, *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947-1951*, Londres, I. B. Tauris, 1994, pp. 3-5.

¹⁴ George Antonius, *The Arab Awakening : The Story of the Arab National Movement*, *op.cit.*

¹⁵ Zeine .N. Zeine, *The Struggle for Arab Independance : Western Diplomacy and the Rise and Fall of Faisal's Kingdom in Syria*, Beirut, Khayat's, 1960, p. 59.

Britanniques occupaient militairement des positions solides, non seulement dans leurs zones promises par les accords Sykes-Picot, mais également dans celles qui avaient été octroyées à Paris. D'ailleurs, incapable de déployer immédiatement ses troupes en Orient, la France n'avait guère d'autre choix que d'accepter l'« offre » britannique d'assurer la garde militaire de ces zones. Le général Allenby, commandant en chef de la force expéditionnaire égyptienne, devint ainsi, de fait, le dictateur militaire de tout le Moyen-Orient arabe, sphère française incluse¹⁶.

Le déséquilibre des rapports des forces était le vrai arbitre dans l'application des accords de mai 1916. L'objectif de Londres était clairement le rattachement de Mossoul à l'Iraq et donc à la zone britannique. Pour éviter tout conflit diplomatique avec Paris lors de la conférence de paix en 1919, Lloyd George, Premier Ministre britannique, demanda à son homologue français, Georges Clemenceau, Président du Conseil, lors d'une discussion tenue un mois avant le début de la conférence de Versailles, d'accepter d'étendre la zone B britannique à la région de Mossoul. En contrepartie, la France était assurée d'obtenir satisfaction concernant ses autres revendications sur la Grande Syrie et la garantie d'un soutien britannique en Europe pendant la période d'après-guerre. La réponse de Clemenceau, « *you will get it, anything else ? Vous l'aurez, vous faut-il autre chose ?* », marqua le succès d'une stratégie britannique, soigneusement préparée avant 1918, qui visait à assurer un monopole de Londres sur les sources du pétrole moyen-oriental connues à l'époque¹⁷.

A la lumière de cette interprétation, il est difficile d'accepter l'idée selon laquelle l'achat de l'Anglo-Persian Oil Company, en 1914, était une mesure isolée. Il s'agissait, nous semble-t-il, de la première étape d'une politique systématique ayant pour objectif le contrôle total des ressources pétrolières du Moyen-Orient. Il va sans dire que le déclenchement de la guerre modifia fortement les méthodes choisies pour atteindre ce but. Les moyens géopolitiques furent privilégiés parce qu'ils étaient plus à même de répondre aux exigences de l'époque.

¹⁶ Même avant la fin de la guerre, les stratégies de Londres étaient bien déterminées à imposer une domination militaire totale dans la région. Voir « German and Turkish territories captured in the war », Memorandum by Curzon, 5 Dec. 1917, *Public Record Office, Cabinet Office records*, CAB. 24/4, G.182. Voir également, Matthew Hughes, *Allenby and British Strategy in the Middle East, 1917-1919*, Londres, Frank Cass, 1999, 224 p.

¹⁷ Rashid Khalidi, *L'Empire aveuglé : les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, trad. de l'américain par Christophe Marchand-Kiss, Paris, Actes Sud, 2004, pp. 109-156. Voir aussi *Documents on British Foreign Policy 1919-1939, op.cit.*, First Series, Vol. 7, pp. 103-107.

Ce choix devait se poursuivre après 1918. En effet, un retour à l'impérialisme par la géoéconomie traditionnelle était inconcevable à court terme. La Grande-Bretagne était consciente que, malgré son hégémonie apparente, elle avait perdu une grande partie de sa puissance financière et commerciale mondiale au profit des Etats-Unis. Il fallait donc mettre à profit sa suprématie territoriale et institutionnelle acquise par les armes ou par la diplomatie. Même avant la fin de la guerre en 1918, l'élite dirigeante de Londres savait que, désormais, la concurrence pour la suprématie mondiale viendrait de l'autre rive de l'Atlantique¹⁸.

Il n'est donc pas surprenant qu'un affrontement diplomatique ait eu lieu entre les deux parties pendant la conférence de Versailles en 1919. Le plan libéral, proposé par le président Wilson, parut idéaliste aux yeux des Européens, non seulement concernant ses réserves quant à la question des réparations que devait payer l'Allemagne, mais aussi à propos de son hostilité contre l'entreprise coloniale¹⁹. Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne fut partiellement respecté qu'en Europe, avec notamment le démantèlement de l'Empire austro-hongrois. Quant aux colonies allemandes et aux possessions ottomanes, elles furent traitées comme un butin de guerre et durent, par conséquent, être partagées entre les vainqueurs, avec un avantage certain pour la Grande-Bretagne, comme le démontra parfaitement bien l'exemple du monde arabe²⁰.

L'échec de Wilson à Versailles et le néo-isolationnisme américain qui en résulta encouragèrent Londres à exclure davantage les Etats-Unis. La gestion de l'enjeu du pétrole fut le catalyseur de cette volonté. Le retrait américain de la Ligue des nations permit à la Grande-Bretagne et à la France d'officialiser les frontières établies par les accords Sykes-Picot à travers des mandats qui instaurèrent des protectorats anglais et français dans leurs zones respectives au Moyen-Orient²¹. Profitant de l'absence américaine, Londres réunit, en 1920, une conférence à San Remo, en Italie, conférence dont l'objectif principal était le partage des intérêts pétroliers issus du dépeçage de l'Empire ottoman.

Le traité dit de San Remo accorda à la France 25 % des parts de l'exploitation pétrolière anglaise en Mésopotamie. La France hérita ainsi de la part de la German

¹⁸ Georges H. Soutou, *L'Or et le Sang : les buts de guerre économique de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963 p.

¹⁹ Derek H. Aldcroft, *From Versailles to Wall Street 1919-1929*, Londres, Allen Lane, 1977, 372 p.

²⁰ Jukka Nevakivi, *Britain, France, and the Arab Middle East, 1914-1920*, *op.cit.*

²¹ John Darwin, *Britain, Egypt and the Middle East imperial policy in the aftermath of war, 1918-1922*, Londres, Macmillan, 1981, 333 p.

Deutsche Bank de l'ancienne Turkish Petroleum Gesellschaft, acquise auprès de l'Allemagne à titre de réparations de guerre. Le reste des concessions était contrôlé par le gouvernement britannique, directement à travers l'Anglo-Persian Oil Company, ou indirectement grâce à la Royal Deutch-Shell. Les intérêts britanniques obtinrent également le droit d'évacuer le pétrole par un *pipe line* traversant le territoire de la Syrie française et accédant aux rives de la Méditerranée, tout en étant affranchi des taxes françaises²².

En réalité, Londres cherchait à écarter des zones pétrolières du Moyen-Orient tant les compagnies, qui avaient obtenu avant-guerre des concessions de l'Empire ottoman pour la prospection et l'exploitation de l'or noir, que les nouveaux arrivants qui représentaient des puissances rivales, essentiellement les Etats-Unis²³. C'était la période où les forces industrielles, qui avaient acquis une grande influence sur la décision politique au niveau international, étaient encore capables de faire entendre leur voix, en réclamant une stratégie impériale de porte fermée.

En Iran, l'Anglo-Persian Oil Company, qui détenait la concession de prospection du sud du pays, profita de l'effacement russe, après la Révolution bolchevique, pour s'offrir un droit exclusif de prospection au nord, dans les provinces de Gilan, Mazanderan et Astrabad²⁴. C'est ainsi que fut créée la North Persia Oil Company. Pour les Américains, il s'agissait d'une atteinte à la libre concurrence. Washington protesta vivement contre l'accord anglo-iranien du 9 août 1919, qui accordait à la Grande-Bretagne une « position privilégiée » en Perse²⁵.

En Iraq, qui devint très rapidement l'un des producteurs les plus importants du Moyen-Orient, Londres refusa de reconnaître les droits pétroliers que des compagnies américaines avaient contractés dans le passé par l'intermédiaire d'anciennes concessions ottomanes. Elle résista également aux exigences américaines d'une politique d'ouverture économique. L'argument officiel était, selon les propres termes de

²² Voir *Documents on British Foreign Policy 1919-1939, op.cit.*, First Series, Vol. 4, chapitres 2 et 4 ; Vol. 7, chapitre 1.

²³ Les dirigeants britanniques étaient de plus en plus convaincus du lien entre les intérêts économiques et stratégiques au Moyen-Orient. Pour un exemple, voir *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 608/231, no. 2633.

²⁴ Ce droit d'exploration fut obtenu en vertu de la concession de Khoshtaria achetée par l'Anglo-Persian Oil Company, en mai 1920, auprès d'un citoyen russe qui cherchait à se débarrasser de ses droits en Iran avant de les perdre en conséquence de leur abrogation par le gouvernement soviétique à Moscou.

²⁵ Il est nécessaire de préciser que les Etats-Unis estimaient que leur position en Iran était prometteuse : Téhéran espérait réduire l'influence britannique en profitant de la force américaine montante. Voir Homa Katouziana, « The Campaign against the Anglo-Iranian Agreement of 1919 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 25, n° 1, mai 1998, pp. 5-46.

Lord Curzon, alors Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, que « les ressources de l'Iraq n'appartiendraient pas en tout état de cause à la Grande-Bretagne, mais au futur Etat qui y serait fondé »²⁶.

Mais la stratégie britannique ne tarda pas à subir une pression croissante aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur. D'une part, la domination britannique en Orient exaspérait de plus en plus les milieux financiers américains, qui y voyaient la tentative d'imposer un monopole britannique sur un produit stratégique. D'autre part, les traditions libérales britanniques étaient progressivement en train de retrouver leur place dans le processus de prise de décision politique, sous l'impulsion d'une élite financière de plus en plus déterminée à rétablir l'orthodoxie. La rivalité entre les tendances protectionnistes et libérales en Grande-Bretagne se traduisit par une hésitation économique et par une incertitude stratégique dans la gestion de la question moyen-orientale.

Au niveau économique, l'unanimité concernant la nécessité de mener à bien la lutte pétrolière contre les Américains était loin d'être acquise. La stratégie de la porte fermée rencontrait, depuis le début des années 1920, des difficultés importantes pour rallier un certain nombre d'acteurs privés influents, même dans le secteur pétrolier. Pour un certain nombre d'hommes d'affaires, dont Gulbenkian, responsable éminent de la Turkish Petroleum, cette rivalité était désastreuse pour le prix du baril. Il était d'autant plus nécessaire d'y mettre fin que les Etats-Unis pouvaient difficilement être considérés en ennemis de la Grande-Bretagne²⁷.

Au niveau stratégique, la politique britannique au Moyen-Orient était tiraillée entre l'ancien principe de la priorité impériale de l'Inde et le nouvel enjeu colonial du pétrole. Cette hésitation se traduisit par un bras de fer britannico-britannique sous la forme d'une rivalité entre l'administration coloniale de l'Inde et celle du Caire. Il s'agissait d'une conséquence directe des promesses britanniques contradictoires faites pendant la guerre.

En effet, la période 1914-1918 avait vu l'entrée en scène du Caire comme centre essentiel de la politique moyen-orientale de l'Empire britannique²⁸. Cette évolution

²⁶ Rashid Khalidi, *L'empire aveuglé : Les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, op.cit., p. 138.

²⁷ Pour l'évolution de la rivalité autour du pétrole, voir André Nouschi, *Lutttes pétrolières au Proche-Orient*, Paris, Flammarion, 1970, 142 p.

²⁸ Voir « Establishment of an Arab Bureau in Cairo », proceedings and report on an interdepartmental conference, chaired by Brig.-Gen. G.M.W. Macdonogh (Director of Military Intelligence), 7 Jan. 1916, *Public Record Office, Cabinet Office records*, CAB. 4/6 no. 1. Voir Bruce Westrate, *The Arab Bureau :*

allait à l'encontre des intérêts de l'administration anglaise de l'Inde, qui avait traditionnellement la responsabilité de la protection du Golfe persique et d'Aden, et avait donc pour objectif le maintien de sa position dominante dans la région. Après la conquête de Bagdad, les troupes britanniques, dont les officiers et les administrateurs appartenaient en grande majorité à l'administration britannique en Inde, mirent en pratique leurs propres méthodes de gouvernement. L'objectif était d'administrer directement l'Iraq, ce qui impliquait le non-respect total des aspirations de la population arabe et, *a fortiori*, la négation pure et simple des promesses britanniques.

Du fait de leur participation active à la victoire britannique, les Indiens devaient être favorisés. Pour ce faire, l'Iraq pouvait devenir une possession de plein droit de l'Inde afin de servir de débouché au commerce et aux entreprises indiennes. Il servirait également de terre d'accueil pour les paysans indiens sans terre. En d'autres termes, l'Iraq se verrait imposer une colonisation directe de la part de l'Empire britannique des Indes²⁹.

Au même moment, au Caire, les diplomates britanniques faisaient un raisonnement parallèle qui aboutissait à des conclusions diamétralement opposées. Pour eux, les Arabes, qui avaient largement facilité la victoire britannique en Orient, devaient être favorisés. Tout en rappelant que l'Empire ottoman ne s'était pas encore effondré, ces responsables préconisaient de continuer la coopération avec les Hachémites, raison pour laquelle Londres devait honorer, au moins en partie, ses engagements, et, en tout état de cause, empêcher la colonisation de l'Iraq par l'administration des Indes³⁰.

Dans ce débat, comme on le voit, le grand absent était le pétrole. Pourtant, il était certainement un des motifs, sinon le seul motif, de cette grande querelle. Pour s'en persuader, il suffit de se rappeler la situation institutionnelle de l'Iraq. Nouvellement conquis, ce pays était dépourvu d'une administration capable de diriger son appareil d'Etat. Il était donc nécessaire de choisir le statut colonial le plus adapté pour sa gestion. A première vue, la colonisation directe semblait plus adéquate du fait même de l'absence d'un véritable Etat apte à signer un accord de protectorat avec le

British Policy in the Middle East, 1916-1920, Pennsylvanie, Pennsylvania State University Press, 1992, 240 p.

²⁹ Pour les ambitions de l'administration des Indes en Iraq, voir Briton C. Busch, *Britain, India and the Arabs, 1914-1921*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 15-23.

³⁰ C'est pendant cette époque que l'actuelle carte géopolitique du Moyen-Orient se construit. Voir Rashid Khalidi, *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Boston, Beacon Press, 2006, 328 p.

gouvernement de sa Majesté. A cet argument, l'équipe du Caire répondait que, compte tenu des difficultés financières de la Grande-Bretagne, la colonisation directe pouvait se révéler une grande erreur et causer des perturbations populaires entravant les projets pétroliers en cours. Cet argument met en lumière les objectifs réels des deux pôles de l'Empire britannique, chacun cherchant à étendre sa zone d'influence sur la Mésopotamie et ses champs pétrolifères. L'hésitation de Londres à trancher pour l'une ou l'autre des parties démontrait que l'expérience impériale britannique était à la croisée de chemins, et que la direction à prendre n'était pas encore évidente.

L'absence d'influence réelle de l'équipe du Caire sur le terrain laissa le champ libre aux fonctionnaires de l'administration des Indes. Tenant l'Iraq d'une main de fer, ces derniers espéraient passer outre la polémique et gérer à leur façon l'avenir de cette région. La réponse de la population locale fut une révolte populaire en 1920. Tout l'Iraq était en ébullition. De vastes régions réussirent même à se débarrasser de la tutelle britannique³¹. Mais, la Grande-Bretagne n'était pas prête à subir les conséquences d'une longue instabilité dans la région. L'aviation se déchaîna donc contre la population et la révolte fut matée dans le sang. Toutefois, les partisans de l'option de la colonisation directe perdirent, par la même occasion, la bataille : l'équilibre entre les forces économiques principales en Grande-Bretagne s'effectua, pendant les années 1920, à travers un système fiscal et budgétaire limitant les dépenses militaires³².

C'est ainsi que fut créé, en mars 1921, le Département du Moyen-Orient du Bureau Colonial britannique, après une conférence réunissant les principaux acteurs de la politique dans la région, sous l'égide de Winston Churchill, nouvellement désigné secrétaire d'Etat aux Affaires coloniales³³. T.E. Lawrence y avait été convié. Cette réunion décida des modalités de la domination britannique en Iraq. Conformément aux termes du mandat accordé préalablement à la Grande-Bretagne par la nouvelle Société des Nations, un Etat, sous protectorat britannique, fut créé, avec un roi hachémite, Fayssal Ibn Hussein Ibn Ali.

Trois constatations s'imposent. Premièrement, la présence britannique au Moyen-Orient, de 1914 aux années 1920, était essentiellement géopolitique. Londres

³¹ Cet épisode démontrait que Londres avait bel et bien perdu une large part de son *soft power*.

³² Voir *supra*, p. 235.

³³ Pour plus d'informations, voir Report of the Inter-Departmental Committee on the Middle East, 31 Jan. 1921, *Public Record Office, Colonial Office records*, 732/3 no. 8389.

voulait mettre la main sur les ressources pétrolières de la région, et cherchait à mobiliser tous les moyens militaires et diplomatiques à sa disposition pour y parvenir.

Deuxièmement, la politique britannique moyen-orientale était principalement orientée contre ses alliés de guerre, confirmation du retour de la pensée stratégique en Grande-Bretagne. Rappelons que l'un des principes de la politique étrangère britannique au XIX^e siècle, avant le dérapage géoéconomique³⁴, avait été le caractère conjoncturel de toutes ses alliances. La Grande-Bretagne s'était souvent dressée contre les vainqueurs pour garantir la durabilité de l'équilibre des forces.

Troisièmement, la cohérence de la stratégie britannique au Moyen-Orient avait du mal à perdurer, confrontée à une volonté instinctive de retour à la normalité d'avant-guerre. D'une part, compte tenu des traditions libérales britanniques, il était naturel de voir un certain nombre de forces économiques influentes s'insurger contre le principe de la porte fermée dans la gestion de l'enjeu du pétrole. D'autre part, malgré l'importance du monde arabe dans la nouvelle carte impériale de la Grande-Bretagne, l'administration britannique des Indes continuait à traiter cette région comme un simple passage sur la route de l'ancien Joyau de la Couronne royale. L'hésitation momentanée de Londres à trancher sur cette question exprimait son malaise, voire son déchirement, dans la conception du projet impérial et de son avenir.

II. Un complexe économique-stratégique

1. Le triangle pétrolier : l'Etat, l'Anglo-Persian Oil Company et la Dutch-Shell

La gestion géopolitique de l'enjeu du pétrole, notamment à partir de 1914, n'était pas en contradiction avec les considérations géoéconomiques concernant cette question. En effet, la stratégie territoriale britannique n'était pas étrangère à la structure économique de cette industrie. La spécificité de cet enjeu était l'omniprésence de l'Etat, non seulement dans l'établissement et l'exécution de la stratégie, mais également en tant qu'acteur économique principal.

³⁴ Voir *supra*, pp. 142-143.

L'industrie pétrolière constituait, même avant 1914, un exemple très intéressant de l'évolution de la conception britannique concernant le rôle économique de l'Etat³⁵. Insistons sur le fait que le capital privé s'efforça de persuader le gouvernement d'acquiescer le contrôle des compagnies pétrolières. En 1902, par exemple, Marcus Samuel proposa au gouvernement de Sa Majesté de prendre le contrôle de sa compagnie Shell Transport and Trading Company³⁶. En 1911, il offrit au gouvernement de nommer un de ses membres au poste de direction de la Dutch-Shell Company, avec une préférence explicite pour l'Amiral Fisher³⁷. La Commission royale pour le fuel reçut, dès sa création en 1912, plusieurs offres similaires.

Vu sous cet angle, l'achat de l'Anglo-Persian Oil Company cesse d'être une exception dans la politique de l'Etat britannique et s'affirme comme un succès du capital industriel dans sa recherche du soutien officiel de Londres. L'industrie avait compris la valeur stratégique de la nouvelle source d'énergie. D'où une insistance grandissante à associer l'Etat britannique, non seulement dans les projets de développement et d'exploitation, mais dans la direction et la gestion d'une entreprise lucrative.

On peut s'interroger sur l'intérêt économique de cette orientation. Le renoncement du capital au laisser-faire s'expliquait aussi bien par des considérations concernant l'offre ou la demande de pétrole. A travers son influence diplomatique et stratégique, l'Etat pouvait faciliter l'obtention de nouvelles concessions d'exploration et d'exploitation. Son appui était un enjeu commercial appréciable, même avant 1914.

Mais cette explication n'est pas suffisante dans le cas de l'Anglo-Persian Oil Company. Opérant dans une région de rivalités internationales, elle était assurée du soutien de Londres³⁸. Sa relation avec le gouvernement britannique se justifiait davantage par la volonté de ses dirigeants de s'assurer un marché stable et durable. L'Etat, avec ses projets de conversion militaire à la technologie de la deuxième

³⁵ *British Documents on Foreign Affairs*, part II, Series B, Vol. 16, Doc. 14, p. 11.

³⁶ Voir Robert Henriques, *Marcus Samuel*, Londres, Barrie and Rockliff, 1960, pp. 400-401.

³⁷ Le Dutch-Shell Group était le produit d'une fusion entre Shell Transport and Trading Company et Royal Dutch Company en 1907. Pour l'histoire de cette multinationale, voir Stephen Howarth *et al.*, *A History of Royal Dutch Shell*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 4 vol. (570 p., 514 p., 514 p., 144 p.)

³⁸ Pour un exemple de la volonté officielle de soutenir d'Arcy, voir *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 60/731, minute to Mr W. K. D'Arcy.

révolution industrielle, était potentiellement un consommateur important de pétrole³⁹. Le succès de l'Anglo-Persian Oil Company en 1914 était, en effet, dû à un croisement de ses intérêts avec ceux de plusieurs ministères, et notamment l'*Admiralty*. L'accélération de la conversion des forces navales britanniques au pétrole, sous la houlette de Churchill et de Fisher à partir de 1911, coïncidait avec une augmentation mondiale de la demande.

Après l'éclatement de la guerre, l'enjeu du pétrole, malgré sa sensibilité, n'échappa pas au mot d'ordre général : *business as usual*. Stratégiquement, Londres n'avait aucun doute sur la sécurité de son espace maritime. L'approvisionnement international était sensé être assuré en quantité plus que suffisante. C'était sans compter avec l'évolution technologique inédite que connut le monde pendant les quatre années de guerre.

Une mécanisation à outrance transforma la physionomie de l'armée qui ne comptait, par exemple, que 100 camions en 1914. En 1918, ce chiffre atteignit 60 000⁴⁰. Il serait possible de multiplier ce genre d'exemples puisque la Première Guerre mondiale connut l'entrée en scène des chars, des sous-marins et des avions, armes qui dépendaient toutes du pétrole. De plus, facteur aggravant, le besoin accru de cette nouvelle source d'énergie n'était pas une exclusivité militaire. En effet, la mobilisation des forces ouvrières dans les combats causa une rupture économique d'une importance extrême. La structure des entreprises, fondée sur le travail intensif, n'était plus appropriée. La mécanisation des unités de production s'imposait pour répondre aux défis de l'économie de guerre⁴¹.

A partir de 1916, Londres sentit qu'elle risquait de faire face à un manque sérieux d'approvisionnement⁴². En 1917, la diminution des réserves britanniques en pétrole poussa la *Navy* à réduire ses activités⁴³. La guerre démontrait ainsi la valeur

³⁹ *Public Record Office, Admiralty papers*, ADM. 116/1208, First report of the royal commission on fuel and engines ; ADM 116/1209, Second Report of the royal commission on fuel and engines.

⁴⁰ Voir G. Gareth Jones, « The British Government and the Oil Companies, 1912-1924 : The Search for an Oil Policy », *op.cit.*

⁴¹ Voir Brian R. Mitchell et Hywel G. Jones, *Second Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, p. 74.

⁴² Pour une description alarmante de la situation, voir *Public Record Office, Ministry of Transport*, M. T. 25 1/39837/1917 ; M. T. 25 20/51774/1918, no. N.S. Coal 01200/17.

⁴³ Pour plus d'information et de références sur cette crise, voir G. Gareth Jones, « The British Government and the Oil Companies, 1912-1924 : The Search for an Oil Policy », *op.cit.*, pp. 655-658. La thèse de Jones, différente de la nôtre, s'efforce de démontrer l'inexistence d'une politique pétrolière britannique à travers les désaccords entre les ministères concernés. Pour nous, il s'agissait de différentes tactiques qui s'inscrivaient dans une même stratégie.

économique et stratégique vitale du pétrole, mais prouvait aussi la faiblesse de la position britannique face au défi de l'approvisionnement. Pour les dirigeants de Londres, il était de plus en plus évident que leur domination maritime était, non seulement menacée par l'Allemagne, mais également tributaire de la volonté américaine d'approvisionnement de la *Royal Navy*⁴⁴. Ainsi, dès 1916, le gouvernement britannique accepta d'œuvrer avec les compagnies pétrolières pour établir un complexe économico-stratégique, preuve évidente d'une plus grande influence industrielle sur le processus de décision politique.

Pour réaliser ces nouveaux objectifs, les stratèges de Londres choisirent de s'appuyer sur deux axes parallèles représentés par l'Anglo-Persian Oil Company et la Duch-Shell. Chacune de ces deux sociétés présentait des atouts stratégiques différents. Le problème était de réussir à gérer les conflits d'intérêts entre les deux parties. Le gouvernement était ainsi dans l'obligation de s'engager dans une logique interventionniste destinée à consolider la force géoéconomique de l'industrie, dont une des faiblesses chroniques était la division⁴⁵.

L'Anglo-Persian Oil Company offrait l'avantage incontestable d'être une société purement britannique. Son entrée tardive sur la scène pétrolière laissait également envisager la possibilité de l'utiliser pour limiter le caractère oligopolistique du marché⁴⁶. Mais ce même facteur la rendait vulnérable puisqu'elle manquait de solidité financière suffisante et d'infrastructures matérielles adéquates, notamment pour l'évacuation et la distribution à grande échelle de pétrole, infrastructures nécessaires pour répondre à l'emballement de la demande. Ainsi, les deux parties semblaient avoir besoin l'une de l'autre.

La compagnie cherchait notamment à améliorer son réseau de distribution à l'intérieur de la Grande-Bretagne. La meilleure option semblait être de mettre la main sur l'infrastructure de la British Petroleum, une compagnie de distribution pétrolière momentanément placée sous le contrôle de l'Etat parce qu'appartenant à des capitaux allemands. Au niveau international, l'Anglo-Persian Oil Company espérait obtenir le

⁴⁴ *Public Record Office, Admiralty papers*, ADM 116/1687B, no. C.P. 72530/17, minute by M. Waller, Sept. 1917.

⁴⁵ Voir *supra*, p. 88 et p. 147.

⁴⁶ Des documents concordants allant dans ce sens peuvent être trouvés dans *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 382/469, no. 151100/133419 ; *Public Record Office, Admiralty papers* ADM 1/8537/240.

soutien de Londres pour chasser ses concurrents, notamment la Duch-Shell, de la Mésopotamie, et monopoliser ainsi les concessions de la Turkish Petroleum Company⁴⁷.

Le deuxième axe de la stratégie pétrolière de Londres était la Deutch-Shell. Majoritairement hollandais, son capital était, jusqu'en 1916, perçu comme un instrument entre les mains de forces étrangères peu fiables. Accusée de soutenir l'Allemagne, notamment à travers ses filiales nordiques et roumaines, elle dut batailler pour gagner la confiance des dirigeants britanniques⁴⁸. Dès le début de la guerre, Deterding, son principal dirigeant hollandais, démissionna de ses responsabilités au sein de sa succursale roumaine, Astra Romana, à cause des liens de celle-ci avec Berlin⁴⁹.

Progressivement, la Duch-Shell devint également le fournisseur principal en pétrole du gouvernement de Sa Majesté. Mais tous ses efforts n'empêchèrent pas les dirigeants britanniques, et tout particulièrement ceux de l'*Admiralty*, de lui préférer l'Anglo-Persian Oil Company. Ce fut le doute, quant à la capacité de cette dernière à répondre aux ambitions pétrolières britanniques à long terme, qui redora le blason de la Duch-Shell. Son ancrage historique lui procurait, contrairement à l'Anglo-Persian Oil Company, une solidité économique très favorable pour les projets stratégiques de Londres. Désormais, la Grande-Bretagne s'efforça de se servir du Groupe Shell et de le placer sous le contrôle britannique, plutôt que de l'exclure. De son côté, la Duch-Shell se trouva de plus en plus liée à la stratégie britannique, notamment après la Révolution bolchevique et la perte de son investissement en Russie⁵⁰.

Ainsi, au moment de l'achèvement de la Grande Guerre, une alliance entre l'industrie pétrolière et l'Etat britannique était déjà bien établie. Cette interconnexion entre le public et le privé ne constituait pas, en soi, une révolution. La nouveauté réelle résidait dans les attentes du capital, qui espérait, contrairement à ses traditions libérales, pouvoir maintenir un rôle économique actif à l'Etat. L'expérience de la guerre démontra que l'impulsion des pouvoirs publics était très utile pour accélérer l'adoption de la technologie utilisant le pétrole, notamment dans le domaine militaire. Une conversion

⁴⁷ Les ambitions de l'Anglo-Persian Oil Company étaient défendues par C. Greenway. Voir ses documents dans *Public Record Office, Foreign Office*, F.O. 371/2721, no. 36846/36846 ; *Public Record Office, Admiralty papers*, ADM 1/8537/240, no. 131100.

⁴⁸ Cette accusation était un argument essentiel dans la campagne des dirigeants de l'Anglo-Persian Oil Company contre la Dutch Shell. Selon cette dernière, les liens entre ses succursales nordiques et roumaines traduisaient l'autonomie de ces entités et non pas la politique générale de la compagnie.

⁴⁹ G. Gareth Jones, « The British Government and the Oil Companies, 1912-1924 : The Search for an Oil Policy », *op.cit.*, pp. 661-662.

⁵⁰ William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitre 6.

rapide et globale de l'économie britannique à la nouvelle source d'énergie était difficile à envisager sans l'action de l'Etat. Mais on constatait également le besoin d'exclure les compagnies étrangères, notamment américaines, des zones de production internationale. La supériorité technologique et financière américaine rendait nécessaire une politique de porte fermée, surtout au Moyen-Orient.

Parallèlement, l'Etat plaçait dans les compagnies pétrolières un espoir stratégique inhabituel, du moins depuis l'abolition des dernières compagnies à charte au milieu du XIX^e siècle. La Grande-Bretagne était soumise à une double pression. D'une part, les contraintes budgétaires d'après-guerre imposaient une restriction des dépenses militaires. De l'autre, les régions productrices de pétrole, notamment le Moyen-Orient, représentaient un risque sérieux d'instabilité. En 1918, la Grande-Bretagne était géopolitiquement la principale héritière de l'Empire ottoman. En conséquence, elle était la maîtresse du jeu moyen-oriental et elle dominait les sources de l'or noir. Mais elle se trouvait, par la même occasion, responsable d'un héritage moins convoité, celui des questions ethniques, religieuses et institutionnelles latentes dans cette région ouverte à toutes les dérives. Londres devait donc gérer des problèmes, souvent conflictuels, parce qu'elle devait assurer la stabilité de la région, condition *sine qua non* de la réussite de sa stratégie.

Face à ces défis, les compagnies pétrolières pouvaient jouer un rôle primordial, surtout lorsqu'il parut évident que la colonisation indirecte était la seule option valable. Pour ne prendre que l'exemple le plus frappant, l'Anglo-Persian Oil Company jouissait, dans le sud de l'Iran, d'une situation de quasi extraterritorialité⁵¹ et, au moins en pratique, était assimilable aux anciennes compagnies à charte.

On peut assez logiquement conclure que l'alliance économique-stratégique qui s'installa, durant et après la guerre, entre l'industrie pétrolière et l'Etat explique, au moins en partie, la politique britannique moyen-orientale de l'époque. Les conflits d'intérêts entre les deux principales compagnies pétrolières s'estompèrent progressivement. L'Anglo-Persian Oil Company dut renoncer à ses ambitions monopolistiques au Moyen-Orient, et la Dutch-Shell se montra prête à se réorganiser pour assurer une plus forte position aux capitaux et aux intérêts britanniques. Ainsi, la

⁵¹ Après la fin de la guerre, Londres établit *The South Persian Rifles* : forces militaires composées de 5 000 à 10 000 Iraniens placés sous le commandement d'officiers britanniques, elles bénéficiaient du financement du *Treasury* et devaient assurer la sécurité des intérêts économiques et stratégiques britanniques. Mamed Abbasov, « The Anglo-American Oil Controversy in Iran, 1919-1924 », *Journal of Azerbaijani Studies*, vol. 1, n° 4, 1998, p. 119.

domination territoriale de la scène moyen-orientale donnait à Londres la possibilité, non seulement d'imposer ses priorités aux dépens de ses alliés, mais également d'orienter son capital afin de mieux servir sa stratégie régionale et internationale.

2. Une géoéconomie d'Etat

Après ces deux analyses parallèles, celle de la logique stratégique de la politique moyen-orientale de Londres pendant et après la guerre, puis celle du cadre économique qui la justifiait, il est nécessaire de définir, en nous fondant sur notre exemple, ce que nous entendons par la notion de géoéconomie d'Etat. Il s'agit d'une situation dans laquelle le lien entre le stratégique et l'économique est constamment défendu ou consolidé grâce à l'action de l'Etat. En d'autres termes, l'absence de cette action risque de provoquer des situations propices à un vide géoéconomique⁵². Son intervention permet en revanche de constater la symétrie entre les priorités stratégiques et les besoins d'une activité économique donnée.

Nous avons déjà vu que, même avant 1914, Londres tenta de lutter contre le vide géoéconomique de sa politique au Moyen-Orient. La mobilisation de l'Etat, afin de soutenir le capital britannique agissant dans la région, visait à limiter les risques d'investissement et à inciter la finance à ne pas désertir une scène stratégiquement cruciale. L'Etat essayait, en d'autres termes, de consolider le lien entre ses priorités territoriales et l'intérêt de son capital. Mais nous avons également précisé que la force économique concernée, en l'occurrence la *City*, ne réagit dans le sens voulu par l'Etat que très marginalement. Ce fut à partir de 1914 qu'un changement profond parut se dessiner.

Premièrement, les conditions générales qui régissaient les rapports entre l'aspect économique et la dimension stratégique de la politique britannique au Moyen-Orient prirent une tournure résolument territoriale. Contrairement à la finance qui, grâce au libre-échange, avait réalisé une large maîtrise de son champ migratoire, l'industrie pétrolière était tributaire des concessions que les compagnies pouvaient obtenir dans des régions spécifiques. Elle dépendait également de la stabilité des chemins de l'évacuation du brut et des produits pétroliers. Par conséquent, les dirigeants de ce secteur étaient

⁵² Voir *supra*, pp. 155-161.

disposés à comprendre et à soutenir des principes stratégiques, tels que la sécurité des nœuds maritimes ou la stabilité de la route des Indes. En d'autres termes, les industriels de ce secteur se rendirent compte que le sort de leur activité économique dépendait davantage de la suprématie mondiale territoriale de la Grande-Bretagne que de sa domination économique et commerciale fondée sur le libre-échange. D'où leur prédisposition à accepter de voir l'Etat participer à la gestion et même au capital de leurs entreprises. L'achat de la majorité des actions de l'Anglo-Persian Oil Company par le gouvernement marqua la consécration d'une relation économique-stratégique entre un producteur fragile et un consommateur dépendant.

Deuxièmement, l'année 1914 vit la fin de la *Pax Britannica*. Malgré la domination momentanée du principe du *business as usual*, il était évident que l'évolution du lien entre l'industrie pétrolière et l'Etat allait dépendre des besoins économiques et militaires de l'époque et de la capacité de l'industrie à les satisfaire. Or, l'augmentation fulgurante de la consommation pétrolière et l'incapacité évidente des sociétés britanniques à remplacer l'approvisionnement américain, s'il venait un jour à être interrompu, catalysèrent les limites de l'engagement stratégique britannique pour défendre une matière première cruciale. Cette dépendance vis-à-vis des Etats-Unis fut, au moins en partie, à l'origine d'un complexe de « géant castré »⁵³, qui expliquait la peur britannique de la montée américaine. D'où l'attirance pour une stratégie de porte fermée, notamment pour la gestion de la question pétrolière. C'est dans le cadre de cette logique protectionniste que Londres comptait remédier sérieusement au vide géoéconomique dans les régions productrices de pétrole.

Troisièmement, l'action militaire britannique au Moyen-Orient pendant la guerre garantit à Londres la suprématie territoriale nécessaire pour un développement rapide de l'industrie pétrolière. Son action diplomatique, entre 1918 et 1921, laissait également envisager l'exclusion des conquérants étrangers, surtout américains. Ses objectifs stratégiques coïncidaient avec les besoins des compagnies pétrolières. Par conséquent, il était plus facile d'exiger d'elles une discipline conforme aux ambitions britanniques. L'Anglo-Persian Oil Company cessa, par exemple, sa campagne contre la Duch-Shell et accepta de renoncer à son objectif de monopoliser la Turkish Petroleum Company.

⁵³ Cette expression a été utilisée par Hugh Thomas, *The Suez Affair*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1970, p. 39.

Quatrièmement, la nature industrielle du secteur pétrolier semblait constituer un obstacle au fonctionnement des mécanismes du *soft power*. Contrairement à la finance, il manquait d'instruments d'intégration dans la vie économique locale. Il était donc difficile de l'utiliser comme un vrai levier géoéconomique au Moyen-Orient. Sa visibilité territoriale le rendait également vulnérable aux attaques des nationalistes, qui l'accusaient d'être un instrument de pillage des ressources des populations. Ainsi, l'industrie pétrolière de l'après-guerre était, non seulement incapable d'inciter les élites locales à coopérer avec la force impériale britannique, mais elle leur donnait également l'occasion d'apercevoir la cruauté de l'exploitation coloniale et elle les encourageait, par conséquent, à résister. D'où la nécessité de l'interventionnisme de Londres qui s'efforçait de créer des conditions politiques et sécuritaires optimales pour permettre la prospérité du secteur pétrolier.

Tous ces éléments démontrent que la période 1914-1921 offrait tous les ingrédients nécessaires pour construire un complexe économique-stratégique encadré par Londres. Tant que les forces économiques majeures étaient persuadées du bien fondé d'un interventionnisme économique reposant sur le principe de la porte fermée, l'industrie pétrolière pouvait représenter un symbole de la réussite britannique à redéfinir le lien entre son économie capitaliste et sa stratégie impériale. Dans ce schéma, le Moyen-Orient était, nous semble-t-il, destiné à devenir le centre de gravité de l'Empire britannique.

Cette thèse fut défendue par William Engdahl, qui estime qu'à partir de la Grande Guerre, le pétrole était devenu le vrai moteur de l'impérialisme britannique⁵⁴. Il fonde malheureusement sa théorie sur l'idée de la primauté fondamentale de l'économie sur la stratégie. Par conséquent, il voit, dans les manœuvres britanniques pour atteindre la suprématie pétrolière, une conspiration organisée par les barons pétroliers - en premier lieu Deterding - utilisant les Services secrets et les appareils militaires et diplomatiques de la Grande-Bretagne pour réaliser leur but.

Notre analyse ne s'inscrit évidemment pas dans cette lignée. D'ailleurs, l'hésitation britannique, à partir de 1921, entre le libéralisme et le protectionnisme, puis le retour à l'orthodoxie économique en 1925, empêcha le Moyen-Orient d'être véritablement le nouveau joyau de la Couronne de Sa Majesté. Selon nous, l'union

⁵⁴ Voir William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, *op.cit.*, chapitres 4, 5 et 6, pp. 35-84.

économico-stratégique, qui distingua la politique britannique dans cette région, notamment jusqu'en 1921, était la conséquence d'un système impérial en pleine transformation. La perte de la suprématie économique au profit des Etats-Unis accrut la valeur de la domination stratégique britannique.

Ainsi, l'équilibre géoéconomique était à reconstruire dans un cadre dominé par les calculs territoriaux. Rappelons que l'enfermement de la Grande-Bretagne sur son empire constituait, encore à l'époque, une solution plausible pour résoudre les problèmes britanniques. La conspiration, si tant est qu'elle ait existé, ne pouvait être qu'une manifestation ou un outil, parmi d'autres, de la domination momentanée du stratégique sur l'économique. D'ailleurs, Engdahl lui-même reconnaît que le retour progressif à l'orthodoxie et le rapprochement anglo-américain à partir de 1922 limitaient la portée de l'impérialisme pétrolier de Londres, qui ouvrit progressivement son pré-carré moyen-oriental aux capitaux américains. Il s'ensuivit une concurrence acharnée entre les différentes compagnies, concurrence qui conduisit inexorablement à la création du cartel d'Achnacary⁵⁵.

La géoéconomie d'Etat ne survécut donc pas à l'affaiblissement de la pression stratégique autour du Moyen-Orient, notamment lorsque les forces économiques traditionnelles, en particulier la finance, retrouvèrent une partie de leur ancienne capacité à influencer le processus de décision politique. Achnacary répondait davantage aux intérêts du capital privé, soucieux d'arrêter une concurrence commerciale dommageable pour les prix, qu'aux priorités stratégiques d'une Grande-Bretagne de plus en plus dépendante de la production internationale. Nous pouvons ainsi dire que l'échec de la géoéconomie d'Etat, à partir de 1921, signa la fin de la tentative britannique de maintenir sa position internationale à travers sa supériorité stratégique. En se privant de sa carte la plus favorable dans sa rivalité avec Washington, Londres accepta, consciemment ou non, de renoncer définitivement à défendre sa suprématie internationale⁵⁶.

⁵⁵ John M. Blair, *The Control of Oil*, New-York, Pantheon Books, 1976, 441 p.

⁵⁶ Frank Costigliola, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *op.cit.*

Chapitre Huitième Vers la fin d'une ère géoéconomique, 1922-1932

Introduction

A partir de 1922, il était évident que les changements structurels n'étaient pas assez profonds pour réaliser un véritable virage géoéconomique. La logique financière traditionnelle dans la gestion des institutions publiques retrouvaient progressivement sa place dans la vie politique et dans la rhétorique sur l'intérêt national¹. L'équilibre budgétaire et la lutte contre l'inflation redevinrent les priorités du gouvernement central. La libéralisation de l'économie et le libre-échange s'affirmèrent de nouveau comme le moyen de la prospérité. L'Etat devait donc retrouver sa neutralité économique².

Ce retour à la logique d'avant-guerre illustre l'influence croissante des forces traditionnelles, notamment financières, sur le processus de décision politique. Au niveau international, par exemple, la *City*, la Banque d'Angleterre et le *Treasury* cherchaient à réactiver les anciens mécanismes du *soft power* les plus à même de préserver la suprématie britannique. Le retour à l'étalon-or, en 1925, fut la consécration de leur volonté de maintenir la centralité de Londres dans le système financier et commercial international. La réalisation de cet objectif dépendait, d'abord, des performances économiques britanniques.

Mais, face à la concurrence américaine, le libre-échange risquait de marginaliser la Grande-Bretagne si son économie n'était pas en mesure de garantir une évolution capitaliste orientée vers l'espace mondial, un développement technologique satisfaisant et des conditions commerciales et financières favorables. La question qui s'imposait

¹ Michael Freedon, *Liberalism Divided : A Study in British Political Thought, 1914-1939*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 410 p.

² Charles Mowat, *Britain Between the Wars, 1918-1940*, Londres, University of Chicago Press, 1955, 694 p.

était la suivante : la base économique nationale était-elle encore capable de produire suffisamment de pulsions économiques³ orientées vers une projection externe de cette envergure ?

En réalité, Londres assistait à un décalage profond entre les moyens et les objectifs de la géoéconomie britannique. Cette fracture, que la Grande-Bretagne refusait d'admettre, allait s'imposer avec la crise de 1929, qui sonna la fin de l'impérialisme du libre-échange.

I. Les limites du retour à l'orthodoxie

1. Contre-performances économiques

A partir de 1925, l'industrie britannique se trouva obligée de faire pleinement face aux anciens défis de la concurrence mondiale. Puisque les nouvelles industries demeuraient encore trop fragiles, la conquête des marchés internationaux devait se poursuivre grâce aux anciennes industries qui semblaient avoir profité des perturbations de la guerre et de ses conséquences à court et à moyen terme pour connaître un progrès structurel et technologique significatif⁴. Mais ces avancées s'avérèrent largement insuffisantes pour réaliser les objectifs préconisés. Le manque de compétitivité de ces industries restait incontestable. Les produits textiles, qui représentaient l'industrie d'exportation par excellence, virent leur contribution à l'exportation diminuer d'un tiers⁵. Malgré l'augmentation des prix par rapport à l'époque d'avant-guerre, la valeur des exportations après 1925 ne parvenait pas à dépasser celle de 1913. La situation

³ John Shepherd et Keith Laybourn, *The first Labour government*, Basingstoke, Macmillan, 2006, 256 p.

⁴ Pour des questions relatives à la compétitivité de l'industrie britannique pendant cette période et plus généralement au XX^e siècle, voir Stephen Broadberry, *The Productivity Race : British Manufacturing in International Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 451 p. ; Youssef Cassis, *Big Business : The European Experience in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1997, 277 p. ; voir aussi l'article de Mae Baker et Michel Collins, « The durability of the Transaction Banking Practices in the Provision of Finance to the Business Sector by British Banks », *Entreprises et Histoire, L'autofinancement*, Dominique Barjot et Isabelle Lescent-Giles (dir.), n° 22, octobre 1999, pp. 78-92.

⁵ Pour plus de détails sur l'industrie textile, voir Brian R. Mitchell et Phyllis Deane *Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962, pp. 305-306.

s'aggrava sensiblement après 1929, en raison d'une baisse générale des prix doublée d'une diminution sévère du volume des produits exportés⁶.

Tableau 16

Les importations britanniques des produits manufacturés, 1924-1932

	Valeur des importations en millions de livres	Parts britanniques des importations mondiales
1924	298.8	20.8 %
1925	318.7	21.8 %
1926	314.0	23.3 %
1927	321.8	24.4 %
1928	317.0	24.4 %
1929	333.6	25.0 %
1930	306.8	27.1 %
1931	261.3	28.3 %
1932	157.4	20.8 %

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.1, p. 34.

Le retour à l'orthodoxie financière entraîna une augmentation spectaculaire des importations et accentua ainsi le déséquilibre de la balance commerciale britannique. En effet, la réévaluation de la livre sterling à son taux d'avant-guerre lui accordait un pouvoir d'achat en décalage avec la réalité de la capacité de l'économie nationale à produire de la richesse. La surévaluation de la monnaie encourageait les importations et décourageait les exportations. En 1924, le volume des importations, qui connaissait, même avant le retour à l'étalon-or, une tendance haussière, avait augmenté de 5 % par

⁶ Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction, 1914-1990*, *op.cit.*, p. 33.

rapport à celui de 1913. En 1929, ce chiffre atteignit 16 %. Cette augmentation concernait notamment les produits manufacturés⁷. Par conséquent, les exportations étaient de moins en moins capables d'assurer les recettes nécessaires pour limiter le déficit commercial. Leur valeur, qui représentait 85 % de la valeur des importations en 1924, tomba à 77 % en 1928 et à moins de 70 % après le début de la crise de 1929⁸.

Tableau 17

Les pourcentages des exportations, des réexportations et des excédents invisibles par rapport aux importations britanniques brutes, 1896-1933

	Revenus nets des investisseurs	Autres services	L'ensemble des invisibles	Exportations et réexportations	L'ensemble des revenus
1896-1900	22.6	17.3	39.9	73.1	113.0
1901-1905	22.4	13.5	35.9	73.0	108.9
1906-1910	25.7	16.4	42.1	83.3	125.4
1911-1913	27.6	16.2	43.8	87.7	131.5
1914-1918	19.7	18.8	38.5	60.3	98.8
1919-1923	15.1	13.6	28.7	85.2	113.9
1924-1928	19.6	9.0	28.6	77.2	105.8
1929-1933	21.9	8.6	30.5	69.0	99.5

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialisme : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 3.2, p. 36.

Le problème le plus grave était sans doute l'incapacité des produits manufacturés britanniques à s'imposer même dans les zones non-industrialisées. Le déficit enregistré par le commerce de ces produits avec les pays développés, notamment les Etats-Unis, ne pouvait que s'aggraver. Mais il était très inquiétant de constater que, même dans les régions traditionnellement sous influence britannique, comme

⁷ Voir Arthur Lewis, « International Competition in Manufactures », *op.cit.*

⁸ Ces chiffres incluent les produits réexportés. Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, p. 36.

l'Amérique latine, la Chine ou l'Inde, le volume des exportations de produits manufacturés affichait une diminution régulière⁹.

Ces résultats étaient la conséquence de la faiblesse des nouvelles industries en Grande-Bretagne, qui comptait encore sur ses anciens avantages comparatifs. Etant donné l'industrialisation progressive de la périphérie, la Grande-Bretagne perdait des marchés considérés comme acquis seulement quelques années auparavant. Ces conditions eurent des répercussions négatives sur les revenus invisibles, notamment des services non financiers. Le transport maritime, par exemple, continuait de souffrir à cause de la baisse des échanges. Pour ce secteur, les années 1920 étaient donc le prolongement d'une époque de difficultés qui avait débuté avec la guerre en 1914.

La crise de 1929 confirma la fin de la maîtrise commerciale de la marine britannique, autrefois l'artère principal des échanges internationaux¹⁰. Les bénéficiaires réels du retour à l'orthodoxie étaient les activités financières. La réévaluation de la livre, en 1925, redonna à la *City* une certaine centralité dans le système financier international. Les capitaux internationaux étaient de nouveaux attirés vers Londres. Ils fournirent ainsi les liquidités nécessaires pour le marché des crédits à court terme. L'étalon-or permit également d'accroître le pouvoir d'achat des revenus des investisseurs britanniques à l'étranger, puisque ces revenus étaient perçus en livres sterling.

Ces conséquences, qui, quelques années auparavant, auraient été considérées comme positives pour la dynamique générale de l'économie, l'étaient beaucoup moins après 1925. L'augmentation du pouvoir d'achat des revenus invisibles était l'une des causes de l'explosion des importations, et donc de l'aggravation du déficit de la balance commerciale. Certes, il ne s'agissait pas d'un phénomène nouveau¹¹, mais, cette fois, la finance semblait contribuer, plus que jamais, à l'accélération de l'industrialisation dans le monde à un moment où l'industrie et le commerce national n'avaient certainement pas besoin d'une concurrence supplémentaire.

⁹ Ce paragraphe s'inspire de l'interprétation de Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins qui incluent dans leur analyse les années 1930. Leurs sources principales sont : *Annual Statement of Trade of the United Kingdom* et Brian R. Mitchell et Phyllis Deane, *Abstract of British Historical Statistics*, *op.cit.* Voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, tableau 3.4, p. 38 et tableau 3.5, p. 40.

¹⁰ Voir Charles H. Feinstein, *Statistical Tables of National Income, Expenditure and Output for the U.K., 1855-1965*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, tableau 38.

¹¹ Voir *supra*, pp. 127-134.

La perte progressive des avantages comparatifs de l'économie britannique empêchait de plus en plus les différents secteurs de profiter des retombées de la finance internationale¹². Il est crucial de noter que, pour la première fois, les intérêts de la finance semblaient se détacher des autres services relatifs au commerce, comme le transport maritime. Les conséquences des difficultés industrielles britanniques étaient si importantes que le commerce paraissait, peut-être pour la première fois depuis 1846, plus proche des producteurs que des financiers. Ce rapprochement illustre l'accroissement de la capacité de l'industrie à influencer les intérêts des autres secteurs, et donc à hisser ses intérêts au niveau de projet pour la nation. Cette évolution s'inscrivait dans une dynamique qui avait commencé depuis une décennie¹³.

Malgré les apparences, les années 1920 représentaient donc la poursuite d'une rupture structurelle qui rapprochait de plus en plus l'intérêt général des intérêts de l'industrie, secteur qui profita, au moins en partie, de la perte progressive de l'influence internationale de la finance. Le retour à l'orthodoxie ne suffisait pas pour que la *City*, qui devait faire face à la puissance sans cesse croissante de *Wall Street*, retrouve sa position dominante. La rentabilité de l'investissement à l'étranger n'avait plus rien à voir avec celle de l'époque d'avant-guerre. En plus de la concurrence du capital américain, les institutions bancaires britanniques devaient affronter les conséquences d'une concurrence intérieure exacerbée¹⁴. Pour prendre la mesure de l'importance de ce facteur, il faut garder à l'esprit que, jusqu'à ce moment-là, la finance apparaissait comme une entité harmonieuse. Son unité était sa force structurelle, alors que l'industrie était au contraire réputée pour ses divisions¹⁵.

En se trouvant évincée de marchés aussi importants que ceux des Amériques et de la Russie, la finance britannique perdit la maîtrise de son champ migratoire et donc sa capacité à investir librement les régions les plus rentables¹⁶. Les revenus invisibles, malgré l'augmentation relative de leur valeur pendant les années 1920, continuaient de perdre leur pouvoir d'achat qui atteignit, en 1929, 60 % de celui d'avant-guerre. Par

¹² Mae Baker et Michael Collins, « The durability of the Transaction Banking Practices in the Provision of Finance to the Business Sector by British Banks », *op.cit.*

¹³ Voir *supra*, pp. 218-221. Voir également Youssef Cassis, *City Bankers 1890-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 350 p.

¹⁴ Ranald C. Michie, *The City of London : Continuity and Change 1850-1990*, Londres, Macmillan, 1992, 238 p.

¹⁵ Voir *supra*, pp. 144-150.

¹⁶ Voir Stefanie Diaper, « Merchant Banking in the Inter-War Period : The Case of Kleinwort, Sons and Co. », *op.cit.*

conséquent, ils ne parvenaient plus à compenser le déficit commercial¹⁷. La faiblesse de ces performances par rapport à celles d'avant-guerre rendait insoutenable l'ancien argument de la finance qui essayait toujours, rappelons-le, de présenter ses intérêts comme une condition *sine qua non* pour l'équilibre et la prospérité de l'économie nationale.

Contrairement à l'évolution du processus industriel, la *City* était en train de perdre sa capacité à hisser ses intérêts au niveau d'un projet pour la nation. Elle n'était plus en mesure, par exemple, d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le commerce qui avait de plus en plus du mal à s'imposer sur les marchés internationaux. Cette difficulté rapprocha les différentes composantes du secteur industriel. Les industries anciennes, traditionnellement favorables au libre-échange, étaient plus que jamais prêtes à se joindre aux réclamations des dirigeants des nouvelles industries qui exigeaient la protection du marché national.

2. Une industrie en restructuration

L'unité des industriels fut lente à construire. Elle ne sera, d'ailleurs, jamais complètement réalisée. Mais un front solide était progressivement en train de se construire. Dès 1922, une nouvelle phase d'industrialisation s'amorça¹⁸. L'expansion de la production industrielle, en 1919 et 1920, conduisit à un excès de capacités. L'effondrement des prix, qui atteignit 40 % en 1921, révéla, dans toute son ampleur, les limites d'une économie encore trop dépendante des vieilles industries¹⁹.

La réponse politique à la crise marqua le début du mouvement vers le retour à l'étalon-or et à l'orthodoxie. L'augmentation des taux d'intérêt mit en difficulté les entreprises endettées²⁰. Ce facteur contribua à fragiliser davantage encore les petites entreprises et conduisit à l'accélération du rythme de la concentration capitaliste. De

¹⁷ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction, 1914-1990*, *op.cit.*, p. 36.

¹⁸ Cette date correspond à la fin d'une crise économique commencée en 1920. En six mois, le PNB avait diminué de 13 %. Dominique Barjot et Patrick Boureille, « Vers un déclasserment de la puissance mondiale », in Dominique Barjot et Charles-François Mathis (dir.), *Le monde Britannique, 1815-1931*, Paris, SEDES, 2009, pp. 264-284.

¹⁹ Jean-Pierre Dormois, *Histoire économique de la Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994, pp. 59-61.

²⁰ Dominique Barjot et Patrick Boureille, « Vers un déclasserment de la puissance mondiale », *op.cit.*

très importantes sociétés industrielles virent ainsi le jour grâce à la multiplication des fusions et absorptions des petites structures. Cette évolution structurelle permit d'éviter la faillite de l'industrie. A partir de 1924, on enregistra même une amélioration significative de la productivité grâce à l'introduction de nouvelles méthodes d'organisation du travail comme le travail à la chaîne²¹. L'essor des industries innovantes comme, l'électricité, joua un rôle crucial dans ce progrès. En 1926, le *Central Electricity Board* vit le jour. Contrôlé par l'Etat, il accéléra la propagation de l'usage de l'électricité dans les unités de production industrielle²².

L'évolution de l'industrie britannique était donc notable à travers le glissement du centre de gravité de la production du nord vers le sud. Les régions industrielles traditionnelles continuaient à se dégrader. En revanche, les unités les plus modernes et les plus dynamiques s'implantaient autour des principaux centres de consommation, et avant tout à Londres²³. La menace de la désindustrialisation²⁴, qui avait pesé, un temps, sur l'économie nationale toute entière, était en train de diminuer. Elle ne concernait plus que les régions productrices de charbon et les zones textiles ou métallurgiques comme le Lancashire, le Yorkshire, le Sud du Pays de Galles. Dans le même temps, une nouvelle industrialisation intensive se mettait rapidement en place dans les régions du Sud-Est²⁵. Cette tendance constituait un nouveau pas dans le rapprochement de l'industrie du centre de la décision politique.

Mais la proximité géographique se doublait d'une profonde inquiétude socioéconomique. La crise cyclique de l'année 1920 eut, en effet, des conséquences de longue durée. L'explosion du chômage devint un phénomène récurrent dans la réalité sociale et économique de la Grande-Bretagne des années 1920²⁶. On peut l'expliquer tout aussi bien par les arguments keynésiens que par les analyses néoclassiques. Selon l'auteur de *The Consequences of Mr Churchill*, le retour à la parité or de la livre sterling

²¹ Derek H. Aldcroft, *From Versailles to Wall Street, 1919-1929*, *op.cit.*

²² Martin Chick, « Les logiques industrielles et économiques de l'industrie électrique au Royaume-Uni entre 1895 et 1845 », in Dominique Barjot, Henri Morsel et Coeuré Sophie (dir.), *Stratégie, gestion, management. Les compagnies électriques et leurs patrons, 1895-1945*, Actes du 12^{ème} colloque de L'Association pour l'Histoire de l'Electricité en France, les 3, 4 et 5 février 1999, actes réunis et édités par Sophie Coeuré, Paris, Fondation Electricité de France, 2001, pp. 83-85.

²³ David J. Jeremy, « Anatomy of the British Business Elite, 1860-1980 », *op.cit.*

²⁴ Bernard W. E. Alford, « New Industries for Old ? British Industry between the Wars », in Roderick Floud et Donald N. McCloskey (eds.), *An Economic History of Britain. Vol. II : 1860 to the 1970s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, pp. 308-331.

²⁵ David J. Jeremy, « Anatomy of the British Business Elite, 1860-1980 », *op.cit.*, tableau 9, p. 19.

²⁶ Voir Bertrand Lemonnier, *Un Siècle d'histoire industrielle du Royaume-Uni : Industrialisations et sociétés, 1873-1973*, Paris, SEDES, 1997, pp. 81-82.

en 1924 fut à l'origine d'une surévaluation d'au moins 10 % de la monnaie britannique²⁷. La perte de compétitivité internationale qui en résultait freinait les exportations des biens en entraînant un chômage de masse.

Pour les néoclassiques, ce phénomène était dû à la rigidité relative des salaires et du marché du travail. La limitation du temps de travail, l'introduction du salaire minimum et de l'assurance-chômage, la pression des syndicats, décourageaient l'embauche, surtout compte tenu des traditions libérales du pays²⁸. Mais, quoi qu'il en soit de l'analyse de ses causes, le chômage de masse constitua une véritable rupture avec la situation d'avant-guerre. Il catalysait la fragilité de la paix sociale qui devint progressivement l'obsession des dirigeants politiques.

Dans de telles conditions, les industriels devinrent des interlocuteurs obligatoires pour une élite aristocratique de moins en moins influente et de plus en plus timorée. L'exemple de la production charbonnière illustre l'importance, désormais incontestable, des industriels dans le processus de prise de décision. Ce secteur, qui avait relativement résisté à la concurrence étrangère d'avant-guerre²⁹, se heurta, dès 1918, à la nouvelle réalité économique de la Grande-Bretagne. L'archaïsme des structures de production et l'augmentation relative des salaires des mineurs rendaient le charbon britannique non compétitif. En 1925, la relance des exportations du charbon allemand, au titre de réparations de guerre dans le cadre du plan Dawes, et la surévaluation de la livre sterling rendirent la production britannique inexportable et encouragèrent même l'importation de cette source d'énergie. La réponse patronale traditionnelle, qui consistait à faire pression sur le coût du travail, se révéla inefficace, compte tenu des tensions sociales qui régnaient dans ce secteur. Face à une telle situation, le gouvernement se trouva obligé d'intervenir : l'administration Baldwin décida, en juillet 1925, l'octroi, pour neuf mois, de subventions destinées à maintenir les salaires des mineurs et à garantir les profits des charbonnages³⁰.

²⁷ John M. Keynes, *The Economic Consequences of Mr. Churchill*, Londres, Hogarth Press, 1925, 32 p. Dans ce pamphlet, Keynes critique la politique déflationniste résultant du retour à l'étalon-or.

²⁸ Dominique Barjot, François-Charles Mougel et Laurent Colantonio, « Un impossible retour à l'avant-guerre », in Dominique Barjot et François-Charles Mathis (dir.), *Le monde Britannique, 1815-1931*, *op.cit.*, pp. 247-263.

²⁹ Voir *supra*, p. 111.

³⁰ Dominique Barjot, François-Charles Mougel et Laurent Colantonio, « Un impossible retour à l'avant-guerre », *op.cit.*, p. 252. Pour une étude des différents aspects de la grève de 1926, voir Jeffrey Skelley (ed.), *The General Strike, 1926*, Londres, Lawrence and Wishart, 1976, 412 p.

Plus généralement, même si la menace du prolétariat ne prenait pas une ampleur révolutionnaire, les dirigeants des principaux secteurs industriels se rapprochaient inexorablement des conservateurs. L'influence du *Labour Party* se montrait la plus forte dans les régions des industries traditionnelles³¹. Le Parti libéral, famille traditionnelle des industriels, n'était plus en mesure de dominer l'appareil de l'Etat et de protéger le droit de propriété. Le Parti travailliste devenait progressivement le deuxième parti de gouvernement dans le pays. Les conservateurs reconnaissaient la capacité de nuisance du prolétariat. Aussi n'était-il plus question de laisser-faire les lois du marché. Publié en mars 1926, le *Samuel Report* insista sur le caractère urgent de la question minière, en mettant l'accent sur le manque d'investissement, la faiblesse de la mécanisation et la vétusté des équipements³². Il préconisa des changements structurels et organisationnels considérables pour réaliser des gains de productivité substantiels. Ces recommandations n'allaient pas jusqu'à proposer une intervention sur les salaires, la question devant être réglée par les syndicats et le patronat.

Ces orientations illustrent clairement la profondeur de la rupture. Le gouvernement prenait au sérieux la menace ouvrière. Ses précautions se justifiaient, en mai 1926, lorsqu'éclata la première grève générale de l'histoire britannique à la suite de l'échec des négociations entre les syndicats et le patronat à propos des conditions de travail dans les mines de charbon. La grève échoua, mais fit ressortir que l'élite dirigeante et les industriels étaient maintenant voués au même sort. Une sorte d'union objective, destinée à endiguer la menace révolutionnaire du prolétariat, s'établit donc progressivement entre les différentes composantes du capital.

Ainsi, le retour à l'orthodoxie s'avérait-il très relatif. L'Etat demeurait constamment prêt à intervenir dans l'économie pour maintenir l'équilibre des forces dans un climat social très tendu. L'ajustement automatique du système économique appartenait bel et bien au passé. Il est vrai qu'une fois au pouvoir, en 1929, le Parti travailliste ne remit pas en question l'orthodoxie économique. Mais il s'agissait seulement d'une tentative visant à utiliser les traditions libérales du pays pour protéger les travailleurs des velléités protectionnistes de secteurs de plus en plus importants du

³¹ Voir John P. D. Dunbabin, « British Elections in the Nineteenth and Twentieth Centuries : A Regional Approach », *English Historical Review*, vol. 95, n° 375, avril 1980, pp. 241-267.

³² Dominique Barjot, François-Charles Mougel et Laurent Colantonio, « Un impossible retour à l'avant-guerre », *op.cit.*, p. 252.

capital industriel, tendance qui ne pouvait qu'entraîner une hausse des prix des produits de base³³.

Aussi, la menace travailliste, loin d'affaiblir le capital industriel, contribua-t-elle à son intégration dans le pouvoir politique. Malgré la modération de ses dirigeants, le *Labour Party* servit de rival politique poussant les différentes composantes du capital à s'unir au sein du Parti conservateur. Les travaillistes participèrent au développement d'une conscience de classe chez les propriétaires terriens, chez les financiers et chez les chevaliers de l'industrie. En témoigne le succès du Parti *Tory* à rassembler de plus en plus de tendances contradictoires : libéralisme et interventionnisme ; nationalisme et pacifisme ; impérialisme et réformisme ; protectionnisme et libre-échangeisme³⁴.

Ce phénomène nous rappelle le milieu du XIX^e siècle, lorsque la montée de la force industrielle renforça les liens entre l'aristocratie foncière et la finance³⁵. La flexibilité du système politique britannique s'expliquait donc par son profond attachement à la structure économique qui le sous-tendait. L'instinct d'auto-préservation, qui, en son temps, avait poussé l'ancienne aristocratie à accorder des concessions substantielles aux forces montantes, obligea, à la fin des années 1920, l'élite au pouvoir à reconsidérer les fondamentaux même de l'orthodoxie économique. La société britannique reproduisait, à son insu, les principes d'Edmond Burke : il ne s'agissait pas de heurter de front les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'il était inutile et contre-productif de tenter d'empêcher une évolution irrésistible³⁶ ; mais des concessions devaient lui être accordées afin d'éviter la radicalisation du prolétariat.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les mesures sociales des années 1920. Il serait, certes, plus difficile de renoncer au libre-échange international, mais la brèche ouverte dans le système du non-interventionnisme rendait inéluctable la fin de la neutralité économique de l'Etat. Le keynésianisme constituait la traduction théorique de ce processus. La crise de 1929 fournit l'occasion d'accélérer cette évolution.

³³ Le *Labour Party* n'avait pas un programme pour lutter contre le chômage. Voir Philippe Chassaing, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours, op.cit.*, pp. 162-172.

³⁴ Le Parti *Tory* réussit à se maintenir au pouvoir, seul ou en coalition, dix années sur onze entre 1918 et 1929. Certes ses politiques étaient tiraillées entre les différents courants qui le traversaient, mais ses succès électoraux témoignaient de sa solidité.

³⁵ Voir *supra*, pp. 89-93.

³⁶ Voir *supra*, p. 93.

II. La crise de 1929 : conversion de la finance au protectionnisme

Depuis 1922, l'objectif économique-stratégique essentiel de la Grande-Bretagne visait à rétablir le système d'avant-guerre. Mais au moment où ce projet aurait dû apporter ses premiers fruits, Londres assista, impuissante, à la déroute de l'économie mondiale en 1929. La contraction des échanges annonça le début d'un nouveau système fondé sur une économie de blocs protégés, cherchant à s'exclure mutuellement.

1. La « périphérisation » de Londres

Le retour à l'orthodoxie économique au milieu des années 1920 se justifiait par la nécessité de lutter contre les incertitudes de l'après-guerre. L'étalon-or était présenté comme le garant de la fiabilité et de la lisibilité du système international. Son efficacité pour lutter contre l'inflation et la dépréciation artificielle de la monnaie devait théoriquement rétablir la fluidité des transactions mondiales et encourager l'investissement à l'étranger³⁷. Restait à définir qui assumerait le rôle de prêteur en dernier ressort en période de crise.

Les historiens de l'économie savent aujourd'hui que le caractère automatique du système de l'étalon-or - mécanisme théorisé par David Hume au milieu du XVIII^e siècle³⁸ - était loin d'être confirmé par l'observation empirique. Avant 1913, la Banque d'Angleterre intervenait systématiquement pour limiter toute pression causée par un manque de liquidités. Selon Kindleberger, pendant les années 1920, Londres n'avait plus les moyens d'assumer cette responsabilité³⁹. La diminution de l'excédent de la balance des paiements réduisait fortement la capacité britannique à injecter des liquidités suffisantes dans le système, sous la forme de prêts ou d'investissements.

³⁷ Pour un résumé clair et précis du fonctionnement de l'étalon-or avant 1913, ses mécanismes et ses avantages, voir Patricia Clavin, *The Great Depression in Europe, 1929-39*, *op.cit.*, pp. 40-42.

³⁸ Tout déficit de la balance des paiements provoquait une sortie d'or qui réduisait l'offre de monnaie en circulation dans l'économie, puisque cette offre était liée au montant des réserves d'or de la banque centrale. Il s'ensuivait une diminution des prix intérieurs et par voie de conséquence une amélioration de la compétitivité des produits du pays qui allait relancer les exportations et, après un certain temps, permettre à la balance commerciale de se redresser et à la balance des paiements de retourner à l'équilibre. Un excédent de la balance des paiements provoque le phénomène inverse. Voir Marie-Claude Esposito, « La Crise mondiale et ses conséquences », in Dominique Barjot et Charles-François Mathis, *Le monde Britannique, 1815-1931*, Paris, SEDES, 2009, pp. 301-314.

³⁹ Charles P. Kindleberger, *The World in Depression, 1929-1939*, Berkeley, University of California Press, 1986, 355 p.

L'attitude américaine après 1925 rendit encore plus difficile la position britannique. Malgré l'importance de l'excédent de la balance des paiements américaine et l'accumulation massive de réserves d'or dans les coffres-forts de sa Federal Reserve, Washington ne baissa pas ses taux d'intérêt⁴⁰. Elle empêcha ainsi la fuite de l'or vers l'étranger. En refusant de faciliter les conditions de la création monétaire, les Etats-Unis montrèrent qu'ils ne cherchaient pas à remplacer la Grande-Bretagne en tant que garant de l'étalon-or⁴¹.

Londres, qui s'efforçait de maintenir le taux de change de 1925, craignait une ruée mondiale sur le dollar. Les implications d'une telle situation pouvaient être désastreuses : les investisseurs et les banques risquaient, en effet, de se débarrasser massivement de leurs réserves en livres sterling au profit de l'or ou du dollar. Cette tendance ne pouvait qu'augmenter la valeur de la monnaie américaine et réduire celle de la monnaie britannique, obligeant Londres à une plus grande déflation si elle s'entêtait à maintenir la parité d'avant-guerre. Pour limiter les conséquences de ce risque, la Banque d'Angleterre se voyait donc contrainte à maintenir une monnaie nationale attractive grâce à des taux d'intérêt élevés. Mais cette solution décourageait l'investissement au niveau national.

Face à cette équation délétère, l'orientation économique de la Grande-Bretagne devenait de plus en plus illisible et tributaire de facteurs conjoncturels à court terme. Entre mai 1925 et septembre 1931, la Banque d'Angleterre modifia dix-huit fois son taux d'intérêt⁴². Par ailleurs, la Grande-Bretagne n'avait plus la même volonté d'assumer son ancien rôle. Nous avons déjà observé que, malgré la victoire de la finance qui réussit à imposer le retour à l'orthodoxie en 1925, les forces économiques étaient de plus en plus nombreuses à ne pas se reconnaître dans les principes de la *City*. Désormais, la Banque d'Angleterre avait à justifier ses actions internationales, puisque, comme nous l'avons déjà noté, la finance avait de plus en plus de mal à hisser ses intérêts au niveau d'un projet profitable à la nation dans son ensemble. Le retour à l'étalon-or, loin de calmer les inquiétudes, exacerba les incertitudes concernant l'avenir

⁴⁰ Patricia Clavin, *The Great Depression in Europe, 1929-1939, op.cit.*, p. 62. La France avait suivi l'exemple américain, mais avec des conséquences beaucoup moins importantes.

⁴¹ Les Etats-Unis continuaient à suivre une politique d'accumulation massive de l'or. L'emballement de l'économie et l'enthousiasme du capital américain pour l'investissement à l'étranger suscitaient l'inquiétude de la *Federal Reserve* et des autorités officielles à Washington. La protection de l'économie nationale demeurait donc la priorité.

⁴² Patricia Clavin, *The Great Depression in Europe, 1929-1939, op.cit.*, p. 66.

de l'économie britannique. La déflation entraîna une augmentation des prix. La bourgeoisie industrielle et la classe ouvrière se trouvèrent alors au bord de la confrontation. Pour lutter contre la concurrence internationale, le patronat s'efforça de réduire les salaires, menaçant ainsi la paix sociale.

Dans des circonstances aussi défavorables, les forces économiques majeures prenaient de plus en plus conscience de la « périphérisation » de Londres. Le retour à l'étalon-or fut l'expression d'une réaction défensive pour tâcher d'éviter l'invasion financière américaine de l'Europe. L'adoption de la parité d'avant-guerre ne se justifiait que par la nécessité de défendre le prestige de la *City*. Mais la surévaluation de la livre ne faisait que confirmer la perte de la centralité de Londres dans le système financier international. Face à la sous-évaluation du dollar américain et du franc français, les exportations britanniques, qui souffraient depuis longtemps d'un manque de compétitivité, devenaient incapables de s'imposer. Londres commençait ainsi à perdre une partie de son stock d'or qui s'orientait vers les Etats-Unis. L'économie britannique souffrait donc d'une absence totale de marge de manœuvre, en raison des déséquilibres au sein du système de l'étalon-or.

Les Etats-Unis ne semblaient guère se soucier de l'instabilité intrinsèque du système. L'évolution prodigieuse de l'économie américaine depuis 1914 générait Outre-Atlantique un optimisme généralisé. Il est à noter que la confiance en l'avenir dépassait largement les frontières nationales. La reprise économique en Europe encouragea les capitaux américains à s'investir massivement dans les titres internationaux. En témoigne l'engouement pour souscrire aux prêts de stabilisation du mark dans le cadre du plan Dawes. Mais il était évident que la finance de *Wall Street* avait surestimé la capacité européenne à suivre le rythme du progrès économique prodigieux qui se manifestait Outre-Atlantique. Elle avait, en revanche, sous-estimé les répercussions du déséquilibre du commerce mondial. Le manque d'expérience internationale des institutions de *Wall Street* explique, au moins en partie, la légèreté avec laquelle la finance américaine traitait les mésaventures économiques de l'Europe, qui ne dataient pourtant que de quelques années.

Aux Etats-Unis, la spéculation sur les titres battait son plein. La hausse du marché boursier se déconnectait progressivement de l'évolution de l'économie réelle : entre 1925 et 1929, l'indice des actions sur la place de *Wall Street* augmenta deux fois

plus vite que celui de la production industrielle⁴³. Ainsi, lorsque la *Federal Reserve* opta pour une politique monétaire plus restrictive et porta son taux d'escompte à 6 %, la panique gagna les investisseurs qui se hâtèrent de se débarrasser de leurs titres. L'effondrement de la bourse de New-York, le 24 octobre 1929, entraîna, comme on le sait, la faillite d'une multitude de petites banques. L'effet domino devint inéluctable : la demande intérieure chuta brutalement ; une surproduction massive s'ensuivit ; la déflation s'imposa ; les prix baissèrent ; les entreprises firent faillite ; le nombre de chômeurs explosa et l'économie américaine plongea dans une récession sans précédent.

L'architecture de l'endettement international, établie après 1919, joua un rôle comparable à celui d'un système nerveux transmettant le mal d'un point à un autre. Toute la pyramide financière reposait sur la solvabilité de l'Allemagne et sur sa volonté de payer les réparations de guerre, dont dépendait la capacité des pays alliés à servir les emprunts contractés auprès de la finance américaine⁴⁴. Jusqu'en 1929, la solvabilité allemande était assurée par des prêts à court terme dont le renouvellement était nécessaire pour assurer les paiements⁴⁵. La pyramide s'effondra quand les flux de prêts américains s'arrêtèrent brusquement à cause du *crash* de *Wall Street*. La contagion gagna rapidement la Grande-Bretagne qui jouait un rôle pivot dans le système décrit par Keynes comme un « flux circulaire de papier »⁴⁶.

La « périphérisation » de Londres s'aggravait : une augmentation du taux d'escompte de la *Federal Reserve* la plongea dans la crise presque immédiatement. Une telle mesure signifiait que, pour défendre la convertibilité de la livre, la Grande-Bretagne devait augmenter encore ses propres taux d'intérêt. Or ils étaient déjà trop élevés et constituaient un obstacle à la relance économique. Après plusieurs années d'efforts pour reconstituer le système d'avant-guerre, la Grande-Bretagne dut donc se rendre à l'évidence : sa finance n'était plus le moteur de l'économie mondiale.

⁴³ Marie-Claude Esposito, « La Crise mondiale et ses conséquences », *op.cit.*

⁴⁴ Dominique Barjot et Christophe Réveillard (eds.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle : mythe et réalité*, Actes du Colloque des Universités européennes d'été, 9-11 juillet 2001, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002, p. 40.

⁴⁵ Voir *supra*, pp. 237-239.

⁴⁶ Marie-Claude Esposito, « La Crise mondiale et ses conséquences », *op.cit.*, p. 302.

2. Affaiblissement stratégique

En échouant à jouer le rôle de prêteur en dernier ressort, la *City* perdit une part importante de son rôle stratégique. Il s'agissait d'une perte à deux niveaux : en révélant au monde ses limites, dans un moment aussi crucial que la crise de 1929, la finance britannique donnait le coup de grâce au rêve du retour à la normalité d'avant-guerre ; en démontrant son incapacité à restaurer cette normalité, elle perdait les moyens qui lui avaient permis de hisser ses intérêts au niveau de projet pour la nation britannique.

Il est nécessaire de rappeler que, jusqu'en 1914, les activités financières et commerciales des institutions de la *City* profitaient à des forces économiques majeures partout dans le monde⁴⁷. Cette influence de la *City* n'aurait jamais atteint un niveau hégémonique sans la coopération des composantes principales du système économique mondial. L'industrie allemande, par exemple, avait profité fortement des conditions du libre-échange pour exporter massivement ses productions en échappant à tout risque d'excès de capacités. Aussi peut-on conclure que la finance britannique, après avoir hissé ses intérêts au niveau d'un projet pour la nation, réussit à associer ses partenaires et ses rivaux internationaux à sa logique.

D'ailleurs, la coopération des banques centrales des grandes puissances européennes s'avérait obligatoire pour le maintien de la stabilité de l'étalon-or⁴⁸. Avant 1913, Paris et Berlin suivaient, aussi bien à la hausse qu'à la baisse, le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre. Malgré les rivalités structurelles entre le système allemand et le système anglais, les capitaux germaniques savaient qu'en cas de crise, la *City* était la seule place financière capable d'apporter assez de liquidités en tant que prêteur international en dernier ressort, pour relancer l'activité de l'économie réelle. Mais, pendant les années 1920, Londres, du fait de sa « périphérisation » relative, perdit progressivement sa position de *leader* économique mondial. Le rayonnement de ses intérêts se réduisit d'une façon spectaculaire. Les limites du système de change-or, instauré après la conférence de Gênes⁴⁹, se traduisaient par le déséquilibre entre monnaies surévaluées et monnaies sous-évaluées. La normalité d'avant-guerre était

⁴⁷ Voir *supra*, p. 154.

⁴⁸ Barry J. Eichengreen, *Golden Fetters : The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1929*, New-York, Oxford University Press, 1992, p. 8.

⁴⁹ Stephen V. O. Clarke, *The Reconstruction of the International Financial System : The Attempts of 1922 and 1933*, *op.cit.*

ainsi rendue impossible, car les banquiers ne coopéraient plus pour la défense de la valeur externe de leur monnaie respective.

Cette situation ouvrait la voie à des dérives budgétaires et monétaires contraires à l'orthodoxie économique. A titre d'exemple, les Etats-Unis et la France utilisaient les taux d'intérêt pour attirer de plus en plus d'or, privant ainsi Londres du métal précieux nécessaire pour la convertibilité de la livre, et de toute marge de manoeuvre pour relancer son économie réelle. La Grande-Bretagne, au milieu des années 1920, semblait déjà poursuivre seule une partie perdue d'avance.

Compte tenu de l'enracinement des traditions libérales britanniques, l'abandon du libre-échange et de l'orthodoxie économique ne pouvait se produire que dans la douleur. A la fin des années 1920, les forces économiques, y compris la finance, avaient conscience qu'un changement profond était sur le point de se produire. Mais la crise semblait, paradoxalement, renforcer l'attachement des dirigeants britanniques à l'orthodoxie. Malgré les exhortations d'économistes comme Keynes⁵⁰, les hommes politiques cherchaient refuge dans les traditions du laisser-faire.

Le *Labour Party* qui revint au pouvoir en 1929 sous la direction de Ramsey MacDonald, n'avait aucun programme pour lutter contre le chômage de masse⁵¹. Son chancelier de l'Echiquier, Philip Snowden, était partisan de l'équilibre budgétaire et du maintien de la surévaluation de la livre sterling. L'attentisme des dirigeants s'expliquait également par l'effondrement des prix des matières premières sur les marchés internationaux⁵². L'industrie pouvait donc profiter de la crise pour réduire les coûts de production et renoncer ainsi au protectionnisme. Mais en espérant profiter de l'effondrement des cours au niveau international, Londres précipita la perte de ses anciens alliés objectifs. Ils étaient en droit de s'interroger : même si Londres avait eu la capacité de secourir le système mondial, aurait-elle eu vraiment la volonté de le faire ? De toute façon, la crise s'intensifia. Le protectionnisme était en train de s'installer en Europe. La Grande-Bretagne se trouvait menacée d'être piégée entre deux espaces protectionnistes des deux côtés de l'Atlantique.

L'absence d'une réaction positive britannique au niveau international s'accompagnait d'une inertie équivalente au niveau intérieur. Le maintien de l'équilibre

⁵⁰ John M. Keynes, *The Economic Consequences of Mr. Churchill*, *op.cit.*

⁵¹ Goronwy Rees, *La Grande Crise de 1929 : le Capitalisme remis en question*, [*The Great Slump : Capitalism in Crisis, 1929-1933*, New-York, Harper and Row, 1970], trad. de l'anglais par Henri Drevet, pref. d'Andre Piettre, Paris, Albin Michel, 1972, p. 89.

⁵² Patricia Clavin, *The Great Depression in Europe : 1929-1939*, *op.cit.*, p. 101.

budgétaire, le maintien de la livre sterling à sa parité d'avant-guerre et le maintien du libre-échange, constituaient la préoccupation essentielle de l'Etat au moment où le chômage explosait et où les exportations s'effondraient. La position du gouvernement, fidèle aux traditions, s'éloignait, cependant, de plus en plus des intérêts des forces économiques dirigeantes. Même la finance se sentait concernée par ce changement. Elle semblait de plus en plus hésitante.

Pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire de rappeler que le retour à la normalité d'avant-guerre n'était pas sans concession. L'instauration d'une assurance-chômage établissait un lien direct entre l'état de l'économie réelle et la situation financière du pays. L'explosion du chômage entraîna donc un déficit croissant qu'il fallut combler par l'emprunt. Pour renflouer sa caisse d'allocation-chômage, la Grande-Bretagne fut contrainte, en 1930, de faire appel à l'aide de la Banque de France⁵³.

Toutes ces considérations permettent de conclure que la crise de 1929 constitua une véritable rupture économique pour la Grande-Bretagne. L'espace extérieur ne pouvait plus servir de refuge pour échapper aux répercussions des difficultés économiques intérieures. L'espace international, si important pour la finance britannique, était même transformé en source d'inquiétude. La France, par exemple, participait activement à l'aggravation des difficultés britanniques en vendant massivement ses avoirs en livres sterling⁵⁴. En contribuant ainsi à la dépréciation de la monnaie britannique, Paris rendait de plus en plus difficile le maintien de la livre à la parité d'avant-guerre. L'Allemagne, en 1931, porta le coup de grâce à l'orthodoxie. La gravité de la crise financière qui frappait Berlin l'obligea à imposer un contrôle des changes et à geler les avoirs des investisseurs étrangers. Ces derniers, pour demeurer solvables, retirèrent une part importante de leurs capitaux investis à la *City*.

La situation devint rapidement insoutenable. Devant la fuite des capitaux, la Banque d'Angleterre dut se résoudre, le 20 septembre 1931, à détacher la livre de l'étalon-or. Cette marque d'impuissance sonnait le glas de l'influence internationale de la finance britannique. La tension sociale, illustrée à travers des mouvements de contestation de plus en plus virulents, plaça au premier plan les défis intérieurs. L'instauration du protectionnisme n'était qu'une question de temps. L'année 1932

⁵³ Du fait de la sous-évaluation du franc, la Banque de France disposait de réserves d'or très importantes.

⁵⁴ Marie-Claude Esposito, « La Crise mondiale et ses conséquences », *op.cit.*, pp. 303-304.

marqua la fin d'une époque. En mettant en place des tarifs douaniers⁵⁵, Londres rompit définitivement avec un siècle de libre-échange, mettant fin, du même coup, à une ère impériale dominée par la finance.

3. Retour au protectionnisme, sauvetage de la finance

Longtemps avant la crise de 1929, le marché national avait commencé à prendre une plus grande importance pour la finance⁵⁶. Compte tenu de la baisse de la rentabilité de l'investissement à l'étranger, les institutions de la *City* pouvaient trouver dans l'industrie nationale une véritable perspective de placement. En 1930, Montagu Norman, qui, depuis des années, préconisait une plus forte interaction entre la finance et l'industrie britannique, affirma avec insistance :

Je pense que l'investissement qui fut exporté pendant un siècle à l'étranger peut être orienté pour assurer l'investissement nécessaire pour l'industrie nationale. Pour moi, un mariage entre l'industrie du Nord et la finance de la *City* reste possible⁵⁷.

Le Gouverneur de la Banque d'Angleterre exprimait implicitement sa conviction que le retour à la normalité d'avant-guerre n'était plus un objectif réalisable, l'effondrement du système en 1929 ayant révélé l'inefficacité des efforts déployés pour l'atteindre. La crise signifiait donc le retour du protectionnisme. La Grande-Bretagne

⁵⁵ L'*Import Duties Act* fut voté en février 1932. A la suite de l'introduction de cette barrière douanière, une conférence impériale se tint à Ottawa du 21 juillet au 20 août de la même année. A l'issue des négociations, tous les pays avec lesquels la Grande-Bretagne entretenait des relations commerciales privilégiées - Dominions blancs, qui bénéficiaient de l'indépendance législative depuis le vote du statut de Westminster en décembre 1931, pays scandinaves et Portugal - entrèrent dans la zone sterling et se virent offrir la possibilité de signer des accords bilatéraux de libre-échange. Tous acceptèrent, à l'exception du Canada qui souhaitait maintenir ses liens avec les Etats-Unis et rester dans la zone dollar. Quant aux colonies britanniques, elles bénéficièrent d'un autre système, celui de la préférence impériale : les exportations venant des colonies pouvaient entrer librement en Grande-Bretagne, pendant que les produits britanniques exportés vers ces pays devaient acquitter des droits réduits. Pour la liste des pays appartenant à la zone strelong, au moment de sa création, voir Frederick Meyer, *Britain, the Sterling Area and Europe*, Cambridge, Bowes and Bowes, 1952, p. 40.

⁵⁶ Voir Ronald C. Michie, « The Stock Exchange and the British Economy, 1870-1939 », in Jean-Jacques Van-Helten et Youssef Cassis (eds.), *Capitalism in a Mature Economy : Financial Institutions, Capital Export and British Industry, 1870-1939*, Aldershot, Edward Elgar, coll. « New Business History Series », 1990, pp. 95-114.

⁵⁷ « I believe that the finance which for 100 years has been directed by them abroad can be directed by them into British industry, that a marriage can take place between the industry of the North and the finance of the City. » Cité dans Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, pp. 15-16. Voir également Henry Clay, *Lord Norman*, Londres, Macmillian, 1957, chapitre 8.

n'était plus en mesure de faire cavalier seul et de défendre, coûte que coûte, le libre-échange.

D'un point de vue commercial, les produits des nouvelles industries prenaient de plus en plus d'importance. L'augmentation significative de la part de ce secteur dans les exportations poussait le capital financier à se rapprocher de la position de ses dirigeants traditionnellement connus par leurs revendications protectionnistes⁵⁸. En effet, malgré les progrès britanniques effectués dans les secteurs développés de la deuxième révolution industrielle, l'exportation des nouveaux produits ne pouvait guère compenser les pertes britanniques dans les anciennes industries⁵⁹. La crise, ne faisait qu'intensifier la volonté protectionniste des industriels. La tentation du repli, qui ne pouvait qu'augmenter dans les moments difficiles, se justifiait commercialement par l'augmentation spectaculaire des importations de produits manufacturés entre 1929 et 1931. Parallèlement, les exportations continuaient de diminuer. En 1931, elles ne couvraient plus que 28 % des importations⁶⁰.

D'un point de vue financier, le marché national et l'Empire avaient également pris une importance croissante dans les affaires en 1929. Le manque de réserves d'or et la nécessité de défendre la convertibilité de la livre affaiblirent fortement les capacités de la finance à investir à l'étranger. Les taux d'intérêt trop élevés de la *City* donnaient un avantage comparatif à New-York. En conséquence, un changement profond s'opéra dans la nature des clients de la place financière de Londres. La part des emprunts accordés au secteur privé diminua fortement. Les autorités gouvernementales prirent une place prédominante, et leur poids passa du tiers des emprunts accordés par la finance britannique entre 1865 et 1913 en moyenne, à presque la moitié entre 1918 et 1931. La part des autorités coloniales dans les emprunts britanniques investis dans l'espace impérial passa, quant à elle, de 50 % à 70 % en moyenne pour les mêmes périodes⁶¹.

Ces chiffres traduisaient l'ébranlement de la confiance de la finance dans les affaires internationales. L'optimisme excessif des agents économiques américains

⁵⁸ Cette part passa de 12 % en 1924 à 16,5 % en 1929 et à 22 % en 1937. Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, p. 34.

⁵⁹ Voir Nicholas F. R. Crafts et Mark Thomas, « Comparative Advantage in U.K. Manufacturing Trade, 1910-1935 », *The Economic Journal*, vol. 96, septembre 1986, pp. 629-645.

⁶⁰ Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction, 1914-1990*, *op.cit.*, p. 35.

⁶¹ *Ibid.*, p. 46.

accentua la baisse significative de l'influence informelle de Londres dans le monde. Mais, en contrepartie, la consolidation des liens économiques entre la Mère patrie et son Empire qui devint la première destination de l'investissement britannique à l'étranger, fut renforcé. L'instauration du protectionnisme et des préférences impériales à partir de 1932 ne fit donc que confirmer une tendance progressivement établie pendant les années 1920. Mais la crise de 1929 accéléra ce processus. L'investissement à l'étranger baissa brutalement et l'emprunt se limita pratiquement à l'espace impérial⁶².

Quant aux exportations de services, elles furent très sévèrement touchées par la diminution des échanges internationaux. Par conséquent, les raisons économiques qui empêchaient la finance de reconsidérer son rôle dans l'entreprise impériale britannique n'étaient plus d'actualité. Par ailleurs, si l'on se rapporte aux considérations de principe relatives au non-interventionnisme de l'Etat dans l'économie, la crise catalysa l'ampleur des changements. La finance britannique était de plus en plus frustrée par l'attitude américaine. La sous-évaluation du dollar et le maintien des tarifs douaniers par les Etats-Unis étaient perçus comme des pratiques déloyales. Pour Londres, elles étaient, à l'évidence, destinées à instaurer un monopole sur l'or et à imposer à l'Europe un nouvel impérialisme financier. Mais, pour y parvenir, New-York faisait appel à des procédés dangereux incapables d'assurer la pérennité du système.

L'augmentation des taux d'intérêt et la consolidation du protectionnisme après le *crach* de *Wall Street* démontraient, aux yeux de Londres, que la finance américaine ne pouvait être un allié fiable dans la lutte britannique pour la restauration de la normalité d'avant-guerre. En 1930, la Banque d'Angleterre fut obligée de reconnaître qu'en continuant d'absorber l'or mondial, les Etats-Unis rendaient impossible le maintien de l'étalon-or. Avec la baisse des exportations, toutes les forces économiques britanniques étaient prêtes à accepter la fin du système international tel qu'il avait été reconstruit dans les années 1920. La *City* ne pouvant plus ignorer la fin de sa suprématie, un Empire protégé semblait être incontournable pour s'assurer un certain poids international. L'isolationnisme économique américain et le développement du protectionnisme en Europe laissaient peu de choix à Londres. L'abandon de l'étalon-or

⁶² M. E. F. Jones, « The Regional Impact of the Overvalued Pound in the 1920s », *Economic History Review*, août 1985, vol. 38, n° 3, pp. 393-401.

en 1931 et l'instauration des tarifs douaniers en 1932 signaient autant de défaite pour la finance⁶³.

Mais la *City* pouvait encore espérer se restructurer à l'échelle de l'Empire. L'abandon de l'orthodoxie économique permettait de mieux satisfaire les différentes forces politiques. L'Etat, grâce à la baisse des taux d'intérêt consécutive à l'abandon de l'étalon-or, pouvait réduire les coûts de ses emprunts. Conjuguée à la perspective d'une réduction relative de la valeur de la livre, l'instauration de tarifs douaniers laissait envisager la possibilité d'accroître les revenus du *Treasury*, de limiter les déficits budgétaires et d'alléger le fardeau de la dette, sans pour autant épuiser le contribuable britannique.

La crise accentua également l'interaction et l'interdépendance entre la finance et l'industrie. Le manque de compétitivité de cette dernière affectait l'exportation des biens, pendant que le manque à gagner pour les services relatifs au commerce s'aggravait considérablement. Le caractère international de la crise rendait, en effet, difficile l'exportation des services. La finance était obligée de reconnaître les méfaits de son obstination à maintenir l'orthodoxie économique.

Par ailleurs, les conditions de crise poussaient à la modération toutes les autres forces économiques. Pour l'industrie, il n'était pas question d'accepter l'effondrement de la monnaie qui risquait d'accroître les prix d'importation des matières premières et de causer une spirale d'inflation. De même, pour les travaillistes, le déficit budgétaire ne devait pas se creuser à l'infini, la classe ouvrière étant la plus vulnérable face au risque inflationniste.

Ainsi, un nouveau projet pour la nation britannique était en train de naître. Toutes les forces économiques étaient déterminées à améliorer les conditions socioéconomiques intérieures. Dans ce sens, rappelons-le, la crise de 1929 constituait une véritable rupture géoéconomique. En démontrant les limites du *leadership* économique et stratégique de la Grande-Bretagne, elle mettait en évidence l'importance de la bonne santé de l'économie nationale pour la durabilité du système. Le véritable danger venait donc désormais de l'intérieur : le déséquilibre des structures socioéconomiques représentait le péril principal contre lequel le système devait lutter.

⁶³ Trever O. Lloyd, *Empire to Welfare State, 1906-1985*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 558 p.

La crise réussissait ce qu'avait manqué, une décennie plutôt, l'impérialisme social : la mobilisation des forces économiques pour assurer le bien-être de la nation.

III. Vers une nouvelle ère géoéconomique

1. Fondements théoriques

Jusqu'en 1932, le projet de la nation britannique était orienté vers l'espace international. Elle y réussit grâce à l'impérialisme, sous ses différentes formes. La finance était certes son véritable moteur, mais les autres forces économiques n'avaient ni les moyens ni même la volonté de s'opposer à la projection territoriale, politique, commerciale de la Grande-Bretagne. La durabilité des pulsions internes de cette projection se fondait essentiellement sur un choix toujours renouvelé : la préférence culturelle et le soutien institutionnel des revenus rentiers. Mais la crise de 1929 bouleversa ce modèle séculaire. L'effondrement économique mondial remit sérieusement en cause la fiabilité et la valeur de ces revenus aussi bien dans le sens comptable qu'en termes de poids stratégique. L'effondrement des revenus invisibles constituait, certes, un défi pour la finance britannique, mais l'affaiblissement de son influence sur le processus de prise de décision au niveau national était un enjeu, pour le moins, tout aussi important.

La finance venait de perdre la crédibilité que lui avait toujours accordé la nation britannique. Tous les postulats sur lesquels elle avait hissé ses intérêts au niveau d'un projet pour la nation se voyaient battus en brèche. Le libéralisme, à l'intérieur comme à l'extérieur, exhibait des limites de plus en plus incontestables. L'interventionnisme de l'Etat dans l'économie, devenu indispensable, se banalisait. Le protectionnisme était réclamé même par la finance. L'abandon de l'étalon-or et l'instauration des tarifs douaniers signifiaient également que le pouvoir politique se voyait contraint d'accepté la fin de la centralité de Londres dans les relations internationales.

Dans ces conditions, les ambitions de la nation britannique connaissaient un changement presque révolutionnaire. La société dans son ensemble exigeait de profiter

de l'évolution capitaliste réalisée par le pays depuis des siècles⁶⁴. Pour éviter toute radicalisation de ces revendications, les forces économiques dirigeantes étaient prêtes à revoir leurs priorités.

Au même moment, une nouvelle théorie économique, celle de Keynes, voyait le jour. Elle proposait une nouvelle relation entre l'Etat et l'économie, relation qui justifiait un rôle actif de l'Etat dans la définition des équilibres souhaités⁶⁵. Le danger révolutionnaire constituait une nouvelle donne : pour y faire face, une redéfinition du libéralisme s'imposait. La crise de 1929 radicalisa cette urgence. Les ennemis du capitalisme y virent un signe de l'imminence de la révolution prolétarienne. De plus, à la menace bolchevique vint s'ajouter le péril du fascisme. Pour nous limiter à l'évolution intérieure anglaise, Oswald Mosley fonda, en octobre 1932, l'Union des fascistes britanniques⁶⁶.

Ainsi, les conditions objectives étaient réunies pour organiser la résistance à ce double danger en fédérant les différentes forces économiques autour d'une nouvelle mission nationale. Selon De Cecco, la réussite historique de Keynes fut de libérer la société britannique de son *a priori* sur la supériorité des rentiers⁶⁷. Keynes, le premier, avait dénoncé le système des réparations imposé à l'Allemagne à la conférence de Versailles⁶⁸. Pendant les années 1920, il n'avait cessé de mettre en cause la politique déflationniste de la Banque d'Angleterre et du *Treasury*. Le retour à la parité or de la livre sterling était, selon lui, une cause majeure de l'explosion du chômage. En favorisant les revenus rentiers au détriment du travail, la Grande-Bretagne avait continué d'affaiblir sa base économique nationale et de déséquilibrer sa structure sociale interne.

Les analyses de Keynes, notamment sa *General Theory*, tentaient d'expliquer les raisons qui avaient conduit la première économie industrielle du monde à fonctionner en

⁶⁴ Voir Marcello De Cecco, « The Last of the Romans », in Robert Skidelsky (ed.), *The End of the Keynesian Era*, New-York, Holmes and Meier, 1977, pp. 18-24.

⁶⁵ Certes, l'application de la théorie Keynesienne n'eut lieu qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais le nouvel équilibre des forces se mettait progressivement en place dès les années 1930.

⁶⁶ Richard Griffiths, *Fellow Travellers of the Right : British Enthusiasts for Nazi Germany, 1933-1939*, Londres, Oxford University Press, 1983, 410 p.

⁶⁷ Marcello De Cecco, « The Last of the Romans », *op.cit.*

⁶⁸ Voir John M. Keynes, *The Economic Consequences of the Peace, 1919*, New-York, Brace and Howe, 1920, 298 p.

utilisant uniquement la moitié de ses moyens⁶⁹. Selon lui, le système avait réduit l'épargne nationale au statut de carburant pour la finance internationale, excluant ainsi les activités d'investissement dans l'économie réelle intérieure. L'épargne qui s'acheminait vers la *City* était plus facilement exportée à l'étranger que réinjectée dans l'économie nationale. La rationalité des investisseurs, à la recherche de rentabilité maximale, était à l'origine du retard technologique et organisationnel de l'économie britannique. Les banquiers du monde, qu'étaient les institutions de la *City*, avaient négligé les activités non financières de l'économie nationale⁷⁰. Un décalage criant entre les capacités de financement et les besoins d'investissement s'était mis en place. Le manque d'intérêt que montrait les financiers à l'égard de l'investissement s'était transformé en une franche méfiance qui considérait que les besoins protectionnistes de l'industrie étaient une épée de Damoclès pour ses intérêts.

Mais les années 1920 démontrèrent que l'espace extérieur n'était plus aussi salubre qu'auparavant. Le cercle vicieux de la crise de 1929 conduisit à la conviction que l'espace intérieur était la seule marge de manœuvre disponible pour limiter les pertes de la finance et pour rebâtir l'ancienne puissance de la *City*. L'aigle financier devait, au moins momentanément, apprendre à voler dans une cage : le marché national⁷¹. Keynes s'efforçait donc de proposer un nouvel équilibre entre les capacités financières et les besoins d'investissement et de consommation de l'économie nationale. Dans ce sens, le keynésianisme se présentait comme une tentative de dépasser la théorie ricardienne. L'accumulation du capital qui était, chez l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, le moyen d'assurer la stabilité sociale, était devenue source de tension sociale. Il était donc nécessaire d'intervenir pour que l'économie réelle puisse fonctionner pleinement et profiter de tout son potentiel. Il fallait donc diminuer le taux d'intérêt qui représentait le prix de l'argent. La baisse du revenu des rentiers qui en résulterait devait ainsi permettre le renouveau de l'industrie.

Mais, par la même occasion, Keynes rejoignait Ricardo dans sa conviction de la nécessité de soutenir le secteur industriel. Les deux économistes avaient pour objectif

⁶⁹ *The General Theory of Employment, Interest and Money* n'a été publiée qu'en 1936, mais elle s'inspire fortement de l'expérience économique britannique, notamment des années 1920. John M. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, New-York, Brace and Howe, 1936, 403 p.

⁷⁰ Aujourd'hui encore, la crise de 2008 démontre que les activités financières peuvent détourner les institutions bancaires d'un de leur rôle principaux : faire le lien entre l'épargne et l'investissement dans l'économie réelle.

⁷¹ Cette image a été utilisée par Marcello De Cecco, « The Last of the Romans », *op.cit.*, pp. 21-22.

l'amélioration de la compétitivité industrielle. Avant 1846, la diminution des prix agricoles était sensée permettre la baisse des salaires. Pendant les années 1920 et 1930, le détachement de la monnaie britannique de l'or avait pour objectif la réduction du coût de l'investissement. Aussi peut-on conclure que, dans l'histoire de l'impérialisme britannique, le libre-échange, à ces débuts comme à sa fin, se proposait, théoriquement, de ménager le secteur secondaire dans les moments de troubles sociaux et de menace révolutionnaire. Mais il faut également conclure que les forces économiques qui en profitèrent, à long terme, n'étaient pas industrielles. Après 1846, la finance remplaça l'ancienne aristocratie comme principale force politique du pays. A partir du début des années 1930, la politique sociale et économique en Grande-Bretagne semblait plutôt profiter aux organisations proches de la classe ouvrière.

En 1929, par exemple, Keynes soutint clairement le Parti libéral dirigé par Lloyd George qui rejeta l'orthodoxie financière et fit de la lutte contre le chômage sa priorité principale⁷². Paradoxalement, les élections de 1929 confirmèrent la redéfinition du bipartisme britannique en faveur du Parti travailliste aux dépens du Parti libéral. Deux explications, l'une conjoncturelle et l'autre structurelle, peuvent rendre compte de ce paradoxe⁷³. D'abord, contrairement à la plupart des pays industrialisés, la Grande-Bretagne, déjà en difficulté pendant les années 1920, ne passa pas brutalement de la prospérité à l'effondrement. L'absence d'un choc aussi violent que celui qui frappa les Etats-Unis ralentit et modéra la réaction de la société britannique. Progressivement, les deux partis principaux, Parti conservateur et Parti travailliste, assimilèrent l'idée de la nécessité de l'interventionnisme économique de l'Etat. Encore une fois, le système politique britannique démontrait sa flexibilité et sa capacité à réunir des forces contradictoires pour la réalisation d'un même objectif. A partir de 1932, le projet de la nation britannique changea d'orientation. La prospérité de l'économie nationale et le bien-être de la société britannique s'imposèrent progressivement à l'homme politique anglais.

Nous trouvons ici le cadre général dans lequel allait se développer Outre-Manche l'Etat providence. Mais il faut également préciser que ce même cadre allait

⁷² Voir John M. Keynes et Hubert D. Henderson, *Can Lloyd George do it ? : An examination of the liberal pledge*, Londres, Nation and Athenaeum, 1929, 44 p.

⁷³ Pour des données précises sur l'intensification de la crise entre 1929 et 1931, voir Goronwy Rees, *La grande crise de 1929 : le capitalisme remis en question, op.cit.*, pp. 89-129.

causer l'affaiblissement progressif des pulsions impériales. Il s'agit sans doute de la cause structurelle la plus profonde de la décolonisation.

2. Affaiblissement de l'impérialisme

L'impérialisme du libre-échange était fondé sur la puissance informelle de Londres, plaque tournante de la finance internationale. Sa capacité à investir massivement à l'étranger, à prêter généreusement, à garantir la convertibilité de la livre, à importer les produits des autres nations, constituait le fondement historique de sa puissance dans le monde. Malgré l'affaiblissement graduel de son *soft power*, notamment après 1914, Londres continuait à entretenir l'espoir de reconquérir sa position, en défendant le système d'avant-guerre. Mais après la désastreuse période de 1929 à 1932, un changement s'avéra indispensable pour apporter une bouffée d'oxygène aux activités économiques britanniques⁷⁴.

Tableau 18

Parts britanniques dans le commerce des dominions, 1913-1933

	1913	1929	1933
Exportations de			
Canada	49.8 %	25.3 %	39.6 %
Australie	45.4 %	38.1 %	47.4 %
Nouvelle Zélande	84.1 %	75.0 %	87.3 %
Afrique du Sud	78.8 %	48.4 %	
Importations vers			
Canada	21.3 %	15.1 %	24.3 %
Australie	52.3 %	39.7 %	41.3 %
Nouvelle Zélande	61.1 %	46.1 %	51.3 %
Afrique du Sud	56.7 %	43.9 %	

Source : d'après Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, tableau 6.1, p. 110.

L'abandon de l'étalon-or et l'instauration des tarifs douaniers étaient réclamés même par la finance qui était à la recherche d'une nouvelle suprématie dans le monde.

⁷⁴ Robert W. D. Boyce, *British Capitalism at the Crossroads, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 504 p.

En détachant sa monnaie de l'or, Londres exerça une pression économique directe sur les pays détenteurs de livres qui n'avaient d'autre choix que de suivre l'exemple britannique pour éviter l'effondrement de la valeur de leurs réserves. Ils cherchaient aussi à éviter de voir les produits industriels britanniques envahir leur marché national, du fait de la dépréciation de la livre.

Ces considérations furent à l'origine d'un bloc organisé autour de Londres et appelé zone sterling⁷⁵. Composé de l'Empire et de pays européens dépendant du commerce et de la finance britanniques, il fournit à la *City* un refuge sûr pour exercer ses anciennes méthodes. Pendant les années 1930, les pays membres de cet espace, cherchant à consolider leurs réserves et à préserver leur valeur, remplacèrent le capital international pour soutenir la monnaie britannique. Ainsi, malgré l'abandon de l'étalon-or, la valeur de la livre baissa moins rapidement que la valeur des monnaies des autres pays appartenant à ce bloc⁷⁶. Face à cette résistance de la zone sterling à l'envahissement industriel britannique, Londres ne montra pas une grande détermination à soutenir les exportations de son secteur secondaire. En se sentant de nouveau invulnérable, la finance reproduisit donc ses anciennes erreurs.

L'intérêt national était redevenu tributaire de l'intérêt de la finance. Les tarifs douaniers étaient essentiellement destinés à éviter un effondrement total de la livre. Les dirigeants craignaient de tomber dans une spirale inflationniste similaire à celle qu'avait connue l'Allemagne après 1923. Les tarifs douaniers pouvaient limiter ce risque en constituant une source de revenus pour le gouvernement, permettant ainsi de réduire le déficit budgétaire.

La suprématie britannique au sein de son Empire empêcha Londres de profiter du choc subi en 1932 avec la réapparition du protectionnisme. Ce choc ne révolutionna certainement pas les fondements de l'équilibre des forces économiques au niveau intérieur. Mais peut-on en conclure, à l'instar de beaucoup d'auteurs, que les années

⁷⁵ Brinley Thomas, « The Evolution of the Sterling Area and its Prospects », in Nicholas Mansergh *et al.* *Commonwealth Perspectives*, Durham, NC, Duke University Press, 1958, p. 180. ; Susan Howson, *Sterling's Managed Float : The Operation of the Exchange Equalization Account, 1932-39*, Princeton, Princeton University Press, 1980, 70 p.

⁷⁶ Connaissant la centralité de l'économie britannique dans l'espace impérial, la finance était assurée d'attirer les économies périphériques dans sa nouvelle logique. Voir Barry J. Eichengreen, « Sterling and the Tariff, 1929-32 », in *Elusive Stability : Essays in the History of International Finance*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Studies in Monetary and Financial History », 1990, pp. 180-214.

1930 s'inscrivent dans la continuité de l'époque antérieure⁷⁷ ? Si l'on tient compte du concept de projet national, il nous semble approprié d'affirmer que les années 1930 furent une période de rupture incontestable avec la longue époque qui les précéda. La révision à la baisse des objectifs et des responsabilités britanniques dans le monde n'était qu'un élément parmi tant d'autres de ce changement. L'effet le plus significatif de cette évolution est à chercher du côté de la géoéconomie.

En 1932, la Grande-Bretagne reconnut, pour la première fois depuis 1815, son incapacité à diriger le monde. Désormais, tout ce qu'elle pouvait espérer était de diriger un Empire⁷⁸. Il s'agissait d'une étape essentielle qui signait le recul de l'impérialisme britannique. Le déclin des pulsions qui poussaient les forces économiques de la Grande-Bretagne à se projeter vers l'espace international était irréversible. De plus en plus de zones stratégiques échappaient au rayonnement de Londres.

La différence principale entre cette période et l'époque d'avant 1914 résida dans la réaction géopolitique britannique à l'élargissement du vide géoéconomique. Jusqu'à la fin des années 1930, Londres accepta, par exemple, presque sans réaction, la montée du fascisme. Malgré les défis sans précédent auxquels elle était confrontée, la Grande-Bretagne ne renonça donc pas à sa politique d'apaisement. Marque évidente de sa résignation : les limites de ses dépenses militaires comparées à celles de l'Allemagne après 1933⁷⁹.

Nous irons même jusqu'à affirmer que l'affaiblissement géoéconomique et le relâchement géopolitique se nourrissaient mutuellement. A l'époque où elle assumait la direction du monde, la Grande-Bretagne était relativement consciente de la nécessité de compenser toute perte de son *soft power*. Robinson et Gallagher n'avaient-ils pas expliqué l'expansion territoriale britannique à la fin du XIX^e siècle par le déclin relatif de la puissance mondiale de la Grande-Bretagne⁸⁰ ? Cependant, pendant les années 1930, en acceptant de limiter ses responsabilités à son espace impérial, Londres perdit toute incitation effective à recourir aux instruments stratégiques. Les moyens

⁷⁷ Pour un exemple voir Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, *op.cit.*, chapitre 5.

⁷⁸ Voir Robert Skidelsky, « Retreat from Leadership : The Evolution of British Economic Foreign Policy, 1870-1939 », in Benjamin M. Rowland (ed.), *Balance of Power or Hegemony : The Interwar Monetary System*, New-York, New-York University Press, 1976, pp. 147-192.

⁷⁹ Voir Paul M. Kennedy, « Tradition of Appeasement in British Foreign Policy, 1865-1939 », *British Journal of International Studies*, vol. 2, n° 3, octobre 1976, pp. 195-215.

⁸⁰ John Gallagher et Roland Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *op.cit.*

géoéconomiques étaient encore largement suffisants pour assurer la domination de l'espace impérial.

Pendant les années 1930, la concurrence des Etats-Unis se montrait moins pressante, compte tenu du repli des américains sur leur marché intérieur. Londres observa sans intervenir aussi bien l'expansion allemande en Europe que l'impérialisme japonais dans le Pacifique⁸¹. Après avoir abandonné le libre-échange, la Grande-Bretagne semblait donc prête à renoncer aux autres fondements de sa politique internationale antérieure : maintien de l'équilibre des forces en Europe et domination des mers dans le monde.

Aussi peut-on conclure que les trois axes de la suprématie britannique étaient fondamentalement interdépendants. La résignation de Londres face aux défis des années 1930 démontre également que le libre-échange avait même pris le dessus sur les autres priorités. La nécessité d'y renoncer signifiait donc le début d'un nouveau projet pour la nation britannique.

⁸¹ Charles Bloch, *Le III^e Reich et le Monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, 545 p. L'impuissance des démocraties face à la montée du fascisme pourrait faire l'objet d'une analyse géoéconomique indépendante.

Conclusion

La Grande-Bretagne de l'après-guerre représente un cas d'école pour le décalage entre la puissance stratégique et les capacités économiques. Une telle situation démontre que les responsabilités géopolitiques d'une nation exigent l'existence de moyens matériels et financiers adéquats. L'affaiblissement du *soft power* britannique signifiait, par exemple, un interventionnisme étatique permanent. L'augmentation du coût de la gestion stratégique qui en résulta transforma *in fine* les responsabilités géopolitiques à un fardeau budgétaire et militaire difficile à supporter.

Pour faire face à un tel défi, Le Royaume-Uni tenta de développer un interventionnisme stratégique d'une grande valeur économique. D'une part, l'Empire devait servir de réservoir de richesses pour l'économie nationale. D'une autre part, le capital américain pouvait constituer un allié précieux pour rétablir un système de libre-échange international autour de Londres. La suprématie stratégique de la Grande-Bretagne servait ainsi à pallier son affaiblissement économique. Le problème était que cette forme d'intervention avait, elle-même, des répercussions géoéconomiques.

En tentant de rallier le capital américain à une prétendue cause libérale, Londres perdit une grande partie de sa liberté d'action. Sa détermination à tirer partie de sa supériorité stratégique ne s'accordait pas toujours avec le libre-échange. La politique britannique de porte fermée, visant à imposer un monopole sur le pétrole moyen-oriental, se heurta, par exemple, aux pressions américaines en faveur d'une plus grande ouverture. Les intérêts financiers britanniques, désireux de retrouver la normalité d'avant-guerre, se montrèrent également hostiles à tout interventionnisme.

Le capital financier demeurait ainsi fidèle à une logique qui ne correspondait pas au nouvel équilibre des forces économiques. Dès la Grande Guerre, l'économie britannique connut, en effet, des changements structurels profonds. La montée de l'influence politique des dirigeants du secteur industriel s'accompagna d'une reconcentration de l'économie britannique sur sa base nationale. Le poids de la dette publique et les difficultés des exportations britanniques limitaient les pulsions de la projection impériale.

La politique internationale de la Grande-Bretagne pendant les années 1920 résultait d'une volonté de réconcilier les objectifs de la finance et les ambitions de l'industrie. La précision du péril prolétaire facilita le rapprochement de ces deux forces économiques traditionnellement séparées. La consolidation du Parti conservateur au détriment du Parti libéral signifiait que les intérêts de la finance demeuraient prépondérants. L'élite dirigeante, pour éviter de perdre ses privilèges, s'ouvrait ainsi sur le secteur secondaire.

Cependant, cette flexibilité de l'élite démontra ses limites au niveau de la politique internationale. Londres refusait d'admettre le décalage entre ses moyens et ses ambitions, car l'homme politique britannique s'obstinait à considérer son pays comme le centre de gravité du monde. La volonté de retrouver la normalité d'avant-guerre s'expliquait, avant tout, par un *a priori* presque idéologique sur la suprématie britannique.

La crise de 1929 constitua un choc qui obligea l'élite au pouvoir à reconnaître la « périphérisation » économique de la Grande-Bretagne. Loin d'être capable de garantir la pérennité du système mondial, celle-ci subit, impuissante, les répercussions d'une crise déclenchée à *Wall Street*. Instinctivement, Londres opta pour un repli géopolitique. Une zone sterling, constituée essentiellement des pays de l'Empire, devait garantir un refuge sûr pour préserver la domination britannique.

Londres renonçait donc à ses prétentions internationales et ouvrait ainsi la voie à un nouveau projet national centré sur la nécessité de défendre les institutions séculaires contre les périls fascistes et communistes. Le libéralisme économique allait céder la place à un interventionnisme progressif qui fit l'objet d'un long consensus entre les différentes forces économiques.

CONCLUSION GENERALE

Entre 1846 et 1932, l'impérialisme et le libre-échange représentèrent pour la Grande-Bretagne un véritable projet national. L'un ne pouvait exister sans l'autre : le premier répondait aux impératifs stratégiques de la raison officielle ; le deuxième satisfaisait les pulsions économiques de la société. Il nous semble, d'ailleurs, justifié de les considérer comme deux éléments d'un même phénomène : l'impérialisme du libre-échange.

Cette expression de la puissance britannique avait commencé grâce à la supériorité technologique et organisationnelle qu'avait assurée la révolution industrielle. Le libre-échange peut être considéré comme le désir naturel du plus fort d'envahir les marchés internationaux. Les firmes britanniques entrèrent dans une logique de production massive que le marché national était incapable d'absorber. Comme la concurrence était limitée, le libre-échange ne pouvait que satisfaire le capital industriel. Mais il était encore davantage favorable à la finance qui voyait le monde entier comme un espace vital pour ses activités. Les principales forces de la société adhérèrent ainsi à un libre-échange devenu doctrine nationale. Le monde faisait office de déversoir de la production britannique.

Mais les implications de la libéralisation du commerce n'étaient pas uniquement économiques. Ses répercussions stratégiques, comme la dépendance alimentaire du Royaume-Uni, étaient, non seulement attendues par les dirigeants de Londres, mais également prévues par les modèles économiques, notamment ricardiens, sur la division internationale du travail. Le libre-échange constituait donc le volet commercial d'un raisonnement géopolitique plus global. L'Etat, pour sa part, veillait à la sécurité des marchés internationaux et les protégeait contre l'instabilité et les ambitions potentielles des concurrents. Mais, libéralisme oblige, Londres devait le faire à un coût minimal. Cette équation se résolvait grâce à la collaboration des autorités des colonies, condition elle-même rendue possible grâce à l'influence que le capital financier exerçait sur les institutions locales.

L'Etat n'était donc pas, comme on voit, le seul acteur de la politique étrangère de Londres. Les capitaux de la *City*, qui disposaient des moyens financiers nécessaires pour agir en dehors de leurs frontières nationales, servaient à exercer une pression économique suffisante sur les différentes régions du monde afin d'assurer à la Grande-Bretagne le maximum d'influence avec le minimum de coût, car dans sa hâte d'assurer ses intérêts, le capital britannique émigra vers les différents continents. La réussite de son intégration dans les économies locales servait d'arme pour étendre ou consolider la présence britannique outre-mer. Son échec, en revanche, avait valeur d'argument pour attirer le soutien diplomatique ou militaire de l'Etat britannique.

Le poids stratégique de l'investissement britannique à l'étranger était donc incontestable. Son caractère privé lui permettait de convaincre plus facilement les institutions politiques locales de protéger les intérêts de la Couronne. En épargnant la susceptibilité des autorités soumises à une influence étrangère, le capital arriva souvent à assujettir, sans coup férir, des économies entières. La notion de collaboration, développée par Robinson et Gallagher, est donc fondamentalement liée à la géoéconomie.

Par ailleurs, l'importance économique de l'expansion territoriale du Royaume-Uni fut fondamentale. La généralisation du libre-échange, à partir de 1846, répondait, en effet, à un besoin d'évacuer des pulsions économiques disproportionnées par rapport au potentiel limité de la métropole. Une analyse contre-factuelle, qui imaginerait l'évolution de l'économie britannique s'il n'y avait pas eu d'impérialisme, s'avère difficile à établir en raison de la durabilité de ce phénomène et de son étendue dans le monde¹. Mais il est évident que le maintien de la structure sociale intérieure, dominée par une aristocratie rentière, nécessitait une orientation internationale du capital. La neutralité économique de l'Etat central exprimait une géoéconomie destinée à permettre aux forces économiques dominantes d'utiliser leur puissance au niveau international.

Les dirigeants politiques, traditionnellement issues des vieilles familles aristocratiques, pouvaient ainsi éviter la domination totale des institutions publiques par les nouvelles forces financières et industrielles de la société. A l'apogée de son succès, la finance britannique réussit à hisser ses intérêts au niveau d'un projet pour la nation et même à convaincre des avantages du libre-échange les forces économiques des nations

¹ Pour un exemple d'études contre-factuelles, voir, Robert W. Fogel, *Railroads and American Economic Growth : Essays in Econometric History*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1964, 296 p.

concurrentes. Ainsi, l'objectif géopolitique classique, qui consiste à étendre le contrôle physique du territoire et à exercer une influence diplomatique sur les gouvernements étrangers, se réalisa principalement pour et par des forces économiques internationalisées.

Au niveau institutionnel, le libéralisme imposa de lutter contre la corruption et garantit, par conséquent, l'efficacité de l'appareil d'Etat, notamment en ce qui concerne les questions fiscales. Par ailleurs, d'autres conditions économiques, sociologiques et culturelles facilitèrent l'intégration entre l'élite financière et l'élite politique. La méritocratie assurait la compétence des dirigeants officiels, sans pour autant heurter la noblesse. Le capitalisme était synonyme de prospérité aussi bien pour l'aristocratie que pour la bourgeoisie. L'élite au pouvoir, indépendamment de toute appartenance politique, était déterminée à consolider les institutions publiques. L'exportation du modèle économique et politique britannique servait d'argument susceptible de réunir les capitalistes, les aristocrates, les bureaucrates, les stratèges, les idéalistes et les pragmatiques.

L'interaction créatrice entre toutes ces composantes fut, sans doute, à l'origine de pulsions impériales rendues irrésistibles par l'incapacité de la périphérie à les repousser efficacement. L'ouverture des frontières fut, pour la première économie de l'époque, l'occasion d'envahir formellement et informellement le monde.

Au niveau économique, aucune force n'avait intérêt à empêcher les autres de profiter de cette entreprise. La prospérité et le patriotisme se trouvaient tellement enchevêtrés que la prophétie d'Adam Smith concernant l'unité des intérêts² semblait enfin régir les relations internationales. L'idéologie libérale laissa ainsi le champ libre aux intérêts économiques les plus puissants, avec la possibilité de tracer silencieusement le chemin de la grandeur nationale, synonyme d'impérialisme selon la donne de l'époque. Le capital financier se montra particulièrement actif dans la redéfinition des priorités.

A la fin des années 1860, la Grande-Bretagne atteignit le sommet de sa domination mondiale. En réduisant ses responsabilités, l'Etat britannique élargit à une échelle véritablement planétaire le rayonnement de son influence. Mais l'efficacité du libéralisme pour l'entreprise coloniale produisit Outre-Manche une confiance excessive dans les vertus du laisser-faire. Convaincu de la puissance intrinsèque de son pays,

² Voir *supra*, p. 31.

l'homme politique britannique n'était prêt à intervenir que d'une façon circonstancielle pour assurer au capital la protection de son pays et pour dissuader les concurrents locaux ou internationaux de porter atteinte aux intérêts de ses concitoyens. En invoquant l'intérêt national, il affirmait l'autorité du public sur le privé, mais il n'oubliait pas de rappeler que la préoccupation stratégique principale restait la sécurité du système économique mondial. Sa méfiance vis-à-vis de toute fiscalité lourde et sa crainte de toute menace contre la domination des voies commerciales, essentiellement maritimes, constituaient donc les deux faces d'une même stratégie. La couleur politique du gouvernement n'avait qu'une influence marginale sur ces priorités. Car leur remise en question aurait signifié une opposition au projet de la nation, suicide politique annoncé.

Par conséquent, la controverse entre les théories économiques et les interprétations stratégiques de l'impérialisme britannique n'a pas lieu d'être, de notre point de vue. L'expansion territoriale devait avant tout s'inscrire dans le projet d'une nation commerçante, habituée à dicter les conditions des affaires selon des principes *gentlemen*. Tout péril contre le système de l'économie internationale était perçu comme un danger suffisant pour susciter l'agressivité de la nation britannique. La menace pouvait être extérieure, comme la rivalité impériale, ou intérieure, à l'instar de l'excès de capacité du marché national. Les intérêts économiques constituaient donc les soubassements d'une machine impériale convaincue de sa suprématie. Même si le libéralisme était la doctrine dominante, l'Etat demeurait donc structuré en vue des rivalités guerrières. Sa relation avec le grand capital était fondée sur une complémentarité géoéconomique. La propagation du modèle britannique s'opérait parallèlement à l'exportation massive des excédents de l'économie nationale et à l'importation avantageuse de ses besoins.

L'investissement massif à l'étranger constituait une prise de risque sans précédent pour les hommes d'affaires britanniques. Tout en plaidant la cause du libéralisme, le capital comptait sur la force stratégique de la Grande-Bretagne pour protéger ses intérêts. La fin de l'impérialisme par le biais des compagnies à charte imposa à Londres des responsabilités régaliennes que les intérêts privés n'étaient plus en état d'assumer dans les colonies. La puissance dissuasive de l'Etat prouvait son efficacité et dotait ainsi le *soft power* économique d'une dimension stratégique nouvelle incontestable.

Ces éléments démontrent, selon nous, la valeur stratégique de l'économie d'une part et l'importance économique de la stratégie d'autre part. La séparation entre ces

deux dimensions est essentiellement d'ordre méthodologique, puisque l'efficacité de la géoéconomie réside dans le lien de causalité qui régit leur rapport. Mais le cas étudié dans ce travail nous a permis de distinguer les épisodes de l'histoire dans lesquels l'un de ces deux aspects prend le dessus sur l'autre. D'un point de vue stratégique, l'impérialisme britannique du libre-échange cessa d'être efficace, dès 1870, pour poursuivre la politique d'équilibre des forces en Europe. La montée spectaculaire du Reich ne provoqua pas immédiatement le renversement d'alliances susceptible d'éviter la domination allemande du continent. L'aspect stratégique s'affaiblit en raison du sentiment d'invincibilité du Royaume-Uni. La gestion des affaires et le profit à court terme l'emportèrent sur les considérations de rivalités à moyen et long terme. La protection des intérêts commerciaux et financiers s'opposa à toute intervention de l'Etat dans l'économie, même pour prendre les mesures de rétorsion qui s'imposaient afin de répondre au retour progressif du protectionnisme en Europe. La Grande-Bretagne se condamnait ainsi à subir les conséquences d'un libéralisme déséquilibré.

La division internationale du travail s'effectua au détriment d'une industrie nationale victime de son propre succès. Son avance dans le domaine des produits de la première révolution industrielle poussa le patronat à une inertie relative. Les innovations technologiques et organisationnelles ne furent pas massivement adoptées par l'industrie britannique. Le second secteur ne put donc pas, malgré ses efforts, remplacer l'aristocratie foncière en tant qu'allié de la grande finance.

Les prévisions pessimistes de Bolingbroke³, quant au rôle du capital financier, s'avèrent partiellement justifiées. La structure du marché financier orientée vers l'espace international n'était certes pas fondamentalement responsable du retard technologique et organisationnel du secteur industriel. Mais son rôle dans la baisse relative de la puissance britannique était incontestable. L'intérêt national avait progressivement pris une tournure commerciale. Ainsi, le capital britannique contribua-t-il fortement à l'industrialisation des puissances rivales de la Grande-Bretagne.

L'impérialisme du libre-échange avait généré une géoéconomie de stabilité. En effet, la montée du Reich allemand et le début de l'exploitation de la technologie de la deuxième révolution industrielle constituaient des ruptures dont le capital financier britannique n'avait pas pris toute la mesure. La nation anglaise se voyait comme un

³ Voir *supra*, p. 66.

peuple d'entrepreneurs et de commerçants. Certes, l'abandon définitif de l'Empire et des priorités stratégiques n'avait jamais été sérieusement considéré. Mais l'Etat était plus disposé à protéger les intérêts privés que le capital ne l'était à défendre l'intérêt stratégique.

Puisque le *soft power* dépendait en grande partie des intérêts privés, cette remise en cause de l'interaction entre l'Etat et le capital ne pouvait qu'affaiblir l'influence britannique dans le monde. Cette situation correspondait à ce que nous avons appelé le vide géoéconomique. Ce vide constitue, du moins nous espérons l'avoir montré, la preuve même de la géoéconomie.

En Europe, par exemple, l'instauration du Reich s'accompagna, comme on sait, d'une poussée du nationalisme allemand. Dans un pays qui n'avait pas d'attachement particulier pour l'économie de marché, l'intervention de l'Etat était facilement acceptable comme moteur d'une nation déterminée à rattraper son retard. Les différentes crises, qui jalonnèrent l'économie allemande pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, et qui étaient souvent imputées à la spéculation financière, conduisirent l'élite allemande à s'opposer au modèle britannique. D'où un modèle économique germanique doté d'une stratégie opposée aux intérêts du Royaume-Uni. Le protectionnisme allemand et le développement de la structure corporatiste de ses entreprises industrielles mirent progressivement fin au rapport gagnant gagnant de l'échange commercial. La rivalité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne se rapprocha de plus en plus d'un jeu à somme nulle, la victoire d'un modèle dépendant de la défaite de l'autre.

La géoéconomie du Reich se fondait sur la mise en commun des ressources publiques et privées pour doper la croissance et assurer une compétitivité optimale de la production allemande. Le nationalisme prenait bel et bien une dimension économique qui concevait l'alliance entre l'Etat et le capital en termes volontaristes. Contrairement aux apparences, le miracle allemand n'avait donc rien de miraculeux. Les universités, les laboratoires publics, les entreprises industrielles contribuaient à établir et à financer les programmes de recherche dans la technologie de la deuxième révolution industrielle, comme l'électricité ou la chimie. Pour employer la terminologie d'Edward Luttwak, cet effort constituait une artillerie géoéconomique des plus efficaces, destinée à conquérir le terrain industriel par une suprématie technologique décisive. Les inventions qui en découlaient trouvaient aisément le chemin d'une application réelle pour une production

à une grande échelle. L'espace national constituait un grand chantier presque réservé à des entreprises allemandes organisées pour consolider l'unité du pays.

En contrepartie de sa participation à la mise en place de la politique nationaliste du Reich, le capital industriel allemand se vit gratifié d'une fiscalité avantageuse et d'une protection douanière handicapante pour ses concurrents. L'encadrement législatif de l'Etat privait progressivement la finance de ses horizons spéculatifs et l'obligeait ainsi à s'intégrer dans le nouveau modèle économique et à se rapprocher des autres secteurs. D'où la première expérience de ce qui fut désigné plus tard comme le capitalisme financier⁴.

L'expérience géoéconomique allemande était, en apparence, très différente de celle de la Grande-Bretagne. Sa force pivot n'était pas la finance, mais l'industrie. Ce secteur devait rattraper un retard similaire à celui de la nation allemande au niveau international. Cette proximité d'intérêts structura le rapport entre le grand capital de ce pays et l'Etat. Les industriels allemands plaidèrent d'abord la cause du protectionnisme pour éviter l'invasion de leur marché national. Tout en assurant leurs intérêts, ils participèrent, peut-être à leur insu, à la lutte contre le chômage et les conflits sociaux. En outre, les réformes sociales de Bismarck leur assurèrent une stabilité appréciable et une consommation nationale croissante. La prospérité prodigieuse de la production allemande ne conduisit donc pas à une demande persistante de libre-échange, mais plutôt à une exigence d'agressivité coloniale justifiée par le sentiment de dépendance et par le besoin impérieux de matières premières.

Cependant, une observation plus profonde des enjeux conduit à conclure que, malgré ses spécificités, l'expérience géoéconomique allemande se fondait sur les mêmes principes que celle de la Grande-Bretagne. L'économie devait servir une cause stratégique : l'unité et la solidité du Reich. Le modèle allemand s'était développé pour lutter contre la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de la finance et du commerce britanniques. Son développement participa fortement à réduire le *soft power* de Londres en Europe. Le vide géoéconomique, dont souffrait la politique anglaise, était donc une conséquence de la montée spectaculaire de l'Allemagne. Mais il en était également une des causes structurelles. Le « miracle allemand » n'aurait pas été possible si le cadre politique et législatif du Reich n'avait pas réussi à repousser l'instabilité financière liée aux activités spéculatives des capitaux de la *City*. Tel fut l'effet économique de la

⁴ Voir *supra*, pp. 160-161.

stratégie allemande aussi bien sous la direction de Bismarck que sous la conduite de Guillaume II. Le premier, par sa politique d'apaisement en Europe, assura à son pays une période de stabilité politique et militaire suffisante pour consolider l'économie nationale et construire l'infrastructure nécessaire à son expansion. Le deuxième, profitant de ces réalisations, mit en place une politique progressive de projection impériale. Il soutint, ainsi, l'industrie militaire et toutes les branches et les secteurs de production à la recherche de nouveaux horizons.

En réponse à l'agressivité géoéconomique allemande, la Grande-Bretagne tenta de retrouver l'efficacité de son *soft power* en mettant l'accent sur les impératifs stratégiques et en encourageant le capital financier à les respecter. Londres déploya son poids diplomatique et militaire pour protéger les intérêts privés dans les zones sensibles et instables. Sans envisager un conflit ouvert avec le Reich, la Grande-Bretagne était déterminée à lutter contre une puissance dotée d'une avance technologique et organisationnelle indiscutable. Constatant le recul de son influence informelle, le Royaume-Uni fut contraint de redéfinir ses priorités stratégiques en opposition aux intérêts allemands. Le renversement de ses alliances au début du XX^e siècle représenta la dimension diplomatique d'une pensée stratégique en lutte contre un dérapage géoéconomique datant des années 1870. La mobilisation de l'Etat en faveur de la technologie de la deuxième révolution industrielle, notamment en ce qui concerne la conversion de la *Navy* du charbon au pétrole, s'inscrivait dans la même logique.

Les résultats de cette révision du laisser-faire furent mitigés. Londres ne réussit pas à remédier aux imperfections du libre-échange par une intervention publique marginale. Face à l'enracinement du libéralisme, il était difficile de convaincre les institutions de la *City* de suivre la logique de l'Etat. Leur liberté d'action et de migration leur permettait de continuer à placer la rentabilité pécuniaire de l'investissement au centre de leurs préoccupations. Seuls des intérêts mineurs étaient prêts à s'aventurer dans les zones sensibles.

Au niveau des colonies, Londres se rendit pleinement compte que l'intervention de l'Etat, fût-elle marginale, ne pouvait qu'éveiller les soupçons des pouvoirs locaux. La Sublime Porte, par exemple, vit dans les efforts britanniques pour établir, par les moyens diplomatiques, une entente financière anglo-française, une manœuvre contre les intérêts ottomans. La politique moyen-orientale de Londres n'avait peut-être pas provoqué le rapprochement entre Berlin et Constantinople, mais elle l'avait sans aucun

doute possible accéléré. Des conséquences similaires auraient pu se produire avec Téhéran si la Triple Entente de 1907 n'avait pas apaisé la rivalité anglo-russe en Perse.

Au niveau international, la politique de Londres contribua activement à partager l'Europe en deux camps et à exacerber la course à l'armement. En s'obstinant à maintenir les avantages économiques et stratégiques de la *Pax Britannica*, Londres rendit donc la guerre inévitable. Le conflit réel était géoéconomique et opposait deux modèles en concurrence. Toutes les autres considérations, y compris la rivalité coloniale historique entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie, pouvaient se résoudre par des compromis diplomatiques.

La rivalité anglo-allemande, en revanche, se caractérisait par l'imbrication de l'économique et du stratégique : les fondements de chaque modèle ne pouvant pas faire l'objet de tractations diplomatiques, toute initiative prise par l'une ou par l'autre des parties conduisait inexorablement à la conflagration. L'action de l'Etat britannique, destinée à rétablir l'équilibre entre l'économie et la stratégie dans un cadre résolument libre-échangiste, finit par créer un nouveau déséquilibre.

Après l'achat d'une part majoritaire de l'Anglo-Persian Oil Company, l'Etat étendit son intervention au domaine économique. Le début de la guerre provoqua l'accélération de cette tendance. L'amélioration de la position de l'industrie britannique pour agir sur le processus de prise de décision produisit une nouvelle perception de l'intérêt général, défini désormais en termes de solidité et de stabilité de l'économie nationale.

La présence d'une force économique capable de rivaliser avec la finance modifia profondément la donne et le projet de la nation dut évoluer en conséquence. Une partie significative de l'élite politique était prête à envisager l'abandon des ambitions mondiales de Londres et à utiliser plus directement les ressources de l'Empire, afin de rattraper le retard organisationnel et technologique de l'économie britannique. Une stratégie territoriale se mit progressivement en place afin d'assurer au Royaume-Uni une position dominante dans un Empire au service de l'économie de la métropole.

Cette volonté de domination par la stratégie se heurtait aux traditions libérales défendues par la finance qui avait conservé une grande partie de son influence. La « politique de porte fermée », expérimentée dans la gestion de l'enjeu du pétrole au

Moyen-Orient⁵, se trouvait donc combattue *intra muros*. De plus, les conflits qu'elle engendrait avec le capital international, notamment américain, étaient de nature à affaiblir le *soft power* britannique. Les dirigeants politiques n'avaient pas encore vraiment renoncé aux avantages stratégiques du libre-échange d'avant-guerre, qui permettaient d'associer certaines forces économiques étrangères au projet de la nation.

Du côté des colonies, l'exploitation industrielle des ressources régionales contribuait à exacerber les sentiments nationalistes et rendait ainsi plus difficile la collaboration des institutions locales. Ecartelée entre la crainte de perdre les instruments de son influence informelle, et la nécessité, sans cesse croissante, d'une intervention formelle sous toutes ses formes, la Grande-Bretagne hésitait devant le chemin à prendre. Pendant les années 1920, elle tenta d'orienter les forces économiques nationales et étrangères vers ses objectifs stratégiques. Sa tentative de manipuler la finance new-yorkaise dans une sorte d'union libérale d'intérêts avait moins de chance de réussir que ses efforts d'avant-guerre pour se servir stratégiquement de la *City*. Cette géoéconomie d'Etat exprimait le décalage entre les ambitions d'une élite politique habituée à dominer la scène de la diplomatie internationale, et les moyens d'une économie nationale en phase de transition.

Par ailleurs, la montée en puissance d'une force industrielle nouvelle s'accompagna de l'affirmation des capacités du prolétariat à influencer le processus de décision politique. Les succès électoraux du Parti travailliste au lendemain de la Grande Guerre bousculèrent fortement l'équilibre des forces au sein de la société britannique, et remirent en question les fondements du projet de la nation. La paix sociale s'imposait désormais comme composante essentielle de l'intérêt général. La projection impériale, indépendamment de ses formes, ne pouvait plus faire l'unanimité.

L'extension progressive du suffrage universel commençait à avoir des répercussions sur la politique étrangère du pays. Les ressources mobilisables pour la politique étrangère se raréfiaient davantage en conséquence, du fait même de l'intervention intérieure. La protection sociale affaiblissait la compétitivité des industries exportatrices et contribuait à la perte de parts importantes du marché mondial.

L'économie britannique était clairement en train de perdre sa centralité et la crise de 1929 ne fit qu'accélérer ce processus. La vulnérabilité toucha même la *City* qui

⁵ Voir *supra*, pp. 259-261.

se trouva condamnée à abandonner ses prétentions planétaires et à se limiter à un espace sterling plus sûr.

Le début comme la fin de l'impérialisme du libre-échange eurent en commun une modification profonde de la structure interne de la société britannique. Pendant la période qui précéda 1846, la montée en puissance de l'industrie, en tant que force capable de remettre en cause la domination politique et économique de l'aristocratie, produisit une évolution du cadre institutionnel qui prit une tournure résolument libérale pour répondre aux exigences d'un capital multiforme à la recherche de nouvelles opportunités. Face aux limites du marché national, les pulsions débordantes de la société, notamment celles de l'élite financière menacée au niveau intérieur par la force industrielle montante, s'orientèrent vers l'espace mondial. Un équilibre se mit en place entre des intérêts nationaux proches des centres de décision politique à Londres et par-delà les frontières insulaires, et des intérêts locaux, essentiellement industriels. Ces derniers s'accommodaient parfaitement d'une influence locale assurée, au moins en partie, grâce aux priorités mondiales du capital financier.

Avant 1932, et au moment où les intérêts industriels commençaient à jouer un rôle plus important, une troisième force, le prolétariat, démontra sa détermination à avoir son mot à dire dans la définition du projet de la nation. La paix sociale devint alors l'objectif commun de l'industrie et de la finance qui se réunirent politiquement au sein du Parti conservateur, au détriment du Parti libéral. Les pulsions économiques devinrent moins intenses et l'espace intérieur retrouva sa prépondérance.

La flexibilité des institutions britanniques n'est pas étrangère à son histoire impériale. L'espace international assura l'évacuation graduelle des pulsions susceptibles de représenter une menace pour des institutions séculaires. L'équilibre des forces en place connut certes des modifications profondes, mais les ruptures ne furent jamais assez brutales pour créer des conditions révolutionnaires réelles. Le transfert outre-mer des pulsions débordantes créa une relation d'interdépendance entre les intérêts privés et les institutions publiques. Malgré l'affaiblissement relatif de ce rapport à partir de 1870, la politique étrangère de Londres demeura toujours liée à la structure intérieure de la société britannique : l'importance de l'Empire et de l'espace international augmentaient ou diminuaient en fonction des besoins économiques, sociaux et institutionnels du pays.

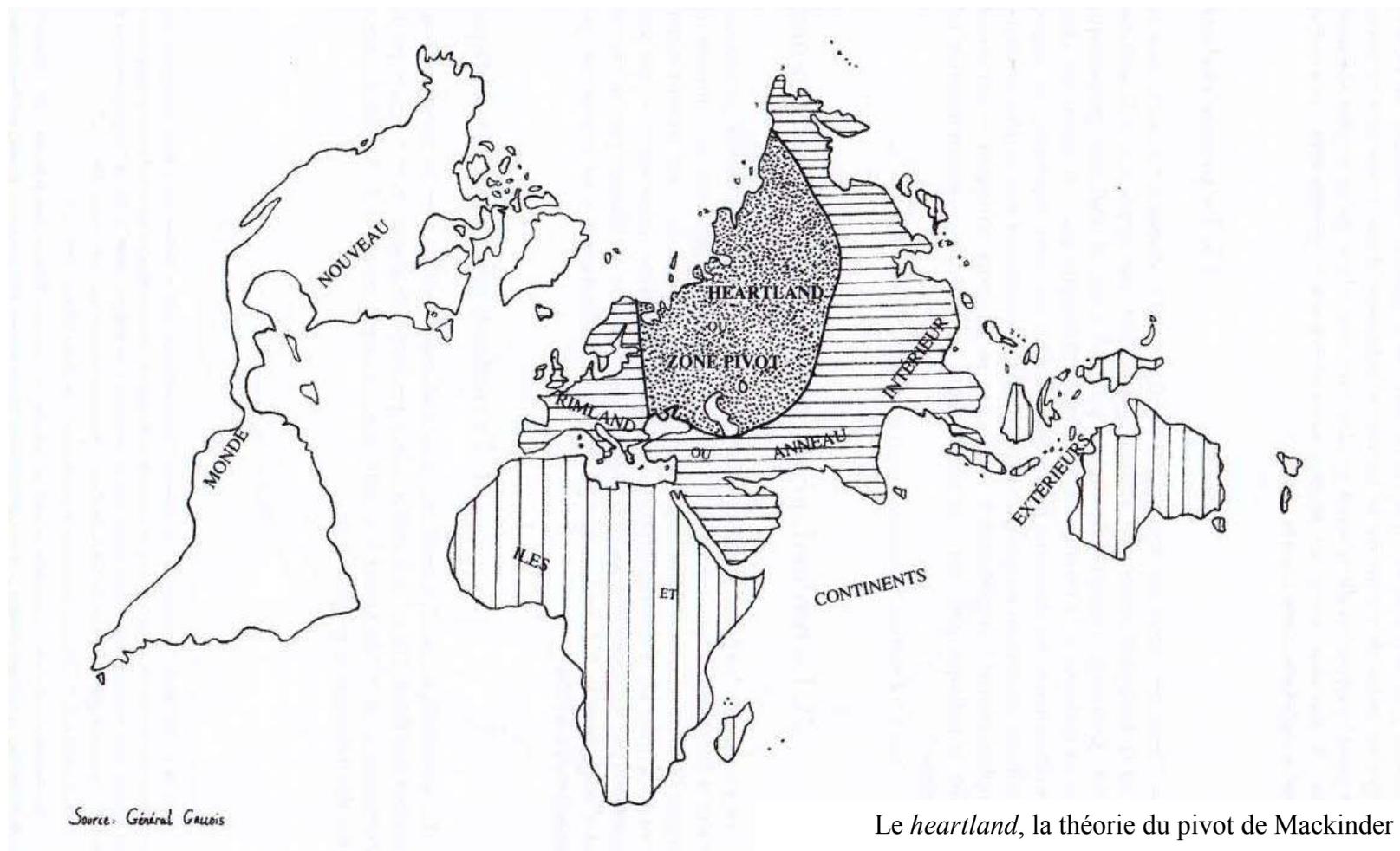
Dans le monde d'aujourd'hui, la dimension géoéconomique des relations internationales est plus facilement admise. L'internationalisation des échanges,

l'interdépendance entre les puissances économiques et stratégiques du monde, le poids grandissant des multinationales, la mobilité inédite du capital financier représentent autant de facteurs de stabilité géopolitique dans au sens global, car les conflits locaux et la guerre asymétrique contre le terrorisme ne constituent pas, selon nous, une menace directe pour l'équilibre des forces qui régissent les relations internationales. L'équilibre de la terreur, ayant permis d'éviter de transformer la Guerre froide en un conflit ouvert entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, peut probablement continuer de protéger le monde d'une conflagration généralisée. Le poids stratégique des Etats-Unis demeure pour l'instant sans égal. Certes l'apparition de nouveaux géants économiques risque de priver Washington d'une hégémonie industrielle et financière absolue, ce qui constituera une perte stratégique considérable. Mais le discours sur le monde multipolaire d'aujourd'hui ne signifie pas que les Etats-Unis sont sur le point de perdre leur centralité géopolitique. Il reflète plutôt les difficultés circonstanciées de la superpuissance à éviter les répercussions de sa volonté récurrente d'asseoir son hégémonie. Dans ce sens, la *Pax Americana* du début du XXI^e siècle peut paraître plus solide que la *Pax Britannica* du début du XX^e siècle.

Toutefois, des points de convergence, entre les deux époques, peuvent être mis en évidence et faire l'objet d'une mise en perspective pour tenter d'évaluer les risques stratégiques des décennies à venir. D'abord, les succès du modèle chinois ne sont pas sans rappeler le miracle allemand de la fin du XIX^e siècle. Fondée sur un libéralisme économique encadré par un pouvoir politique puissant, l'expansion chinoise utilise l'arme économique pour accroître son poids stratégique dans le monde. Si on ne parle pas aujourd'hui d'une révision de la carte coloniale, c'est que la terminologie de la géopolitique actuelle ne le permet pas. Sur le fond, en revanche, la pénétration chinoise en Afrique, par exemple, constitue une tentative évidente d'élargir la zone d'influence de Pékin qui œuvre pour créer une sorte d'espace vital en adéquation avec son poids démographique et ses ambitions géopolitiques. Les Etats-Unis, pour leur part, peinent à discipliner un capital de plus en plus mobile et de plus en plus attaché à des intérêts transnationaux. Des crises financières à répétition fragilisent le libre-échange mondial et incitent certaines forces économiques à réclamer un retour au protectionnisme qui affaiblirait davantage le *soft power* américain. Les Etats-Unis sont ainsi menacés d'un vide géoéconomique avec des conséquences propres à entraîner des bouleversements actuellement imprévisibles.

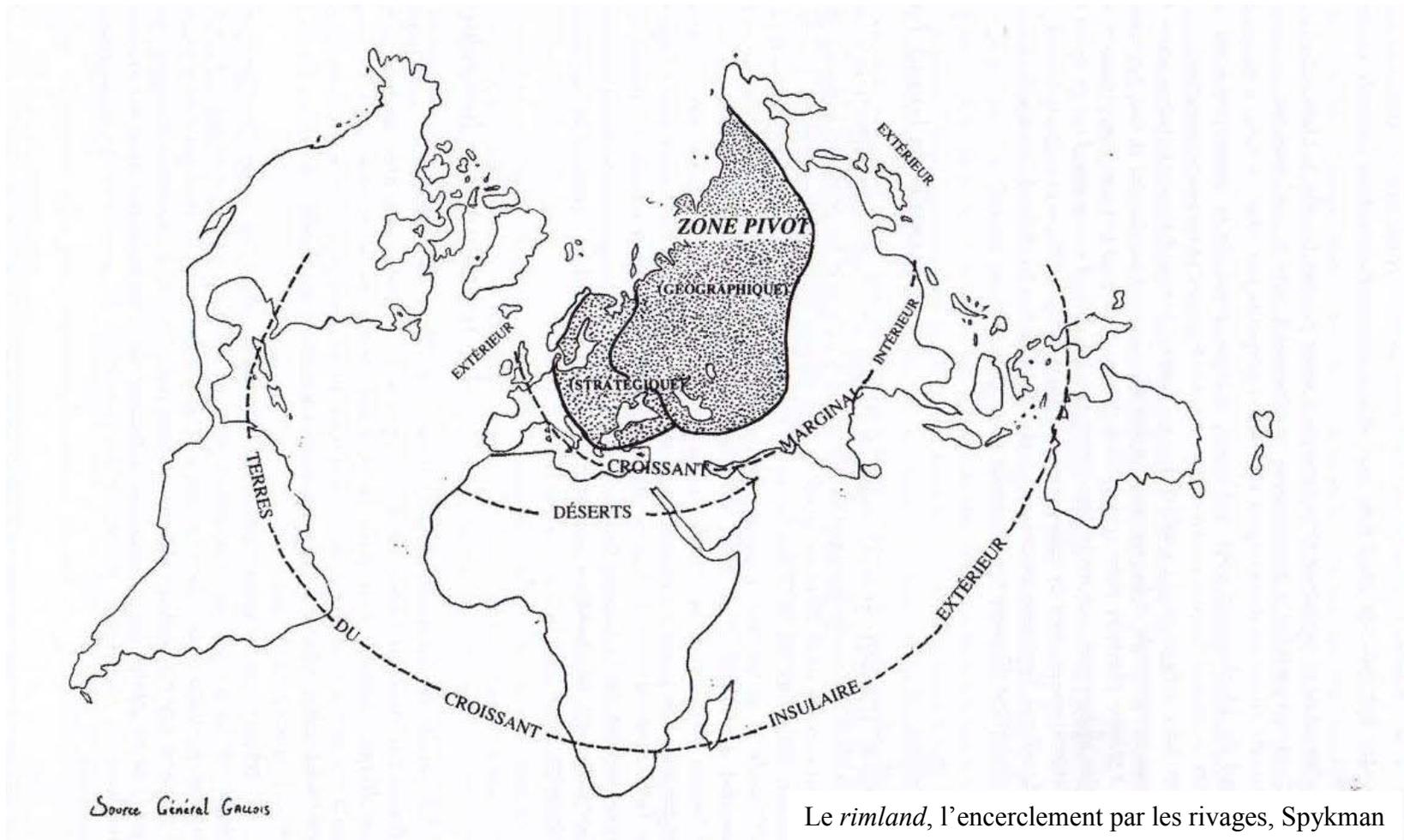
Annexes

Annexe 1. Théories géopolitiques



Le *heartland*, la théorie du pivot de Mackinder

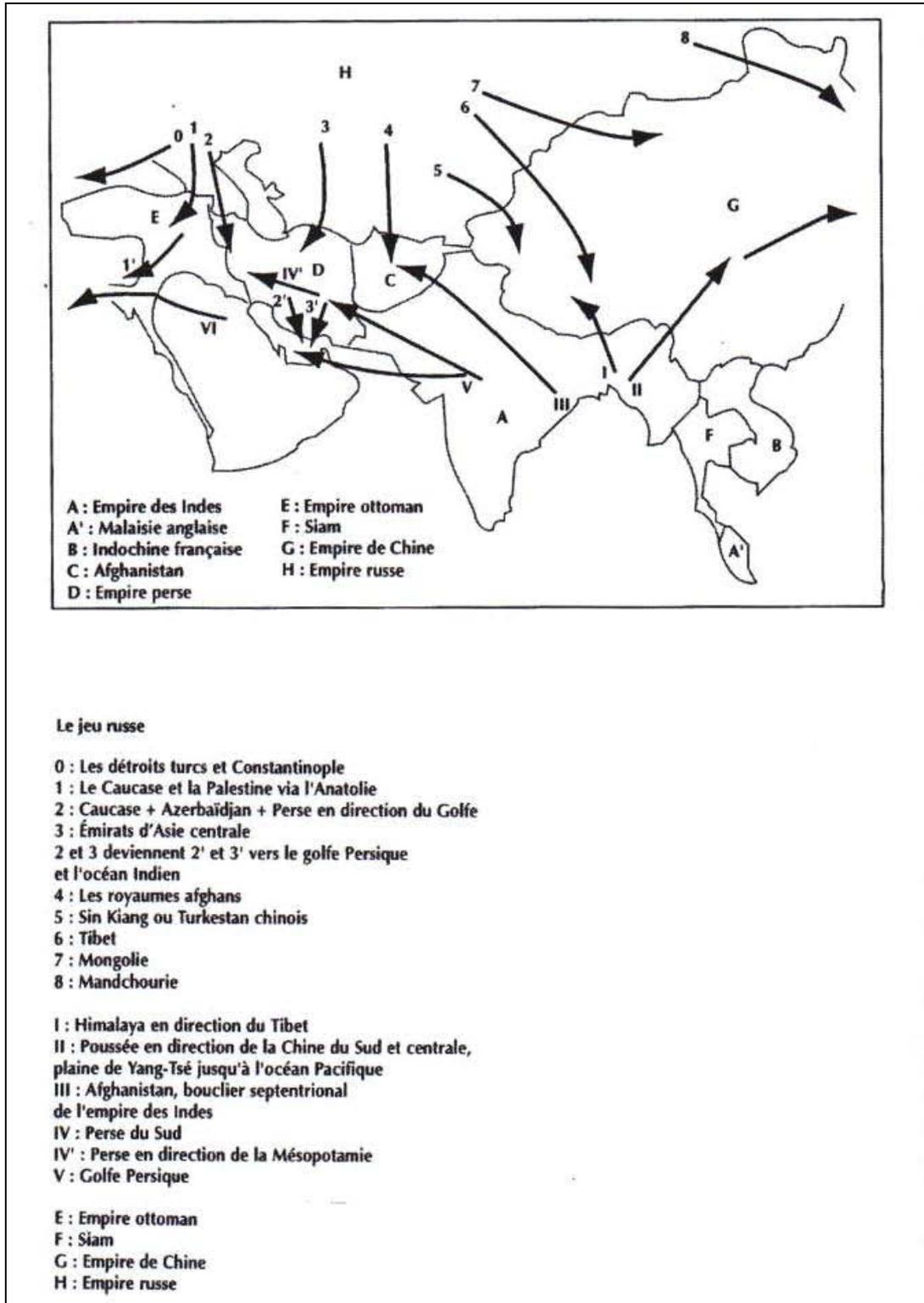
Source : *Dictionnaire de Géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thuau, 1999, Ellipses.



Le rimland, l'encerclement par les rivages, Spykman

Source : *Dictionnaire de Géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thual, 1999, Ellipses.

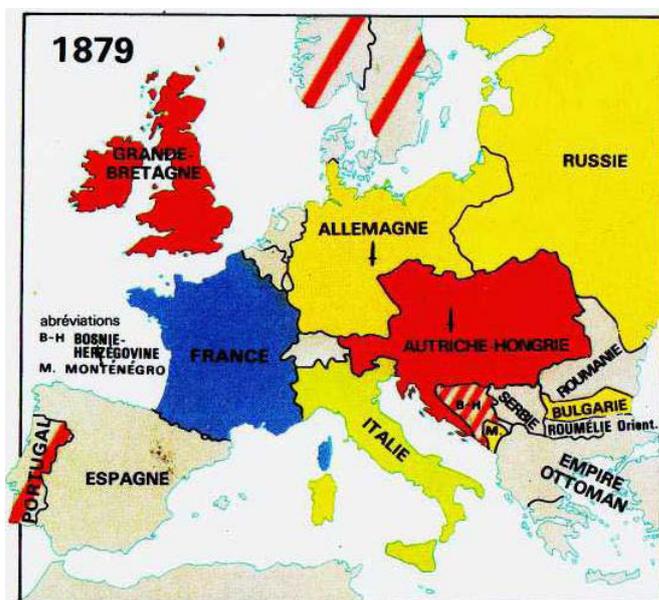
Annexe 2. Le Grand Jeu au XIX^e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne



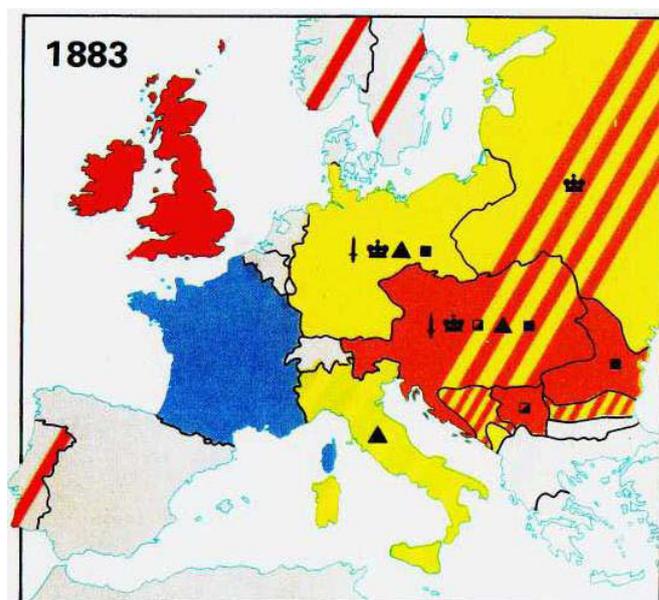
Source : *Dictionnaire de Géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thual, 1999, Ellipses.

Annexe 3. Evolution des alliances en Europe de 1871 à 1914

Source : *Le Grand Atlas de l'Histoire Mondiale*, 1979, Michel Albin.



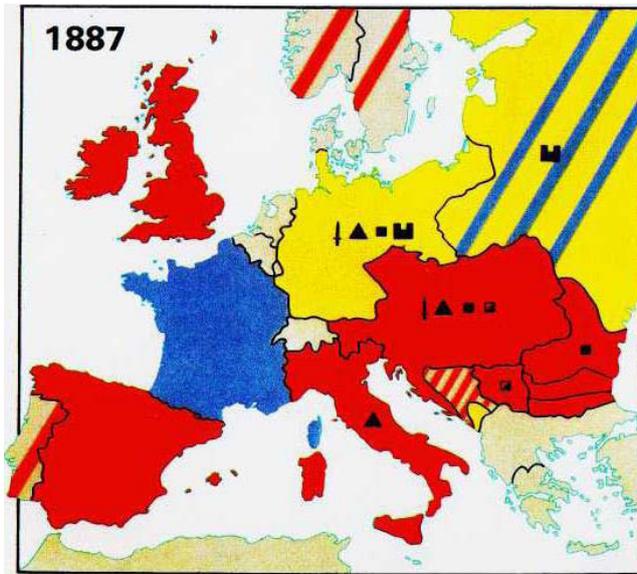
La Duplicité : octobre 1879. Elle prouve l'intention de l'Allemagne de ne jamais abandonner l'Autriche-Hongrie en cas d'une agression russe. Mais, Etat agraire, militaire et aristocratique qui a intérêt à réduire le nationalisme polonais, l'Allemagne a plus de points communs avec la Russie qu'avec aucune autre puissance. Bismarck appuie la politique russe en Bulgarie, tout en s'efforçant de resserrer ses liens avec son alliée austro-hongroise.



Le système de Bismarck à son appogée : 1883. L'Autriche-Hongrie, éconduite par Gladstone, revient à une coopération avec l'Allemagne et la Russie dans l'alliance des Trois-Empereurs (1881), puis elle entre dans la Triple-Alliance (1882) qui l'assure d'une neutralité de l'Italie en cas de guerre avec la Russie ; ses alliances dynastiques avec la Serbie et la Roumanie diminuent le risque de voir la Russie exploiter contre elle les revendications nationalistes des Serbes et des Roumains. La Triple-Alliance est surtout profitable à l'Allemagne, car elle lui garantit l'aide de l'Italie en cas d'attaque de la France.

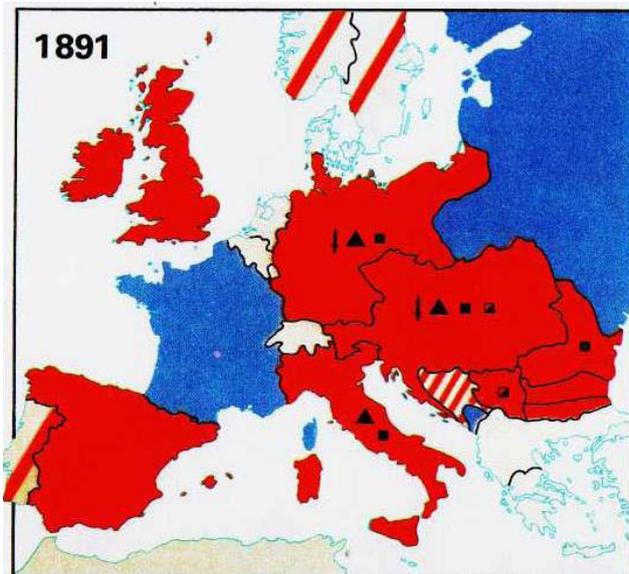
↓	Alliance austro-allemande 1879-1918
☐	Alliance des Trois-Empereurs 1881-1887
☐	Alliance austro-serbe 1881-1895
▲	Triple-Alliance 1882-1915
■	Alliance austro-germano-roumaine 1883-1916
☐	Traité de réassurance 1887-1890
○	Alliance franco-russe 1894-1917
☐	Convention militaire russo-bulgare 1902-1913

Les hachures, les couleurs voisines ou identiques indiquent une entente ou une communauté d'intérêts.



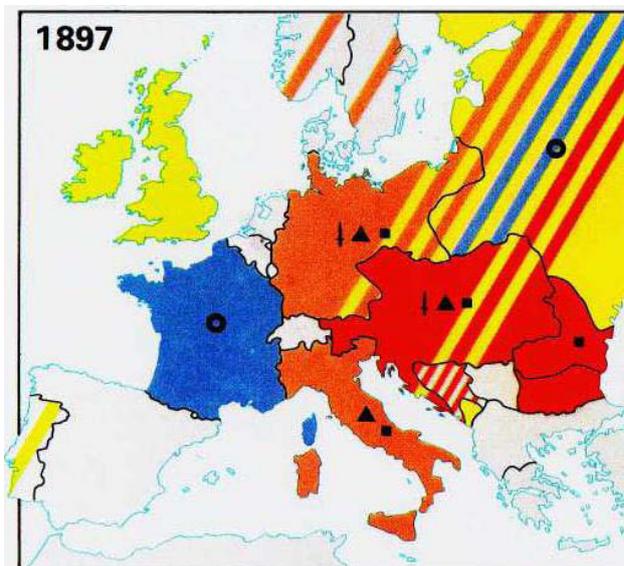
Les accords méditerranéens de 1887.

L'alliance des Trois-Empereurs survit à la crise de l'union de la Bulgarie avec la Roumélie orientale en 1885, mais elle est détruite par la rivalité austro-russe pour le contrôle de la Bulgarie (1886-1887). Bismarck promet aux Russes son aide permanente, par le traité de Réassurance, mais les accords méditerranéens de février-mars et décembre 1887 entre le Royaume-Uni, l'Italie et l'Autriche-Hongrie (l'Espagne s'y joignant en mai), conclus pour résister aux desseins présumés des Russes et des Français en Méditerranée et dans les Détroits, annihilent l'influence russe en Bulgarie.



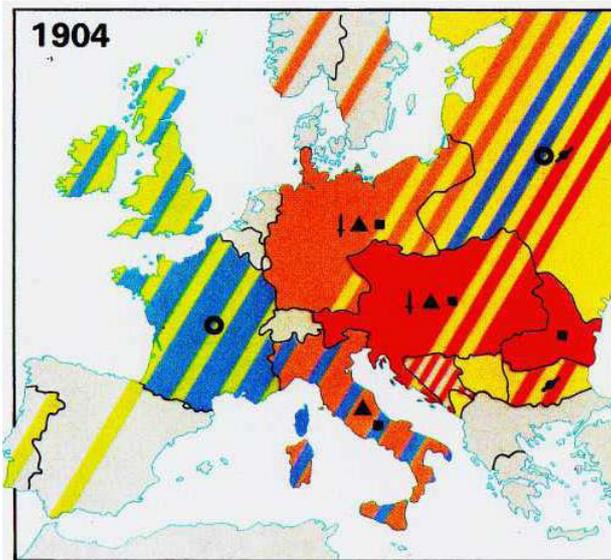
Le cours nouveau en Allemagne : 1891

L'Italie entre dans l'Alliance austro-germano-roumaine en 1888 et, entre 1889 et 1894, l'Allemagne de Guillaume II s'aligne sur l'Entente méditerranéenne. Déjà, avant que le traité de Réassurance ne soit abandonné après la chute de Bismarck en 1890, les relations germano-russes se sont considérablement détériorées (après 1887) en raison de désaccords douaniers et financiers. Les liens entre la France et la Russie se resserrent avec les premiers emprunts russes (1888) et la signature d'une convention militaire en 1894.

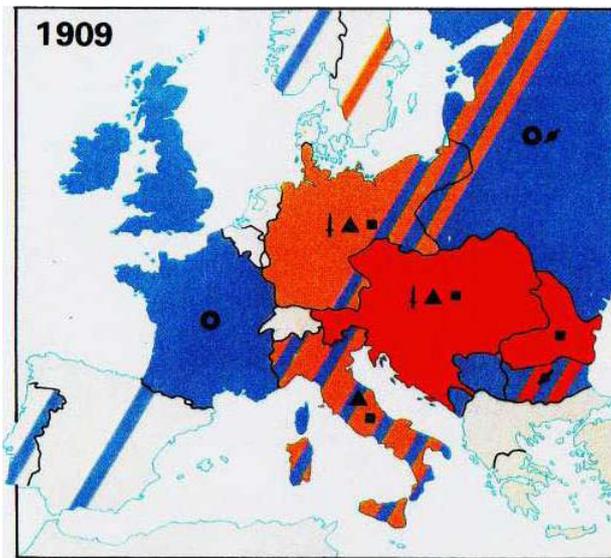


L'Entente austro-russe : 1897.

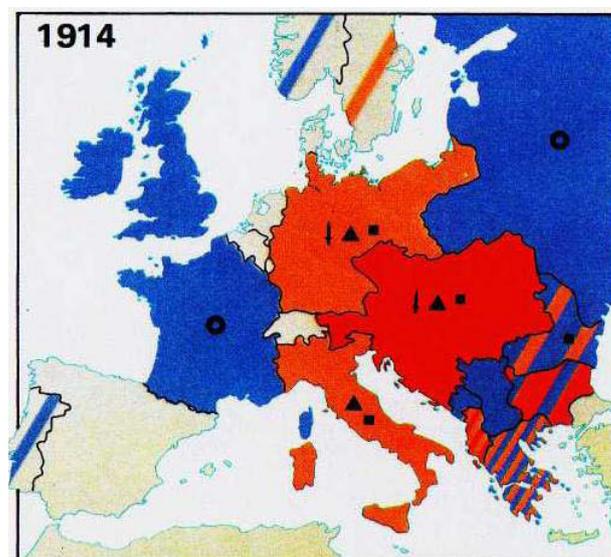
Les Allemands cessent de soutenir l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et coopèrent en Extrême-Orient avec la Russie et la France. La Grande-Bretagne, après les massacres d'Arméniens en Turquie, refuse de combattre pour le sultan. L'Autriche-Hongrie, déchirée par des luttes intestines, voit ses alliances balkaniques démantelées ; elle scelle une entente avec la Russie pour maintenir le *statu quo* dans les Balkans (1897). La Russie renforce encore sa position en Bulgarie (convention militaire de 1902) et en Serbie (après le coup d'Etat de 1903)



L'Entente franco-anglaise : 1904. En 1902, la France - en partie pour affaiblir la Triple Alliance - a réglé son contentieux vieux de vingt ans avec l'Italie. En 1904, elle conclut l'Entente cordiale avec la Grande-Bretagne. Entre-temps, la Russie et l'Autriche-Hongrie élargissent leur entente. L'Allemagne tente vainement d'exploiter les embarras de la Russie pendant sa guerre avec le Japon, afin de renouer une alliance avec elle (1905). Les liens franco-anglais, en dépit des manœuvres allemandes, sont renforcés, lorsqu'en 1907 la Russie règle avec la Grande-Bretagne ses propres différends extra-européens : la Triple-Entente est dès lors constituée.

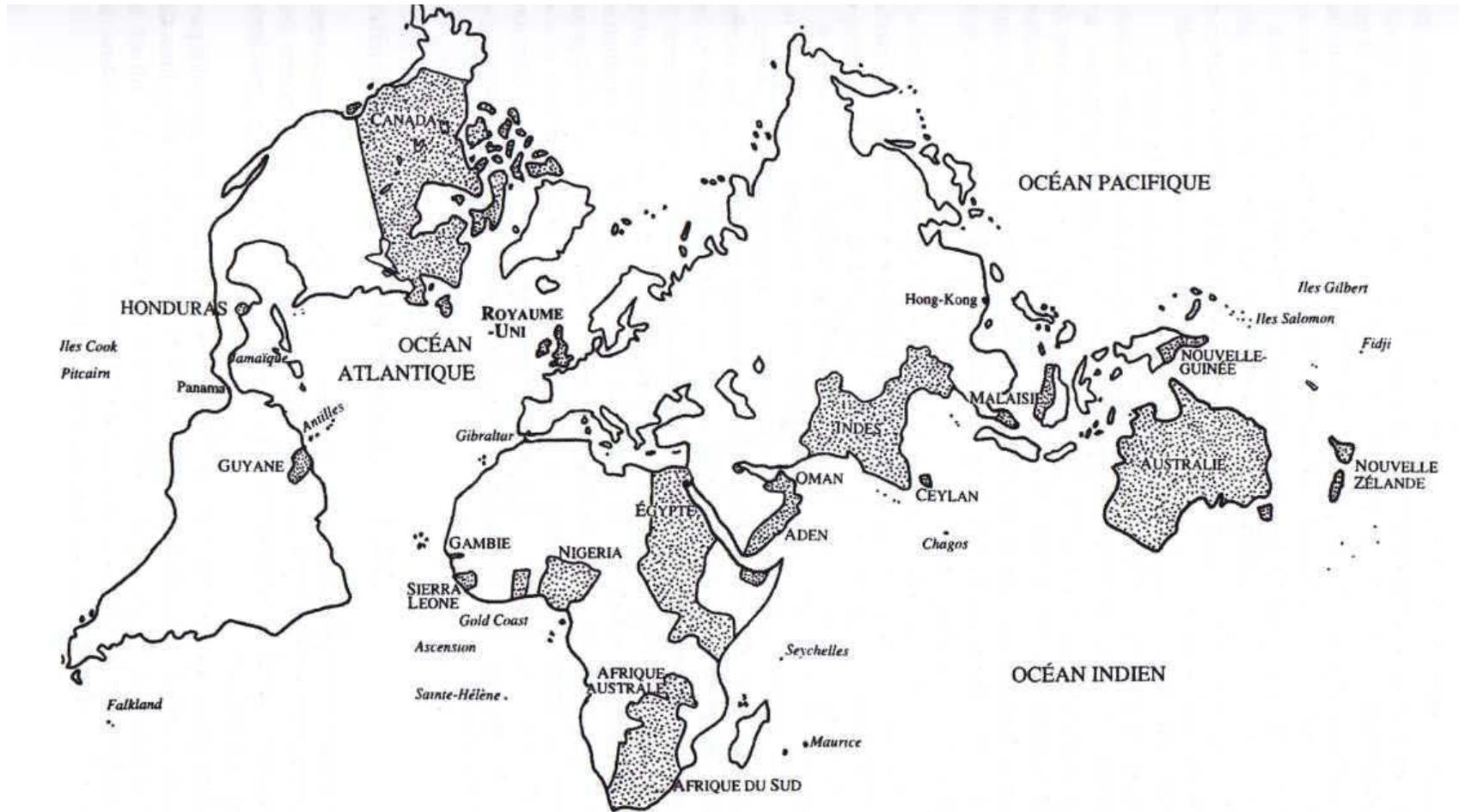


L'Europe après la crise de Bosnie : 1909. Entre les crises marocaines de 1905-1906 et de 1911, les relations anglo-allemandes sont à leur point le plus bas. Les frictions entre la Russie et l'Autriche-Hongrie à propos de la « guerre des porcs » (1906-19011), de la ligne de chemin de fer du Sanjak et de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine mettent fin à l'Entente de 1897 et pèsent lourdement sur les relations germano-russes.



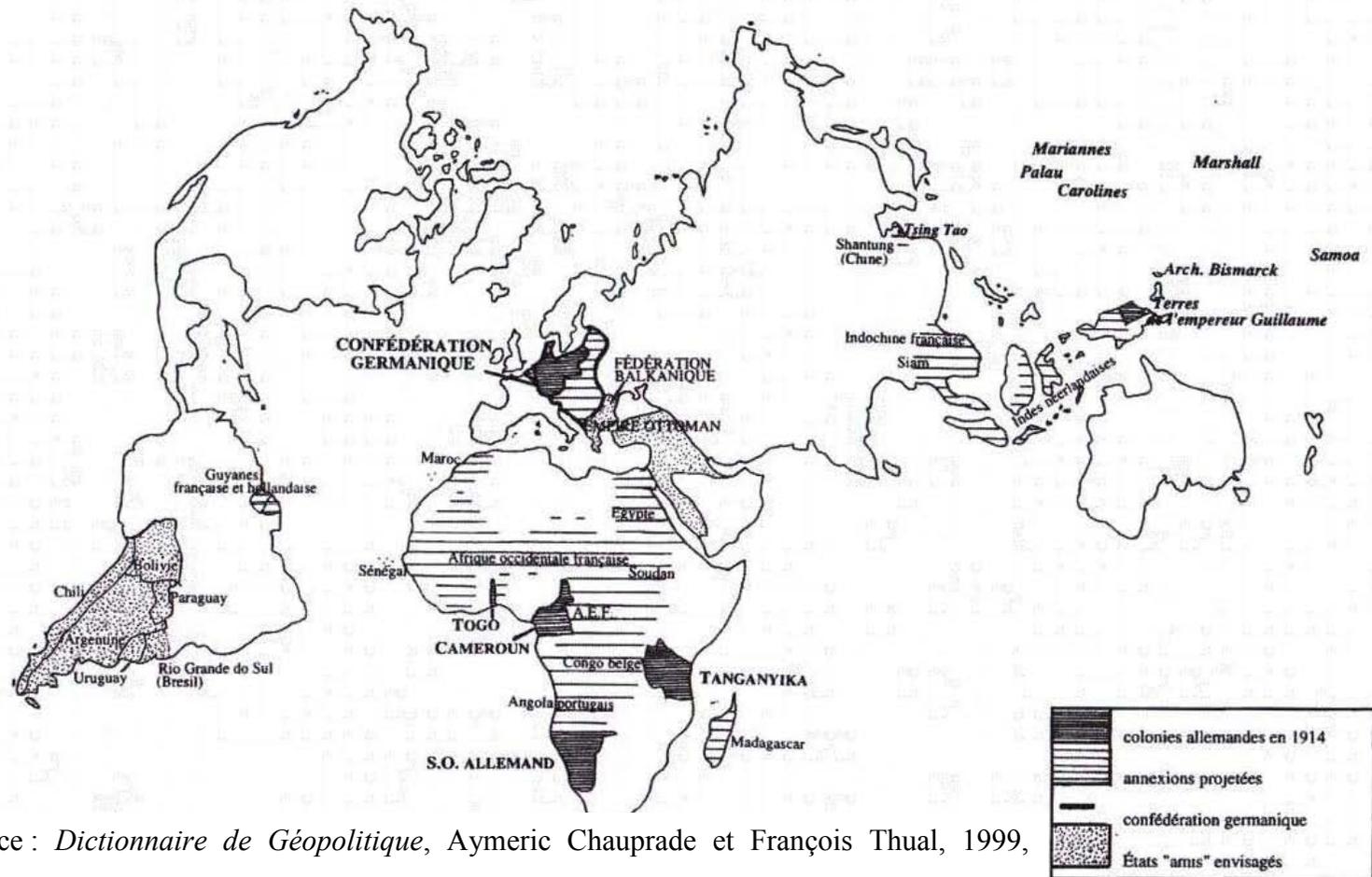
L'Europe à la veille de la guerre : 1914. Entre 1911 et 1914, le fossé se creuse entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. L'attitude de cette dernière à l'égard des ambitions italiennes à Tripoli et en Albanie contribue à l'amélioration des liens entre l'Italie et ses alliés. En 1912-1913, l'Autriche-Hongrie est en alerte pendant qu'une Ligue balkanique, patronnée par la Russie, réduit l'étendue de la Turquie d'Europe. Quelques signes de coopération anglo-allemande se manifestent sur les problèmes balkaniques et coloniaux ; en revanche, les relations germano-russes se détériorent.

Annexe 4. L'Empire britannique à la veille de la Première Guerre mondiale.



Source : *Dictionnaire de Géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thual, 1999, Ellipses.

Annexe 5. L'Empire colonial allemand à la veille de la Première Guerre mondiale et les visées annexionnistes.



Source : *Dictionnaire de Géopolitique*, Aymeric Chauprade et François Thual, 1999,

Annexe 6. L'Empire Ottoman à la veille de la Première Guerre mondiale



BIBLIOGRAPHIE

I. Sources primaire

1. Recueils d'archives publiées

GOOCH, G. P. et TEMPERLEY, H. W. V. (eds.), *British Documents on the Origins of the War, 1898-1914*, 11 vols, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1928-1938.

British Documents on the Origins of the War, 1898-1914, 11 vols, Londres, 1926-38, Vol. IV.

British Documents on the Origins of the War, 1898-1914, 11 vols, Londres, 1926-38, Vol. V.

British Documents on the Origins of the War, 1898-1914, 11 vols, Londres, 1926-38, Vol. VI.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, Londres, His Majesty's Stationery Office.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 1, I, Proceedings of the Supreme Council of the Principal Allied and Associated Powers (Heads of Delegations) before the signature of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. July 1, 1919-September 9, 1919.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 3, Reparation by Germany : Events leading to the Allied Ultimatum to Germany, January 1-May 5, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 4, II, Policy of His Majesty's Government in regard to Syria and Palestine before the First Conference of London. May 30, 1919-February 12, 1920.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 4, III, Conversations and correspondence concerning Turkish affairs before the First Conference of London. June 25, 1919-February 12, 1920.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 4, IV, Anglo-French negotiations concerning oil resources from the withdrawal of the Long-Berenger

Agreement to the opening of the First Conference of London. June 17, 1919-February 12, 1920.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 4, V, Anglo-Persian relations after the signature of the Anglo-Persian Agreement of 1919. August 8-December 21, 1919.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 5, I, Correspondence and conversations concerning political, economic and military arrangements of international significance in Western Europe before the entry into force of the Treaty of Versailles. June 28, 1919-January 10, 1920.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 13, I, Proceedings of the Conference of San Remo. April 18-26, 1920.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 13, II, Arabia, Syria, and Palestine : February 12, 1920-January 7, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 13, III, Persia : January 6, 1920-March 31, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 16, IV, Military Control of Germany and German Problems other than Reparation, January 1-May 5, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 16, V, Reparation by Germany : Economic and Military Sanctions, May 6-August 12, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 16, VI, Reparation by Germany : Removal of Economic Sanctions and the Establishment of an Allied Licensing Committee, August 13-December 31, 1921.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 20, I, Reparation by Germany : Germany's Default and Events leading to the Fifth London Conference, January 19-August 5, 1922.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 20, II, Proceedings of the Fifth Conference of London and Records of Conversations connected therewith, August 7-14, 1922.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 20, III, Reparation by Germany : Events leading to the French and Belgian invasion of the Ruhr, August 17-December 31, 1922.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, First Series, Vol. 20, IV, Military Control of Germany and German Problems other than Reparation, January-December, 1922.

2. Nationales Archives, *Public Record Office*, Londres.

a. Documents du *Foreign Office*

Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/1486.

Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/1826.

Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/2721.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/549.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/914.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/958.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/965.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/994.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 382/469.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 60/676.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 60/731.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 608/231.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 800/193A.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 800/193B.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 881/9161.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/152.
Public Record Office, Foreign Office, F.O. 371/350.

b. Documents de l'*Admiralty*

Public Record Office, Admiralty papers., ADM 116/1208.
Public Record Office, Admiralty papers, ADM 116/1209.
Public Record Office, Admiralty papers, ADM 116/1687B.
Public Record Office, Admiralty papers, ADM 1/8537/240.

c. Documents du *Cabinet Office*

Public Record Office, Cabinet Office records, CAB 16/10.
Public Record Office, Cabinet Office records, CAB. 24/4, G.182.
Public Record Office, Cabinet Office records, CAB. 4/6.

3. Parliamentary Debates

a. Chambre des Communes

Parliamentary Debates, House of Commons, 5th Series, Vol. LV, 1913.
Parliamentary Debates, House of Commons, 5th Series, 1914, Vol. LIX, 1914.

b. Chambre des Lords

Parliamentary Debates, House of Lords, 4th Series, Vol. CXXI, 1903.

Parliamentary Debates, House of Lords, 5th Series, Vol. VII, 1911.

II. Sources secondaires

1. Géoeconomie

BRUN-PICARD, Yannick, « Prémices géoéconomiques », <http://www.solidarite-internationale.com/premices-geo-economique>, 2006.

GOLDFINGER, Charles, *La Géofinance : pour comprendre la mutation financière*, Paris, Seuil, 1986, 422 p.

IMBEAULT, Marc, MONTIFROY, Gérard A., *Géopolitique et économies. De rivalités économiques en conflits géopolitiques*, Paris, Frison-Roche, 1997, 192 p.

LOROT, Pascal, « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *Introduction à la géoéconomie*, Paris, Economica, 1999, 244 p.

LUTTWAK, Edward, « From Geopolitics to Geo-economics. Logics of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, n° 20, été 1990, pp. 17-23.

LUTTWAK, Edward, *The Endangered American Dream*, New-York, Simon and Schuster, 1993, 365 p.

2. Géopolitique et relations internationales

a. Géopolitique

ANCEL, Jacques, *Géographie des frontières*, 3^e éd., Paris, Gallimard, 1938, 196 p.

BASSIN, Marc, *Imperialism, Social Darwinism and Friedrich Ratzel's Political Geography*, Mainz, (RFA), Institut pour l'histoire européenne, août 1984, contribution au Symposium sur l'histoire de la pensée géographique, août 1984, organisé dans le cadre du Département de géographie de l'Université de Genève.

BERGEVIN, Jean, *Déterminisme et géographie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université de Laval, 1992, 204 p.

BRUN-PICARD, Yannick, *L'humanisme géographique*, Thèse de l'université Aix-en-Provence, sous la direction de Ferrier Jean-Paul (Aix) et Mercier Guy, (Québec), 2005.

BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette Littérature, 2000, 273 p.

- CHAUPRADE, Aymeric, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2002, 960 p.
- CHAUPRADE, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipses, 1999, 320 p.
- CHAUPRADE, Aymeric, THUAL, François, *Dictionnaire de géopolitique : Etats, concepts, auteurs*, Paris, Ellipses, 1999, 633 p.
- CLAVAL, Paul, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*, Paris, Nathan Université, 1994, 189 p.
- COHEN, Saul B., *Geography and Politics in a Divided World*, Londres, Methuen, 1963, 351 p.
- COUTAU-BÉGARIE, Hervé, *La puissance maritime. Castex et la stratégie navale*, Paris, Fayard, 1985, 312 p.
- COUTAU-BÉGARIE, Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999, 998 p.
- EWALD, François, *La géographie politique : les concepts fondamentaux*, Paris, Fayard, 1987, 220 p.
- GALLOIS, Pierre-Marie, *Géopolitique. Les voies de la puissance*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2000, 474 p.
- GILBERT, Edmund W., « Mackinder's Democratic Ideals and Reality After Fifty Years », *The geographical journal*, vol. 135, part. 2, juin 1969, pp. 228-231.
- GOTTMANN, Jean, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin, 1952, 228 p.
- HAUSHOFER, Karl von, *De la géopolitique*, textes traduits et rassemblés par André Meyer, Paris, Fayard, 1986, 268 p.
- HUNTINGTON, Samuel P., *The Clash of Civilizations and The Remaking of World Order*, New-York, Simon and Shuster, 1996, 367 p.
- IMBEAULT, Marc, MONTIFROY, Gérard A., *Géopolitique et économies. De rivalités économiques en conflits géopolitiques*, Paris, Frison-Roche, 1997, 192 p.
- IMBEAULT, Marc, MONTIFROY, Gérard A., *Géopolitique et idéologies. Des rêves éclatés aux questions du futur*, Paris, Frison-Roche, 1996, 176 p.
- LACOSTE, Yves (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, 1679 p.
- LACOSTE, Yves, *Géopolitique : la longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2006, 335 p.
- LOROT, Pascal, THUAL, François, *La Géopolitique*, Paris, Montchestien, 1997, 158 p.
- MACKINDER, Halford J., « Le pivot géographique de l'histoire » (1904), in *Stratégique*, 55, n° 3, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, (nouvelle édition 1992), pp. 11-29.
- MACKINDER, Halford J., « The Round World and the Winning of the Peace », in *Foreign Affairs*, vol. 21, n° 4, juillet 1943, pp. 595-605.
- MACKINDER, Halford J., « The Geographical Pivot of History », *Geographical Journal*, vol. 23, n° 4, avril 1904, pp. 421-437.

- MACKINDER, Harlford J, *Democratic Ideals and Reality. A Study in the Politics of Reconstruction (1919)*, New-York, Norton, 1962, 170 p.
- MAHAN, Alfred T., *The Influence of Sea Power on History, 1660-1783*, (1890), Michigan, University of Michigan Library, 2009, 646 p.
- MCNEILL, William *et al.*, *La Recherche de la Puissance*, trad. fr. Bernadette et Jean Pagès, Paris, Economica, 1992, 460 p.
- MOREAU-DEFARGES Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Le Seuil, 1994, 230 p.
- MOREAU-DEFARGES, Philippe, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2002, 186 p.
- PARKER, William H., *Mackinder. Geography as an Aid to Statecraft*, Londres, Clarendon Press, 1982, 295 p.
- RATZEL, Friedrich, (1897), *Géographie politique : les concepts fondamentaux*, trad. fr. Pierre Rusch, direction scientifique et préface de Charles Hussey, Genève, Éditions régionales européennes, 1988, 385 p.
- SAPIR, Jacques, PIATIGORSKY, Jacques *et al.*, *Le Grand Jeu, enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, Paris, Autrement, 2009, 252 p.
- SCHMITT, Carl, *Terre et Mer*, Paris, Le Labyrinthe, 1985, 128 p.
- STRAUSZ-HUPÉ, Robert, *Geopolitics : The Struggle for Space and Power*, New-York, G.P. Putnam, 1942, 274 p.
- THUAL, François, *Les Conflits identitaires*, Paris, Ellipses, coll. « I.R.I.S. », 1995, 192 p.
- THUAL, François, *Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipses, coll. « I.R.L.S. », 1996, 128 p.
- WACKERMAN, Gabriel, *Géopolitique de l'espace mondial. Dynamiques et enjeux*, Paris, Ellipses, 1997, 240 p.
- WASSAMY Georges, *La Convention des détroits*, Paris, A. Pédone, 1937, 159 p.

b. Relations internationales

- AKZIN, Benjamin, *States and Nations*, New-York, Anchor Books, 1966, 232 p.
- ARON, Raymond, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 5, octobre 1967, pp. 837-861.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations* (1962), 2^e éd., Paris, Calmann-Lévy, 1968, 799 p.
- BARKER, Ernest, *Social Contract : Essays by Locke, Hume, Rousseau*, Oxford, Oxford University Press, 1960, 352 p.
- BARREA, Jean, *Théories des relations internationales*, Bruxelles, Ciaco, 1991, 273 p.
- BEARD, Charles A., *The Idea of National Interest An Analytical Study in American Foreign Policy*, Chicago, Quadrangle Books, 1966, 475 p.
- BEARD, Charles A., *The Open Door at Home*, New-York, Macmillan, 1935, 331 p.

- BRAILLARD, Philippe, *Théories des relations internationales*, Paris, PUF, 1977, 459 p.
- BREWER, Anthony, *Marxist Theories of Imperialism : A Critical Survey*, Londres, Routledge, 1989, 308 p.
- BULL, Hedley, *The Anarchical Society. A study of Order in World Politics*, Londres, Macmillan, 1979, 335 p.
- BUZAN, Barry, JONES, Charles, LITTLE, Richard, *The Logic of Anarchy : Neo-realism to Structure Realism*, New-York, Columbia University Press, 1993, 267 p.
- CARR, Edward H., *Nationalism and After*, Londres, Macmillan, 1968, 74 p.
- CARR, Edward H., *The Twenty Years' Crisis : 1919-39*, Londres, Macmillan, 1946, 243 p.
- CASSELLS, Alan, *Ideology and International Relations in the Modern World*, Londres, Routledge, 1996, 302 p.
- CHAIGNEAU, Pascal (dir.), *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Economica, 1998, 592 p.
- CHOMSKY, Noam, *Towards a New Cold War*, New-York, Pantheon Book, 1982, 498 p.
- CRUICKSHANK, Albert A., KUBALKOVA, Vendulka, *Marxism-Leninism and the Theory of International Relations*, Londres, Routledge and Kegan Paul Books, 1980, 428 p.
- DONNELLY, Jack, *Realism and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 240 p.
- DURAND, Marie-Françoise, LEVY, Jacques, RETAILLÉ, Denis, *Le monde, espace et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques/Dalloz, 1993, 598 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Enjeux et Puissances*, Paris, Publications de la Sorbonne, Paris, 1986, 412 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Une vision théorique des Relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 357 p.
- EARLE, Edward M., « Adam Smith, Alexander Hamilton, Friedrich List : The Economic Foundations of Military Power », in *Makers of Modern Strategy*, Princeton University Press, pp. 217-262.
- ENGDAHL, William (1992), *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, Londres, Pluto Press, 2004, 303 p.
- FRANKEL, Joseph, *National Interest*, Londres, Macmillan, 1970, 173 p.
- FUKUYAMA, Francis, *War and Change in International Politics*, Cambridge, Cornell University Press, 1981, 272 p.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987, 449 p.
- GONIDEC, Pierre-François, *Relations internationales*, Paris, Montchrestien, 1981, 484 p.
- HUNTZINGER, Jacques, *Introduction aux relations internationales*, Paris, Le Seuil, 1987, 359 p.
- JACKSON, Robert, SORENSEN, Georg, *Introduction to International Relations : Theories and Approaches*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 312 p.

- KANT, Immanuel, *The Perpetual Peace : A Philosophical Essay*, éd Campbell Smith, Bristol, Thoemmes Press, 1992, 203 p.
- KEOHANE, Robert O., *Neorealism and its Critics*, New-York, Columbia University Press, 1986, 378 p.
- KORANY, Baghdad, *Analyse des relations internationales*, 2^e éd., Montréal, Gaetan Morin, 1987, 361 p.
- KRASNER, Stephen D., *Defending the National Interest : Raw Materials Investments and US Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1978, 424 p.
- KRIPPENDORFF, Ekkehart, *International Relations as a Social Science*, Brighton, Harvest Press, 1982, 192 p.
- LEJEUNE, Dominique, *Entre guerre et paix. Les Relations internationales de 1900 à 1950*, Paris, Ellipses, 1996, 288 p.
- LINKLATER, Andrew, « Realism, Marxism and Critical International Theory », *Review of International Studies*, n° 12, 1986, pp. 301-312.
- MATTHEW, Richard A., ZACHER, Mark W., « Liberal International Theory : Common Threads, Divergent Strands », in KEGLEY, Charles W. (ed.), *Controversies in International Relations Theory : Realism and the Neoliberal Challenge*, New-York, St. Martin's Press, 1995, 374 p.
- MERLE, Marcel, *La vie internationale*, Paris, Armand Colin, 1970, 389 p.
- MOREAU-DEFARGES Philippe, *Les Relations internationales dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, S. H. T., 1987, 432 p.
- MORGENTHAU, Hans J., *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New-York, McGraw-Hill, 1985, 688 p.
- NEY, Joseph S., *Soft Power : The Mean to Success in World Politics*, New-York, Public Affairs, 2004, 208 p.
- RENOUVIN, Pierre, DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 1991, 532 p.
- RIOUX, Jean-François *et al.*, « Le néoréalisme ou la reformulation du paradigme réaliste », in *Études internationales*, vol. 19, 1988, pp. 57-80.
- ROCHE, Jean-Jacques, *Relations internationales*, Paris, L.G.D.J., 1999, 369 p.
- ROSENAU, James N., « Behavioral Science, Behavioral Scientists, and the Study of International Phenomena », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 9, n° 4, 1965, pp. 509-520.
- ROSENAU, James N., « The National Interest », in SILLS, David L. (ed.), *International Encyclopaedia of Social Sciences*, vol. 11, New-York, Macmillan, 1968, pp. 34-40.
- ROSENAU, James N., *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990, 480 p.
- SCOTT, Burchill, *The National Interest in International Relations Theory*, Basingstoke, Palgrave, Macmillan 2005, 224 p.
- TUCKER, Robert W., « Professor Morgenthau's Theory of Political Realism », *American Political Science Review*, vol. 46, n° 1, mars 1952, pp. 214-224.

- VINER, Jacob, « Power Versus Plenty as Objectives of Foreign Policy in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *World Politics : A Quarterly Journal of International Relations*, vol. 1, n° 1, octobre 1948, pp. 1-29.
- WALTER, Andrew, « Adam Smith and the Liberal Tradition in International Relations », *Review of International Studies*, vol. 22, n° 1, 1996, pp. 5-28.
- WALTZ, Kenneth N., « Realist Thought and NeoRealist Theory », *Journal of International Affairs*, n° 44, 1990, pp. 21-37.
- WALTZ, Kenneth N., *Theory of International Politics*, New-York, Reading, Addison Wesley, 1979, 251 p.
- WELDES, Jutta, « Constructing National Interests », *European Journal of International Relations*, vol. 2, n° 3, septembre 1996, pp. 275-318.

3. Grande-Bretagne

a. Histoire économique de la Grande-Bretagne

- ALDCROFT, Dereck H. (ed.), *The Development of British Industry and Foreign Competition, 1875-1914 : Studies in Industrial Enterprise*, Londres, Allen and Unwin, 1968, 384 p.
- ALFORD, Bernard W. E., « New Industries for Old ? British Industry Between the Wars », in FLOUD, Roderick, MCCLOSKEY, Donald N. (eds.), *The Economic history of Britain since 1700. Volume II, 1860 to the 1970s*, Londres, Cambridge University Press, 1981, pp. 308-331.
- ANDERSON, Perry, « Origins of the Present Crisis », *New Left Review*, n° 23, 1964, pp. 26-53.
- ATKIN, John M., *British Overseas Investment, 1918-1931*, New-York, Arno Press, coll. « Dissertations in European Economic History », 1977, 351 p.
- BAKER, Mae, COLLINS, Michel, « The durability of the Transaction Banking Practices in the Provision of Finance to the Business Sector by British Banks », in BARJOT, Dominique et LESCENT-GILES, Isabelle (dir.), *Entreprises et Histoire, L'autofinancement*, n° 22, octobre 1999, pp. 78-92.
- BARJOT, Dominique, MOUGEL, François-Charles, COLANTONIO, Laurent, « Un impossible retour à l'avant-guerre », in BARJOT, Dominique, MATHIS, François-Charles (dir.), *Le monde britannique, 1815-1931*, Paris, SEDES, 2009, pp. 247-263.
- BASTER, Albert S.J., *The Imperial Banks*, Londres, P.S. King and Son, 1929, 275 p.
- BECKETT, John V., « Land Tax or Excise : The Levying of Taxation in Seventeenth and Eighteenth Century England », *The English Historical Review*, vol. 100, n° 395, avril 1985, pp. 285-308.
- BECKETT, John V., « The Pattern of Landownership in England and Wales, 1660-1880 », *Economic History Review*, vol. 37, n° 1, février 1984, pp. 1-22.
- BEST, Michael H., HUMPHRIES, Jane, « The City and Industrial Decline », in ELBAUM, Bernad, LAZONICK, William (eds.), *The Decline of the British Economy*, Oxford, Clarendon Press, 1987, pp. 223-239.

- BOOTH, Alan, « Britain in the 1930s : A Managed Economy ? », *Economic History Review*, vol. 40, n° 4, novembre 1987, pp. 499-522.
- BORDER, Michael D., WHITE, Eugene N., « A Tale of Two Currencies : British and French Finance During the Napoleonic Wars », *Journal of Economic History*, vol. 51, n° 2, juin 1991, pp. 303-316.
- BOYCE, Robert W., « Creating the Myth of Consensus : Public Opinion and British Return to the Gold Standard in 1925 », in COTTRELL, Philip L., MOGGRIDGE, Donald E. (eds.), *Money and Power. Essays in Honour of L. S. Pressnell*, Basingstoke, Macmillan, 1988, pp. 173-197.
- BOYCE, Robert W., *British Capitalism at the Crossroads, 1919-1932 : A Study in Politics, Economics and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 504 p.
- BOYD, Hilton, Corn, *Cash and Commerce : The Economic Policies of the Tory Governments, 1815-1830*, Oxford, Oxford University Press, 1977, 338 p.
- BROADBERRY, Stephen, *The Productivity Race : British Manufacturing in International Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 451 p.
- CAIN, Peter J., « International Trade and Economic Development in the Work of J. A. Hobson before 1914 », *History of Political Economy*, vol. 11, n° 3, 1979, pp. 406-424.
- CAIN, Peter J., « Political Economy in Edwardian England : The Tariff Reform Controversy », in O'DAY, Alan (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, pp. 35-59.
- CAPIE, Forrest, « The Pressure for Tariff Protection in Britain, 1917-1931 », *Journal of European Economic History*, n° 9, 1980, pp. 431-447.
- CAREY, Henry C., *The Harmony of Interests : Agricultural, Manufacturing and Commercial*, Philadelphia, J. S. Skinner, 1851, 235 p.
- CASSIS, Youssef, *City Bankers 1890-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 350 p.
- CHAPMAN, Stanley D., « British Marketing Enterprise : The Changing Role of Merchants, Manufacturers and Financiers, 1700-1860 », *Business History Review*, n° 53, 1979, pp. 205-234.
- CHAPMAN, Stanley D., « British-Based Investment Groups before 1914 », *Economic History Review*, vol. 38, n° 2, mai 1985, pp. 230-251.
- CHAPMAN, Stanley D., « Financial Restraints on the Growth of Firms in the Cotton Industry, 1790-1850 », *Economic History Review*, vol. 32, n° 1, février 1979, pp. 50-69.
- CHICK, Martin, « Les logiques industrielles et économiques de l'industrie électrique au Royaume-Uni entre 1895 et 1845 », in BARJOT, Dominique, MORSEL, Henri, COEURE, Sophie (dir.), *Stratégie, gestion, management. Les compagnies électriques et leurs patrons, 1895-1945*, Actes du 12^{ème} colloque de l'Association pour l'Histoire de l'Electricité en France, les 3, 4 et 5 février 1999, actes réunis et édités par Sophie Coeuré, Paris, Fondation Electricité de France, 2001, pp. 83-85.
- CHURCH, Roy A., *The Great Victorian Boom, 1850-73*, Londres, Macmillan, 1975, 95 p.
- CLAY, Henry, *Lord Norman*, Londres, Macmillian, 1957, 495 p.

- COLLINS, Michael, *Money and Banking in the United Kingdom : A History*, Londres, Routledge, 1990, 640 p.
- CRAFTS, Nicholas F. R., « British Economic Growth, 1700-1831 : A Review of the Evidence », *Economic History Review*, vol. 36, n° 2, mai 1983, pp. 177-199.
- CRAFTS, Nicholas F. R., *British Economic Growth during the Industrial Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 1985, 220 p.
- CRAFTS, Nicholas F. R., THOMAS, Mark, « Comparative Advantage in U.K. Manufacturing Trade, 1910-1935 », *The Economic Journal*, vol. 96, septembre 1986, pp. 629-645.
- CROUZET, François, *The First Industrialists : The Problem of Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 229 p.
- CROUZET, François, *The Victorian Economy*, New-York, Columbia University Press, 1982, 430 p.
- DAVENPORT-HINES, R.T.P., *Dudley Docker : The Life and Times of a Trade Warrior*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 295 p.
- DAVIS, Lance, « The Capital Market and Industrial Concentration : The U.S. and the U.K., a Comparative Survey », *Economic History Review*, vol. 19, août 1966, pp. 255-272.
- DAVIS, Ralph, *The Industrial Revolution and British Overseas Trade*, Leicester, Leicester University Press, 1979, 135 p.
- DAVIS, Ralph, *The Rise of the English Shipping Industry in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Londres, Macmillan, 1972, 427 p.
- DEANE, Phyllis, COLE, William A., *British Economic Growth, 1688-1959 : Trends and Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962, 348 p.
- DEANE, Phyllis, MITCHELL, Brian R., *Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962, 513 p.
- DEREK, Wilson, *Rothschild : A Story of Wealth and Power*, Londres, Mandarin, 1989, 512 p.
- DIAPER, Suzanne, « Merchant Banking in the Inter-War Period : The Case of Kleinwort, Sons and Co. » *Business History*, vol. 28, n° 4, 1986, pp. 55-76.
- DICKSON, Peter G. M., *The Financial Revolution in England : A Study in the Development of Public Credit, 1688-1756*, Londres, St. Martin's Press, 1967, 580 p.
- DORMOIS, Jean-Pierre., *Histoire économique de la Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994, 156 p.
- DRESCHER, Seymour, *Econocide : British Slavery in the Era of Abolition*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, 279 p.
- EICHENGREEN, Barry J, « Sterling and the Tariff, 1929-32 », in *Elusive Stability : Essays in the History of International Finance*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Studies in Monetary and Financial History », 1990, pp. 180-214.
- ESPOSITO, Marie-Claude, « La Crise mondiale et ses conséquences », in BARJOT, Dominique et MATHIS François-Charles (dir.), *Le monde Britannique, 1815-1931*, Paris, SEDES, 2009, pp. 301-314.

- ESPOSITO, Marie-Claude, « Le contrôle de l'émission de monnaie en Grande-Bretagne au XIX^e siècle : avancées et limites du Bank Charter Act de 1844 », *Histoire, Economie, Société*, n° 2, 2009, pp. 63-76.
- ESPOSITO, Marie-Claude, GUILLAUME, André, *Londres : histoire d'une place financière*, Paris, P. U. F., 1993, 305 p.
- FARNIE, Douglas A., *The English Cotton Industry and the World Market, 1815-1896*, Oxford, Clarendon Press, 1979, 399 p.
- FEINSTEIN, Charles H., *Statistical Tables of National Income, Expenditure and Output for the U.K., 1855-1965*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, 141 p.
- FETTER, Frank W., *The Development of British Monetary Orthodoxy, 1797-1875*, Cambridge, Harvard University Press, 1965, 305 p.
- FLETCHER, T. W., « The Great Depression of English Agriculture, 1873-1896 », *Economic History Review*, vol. 13, n° 3, 1961, pp. 417-432.
- FRENCH, David, « The Rise and Fall of "Business As Usual" », in BURK, Kathleen (ed.), *War and the State : The Transformation of British Government, 1914-1919*, Londres, Allen and Unwin, 1982, pp. 7-31.
- GEMMELL, Norman, WARDLEY, Peter, « The Contribution of Services to British Economic Growth, 1856-1913 », *Explorations in Economic History*, n° 27, juillet 1990, pp. 299-321.
- GRAMPP, William D., « Economic Opinion When Britain Turned to Free Trade », *History of Political Economy*, n° 14, 1982, pp. 496-520.
- GRUNER, Wolf D., « The British Political, Social and Economic System and the Decision for Peace or War : Reflections on Anglo-German Relations, 1800-1939 », *Journal of International Studies*, vol. 6, 1980, pp. 189-218.
- HARTE, N. B., « The Rise of Protection and the English Linen Industry, 1690-1790 », in HARTE, N. B., PONTING, Kenneth G. (eds.), *Textile History and Economic History*, Manchester, Manchester University Press, 1973, pp. 74-112.
- HENRIQUES, Robert, *Marcus Samuel*, Londres, Barrie and Rockliff, 1960, 676 p.
- HOWARTH, Stephen, et al., *A History of Royal Dutch Shell*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 4 vol. (570, 514, 514, 144 p.)
- HOWSON, Susan, « The Origins of Dear Money, 1919-20 », *Economic History Review*, 2^{ème} série, n° 1, 1974, pp. 88-107.
- HOWSON, Susan, *Sterling's Managed Float : The Operation of the Exchange Equalization Account, 1932-39*, Princeton, Princeton University Press, 1980, 70 p.
- IMLAH, Albert H., *Economic Elements in the Pax Britannica : Studies in British Foreign Trade in the Nineteenth Century*, Cambridge, Harvard University Press, 1958, 224 p.
- INGHAM, Geoffrey, *Capitalism Divided ? The City and Industry in British Social Development*, Londres, Macmillan, 1984, 312 p.
- JEREMY, David J., « Anatomy of the British Business Elite, 1860-1980 », *Business History*, vol. 26, n° 1, 1984, pp. 3-23.
- JOHN, A. H., « Insurance Investment and the London Money Market of the Eighteenth Century », *Economica*, vol. 20, n° 78, mai 1953, pp. 137-158.

- JOHNMANN, Lewis, « The Largest Manufacturing Companies of 1935 », *Business History*, vol. 28, n° 2, 1986, pp. 226-245.
- JONES, Eric L., *The Development of English Agriculture, 1815-1873*, Londres, Macmillan, 1968, 40 p.
- JONES, Geoffrey, *Banking and Empire in Iran. Vol. 1, The History of the British Bank of the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 418 p.
- JONES, Hywel G., MITCHELL, Brian, R., *Second Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 227 p.
- JONES, M. E. F., « The Regional Impact of the Overvalued Pound in the 1920s », *Economic History Review*, août 1985, vol. 38, n° 3, pp. 393-401.
- KENNEDY, William P., « Foreign Investment, Trade and Growth in the United Kingdom, 1870-1913 », *Explorations in Economic History*, vol. 11, 1974, pp. 415-444.
- KENNEDY, William P., *Industrial Structure, Capital Markets and the Origins of British Economic Decline*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 230 p.
- KENT, Marian, « Agent of Empire ? The National Bank of Turkey and British Foreign Policy », *Moguls and Mandarins : Oil, Imperialism and the Middle East in British Foreign Policy, 1900-1940*, Londres, Frank Cass, 1993, pp. 68-97.
- KEYNES, John M., *The Economic Consequences of Mr. Churchill*, Londres, Hogarth Press, 1925, 32 p.
- KEYNES, John M., *The Economic Consequences of the Peace, 1919*, New-York, Brace and Howe, 1920, 298 p.
- KEYNES, John M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, New-York, Brace and Howe, 1936, 403 p.
- KINEALY, Christine, *This Great Calamity : The Irish Famine 1845-1852*, Dublin, Gill and Macmillan, 1994, 450 p.
- KRAMNICK, Isaac, *Bolingbroke and his Circle, the Politics of Nostalgia in the Age of Walpole*, Cambridge, Harvard University Press, 1968, 323 p.
- LEE, Clive H., « Regional Growth and Structural Change in Victorian Britain », *Economic History Review*, vol. 34, n° 3, août 1981, pp. 438-452.
- LEE, Clive H., *The British Economy Since 1700 : A Macroeconomic Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 308 p.
- LEMONNIER, Bertrand, *Un siècle d'histoire industrielle du Royaume-Uni : Industrialisations et sociétés, 1873-1973*, Paris, SEDES, 1997, 231 p.
- LLOYD, Trevor O., *Empire to Welfare State, 1906-1985*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 558 p.
- MARRISON, Andrew J., « Businessmen, Industries and Tariff Reform in Britain, 1903-1930 », *Business History*, vol. 25, 1983, pp. 148-178.
- MARRISON, Andrew J., « The Development of a Tariff Reform Policy during Joseph Chamberlain's First Campaign, May 1903-February 1904 », in CHALONER, William H., RATCLIFFE, Barrie M. (eds.), *Trade and Transport*, Manchester, Manchester University Press, 1977, pp. 214-241.

- MATHIAS, Peter, *The First Industrial Nation : An Economic History of Britain, 1700-1914*, Londres, Methuen, 1983, 493 p.
- MATTHEWS, Robin C.O., FEINSTEIN, Charles H., ODLING-SMEE, John C., *British Economic Growth, 1856-1973*, Oxford, Clarendon Press, 1982, 712 p.
- MICHIE, Ronald C., « Options, Concessions, Syndicates and the Provision of Venture Capital, 1880-1913 », *Business History*, vol. 22, n° 2, 1981, pp. 147-164.
- MICHIE, Ronald C., « The Social Web of Investment in the Nineteenth Century », *Revue internationale d'histoire de la banque*, n° 18, 1979, pp. 158-175.
- MICHIE, Ronald C., « The Stock Exchange and the British Economy, 1870-1939 », in VAN-HELTEN, Jean-Jacques, CASSIS, Youssef (eds.), *Capitalism in a Mature Economy : Financial Institutions, Capital Export and British Industry, 1870-1939*, Aldershot, Edward Elgar, coll. « New Business History Series », 1990, pp. 95-114.
- MICHIE, Ronald C., *The City of London : Continuity and Change 1850-1990*, Londres, Macmillan, 1992, 238 p.
- MOGGRIDGE, Donald E., *British Monetary Policy 1924-1931. The Norman Conquest of \$4.86*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, 301 p.
- MOORE, D. C., « The Corn Laws and High Farming », *Economic History Review*, n° 18, 1965, pp. 544-561.
- MUSSON, Albert E., « Industrial Motive Power in the United Kingdom, 1800-1870 », *Economic History Review*, vol. 29, n° 3, août 1976, pp. 415-439.
- NEWTON, Scott, PORTER, Dilwyn, *Modernization Frustrated : The Politics of Industrial Decline in Britain Since 1900*, Londres, Unwin Hyman, 1988, 224 p.
- NISHIMURA, Shizuya, *The Decline of Inland Bills of Exchange in the London Money Market, 1855-1913*, Londres, Cambridge University Press, 1971, 134 p.
- O'BRIEN, Patrick, « The Political Economy of British Taxation, 1660-1815 », *Economic History Review*, n° 41, 1988, pp. 1-32.
- PALMER, Sara, *Politics, Shipping and the Repeal of the Navigation Laws*, Manchester, Manchester University Press, 1991, 240 p.
- PHYLLIS, Deane, « New Estimates of Gross National Product for the United Kingdom, 1830-1914 », *Review of Income and Wealth*, juin 1968, pp. 95-122.
- PHYLLIS, Deane, COLE, William A., *British Economic Growth, 1688-1959*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962, 348 p.
- PIQUET, Caroline, « La Compagnie universelle du canal maritime de Suez en Egypte : concession rime-t-elle avec colonisation ou modernisation? », *Entreprises et histoire*, vol. 31, 2002, pp. 38-53.
- PLATT, Desmond C.M., « British Portfolio Investment Overseas Before 1870 : Some Doubts », *Economic History Review*, vol. 33, n° 1, février 1980, pp. 1-16.
- PLATT, Desmond C.M., *Finance, Trade and Politics in British Foreign Policy, 1815-1914*, Londres, Clarendon Press, 1968, 454 p.
- POCOCK, John G. A., *Virtue, Commerce, and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 321 p.

- POLLARD, Sidney, *The Development of the British Economy, 1914-1980*, Londres, Arnold, 1983, 440 p.
- PORTER, Andrew N., « Lord Salisbury, Foreign Policy and Domestic Finance, 1860-1900 », in BLAKE, Lord, HUGH, Cecil (eds.), *Salisbury : The Man and his Policies*, Londres, Macmillan, 1987, pp. 148-184.
- PRICE, Jacob M., *Capital and Credit in British Overseas Trade : The View from the Chesapeake, 1700-1776*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 233 p.
- RICHARDSON, Harold W., « British Emigration and Overseas Investment, 1870-1914 », *Economic History Review*, vol. 25, n° 1, février 1972, pp. 99-113.
- ROGERS, Nicholas, « Money, Land and Lineage : The Big Bourgeoisie of Hanoverian London », *Social History*, vol. 4, n° 3, octobre 1979, pp. 437-454.
- ROSEVEARE, Henry, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, Londres, Allen Lane, 1969, 406 p.
- RUBINSTEIN, William D., « Wealth, Elites, and the Class Structure of Modern Britain », *Past and Present*, n° 76, août 1979, pp. 99-126.
- SAUL, Samuel B., « The Export Economy, 1870-1914 », *Yorkshire Bulletin of Economic and Social Research*, vol. 17, 1965, pp. 5-18.
- SIMON, Matthew, « The Enterprise and Industrial Composition of New British Portfolio Investment, 1865-1914 », *Journal of Development Studies*, vol. 3, 1967, pp. 280-292.
- SIMON, Matthew, « The Pattern of New British Portfolio Foreign Investment, 1865-1914 », in HALL, Alfred R. (ed.), *The Export of Capital from Britain, 1870-1914*, Londres, Methuen, 1968, pp. 15-44.
- SKIDELSKY, Robert, « Retreat from Leadership : The Evolution of British Economic Foreign Policy », in ROWLAND, Benjamin M. (ed.), *Balance of Power or Hegemony : The Interwar Monetary System*, New-York, New-York University Press, 1976, pp. 147-194.
- SUPPLE, Barry E., *The Royal Exchange Assurance : A History of British Insurance, 1720-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, 584 p.
- SVEDBERG, Peter, « The Portfolio-Direct Composition of Private Foreign Investment in 1914 Revisited », *The Economic Journal*, vol. 88, n° 352, décembre 1978, pp. 763-777.
- THOMAS, William A., *The Finance of British Industry, 1918-76*, Londres, Methuen, 1978, 368 p.
- TOLIDAY, Stephen, *Business, Banking and Politics : The Case of British Steel, 1918-1939*, Cambridge, Harvard University Press, 1987, 433 p.
- VAMPLEW, Wray, « The Protection of English Cereal Producers : The Corn Laws Reassessed », *Economic History Review*, vol. 33, n° 3, août 1980, pp. 382-395.
- VEBLÉN, Thorstein, *The Theory of the Leisure Class : An Economic Study of Institutions*, Londres, Allen and Unwin, 1924, 404 p.
- WARWICK, Paul, « Did Britain Change ? An Inquiry into the Causes of National Decline », *Journal of Contemporary History*, n° 20, 1985, pp. 99-133.

- WEBSTER, Anthony, « The Political Economy of Trade Liberalization : The East India Company Charter Act of 1813 », *Economic History Review*, vol. 43, n° 3, août 1990, pp. 404-419.
- WHITE, Lawrence H., *Free Banking in Britain : Theory, Experience and Debate, 1800-1845*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 171 p.
- WILKINS, Mira, « The Free-Standing Company, 1870-1914 : An Important Type of British Foreign Direct Investment », *Economic History Review*, vol. 41, n° 2, mai 1988, pp. 259-282.
- WOOD, Alfred C., *A History of the Levant Company*, Londres, Oxford University Press, 1935, 264 p.
- ZEIGLER, Philip, *The Sixth Great Power : Barings, 1762-1929*, Londres, Collins, 1988, 430 p.

b. Histoire sociale de la Grande-Bretagne

- CLARK, Jonathan C. D., *English Society, 1688-1832 : Ideology, Social Structure and Political Practice during the Ancien Regime*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 442 p.
- COLEMAN, David C., « Gentlemen and Players », *Economic History Review*, n° 26, février 1973, pp. 92-116.
- EMSLEY, Clive, *British Society and the French Wars, 1793-1815*, Londres, Macmillan, 1979, 216 p.
- GASH, Norman, « After Waterloo : British Society and the Legacy of the Napoleonic Wars », *Transactions of the Royal Historical Society*, 1978, vol. 28, 1978, pp. 145-157.
- GRASSBY, Richard, « Social Mobility and Business Enterprise in Seventeenth Century England », in PENNINGTON, Donald, THOMAS, Keith (eds.), *Puritans and Revolutionaries : Essays in Seventeenth-Century History*, Oxford, Clarendon Press, 1978, pp. 355-379.
- GRUNER, Wolf D., « The British Political, Social and Economic System and the Decision for Peace or War : Reflections on Anglo-German Relations, 1800-1939 », *Journal of International Studies*, vol. 6, 1980, pp. 189-218.
- MASON, Philip, *The English Gentleman : The Rise and Fall of an Ideal*, Londres, A.Deutsch, 1982, 240 p.
- MUNSCHE, Peter B., *Gentlemen and Poachers : The English Game Laws, 1671-1831*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 268 p.
- NICOLSON, Harold, *Good Behaviour : Being a Study of Certain Types of Civility*, Londres, Constable, 1955, 293 p.
- POULANTZAS, Nicos, *Political Power and Social Classes*, Londres, Verso, 1975, 368 p.
- READ, Donald, *The English Provinces, 1760-1960 : A Study in Influence*, Londres, Arnold, 1964, 319 p.
- SCOTT, John, *The Upper Classes : Property and Privilege in Britain*, Londres, Macmillan, 1982, 213 p.

c. Histoire de la politique intérieure de la Grande-Bretagne

- ALDOUS, Richard, *The Lion and the Unicorn : Gladstone vs. Disraeli*, New-York, Norton, 2007, 368 p.
- BAYSINGER, Barry, TOLLISON, Robert, « Chaining Leviathan : The Case of Gladstonian Finance », *History of Political Economy*, vol. 12, n° 2, 1980, pp. 206-213.
- BOYCE, Robert W., « Creating the Myth of Consensus : Public Opinion and British Return to the Gold Standard in 1925 », in COTTRELL, Philip L., MOGGRIDGE, Donald E. (eds.), *Money and Power. Essays in Honour of L. S. Pressnell*, Basingstoke, Macmillan, 1988, pp. 173-197.
- BREWER, John, *The Sinews of Power : War, Money and the English State, 1688-1783*, Londres, Unwin Hyman, 1989, 289 p.
- BROCK, Michael, *The Great Reform Act*, Londres, Hutchinson, 1973, 411 p.
- CAIN, Peter J., « Capitalism, War and Internationalism in the Thought of Richard Cobden », *British Journal of International Studies*, vol. 5, n° 3, octobre 1979, pp. 229-247.
- DUNBABIN, John P. D., « British Elections in the Nineteenth and Twentieth Centuries a Regional Approach », *English Historical Review*, vol. 95, n° 375, avril 1980, pp. 241-267.
- EASTWOOD, David, « Robert Southey and the Intellectual Origins of Romantic Conservatism », *English Historical Review*, n° 104, 1989, pp. 308-331.
- FREEDEN, Michael, *Liberalism Divided : A Study in British Political Thought, 1914-1939*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 410 p.
- GASH, Norman, *Pillars of Government and Other Essays in State and Society*, Londres, Arnold, 1986, 202 p.
- GHOSH, Peter, « Disraelian Conservatism : A Financial Approach », *English Historical Review*, vol. 99, n° 391, avril 1984, pp. 268-296.
- GILBERT, Bentley B., « David Lloyd George : Land, the Budget and Social Reform », *The American Historical Review*, vol. 81, n° 5, décembre 1976, pp. 1058-1066.
- GLADSTONE, William E., « England's Mission », *The Nineteenth Century*, vol. 4, n° 19, septembre 1878, pp. 560-584.
- GRIFFITHS, Richard, *Fellow Travellers of the Right : British Enthusiasts for Nazi Germany, 1933-1939*, Londres, Oxford University Press, 1983, 410 p.
- GRUNER, Wolf D., « The British Political, Social and Economic System and the Decision for Peace or War : Reflections on Anglo-German Relations, 1800-1939 », *Journal of International Studies*, vol. 6, 1980, pp. 189-218.
- KEYNES, John M., HENDERSON, Hubert D., *Can Lloyd George do it? : An examination of the liberal pledge*, Londres, Nation and Athenaeum, 1929, 44 p.
- MOWAT, Charles, *Britain Between the Wars, 1918-1940*, Londres, University of Chicago Press, 1955, 694 p.
- POULANTZAS, Nicos, *Political Power and Social Classes*, Londres, Verso, 1975, 368 p.

- READ, Donald, *The English Provinces, 1760-1960 : A Study in Influence*, Londres, Arnold, 1964, 319 p.
- ROBERTS, Clayton, « The Constitutional Significance of the Financial Settlement of 1690 », *The Historical Journal*, 20, 1977, pp. 59-76.
- ROLO, Paul J. V., *George Canning : Three Biographical Studies*, Londres, Macmillan, 1965, 276 p.
- ROSEVEARE, Henry, *The Treasury : The Evolution of a British Institution*, Londres, Allen Lane, 1969, 406 p.
- RUBINSTEIN, William D., « The End of Old Corruption in Britain, 1780-1860 », *Past and Present*, n° 101, 1983, pp. 55-86.
- SCALLY, Richard J., *The Origins of the Lloyd George Coalition : The Politics of Social Imperialism, 1900-1918*, Princeton, Princeton University Press, 1975, 416 p.
- SHEPHERD, John, LAYBOURN, Keith, *The first Labour Government*, Basingstoke, Macmillan, 2006, 256 p.
- SHEPPARD, Francis, « London and the Nation in the Nineteenth Century », *Transactions of the Royal Historical Society*, 1985, vol. 35, pp. 51-74.
- SKELLEY, Jeffrey (ed.), *The General Strike, 1926*, Londres, Lawrence and Wishart, 1976, 412 p.
- STANSKY, Peter, *Ambitions and Strategies : The Struggle for Leadership of the Liberal Party in the 1890's*, Oxford, Clarendon Press, 1964, 312 p.
- TREBILCOCK, Clive, « War and the Failure of Industrial Mobilization 1899-1914 », in WINTER J. M. (ed.), *War and Economic Development*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975, pp. 139-164.
- WASSON, Ellis A., « The House of Commons, 1660-1945 : Parliamentary Families and the Political Elite », *English Historical Review*, n° 106, 1991, pp. 635-651.

d. Histoire de la politique extérieure de la Grande-Bretagne .

- ABBASOV, Mamed, « The Anglo-American Oil Controversy in Iran, 1919-1924 », *Journal of Azerbaijani Studies*, vol. 1, n° 4, 1998, pp. 112-145.
- AHMAD, Feroz, « Great Britain's Relations with the Young Turks 1908-14 », *Middle Eastern Studies*, vol. 2, n° 4, 1966, pp. 302-329.
- ANDERSON, Olive, « Great Britain and the Beginnings of the Ottoman Public Debt », *Historical Journal*, vol. 7, n° 1, 1964, pp. 47-63.
- ANDERSON, Olive, *A Liberal State at War : English Politics and Economics During the Crimean War*, Londres, Macmillan, 1967, 306 p.
- BAMET, Correlli, *The Collapse of British Power*, New-York, Morrow, 1972, 643 p.
- BARJOT, Dominique, BOUREILLE, Patrick, « Vers un déclassement de la puissance mondiale », in BARJOT, Dominique, MATHIS, François-Charles (dir.), *Le monde britannique, 1815-1931*, Paris, SEDES, 2009, pp. 264-284.
- BAUGH, Daniel A., « Great Britain's Blue Water Policy », *International History Review*, n° 10, 1988, pp. 33-58.

- BOYCE, Robert W., « The Significance of 1931 for British Imperial and International History », *Histoire@Politique*, n° 11, 2/2010, p. 8-8, www.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-2-page-8.htm.
- BRINLEY, Thomas, « The Evolution of the Sterling Area and its Prospects », in MANSERGH, Nicholas *et al.*, *Commonwealth Perspectives*, Durham, NC, Duke University Press, 1958, pp. 175-208.
- BUNSELMEYER, Robert E., *The Cost of the War, 1914-1918 : British Economic War Aims and the Origin of Reparations*, Hamden, Archon Books, 1975, 249 p.
- CASSELLS, Alan, « Repairing the Entente Cordiale and the New Diplomacy », *Historical Journal*, vol. 23, n° 1, mars 1980, pp. 133-153.
- CHAMBERLAIN, Muriel E., *Pax Britannica ? British Foreign Policy, 1789-1914*, Londres, Longman, 1988, 224 p.
- CHASSAIGNE, Philippe, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2003, 319 p.
- CLAVIN, Patricia, *The Failure of Economic Diplomacy : Britain, Germany France and the US*, New-York, Macmillan, 1996, 279 p.
- COOPER, John M., « The Command of Gold Reversed : American Loans to Britain, 1915-1917 », *The Pacific Historical Review*, vol. 45, n° 2, mai 1976, pp. 209-230.
- COSTIGLIOLA, Frank, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *Journal of Economic History*, vol. 37, n° 4, décembre 1977, pp. 911-934.
- CUNNINGHAM'S, Alan, « The Sick Man and the British Physician », *Middle Eastern Studies*, vol. 17, n° 2, avril 1981, pp. 147-173.
- DAVIS, Alun, « England and Europe, 1815-1914 », in BROMLEY, John S., KOSSMAN, Ernest H. (eds.), *Britain and the Netherlands in Europe and Asia*, Londres, Macmillan, 1968, pp. 160-173.
- FLYVBJERG, Bent, BRUZELIUS, Nils, ROTHENGATTER, Werner, *Megaprojects and Risk : An Anatomy of Ambition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 207 p.
- FRANCIS, Richard M., « The British Withdrawal from the Baghdad Railway Project in April 1903 », *Historical Journal*, n° 16, mars 1973, pp. 168-178.
- GLENNY, Michael V, « The Anglo-Soviet Trade Agreement, March 1921 », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, pp. 63-82.
- GREENBERG, Michael, *British Trade and the Opening of China, 1800-1842*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, 238 p.
- GRENVILLE, John A. S., *Lord Salisbury and Foreign Policy : The End of the Nineteenth Century*, Londres, The Athlone Press, 1964, 451 p.
- GUILLEN, Pierre, « The Entente of 1904 as a Colonial Settlement », in GIFFORD, Prosser, LOUIS, William R. (eds.), *France and Britain in Africa*, New Haven, Yale University Press, 1971, pp. 333-368.
- HAMILTON, Keith A., « An Attempt to Form an Anglo-French Industrial Entente », *Middle Eastern Studies*, vol. 11, n° 1, janvier 1975, pp. 47-73.
- HINSLEY, Francis H. (ed.), *British Foreign Policy under Sir Edward Grey*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, 702 p.

- HUGHES, Matthew, *Allenby and British Strategy in the Middle East, 1917-1919*, Londres, Frank Cass, 1999, 224 p.
- KATOUCIANA, Homa, « The Campaign against the Anglo-Iranian Agreement of 1919 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 25, n° 1, mai 1998, pp. 5-46.
- KELLY, John B., *Britain and the Persian Gulf, 1795-1880*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 911 p.
- KENNEDY, Paul M., « Tradition of Appeasement in British Foreign Policy, 1865-1939 », *British Journal of International Studies*, octobre 1976, vol. 2, n° 3, pp. 195-215.
- KENNEDY, Paul M., *The Realities Behind Diplomacy : Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Londres, Allen and Unwin, 1981, 416 p.
- KENNEDY, Paul M., *The Rise and Fall of British Naval Mastery*, Londres, Allen Lane, 1976, 405 p.
- KENNEDY, Paul M., *The Rise of the Anglo-German Antagonism, 1860-1914*, Londres, Allen and Unwin, 1980, 604 p.
- KENT, Marian, « The Purchase of the British Government's Shares in the British Petroleum Company 1912-1914 », in KENT, Marian, *Moguls and Mandarins : Oil, Imperialism and the Middle East in British Foreign Policy, 1900-1940*, Londres, Frank Cass, 1993, pp.35-67.
- KHALIDI, Rashid, *British Policy in Syria and Palestine, 1906-1914*, Oxford, Ithaca Press, 1980, 412 p.
- KLEIN, Ira, « The Anglo-Russian Convention and the Problems of Central Asia, 1907-1914 », *Journal of British Studies*, vol. 11, n° 1, novembre 1971, pp. 126-147.
- KURMUS, Orhan, « The 1838 Treaty of Commerce Re-examined », in GRAMMONT, Jean-Louis Bacqué, DUMONT, Paul (eds.), *Economies et sociétés dans l'Empire Ottoman*, Paris, Editions CNRS, 1983, pp. 411-417.
- LEVERING, Lewis D., *The Race to Fashoda : European Colonialism and African resistance in the scramble for Africa*, Londres, Bloomsbury, 1988, 304 p.
- MARDER, Arthur J., *From Dreadnought to Scapa Flow : The Royal Navy in the Fisher Era, 1904-1919, vol. 1. The Road to War, 1904-1914*, Londres, Oxford University Press, 1961, 458 p.
- MARDER, Arthur J., *The Anatomy of British Sea Power : A History of British Naval Policy in the Pre-Dreadnought Era*, New-York, A.A. Knopf, 1940, 580 p.
- MCLEAN, David, *Britain and her Buffer State : The Collapse of the Persian Empire, 1906-1914*, Londres, Royal Historical Society, 1979, 157 p.
- MEYER, Frederick V., *Britain, the Sterling Area and Europe*, Cambridge, Bowes and Bowes, 1952, 150 p.
- MONGER, George W., *The End of Isolation : British Foreign Policy, 1900-1907*, Londres, Nelson and sons, 1963, 343 p.
- NEUBERGER, Hugh, STOKES, Houston H., « The Anglo-German Trade Rivalry, 1887-1913 : A Counterfactual Outcome and Its Implications », *Social Science History*, vol. 3, n° 2, 1979, pp. 187-201.

- NEVAKIVI, Jukka, *Britain, France and the Arab Middle East : 1914-1920*, Londres, Athlone Press, 1969, 284 p.
- NICHOLSON, Colin, « Edwardian England and the Coming of the First World War », in O'DAY, Alan (ed.), *The Edwardian Age : Conflict and Stability, 1900-1914*, Londres, Macmillan, 1979, pp. 144-168.
- PIQUET, Caroline, « La Compagnie universelle du canal maritime de Suez en Egypte : concession rime-t-elle avec colonisation ou modernisation ? », *Entreprises et histoire*, vol. 31, 2002, pp. 38-53.
- PLATT, Desmond C.M., *Finance, Trade and Politics in British Foreign Policy, 1815-1914*, Londres, Clarendon Press, 1968, 454 p.
- PORTER, Andrew N., « Lord Salisbury, Foreign Policy and Domestic Finance, 1860-1900 », in BLAKE, Lord et CECIL, Hugh (eds.), *Salisbury : The Man and his Policies*, Londres, Macmillan, 1987, pp. 148-184.
- REYNOLDS, David, *The Creation of the Anglo-American Alliance, 1937-1941 : A Study in Competitive Cooperation*, Londres, Europa Publications Limited, 1981, 397 p.
- ROTHWELL, Victor H., *British War Aims and Peace Diplomacy*, Oxford, Clarendon Press, 1971, 315 p.
- THOMAS, Hugh, *The Suez Affair*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1970, 253 p.
- WEBSTER, Paul, *Fachoda : la bataille pour le Nil*, Paris, Félin, 2001, 233 p.
- WESTRATE, Bruce, *The Arab Bureau : British Policy in the Middle East, 1916-1920*, Pennsylvanie, Pennsylvania State University Press, 1992, 240 p.
- WILSON, Keith, « Constantinople or Cairo : Lord Salisbury and the Partition of the Ottoman Empire, 1886-1897 », in WILSON, Keith M. (ed.), *Imperialism and Nationalism in the Middle East : The Anglo-Egyptian Experience 1882-1982*, Londres, Mansell, 1983, pp. 26-55.
- YAPP, Malcom E., *Strategies of British India : Britain, Iran and Afghanistan, 1798-1850*, Oxford, Oxford University Press, 1980, 690 p.

4. L'Empire britannique

- BAYLY, Christopher A., *Imperial Meridian : The British Empire and the World, 1780-1830*, Londres, Longman, 1989, 295 p.
- BOYCE, Robert W., « The Significance of 1931 for British Imperial and International History », *Histoire@Politique*, n° 11, 2/2010, p. 8-8, <<http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-2-page-8.htm>>
- CAIN, Peter J., « J. A. Hobson, Financial Capitalism and Imperialism in Late Victorian and Edwardian England », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 13, n° 3, 1985, pp. 1-27.
- CAIN, Peter J., *Economic Foundations of British Expansion Overseas, 1815-1914*, Londres, Macmillan, 1980, 85 p.

- CAIN, Peter J., HOPKINS, Anthony G., « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas I : The Old Colonial System, 1688-1850 », *Economic History Review*, vol. 39, n° 4, novembre 1986, pp. 501-525.
- CAIN, Peter J., HOPKINS, Anthony G., « The Political Economy of British Expansion Overseas, 1750-1914 », *Economic History Review*, 2nd series, n° 33, 1980, pp. 463-465.
- CAIN, Peter J., HOPKINS, Anthony G., *British Imperialism : Crisis and Deconstruction 1914-1990*, Londres, Longman, 1993, 337 p.
- CAIN, Peter J., HOPKINS, Anthony G., *British Imperialism : Innovation and Expansion, 1688-1914*, Londres, Longman, 1993, 504 p.
- CHAMBERLAIN, Muriel E., *Pax Britannica ? British Foreign Policy, 1789-1914*, Londres, Longman, 1988, 224 p.
- CROUZET, François, « Trade and Empire : The British Experience from the Establishment of Free Trade until the First World War », in RATCLIFFE Barrie M. (ed.), *Great Britain and her World, 1750-1914*, Manchester, Manchester University Press, 1975, pp. 209-235.
- DAVIS, Lance A., HUTTENBACK, Robert A., « The Political Economy of British Imperialism », *Journal of Economic History*, vol. 42, n° 1, mars 1982, pp. 119-130.
- DAVIS, Lance E., HUTTENBACK, Robert A., *Mammon and the Pursuit of Empire : The Political Economy of British Imperialism, 1860-1912*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 394 p.
- DRUMMOND, Ian M., *Imperial Economic Policy, 1917-39 : Studies in Expansion and Protection*, Londres, Allen and Unwin, 1974, 496 p.
- EDELSTEIN, Michael, *Overseas Investment in the Age of High Imperialism, 1850-1914*, New-York, Columbia University Press, 1982, 367 p.
- ELDRIDGE, Colin C., *England's Mission : The Imperial Idea in the Age of Gladstone and Disraeli, 1868-80*, Londres, Macmillan, 1973, 288 p.
- ETHERINGTON, Norman, *Theories of Imperialism : War, Conquest and Capital*, Londres, Barnes and Noble Books, 1984, 296 p.
- FINLEY, Moses I., « Colonies : An Attempt at a Typology », *Transactions of the Royal Historical Society*, vol. 26, 1976, pp. 167-188.
- GALBRAITH, John S., « The Turbulent Frontier as a Factor in British Expansion », *Comparative Studies in Society and History II*, n° 1, janvier 1960, pp. 34-48.
- GALLAGHER, John et ROBINSON, Ronald E., « The Imperialism of Free Trade », *Economic History Review*, vol. 6, n° 1, 1953, pp. 1-15.
- HARCOUT, Freda, « Disraeli's Imperialism, 1866-1868 : A Question of Timing », *Historical Journal*, vol. 23, 1980, pp. 87-109.
- HARLOW, Vincent, *The Founding of the Second British Empire, 1763-1793*, Vol. 1 *Discovery and Revolution*, Oxford, Longman, 1952, 664 p.
- Vol. 2 *New Continents and Changing Values*, Oxford, Longman, 1964, 820 p.
- HOLLAND ROSE, John, NEWTON, Arthur P., et BENIANS, Ernest A., *The Cambridge History of the British Empire, 1. The Old Empire From the Beginnings to 1783*, Cambridge, Cambridge University Press, 1929, 934 p.

- HOPKINS, Anthony G., « Imperial Business in Africa, Part II : Interpretations », *Journal of African History*, n° 17, 1976. pp. 267-290.
- HOPKINS, Anthony G., « The Victorians and Africa : A Reconsideration of the Occupation of Egypt, 1882 », *Journal of African History*, n° 27, 1986, pp. 360-391.
- HUTTENBACK, Robert A., *British Relations With Sind, 1799-1843 : An Anatomy of Imperialism*, Berkeley, University of California Press, 1962, 161 p.
- HYAM, Ronald, *Britain's Imperial Century, 1815-1914 : A Study of Empire and Expansion*, Londres, B.T. Batsford, 1976, 462 p.
- HYNES, William G., « British Mercantile Attitudes Towards Imperial Expansion », *Historical Journal*, vol. 19, n° 4, décembre 1976, pp. 969-979.
- INGRAM, Edward, *In Defence of British India : Great Britain and the Middle East, 1775-1842*, Londres, Frank Cass, 1985, 236 p.
- LEONARD, Karen, « The Great Firm Theory of the Decline of the Mughal Empire », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 21, n° 2, avril 1979, pp. 151-167.
- LLOYD, Trevor O., *Empire to Welfare State, 1906-1985*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 558 p.
- MANGAN, James A., *The Games Ethic and Imperialism : Aspects of the Diffusion of an Ideal*, Londres, Frank Cass, 1998, 240 p.
- MARSHALL, Peter J., *East India Fortunes : The British in Bengal in the Eighteenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1976, 284 p.
- MARSHALL, Peter J., *Problems of Empire : Britain and India, 1757-1813*, Londres, Allen and Unwin, 1968, 239 p.
- MCDONAGH, Oliver, « The Anti-Imperialism of Free Trade », *Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 489-501.
- MCDOWELL, Robert B., *Ireland in the Age of Imperialism and Revolution, 1760-1800*, Oxford, Clarendon Press, 1991, 740 p.
- MCLEAN, David, « Finance and Informal Empire Before the First World War », *Economic History Review*, vol. 29, n° 2, mai 1976, pp. 291-305.
- OFFER, Avner, « Empire and Social Reform : British Overseas Investment and Domestic Politics, 1908-1914 », *Historical Journal*, vol. 26, n° 1, mars 1983, pp. 119-138.
- OLSON, William J., *Britain's Elusive Empire in the Middle East, 1900-1921 : An Annotated Bibliography*, Londres, Garland, 1982, 404 p.
- OVENDALE, Ritchie, « Profit or Patriotism : Natal, The Transvaal and the Coming of the Second Anglo-Boer War », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 8, 1980, pp. 209-234.
- PORTER, Andrew N., « Britain, the Cape Colony, and Natal, 1870-1914 : Capital, Shipping and the Colonial Connexion », *The Economic History Review*, vol. 34, n° 4, novembre 1981, pp. 554-577.
- PORTER, Bernard, *The Lion's Share : A Short History of British Imperialism, 1850-1970*, Londres, Longman, 1974, 408 p.
- RAPHAEL, Alward C., *The Cape to Cairo Dream : A Study in British Imperialism*, New-York, Columbia University Press, 1936, 514 p.

- ROBINSON, Ronald, « Non-European Foundations of European Imperialism : Sketch for a Theory of Collaboration », in OWEN, Roger, SUTCLIFFE, Bob (eds.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1972, pp.117-142.
- ROBINSON, Ronald, « The Excentric Idea of Imperialism with or without Empire », in MOMMSEN, Wolfgang J., OSTERHAMMEL, Jürgen (eds.), *Imperialism and After : Continuities and Discontinuities*, Londres, Allen and Unwin, 1986, pp. 267-289.
- ROSE, John H., NEWTON, Arthur P. et BENIANS, Ernest A., *The Old Empire From the Beginnings to 1783*, Cambridge, Cambridge University Press, 1929, 934 p.
- SCHUMPETER, Joseph, *Imperialism and Social Classes*, Oxford, Basil Blackwell, 1951, 221 p.
- SEMMELE, Bernard, *Imperialism and Social Reform : English Social Imperialism, 1895-1914*, Londres, Allen and Unwin, 1960, 284 p.
- SEMMELE, Bernard, *Liberalism and Naval Strategy : Ideology, Interest and Sea Power during the Pax Britannica*, Boston, HarperCollins, 1986, 256 p.
- SMITH, Tony, *The Pattern of Imperialism : The United States, Great Britain, and the Late-industrializing World Since 1815*, Londres, Cambridge University Press, 1981, 308 p.
- STOKES, Eric, « Late Nineteenth-Century Colonial Expansion and the Attack on the Theory of Economic Imperialism : A Case of Mistaken Identity ? », *Historical Journal*, vol. 12, n° 2, 1969, pp. 285-301.
- SUBRAMANIAN, Lakshmi, « Banias and the British : The Role of Indigenous Credit in the Process of Imperial Expansion in Western India in the Second Half of the Eighteenth Century », *Modern Asian Studies*, n° 21, mars 1987, pp. 473-510.
- TRAPIDO, Stanley, « From Paternalism to Liberalism : The Cape Colony, 1800-1834 », *International History Review*, n° 12, 1990, pp. 76-104.
- TYLER, John E., *The Struggle for Imperial Unity, 1868-1895*, Londres, Longman, 1938, 219 p.
- WEBB, Stephen S., *The Governors-General : The English Army and the Definition of Empire, 1569-1681*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979, 549 p.
- WIGHT, Martin, *British Colonial Constitutions, 1947*, Oxford, Clarendon Press, 1952, 571 p.
- WINCH, Donald, « Classical Economics and the Case for Colonization », *Economica*, vol. 30, n° 120, novembre 1963, pp. 387-399.

5. Histoire des Etats-Unis

- ABBASOV, Mamed, « The Anglo-American Oil Controversy in Iran, 1919-1924 », *Journal of Azerbaijani Studies*, vol. 1, n° 4, 1998, pp. 112-145.
- ALDCROFT, Derek H., *From Versailles to Wall Street 1919-1929*, Londres, Allen Lane, 1977, 372 p.

- BURK, Kathleen, « A Merchant Bank at War : the House of Morgan 1914-18 », in COTTRELL, Philip L., MOGGRIDGE, Donald E. (eds.), *Money and Power*, Londres, Macmillan, 1988, pp. 155-172.
- CLAVIN, Patricia, *The Failure of Economic Diplomacy : Britain, Germany France and the US*, New-York, Macmillan, 1996, 279 p.
- COSTIGLIOLA, Frank, « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *Journal of Economic History*, vol. 37, n° 4, décembre 1977, pp. 911-934.
- DAYER, Roberta A., « Strange Bedfellows : J.P. Morgan and Co., Whitehall and the Wilson Administration during World War I », *Business History Review*, n° 18, juillet 1976, pp. 127-151.
- FOGEL, Robert W., *Railroads and American Economic Growth : Essays in Econometric History*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1964, 296 p.
- KHALIDI, Rashid, *L'Empire aveuglé : les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, trad. de l'américain par Christophe Marchand-Kiss, Paris, Actes Sud, 2004, 263 p.
- LUTTWAK, Edward, *The Endangered American Dream*, New-York, Simon and Schuster, 1993, 365 p.
- PARRINI, Carl P., *Heir to Empire : United States Economic Diplomacy, 1916-1923*, Pittsburgh, University of Pittsburg Press, 1969, 303 p.
- REYNOLDS, David, *The Creation of the Anglo-American Alliance, 1937-1941 : A Study in Competitive Co-operation*, Londres, Europa Publications Limited, 1981, 397 p.
- SOUTOU, Georges H., *L'Or et le Sang : les buts de guerre économique de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963 p.
- WALKER, Stephen G. et MCGOWAN, Pat, « U.S. Foreign Economic Policy formulation : Neo-Marxist and Neo-Pluralist Perspectives », in AVERY, William P. et RAPKIN, David P. (eds.), *America in a Changing World Political Economy*, New-York, Longman, 1982, pp. 207-226.

6. Europe : ouvrages généraux

- BARJOT, Dominique, REVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle : mythe et réalité*, actes du Colloque des Universités européennes d'été, 9-11 juillet 2001, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002, 274 p.
- BERNSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire du XX^e siècle. Tome 1 : 1900-1945, la fin du « monde européen »*, Paris, Hatier, 2000, 501 p.
- CARON, Jean-Claude, VERNUS, Michel, *L'Europe au XIX^e siècle, des Nations aux nationalismes 1815-1914*, Paris, A.Colin, 1996, 477 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours* (1953), 11^e éd., Paris, Dalloz, 1993, 1038 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *L'Europe de 1815 à nos jours. Vie politique et Relations internationales* (1964), 6^e éd., Paris, PUF, 1991, coll « Nouvelle Clio », 419 p.

- HARDACH, Gerd, *The First World War, 1914-1918*, Los Angeles, University of California Press, 1981, 328 p.
- LENTZ, Thierry, *Napoléon et la conquête de l'Europe, 1804-1810*, Paris, Fayard, 2002, 607 p.
- LÖWY Michael, HAUPT Georges, WEILL Claudie, *Les marxistes et la question nationale de 1848 à 1914* (1974), 2^e éd., Paris, L'Harmattan, 1997, 392 p.
- NOLTE, Ernst, *Les mouvements fascistes, L'Europe de 1919 à 1945* (1969), Paris, Hachette Pluriel, 1992, 368 p.
- ROSSIER, Edmond, *Histoire politique de l'Europe 1815-1919*, Paris, Payot, 1931, 362 p.
- SHUKER, Stephen A., *The End of French Predominance in Europe : The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976, 459 p.
- SOUTOU, Georges H., *L'Or et le Sang : les buts de guerre économique de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963 p.
- ZIESENIS, Charles-Otto, *Le Congrès de Vienne et l'Europe des princes*, Paris, P. Belfond, 1984, 292 p.

7. Histoire des puissances et des régions européennes

a. Histoire de l'Allemagne

- BERNSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *L'Allemagne, 1870-1991*, Paris, Masson, 1992, 278 p.
- BLOCH, Charles, *Le III^e Reich et le Monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, 545 p.
- BORCHARDT, Knut, *German Economy : 1870 to the Present*, Londres, Brace and World, 1967, 353 p.
- BORN, Karl Erich, *Wirtschaft-und Sozialgeschichte des Deutschen Kaiserreichs : 1867/71-1914*, Stuttgart, F. Steiner Verlag Wiesbaden, 1985, 175 p.
- BRAUDEL, Fernand, *Ecrits sur l'histoire* (1969), Paris, Flammarion, 1994, 270 p.
- CAPELE, Jean-Claude, *L'Allemagne hier et aujourd'hui*, Paris, Hachette supérieur, 2006, 157 p.
- CLAVIN, Patricia, *The Failure of Economic Diplomacy : Britain, Germany France and the US*, New-York, Macmillan, 1996, 279 p.
- CORRIGAN, H. S. W., « German-Turkish Relations and the Outbreak of War in 1914 : A Reassessment », *Past and Present*, vol. 36, n° 1, avril 1967, pp. 144-152.
- DROZ, Jacques, *Histoire de l'Allemagne* (1945), 14^e éd., Paris, PUF, 2003, coll. « Que sais-je ? », p. 127.
- EYCK, Erich, *Bismarck and the German Empire*, Londres, Allen and Unwin, 1950, 327 p.
- FLEURY, Antoine, *La Pénétration allemande au Moyen-Orient, 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran, et de l'Afghanistan*, Paris, éd. Brille, 1977, 432 p.

- GRIFFITHS, Richard, *Fellow Travellers of the Right : British Enthusiasts for Nazi Germany, 1933-1939*, Londres, Oxford University Press, 1983, 410 p.
- HAUSER, Henri, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, Paris, Armand Colin, 1916, 290 p.
- KENNEDY, Paul M., « German World Policy and the Alliance Negotiations with England, 1897-1900 », *The Journal of Modern History*, vol. 45, n° 4, décembre 1973, pp. 605-625.
- LOEB, Ernst, « The German Exchange Act of 1896 », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 11, n° 4, juillet 1897, pp. 388-428.
- MORTIMER, Joanne S., « Commercial Interests and German Diplomacy in the Agadir Crisis », *Historical Journal*, vol. 10, n° 3, 1967, pp. 440-456.
- ROVAN, José, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Seuil, 1994, 957 p.
- TRACHTENBERG, Marc, « Reparations at the Paris Peace Conference », *Journal of Modern History*, vol. 51, mars 1979, pp. 24-55.
- TRUMPENER, Ulrich, « Germany and the End of the Ottoman Empire », in KENT, Marian (ed.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire* (1984), Londres, Routledge, 1996, pp. 107-136.

b. Histoire de la France

- BORDER, Michael D., WHITE, Eugene N., « A Tale of Two Currencies : British and French Finance During the Napoleonic Wars », *Journal of Economic History*, vol. 51, n° 2, juin 1991, pp. 303-316.
- CLAVIN, Patricia, *The Failure of Economic Diplomacy : Britain, Germany France and the US*, New-York, Macmillan, 1996, 279 p.
- GUILLEN, Pierre, « The Entente of 1904 as a Colonial Settlement », in GIFFORD, Prosser, LOUIS, William R. (eds.), *France and Britain in Africa*, New Haven, Yale University Press, 1971, pp. 333-368.
- HAMILTON, Keith A., « An Attempt to Form an Anglo-French Industrial Entente », *Middle Eastern Studies*, vol. 11, n° 1, janvier 1975, pp. 47-73.
- HANOUN-AVICE, Murielle, *Les relations stratégiques franco-russes, 1892-1914*, Thèse de Doctorat en histoire, Université de Paris I, 2001.
- MORAND, Edmond, *Le Canal de Suez et l'Histoire extérieure du second Empire*, Paris, Eugène Figuière, 1936, 123 p.
- POCOCK, John G. A., « The Political Economy of Burke's Analysis of the French Revolution », *Historical Journal*, vol. 25, n° 2, juin 1982, pp. 331-349.
- SHUKER, Stephen A., *The End of French Predominance in Europe : The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976, 459 p.

c. Histoire de la Russie

- ANDERSON, Olive, *A Liberal State at War : English Politics and Economics During the Crimean War*, Londres, Macmillan, 1967, 306 p.
- GLENNY, Michael V, « The Anglo-Soviet Trade Agreement, March 1921 », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, pp. 63-82.
- HANOUN-AVICE, Murielle, *Les relations stratégiques franco-russes, 1892-1914*, Thèse de Doctorat en histoire, Université de Paris I, 2001.
- KLEIN, Ira, « The Anglo-Russian Convention and the Problems of Central Asia, 1907-1914 », *Journal of British Studies*, vol. 11, n° 1, novembre 1971, pp. 126-147.
- PIOUFFRE, Gérard, *La Guerre russo-japonaise sur mer : 1904-1905*, Nantes, Marines, 1999, 320 p.

d. Histoire de l'Empire Ottoman

- ANDERSON, Olive, « Great Britain and the Beginnings of the Ottoman Public Debt », *Historical Journal*, vol. 7, n° 1, 1964, pp. 47-63.
- BLAISDELL, Donald C., *European Control in the Ottoman Empire. A Study of the Establishment, Activities, and Significance of the Administration of the Ottoman Public Debt*, New-York, Columbia University Press, 1929, 243 p.
- DAVISON, Roderic H., *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*, Princeton, Princeton University Press, 1963, 479 p.
- ISSAWI, Charles, *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1980, 390 p.
- KENT, Marian (ed.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, Londres, Allen and Unwin, 1984, 237 p.
- PAMUK, Sevket, « The Ottoman Empire in the Great Depression of 1873-1896 », *Journal of Economic History*, vol. 44, n° 1, mars 1984, pp. 107-118.
- PAMUK, Sevket, *The Ottoman Empire and European Capitalism : Trade, Investment, and Production, 1820-1913*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 278 p.
- TYQUIN, Michael B., *Gallipoli : The Medical War*, Kensington, University of New South Wales Press, 1993, 277 p.
- WILSON, Keith, « Constantinople or Cairo : Lord Salisbury and the Partition of the Ottoman Empire, 1886-1897 », in Keith M. Wilson (ed.), *Imperialism and Nationalism in the Middle East : The Anglo-Egyptian Experience 1882-1982*, Londres, Mansell, 1983, pp. 26-55.

e. Balkans

- CRAMPTON, Richard J., « The Balkans, 1909-1914 », in HINSLEY, Francis H. (ed.), *British Foreign Policy under Sir Edward Grey*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, pp. 256-270.

- HALL, Richard C., *The Balkan Wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, 176 p.
- LAFFAN, R. G. D., *The Serbs : The Guardians of the Gate*, New-York, Dorset Press, 1989, 299 p.
- MOAR, Frédéric (le), *La Serbie du martyre à la victoire, 1914-1918*, Paris, 14-18 Éd., 2008, 253 p.

8. Histoire des autres régions du monde

a. Histoire du Proche Orient

- ABU-HAKIMA, Ahmad M., *The Modern History of Kowait 1750-1965*, Londres, Luzac and Co, 1983, 226 p.
- ANTONIUS, George, *The Arab Awakening : The Story of the Arab National Movement*, Londres, Hamilton, 1945, 471 p.
- BARON, Xavier, *Les Palestiniens, Genèse d'une nation*, Paris, Seuil, 2000, 813 p.
- BIGER, Gideon, *The Boundaries of Modern Palestine, 1840-1947*, Londres, Routledge, 2004, 257 p.
- DARWIN, John, *Britain, Egypt and the Middle East Imperial Policy in the Aftermath of War, 1918-1922*, Londres, Macmillan, 1981, 333 p.
- FARGETTE, Guy, *Méhémet Ali, le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, Harmattan, 1996, 231 p.
- FRIEDMAN, Isaiah, « The Hussein-McMahon correspondence and the Question of Palestine », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, pp. 83-122.
- GILBAR, Gad, « The Big Merchants (tujjar) and the Persian Constitutional Revolution of 1906 », *Asian and African Studies*, vol. 11, n° 3, 1977, pp. 275-303.
- HERSHLAG, Zwi Y., *Introduction to the Modern Economic History of the Middle East*, (1964), Leiden, Brill, 1980, 431 p.
- KHALIDI, Rashid, *British Policy in Syria and Palestine, 1906-1914*, Oxford, Ithaca Press, 1980, 412 p.
- KHALIDI, Rashid, *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Boston, Beacon Press, 2006, 328 p.
- LAWRENCE, Thomas E., *Seven Pillars of Wisdom : A Triumph*, Londres, J. Cape, 1935, 545 p.
- LONGRIEG, Stephen, *Oil in the Middle East : Its Discovery and Development*, Londres, Oxford University Press, 1954, 305 p.
- NOUSCHI, André, *Luttes pétrolières au Proche-Orient*, Paris, Flammarion, 1970, 142 p.
- PAPPÉ, Ilan, *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947-1951*, Londres, I. B. Tauris, 1994, 324 p.
- PIQUET, Caroline, *Histoire du canal de Suez des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 2009, 372 p.

- SUSSER Asher, SHMUELEVITZ, Aryeh, *The Hashemites in the Modern Arab World*, Londres, Frank Cass, 1995, 246 p.
- VOLODARSKY, Mikhail, « Persia's Foreign Policy between the Two Herat Crises, 1831-56 », *Middle Eastern Studies*, vol. 21, n° 2, pp. 111-151.
- ZEINE, Zeine, N., *The Struggle for Arab Independence : Western Diplomacy and the Rise and Fall of Faisal's Kingdom in Syria*, Beirut, Khayat's, 1960, 299 p.

b. Histoire de la Chine

- GREENBERG, Michael, *British Trade and the Opening of China, 1800-1842*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, 238 p.
- GRAHAM, Gerald, *The China Station : War and Diplomacy, 1830-1860*, Oxford, Oxford University Press, 1978, 464 p.

9. Histoire de la pensée économique

- BENTHAM, Jeremy, *et al.*, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation* (1948), Oxford, Clarendon Press, 1996, 343 p.
- CAIN, Peter, « Capitalism, War and Internationalism in the Thought of Richard Cobden », *British Journal of International Studies*, vol. 5, n° 3, octobre 1979, pp. 229-247.
- CECCO, Marcello de, « The Last of the Romans », in SKIDELSKY Robert (ed.), *The End of the Keynesian Era*, New-York, Holmes and Meier, 1977, pp. 18-24.
- COLLINS, Randall, *Weberian Sociological Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 372 p.
- CROPSEY, Joseph, « Adam Smith and Political Philosophy », in SKINNER, Andrew, WILSON, Thomas (eds.), *Essays on Adam Smith*, Oxford, Clarendon Press, 1975, pp. 132-153.
- KEYNES, John M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, New-York, Brace and Howe, 1936, 403 p.
- LÉNINE, Vladémir, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Paris, Editions sociales, 1984, 124 p.
- LINKLATER, Andrew, *Beyond Realism and Marxism : Critical Theory and International Relations*, Londres, Macmillan, 1990, 216 p.
- LIST, Friedrich, *The National System of Political Economy* (1885), New-York, Kelley, 1966, 454 p.
- LÖWY, Michael, *Patrie ou Planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne, Éditions Page deux, 1997, 158 p.
- MARX, Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Paris, PUF, 1993, 940 p.
- RICARDO, David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1821), Paris, Flammarion, 1993, coll. « Classiques de l'économie politique », 508 p.

SMITH, Adam, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, (1776), New-York, P. F. Collier and Son, 1909, 590 p.

10.Histoire économique

ALDCROFT, Dereck H., « Economic Growth in the Inter-War Years : A Reassessment », *Economic History Review*, vol. 20, n° 2, août 1967, pp. 311-326.

ALDCROFT, Dereck H., *From Versailles to Wall Street 1919-1929*, Londres, Allen Lane, 1977, 372 p.

BAIROCH, Paul, « Geographical Structure and Trade Balances of European Foreign Trade from 1800 to 1970 », *Journal of European Economic History*, vol. 3, 1974, pp. 557-608.

BAIROCH, Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1999, 288 p.

BLAIR, John M., *The Control of Oil*, New-York, Pantheon Books, 1976, 441 p.

BOYCE, Robert, W., *The Great Interwar Crisis and the Collapse of Globalization*, Basingstoke, Palgrave-Macmillan, 2009, 611 p.

BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1979, 3 vol., (543 p., 599 p., 606 p.)

CAPIE, Forrest, WOOD, Geoffrey E. (eds.), *Financial Crises and the World Banking System*, Londres, Macmillan, 1986, 256 p.

CASSIS, Youssef, *Big Business : The European Experience in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1997, 277 p.

CHAPMAN, Stanley, *The Rise of Merchant Banking*, Londres, Allen and Unwin, 1984, 224 p.

CLARKE, Stephen V.O., *The Reconstruction of the International Financial System : The Attempts of 1922 and 1933*, Princeton, International Finance Section Princeton University Studies, 1973, 48 p.

CLAVIN, Patricia, *The Great Depression in Europe, 1929-39*, New-York, St. Martin's Press, 2000, 244 p.

COLEMAN, David C., « Mercantilism Revisited », *Historical Journal*, vol. 23, n° 4, décembre 1980, pp. 773-791.

DORMOIS, Jean-Pierre, *La Défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, Paris, PUPS, 2009, 413 p.

EICHENGREEN, Barry J., *Golden Fetters : The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1929*, New-York, Oxford University Press, 1992, 448 p.

GOODHART, Charles A. E., *The Business of Banking, 1891-1914*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1972, 628 p.

HERSHLAG, Zwi Y., *Introduction to the Modern Economic History of the Middle East*, (1964), Leiden, Brill, 1980, 431 p.

- HILFERDING, Rudolf, *Finance Capital : A Study of the Latest Phase of Capitalist Development*, Londres, Routledge, 2006, 466 p.
- HILL, T. P., « On Goods and Services », *Review of Income and Wealth*, vol. 4, n° 23, 1977, pp. 315-338.
- KINDLEBERGER, Charles P., « The Rise of Free Trade in Western Europe », *Journal of Economic History*, vol. 35, n° 1, mars, 1975, pp. 20-55.
- KINDLEBERGER, Charles P., *The World in Depression, 1929-1939*, Berkeley, University of California Press, 1986, 355 p.
- KRAVIS, Irving B., « Services in the Domestic Economy and in World Transactions » in INMAN, Robert P. (ed.), *Managing the Service Economy : Prospects and Problems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, pp. 135-160.
- LEWIS, Arthur, « International Competition in Manufactures », *American Economic Review*, vol. 47, mai 1957, pp. 578-609.
- LEWIS, Arthur, *Growth and Fluctuations, 1870-1913*, Londres, Allen and Unwin, 1978, 333 p.
- MADDISON, Angus, *Economic Growth in the West : Comparative Experience in Europe and North America*, New-York, The Twentieth Century Fund, 1964, 246 p.
- MICHIE, Ronald C., « The Myth of the Gold Standard : an Historian's Approach », *Revue Internationale d'Histoire de la banque*, vol. 32, n° 3, 1986, pp. 167-180.
- NORTH, Douglass C., *Structure and Change in Economic History*, New-York, Norton, 1981, 228 p.
- O'BRIEN, Patrick, « The Analysis and Measurement of the Service Economy in European Economic History », in FREMDLING, Rainer, O'BRIEN, Patrick (dir.), *Productivity in the Economies of Europe*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1983, pp. 79-90.
- PALMER, Sara, *Politics, Shipping and the Repeal of the Navigation Laws*, Manchester, Manchester University Press, 1991, 240 p.
- POULET, Régis, « Le péril jaune », *La Revue des ressources*, 06/07/2010, <<http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article499>> (consulté le 30/08/2010).
- REES, Goronwy, *La Grande Crise de 1929 : le Capitalisme remis en question*, [*The Great Slump : Capitalism in Crisis, 1929-1933*, New-York, Harper and Row, 1970], trad. de l'anglais par Henri Drevet, pref. d'Andre Piettre, Paris, Albin Michel, 1972, 317 p.
- SAUL, Samuel B., *The Myth of the Great Depression, 1873-1896*, Londres, Macmillan, 1969, 64 p.
- SCAMMELL, William M., « The Working of the Gold Standard », *Yorkshire Bulletin of Economic and Social Research*, vol. 17, 1965, pp. 32-45.
- SHELP, Ronald K., *Beyond Industrialisation : Ascendancy of the Global Service Economy*, New-York, Praeger Publishers, 1981, 242 p.
- SPERLING, J., « The International Payments Mechanism in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 446-468.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *The Modern World System, Mercantilism and the Consolidation of the European World Economy, 1600-1750*, vol. II, New-York, Academic Press, 1980, 410 p.

WHITTESLEY, C. R., WILSON, J. S. G., *et al.*, *Essays in Money and Banking*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 327 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Allenby, Edmund H., 249
 Anderson, Peter, 51, 74, 80, 114, 129, 153, 154, 181
 Arcy, William d', 202, 203, 205, 206, 243, 256

B

Baldwin, Stanley, 273
 Balfour, Arthur, 247
 Bentham, Jeremy, 129
 Bismarck, Otto von, 50, 111, 152, 155, 157, 158, 159,
 192, 193, 303, 304
 Bolingbroke, Henry St Jean, 66, 67, 301
 Burke, Edmon, 92, 93, 275

C

Cain, Peter J., 17, 70, 72, 83, 132, 145, 222
 Canning, George, 97
 Carr, Edward H, 27, 28, 31
 Cassel, Ernest, 188, 189, 190, 191
 Chamberlain, Joseph, 40, 113, 133, 134, 135, 140, 141,
 147, 148, 149, 150, 162, 163, 198
 Charles I, 65, 182
 Chomsky, Noam, 44, 45
 Chruchill, Winston, 203, 204, 240, 241, 254, 257, 272
 Clemenceau, Georges, 249
 Clive, Lord, 84, 85, 90, 125, 138, 154
 Cobden, Richard, 32, 89, 103, 132, 140
 Coleman, David, 66, 77, 80
 Collins, Edward, 81
 Curzon, George, 173, 177, 249, 252

D

Dawes, Charles C., 235

De Cecco, Marcello, 288
 Deterding, Henri, 206, 259, 263
 Disraeli, Benjamin, 25, 110, 139, 144, 145, 146, 157
 Djavid, Bey, 191

E

Earl of Bath, Lord, 79
 Elisabeth I, 64
 Engdahl, William, 263, 264
 Engels, Friedrich, 73, 80

F

Fisher, John, 171, 172, 202, 203, 204, 256, 257
 Frankel, Joseph, 33, 34
 Frédéric-Guillaume III, 49

G

Gallagher, John, 17, 59, 141, 183, 185, 298
 George, Lloyd, 140, 142, 228, 229, 249, 290
 Gilpin, Robert, 30, 31
 Gladstone, William, 25, 110, 123, 129, 139, 140, 144,
 146, 153
 Greenway, Charles, 205, 259
 Gresham, Thomas, 64
 Grey, Edward, 176, 188, 189, 190, 191, 192, 199
 Gulbenkian, Calouste, 252

H

Hopkins, Anthony G., 17, 70, 72, 83, 132, 145, 222

I

Ibn Ali, Hussein, 245, 254
 Ibn Hussein, Fayssal, 254

J

Jacques II, 87

K

Keynes, John M., 241, 279, 281, 288, 289, 290

Kindleberger, Charles, 127, 234, 276

Krasner, Stephen, 30

Krippendorff, Ekkehart, 44

L

Lawrence, Thomas E., 128, 245, 246, 254

Lesseps, Ferdinand de, 54

Luttwak, Edward, 1, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 21, 302

M

Machiavel, Nicolas, 33

Mackinder, Halford John, 26, 55, 143, 177

MacMahon, Henry, 245, 246

Marx, Karl, 19, 43, 44, 61, 73, 74, 80

McGowan, Pat, 45, 167

Metternich, Klemens *von*, 49

Morgenthau, Hans, 28, 29, 35

Mosley, Oswald, 288

N

Napoléon I^{er}, 8, 40, 48, 54, 90

Napoléon III, 54

Norman, Montagu, 4, 41, 96, 108, 116, 117, 223, 237,
238, 240, 283

P

Palmerston, Henry John Temple, 53, 54, 115, 181

Peel, Robert, 60, 114

R

Ramsey, MacDonald, 281

Rathenau, Walther, 231

Ricardo, David, 19, 32, 74, 92, 289

Robinson, Ronald E., 17, 41, 59, 141, 183, 185, 293,
298

Rosebury, Archibald Primrose., 146

Rossier, Edmond, 49, 50

Rothschild, Walter, 247

Rousseau, Jean-Jacques, 37

S

Salisbury, Lord, 130, 140, 146, 155, 185

Samuel, Marcus, 206, 256

Schumpeter, Joseph A., 32, 73, 74

Seeley, John, 17, 47

Smith, Adam, 19, 31, 32, 33, 38, 42, 43, 83, 190, 191,
299

Snowden, Philip, 281

Southey, Robert, 67

W

Walker, Stephen G., 45, 167

Wallerstein, Immanuel, 59, 60

Waltz, Kenneth N., 29, 30

Weber, Marx, 68

Wilson, Woodrow, 43, 169, 185, 226, 237, 247, 250

INDEX THÉMATIQUE

A

accise, 78, 80
accord de Paris de 1916, 226
accord Saint-Jean-de-Maurienne, 247
accord Sykes-Picot, 221, 246, 247, 249, 250
action politique, 34
administration coloniale, 118, 124, 126, 252
agent économique, 31, 81, 129, 284
annexion territoriale, 41
aristocratie, 33, 46, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68,
69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 79, 80, 84, 89, 91, 92,
93, 94, 95, 103, 108, 115, 125, 127, 129, 130, 132,
139, 141, 142, 147, 149, 167, 223, 239, 275, 290,
298, 299, 301, 307
arme économique, 6, 12, 308
assainissement, 78, 87
assurance, 52, 64, 92, 101, 102, 117, 118, 120, 124,
145, 157, 221, 246, 273, 282
attraction externe, 41
avantage comparatif, 71, 74, 92, 112, 115, 121, 215,
239, 269, 270, 284

B

balance commerciale, 83, 89, 104, 111, 113, 114, 115,
116, 117, 136, 182, 240, 267, 269, 276
balance des paiements, 64, 114, 116, 117, 118, 119,
121, 122, 130, 133, 136, 169, 218, 276, 277
banque
banque commerciale, 64, 76, 94, 131, 215
banque impériale, 121, 199
billets bancaires, 76
bourgeoisie, 32, 33, 61, 62, 69, 73, 74, 75, 79, 80, 87,
88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 103, 278, 299

bourse de Londres, 77
budget, 25, 65, 78

C

campagne pour la réforme douanière, 113, 134, 198
canningisme, 97
capital
capital financier, 71, 82, 83, 107, 124, 125, 126,
130, 133, 134, 137, 140, 143, 149, 154, 155, 184,
185, 186, 189, 202, 203, 205, 208, 217, 226, 284,
295, 297, 299, 301, 304, 307, 308
capital industriel, 46, 124, 212, 219, 256, 275, 297,
303
capital international, 12, 57, 120, 231, 292, 306
concentration du capital, 39, 79, 164
institutionnalisation du capital, 72
capitalisme, 43, 44, 59, 60, 61, 63, 68, 69, 70, 72, 73,
74, 76, 81, 91, 96, 99, 103, 108, 145, 160, 162, 163,
175, 176, 177, 183, 203, 222, 223, 225, 263, 265,
271, 288, 290, 299, 303
capitalisme industriel, 59, 60, 73
capitalisme mercantile, 59, 60
charbon, 111, 126, 157, 171, 202, 272, 273, 274, 304
chimie, 113, 302
chômage, 96, 147, 227, 272, 273, 275, 281, 282, 288,
290, 303
classe ouvrière, 32, 43, 79, 80, 157, 229, 278, 286, 290
coalitions, 52
colonialisme, 38, 53, 154, 216, 240
colonies de peuplement, 59, 72, 84, 125, 137, 145,
146
colonisation informelle, 60, 180
commerce, 10, 48, 53, 56, 60, 63, 64, 66, 69, 70, 71, 76,
77, 78, 81, 82, 83, 86, 92, 94, 95, 97, 100, 110, 116,

117, 118, 119, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 135,
136, 138, 144, 145, 147, 164, 170, 173, 174, 177,
180, 182, 188, 191, 213, 214, 215, 222, 236, 253,
268, 269, 270, 271, 278, 286, 291, 292, 297, 303

compagnie à charte, 81, 82, 93, 102, 180, 260, 300

compétition non territoriale, 13

conférence de Gênes, 230, 231, 232, 234, 280

conférence de San Remo, 250

conférence de Versailles, 226, 249, 250, 288

congrès de Berlin, 152, 159

congrès de Troppau, 49

congrès de Vienne, 47, 48, 49, 50, 141, 155

conquête militaire, 39

conservatisme, 67, 92, 113, 132, 133, 197

consommateur, 257, 262

contrat social, 37

contribuable, 78, 79, 286

contrôle des mers, 26

convertibilité, 64, 78, 88, 97, 101, 117, 120, 127, 128,
131, 154, 169, 170, 224, 279, 281, 284, 291

corruption, 87, 129, 193, 299

crédit

 crédit à court terme, 94, 120, 121, 126, 216, 218,
 269

 crédit à long terme, 123

crise financière, 122, 133, 138, 197, 282

D

débiteur, 227

déclaration Balfour, 247

défense, 31, 45, 53, 77, 83, 92, 141, 150, 175, 177, 195,
281

déficit commercial, 56, 100, 114, 116, 119, 121, 125,
130, 133, 134, 136, 137, 144, 217, 268, 271

déflation, 128, 230, 231, 240, 277, 278, 279

dépendance alimentaire, 103, 115, 172, 297

dépendance financière, 56, 98, 197

dépense militaire, 78, 129, 130, 141, 142, 154, 235,
254, 260, 293

dépense publique, 65, 77, 87, 91, 92, 93, 98, 99, 129,
130, 224, 229, 235

dépôt bancaire, 120

dépréciation du taux de change, 127

déséquilibre économique, 56

désindustrialisation, 109, 135, 272

désintégration de l'Empire, 145, 188

déterminisme, 5, 8, 36, 38, 39

déterminisme économique, 8, 38

détroit, 151

dette publique, 64, 65, 66, 77, 78, 79, 80, 84, 87, 88, 91,
93, 184, 186, 187, 207, 220, 295

deuxième révolution industrielle, 16, 18, 19, 33, 40,
113, 125, 126, 127, 153, 155, 158, 160, 167, 170,
172, 177, 195, 203, 208, 220, 257, 284, 301, 302,
304

discours paternaliste, 132

dividendes, 117

division du travail, 4, 38, 39, 52, 114, 115, 297, 301

domination

 volonté de domination, 28, 29, 305

domination formelle, 38

dumping, 145, 161, 184

dynamisme économique, 41, 233

E

école de Manchester, 140

économie classique, 42

électricité, 113, 272, 302

émission monétaire, 128

emprunt, 65, 77, 78, 81, 91, 101, 154, 181, 191, 198,
200, 282, 285

enclavement, 41

endettement extérieur, 56, 225

enjeu stratégique, 46, 179, 195, 198, 199

épargne, 63, 69, 76, 94, 117, 121, 122, 123, 125, 225,
229, 289

équilibre des forces économiques, 18, 33, 116, 216,
292, 295

ère impériale, 38, 59, 60, 206, 283

espace insulaire, 4, 14, 41, 52

étalon-or, 91, 93, 128, 224, 228, 229, 230, 231, 233,
238, 239, 240, 241, 242, 265, 267, 269, 271, 273,
276, 277, 278, 280, 282, 285, 286, 287, 291, 292

Etat client, 56

excédent, 82, 93, 94, 117, 118, 121, 130, 136, 169, 218, 276, 277
 excès de production, 96
 exercice du pouvoir, 27, 35, 88
 expansion territoriale, 25, 40, 82, 158, 293, 298, 300
 exportation
 exportation des capitaux, 117, 118, 124, 133, 149, 181
 exportation des services, 116, 118, 119, 130, 136, 170, 217, 286
 exportation industrielle, 100, 109, 115, 116, 137, 169, 214

F

facteurs stratégiques, 18, 36
Fair Trade League, 113, 140, 147
firman, 54
 fiscalité, 65, 80, 300, 303
 flux de liquidités, 121
 frontières, 1, 8, 41, 45, 48, 64, 125, 152, 195, 199, 246, 250, 278, 298, 307

G

gain de productivité, 112, 145, 274
 géoéconomie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 27, 38, 39, 45, 46, 47, 56, 59, 60, 107, 108, 139, 142, 143, 149, 150, 168, 183, 209, 220, 221, 229, 232, 243, 244, 250, 261, 264, 266, 293, 298, 301, 302, 306
 dérapage géoéconomique, 21, 143, 185, 218, 255, 304
 dérive géoéconomique, 139
 vide géoéconomique, 21, 105, 134, 160, 162, 168, 174, 178, 183, 187, 190, 192, 194, 206, 207, 211, 234, 261, 262, 293, 302, 303, 308
 géographie, 1, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 26, 36, 41, 48
 géopolitique, 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 39, 42, 47, 55, 57, 62, 83, 88, 98, 108, 114, 115, 119, 126, 127, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 148, 150, 151, 152, 161, 168, 170, 173, 175, 176, 179, 180, 183, 185,

195, 208, 212, 219, 239, 244, 247, 249, 253, 254, 255, 293, 295, 296, 297, 299, 308
 donne géopolitique, 46, 143, 144
 rationalité géopolitique, 144
 Glorieuse Révolution, 58, 63, 65, 68, 87, 91
 gouvernance (bonne), 66, 87
 gouvernement de Sa Majesté, 21, 54, 90, 102, 145, 168, 181, 188, 190, 192, 201, 206, 207, 243, 247, 256, 259
 Grand Jeu, 152, 176, 179, 180
 groupes de pression, 17, 37

H

harmonie des intérêts, 31
 hégémonie maritime, 101
 hémorragie financière, 91
 histoire impériale, 57, 103, 307
 histoire intérieure, 25, 57, 124

I

identité, 1, 43, 176
 île mondiale, 26
 impérialisme
 impérialisme britannique, 2, 3, 4, 9, 14, 15, 17, 18, 20, 22, 26, 34, 38, 40, 46, 58, 61, 82, 85, 87, 88, 100, 263, 290, 293, 300, 301
 impérialisme informel, 97, 178, 179, 207, 208, 247
 subimpérialisme, 82, 83
 impôt
 impôt indirect, 78, 142, 227
 taxation directe, 78, 141
 indépendance alimentaire, 95
 indépendance financière, 64, 77
 individualisme, 66
 industrie
 industrialisation, 57, 58, 60, 63, 74, 89, 100, 109, 111, 117, 125, 137, 170, 173, 181, 269, 271, 272, 301
 industrie maritime, 64, 83
 industrie textile, 89, 96, 98, 266
 infrastructure

infrastructure maritime, 118
 Infrastructure, 99, 101, 118, 125, 155, 157, 173, 181,
 197, 258, 304
 institution financière, 188, 199
 intégrité territoriale, 50, 51
 interdépendance, 31, 32, 74, 84, 101, 140, 160, 170,
 215, 286, 307, 308
 intérêt
 intérêt commun, 37
 intérêt divisible, 45
 intérêt général, 6, 31, 32, 42, 57, 270, 305, 306
 intérêt indivisible, 45, 167
 intérêt national, 4, 6, 11, 12, 15, 18, 20, 21, 22, 25,
 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 42,
 43, 44, 45, 46, 57, 62, 67, 77, 95, 101, 119, 129,
 131, 142, 151, 164, 167, 176, 178, 186, 200, 204,
 224, 226, 241, 265, 292, 300, 301
 intérêt privé, 6, 11, 16, 17, 20, 37, 40, 57, 75, 76, 88,
 142, 300, 302, 304, 307
 intérêt systémique, 30
 internationalisation des échanges, 131, 307
 investissement direct à l'étranger, 121, 123, 147
 isolement, 41, 155, 160, 162, 167, 240

J

Joyau de la Couronne, 139, 195, 255

L

laxisme financier, 127
 lettres de change, 94, 120
 libéralisme, 1, 3, 6, 10, 12, 33, 56, 74, 83, 144, 186,
 211, 228, 263, 275, 287, 288, 296, 297, 299, 300,
 301, 304, 308
 liberté commerciale, 200
 libre-échange, 2, 3, 4, 9, 10, 12, 16, 19, 20, 21, 22, 25,
 31, 32, 40, 42, 44, 46, 53, 55, 56, 59, 60, 73, 74, 90,
 92, 93, 94, 95, 99, 101, 102, 103, 104, 107, 108,
 109, 110, 113, 114, 115, 118, 119, 120, 121, 123,
 124, 125, 127, 129, 130, 132, 133, 135, 139, 140,
 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 150, 153, 154,
 157, 158, 160, 163, 164, 169, 170, 172, 173, 175,

177, 178, 180, 181, 182, 185, 186, 201, 206, 208,
 220, 222, 224, 225, 226, 261, 265, 266, 271, 275,
 280, 281, 282, 283, 284, 290, 291, 294, 295, 297,
 298, 301, 303, 304, 306, 307, 308
 livre sterling, 91, 103, 117, 120, 128, 170, 267, 272,
 273, 281, 282, 288
 lois de navigation, 32, 60, 83
 lois sur le blé, 3, 32, 55, 56, 60, 73, 75, 89, 93, 95, 103,
 114
 longue dépression, 108
 lutte des classes, 43

M

maîtrise des mers, 48, 53, 54
 manifestation du pouvoir, 29, 34, 35
 marché
 lois du marché, 42, 68, 87, 115, 126, 129, 131, 219,
 274
 marché financier, 94, 101, 120, 218, 301
 marché intérieur, 42, 63, 82, 89, 90, 111, 158, 226,
 229, 294
 marché international, 44, 46, 101, 169, 231, 266,
 271, 281, 297
 marché monétaire, 76
 marché national, 167, 213, 220, 222, 226, 271, 283,
 284, 289, 292, 297, 300, 303, 307
 marché secondaire, 77
 marine marchande, 81, 117, 165
 marxisme, 9, 11, 19, 38, 39, 43, 44, 79, 161, 229
 masse continentale, 26, 52
 matières premières, 46, 52, 59, 100, 133, 137, 145, 281,
 286, 303
 mercantilisme, 42, 103, 227
 métallurgie, 112, 164
 méthodologie comportementaliste, 29, 34
 mobilité des intérêts, 88
 mode entrepreneurial, 68, 70
 mode rentier, 68, 70, 72
 monarchie constitutionnelle, 64
 mondialisation, 1, 19, 71

monnaie, 64, 77, 78, 94, 120, 128, 131, 158, 230, 235, 240, 241, 242, 267, 273, 276, 277, 281, 282, 286, 290, 292
 frappe de la monnaie, 78
 papier-monnaie, 128
 monopole, 10, 25, 42, 76, 83, 95, 115, 127, 128, 159, 168, 180, 183, 205, 233, 249, 252, 285, 295
 moyens de communication, 46
 moyens de production, 43

N

nations non-industrialisées, 41
 neutralité économique de l'Etat, 15, 127, 140, 275, 298

O

Océan Indien, 53, 54, 175, 245
 Océan Pacifique, 53
 oligarchie, 58, 93
 orthodoxie économique, 140, 147, 150, 153, 172, 219, 229, 238, 263, 274, 275, 276, 281, 286
 ouverture des frontières, 3, 12, 299

P

paix sociale, 96, 273, 278, 306, 307
 parité, 127, 128, 217, 240, 242, 272, 277, 278, 282, 288
 parlementarisme, 58
 pauvreté, 96, 196
 pays industrialisés, 40, 111, 120, 121, 123, 125, 137, 154, 161, 214, 227, 233, 290
 pénurie de liquidités, 96, 169, 170
 perméabilité des frontières, 47
 petite Angleterre, 108, 132, 140
 pétrole, 16, 18, 22, 107, 127, 143, 169, 170, 171, 172, 174, 175, 179, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 208, 220, 221, 227, 242, 243, 244, 245, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 295, 304, 305
 pivot géographique de l'histoire, 26
 place financière de Londres, 120, 138, 284

politique étrangère, 8, 11, 12, 36, 37, 39, 42, 49, 54, 56, 64, 66, 108, 143, 146, 192, 193, 229, 232, 255, 298, 306, 307
 politique extérieure, 11, 15, 18, 25, 40, 42, 43, 44, 50, 62, 97, 142, 155, 164
 politique interventionniste, 87, 201
 position monopolistique, 132
 possession territoriale, 59
 pouvoir d'achat, 63, 119, 214, 217, 267, 269, 270
 pragmatisme, 32, 33, 51, 61, 63, 93
 prédominance, 48, 53, 67, 73, 97, 125, 160, 162, 176, 195, 212
 préférence impériale, 3, 17, 146, 283
 Première Guerre mondiale, 22, 47, 107, 108, 111, 118, 128, 153, 172, 194, 218, 250, 257
 première révolution industrielle, 15, 40, 301
 projet impérial, 25, 40, 46, 105, 244, 255
 projet pour la nation, 22, 27, 36, 37, 44, 226, 270, 271, 280, 286, 287, 294, 298
 prolétariat, 43, 80, 132, 274, 275, 306, 307
 propriété
 droit de propriété, 36, 63, 67, 84, 223, 274
 propriétaires terriens, 58, 79, 80, 275
 propriété immobilière, 71
 protectionnisme, 3, 17, 31, 32, 43, 60, 82, 83, 90, 92, 95, 96, 99, 103, 111, 113, 114, 132, 133, 137, 143, 144, 147, 149, 157, 214, 215, 224, 227, 228, 239, 240, 262, 263, 275, 276, 281, 282, 283, 284, 285, 287, 292, 301, 302, 303, 308
 puissance
 accumulation de la puissance, 29
 puissance de la mer, 26
 puissance de la terre, 26
 puissance intrinsèque, 115, 299
 puissance navale, 115, 167, 174
 pulsion expansionniste, 46, 192
 pulsion géoéconomique, 58
 pulsion interne, 41, 287

R

radicalisme, 81, 132, 157, 201, 202
 raison officielle, 16, 20, 43, 57, 297

- ralentissement économique, 130, 132, 139
- réalisme
- courant néo-réaliste, 30, 39
 - courant réaliste, 28
 - réalisme structurel, 30
- recettes, 32, 65, 76, 77, 80, 85, 87, 92, 97, 129, 141, 148, 150, 153, 182, 184, 268
- réexportation, 83, 121
- réforme, 73, 96, 128, 132, 148, 149, 215, 222, 228, 237
- réforme organisationnelle, 112, 222
- réforme tarifaire, 148
- relations internationales, 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 37, 38, 39, 44, 47, 52, 55, 59, 74, 90, 107, 115, 135, 137, 138, 139, 140, 144, 146, 152, 161, 171, 179, 194, 211, 247, 287, 299, 307
- rente, 42, 79
- réseau commercial, 121, 164
- réseau financier, 90, 103, 162, 233
- réserves d'or, 76, 127, 128, 224, 233, 276, 277, 282, 284
- restriction tarifaire, 32, 111
- tarif douanier, 45, 90, 111, 113, 129, 141, 145, 147, 148, 150, 158, 220, 221, 227, 283, 285, 286, 287, 291, 292
- revenus invisibles, 64, 114, 116, 119, 121, 135, 138, 149, 215, 217, 241, 269, 270, 287
- révolution agraire, 63
- Révolution américaine, 58
- révolution financière, 64, 65, 66, 68, 75, 76, 77, 84, 85, 87
- Révolution française, 37, 49, 87
- rigueur budgétaire, 98, 123, 140, 141, 239
- roulier des mers, 54
- route des Indes, 53
- S**
- Sainte-Alliance, 49, 51
- secteurs économiques
- secteur bancaire, 123, 134, 159
 - secteur industriel, 62, 90, 92, 96, 109, 132, 160, 225, 271, 274, 289, 295, 301
 - secteur primaire, 103
 - secteur privé, 76, 77, 120, 123, 129, 141, 284
 - secteur public, 77, 123
 - secteur tertiaire, 64, 69, 70, 71, 75, 78, 83, 86, 99, 102, 130, 134, 135, 138, 148, 169, 213, 222
- sécurité alimentaire, 115
- sentiment nationaliste, 43
- service de la dette, 78, 90
- société anonyme, 120, 131
- sous-continent indien, 85, 152, 168, 174
- souscription des crédits, 77
- souveraineté, 37, 246
- spécialisation industrielle, 147
- stratégie
- choix stratégique, 11, 14, 37, 39, 46, 108
 - inertie stratégique, 142
 - stratégie maritime, 53, 55
- supériorité navale, 52, 54
- superpuissance, 4, 22, 46, 48, 104, 308
- suprématie, 9, 20, 27, 40, 41, 45, 47, 53, 57, 59, 60, 81, 97, 107, 108, 109, 115, 125, 127, 132, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 148, 149, 151, 153, 154, 158, 160, 162, 166, 167, 168, 170, 175, 180, 183, 184, 204, 208, 211, 212, 234, 250, 262, 263, 264, 265, 285, 291, 292, 294, 295, 296, 300, 302
- suprématie économique, 45, 107, 132, 139, 146, 211, 264
 - suprématie territoriale, 139, 250, 262
- T**
- taux d'intérêt, 7, 77, 84, 87, 94, 122, 123, 131, 154, 184, 229, 230, 236, 240, 242, 271, 277, 279, 281, 284, 285, 286, 289
- théorie classique de la géopolitique, 26
- théorie libérale, 19, 31, 147
- théorie périphérique, 82
- théorie utilitariste, 129
- thèse égocentrique, 82
- traité de Jay, 60
- traité de Rapallo, 231
- traité de Réassurance, 193

transport

transport ferroviaire, 118

transport maritime, 269, 270

U

unité tarifaire, 148

V

valeur ajoutée, 56

voie maritime, 20, 52

Z

zone d'influence, 56, 98, 199, 232, 233, 240, 246, 254,

308

L'impérialisme britannique de libre-échange, 1846-1932 : Une analyse géoéconomique

L'apogée de l'Empire britannique au milieu du XIX^e siècle coïncide, au niveau économique, avec le début d'une période de libre-échange qui s'est progressivement imposé comme une doctrine centrale et comme un facteur essentiel de la puissance britannique. Organisés autour de la City, les réseaux du commerce et de la finance internationale se sont transformés en un instrument géopolitique pour l'expansion territoriale de l'Empire. L'intersection entre les dimensions économiques et les aspects stratégiques a constitué l'élément fondamental du projet de la nation britannique, offrant ainsi un lien entre l'histoire intérieure et l'histoire extérieure du Royaume-Uni. Fruit de la *Pax Britannica*, ce lien n'a été que partiellement remis en question par la Première Guerre mondiale. Celle-ci a toutefois contribué à créer les conditions économiques et politiques qui finiront par produire un nouveau projet pour la nation britannique.

Géopolitique – géoéconomie - intérêt national - Empire britannique - libre-échange - stratégie.

British Imperialism of free-trade, 1846-1932 : A Geoeconomics Analysis

The pinnacle of the British Empire in the middle of the XIXth century coincides with the beginning of an era of economic free-trade that progressively stood out as a crucial doctrine and as an essential factor of British power. Organized by the City, the networks of the commerce and the international finance became a geopolitical instrument for the imperial territorial expansion. The junction between the economic dimensions and the strategic considerations was the central element of the British national project, offering a link between the domestic history and the foreign history of the United-Kingdom. Borne during the *Pax Britanica*, this link was but partially questioned by the First World War, which, contributed, however, to create the political and economic conditions that will lead to a new project for the British nation.

Geopolitics – geoeconomics - national interest - British Empire - free-trade - strategy.

Ecole doctorale 514 EDEAGE

EA 2291 - Intégration et Coopération dans l'Espace Européen (ICEE)

Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 ICEE Salle 5,

5 rue de l'Ecole de Médecine 75006 Paris.